

Résolutions et décisions du Conseil de sécurité

1^{er} août 2012 – 31 juillet 2013

Conseil de sécurité

Documents officiels



Nations Unies • New York, 2014

NOTE

Le présent recueil des *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité* contient les résolutions adoptées et les décisions prises par le Conseil durant la période du 1^{er} août 2012 au 31 juillet 2013 au sujet des questions de fond ainsi que les décisions prises par le Conseil sur certaines des plus importantes questions de procédure. Les résolutions et décisions figurent dans la première et la deuxième partie sous un titre général désignant la question dont il s'agit. Dans chaque partie les questions sont classées d'après la date à laquelle le Conseil les a examinées pour la première fois ; sous chaque question les résolutions et décisions figurent dans l'ordre chronologique.

Les résolutions sont numérotées dans l'ordre de leur adoption. On a fait suivre le texte des résolutions des résultats du vote. En règle générale, les décisions ne sont pas mises aux voix.

S/INF/68

Table des matières

	<i>Page</i>
Membres du Conseil de sécurité en 2012 et 2013.....	vii
Résolutions adoptées et décisions prises par le Conseil de sécurité du 1^{er} août 2012 au 31 juillet 2013	1
 <i>Première partie. Questions examinées par le Conseil de sécurité en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales</i>	
Questions concernant la situation au Moyen-Orient :	
A. La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne	1
B. La situation au Moyen-Orient.....	4
La situation à Chypre.....	17
La situation concernant le Sahara occidental	22
La situation au Timor-Leste	25
Opérations de maintien de la paix des Nations Unies.....	27
La situation entre l'Iraq et le Koweït.....	32
La situation au Libéria.....	34
La situation en Somalie	41
Questions concernant la situation dans l'ex-Yougoslavie :	
A. La situation en Bosnie-Herzégovine.....	73
B. Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité	78
C. Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991	79
Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1 ^{er} janvier 1994 et le 31 décembre 1994.....	82
Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991	
Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1 ^{er} janvier 1994 et le 31 décembre 1994.....	84
La question concernant Haïti	86
La situation au Burundi	92
La situation en Afghanistan.....	96
La situation en Sierra Leone	116
Relations entre le Cameroun et le Nigéria.....	125
La situation dans la région des Grands Lacs.....	126
La situation concernant la République démocratique du Congo.....	130
La situation en République centrafricaine	150

Table des matières

	<i>Page</i>
Le sort des enfants en temps de conflit armé	154
La situation en Guinée-Bissau	161
Protection des civils en période de conflit armé	168
Les femmes et la paix et la sécurité.....	173
Exposé du Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe	182
Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001) :	
A. Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre	182
B. Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement	183
C. Force intérimaire des Nations Unies au Liban.....	183
D. Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental	183
E. Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo	184
F. Mission des Nations Unies au Libéria.....	184
G. Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire	185
H. Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti	185
I. Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour.....	185
J. Mission des Nations Unies au Soudan du Sud	186
K. Mission de supervision des Nations Unies en République arabe syrienne	186
Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme.....	187
Exposés des présidents des organes subsidiaires du Conseil de sécurité.....	212
La situation en Côte d'Ivoire	213
Mission du Conseil de sécurité.....	226
Promotion et renforcement de l'état de droit dans le cadre des activités de maintien de la paix et de la sécurité internationales	226
Région de l'Afrique centrale.....	227
Rapports du Secrétaire général sur le Soudan.....	233
Consolidation de la paix après les conflits	264
La situation concernant l'Iraq	267
Non-prolifération.....	270
Consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest	271
Non-prolifération : République populaire démocratique de Corée	272

Table des matières

	<i>Page</i>
Maintien de la paix et de la sécurité internationales :	
A. Prévention des conflits.....	282
B. Faire avancer la réforme du secteur de la sécurité : perspectives et difficultés rencontrées en Afrique.....	283
C. Piraterie	283
Paix et sécurité en Afrique	287
Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales	302
La situation en Libye	302
La situation au Mali	308
 <i>Deuxième partie. Autres questions examinées par le Conseil de sécurité</i>	
Documentation, méthodes de travail et procédure du Conseil de sécurité :	
A. Mise en œuvre des dispositions de la note du Président du Conseil de sécurité (S/2010/507)	324
B. Questions d'ordre général	328
Examen du projet de rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale.....	330
Questions inscrites pour la première fois à l'ordre du jour du Conseil de sécurité entre le 1^{er} août 2012 et le 31 juillet 2013.....	331
Répertoire des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité du 1^{er} août 2012 au 31 juillet 2013	333
Répertoire des déclarations faites par le Président du Conseil de sécurité du 1^{er} août 2012 au 31 juillet 2013	335

Membres du Conseil de sécurité en 2012 et 2013

En 2012 et 2013, les membres du Conseil de sécurité étaient les suivants :

2012	2013
Afrique du Sud	Argentine
Allemagne	Australie
Azerbaïdjan	Azerbaïdjan
Chine	Chine
Colombie	États-Unis d'Amérique
États-Unis d'Amérique	Fédération de Russie
Fédération de Russie	France
France	Guatemala
Guatemala	Luxembourg
Inde	Maroc
Maroc	Pakistan
Pakistan	République de Corée
Portugal	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Rwanda
Togo	Togo

Résolutions adoptées et décisions prises par le Conseil de sécurité du 1^{er} août 2012 au 31 juillet 2013

Première partie. Questions examinées par le Conseil de sécurité en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales

QUESTIONS CONCERNANT LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

A. La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne¹

Décisions

À sa 6824^e séance, le 22 août 2012, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

À sa 6835^e séance, le 17 septembre 2012, le Conseil a examiné la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Robert H. Serry, Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel du Secrétaire général auprès de l'Organisation de libération de la Palestine et de l'Autorité palestinienne.

À sa 6847^e séance, le 15 octobre 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Arabie saoudite, de l'Australie, de Bahreïn, du Bangladesh, du Brésil, du Canada, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de l'Équateur, de l'Indonésie, de l'Islande, d'Israël, du Japon, de la Jordanie, du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Liban, de la Malaisie, des Maldives, de la Norvège, du Qatar, de la République arabe syrienne, de la République bolivarienne du Venezuela, de la République islamique d'Iran, de Sri Lanka, de la Tunisie, de la Turquie et du Viet Nam à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, conformément à son Règlement intérieur provisoire et à sa pratique antérieure, d'adresser une invitation à l'Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies, en réponse à la demande qu'il a adressée au Président du Conseil le 12 octobre 2012².

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, et à M. Abdou Salam Diallo, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien.

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 6863^e séance, tenue à huis clos le 14 novembre 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

À sa 6863^e séance, tenue à huis clos le 14 novembre 2012, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

¹ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2000 des résolutions et décisions sur cette question.

² Document S/2012/762, incorporé dans le procès-verbal de la 6847^e séance.

Avec l'assentiment du Conseil et conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies ainsi qu'à l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, le Président a invité les représentants de l'Algérie, de l'Arabie saoudite, de l'Australie, de l'Autriche, de Bahreïn, de la Belgique, du Brésil, du Canada, du Chili, de Chypre, de la Croatie, du Danemark, de Djibouti, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de l'Espagne, de la Finlande, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Indonésie, de l'Iraq, de l'Irlande, d'Israël, de l'Italie, du Japon, de la Jordanie, du Koweït, du Liban, de la Libye, du Luxembourg, de la Malaisie, du Mexique, du Mozambique, de la Norvège, d'Oman, des Pays-Bas, de la Pologne, du Qatar, de la République arabe syrienne, de la République tchèque, du Soudan, de la Suède, de la Suisse, de la Tunisie et de la Turquie, qui en avaient fait la demande, à participer, sans droit de vote, à l'examen de la question.

Le Président a appelé l'attention sur une lettre, en date du 14 novembre 2012, adressée par l'Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies³ dans laquelle il demandait, conformément à la pratique établie, à être invité à participer à la séance. Avec l'assentiment du Conseil et conformément à son Règlement intérieur provisoire ainsi qu'à la pratique établie, le Président a invité l'Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies à participer à la discussion.

Comme convenu lors de consultations, avec l'assentiment du Conseil et conformément à l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, le Président a invité le représentant de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies et l'Observateur permanent de la Ligue des États arabes auprès de l'Organisation des Nations Unies à participer à la séance.

Le Conseil a entendu un exposé présenté, conformément à l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, par M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Le Conseil a entendu des exposés présentés par l'Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies et le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Des déclarations ont été faites par les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne, de l'Azerbaïdjan, de la Chine, de la Colombie, des États-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie, de la France, du Guatemala, de l'Inde, du Maroc, du Pakistan, du Portugal, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et du Togo.

À sa 6869^e séance, le 21 novembre 2012, le Conseil a examiné la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À sa 6871^e séance, le 27 novembre 2012, le Conseil a examiné la question inscrite à l'ordre du jour de la 6869^e séance.

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Robert H. Serry, Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel du Secrétaire général auprès de l'Organisation de libération de la Palestine et de l'Autorité palestinienne.

À sa 6894^e séance, le 19 décembre 2012, le Conseil a examiné la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

À sa 6906^e séance, le 23 janvier 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Arabie saoudite, du Bangladesh, du Botswana, du Brésil, du Canada, de Cuba, de Djibouti, de l'Égypte, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Iraq, de l'Islande, d'Israël, du Japon, de la Jordanie, du Liban, de la Malaisie, de la Namibie, du Nigéria, du Qatar, de la République arabe syrienne, de la République bolivarienne du Venezuela, de la République islamique d'Iran, de la République populaire démocratique de Corée, de Sri Lanka, de la Tunisie et de la Turquie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

³ S/2012/841.

À la même séance, conformément à son Règlement intérieur provisoire et à sa pratique antérieure, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation à M. Riad Malki, Ministre des affaires étrangères de l'État observateur de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Robert H. Serry, Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel du Secrétaire général auprès de l'Organisation de libération de la Palestine et de l'Autorité palestinienne, et à M. Abdou Salam Diallo, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien.

À la même séance, conformément à son Règlement intérieur provisoire et à sa pratique antérieure, le Conseil a décidé d'adresser une invitation à M^{gr} Francis Assisi Chullikatt, Nonce apostolique, Observateur permanent de l'État observateur du Saint-Siège auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ioannis Vrailas, Chef adjoint de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 6926^e séance, le 26 février 2013, le Conseil a examiné la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

À sa 6940^e séance, le 25 mars 2013, le Conseil a examiné la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Robert H. Serry, Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel du Secrétaire général auprès de l'Organisation de libération de la Palestine et de l'Autorité palestinienne.

À sa 6950^e séance, le 24 avril 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, du Botswana, du Brésil, de Cuba, de Djibouti, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de l'Équateur, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Islande, d'Israël, du Japon, du Liban, de la Malaisie, du Nicaragua, de la Norvège, du Qatar, de la République arabe syrienne, de la République bolivarienne du Venezuela, de la République islamique d'Iran, de Sri Lanka, de la Tunisie, de la Turquie et de l'Ukraine à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, conformément à son Règlement intérieur provisoire et à sa pratique antérieure, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation à l'Observateur permanent de l'État observateur de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, et à M. Abdou Salam Diallo, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien.

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ahmed Fathalla, Observateur permanent de la Ligue des États arabes auprès de l'Organisation des Nations Unies, et à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 6969^e séance, le 22 mai 2013, le Conseil a examiné la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Robert H. Serry, Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel du Secrétaire général auprès de l'Organisation de libération de la Palestine et de l'Autorité palestinienne.

À sa 6986^e séance, le 25 juin 2013, le Conseil a examiné la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Oscar Fernandez-Taranco, Sous-Secrétaire général aux affaires politiques.

À sa 7007^e séance, le 23 juillet 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Arabie saoudite, du Bangladesh, du Brésil, du Costa Rica, de Cuba, de Djibouti, de l'Égypte, de l'Équateur, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Islande, d'Israël, du Japon, du Liban, de la Malaisie, du Pérou, du Qatar, de la République arabe syrienne, de la République bolivarienne du Venezuela, de la République islamique d'Iran, de Sri Lanka et de la Turquie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, conformément à son Règlement intérieur provisoire et à sa pratique antérieure, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation à l'Observateur permanent de l'État observateur de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Robert H. Serry, Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel du Secrétaire général auprès de l'Organisation de libération de la Palestine et de l'Autorité palestinienne, et à M. Abdou Salam Diallo, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien.

À la même séance, conformément à son Règlement intérieur provisoire et à sa pratique antérieure, le Conseil a décidé d'adresser une invitation à l'Observateur permanent de l'État observateur du Saint-Siège auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation au représentant de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

B. La situation au Moyen-Orient⁴

Décisions

Le 17 août 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général⁵ :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 10 août 2012⁶, par laquelle vous marquez votre intention d'établir une présence effective et souple des Nations Unies en République arabe syrienne pour apporter son aide à votre mission de bons offices et au travail du Représentant spécial conjoint de l'Organisation des Nations Unies et de la Ligue des États arabes pour la Syrie, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité et qu'ils en ont pris bonne note. Les membres du Conseil de sécurité ont réitéré leur soutien à votre mission de bons offices et à celle du Représentant spécial conjoint.

À sa 6825^e séance, le 30 août 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants d'Israël et du Liban à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation au Moyen-Orient

« Lettre, en date du 14 août 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2012/632) ».

⁴ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1967 des résolutions et décisions sur cette question.

⁵ S/2012/654.

⁶ S/2012/618.

**Résolution 2064 (2012)
du 30 août 2012**

Le Conseil de sécurité,

Rappelant toutes ses résolutions précédentes concernant le Liban, en particulier les résolutions 425 (1978) et 426 (1978) du 19 mars 1978, 1559 (2004) du 2 septembre 2004, 1680 (2006) du 17 mai 2006, 1701 (2006) du 11 août 2006, 1773 (2007) du 24 août 2007, 1832 (2008) du 27 août 2008, 1884 (2009) du 27 août 2009, 1937 (2010) du 30 août 2010 et 2004 (2011) du 30 août 2011, ainsi que les déclarations de son Président concernant la situation au Liban,

Répondant à la demande formulée par le Gouvernement libanais dans la lettre, en date du 21 juillet 2012, adressée au Secrétaire général par le Ministre des affaires étrangères et des émigrés du Liban, tendant à voir proroger sans le modifier le mandat de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour une nouvelle période d'un an, et accueillant avec satisfaction la lettre, en date du 14 août 2012, adressée à son Président par le Secrétaire général pour recommander cette prorogation⁷,

Réaffirmant son ferme attachement à l'intégrité territoriale, à la souveraineté et à l'indépendance politique du Liban,

Réaffirmant son attachement à l'application intégrale de toutes les dispositions de la résolution 1701 (2006) et conscient de la responsabilité qui lui incombe d'aider à parvenir à un cessez-le-feu permanent et à une solution à long terme du conflit, comme l'envisage ladite résolution,

Demandant à toutes les parties concernées de redoubler d'efforts pour appliquer intégralement sans plus tarder toutes les dispositions de la résolution 1701 (2006),

Exprimant la vive préoccupation que lui inspirent toutes les violations liées à la résolution 1701 (2006) et comptant que l'enquête de la Force sera rapidement achevée afin que de telles violations n'aient plus lieu à l'avenir,

Saluant le rôle constructif que joue le mécanisme tripartite pour désamorcer les tensions et témoignant son soutien à la Force dans l'action qu'elle mène pour inciter les deux parties à continuer de mettre en place des dispositifs de liaison et de coordination,

Soulignant qu'il importe que l'interdiction de la vente et de la fourniture d'armes et de matériel connexe imposée par la résolution 1701 (2006) soit strictement respectée,

Rappelant qu'il est extrêmement important que toutes les parties concernées respectent la Ligne bleue dans sa totalité, saluant les progrès accomplis dans le marquage de la Ligne bleue et encourageant les parties à redoubler d'efforts, en coopération avec la Force, pour marquer la totalité de la Ligne bleue de façon visible et pour progresser dans la matérialisation des points litigieux, comme le recommande le bilan stratégique de la Force,

Condamnant dans les termes les plus vifs l'attentat terroriste du 9 décembre 2011 dirigé contre les Casques bleus de la Force, ainsi que toutes les tentatives d'atteinte à la sécurité et à la stabilité du Liban, et réaffirmant qu'il est déterminé à ce que de tels actes d'intimidation n'empêchent pas la Force de s'acquitter de son mandat conformément à la résolution 1701 (2006),

Rappelant les principes pertinents énoncés dans la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé⁸,

Rendant hommage au dynamisme et au dévouement du personnel de la Force, exprimant sa vive gratitude aux États Membres qui apportent leur contribution à la Force et soulignant qu'il faut impérativement doter celle-ci de tout le matériel et de tous les moyens nécessaires à l'exécution de son mandat,

Rappelant la demande du Gouvernement libanais tendant à ce qu'une force internationale soit déployée pour l'aider à exercer son autorité sur l'ensemble du territoire et réaffirmant que la Force est autorisée à prendre toutes mesures nécessaires dans les secteurs où opèrent ses forces et, quand elle le juge possible dans la limite de ses

⁷ S/2012/632.

⁸ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2051, n° 35457.

capacités, à veiller à ce que son théâtre d'opérations ne soit pas utilisé pour des activités hostiles de quelque nature que ce soit, et à résister à toute tentative visant à l'empêcher par la force de s'acquitter de son mandat,

Se félicitant des efforts que déploie le Secrétaire général pour suivre de près toutes les opérations de maintien de la paix, y compris la Force, et soulignant qu'il est nécessaire que lui-même adopte une approche rigoureuse et stratégique en ce qui concerne le déploiement des missions de maintien de la paix,

Exprimant son soutien sans réserve aux priorités stratégiques et aux recommandations formulées par le Secrétaire général dans sa lettre du 12 mars 2012 adressée à son Président à l'issue du bilan stratégique de la Force⁹, et priant le Secrétaire général de continuer à le tenir informé de la suite donnée à ce bilan,

Demandant aux États Membres de fournir au besoin une assistance à l'Armée libanaise pour qu'elle puisse s'acquitter de sa mission, conformément à la résolution 1701 (2006),

Considérant que la situation qui règne au Liban continue de menacer la paix et la sécurité internationales,

1. *Décide* de proroger jusqu'au 31 août 2013 le mandat actuel de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban;

2. *Salue* le rôle positif de la Force, dont le déploiement avec l'Armée libanaise a contribué à créer un nouvel environnement stratégique dans le sud du Liban, se félicite que la Force et l'Armée libanaise coordonnent davantage leurs activités et demande à celles-ci de coopérer encore plus;

3. *Se félicite*, à cet égard, que la Force et l'Armée libanaise participent au dialogue stratégique ayant pour but d'analyser les forces terrestres et les moyens maritimes et de définir une série de critères reflétant la corrélation entre les capacités et les responsabilités de la Force par rapport à celles de l'Armée libanaise afin de déterminer ce dont cette dernière a besoin pour mener à bien les tâches prescrites dans la résolution 1701 (2006) et demande que ce dialogue s'intensifie, conformément aux recommandations issues du bilan stratégique de la Force⁹, notamment grâce à une coordination accrue entre les donateurs qui aide l'Armée libanaise à exécuter le mandat qui lui a été confié par la résolution 1701 (2006);

4. *Demande instamment* à toutes les parties intéressées de respecter la cessation des hostilités, de prévenir toute violation de la Ligne bleue et de respecter celle-ci dans sa totalité, et de coopérer pleinement avec l'Organisation des Nations Unies et la Force;

5. *Condamne dans les termes les plus vifs* tous les attentats terroristes visant la Force et demande instamment à toutes les parties d'honorer scrupuleusement l'obligation qu'elles ont de respecter la sécurité du personnel de la Force et des autres membres du personnel des Nations Unies et de veiller à ce que la liberté de circulation de la Force soit pleinement respectée et exempte d'entraves, conformément à son mandat et à ses règles d'engagement, notamment en évitant toute conduite qui mette en danger le personnel des Nations Unies, et, à cet égard, demande que la Force et l'Armée libanaise continuent de coopérer, surtout en menant des patrouilles coordonnées et adjacentes, salue la détermination des autorités libanaises à poursuivre les auteurs des attentats des 27 mai, 26 juillet et 9 décembre 2011 et à protéger le personnel de la Force lors de ses déplacements, et demande de nouveau que l'enquête ouverte par le Liban sur ces attentats soit rapidement menée à bien afin que les auteurs soient traduits en justice;

6. *Prie instamment* toutes les parties de coopérer pleinement avec lui et avec le Secrétaire général pour réaliser des progrès tangibles vers un cessez-le-feu permanent et une solution à long terme, comme le prévoit la résolution 1701 (2006), et souligne que les parties doivent en faire plus pour progresser vers la pleine application de la résolution 1701 (2006);

7. *Engage* le Gouvernement israélien à procéder sans plus tarder au retrait de son armée de la partie nord de Ghajar, en coordination avec la Force, qui a activement collaboré avec Israël et le Liban pour faciliter ce retrait;

8. *Demande de nouveau* à tous les États d'appuyer et de respecter pleinement l'instauration, entre la Ligne bleue et le Litani, d'une zone d'exclusion de tous personnel armé, biens et armes autres que ceux du Gouvernement libanais et de la Force;

⁹ S/2012/151.

9. *Se félicite* des dispositions que prend la Force pour appliquer la politique de tolérance zéro du Secrétaire général à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et faire intégralement respecter le code de conduite de l'Organisation par son personnel, prie le Secrétaire général de continuer à faire tout le nécessaire en ce sens et de le tenir informé, et engage vivement les pays qui fournissent des contingents à prendre des mesures préventives et disciplinaires pour que les actes de ce type fassent l'objet d'enquêtes en bonne et due forme et soient dûment sanctionnés toutes les fois que leur personnel serait en cause ;

10. *Prie* le Secrétaire général de continuer à lui faire rapport tous les quatre mois sur l'application de la résolution 1701 (2006), ou toutes les fois qu'il le jugera nécessaire ;

11. *Souligne* combien il est important et nécessaire de parvenir à une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient, sur le fondement de toutes ses résolutions pertinentes, notamment les résolutions 242 (1967) du 22 novembre 1967, 338 (1973) du 22 octobre 1973, 1515 (2003) du 19 novembre 2003 et 1850 (2008) du 16 décembre 2008 ;

12. *Décide* de rester activement saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6825^e séance.

Décisions

À sa 6826^e séance, le 30 août 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Iraq (Ministre adjoint des affaires étrangères), de la Jordanie (Ministre des affaires étrangères), du Liban (Ministre des affaires sociales), de la République arabe syrienne et de la Turquie (Ministre des affaires étrangères) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. António Guterres, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

À sa 6841^e séance, le 26 septembre 2012, le Conseil a examiné la question intitulée :

« La situation au Moyen-Orient

« Réunion de haut niveau du Conseil de sécurité sur la paix et la sécurité au Moyen-Orient

« Lettre, en date du 6 septembre 2012, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2012/686) ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Nabil Elaraby, Secrétaire général de la Ligue des États arabes.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil¹⁰ :

Le Conseil de sécurité réaffirme que c'est à lui qu'incombe la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Le Conseil réaffirme que la coopération avec les organisations régionales et sous-régionales dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité sous l'empire du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies peut améliorer la sécurité collective.

Le Conseil rappelle toutes ses résolutions antérieures et les déclarations de son Président qui soulignent combien il importe d'établir des partenariats efficaces entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales conformément à la Charte et aux textes pertinents des organisations régionales et sous-régionales.

Le Conseil remercie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, et le Secrétaire général de la Ligue des États arabes, M. Nabil Elaraby, de leurs exposés.

¹⁰ S/PRST/2012/20.

Le Conseil salue les efforts déployés par la Ligue des États arabes pour contribuer à l'action collective menée pour trouver une solution pacifique aux conflits qui secouent le Moyen-Orient et susciter une réponse internationale face aux mutations que vit la région, et l'encourage à poursuivre dans cette voie, tout en réaffirmant son attachement sans faille à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale des pays de la région et aux buts et principes énoncés dans la Charte.

Le Conseil se félicite que ces mutations, qui traduisent les aspirations légitimes de tous les peuples de la région à la liberté, à la participation politique et au bien-être socioéconomique au sein d'une société pluraliste, aient amenées l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes à intensifier leur coopération.

Le Conseil réaffirme son attachement à la cause d'une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient et à la recherche d'un règlement global du conflit arabo-israélien, et réaffirme l'importance de l'Initiative de paix arabe¹¹. Il rappelle également ses résolutions antérieures sur la question.

Le Conseil, rappelant ses résolutions 2042 (2012) et 2043 (2012), accueille avec satisfaction la nomination du Représentant spécial conjoint de l'Organisation des Nations Unies et de la Ligue des États arabes pour la Syrie, qui marque une étape majeure de la coopération entre les deux organisations, et lui témoigne son soutien en ce qu'il fait pour poursuivre la mission de bons offices du Secrétaire général.

Le Conseil loue la constante solidarité que les membres de la Ligue des États arabes apportent à l'entreprise internationale de maintien et de consolidation de la paix, notamment en ce qu'ils fournissent des contingents aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

Le Conseil prend note de la réunion générale consacrée à la coopération entre les représentants des secrétariats des organismes des Nations Unies et ceux du Secrétariat général de la Ligue des États arabes et de ses organisations spécialisées, tenue à Vienne du 10 au 12 juillet 2012.

Le Conseil se félicite que les représentants des deux organisations se soient dits prêts à coopérer dans divers domaines d'intérêt commun en vue d'apporter des réponses conjointes aux crises humanitaires, le cas échéant, et de promouvoir les droits de l'homme, la liberté d'expression, la sécurité alimentaire, la protection de l'environnement et la lutte contre le terrorisme et le trafic illicite de drogues et d'armes, tout en réaffirmant la nécessité pour l'Organisation de veiller à ce que toutes les mesures qu'elle prend pour rétablir la paix et la sécurité soient elles-mêmes conformes à l'état de droit et en assurent la promotion.

Le Conseil rappelle ses déclarations à la presse des 12 et 14 septembre 2012 relatives aux récents attentats perpétrés contre le personnel et les locaux de représentations diplomatiques et réaffirme que ces actes sont injustifiables, quels qu'en soient les motifs, le moment et les auteurs. Il insiste sur le fait qu'il importe de respecter et de comprendre les personnes de toutes religions et la diversité culturelle partout dans le monde. Il souligne que l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes sont toutes deux déterminées à encourager le dialogue mondial en faveur de la tolérance et de la paix, et leur demande d'intensifier leur coopération au vu des récents événements afin de parvenir à une meilleure entente entre les pays, les cultures et les civilisations.

Le Conseil reconnaît l'importance qu'il y a à coopérer plus étroitement avec la Ligue des États arabes au développement des capacités en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Le Conseil se dit déterminé à prendre des mesures concrètes pour renforcer la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes, en accord avec le Chapitre VIII de la Charte.

Le Conseil demande au Secrétaire général de lui faire rapport, selon qu'il conviendra, sur les moyens de continuer à renforcer les relations institutionnelles et la coopération entre les deux organisations.

À sa 6878^e séance, le 4 décembre 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Yémen à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Jamal Benomar, Conseiller spécial du Secrétaire général pour le Yémen.

¹¹ S/2002/932, annexe II, résolution 14/221.

À sa 6893^e séance, le 19 décembre 2012, le Conseil a examiné la question intitulée :

« La situation au Moyen-Orient

« Rapport du Secrétaire général sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2012 (S/2012/897) ».

**Résolution 2084 (2012)
du 19 décembre 2012**

Le Conseil de sécurité,

Notant avec préoccupation que la situation au Moyen-Orient est tendue et semble devoir le rester tant que l'on ne sera pas parvenu à un règlement d'ensemble de la question du Moyen-Orient sous tous ses aspects,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général, en date du 30 novembre 2012, sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement¹² et réaffirmant sa résolution 1308 (2000) du 17 juillet 2000,

Se déclarant gravement préoccupé par toutes les violations de l'accord sur le dégagement des forces du 31 mai 1974, notamment la présence des Forces armées arabes syriennes et de matériel militaire non autorisé dans la zone de séparation,

Convenant avec le Secrétaire général que les opérations militaires menées par les Forces armées arabes syriennes nuisent aux efforts déployés par la Force pour s'acquitter efficacement de sa mission,

Se déclarant vivement préoccupé par la présence de membres armés de l'opposition dans la zone de séparation,

Soulignant que les récents incidents de part et d'autre de la ligne de cessez-le-feu montrent qu'il existe un risque d'escalade des tensions entre Israël et la République arabe syrienne et mettent en danger le cessez-le-feu entre les deux pays,

Condamnant l'incident du 29 novembre 2012 au cours duquel cinq soldats de la paix ont été blessés,

Exprimant de nouveau sa gratitude au personnel militaire et civil de la Force qui exerce ses fonctions dans des conditions de plus en plus difficiles,

1. *Appelle* les parties concernées à mettre immédiatement en œuvre sa résolution 338 (1973) du 22 octobre 1973 ;

2. *Appelle* toutes les parties à pleinement coopérer avec la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement, à respecter ses privilèges et immunités et à assurer sa liberté de circulation ainsi que la sécurité et l'accès immédiat et sans entraves du personnel des Nations Unies s'acquittant de son mandat, en application des accords existants, et souligne la nécessité de renforcer la sécurité et la sûreté du personnel de la Force ;

3. *Souligne* l'obligation faite aux deux parties de respecter pleinement et scrupuleusement les termes de l'accord sur le désengagement des forces, appelle les parties à faire preuve de la plus grande retenue et à prévenir toutes violations du cessez-le-feu et incursions dans la zone de séparation et souligne qu'il ne devrait y avoir aucune activité militaire de quelque sorte que ce soit, notamment aucune opération militaire des Forces armées arabes syriennes, dans la zone de séparation ;

4. *Se félicite* des efforts déployés par la Force pour mettre en œuvre la politique de tolérance zéro du Secrétaire général à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et veiller à ce que son personnel se conforme strictement au code de conduite de l'Organisation des Nations Unies, prie le Secrétaire général de continuer à prendre toutes les dispositions nécessaires à cet égard et de le tenir informé, et demande instamment aux pays qui fournissent des contingents de prendre des mesures préventives et disciplinaires pour que ces actes fassent l'objet d'enquêtes en bonne et due forme et soient dûment sanctionnés toutes les fois que leur personnel serait en cause ;

5. *Décide* de renouveler pour une période de six mois, soit jusqu'au 30 juin 2013, le mandat de la Force et prie le Secrétaire général de veiller à donner à la Force les moyens de s'acquitter de son mandat ;

¹² S/2012/897.

6. *Prie* le Secrétaire général de lui faire rapport tous les 90 jours sur l'évolution de la situation et sur les mesures prises pour appliquer la résolution 338 (1973).

Adoptée à l'unanimité à la 6893^e séance.

Décisions

Le 25 janvier 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général¹³ :

Comme suite à ma lettre du 3 janvier 2013, j'ai l'honneur de vous informer que les membres du Conseil de sécurité ont décidé d'envoyer une mission au Yémen, qui se rendra à Sanaa le 27 janvier 2013. Les Ambassadeurs Mark Lyall Grant, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et Mohammed Loulichki, du Maroc, conduiront conjointement la mission. Les membres du Conseil sont convenus du mandat de la mission (voir annexe).

Après consultation avec les membres du Conseil, il a été décidé que la mission serait composée comme suit :

Argentine (M. Mario Oyarzábal)
Australie (Ambassadeur Gary Francis Quinlan)
Azerbaïdjan (Ambassadeur Agshin Mehdiyev)
Chine (M^{me} Jiang Hua)
Fédération de Russie (M. Alexander A. Pankin)
France (M. Martin Briens)
Guatemala (Ambassadeur Gert Rosenthal)
Luxembourg (Ambassadeur Sylvie Lucas)
Maroc (Ambassadeur Mohammed Loulichki)
Pakistan (Ambassadeur Raza Bashir Tarar)
République de Corée (Ambassadeur Shin Dong-ik)
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Ambassadeur Mark Lyall Grant)
Rwanda (M. Olivier Nduhungirehe)
Togo (Ambassadeur Kodjo Menan)

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Annexe

Mandat de la mission du Conseil de sécurité au Yémen, prévue le 27 janvier 2013

Mission conduite par les Ambassadeurs Mark Lyall Grant (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) et Mohammed Loulichki (Maroc)

1. Réaffirmer l'appui constant du Conseil de sécurité au processus de transition politique en cours au Yémen, mené conformément au mécanisme de mise en œuvre du Conseil de coopération du Golfe et en vue de la tenue d'élections en février 2014, ainsi qu'aux rôles importants que jouent dans ce processus le Président Hadi, le Gouvernement d'unité nationale et le peuple du Yémen.

¹³ S/2013/61.

2. Évaluer les suites données aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 2051 (2012), et examiner les progrès que le Gouvernement yéménite a accomplis vers la tenue de la Conférence de dialogue national, la restructuration des forces de sécurité et des forces armées regroupées dans le cadre d'une structure nationale unifiée professionnelle, la fin de tous les conflits armés et l'application de mesures pour faire face à la situation économique et à la situation humanitaire.
3. Examiner les conditions de sécurité au Yémen, notamment l'action en cours du Gouvernement yéménite pour combattre Al-Qaida dans la péninsule arabique et mener à bien les réformes de l'appareil de sécurité.
4. Rencontrer, aux fins d'examiner et d'évaluer la transition, des représentants des partis yéménites et des partenaires internationaux à Sanaa, y compris, si possible, le Conseil de coopération du Golfe et des acteurs yéménites, notamment des représentants de la société civile.
5. Évaluer les progrès accomplis en vue d'activer les promesses de dons faites à Riyad le 4 septembre 2012 et à la réunion ministérielle des Amis du Yémen tenue à New York le 27 septembre 2012.
6. Réaffirmer l'importance d'une coordination et d'un financement immédiats de la part des donateurs en vue de remédier à la situation humanitaire très grave au Yémen.
7. Reconnaître les nombreuses difficultés que rencontre encore le Yémen sur la voie de la transition et souligner les préoccupations que continuent d'inspirer au Conseil de sécurité les personnes qui gênent ou compromettent la transition, notant à cet égard que la résolution 2051 (2012) prévoit la possibilité d'imposer des sanctions aux auteurs de troubles.
8. Exprimer un soutien énergique à l'égard du rôle que joue la communauté internationale pour mettre en œuvre l'initiative du Conseil de coopération du Golfe, notamment l'action que déploient les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, le Conseil de coopération du Golfe, le représentant de l'Union européenne et le Conseiller spécial du Secrétaire général, ainsi que les bons offices de ce dernier au Yémen.

À sa 6922^e séance, le 15 février 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Yémen à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient ».

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil¹⁴ :

Le Conseil de sécurité se félicite de la déclaration faite par le Président yéménite, M. Abd Rabbuh Mansour Hadi, pour annoncer le lancement de la Conférence de dialogue national le 18 mars 2013 et félicite ceux qui ont participé de façon constructive aux étapes préparatoires du processus. Il se félicite également de la promulgation du décret portant création du Bureau exécutif du Cadre de responsabilité mutuelle.

Le Conseil rappelle que la transition doit être une initiative nationale et qu'elle doit se dérouler sous le signe de la démocratie, de la bonne gouvernance, de l'état de droit, de la réconciliation nationale et du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales de tous les Yéménites.

Le Conseil souligne qu'il importe que la Conférence de dialogue national se déroule sans exclusive, avec la participation pleine et active de toutes les composantes de la société yéménite, notamment de représentants du Sud et des autres régions ainsi que des jeunes et des femmes, comme indiqué dans le rapport final du Comité préparatoire. Il appelle toutes les parties à respecter le calendrier et les critères établis dans l'accord sur la transition et à agir de bonne foi, de manière pacifique, transparente et constructive, dans un esprit de réconciliation. Il rappelle qu'il attend de la Conférence qu'elle aboutisse à un référendum sur la Constitution et à des élections d'ici à février 2014.

Le Conseil exhorte toutes les parties yéménites à choisir la voie du dialogue et de la consultation pour régler leurs différends, à renoncer à recourir à la violence à des fins politiques, à s'abstenir de toute provocation et à se conformer pleinement aux dispositions de ses résolutions 2014 (2011) et 2051 (2012). Il se

¹⁴ S/PRST/2013/3.

dit préoccupé par les informations selon lesquelles le processus de transition serait perturbé par des personnes qui représentent l'ancien régime ou l'ancienne opposition au Yémen et par des personnes qui n'adhèrent pas aux principes directeurs de l'accord régissant le mécanisme de mise en œuvre du processus de transition, notamment l'ancien Président, M. Ali Abdullah Saleh, et l'ancien Vice-Président, M. Ali Salim Al-Beidh. Il se redit prêt à envisager de nouvelles mesures, notamment en vertu de l'Article 41 de la Charte des Nations Unies, si les agissements visant à saper l'action du Gouvernement d'unité nationale et la transition politique se poursuivent.

Le Conseil est préoccupé par les allégations concernant l'argent et les armes envoyés au Yémen afin de saper la transition.

Le Conseil réaffirme son attachement à l'unité, à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale du Yémen.

Le Conseil engage vivement le Gouvernement yéménite à adopter sans plus tarder une loi sur la justice transitionnelle afin de favoriser la réconciliation. En outre, il prie instamment le Yémen de respecter l'état de droit et de protéger les droits de l'homme, notamment des personnes vulnérables et des femmes, comme les enfants, conformément à ses obligations juridiques internationales. À cet égard, il accueille favorablement l'engagement pris par le Gouvernement d'adopter et de faire appliquer un plan d'action qui s'inscrira dans le droit fil de sa résolution 1612 (2005) afin de mettre fin à l'enrôlement et à l'utilisation d'enfants par les forces de sécurité yéménites.

Le Conseil reste pleinement mobilisé par la situation qui règne au Yémen et suivra de près les prochaines étapes devant conduire à une transition politique pacifique. À cet égard, il se félicite des efforts coordonnés que ne cessent de faire le Conseil de coopération du Golfe, le « Groupe des dix ambassadeurs », le Secrétaire général dans le cadre de sa mission de bons offices, notamment par l'intermédiaire de son Conseiller spécial pour le Yémen, M. Jamal Benomar, et plus généralement la communauté diplomatique, et attend avec intérêt la prochaine réunion des Amis du Yémen, qui doit se tenir à Londres le 7 mars 2013. Le Conseil de sécurité souligne qu'un appui international doit continuer d'être fourni à la transition politique au Yémen, moyennant, notamment, le respect des engagements pris par les donateurs.

À sa 6949^e séance, le 18 avril 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants du Liban, de la République arabe syrienne et de la Turquie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M^{me} Valerie Amos, Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires et Coordinatrice des secours d'urgence, à M. António Guterres, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, à M^{me} Zainab Hawa Bangura, Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, et à M^{me} Leila Zerrougui, Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé.

À sa 6957^e séance, tenue à huis clos le 30 avril 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

À sa 6957^e séance, tenue à huis clos le 30 avril 2013, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « La situation au Moyen-Orient ».

Avec l'assentiment du Conseil et conformément à l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, le Président a invité le représentant de la Jordanie à participer à la discussion.

Les membres du Conseil étaient saisis de la lettre, en date du 25 avril 2013, adressée au Président du Conseil par le Représentant permanent de la Jordanie auprès de l'Organisation des Nations Unies¹⁵.

Les membres du Conseil ont entendu un exposé du représentant de la Jordanie.

Les membres du Conseil et le représentant de la Jordanie ont eu un échange de vues.

¹⁵ S/2013/247.

À sa 6976^e séance, le 11 juin 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Yémen à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Jamal Benomar, Conseiller spécial du Secrétaire général pour le Yémen.

À sa 6991^e séance, le 27 juin 2013, le Conseil a examiné la question intitulée :

« La situation au Moyen-Orient

« Rapport du Secrétaire général sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement pour la période du 1^{er} avril au 30 juin 2013 (S/2013/345) ».

**Résolution 2108 (2013)
du 27 juin 2013**

Le Conseil de sécurité,

Notant avec préoccupation que la situation au Moyen-Orient est tendue et semble devoir le rester tant que l'on ne sera pas parvenu à un règlement d'ensemble de la question du Moyen-Orient sous tous ses aspects,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général, en date du 12 juin 2013, sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement¹⁶ et réaffirmant sa résolution 1308 (2000) du 17 juillet 2000,

Soulignant que les deux parties doivent se conformer aux dispositions de l'Accord sur le dégagement des forces israéliennes et syriennes, en date du 31 mai 1974, et respecter scrupuleusement le cessez-le-feu,

Convenant avec le Secrétaire général que les activités militaires actuellement conduites par l'une ou l'autre partie dans la zone de séparation risquent d'exacerber les tensions entre Israël et la République arabe syrienne et continuent de remettre en cause le cessez-le-feu entre les deux pays et de menacer la population locale comme le personnel des Nations Unies présent sur le terrain,

Se déclarant gravement préoccupé par toutes violations de l'accord sur le dégagement des forces,

Rappelant qu'à l'exception de la Force il ne doit y avoir aucune force militaire dans la zone de séparation,

Demandant à toutes les parties au conflit interne syrien de cesser leurs opérations militaires dans la zone d'opérations de la Force,

Condamnant fermement les atteintes portées à la sûreté et à la sécurité du personnel des Nations Unies ces derniers mois, en particulier la détention, le 6 mars 2013, de 21 soldats de la paix de la Force dans la zone de limitation par des éléments armés de l'opposition syrienne, la détention, le 7 mai 2013, de 4 soldats de la paix de la Force dans la zone de limitation, à proximité de Jamlé, par des éléments armés de l'opposition syrienne et la détention, le 15 mai 2013, de 3 observateurs de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve par un groupe d'éléments armés hostiles au gouvernement,

Condamnant de même fermement les récents violents combats dans la zone de séparation, en particulier l'attaque du 6 juin 2013 durant laquelle deux soldats de la paix de la Force ont été blessés,

Soulignant que la Force doit pouvoir disposer de tous les moyens et ressources dont elle a besoin pour s'acquitter de son mandat en toute sécurité,

Exprimant sa profonde reconnaissance au personnel militaire et civil de la Force, y compris celui du Groupe d'observateurs au Golan, pour son service et la contribution qu'il continue d'apporter dans des conditions de plus en plus difficiles, et souligne que le maintien de la présence de la Force contribue grandement à la paix et à la sécurité au Moyen-Orient,

1. *Appelle* les parties concernées à mettre immédiatement en œuvre sa résolution 338 (1973) du 22 octobre 1973;

2. *Souligne* l'obligation faite aux deux parties de respecter pleinement et scrupuleusement les dispositions de l'accord sur le dégagement des forces, en date du 31 mai 1974, appelle les parties à faire preuve de la plus grande

¹⁶ S/2013/345.

retenue et à prévenir toutes violations du cessez-le-feu et incursions dans la zone de séparation et souligne qu'il ne devrait y avoir aucune activité militaire de quelque sorte que ce soit, notamment aucune opération militaire des Forces armées arabes syriennes, dans la zone de séparation ;

3. *Souligne également* qu'il ne devrait y avoir aucune activité militaire des groupes d'opposition armés dans la zone de séparation et prie instamment les États Membres de signifier clairement aux groupes d'opposition armés syriens présents dans la zone d'opérations de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement qu'ils doivent cesser toute activité susceptible de mettre en danger les soldats de la paix des Nations Unies présents sur le terrain et d'accorder au personnel des Nations Unies la liberté dont il a besoin pour s'acquitter de son mandat en toute sécurité ;

4. *Appelle* toutes les parties à pleinement coopérer avec la Force, à respecter ses privilèges et immunités et à assurer sa liberté de circulation ainsi que la sécurité et l'accès immédiat et sans entraves du personnel des Nations Unies s'acquittant de son mandat, y compris en envisageant l'utilisation, le cas échéant et à titre provisoire, d'un autre point d'arrivée et de départ pour assurer la relève des contingents en toute sécurité, en application des accords existants, et demande au Secrétaire général de lui signaler immédiatement, ainsi qu'aux pays fournisseurs de contingents, tous actes entravant l'aptitude de la Force à s'acquitter de sa mission ;

5. *Insiste* sur la nécessité de renforcer la sûreté et la sécurité du personnel de la Force, y compris celui du Groupe d'observateurs au Golan, et, à cet égard, fait sienne la recommandation du Secrétaire général tendant à poursuivre le réaménagement du dispositif et des opérations de la mission et à mettre en œuvre des mesures supplémentaires d'atténuation des risques en vue de renforcer les capacités de défense de la Force, notamment en augmentant ses effectifs et en améliorant son matériel de défense, dans le respect des critères définis par le protocole à l'accord sur le dégagement ;

6. *Se félicite* des efforts déployés par la Force pour mettre en œuvre la politique de tolérance zéro du Secrétaire général à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et veiller à ce que son personnel se conforme strictement au code de conduite de l'Organisation des Nations Unies, prie le Secrétaire général de continuer à prendre toutes les dispositions nécessaires à cet égard et à le tenir informé et demande instamment aux pays qui fournissent des contingents de prendre des mesures préventives et disciplinaires pour que ces actes fassent l'objet d'enquêtes en bonne et due forme et soient dûment sanctionnés toutes les fois que leur personnel serait en cause ;

7. *Décide* de renouveler pour une période de six mois, soit jusqu'au 31 décembre 2013, le mandat de la Force et prie le Secrétaire général de veiller à donner à la Force les moyens de s'acquitter de son mandat et à améliorer sa capacité à le faire en toute sécurité ;

8. *Prie* le Secrétaire général de lui faire rapport tous les 90 jours sur l'évolution de la situation et les mesures prises pour appliquer la résolution 338 (1973).

Adoptée à l'unanimité à la 6991^e séance.

Décisions

Le 18 juin 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général¹⁷ :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 14 juin 2013, par laquelle vous faisiez part de votre intention de nommer le général de division Michael Finn (Irlande) Chef de mission et chef d'état-major de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve¹⁸, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris bonne note.

À sa 6994^e séance, le 10 juillet 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Liban à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation au Moyen-Orient

« Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité (S/2013/381) ».

¹⁷ S/2013/362.

¹⁸ S/2013/361.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, la Présidente a fait la déclaration suivante au nom du Conseil¹⁹ :

Le Conseil de sécurité a entendu des exposés du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban et du Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix faisant suite au rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité²⁰.

Le Conseil rappelle toutes ses résolutions précédentes ainsi que les déclarations de son Président concernant la situation au Liban.

Le Conseil juge encourageant que le calme continue de régner au niveau de la Ligne bleue et dans la zone d'opérations de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban. Il exhorte toutes les parties à n'épargner aucun effort pour prolonger la cessation des hostilités et souligne l'importance qui s'attache à ce qu'elles continuent de collaborer avec le Coordonnateur spécial et la Force, y compris dans le cadre du mécanisme tripartite, à ce qu'elles se concentrent à nouveau sur l'objectif d'un cessez-le-feu permanent et à ce qu'elles réfléchissent de façon constructive aux moyens de résoudre toutes les questions laissées en suspens dans l'application de ses résolutions 1559 (2004), 1680 (2006) et 1701 (2006) et de ses autres résolutions pertinentes. Il rappelle à toutes les parties qu'elles sont tenues de garantir la sécurité des soldats de la paix et de faire en sorte que la Force jouisse d'une liberté de circulation complète et sans entraves.

Le Conseil exprime sa profonde préoccupation devant toutes les violations de la souveraineté du Liban et engage toutes les parties à respecter pleinement la souveraineté, l'intégrité territoriale, l'unité et l'indépendance politique du Liban à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, conformément à ses résolutions pertinentes.

Face à l'impact de plus en plus évident de la crise syrienne sur la stabilité et la sécurité du Liban, le Conseil souligne la préoccupation croissante que lui causent la multiplication des tirs effectués à travers la frontière depuis la République arabe syrienne vers le Liban, qui ont fait des morts et des blessés parmi la population libanaise, ainsi que les incursions, les enlèvements et le trafic d'armes effectués à travers la frontière libano-syrienne. Le Conseil se dit également préoccupé par toutes les autres violations de frontière. Il se fait l'écho de la protestation élevée par le Président libanais, M. Michel Sleiman, dans sa lettre du 19 juin 2013²¹, contre ces tirs répétés effectués par les parties au conflit, y compris les Forces armées arabes syriennes et les groupes d'opposition armés syriens, qui violent la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban.

Le Conseil note en outre avec une profonde préoccupation certaines évolutions récentes concernant l'implication des parties libanaises dans les combats en République arabe syrienne. Il invite toutes les parties libanaises à réaffirmer leur adhésion à la politique libanaise de dissociation, à rester unies derrière le Président Sleiman à cet égard et à se garder de toute participation à la crise syrienne, conformément à l'engagement qu'elles ont pris dans la Déclaration de Baabda du 11 juin 2012²². Le Conseil se fait en outre l'écho de l'appel lancé par le Président Sleiman aux parties en République arabe syrienne pour qu'elles évitent de mener des actions militaires près de la frontière libanaise.

Face aux tentatives visant à compromettre la stabilité du pays, le Conseil exhorte toutes les parties au Liban à manifester une unité et une volonté renouvelée de ne pas se laisser entraîner dans le conflit, salue à cet égard les efforts que le Président Sleiman continue de déployer pour sauvegarder l'unité et la stabilité du Liban et souligne que les institutions de l'État doivent pouvoir continuer de compter sur un large appui politique.

Le Conseil exhorte toutes les parties au Liban à poursuivre leurs contacts avec le Premier Ministre désigné, M. Tammam Salam, afin qu'un gouvernement puisse être formé de toute urgence. Il invite en outre

¹⁹ S/PRST/2013/9.

²⁰ S/2013/381.

²¹ S/2013/370, annexe.

²² S/2012/477, annexe.

tous les dirigeants libanais à redoubler d'efforts pour parvenir à un accord sur les élections législatives qui soit conforme à la longue tradition démocratique du Liban et à son cadre juridique et constitutionnel.

Le Conseil souligne l'importance d'apporter le soutien voulu aux forces de sécurité et aux autorités judiciaires pour lutter contre l'impunité des actes de violence. Il rappelle la nécessité de mettre fin à l'impunité au Liban, réitère son appui sans réserve aux travaux du Tribunal spécial pour le Liban et engage les autorités libanaises à continuer de s'acquitter de leurs obligations internationales à cet égard, notamment sur le plan financier. Le Conseil demande à toutes les parties de coopérer sans réserve avec le Tribunal.

Le Conseil condamne les violences récemment exercées par des groupes armés dans tout le pays, notamment à Tripoli et à Sidon, dont les dernières ont tué au moins 16 soldats et en ont blessé plus de 50 et il exprime ses condoléances aux familles des victimes. Le Conseil salue le rôle crucial joué par les Forces de sécurité intérieure et l'Armée libanaise pour étendre et maintenir l'autorité de l'État et répondre aux nouveaux problèmes de sécurité. Il exhorte les dirigeants libanais de toute nuance et les Libanais de toutes les communautés à apporter tout le soutien possible à l'Armée libanaise en tant qu'institution nationale et neutre et clef de voûte de la stabilité du pays.

Le Conseil est gravement préoccupé par l'afflux dramatique de réfugiés au Liban fuyant la violence en République arabe syrienne, qui sont maintenant au nombre de 587 000 Syriens auxquels s'ajoutent 65 500 Palestiniens. Il salue la générosité avec laquelle le Liban accueille et aide ces réfugiés, et il préconise la mise en place de structures institutionnelles disposant de l'autorité voulue pour exercer les fonctions nécessaires de planification, de distribution et de coordination.

Le Conseil souligne qu'il importe que le Liban puisse compter sur un soutien ferme et coordonné de la part de la communauté internationale pour continuer à relever les nombreux défis lancés à sa sécurité et à sa stabilité. Il invite la communauté internationale à accroître son soutien à l'Armée libanaise, en réponse à son récent plan de développement des capacités et dans le contexte du dialogue stratégique entre l'Armée libanaise et la Force. Il note l'urgence toute particulière d'une aide qui permettrait de renforcer les moyens dont dispose l'Armée libanaise pour contrôler les frontières.

En ce qui concerne la crise des réfugiés, le Conseil souligne l'importance de fournir une assistance d'une ampleur sans précédent, à la fois pour répondre aux besoins des réfugiés et des communautés d'accueil et pour aider des autorités libanaises confrontées à d'extraordinaires problèmes financiers et structurels du fait de l'afflux de ces réfugiés. Le Conseil engage la communauté internationale à fournir le plus rapidement possible l'assistance requise en répondant au récent appel conjoint lancé par l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement libanais et, à cet égard, exhorte les États Membres qui ont fait des promesses de contribution à tenir leurs promesses.

À sa 7000^e séance, le 16 juillet 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Iraq, du Liban, de la République arabe syrienne et de la Turquie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M^{me} Valerie Amos, Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires et Coordinatrice des secours d'urgence, et à M. António Guterres, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, à participer à la séance par visioconférence.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ivan Šimonović, Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme.

LA SITUATION À CHYPRE²³

Décision

À sa 6908^e séance, le 24 janvier 2013, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« La situation à Chypre

« Rapport du Secrétaire général sur l'opération des Nations Unies à Chypre (S/2013/7) ».

Résolution 2089 (2013) du 24 janvier 2013

Le Conseil de sécurité,

Accueillant avec satisfaction le rapport du Secrétaire général, en date du 7 janvier 2013, sur l'opération des Nations Unies à Chypre²⁴,

Notant que le Gouvernement chypriote convient qu'en raison de la situation qui règne dans l'île il est nécessaire d'y maintenir la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre au-delà du 31 janvier 2013,

Notant également que le Secrétaire général compte faire le point de sa mission de bons offices dans son prochain rapport sur la question, faisant écho à la ferme conviction du Secrétaire général selon laquelle c'est aux Chypriotes eux-mêmes qu'il incombe au premier chef de trouver une solution et réaffirmant le rôle de premier plan de l'Organisation des Nations Unies s'agissant d'aider les parties à parvenir à un règlement global et durable du conflit à Chypre et du problème de la division de l'île,

Se félicitant des progrès accomplis à ce jour dans les négociations véritables ainsi que des déclarations communes des dirigeants, notamment celles des 23 mai et 1^{er} juillet 2008,

Rappelant combien il importe à la communauté internationale que toutes les parties s'engagent pleinement dans les négociations en faisant preuve de souplesse et d'un esprit constructif, notant que le passage à une phase plus active des négociations n'a pas encore permis un règlement durable, global et juste fondé sur une fédération bicommunautaire et bizonale et sur l'égalité politique, comme y appellent ses résolutions pertinentes, engageant les parties à reprendre les négociations de fond sur les questions centrales et soulignant que le statu quo n'est pas viable,

Se félicitant des efforts faits par le Secrétaire général, lors de sa rencontre avec les deux dirigeants les 30 et 31 octobre 2011 et 23 et 24 janvier 2012, pour favoriser les progrès et lui exprimant son soutien sans faille,

Notant qu'il importe de progresser dans l'examen des mesures de confiance militaires et les discussions à ce sujet et appelant à de nouveaux efforts pour mettre en œuvre l'ensemble des mesures de confiance restantes ainsi que pour parvenir à un accord au sujet de nouvelles mesures propres à renforcer la confiance entre les communautés et les appliquer,

Réaffirmant qu'il importe que les Chypriotes puissent continuer à traverser la Ligne verte et encourageant l'ouverture, d'un commun accord, d'autres points de passage,

Convaincu des avantages nombreux et importants, notamment des avantages économiques, qu'aurait pour tous les Chypriotes un règlement global et durable de la situation à Chypre, engageant vivement les deux parties et leurs dirigeants à contribuer à faire prévaloir un discours public positif et les encourageant à exposer clairement aux deux communautés, suffisamment de temps avant l'organisation de tout référendum éventuel, les avantages d'un règlement en expliquant qu'il importe de faire preuve à cette fin de davantage de souplesse et d'esprit de compromis,

Estimant que porter atteinte à la crédibilité de l'Organisation compromet le processus de paix lui-même,

²³ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1963 des résolutions et décisions sur cette question.

²⁴ S/2013/7.

Soulignant l'importance du rôle d'accompagnement que jouent la communauté internationale et, en particulier, les parties intéressées en prenant des mesures concrètes en vue d'encourager les dirigeants chypriote grec et chypriote turc à saisir véritablement l'occasion qui s'offre actuellement à eux,

Notant que le Secrétaire général juge que les conditions de sécurité dans l'île et le long de la Ligne verte demeurent stables et priant instamment toutes les parties d'éviter toute action susceptible d'accroître les tensions, de remettre en question les progrès réalisés ou de porter atteinte à la bonne volonté dans l'île,

Rappelant la ferme conviction du Secrétaire général selon laquelle la situation dans la zone tampon s'améliorerait si les deux parties acceptaient l'aide-mémoire de 1989 utilisé par l'Organisation,

Déplorent que les parties bloquent l'accès aux champs de mines encore existants dans la zone tampon, sachant que le déminage de Chypre doit se poursuivre, notant le danger que continuent de poser les mines à Chypre et plaidant pour un accord rapide qui favoriserait la reprise des opérations de déminage des champs de mines restants,

Soulignant l'importance des activités du Comité des personnes disparues à Chypre, demandant instamment l'ouverture d'accès à toutes les zones pour permettre au Comité d'accomplir ses tâches et convaincu que cela favorisera la réconciliation des communautés,

Convenant que la participation active de groupes de la société civile, y compris les groupes de femmes, est essentielle pour le processus politique et peut contribuer à assurer la viabilité de tout règlement futur, rappelant que les femmes jouent un rôle important dans les processus de paix, se félicitant des efforts réalisés, notamment par tous les organismes des Nations Unies présents dans l'île, pour promouvoir les contacts et les manifestations bicommunautaires et exhortant les deux parties à encourager la participation active de la société civile et la coopération entre organismes à vocation économique et organismes à vocation commerciale et à lever tous les obstacles à ces contacts,

Soulignant qu'il lui faut adopter une approche rigoureuse et stratégique en matière de déploiement des opérations de maintien de la paix,

Se félicitant de l'intention du Secrétaire général de suivre de près toutes les opérations de maintien de la paix de façon à en assurer l'efficacité et l'efficience, notamment de se pencher au besoin sur les activités de la Force, et notant qu'il importe, en prévision du règlement, de prévoir les aménagements, si nécessaire assortis de recommandations, à apporter au mandat de la Force, à ses effectifs, à ses autres ressources et à son concept d'opération, compte tenu de l'évolution de la situation sur le terrain et des vues des parties,

Se félicitant également des efforts que continuent de déployer M. Alexander Downer, en sa qualité de Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre chargé d'aider les parties à mener des négociations véritables en vue de parvenir à un règlement global, ainsi que M^{me} Lisa Buttenheim, en sa qualité de Représentante spéciale du Secrétaire général à Chypre,

S'associant au Secrétaire général pour exprimer sa gratitude au Gouvernement chypriote et au Gouvernement grec, qui ont versé des contributions volontaires au financement de la Force, et pour demander que d'autres pays et organisations versent de nouvelles contributions volontaires, et remerciant les États Membres qui fournissent du personnel à la Force,

Appréciant et encourageant les efforts que l'Organisation déploie, dans le cadre de toutes ses opérations de maintien de la paix, pour sensibiliser le personnel de maintien de la paix à la question de la prévention du VIH/sida et d'autres maladies transmissibles et de la lutte contre ces maladies,

1. *Prend note* des progrès accomplis à ce jour dans les négociations véritables, mais relève qu'ils ne suffisent pas et qu'ils n'ont pas encore débouché sur un règlement global et durable, et exhorte les parties à poursuivre les discussions pour réaliser des progrès décisifs concernant les questions centrales ;

2. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général²⁴ ;

3. *Rappelle* sa résolution 2026 (2011) du 14 décembre 2011 et demande aux deux dirigeants :

a) De s'employer davantage à faire converger leurs points de vue sur les questions centrales ;

b) De continuer à travailler avec les commissions techniques afin d'améliorer la vie quotidienne des Chypriotes ;

c) D'améliorer le climat général des négociations, notamment en insistant dans les messages publics sur les convergences de points de vue et la voie à suivre et en adressant des messages plus constructifs et plus cohérents ;

- d) D'accroître la participation de la société civile au processus, selon qu'il conviendra ;
4. *Demande instamment* l'application de mesures de confiance et espère que de nouvelles mesures seront arrêtées d'un commun accord et mises en œuvre, y compris des mesures de confiance militaires et l'ouverture d'autres points de passage ;
5. *Exhorte* toutes les parties à faire preuve de plus d'empressement s'agissant de répondre aux demandes d'exhumation présentées par le Comité des personnes disparues à Chypre, en lui assurant une liberté d'accès totale dans toute l'île, y compris les zones militaires du nord ;
6. *Réaffirme* toutes ses résolutions pertinentes sur Chypre, en particulier la résolution 1251 (1999), en date du 29 juin 1999, et les résolutions ultérieures ;
7. *Exprime son plein appui* à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre et décide d'en proroger le mandat, pour une nouvelle période, jusqu'au 31 juillet 2013 ;
8. *Demande* aux deux parties de continuer à tenir, d'urgence et dans le respect du mandat de la Force, des consultations avec celle-ci sur la démarcation de la zone tampon et sur l'aide-mémoire de 1989 utilisé par l'Organisation des Nations Unies, en vue de parvenir rapidement à un accord sur les questions en suspens ;
9. *Demande* à la partie chypriote turque et aux forces turques de rétablir à Strovilia le statu quo militaire antérieur au 30 juin 2000 ;
10. *Demande* aux deux parties de permettre aux démineurs d'accéder à la zone tampon et d'en faciliter le déminage, et prie instamment les deux parties d'étendre les opérations de déminage au-delà de celle-ci ;
11. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte de l'application de la présente résolution, y compris de la question de la planification en prévision du règlement, au plus tard le 10 juillet 2013, et de le tenir au courant de la situation en tant que de besoin ;
12. *Se félicite* des efforts déployés par la Force pour appliquer la politique de tolérance zéro du Secrétaire général à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et veiller à ce que son personnel respecte strictement le code de conduite de l'Organisation, prie le Secrétaire général de continuer à prendre toutes mesures nécessaires en ce sens et de l'en tenir informé, et demande instamment aux pays qui fournissent des contingents d'adopter des mesures de prévention appropriées, notamment de sensibiliser les contingents avant leur déploiement, ainsi que de prendre des mesures disciplinaires et autres pour amener les membres de leurs contingents qui se seraient rendus coupables de tels actes à en répondre pleinement ;
13. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à la 6908^e séance
par 14 voix contre zéro, avec 1 abstention
(Azerbaïdjan).*

Décision

À sa 7014^e séance, le 30 juillet 2013, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« La situation à Chypre

« Rapport du Secrétaire général sur l'opération des Nations Unies à Chypre (S/2013/392) ».

Résolution 2114 (2013) du 30 juillet 2013

Le Conseil de sécurité,

Accueillant avec satisfaction le rapport du Secrétaire général, en date du 5 juillet 2013, sur l'opération des Nations Unies à Chypre²⁵,

Notant que le Gouvernement chypriote convient qu'en raison de la situation qui règne dans l'île il est nécessaire d'y maintenir la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre au-delà du 31 juillet 2013,

²⁵ S/2013/392.

Notant également que le Secrétaire général compte faire le point de sa mission de bons offices dans son prochain rapport sur la question, faisant écho à la ferme conviction du Secrétaire général selon laquelle c'est aux Chypriotes eux-mêmes qu'il incombe au premier chef de trouver une solution et réaffirmant le rôle de premier plan de l'Organisation des Nations Unies s'agissant d'aider les parties à parvenir à un règlement global et durable du conflit à Chypre et du problème de la division de l'île,

Se félicitant des progrès accomplis à ce jour et des efforts déployés par les parties pour que les négociations reprennent de manière fructueuse en octobre 2013,

Rappelant combien il importe à la communauté internationale que toutes les parties s'engagent pleinement dans les négociations, en faisant preuve de souplesse et d'un esprit constructif, notant que le passage à une phase plus active des négociations n'a pas encore permis un règlement durable, global et juste fondé sur une fédération bicommunautaire et bizonale et sur l'égalité politique, comme y appellent ses résolutions pertinentes, engageant les parties à reprendre les négociations de fond sur les questions centrales et soulignant que le statu quo n'est pas viable,

Se félicitant des efforts faits par le Secrétaire général, lors de ses rencontres avec les deux dirigeants les 30 et 31 octobre 2011 et 23 et 24 janvier 2012, pour favoriser les progrès, et lui exprimant son soutien sans faille,

Notant qu'il importe de progresser dans l'examen des mesures de confiance militaires et les discussions à ce sujet et appelant à de nouveaux efforts pour mettre en œuvre l'ensemble des mesures de confiance restantes ainsi que pour parvenir à un accord au sujet de nouvelles mesures propres à renforcer la confiance entre les communautés et pour les appliquer,

Réaffirmant qu'il importe que les Chypriotes puissent continuer à traverser la Ligne verte et encourageant l'ouverture, d'un commun accord, d'autres points de passage,

Convaincu des avantages nombreux et importants, notamment des avantages économiques, qu'aurait pour tous les Chypriotes un règlement global et durable de la situation à Chypre, engageant vivement les deux parties et leurs dirigeants à contribuer à faire prévaloir un discours public positif et les encourageant à exposer clairement aux deux communautés, suffisamment de temps avant l'organisation de tout référendum éventuel, les avantages d'un règlement en expliquant qu'il importe de faire preuve à cette fin de davantage de souplesse et d'esprit de compromis,

Estimant que porter atteinte à la crédibilité de l'Organisation des Nations Unies compromet le processus de paix lui-même,

Soulignant l'importance du rôle d'accompagnement que jouent la communauté internationale et, en particulier, les parties intéressées en prenant des mesures concrètes en vue d'encourager les dirigeants chypriote grec et chypriote turc à saisir véritablement l'occasion qui s'offre actuellement à eux,

Notant que le Secrétaire général juge que l'état de sécurité dans l'île et le long de la Ligne verte demeure stable et priant instamment toutes les parties d'éviter toute action susceptible d'accroître les tensions, de remettre en question les progrès réalisés ou de porter atteinte à la bonne volonté dans l'île,

Rappelant la ferme conviction du Secrétaire général selon laquelle la situation dans la zone tampon s'améliorerait si les deux parties acceptaient l'aide-mémoire de 1989 utilisé par l'Organisation,

Déplorant que les parties bloquent l'accès aux champs de mines encore existants dans la zone tampon, sachant que le déminage de Chypre doit se poursuivre, notant le danger que continuent de poser les mines à Chypre et plaidant pour un accord rapide qui favoriserait la reprise des opérations de déminage des champs de mines restants,

Soulignant l'importance des activités du Comité des personnes disparues à Chypre, préconisant vivement l'ouverture d'accès à toutes les zones pour permettre au Comité d'accomplir ses tâches et convaincu que cela favorisera la réconciliation des communautés,

Convenant que la participation active des groupes de la société civile, y compris les groupes de femmes, est essentielle pour le processus politique et peut contribuer à assurer la viabilité de tout règlement futur, rappelant que les femmes jouent un rôle important dans les processus de paix, se félicitant des efforts réalisés, notamment par tous les organismes des Nations Unies présents dans l'île, pour promouvoir les contacts et les manifestations bicommunautaires et exhortant les deux parties à encourager la participation active de la société civile et la coopération entre organismes à vocation économique et organismes à vocation commerciale et à lever tous les obstacles à ces contacts,

Soulignant qu'il lui faut adopter une approche rigoureuse et stratégique en matière de déploiement des opérations de maintien de la paix,

Se félicitant de l'intention du Secrétaire général de suivre de près toutes les opérations de maintien de la paix de façon à en assurer l'efficacité et l'efficience, notamment les activités de la Force, au besoin, et notant qu'il importe, en prévision du règlement, de prévoir les aménagements, si nécessaire assortis de recommandations à apporter au mandat de la Force, à ses effectifs, à ses autres ressources et à son concept d'opération, compte tenu de l'évolution de la situation sur le terrain et des vues des parties,

Se félicitant également des efforts que continuent de déployer M. Alexander Downer, en sa qualité de Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre chargé d'aider les parties à mener des négociations véritables en vue de parvenir à un règlement global, ainsi que M^{me} Lisa Bittenheim, en sa qualité de Représentante spéciale du Secrétaire général à Chypre,

S'associant au Secrétaire général pour exprimer sa gratitude au Gouvernement chypriote et au Gouvernement grec, qui ont versé des contributions volontaires au financement de la Force, et pour demander que d'autres pays et organisations versent de nouvelles contributions volontaires, et remerciant les États Membres qui fournissent du personnel à la Force,

Appréciant et encourageant les efforts que l'Organisation déploie, dans le cadre de toutes ses opérations de maintien de la paix, pour sensibiliser le personnel de maintien de la paix à la question de la prévention du VIH/sida et d'autres maladies transmissibles et de la lutte contre ces maladies,

1. *Prend note* des progrès accomplis à ce jour dans les négociations véritables, mais relève qu'ils ne suffisent pas et qu'ils n'ont pas encore débouché sur un règlement global et durable, et exhorte les parties à poursuivre les discussions pour réaliser des progrès décisifs concernant les questions centrales ;

2. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général²⁵ ;

3. *Rappelle* sa résolution 2026 (2011) du 14 décembre 2011 et demande aux deux dirigeants :

a) De s'employer davantage à faire converger leurs points de vue sur les questions centrales ;

b) De continuer à travailler avec les commissions techniques afin d'améliorer la vie quotidienne des Chypriotes ;

c) D'améliorer le climat général des négociations, notamment en insistant dans les messages publics sur les convergences de points de vue et la voie à suivre et en adressant des messages plus constructifs et plus cohérents ;

d) D'accroître la participation de la société civile au processus, selon qu'il conviendra ;

4. *Demande instamment* l'application de mesures de confiance et espère que de nouvelles mesures seront arrêtées d'un commun accord et mises en œuvre, y compris des mesures de confiance militaires et l'ouverture d'autres points de passage ;

5. *Se félicite* de tous les efforts consentis pour donner suite aux demandes d'exhumation présentées par le Comité des personnes disparues à Chypre et engage toutes les parties à assurer au Comité une liberté d'accès totale ;

6. *Réaffirme* toutes ses résolutions pertinentes sur Chypre, en particulier la résolution 1251 (1999), en date du 29 juin 1999, et les résolutions ultérieures ;

7. *Exprime son plein appui* à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre et décide d'en proroger le mandat, pour une nouvelle période, jusqu'au 31 janvier 2014 ;

8. *Demande* aux deux parties de continuer à tenir, d'urgence et dans le respect du mandat de la Force, des consultations avec celle-ci sur la démarcation de la zone tampon et sur l'aide-mémoire de 1989 utilisé par l'Organisation des Nations Unies, en vue de parvenir rapidement à un accord sur les questions en suspens ;

9. *Demande* à la partie chypriote turque et aux forces turques de rétablir à Strovilia le statu quo militaire antérieur au 30 juin 2000 ;

10. *Demande* aux deux parties de permettre aux démineurs d'accéder à la zone tampon et d'en faciliter le déminage, et prie instamment les deux parties d'étendre les opérations de déminage au-delà de celle-ci ;

11. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte de l'application de la présente résolution, y compris de la planification en prévision du règlement, au plus tard le 10 janvier 2014, et de le tenir au courant de la situation en tant que de besoin ;

12. *Se félicite* des efforts déployés par la Force pour appliquer la politique de tolérance zéro du Secrétaire général à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et veiller à ce que son personnel respecte strictement le code de conduite de l'Organisation, prie le Secrétaire général de continuer à prendre toutes mesures nécessaires en ce sens et de l'en tenir informé, et demande instamment aux pays qui fournissent des contingents d'adopter des mesures de prévention appropriées, notamment de sensibiliser les contingents avant leur déploiement, ainsi que de prendre des mesures disciplinaires et autres pour amener les membres de leurs contingents qui se seraient rendus coupables de tels actes à en répondre pleinement ;

13. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à la 7014^e séance
par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions
(Azerbaïdjan et Pakistan).*

LA SITUATION CONCERNANT LE SAHARA OCCIDENTAL²⁶

Décision

À sa 6951^e séance, le 25 avril 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de l'Espagne à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation concernant le Sahara occidental

« Rapport du Secrétaire général sur la situation concernant le Sahara occidental (S/2013/220) ».

Résolution 2099 (2013) du 25 avril 2013

Le Conseil de sécurité,

Rappelant et réaffirmant toutes ses résolutions antérieures sur le Sahara occidental,

Réaffirmant son ferme appui aux efforts que le Secrétaire général et son Envoyé personnel pour le Sahara occidental font pour mettre en application ses résolutions 1754 (2007) du 30 avril 2007, 1783 (2007) du 31 octobre 2007, 1813 (2008) du 30 avril 2008, 1871 (2009) du 30 avril 2009, 1920 (2010) du 30 avril 2010, 1979 (2011) du 27 avril 2011 et 2044 (2012) du 24 avril 2012,

Réaffirmant sa volonté d'aider les parties à parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental dans le cadre d'arrangements conformes aux buts et aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, et notant le rôle et les responsabilités des parties à cet égard,

Demandant de nouveau aux parties et aux États voisins de coopérer plus pleinement avec l'Organisation des Nations Unies et les uns avec les autres et de s'impliquer plus résolument pour mettre fin à l'impasse actuelle et aller de l'avant vers une solution politique,

Reconnaissant que la solution politique de ce différend de longue date et le renforcement de la coopération entre les États membres de l'Union du Maghreb arabe contribueraient à la stabilité et à la sécurité dans la région du Sahel,

²⁶ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1975 des résolutions et décisions sur cette question.

Se félicitant des efforts que fait le Secrétaire général pour suivre de près toutes les opérations de maintien de la paix, y compris la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, et soulignant de nouveau que lui-même doit adopter une approche rigoureuse et stratégique en matière de déploiement au service du maintien de la paix et de gestion efficace des ressources,

Se déclarant préoccupé par les violations des accords en vigueur et demandant aux parties de se conformer à leurs obligations,

Prenant note de la proposition du Maroc présentée au Secrétaire général le 11 avril 2007²⁷ et se félicitant des efforts sérieux et crédibles faits par le Maroc pour aller de l'avant vers un règlement et prenant également note de la proposition du Frente Popular para la Liberación de Saguía el-Hamra y de Río de Oro présentée au Secrétaire général le 10 avril 2007²⁸,

Engageant les parties, à ce propos, à faire preuve d'une plus grande volonté politique de parvenir à une solution, notamment en examinant de façon plus approfondie leurs propositions respectives,

Prenant note des quatre séries de négociations tenues sous les auspices du Secrétaire général et se félicitant de la volonté des parties de poursuivre les négociations,

Engageant les parties à continuer de coopérer avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à la mise en œuvre du plan d'action actualisé sur les mesures de confiance adopté en janvier 2012,

Soulignant qu'il importe d'améliorer la situation des droits de l'homme au Sahara occidental et dans les camps de réfugiés de Tindouf et encourageant les parties à collaborer avec la communauté internationale pour mettre au point et appliquer des mesures indépendantes et crédibles qui garantissent le plein respect des droits de l'homme, en gardant à l'esprit leurs obligations découlant du droit international,

Encourageant les parties à poursuivre les efforts qu'elles mènent chacune pour renforcer la promotion et la protection des droits de l'homme au Sahara occidental et dans les camps de réfugiés de Tindouf,

Reconnaissant, en s'en félicitant, les mesures que le Maroc a prises à cet égard pour renforcer les commissions régionales du Conseil national des droits de l'homme à Dakhla et à Laayoune et l'interaction en cours du Maroc avec les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme de l'Organisation, y compris celles qui sont prévues pour 2013,

Se félicitant de l'application du programme renforcé de protection des réfugiés que le Haut-Commissariat a élaboré en coordination avec le Frente Popular para la Liberación de Saguía el-Hamra y de Río de Oro, qui comprend des activités de formation et de sensibilisation aux droits des réfugiés et aux droits de l'homme,

Demandant de nouveau que soit envisagé l'enregistrement des réfugiés dans les camps de réfugiés de Tindouf et encourageant le déploiement d'efforts à cet égard,

Accueillant avec satisfaction l'engagement pris par les parties de poursuivre les négociations dans le cadre des pourparlers tenus sous les auspices de l'Organisation,

Considérant que la consolidation du statu quo n'est pas acceptable et notant en outre qu'il est essentiel que ces négociations progressent pour que tous les aspects de la qualité de vie des habitants du Sahara occidental s'améliorent,

Affirmant son soutien à l'Envoyé personnel du Secrétaire général, M. Christopher Ross, et à l'action qu'il mène pour faciliter les négociations entre les parties, et se félicitant à cet égard des initiatives qu'il a prises récemment et des consultations qu'il mène actuellement avec les parties et les États voisins,

Affirmant également son soutien au Représentant spécial du Secrétaire général pour le Sahara occidental et Chef de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, M. Wolfgang Weisbrod-Weber,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général en date du 8 avril 2013²⁹,

²⁷ Voir S/2007/206, annexe.

²⁸ S/2007/210, annexe.

²⁹ S/2013/220.

1. *Décide* de proroger jusqu'au 30 avril 2014 le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental ;
2. *Réaffirme* que les accords militaires conclus avec la Mission concernant le cessez-le-feu doivent être pleinement respectés et exhorte les parties à y adhérer pleinement ;
3. *Demande* à toutes les parties de coopérer pleinement aux opérations de la Mission, y compris en ce qui concerne sa liberté d'interaction avec tous ses interlocuteurs, et de prendre les mesures voulues pour garantir la sécurité, ainsi qu'une totale liberté de circulation et un accès immédiat, au personnel des Nations Unies et au personnel associé dans l'exécution de leur mandat, conformément aux accords existants ;
4. *Se félicite* que les parties se soient engagées à continuer à préparer une cinquième série de négociations et rappelle qu'il a fait sienne la recommandation formulée dans le rapport du Secrétaire général, en date du 14 avril 2008, selon laquelle il est indispensable que les parties fassent preuve de réalisme et d'un esprit de compromis pour aller de l'avant dans les négociations³⁰ ;
5. *Demande* aux parties de continuer de faire preuve de volonté politique et de travailler dans une atmosphère propice au dialogue afin d'engager des négociations plus résolues et plus axées sur le fond et de garantir ainsi l'application de ses résolutions 1754 (2007), 1783 (2007), 1813 (2008), 1871 (2009), 1920 (2010), 1979 (2011) et 2044 (2012), ainsi que le succès des négociations ;
6. *Affirme son ferme soutien* aux efforts déterminés que font le Secrétaire général et son Envoyé personnel pour le Sahara occidental pour qu'une solution soit trouvée à la question du Sahara occidental dans ce contexte, et demande que les réunions reprennent et que les contacts soient renforcés ;
7. *Demande* aux parties de poursuivre les négociations sous les auspices du Secrétaire général, sans conditions préalables et de bonne foi, en tenant compte des efforts faits depuis 2006 et des faits nouveaux survenus depuis, en vue de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui pourvoie à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental dans le contexte d'arrangements conformes aux buts et aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, et prend note du rôle et des responsabilités des parties à cet égard ;
8. *Invite* les États Membres à prêter le concours voulu à ces négociations ;
9. *Prie* le Secrétaire général de lui faire régulièrement, et au moins deux fois par an, des exposés sur l'état et l'avancement des négociations tenues sous ses auspices, l'application de la présente résolution, les difficultés auxquelles se heurtent les opérations de la Mission et les mesures prises pour les surmonter, déclare son intention de se réunir pour entendre ces exposés et les examiner et, à cet égard, prie en outre le Secrétaire général de lui présenter un rapport sur la situation au Sahara occidental bien avant la fin du mandat de la Mission ;
10. *Se félicite* que les parties et les États voisins se soient engagés à tenir des réunions périodiques avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés afin d'examiner et, autant que faire se peut, de renforcer les mesures de confiance et approuve à cet égard la demande du Secrétaire général tendant à l'envoi de six policiers des Nations Unies supplémentaires dans le cadre de la mise en œuvre du programme de visites familiales élargi ;
11. *Engage* les États Membres à verser des contributions volontaires pour financer des mesures de confiance qui permettent aux membres séparés d'une même famille de se rendre visite, ainsi que d'autres mesures de confiance dont les parties conviendraient ;
12. *Prie* le Secrétaire général de continuer à prendre les mesures voulues pour faire pleinement respecter par la Mission la politique de tolérance zéro de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et de le tenir informé, et demande instamment aux pays qui fournissent des contingents de prendre les mesures préventives voulues, notamment de mener avant tout déploiement des activités de sensibilisation à ces questions, et d'adopter d'autres mesures pour faire en sorte que les membres de leur personnel qui seraient mis en cause soient amenés à répondre pleinement de leurs actes ;
13. *Décide* de rester saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6951^e séance.

³⁰ S/2008/251, par. 66.

LA SITUATION AU TIMOR-LESTE³¹

Décisions

Le 31 octobre 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général³² :

J'ai l'honneur de vous informer que les membres du Conseil de sécurité ont décidé d'envoyer une mission conduite par l'Ambassadeur Baso Sangqu, de l'Afrique du Sud, au Timor-Leste du 1^{er} au 7 novembre 2012 et sont convenus de son mandat (voir annexe).

À l'issue de consultations avec les membres du Conseil, il a été décidé que la mission serait composée comme suit :

Afrique du Sud (Ambassadeur Baso Sangqu)
Azerbaïdjan (Ambassadeur Agshin Mehdiyev)
Inde (Ambassadeur Manjeev Singh Puri)
Pakistan (Ambassadeur Raza Bashir Tarar)
Portugal (Ambassadeur João Maria Cabral)
Togo (Ambassadeur Kodjo Menan)

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Annexe

Mandat de la mission du Conseil de sécurité au Timor-Leste, du 1^{er} au 7 novembre 2012

Mission conduite par l'Ambassadeur Baso Sangqu (Afrique du Sud)

1. Réaffirmer l'attachement du Conseil de sécurité à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale du Timor-Leste, ainsi qu'à la promotion de la stabilité durable dans ce pays.
2. Féliciter le peuple timorais pour la bonne conduite des élections présidentielle et législatives et les efforts qu'il fait en vue de consolider la paix et la démocratie dans le pays.
3. Encourager le Gouvernement, le Parlement, les partis politiques et le peuple timorais à continuer de collaborer et de prendre part au dialogue sans exclusive en vue de consolider encore davantage la paix, la démocratie, l'état de droit, la réforme du secteur de la sécurité, le développement socioéconomique durable et la réconciliation nationale dans le pays, en promouvant notamment le rôle des femmes dans ce processus.
4. Exprimer l'appui du Conseil en faveur de l'exercice de l'autorité par les Timorais et de la maîtrise de la prochaine phase de développement par ceux-ci.
5. Savoir gré au Gouvernement et au peuple timorais de la coopération et de la collaboration dont ils ont fait preuve sans relâche pendant toute la durée de la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste.
6. Féliciter la Mission et l'équipe de pays des Nations Unies au Timor-Leste de l'œuvre accomplie, leur témoigner le plein appui du Conseil et évaluer l'état d'avancement du plan de réduction progressive des opérations de la Mission.
7. Examiner, de concert avec le Gouvernement timorais, la manière dont il conçoit une relation novatrice de coopération avec l'Organisation des Nations Unies.
8. Souligner l'engagement à long terme pris par la communauté internationale en faveur de la paix et du développement durables au Timor-Leste, ainsi que la nécessité pour les partenaires bilatéraux et internationaux de continuer à appuyer selon que de besoin les efforts faits par les Timorais dans cet objectif.

³¹ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1975 des résolutions et décisions sur cette question.

³² S/2012/793.

À sa 6859^e séance, le 12 novembre 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Australie, du Brésil, du Japon, du Mozambique, de la Nouvelle-Zélande et du Timor-Leste (Ministre d'État chargé des affaires étrangères et de la coopération) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation au Timor-Leste

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste (S/2012/765) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Finn Reske-Nielsen, Représentant spécial par intérim du Secrétaire général pour le Timor-Leste et Chef par intérim de la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ioannis Vrailas, Chef adjoint de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 6892^e séance, le 19 décembre 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Timor-Leste à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Timor-Leste ».

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil³³ :

Le mandat de la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste s'achevant le 31 décembre 2012, le Conseil de sécurité salue les remarquables avancées réalisées ces 10 dernières années par le Timor-Leste, ainsi que sa participation à d'importantes initiatives régionales et mondiales.

Le Conseil se félicite des progrès considérables que le Timor-Leste a faits pour renforcer les moyens et les ressources humaines de ses institutions publiques, notamment dans les secteurs de la sécurité, de la justice et de la gouvernance, qui sont essentiels pour le maintien de la stabilité et la promotion de la démocratie.

Le Conseil se félicite également de la réussite des élections présidentielle et législatives tenues en 2012, qui ont concouru à la consolidation des institutions démocratiques du Timor-Leste.

Le Conseil salue le rôle non négligeable qu'a joué la Mission dans la promotion de la paix, de la stabilité et du développement au Timor-Leste, notamment en ce qu'elle a œuvré au renforcement des moyens de la Police nationale du Timor-Leste. Il remercie la Mission et l'équipe de pays des Nations Unies de l'œuvre qu'elles ont accomplie sous la direction des représentants spéciaux du Secrétaire général pour le Timor-Leste.

Le Conseil remercie le Gouvernement timorais et tous les Timorais d'avoir résolument participé à l'action menée par la Mission et l'équipe de pays depuis la création de la Mission, y compris dans le cadre du processus conjoint de transition, qui a permis, entre autres, de renforcer le principe de la maîtrise nationale dans l'intérêt de tous et qui pourrait servir de modèle de collaboration à d'autres missions.

Le Conseil note que, pour le Gouvernement timorais, l'Organisation des Nations Unies restera un partenaire de premier plan dans la nouvelle phase d'édification de l'État. Il se félicite donc de la solidarité constante du Secrétaire général et de l'équipe de pays des Nations Unies à l'égard de l'action menée par le Gouvernement qui, tout en cherchant à préserver et à consolider ses acquis dans le domaine de la consolidation de la paix, s'emploie à promouvoir le développement durable, l'état de droit et le renforcement des institutions ayant pour mission de faire respecter les droits de l'homme et à régler les autres problèmes qui subsistent dans le pays.

Le Conseil souligne qu'il importe de continuer d'apporter un concours au Timor-Leste alors qu'il entame la phase suivante de son développement, sans la Mission, et note qu'à la demande des autorités timoraises l'Organisation ainsi que des partenaires bilatéraux et multilatéraux ont accepté de continuer à jouer un rôle important dans cette entreprise.

³³ S/PRST/2012/27.

OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES³⁴

Décisions

À sa 6886^e séance, le 12 décembre 2012, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Opérations de maintien de la paix des Nations Unies ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, et à M^{me} Ameerah Haq, Secrétaire générale adjointe à l'appui aux missions.

À sa 6903^e séance, le 21 janvier 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne, de l'Arménie, du Bangladesh, du Bénin, du Brésil, du Chili, de la Côte d'Ivoire, de la Croatie, de Cuba, de l'Égypte, d'El Salvador, des Fidji, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Irlande, du Japon, du Kenya, du Kirghizistan, de la Malaisie, du Monténégro, de la Namibie, du Népal, du Nigéria, de la Nouvelle-Zélande, de l'Ouganda, de la République-Unie de Tanzanie, du Sénégal, de la Slovaquie, du Soudan du Sud, de Sri Lanka, de la Suède, du Tchad, de la Thaïlande, de la Tunisie, de la Turquie, de l'Ukraine, de l'Uruguay et du Zimbabwe à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Opérations de maintien de la paix des Nations Unies

« Les opérations de maintien de la paix des Nations Unies : une approche multidimensionnelle

« Lettre, en date du 1^{er} janvier 2013, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Pakistan auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2013/4) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Résolution 2086 (2013) du 21 janvier 2013

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant que la Charte des Nations Unies lui assigne la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales et qu'il entend œuvrer à l'instauration d'une paix durable pour toutes les situations dont il est saisi,

Réaffirmant également qu'il est déterminé à ce que les buts et les principes consacrés dans la Charte, y compris les principes de l'indépendance politique, de l'égalité souveraine et de l'intégrité territoriale de tous les États, qu'il respecte et auxquels il est attaché, soient observés dans toutes les activités de maintien et de consolidation de la paix, et que les États doivent s'acquitter des obligations que leur fait le droit international,

Saluant le rôle décisif que jouent les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour ce qui est de maintenir la paix et la sécurité internationales, de prévenir et de maîtriser les conflits, de faire respecter les normes internationales et d'appliquer ses décisions et de consolider la paix après les conflits,

Résolu à renforcer le rôle central de l'Organisation des Nations Unies en matière de maintien de la paix et à veiller au fonctionnement efficace du système de sécurité collective mis en place par la Charte,

Notant que le maintien de la paix va des missions traditionnelles, axées surtout sur la surveillance de cessez-le-feu, à des opérations multidimensionnelles complexes, chargées de mener des activités de consolidation de la paix et de remédier aux causes profondes des conflits,

Réaffirmant qu'une opération de maintien de la paix ne peut aboutir que dans le respect des principes fondamentaux du maintien de la paix, y compris ceux qui concernent le consentement des parties, l'impartialité et le non-recours à la force sauf en cas de légitime défense ou de défense du mandat,

³⁴ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1990 des résolutions et décisions sur cette question.

Réaffirmant également l'engagement pris d'améliorer l'efficacité de l'action que mène l'Organisation à toutes les étapes des conflits, de la prévention au règlement puis à la consolidation de la paix,

Souhaitant que des progrès continuent d'être faits vers l'adoption d'une approche globale, cohérente et intégrée du maintien de la paix et de la sécurité internationales, fondée sur la prévention des conflits ou de leur reprise et l'instauration d'une paix durable grâce à des stratégies efficaces de diplomatie préventive, de rétablissement de la paix, de maintien de la paix et de consolidation de la paix,

Rappelant à cet égard qu'il s'est engagé à évaluer périodiquement, en consultation avec les parties concernées, les effectifs, le mandat et la composition des opérations de maintien de la paix afin d'y apporter, le cas échéant, les ajustements voulus, en fonction des progrès accomplis ou de l'évolution de la situation sur le terrain, notamment des conditions de sécurité, et de décider, selon le cas, d'une reconfiguration, d'une transition ou d'un retrait,

Réaffirmant que c'est aux autorités nationales qu'il incombe au premier chef de définir leurs priorités et stratégies de consolidation de la paix au lendemain d'un conflit et rappelant, à cet égard, que l'appropriation et la responsabilité nationales, la volonté politique des pays concernés et les efforts concertés des gouvernements et de la communauté internationale sont indispensables à l'instauration d'une paix durable,

Soulignant le rôle vital qui revient à l'Organisation pour ce qui est d'aider les autorités nationales, en consultation avec ses partenaires internationaux, à asseoir la paix et à arrêter des stratégies d'appui à la concrétisation des priorités de consolidation de la paix, et de veiller à ce que ces stratégies aboutissent à une cohérence accrue des activités intéressant les questions politiques, la sécurité, les droits de l'homme et l'état de droit,

Réaffirmant sa volonté de chercher à remédier aux effets qu'ont les conflits armés pour les femmes et les enfants, rappelant sa résolution 1325 (2000) du 31 octobre 2000 et toutes ses résolutions ultérieures concernant les femmes et la paix et la sécurité, à l'effet de réitérer que les femmes doivent participer pleinement et effectivement, sur un pied d'égalité, à toutes les étapes des processus de paix, vu le rôle vital qu'elles jouent dans la prévention et le règlement des conflits et la consolidation de la paix, ainsi que sa résolution 1261 (1999) du 30 août 1999 et ses résolutions ultérieures concernant le sort des enfants en temps de conflit armé,

Rendant hommage à la mémoire des Casques bleus des Nations Unies qui ont donné leur vie pour la paix et, à cet égard, soulignant l'importance que revêt la sécurité des soldats de la paix, se déclarant profondément préoccupé par les menaces et les attentats dirigés contre les forces de nombreuses missions de maintien de la paix, qui constituent un grave problème pour ces opérations, condamnant dans les termes les plus forts les assassinats et tous les actes de violence dirigés contre le personnel de maintien de la paix des Nations Unies, notamment la destruction en vol d'un hélicoptère des Nations Unies au Soudan du Sud et les actes qui ont récemment fait des victimes parmi le personnel des missions des Nations Unies en République démocratique du Congo, en Côte d'Ivoire et au Darfour, et soulignant que les auteurs de ces attaques doivent être traduits en justice,

1. *Se félicite* du rôle que jouent les opérations de maintien de la paix dans la mise en œuvre d'une stratégie globale visant à instaurer durablement la paix et la sécurité et prend note avec satisfaction de la contribution que les soldats de la paix et les missions de maintien de la paix apportent aux premiers efforts de consolidation de la paix ;

2. *Souligne* que les activités de maintien de la paix des Nations Unies doivent être menées de manière à favoriser la consolidation de la paix au sortir des conflits, à empêcher la reprise de ces conflits et à promouvoir le progrès vers une paix et un développement durables ;

3. *Réaffirme sa volonté* de continuer à approfondir ses débats et sa réflexion sur les premières tâches de consolidation de la paix lorsqu'il définit le mandat et la composition des opérations de maintien de la paix et, à cet égard, souligne qu'il faut que le Secrétariat planifie une exécution échelonnée de ces tâches, en fixant des objectifs précis, compte tenu des conditions locales et des enseignements tirés de l'expérience, de sorte à favoriser la réalisation des objectifs de consolidation de la paix à long terme, pour que les opérations de maintien de la paix puissent passer d'une phase à l'autre et se retirer sans problème ;

4. *Souligne* qu'il importe d'appréhender les difficultés que présentera la consolidation de la paix dès la création d'une mission de maintien de la paix, grâce à des opérations intégrées d'évaluation et de planification stratégiques, de manière à conjuguer de manière cohérente rétablissement de la paix, maintien de la paix, consolidation de la paix et développement, afin que l'action menée au sortir du conflit soit immédiatement efficace ;

5. *Estime* que les missions de maintien de la paix multidimensionnelles jouent un rôle important a) en aidant les pays hôtes à définir les grandes priorités et stratégies de consolidation de la paix ; b) en contribuant à créer les

conditions voulues pour que les intervenants nationaux et internationaux puissent œuvrer à la consolidation de la paix ; et c) en participant elles-mêmes aux premières activités de consolidation de la paix ;

6. *Réaffirme* que les compétences et l'expérience des missions doivent être prises en compte lors de l'élaboration des stratégies de consolidation de la paix ;

7. *Considère* que le mandat de chaque mission de maintien de la paix doit être adapté aux besoins et à la situation du pays concerné ;

8. *Note* à cet égard qu'il peut notamment confier les responsabilités suivantes aux missions de maintien de la paix multidimensionnelles :

a) Contribuer à instaurer les aspects essentiels de la sécurité en aidant les pays à élaborer des programmes de réforme du secteur de la sécurité, en leur apportant un appui stratégique pour l'élaboration de plans d'organisation du secteur de la sécurité et en renforçant les capacités de l'armée, de la police et des autres institutions chargées du maintien de l'ordre dans les domaines clefs, tout en respectant les principes d'une complète appropriation par les pays et de l'instauration de réels partenariats, afin que se mettent en place des organes de sécurité légitimes, responsables et viables qui répondent aux besoins de la population ;

b) Donner aux gouvernements les moyens de concevoir et d'élaborer, au terme de processus politiques ouverts à tous, des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration qui assurent une transition sans heurt du désarmement et de la démobilisation à la réintégration, compte tenu des besoins de tous les groupes de population touchés et des impératifs propres à chaque situation ;

c) Contribuer au renforcement des institutions chargées de faire régner l'état de droit dans le pays hôte, en coordination avec d'autres entités des Nations Unies agissant chacune dans le respect de son mandat, en aidant les autorités nationales à définir, en matière d'état de droit, les grandes priorités et stratégies qui permettront de répondre aux besoins de la police, des institutions judiciaires et du système pénitentiaire, compte tenu des liens qui existent entre ces éléments, pour que les États soient mieux à même d'assumer les fonctions critiques dans ces domaines, apportant ainsi une contribution essentielle à la consolidation de la paix et à l'élimination de l'impunité ;

d) Mettre en place des moyens d'intervention rapide dans le domaine de la lutte contre les mines et offrir aux autorités nationales qui le demandent des services consultatifs et des activités de formation adaptés à leurs besoins pour les aider à réduire les risques, à prêter assistance aux victimes, à déminer et à gérer et à détruire les stocks ;

e) Appuyer la consolidation de la paix et favoriser des processus politiques sans exclusive en prodiguant bons offices, conseils et soutien et en parant aux menaces qui pèsent sur les processus de paix, faciliter les consultations au sein des populations locales et de la société civile pour qu'elles puissent participer aux processus et débats nationaux et fournir aux États qui en font la demande, dans la limite de leurs capacités et de leurs ressources, une assistance technique, logistique et administrative et une aide à la sécurité en vue de la tenue d'élections représentatives ;

f) Aider à créer les conditions de sécurité nécessaires pour faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire, en tenant compte des besoins particuliers des réfugiés, des déplacés, des femmes, des enfants, des personnes âgées et des personnes handicapées, et pour que les réfugiés et les déplacés puissent rentrer chez eux volontairement dans la sécurité et la dignité et pour le long terme ;

g) Contribuer à l'action concertée de la communauté internationale visant à défendre les droits de l'homme, en menant des activités de surveillance et de prévention et en appuyant les efforts que déploie les États pour promouvoir et protéger les droits de l'homme, dans la limite de leurs capacités et de leurs ressources et dans le respect de leur mandat, pendant toute la durée de leur déploiement ;

h) Protéger les civils, en particulier en cas de menace imminente d'atteinte à leur intégrité physique, conformément au paragraphe 16 de sa résolution 1674 (2006) du 28 avril 2006, dans les limites de leur zone d'opérations et compte tenu des capacités et ressources disponibles, et aider les autorités locales à protéger les civils de la violence physique, y compris toutes les formes de violence sexuelle ou sexiste, et, à cet égard, contribuer au

développement et à la réforme des institutions chargées de la sécurité dans le pays hôte, de sorte qu'elles soient en mesure de protéger les civils durablement et systématiquement, sachant que cette tâche incombe au premier chef au pays hôte ;

i) Coopérer et coordonner leurs actions avec les organismes, fonds et programmes des Nations Unies, ainsi qu'avec tous les partenaires concernés, notamment les institutions financières internationales et les donateurs, pour aider le gouvernement et les organismes publics compétents du pays hôte à élaborer des politiques, plans et stratégies de réduction de la pauvreté et de développement économique, compte tenu des particularités de chaque situation ;

j) Promouvoir la participation des femmes à la prévention et au règlement des conflits et à la consolidation de la paix et appuyer les efforts que déploie le gouvernement du pays hôte pour que les femmes occupent des postes de décision dans les organes de gouvernance créés au lendemain des conflits ;

9. *Constate* que, si la consolidation de la paix dépend avant tout des gouvernements et des acteurs nationaux concernés, les missions de maintien de la paix multidimensionnelles ont des avantages comparatifs aux premiers stades de la consolidation de la paix : a) elles tirent leur force de leur légitimité internationale et du poids politique que leur confère le mandat qu'il a établi ; b) elles s'appuient sur un ensemble de moyens civils, policiers et militaires placés sous une direction unique ; et c) elles sont bien implantées sur le terrain ;

10. *Réaffirme qu'il est résolu* à confier aux opérations de maintien de la paix des mandats clairs, crédibles et réalistes, et à doter ces opérations de ressources suffisantes ;

11. *Souligne* qu'il importe de déployer des soldats de la paix compétents, qualifiés et expérimentés, qui répondent aux plus hautes normes et respectent la politique de tolérance zéro de l'Organisation des Nations Unies à l'égard des écarts de conduite et, à cet égard, engage les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police, dans un esprit de partenariat, à continuer de fournir du personnel militaire et des policiers professionnels dotés des compétences et de l'expérience nécessaires pour exécuter des mandats de maintien de la paix multidimensionnels, notamment des compétences linguistiques voulues si leur rang l'exige ;

12. *Rappelle* qu'il importe, lors de l'établissement et du renouvellement des mandats des missions des Nations Unies, d'y inclure des dispositions relatives à la promotion de l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes au lendemain des conflits, ainsi qu'au sort des enfants en temps de conflit armé, et de prévoir notamment la nomination de conseillers pour la problématique hommes-femmes, de conseillers et d'experts pour la protection des femmes et de conseillers pour la protection de l'enfance, selon le cas, et se félicite que le Secrétaire général ait demandé que les femmes participent davantage et soient associées de plus près aux activités de prévention et de règlement des conflits armés et de consolidation de la paix, et y soient mieux représentées, et qu'une action plus ferme soit menée pour écarter les obstacles qui empêchent les femmes de participer à tous les niveaux ;

13. *Engage* les gouvernements, l'Organisation et les organisations régionales et sous-régionales à continuer de mettre à profit les compétences civiles disponibles et à élargir et à étoffer la réserve de civils spécialisés dans la consolidation de la paix au lendemain de conflits, notamment en faisant appel à des experts de pays ayant fait l'expérience de la consolidation de la paix après un conflit ou de la transition démocratique, en particulier des personnes des pays en développement et des femmes, et, à cet égard, souligne qu'il est impératif que ces experts soient mandatés et déployés dans le respect des résolutions, des règles et de la procédure de l'Organisation, et de manière à limiter les doubles emplois et à assurer la cohérence et la complémentarité des activités ;

14. *Souligne* qu'il importe de préciser le rôle et les attributions qui reviennent aux opérations de maintien de la paix, aux équipes de pays des Nations Unies et aux autres intervenants, notamment les entités qui concourent au dispositif de consolidation de la paix des Nations Unies et les organismes, fonds et programmes des Nations Unies, en ce qui concerne l'apport au pays hôte d'un appui ciblé qui réponde aux besoins et aux priorités de maintien de la paix de ce pays, tels qu'ils ont été définis par les autorités nationales, et repose sur une réelle intégration des efforts ;

15. *Souligne également* que pour qu'une action intégrée puisse être menée sur le terrain dans les domaines de la sécurité et du développement il faut que les intervenants coordonnent leurs activités avec celles du gouvernement du pays hôte afin de stabiliser et d'améliorer les conditions de sécurité et de contribuer au redressement économique, et souligne en outre que toutes les entités des Nations Unies présentes sur le terrain doivent œuvrer de concert en vue d'améliorer la cohérence de l'action menée par le système des Nations Unies pendant et après les conflits ;

16. *Engage* le Secrétariat, agissant dans l'optique d'une évaluation stratégique intégrée et d'un cadre stratégique intégré, à lui présenter, ainsi qu'aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police et aux autres principaux intéressés, une évaluation précoce des problèmes que les missions de maintien de la paix pourraient rencontrer en ce qui concerne la consolidation de la paix, portant notamment sur les moyens nécessaires, la constitution des forces et des effectifs et les besoins logistiques, afin que les activités de maintien et de consolidation de la paix puissent être coordonnées et hiérarchisées dans les mandats des missions ;

17. *Constate* que la collaboration et les consultations avec les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police doivent encore être renforcées, notamment au moyen d'échanges triangulaires entre lui-même, les fournisseurs de contingents ou de personnel de police et le Secrétariat concernant les zones où les contingents militaires et les unités de police participent aux premiers efforts de consolidation de la paix, et engage toutes les parties prenantes à participer activement à des consultations ouvertes et plus fréquentes visant à améliorer l'exécution des tâches de consolidation de la paix sur le terrain ;

18. *Souligne* qu'il importe de forger des partenariats et de coopérer avec les organisations et les accords régionaux et sous-régionaux visés au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, afin qu'ils appuient les activités de maintien et de consolidation de la paix et de sorte à favoriser l'appropriation régionale et nationale ;

19. *Rappelle* sa résolution 1645 (2005) du 20 décembre 2005, déclare qu'il demeure prêt à faire appel aux services de la Commission de consolidation de la paix en matière de conseil, de sensibilisation et de mobilisation des ressources aux fins des activités de consolidation de la paix, se félicite des progrès accomplis par la Commission et souligne qu'il faut tirer davantage parti de ses compétences pour promouvoir et favoriser une démarche intégrée et cohérente en ce qui concerne les opérations de maintien de la paix multidimensionnelles menées dans les pays figurant à son ordre du jour ;

20. *Condamne fermement* toute attaque dirigée contre le personnel de maintien de la paix des Nations Unies par quelque partie que ce soit et, à cet égard, prie le Secrétaire général de prendre toutes les mesures qu'il juge nécessaires pour renforcer les dispositifs de sécurité des Nations Unies sur le terrain et améliorer la sécurité de tous les contingents militaires, policiers, observateurs militaires et, en particulier, des membres du personnel non armé ;

21. *Prie* le Secrétaire général de tenir compte des dispositions de la présente résolution lorsqu'il établit ses rapports sur le maintien et la consolidation de la paix ;

22. *Décide* de rester saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6903^e séance.

Décisions

À sa 6987^e séance, le 26 juin 2013, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Opérations de maintien de la paix des Nations Unies ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix.

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation au général de corps d'armée Carlos Alberto dos Santos Cruz, commandant de la force de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, au général de division Leonard Muriuki Ngondi, commandant de la force de la Mission des Nations Unies au Libéria, et au général de division Muhammad Iqbal Asi, commandant de la force de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation au général de division Babacar Gaye, Conseiller militaire des Nations Unies.

LA SITUATION ENTRE L'IRAQ ET LE KOWEÏT³⁵

Décisions

Le 17 mai 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général³⁶ :

En réponse à votre lettre du 15 mai 2013³⁷, dans laquelle vous vous référez à la résolution 899 (1994) du Conseil de sécurité relative à la question des particuliers irakiens et de leurs avoirs se trouvant encore en territoire koweïtien à la suite de la démarcation de la frontière internationale entre l'Iraq et le Koweït, j'ai l'honneur de vous informer que le Conseil a décidé d'approuver la proposition qui figure dans cette lettre.

Le 12 juin 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général³⁸ :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 10 juin 2013 concernant le Fonds d'affectation spéciale pour le projet d'entretien des bornes frontière entre l'Iraq et le Koweït³⁹ a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité et qu'ils ont pris acte de l'intention qui y est exprimée.

À sa 6990^e séance, le 27 juin 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de l'Iraq (Ministre des affaires étrangères) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation entre l'Iraq et le Koweït

« Trente-cinquième rapport du Secrétaire général en application du paragraphe 14 de la résolution 1284 (1999) [S/2013/357]

« Lettre, en date du 12 juin 2013, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents de l'Iraq et du Koweït auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2013/358) ».

Résolution 2107 (2013) du 27 juin 2013

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions sur la situation entre l'Iraq et le Koweït, en particulier les résolutions 686 (1991) du 2 mars 1991, 687 (1991) du 3 avril 1991, 833 (1993) du 27 mai 1993 et 1284 (1999) du 17 décembre 1999, et les rapports présentés par le Secrétaire général en application du paragraphe 14 de la résolution 1284 (1999),

Reconnaissant qu'aujourd'hui la situation en Iraq est sensiblement différente de ce qu'elle était au moment de l'adoption de la résolution 661 (1990) le 6 août 1990, et reconnaissant en outre qu'il importe que ce pays retrouve la stature internationale qui était la sienne avant l'adoption de ladite résolution,

Se félicitant que l'Iraq reste déterminé à s'acquitter de toutes les obligations qui lui incombent encore au regard des résolutions du Conseil de sécurité adoptées sous l'empire du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, notamment celle de continuer à régler le solde des réparations administrées par la Commission d'indemnisation des Nations Unies, et que l'Iraq et le Koweït œuvrent l'un et l'autre à promouvoir la stabilité régionale, et se félicitant également de toutes les mesures constructives que le Gouvernement irakien a prises en application de la résolution 833 (1993),

Se félicitant également que l'Iraq et le Koweït continuent de coopérer, dans le cadre de la Commission tripartite et de sa Sous-Commission technique et sous l'égide du Comité international de la Croix-Rouge, à la

³⁵ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1990 des résolutions et décisions sur cette question.

³⁶ S/2013/296.

³⁷ S/2013/295.

³⁸ S/2013/347.

³⁹ S/2013/346.

recherche des Koweïtiens et des nationaux d'États tiers portés disparus, et que le Gouvernement iraquien s'emploie activement à faciliter le retour de tous les Koweïtiens et des nationaux d'États tiers ou de leurs dépouilles et la restitution des biens koweïtiens,

Redisant la nécessité de poursuivre les efforts menés pour retrouver et rapatrier les biens koweïtiens disparus, notamment les archives nationales, avec l'aide du comité interministériel iraquien créé à cette fin,

Remerciant vivement feu M. Youli Vorontsov et M. Gennady Tarasov qui, en leur qualité de Coordonnateur de haut niveau, ont consacré leur temps et leurs compétences à l'exécution du mandat résultant du paragraphe 14 de la résolution 1284 (1999) et, ce faisant, au rétablissement de la confiance entre l'Iraq et le Koweït, et contribué à la normalisation des relations entre ces deux pays,

Notant que la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq a pour mandat notamment d'apporter conseil, soutien et aide au Gouvernement iraquien pour faciliter le dialogue régional,

Ayant à l'esprit les dispositions du Chapitre VI de la Charte sur le règlement pacifique des différends,

1. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Secrétaire général, en date du 17 juin 2013⁴⁰, les lettres, en date du 30 mai 2013, adressées au Secrétaire général et à son Président par le Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères du Koweït⁴¹ et les lettres, en date des 7 et 30 mai 2013, adressées au Secrétaire général par le Premier Ministre et le Ministre des affaires étrangères de l'Iraq⁴²;

2. *Demande* au Gouvernement iraquien de continuer de coopérer avec le Comité international de la Croix-Rouge, en exécution de l'engagement qu'il a pris de faciliter le rapatriement de tous les Koweïtiens et des nationaux d'États tiers, tel qu'il résulte du paragraphe 30 de la résolution 687 (1991), en communiquant au Comité toutes informations dont il disposerait sur ces personnes, en lui permettant de se mettre en rapport avec elles, où qu'elles se trouvent, et en l'aidant à retrouver les Koweïtiens et les nationaux d'États tiers portés disparus ou leurs dépouilles, et le prie de continuer à rechercher les biens koweïtiens disparus, notamment les archives nationales, avec l'aide de son comité interministériel;

3. *Décide*, en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, de rapporter les mesures résultant des alinéas *c* et *d* du paragraphe 2 et de l'alinéa *c* du paragraphe 3 de la résolution 686 (1991) et du paragraphe 30 de la résolution 687 (1991), ainsi que les dispositions énoncées au paragraphe 14 de la résolution 1284 (1999), et réaffirmées dans ses résolutions postérieures sur la question;

4. *Demande* au Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq d'encourager, de soutenir et de faciliter l'action menée pour faire rapatrier tous les Koweïtiens et les nationaux d'États tiers ou leurs dépouilles et restituer les biens koweïtiens, notamment les archives nationales, saisis par l'Iraq, demande au Secrétaire général de lui rendre compte séparément de l'état d'avancement de ces dossiers dans ses rapports sur les progrès accomplis par la Mission dans l'exécution de sa mission, et demande également au Secrétaire général d'envisager de désigner un représentant spécial adjoint de la Mission chargé des questions politiques, qui aurait pour mission de superviser ces dossiers et de dégager des ressources suffisantes à cette fin;

5. *Entend* revoir les modalités de la présentation de rapports prescrite au paragraphe 4 de la présente résolution dans l'hypothèse du non-renouvellement du mandat de la Mission, le but étant d'envisager de conserver à l'Organisation des Nations Unies un rôle dans ces domaines, si nécessaire;

6. *Décide* de rester saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6990^e séance.

⁴⁰ S/2013/357.

⁴¹ S/2013/323, annexe, et S/2013/324, annexe.

⁴² S/2013/357, annexes II et III.

LA SITUATION AU LIBÉRIA⁴³

Décisions

À sa 6830^e séance, le 11 septembre 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter la représentante du Libéria à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation au Libéria

« Vingt-quatrième rapport périodique du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies au Libéria (S/2012/641) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M^{me} Karin Landgren, Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Libéria et Chef de la Mission des Nations Unies au Libéria, et à M. Staffan Tillander, Représentant permanent de la Suède auprès de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Président de la formation Libéria de la Commission de consolidation de la paix.

À sa 6834^e séance, le 17 septembre 2012, le Conseil a examiné la question intitulée :

« La situation au Libéria

« Vingt-quatrième rapport périodique du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies au Libéria (S/2012/641) ».

Résolution 2066 (2012) du 17 septembre 2012

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions et les déclarations de son Président concernant la situation au Libéria et dans la sous-région, en particulier les résolutions 1509 (2003) du 19 septembre 2003, 1836 (2008) du 29 septembre 2008, 1885 (2009) du 15 septembre 2009, 1938 (2010) du 15 septembre 2010, 1971 (2011) du 3 mars 2011 et 2008 (2011) du 16 septembre 2011,

Saluant le rapport du Secrétaire général, en date du 16 avril 2012⁴⁴, prenant note des recommandations qui y sont formulées et saluant également le rapport du Secrétaire général en date du 15 août 2012⁴⁵,

Félicitant le peuple et le Gouvernement libériens d'avoir tenu en 2011 un référendum national, une élection présidentielle et des élections législatives, et appréciant l'appui fourni par la Mission des Nations Unies au Libéria à cette fin,

Félicitant le Gouvernement libérien d'avoir signé la Déclaration de Table Mountain et l'encourageant à promouvoir la liberté de la presse et la liberté d'expression,

Sachant gré au Gouvernement et au peuple libériens d'être venus en aide aux réfugiés ivoiriens installés temporairement dans l'est du Libéria,

Remerciant la Commission de consolidation de la paix de son concours dans les domaines de la réforme du secteur de la sécurité, de l'état de droit et de la réconciliation nationale, et notant que des difficultés subsistent dans des domaines clefs,

Conscient que la stabilité durable au Libéria et dans la sous-région dépendra du bon fonctionnement, de la responsabilisation et de la stabilité des institutions de l'État, notamment des secteurs de la sécurité et de l'état de droit,

⁴³ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1991 des résolutions et décisions sur cette question.

⁴⁴ S/2012/230.

⁴⁵ S/2012/641.

Invitant le Gouvernement libérien à poursuivre ses efforts en vue de promouvoir la réconciliation nationale et le redressement économique, de lutter contre la corruption et de favoriser l'efficacité et la bonne gouvernance, notamment en continuant de faire en sorte que les ressources naturelles soient effectivement gérées de façon plus transparente et responsable par les pouvoirs publics, et notant avec préoccupation que l'importante question de la propriété foncière évolue avec une lenteur persistante,

Se déclarant favorable aux dispositions prises pour doter la Mission de moyens, de capacités et de compétences suffisants pour lui permettre de mener, dans le domaine des droits de l'homme, des activités de promotion, de protection et de surveillance,

Rappelant ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009 et 1960 (2010) du 16 décembre 2010 concernant les femmes et la paix et la sécurité, s'inquiétant de l'incidence toujours élevée des cas de violence sexuelle et sexiste, se félicitant de ce que le Gouvernement libérien redouble d'efforts, en coordination avec la Mission, pour promouvoir et protéger les droits des civils, en particulier des femmes et des enfants, et réaffirmant qu'il importe que les missions qu'il crée soient dotées des compétences techniques et de la formation appropriées en matière d'égalité des sexes,

Notant que la Mission a notamment pour mandat d'aider le Gouvernement libérien à consolider la paix et la stabilité, le but étant que les institutions nationales soient à même de maintenir la sécurité indépendamment de toute mission de maintien de la paix pour assurer la stabilité du pays dans l'avenir, et rappelant les objectifs de transition de la phase de retrait de la Mission, parmi lesquels la réalisation des principaux objectifs concernant la Police nationale libérienne et la concrétisation de la stratégie de sécurité nationale,

Exhortant le Gouvernement libérien à intensifier ses efforts en faveur de la rétrocession, par la Mission, des compétences en matière de sécurité aux autorités nationales, notamment pour ce qui est d'arrêter des priorités, de combler les lacunes les plus graves et d'améliorer les moyens de la Police nationale libérienne et du Bureau de l'immigration et de la naturalisation,

Notant que c'est au Gouvernement libérien qu'il incombe au premier chef de réformer le secteur de la sécurité et l'encourageant à coopérer pleinement et à collaborer avec la Mission pour faire la preuve concrètement des progrès accomplis quant à la réforme et à la restructuration du secteur de la justice,

Conscient des difficultés considérables qui subsistent dans tous les secteurs, y compris des problèmes de criminalité violente qui continuent de se poser, et consciente également que l'instabilité qui règne en Côte d'Ivoire continue de poser des problèmes de sécurité transfrontières à ce pays et au Libéria,

Saluant le travail qu'accomplit la Mission, sous la direction de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Libéria, et la contribution substantielle que la Mission continue d'apporter au maintien de la paix et de la stabilité au Libéria et prenant note avec satisfaction du renforcement de la coopération de la Mission avec l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, ainsi qu'avec les gouvernements des pays voisins, en ce qui concerne la coordination des activités menées dans les domaines de la sécurité et de la justice dans les zones frontalières de la sous-région,

Notant avec préoccupation les menaces transfrontières que la criminalité transnationale organisée, y compris les activités illicites telles que le trafic de drogues et d'armes, en particulier, font peser sur la stabilité de la sous-région, notamment du Libéria,

Remerciant la communauté internationale, y compris la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Union africaine, l'Union du fleuve Mano et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, pour leur soutien constant au processus de consolidation de la paix, de la sécurité et de la stabilité au Libéria et dans la région,

Se félicitant de ce que fait le Secrétaire général pour suivre de près toutes les opérations de maintien de la paix, y compris la Mission, et réaffirmant qu'il faut que lui-même adopte une démarche rigoureuse et stratégique en ce qui concerne le déploiement des opérations de maintien de la paix,

Considérant que la situation qui règne au Libéria continue de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région,

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Décide* de proroger le mandat de la Mission des Nations Unies au Libéria jusqu'au 30 septembre 2013 ;
2. *Souligne* que la responsabilité première et ultime de la sécurité incombe au Gouvernement libérien et, conscient que celui-ci doit hiérarchiser ses priorités pour tirer le meilleur parti des ressources dont il dispose, décide que la Mission doit avant tout continuer de l'aider à consolider la paix et la stabilité au Libéria et à protéger les civils, mais également appuyer, en tant que de besoin, ses efforts en faveur de la réussite du transfert à la Police nationale libérienne de toutes les compétences liées à la sécurité, ce qui suppose un renforcement des capacités de gestion du personnel de cette dernière, l'amélioration des programmes de formation qui lui permettront d'assumer rapidement ses fonctions en matière de sécurité et la coordination de ces activités avec tous les partenaires, notamment le Gouvernement, la direction de la Police nationale et les donateurs ;
3. *Encourage* le Gouvernement libérien et la Mission à continuer d'avancer dans la planification de la transition et de remédier aux lacunes graves qu'il convient de combler pour faciliter le succès de la transition, notamment en hiérarchisant les priorités, y compris la promotion des droits de l'homme et la réconciliation, l'évaluation des problèmes de sécurité qui se posent, y compris aux frontières, le renforcement des institutions démocratiques et l'extension de l'autorité de l'État et des services publics à l'ensemble du territoire ;
4. *Approuve* la recommandation formulée par le Secrétaire général dans son rapport du 16 avril 2012⁴⁴ et rappelée dans son rapport du 15 août 2012⁴⁵, qui propose de rapatrier quatre bataillons d'infanterie et les unités de soutien qui s'y rattachent, soit au total quelque 4 200 hommes, sur les sept bataillons que compte la force militaire de la Mission, en trois phases qui s'étaleraient d'août 2012 à juillet 2015, en tenant compte des conditions régnant dans la zone d'opérations, ce qui ramènerait le personnel militaire de la Mission, en juillet 2015, à trois bataillons d'infanterie et aux unités de soutien qui s'y rattachent, soit en tout quelque 3 750 hommes, et autorise à cet égard le Secrétaire général à mettre en œuvre la première phase allant d'octobre 2012 à septembre 2013, durant laquelle la composante militaire sera réduite de 1 990 hommes ;
5. *Décide* d'ajouter trois unités de police constituées supplémentaires, soit 420 policiers, aux sept unités autorisées dont est actuellement composée la force de la Mission, qui comptent 1 375 policiers, portant les effectifs maximums autorisés à 1 795 policiers, et décide en outre que ces unités supplémentaires seront déployées au Libéria dès que possible, la première unité devant être déployée au plus tard en janvier 2013 ;
6. *Souligne* que toutes reconfigurations futures de la Mission seront décidées en fonction de l'évolution de la situation sur le terrain et de la capacité du Gouvernement libérien de mieux protéger la population grâce à des forces de sécurité viables et efficaces créées en vue de reprendre progressivement les fonctions de la Mission en matière de sécurité ;
7. *Est conscient* qu'il faudra, aux fins de la transition, que des conseillers spécialisés qualifiés apportent aide et concours à la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Libéria dans le cadre de sa collaboration avec le Gouvernement libérien pour atteindre les objectifs de transition, prie le Secrétaire général de s'assurer que la Mission est dotée de conseillers spécialisés dont les compétences et l'expérience professionnelles conviennent à la situation afin de renforcer l'encadrement dans les domaines prioritaires, comme l'a proposé le Secrétaire général dans son rapport⁴⁴, et demande que ces conseillers spécialisés soient mis à la disposition de la Représentante spéciale pour combler les éventuelles lacunes qui compromettraient le renforcement des moyens dont dispose le Gouvernement, en particulier la Police nationale libérienne, pour mettre en œuvre des programmes durables en ce qui concerne l'état de droit, la justice, la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité, y compris les mécanismes permettant de juger les auteurs de violences sexuelles et sexistes ;
8. *Souligne* que, pour donner des résultats durables, le processus de planification de la transition doit tenir compte de la variété des défis, notamment ceux ayant trait à la gouvernance et à l'état de droit, et de la situation politique, et demande à la Mission de procéder aux ajustements internes nécessaires et, à la demande du Gouvernement libérien et conformément à son mandat, d'aider le peuple et le Gouvernement libériens à accomplir des progrès dans les domaines jugés prioritaires, notamment la réconciliation nationale, la réforme constitutionnelle et la décentralisation, tout en appuyant davantage les réformes du secteur de la sécurité et des mécanismes permettant d'assurer l'état de droit ;
9. *Demande de nouveau* au Gouvernement libérien de continuer à lutter contre la violence sexuelle et sexiste et, en coordination avec la Mission, de continuer à lutter contre l'impunité des auteurs de ces crimes et de fournir aux victimes réparation, appui et protection, y compris grâce au renforcement des capacités de la police nationale dans ce domaine et de la sensibilisation à la législation nationale existante sur la violence sexuelle ;

10. *Engage* la Mission à entretenir des contacts réguliers avec la population civile afin que son mandat et ses activités soient mieux connus et mieux compris, dans la limite des ressources dont elle dispose ;

11. *Prie* la Mission de continuer à appuyer dans la limite des ressources existantes la participation des femmes à la prévention des conflits, au règlement des conflits et à la consolidation de la paix, notamment en tant que décideuses nommées ou élues dans les organes de gouvernance créés au lendemain du conflit ;

12. *Demande* aux Gouvernements ivoirien et libérien de continuer à resserrer leur coopération, en particulier s'agissant de la zone frontalière, y compris en renforçant le contrôle et l'échange d'informations et en menant des activités coordonnées, et en définissant et en appliquant une stratégie concernant leur frontière commune visant à favoriser le désarmement et le rapatriement d'éléments armés étrangers se trouvant des deux côtés de la frontière, ainsi que le retour volontaire des réfugiés ;

13. *Réaffirme* les dispositions de sa résolution 1609 (2005) du 24 juin 2005 concernant la coopération intermissions et exhorte les entités des Nations Unies présentes en Côte d'Ivoire et au Libéria, y compris toutes les composantes de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire et de la Mission, dans les limites de leur mandat, de leurs moyens et des zones où elles sont déployées, à renforcer l'appui qu'elles apportent aux fins de la stabilisation de la zone frontalière, notamment en renforçant leur coopération et en définissant un projet et un plan stratégiques communs pour aider les autorités ivoiriennes et libériennes ;

14. *Rappelle* qu'il a approuvé, dans sa résolution 2062 (2012) du 26 juillet 2012, la recommandation du Secrétaire général tendant à transférer à l'Opération les trois hélicoptères armés actuellement attribués à la Mission, qui seront utilisés en Côte d'Ivoire et au Libéria le long de la frontière qui sépare les deux pays et au-delà ;

15. *Demande* à la communauté des donateurs d'aider le Gouvernement libérien, ainsi que les entités des Nations Unies et les organismes humanitaires, selon qu'il y a lieu, à mettre en œuvre des mesures concernant les réfugiés ivoiriens qui se trouvent toujours au Libéria ;

16. *Souligne* la nécessité de conjuguer de manière cohérente maintien de la paix, consolidation de la paix et développement, afin d'assurer une intervention efficace au lendemain de tout conflit, prie le Secrétaire général, en concertation avec l'équipe de pays des Nations Unies et les partenaires internationaux, de continuer à coordonner son action et à coopérer avec la Commission de consolidation de la paix, demande que les centres pour la justice et la sécurité soient rapidement créés et dotés du personnel nécessaire pour être pleinement opérationnels afin que l'accès aux services de justice et de sécurité s'améliore dans tout le Libéria, et engage la Commission, après des consultations étroites avec le Gouvernement libérien, à continuer de rendre compte des conclusions de ses missions et de ses recommandations sur la façon dont elle pourra hâter les progrès en matière de réforme de la sécurité, d'état de droit et de réconciliation nationale ;

17. *Souligne également* combien il importe que le concept d'opérations militaires et les règles d'engagement soient régulièrement actualisés et qu'ils soient parfaitement conformes aux dispositions de la présente résolution et prie le Secrétaire général de lui rendre compte sur ce sujet, ainsi qu'aux pays fournisseurs de contingents ;

18. *Souligne en outre* combien il importe que le Gouvernement libérien, agissant en coordination avec la Mission, l'équipe de pays des Nations Unies et les partenaires internationaux, continue de se doter d'institutions pleinement opérationnelles et indépendantes dans les domaines de la sécurité et de l'état de droit et, à cette fin, préconise une nouvelle fois les plans de développement des secteurs de la sécurité et de la justice et le plan d'action national pour les droits de l'homme soient mis en œuvre dans la concertation ;

19. *Encourage* la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et l'Union du fleuve Mano à élaborer, avec l'appui du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, une stratégie sous-régionale pour lutter contre la menace constituée par les mouvements transfrontières de groupes armés et d'armes ainsi que le trafic, et ce, avec l'assistance de l'Opération et de la Mission, selon qu'il y a lieu, et prie le Secrétaire général de faire régulièrement le point des progrès accomplis dans l'élaboration de cette stratégie ;

20. *Prie* le Secrétaire général de l'informer régulièrement de la situation sur le terrain au fil de la reconfiguration de la Mission, des progrès accomplis par rapport aux jalons de la transition et de l'état d'avancement du plan de transition qui doit être établi en concertation avec le Gouvernement libérien, y compris des avancées

réalisées dans les domaines prioritaires visés aux paragraphes 4 à 8 de la présente résolution, et de lui présenter un rapport à mi-parcours, au plus tard le 28 février 2013, et un rapport final, au plus tard le 15 août 2013, concernant la mise en œuvre de la présente résolution ;

21. *Décide* de rester saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6834^e séance.

Décisions

Le 27 novembre 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général⁴⁶ :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 23 novembre 2012, dans laquelle vous faisiez part de votre intention de nommer le général de division Leonard Muriuki Ngondi (Kenya) commandant de la force de la Mission des Nations Unies au Libéria⁴⁷, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris bonne note.

À sa 6884^e séance, le 12 décembre 2012, le Conseil a examiné la question intitulée :

« La situation au Libéria

« Lettre, en date du 3 décembre 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1521 (2003) concernant le Libéria (S/2012/901) ».

Résolution 2079 (2012) du 12 décembre 2012

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses précédentes résolutions et les déclarations de son Président concernant la situation au Libéria et en Afrique de l'Ouest,

Saluant les progrès constants que le Gouvernement libérien fait depuis janvier 2006 dans la reconstruction du Libéria, pour le bien de tous les Libériens, soutenu en cela par la communauté internationale,

Soulignant que les progrès accomplis par le Libéria dans la filière du bois doivent se poursuivre par la mise en œuvre et l'application effectives de la loi portant réforme du domaine national forestier promulguée le 5 octobre 2006 et d'autres lois récentes concernant la transparence des recettes financières (loi intitulée *Liberia Extractive Industries Transparency Initiative Act*) et le règlement des questions de droits de propriété et de biens-fonds (lois intitulées *Community Rights Law with respect to Forest Lands* et *Lands Commission Act*),

Incitant le Gouvernement libérien à réaffirmer sa détermination et à redoubler d'efforts pour donner véritablement effet au Système de certification du Processus de Kimberley⁴⁸ au Libéria, et à tout faire pour lutter contre la contrebande de diamants bruts,

Invitant le Gouvernement libérien à exercer un contrôle plus efficace sur le secteur de la production aurifère et à se donner les textes nécessaires à cette fin, en particulier au niveau des offices régionaux, et à entreprendre d'instituer une bonne gouvernance dudit secteur,

Soulignant le rôle important que la Mission des Nations Unies au Libéria continue de jouer en contribuant à renforcer la sécurité dans l'ensemble du pays et en aidant le Gouvernement libérien à asseoir son autorité sur tout le territoire, notamment dans les agglomérations, les régions frontalières et les régions productrices de diamants, d'or, de bois et d'autres richesses naturelles,

Prenant note du rapport du Groupe d'experts sur le Libéria⁴⁹,

⁴⁶ S/2012/886.

⁴⁷ S/2012/885.

⁴⁸ Voir A/57/489.

⁴⁹ Voir S/2012/901.

Résolu à accompagner le Gouvernement libérien en ce qu'il fait pour satisfaire aux conditions fixées dans la résolution 1521 (2003), en date du 22 décembre 2003, se félicitant de la solidarité de la Commission de consolidation de la paix et invitant toutes les parties concernées, donateurs compris, à accompagner le Gouvernement dans cette entreprise,

Prenant note de la mise en application des directives du Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat en matière de coopération et d'échange de renseignements entre les missions de maintien de la paix des Nations Unies et les groupes d'experts de ses comités des sanctions,

Invitant tous les dirigeants libériens à œuvrer en faveur d'une véritable réconciliation et d'un dialogue sans exclusive en vue d'asseoir la paix et de favoriser la marche du Libéria vers la démocratie,

Considérant que, malgré des progrès notables, la situation au Libéria continue de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région,

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Réaffirme* que les mesures financières découlant du paragraphe 1 de la résolution 1532 (2004), en date du 12 mars 2004, restent en vigueur, constate avec une grave préoccupation que leur mise en œuvre n'a pas avancé et exige du Gouvernement libérien qu'il fasse tout ce qui est en son pouvoir pour honorer ses obligations ;

2. *Décide*, pour une période de 12 mois à compter de la date d'adoption de la présente résolution :

a) De reconduire les mesures concernant les voyages découlant du paragraphe 4 de la résolution 1521 (2003) ;

b) De reconduire les mesures concernant les armes, précédemment édictées au paragraphe 2 de la résolution 1521 (2003) et modifiées aux paragraphes 1 et 2 de la résolution 1683 (2006), en date du 13 juin 2006, à l'alinéa b du paragraphe 1 de la résolution 1731 (2006), en date du 20 décembre 2006, aux paragraphes 3 à 6 de la résolution 1903 (2009), en date du 17 décembre 2009, et au paragraphe 3 de la résolution 1961 (2010) en date du 17 décembre 2010 ;

c) D'examiner les mesures reconduites au présent paragraphe et au paragraphe 1 ci-dessus à la lumière des progrès de la stabilisation dans l'ensemble du territoire, le but étant de modifier ou de lever éventuellement, en tout ou en partie, le régime des sanctions, et de procéder à cet examen à la fin de la période de 12 mois susmentionnée, un examen à mi-parcours devant intervenir au plus tard le 30 mai 2013 ;

3. *Décide également* de réexaminer chacune des mesures susmentionnées dès lors que le Gouvernement libérien le lui demandera et lui aura fait savoir, éléments d'appréciation à l'appui, que les conditions mises par la résolution 1521 (2003) à la levée des mesures sont réunies ;

4. *Demande instamment* au Gouvernement libérien et aux États dont émanent les demandes d'inscription de lui communiquer sans tarder et s'il y a lieu, avec le concours du Groupe d'experts sur le Libéria, la liste publique à jour des motifs d'inscription sur les listes des personnes et entités visées par l'interdiction de voyager et le gel des avoirs ;

5. *Décide* de proroger, pour 12 mois à compter de la date d'adoption de la présente résolution, le mandat du Groupe d'experts nommé en application du paragraphe 9 de la résolution 1903 (2009), et de lui confier les tâches ci-après, dont il s'acquittera en étroite collaboration avec le Gouvernement libérien et le Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire :

a) Effectuer deux missions d'évaluation et de suivi au Libéria et dans les États voisins afin d'enquêter et d'établir un rapport d'étape et un rapport final sur l'application des mesures et sur toute violation des dispositions concernant les armes, telles que modifiées par la résolution 1903 (2009), comportant notamment toutes informations utiles pour la désignation, par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1521 (2003) concernant le Libéria, des personnes visées à l'alinéa a du paragraphe 4 de la résolution 1521 (2003) et au paragraphe 1 de la résolution 1532 (2004), ainsi que des indications sur les diverses sources de financement du trafic d'armes, par exemple les ressources naturelles ;

b) Évaluer l'impact, l'efficacité et l'opportunité des mesures découlant du paragraphe 1 de la résolution 1532 (2004), en particulier en ce qui concerne les avoirs de l'ancien Président, M. Charles Taylor ;

c) Recenser les domaines où les capacités du Libéria et des États de la région gagneraient à être renforcées pour faciliter la mise en œuvre des mesures découlant du paragraphe 4 de la résolution 1521 (2003) et du paragraphe 1 de la résolution 1532 (2004), et faire des recommandations à ce sujet ;

d) Déterminer dans quelle mesure les forêts et les autres richesses naturelles sont un facteur de paix, de sécurité et de développement et non d'instabilité dans le contexte d'un cadre juridique interne en évolution, et dans quelle mesure les textes applicables (*National Forestry Reform Law*, *Lands Commission Act*, *Community Rights Law with respect to Forest Lands* et *Liberia Extractive Industries Transparency Initiative Act*) et les autres réformes favorisent cette transition, et faire des recommandations sur la manière de mieux mettre ces richesses au service de la marche du pays vers une paix et une stabilité durables ;

e) Coopérer activement avec le Processus de Kimberley, à l'occasion notamment de la mission prévue en 2013 dans le cadre du Processus, et évaluer dans quelle mesure le Gouvernement libérien se conforme au Système de certification du Processus⁴⁸ ;

f) Lui présenter, par l'entremise du Comité, un rapport d'étape avant le 1^{er} juin 2013 et un rapport final avant le 1^{er} décembre 2013 sur toutes les questions énumérées dans le présent paragraphe, et saisir éventuellement le Comité de bilans informels avant ces dates, en particulier sur les progrès réalisés dans le secteur forestier depuis la levée des mesures découlant du paragraphe 10 de la résolution 1521 (2003) en juin 2006 et dans le secteur du diamant depuis la levée de celles découlant du paragraphe 6 de la résolution 1521 (2003) en avril 2007 ;

g) Coopérer activement avec les autres groupes d'experts compétents, en particulier celui sur la Côte d'Ivoire, reconstitué en vertu du paragraphe 15 de la résolution 2045 (2012) en date du 26 avril 2012 ;

h) Aider le Comité à mettre à jour la liste publique des motifs d'inscription sur les listes d'interdiction de voyager et de gel des avoirs ;

6. *Prie* le Secrétaire général de constituer à nouveau le Groupe d'experts sur le Libéria et de pourvoir à la sécurité de ses membres et au financement de ses travaux ;

7. *Demande* à tous les États et au Gouvernement libérien de coopérer pleinement avec le Groupe d'experts sur tous les aspects de son mandat ;

8. *Rappelle* que la Convention sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes adoptée par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest en 2006 confie aux autorités publiques compétentes la responsabilité du contrôle de la circulation des armes légères sur le territoire du Libéria et entre celui-ci et les États voisins ;

9. *Réaffirme* qu'il est nécessaire que la Mission des Nations Unies au Libéria et l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire coordonnent régulièrement leurs stratégies et leurs opérations dans les zones proches de la frontière entre le Libéria et la Côte d'Ivoire afin de concourir à la sécurité sous-régionale ;

10. *Déclare* qu'il importe que la Mission continue d'apporter son assistance au Gouvernement libérien, au Comité et au Groupe d'experts, dans la limite de ses moyens et de ses zones de déploiement, et, sans préjudice de ses attributions, continue de s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées par des résolutions antérieures, dont la résolution 1683 (2006) ;

11. *Demande* au Gouvernement libérien d'appliquer intégralement les recommandations formulées par l'équipe d'examen du Processus de Kimberley en 2009 tendant au renforcement des contrôles internes sur l'extraction et l'exportation de diamants, en particulier ceux qui relèvent des offices régionaux, et de s'efforcer d'améliorer la gouvernance des ressources naturelles pour qu'elle soit plus responsable et plus transparente ;

12. *Invite* le Processus de Kimberley à continuer de coopérer avec le Groupe d'experts et à rendre compte de tous faits nouveaux concernant l'application par le Libéria du Système de certification du Processus de Kimberley ;

13. *Décide* de demeurer activement saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6884^e séance.

Décisions

À sa 6941^e séance, le 25 mars 2013, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« La situation au Libéria

« Vingt-cinquième rapport périodique du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies au Libéria (S/2013/124) ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M^{me} Karin Landgren, Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Libéria et Chef de la Mission des Nations Unies au Libéria, et à M. Staffan Tillander, Représentant permanent de la Suède auprès de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Président de la formation Libéria de la Commission de consolidation de la paix.

LA SITUATION EN SOMALIE⁵⁰

Décision

À sa 6837^e séance, le 18 septembre 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Somalie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Somalie

« Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2012/643) ».

Résolution 2067 (2012) du 18 septembre 2012

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses précédentes résolutions, ainsi que les déclarations de son Président, sur la situation en Somalie,

Réaffirmant son attachement à la souveraineté, à l'intégrité territoriale, à l'indépendance politique et à l'unité de la Somalie et redisant son adhésion à la cause d'un règlement global et durable de la situation en Somalie,

Considérant qu'une plus grande stabilité de la Somalie revêt une importance vitale pour garantir la sécurité dans la région,

Se félicitant des progrès notables qui ont été accomplis ces 12 derniers mois par suite de la convocation de l'Assemblée nationale constituante et de l'adoption par celle-ci de la Constitution provisoire somalienne,

Notant avec satisfaction le travail important qu'ont accompli les chefs traditionnels et le comité technique de sélection aux fins d'agréer les membres du Parlement et se félicitant de la création du nouveau Parlement fédéral somalien, mais exprimant sa préoccupation devant les actes d'intimidation et de corruption qui auraient entaché la procédure de sélection,

Se félicitant que le nouveau Parlement fédéral ait sélectionné son Président et un nouveau Président de la Somalie et considérant que ces sélections viennent parachever la transition en Somalie et marquer pour le pays une étape importante sur la voie d'une gouvernance plus stable et plus responsable,

Exprimant sa préoccupation devant les cas présumés de malversation financière et encourageant les nouvelles autorités somaliennes à faire respecter des normes strictes en matière de gestion financière,

Se félicitant du rôle joué par les organes régionaux, notamment l'Union africaine et l'Autorité intergouvernementale pour le développement, dans le processus de transition,

Louant les efforts déployés par le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie, M. Augustine P. Mahiga, pour apporter la paix et la stabilité à la Somalie,

Saluant le concours que la Mission de l'Union africaine en Somalie apporte à la réalisation d'une paix et d'une stabilité durables en Somalie et notant le rôle essentiel qu'elle joue en améliorant la sécurité à Mogadiscio et dans d'autres parties du centre-sud de la Somalie, disant sa reconnaissance aux Gouvernements burundais, ougandais,

⁵⁰ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1992 des résolutions et décisions sur cette question.

djiboutien, kényan et sierra-léonais qui continuent à fournir des contingents, du personnel de police et du matériel à la Mission et appréciant les sacrifices notables faits par les forces de la Mission,

Réaffirmant sa vive condamnation de toutes les attaques visant les institutions somaliennes, la Mission, le personnel et les installations des Nations Unies ou la population civile perpétrées par des groupes d'opposition armés et des combattants étrangers, en particulier Al-Chabab, soulignant que les groupes d'opposition armés somaliens et les combattants étrangers, en particulier Al-Chabab, constituent une menace terroriste pour la Somalie et la communauté internationale, soulignant également que ni le terrorisme ni l'extrémisme violent n'ont leur place en Somalie et demandant de nouveau à tous les groupes d'opposition de déposer les armes,

Engageant les nouvelles autorités somaliennes à établir, avec l'appui de la Mission et des partenaires internationaux, une sécurité renforcée dans les zones sécurisées par la Mission et les forces de sécurité nationales somaliennes, tout en soulignant qu'il importe de mettre en place, dans les zones reprises à Al-Chabab, des structures locales de gouvernance et de sécurité viables, légitimes et représentatives,

Rappelant ses résolutions 1950 (2010) du 23 novembre 2010, 1976 (2011) du 11 avril 2011, 2020 (2011) du 22 novembre 2011 et 2036 (2012) du 22 février 2012, saluant les efforts déjà entrepris par la communauté internationale, dont les opérations navales et les actions de renforcement des capacités, se félicitant de la récente réduction du nombre d'attaques de pirates ayant abouti, sachant que ces gains sont potentiellement réversibles, exprimant sa vive préoccupation face à la menace que posent la piraterie et les vols à main armée au large des côtes somaliennes et conscient du fait que la poursuite de l'instabilité en Somalie contribue au problème de la piraterie et des vols à main armée au large des côtes somaliennes,

Se félicitant de la représentation accrue des femmes au Parlement, saluant l'action menée à cette fin par les autorités somaliennes et soulignant la nécessité que les femmes soient davantage associées à la prise des décisions qui intéressent la prévention et le règlement des conflits,

Exprimant sa préoccupation devant la persistance de la crise humanitaire en Somalie et ses conséquences pour le peuple somalien, condamnant tout détournement de l'aide humanitaire et soulignant l'importance de l'appui humanitaire international,

Réaffirmant qu'il importe de respecter les obligations découlant du droit international, notamment de la Charte des Nations Unies, du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire,

Notant qu'il importe d'enquêter sur les violations du droit international humanitaire et d'amener les auteurs de ces violations à répondre de leurs actes,

Appréciant l'importance que revêtent les processus de justice transitionnelle, ainsi que de solides institutions, pour bâtir durablement la paix et la réconciliation en Somalie, et soulignant le rôle que tous les Somaliens, y compris les femmes, les acteurs de la société civile et les membres du Gouvernement, joueront dans l'entreprise de réconciliation grâce à un dialogue sans exclusive et consultatif, notant la prorogation, pour une durée d'un an, du mandat de l'Expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Somalie,

Attendant avec intérêt la prochaine réunion de haut niveau organisée par le Secrétaire général sur la Somalie, qui se tiendra le 26 septembre 2012 et sera l'occasion pour les nouveaux dirigeants somaliens de renforcer le partenariat avec la communauté internationale, notamment en ce qui concerne les prochaines mesures à prendre pour améliorer la sécurité et la stabilité ainsi que pour asseoir une gouvernance transparente et responsable en Somalie,

1. *Exprime sa détermination* à travailler en étroite collaboration avec les nouvelles institutions et les nouveaux services des autorités somaliennes et encourage le nouveau Président somalien à nommer rapidement un gouvernement d'ouverture obéissant au principe de responsabilité, en particulier un premier ministre, lequel sera chargé de constituer un cabinet capable d'entamer l'entreprise de consolidation de la paix dans le pays, et demande instamment aux acteurs somaliens et à la communauté internationale de manifester leur appui continu ;

2. *Souligne* le rôle décisif qui revient aux nouvelles autorités somaliennes s'agissant de réaliser la réconciliation, la paix durable et la stabilité en Somalie, demande aux autorités somaliennes de mener à bien toutes les tâches différées résultant de la feuille de route du 6 septembre 2011, ainsi que de conduire les affaires publiques d'une manière responsable et non exclusive et de gérer les finances publiques en toute transparence, en coopérant de façon constructive avec la communauté internationale ;

3. *Redit sa préoccupation* devant les irrégularités et les actes d'intimidation qui auraient entaché la procédure de sélection des membres du Parlement et prie instamment les autorités somaliennes d'enquêter sur ces faits et de prendre les mesures qui s'imposent ;

4. *Insiste* sur le fait qu'il importe que les nouvelles autorités somaliennes mettent au point, en consultation avec leurs partenaires, un programme qui viendrait définir les priorités de l'après-transition et renforcent les relations de la Somalie avec les organismes régionaux, prie le Secrétaire général et les entités compétentes des Nations Unies de leur prêter assistance à cet égard et souligne qu'un référendum national sur la Constitution provisoire ainsi que des élections législatives devraient se tenir dans le courant de l'actuelle législature ;

5. *Souligne* qu'il incombe aux autorités somaliennes d'œuvrer à la réconciliation et de doter le peuple somalien d'administrations locales et de services publics efficaces et ouverts à tous et souligne également que ces initiatives doivent être complétées par l'établissement des institutions garantes de l'état de droit dans les zones reprises à Al-Chabab ;

6. *Réaffirme sa volonté* de prendre des mesures contre quiconque menacerait la paix, la stabilité ou la sécurité de la Somalie ;

7. *Exprime sa préoccupation* devant les actes présumés de malversation financière, demande de nouveau qu'il y soit mis fin, demande instamment que s'instaure une coopération sans réserve, le but étant de mettre rapidement en place le Conseil conjoint de gestion financière et de le voir exercer efficacement ses fonctions, demande aux autorités somaliennes de mettre au point un code réglementaire efficace pour promouvoir le développement économique, prie tous les partenaires qui concourent à la reconstruction économique de la Somalie de mieux coordonner leurs actions et note l'importance du renforcement des capacités des institutions somaliennes concernées ;

8. *Réaffirme* l'importance du rôle des femmes dans la prévention et le règlement des conflits et la consolidation de la paix, souligne l'importance de leur participation entière et sur un pied d'égalité à toutes entreprises de maintien et de promotion de la paix et de la sécurité et demande instamment aux autorités somaliennes de continuer de favoriser une meilleure représentation des femmes à tous les niveaux de prise de décisions dans les institutions somaliennes ;

9. *Rappelle* ses résolutions 1674 (2006) du 28 avril 2006, 1738 (2006) du 23 décembre 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé, réitère son appui à la Mission de l'Union africaine en Somalie, se félicite des progrès qu'elle a accomplis dans le sens de l'amélioration de la sécurité à Mogadiscio et ailleurs, souligne que la Mission et les forces de sécurité nationales somaliennes doivent continuer à s'efforcer, avec l'appui de partenaires, de réduire la menace que représentent Al-Chabab et les autres groupes d'opposition armés conformément au mandat de la Mission tel qu'il résulte du paragraphe 9 de sa résolution 1772 (2007) du 20 août 2007 et du paragraphe 1 de sa résolution 2036 (2012) et, à cet égard, demande instamment aux autorités somaliennes d'achever la restructuration des forces de sécurité nationales somaliennes, notamment en veillant à ce que soit mise en place une structure complète de commandement et de contrôle de tous le personnel réintégré ;

10. *Se félicite* de l'appui que les partenaires de l'Union africaine apportent à la Mission, notamment par l'intermédiaire de la Facilité de soutien à la paix pour l'Afrique mise en place par l'Union européenne et demande à tous les partenaires, en particulier aux nouveaux bailleurs de fonds, de prêter leur concours à la Mission en lui fournissant du matériel, une assistance technique et des fonds pour la solde des troupes et en versant une contribution non préaffectée au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies à l'appui de la Mission ;

11. *Se réjouit* de la signature du Plan national de sécurité et de stabilisation, réaffirme qu'il importe que les autorités somaliennes assument la responsabilité de l'instauration de la bonne gouvernance, de l'état de droit et de services de sécurité et de justice, souligne qu'il importe également de créer promptement la Commission de la sécurité nationale envisagée dans la Constitution provisoire afin de garantir un dialogue sans exclusive entre Somaliens sur le futur appareil de sécurité et de justice, engage vivement la communauté internationale à redoubler d'efforts pour aider à renforcer les institutions de sécurité somaliennes et, à cet égard, se félicite du soutien que la mission de formation de l'Union européenne en Somalie apporte aux forces de sécurité nationales somaliennes ;

12. *Exhorte* la communauté internationale à continuer d'accompagner le renforcement des institutions judiciaires somaliennes, réaffirme qu'il est fondamental d'améliorer encore la coordination de l'assistance internationale dans ce domaine et souligne qu'il importe de tenir les engagements souscrits dans le cadre des initiatives convenues lors des conférences de Londres et d'Istanbul en 2012 ;

13. *Encourage* les États Membres à continuer de coopérer avec les autorités somaliennes et les uns avec les autres dans la lutte contre la piraterie et les vols à main armée en mer, demande aux États de coopérer, selon qu'il conviendra, sur la question des prises d'otages, souligne que c'est aux autorités somaliennes qu'il incombe au premier chef de lutter contre la piraterie et les vols à main armée au large des côtes somaliennes, conformément aux dispositions de la feuille de route du 6 septembre 2011, prie les autorités somaliennes, avec le concours du Secrétaire général et des organismes compétents des Nations Unies, de se donner sans plus tarder un arsenal de lois pour lutter contre la piraterie, notamment des lois prévoyant l'exercice de poursuites contre quiconque finance, planifie, organise ou facilite les attaques perpétrées par des pirates ou en tire profit, en vue de garantir, dans les meilleurs délais, l'exercice de poursuites efficaces contre les pirates présumés et les personnes associées aux attaques perpétrées par des pirates au large des côtes somaliennes, le transfèrement vers la Somalie des pirates poursuivis et condamnés ailleurs et l'incarcération des personnes reconnues coupables en Somalie, et demande en outre instamment aux autorités somaliennes de déclarer, conformément aux dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer⁵¹, la création d'une zone économique exclusive qui favorisera la police efficace des eaux au large des côtes somaliennes ;

14. *Note* que les nouvelles autorités somaliennes assument les fonctions qui incombaient précédemment au Gouvernement fédéral de transition aux fins de l'application des dispositions du paragraphe 10 de la résolution 1846 (2008), en date du 2 décembre 2008, et du paragraphe 6 de la résolution 1851 (2008), en date du 16 décembre 2008, telles que reconduites par le paragraphe 7 de la résolution 1897 (2009), en date du 30 novembre 2009, le paragraphe 7 de la résolution 1950 (2010) et le paragraphe 9 de la résolution 2020 (2011) ;

15. *Souligne* qu'il sera indispensable de défendre et de promouvoir les droits de l'homme, d'enquêter sur les violations du droit international humanitaire et d'amener les auteurs de ces violations à en répondre pour asseoir la légitimité des nouvelles autorités somaliennes et engage la Somalie à s'acquitter des obligations que lui imposent le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire ;

16. *Se félicite* de la signature, le 11 mai 2012, d'un mémorandum d'accord sur les droits de l'homme entre les autorités somaliennes et l'Organisation des Nations Unies et demande instamment aux États Membres d'aider tous les organes compétents à mieux veiller au respect des droits de l'homme en Somalie ;

17. *Se félicite également* de la signature, le 6 août 2012, par les autorités somaliennes et l'Organisation, d'un plan d'action pour mettre fin aux meurtres et aux mutilations d'enfants, premier du genre à être signé, engage les autorités somaliennes à mettre résolument en œuvre ce plan d'action, de même que celui du 3 juillet 2012 sur l'enrôlement et l'utilisation d'enfants soldats, et souligne que quiconque commet de tels actes doit être traduit en justice ;

18. *Condamne fermement* les violations des droits et atteintes aux droits de l'homme graves et systématiques commises par de nombreuses parties, en particulier par Al-Chabab et ses affiliés, contre la population civile, y compris les actes de violence perpétrés sur la personne d'enfants, de journalistes et de défenseurs des droits de l'homme et les violences sexuelles dont les femmes et les enfants sont victimes, exige qu'il soit immédiatement mis fin à ces actes et souligne que les auteurs de toutes ces violations et atteintes doivent en répondre ;

19. *Exige de nouveau* de toutes les parties qu'elles veillent à ce que l'aide humanitaire parvienne en toute liberté, célérité et sécurité à tous ceux qui en ont besoin partout en Somalie ;

20. *Note* l'importance cruciale qu'il y a à pourvoir à la cohérence et à la coordination de l'appui apporté par la communauté internationale à la Somalie et invite l'Organisation à coordonner les initiatives internationales tendant à la fourniture d'assistance à ce pays et au renforcement de ses capacités, approuve le transfert progressif d'une antenne du Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie à Mogadiscio et demande instamment à toutes les entités des Nations Unies de continuer à prendre les dispositions nécessaires pour parachever dans les meilleurs délais un transfert permanent en Somalie, en particulier à Mogadiscio et dans les régions reprises à Al-Chabab ;

21. *Attend avec intérêt* les résultats de l'examen interinstitutions de la présence des Nations Unies en Somalie coordonné par le Secrétaire général, souligne la nécessité de définir une approche stratégique intégrée de toutes les activités des organismes des Nations Unies en Somalie, dans le cadre d'un étroit partenariat avec les

⁵¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1834, n° 31363.

autorités somaliennes et l'Union africaine et en consultation avec les partenaires régionaux et internationaux, et prie le Secrétaire général de lui faire des recommandations au plus tard le 31 décembre 2012 ;

22. *Réaffirme son appui* à la cause d'un règlement global et durable de la situation en Somalie ;
23. *Décide* de demeurer activement saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6837^e séance.

Décisions

À sa 6848^e séance, le 16 octobre 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Espagne, de l'Éthiopie, de la Finlande, de l'Italie, du Japon, de la Somalie et de la Turquie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Somalie

« Lettre, en date du 12 octobre 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2012/764) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Augustine P. Mahiga, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie et Chef du Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 6853^e séance, le 31 octobre 2012, le Conseil a examiné la question intitulée « La situation en Somalie ».

Résolution 2072 (2012) du 31 octobre 2012

Le Conseil de sécurité,

Rappelant toutes ses résolutions et les déclarations de son Président concernant la situation en Somalie, en particulier les résolutions 1772 (2007) du 20 août 2007, 2010 (2011) du 30 septembre 2011 et 2036 (2012) du 22 février 2012,

Notant les circonstances exceptionnelles qui résultent, à New York, du passage de l'ouragan Sandy,

Constatant, dans ces circonstances exceptionnelles, la nécessité de proroger pour une courte période le mandat de la Mission de l'Union africaine en Somalie,

Considérant que la situation en Somalie demeure une menace pour la paix et la sécurité internationales dans la région,

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

Décide d'autoriser les États membres de l'Union africaine à maintenir jusqu'au 7 novembre 2012 le déploiement de la Mission de l'Union africaine en Somalie, qui est autorisée à prendre toutes les mesures nécessaires pour s'acquitter de son mandat, tel que défini au paragraphe 9 de la résolution 1772 (2007) et au paragraphe 1 de la résolution 2036 (2012).

Adoptée à l'unanimité à la 6853^e séance.

Décision

À sa 6854^e séance, le 7 novembre 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Somalie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Somalie

« Lettre, en date du 12 octobre 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2012/764) ».

**Résolution 2073 (2012)
du 7 novembre 2012**

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses précédentes résolutions sur la situation en Somalie, en particulier la résolution 1772 (2007) en date du 20 août 2007,

Réaffirmant son respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de l'indépendance politique et de l'unité de la Somalie et redisant qu'il tient à un règlement global et durable de la situation en Somalie,

Rappelant que, dans sa résolution 2036 (2012) du 22 février 2012, il a décidé de renforcer le dispositif d'appui logistique à la Mission de l'Union africaine en Somalie en y intégrant le remboursement de certains éléments du matériel appartenant aux contingents, notamment les éléments habilitants et les multiplicateurs de force,

Considérant que la situation en Somalie continue de représenter une menace pour la paix et la sécurité internationales dans la région,

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Décide* d'autoriser les États membres de l'Union africaine à maintenir jusqu'au 7 mars 2013 le déploiement de la Mission de l'Union africaine en Somalie, qui est autorisée à prendre toutes les mesures nécessaires, en conformité avec les dispositions applicables du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme et dans le strict respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de l'indépendance politique et de l'unité de la Somalie, afin de s'acquitter des tâches ci-après :

a) Maintenir une présence dans les quatre secteurs définis dans le concept stratégique de la Mission du 5 janvier 2012 et, en coordination avec les forces de sécurité nationales somaliennes, faire reculer la menace que représentent Al-Chabab et les autres groupes d'opposition armés, afin d'instaurer dans toute la Somalie des conditions propices à une gouvernance effective et légitime ;

b) Favoriser le dialogue et la réconciliation en Somalie en contribuant à la libre circulation, à la sécurité de passage et à la protection de tous ceux qui participent au processus de paix et de réconciliation en Somalie ;

c) Fournir la protection nécessaire aux autorités somaliennes pour les aider à exercer leurs fonctions de gouvernement et sécuriser les infrastructures essentielles ;

d) Contribuer, dans la limite de ses capacités et en coordination avec d'autres parties, à l'application du Plan national de sécurité et de stabilisation, en particulier au rétablissement effectif et à la formation de forces de sécurité nationales somaliennes ouvertes à tous ;

e) Contribuer, selon la demande et dans la limite de ses moyens, à l'instauration des conditions de sécurité nécessaires à l'acheminement de l'aide humanitaire ;

f) Protéger son personnel, ses installations, son matériel et sa mission, et assurer la sécurité et la liberté de circulation de son personnel, ainsi que du personnel des Nations Unies qui exerce des fonctions qu'il lui a confiées ;

2. *Décide également*, à titre exceptionnel et en raison du caractère inédit de la Mission, de renforcer le dispositif d'appui logistique au personnel civil de la Mission en déployant 50 agents civils supplémentaires, sur une base temporaire devant être réexaminée à la lumière des examens stratégiques de l'Union africaine et de l'Organisation des Nations Unies, et souligne qu'il importe que ces agents civils soient déployés rapidement dans les zones récemment libérées de la présence d'Al-Chabab, conformément à la lettre, en date du 18 octobre 2012, adressée au Secrétaire général de l'Organisation par la Présidente de la Commission de l'Union africaine ;

3. *Prie* le Secrétaire général de continuer de fournir à l'Union africaine, par l'intermédiaire du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, des conseils techniques et spécialisés et des conseils de gestion concernant la planification et le déploiement de la Mission, notamment la mise en œuvre du concept stratégique et du concept d'opérations de la Mission ;

4. *Prie également* le Secrétaire général de maintenir le dispositif d'appui logistique à la Mission mentionné aux paragraphes 10 et 11 de la résolution 2010 (2011), en date du 30 septembre 2011, et aux paragraphes 4 et 6 de la résolution 2036 (2012), avec un effectif maximum de 17 731 agents en tenue, jusqu'au 7 mars 2013, et de veiller à

ce que l'utilisation des fonds de l'Organisation soit régie par les principes de responsabilité et de transparence, comme il est indiqué au paragraphe 4 de la résolution 1910 (2010) en date du 28 janvier 2010 ;

5. *Prie* l'Union africaine de lui communiquer régulièrement, par l'entremise du Secrétaire général, des informations sur l'exécution du mandat de la Mission et de lui présenter des rapports écrits 60 jours après la date d'adoption de la présente résolution ;

6. *Décide* de rester activement saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6854^e séance.

Décisions

Le 13 novembre 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général⁵² :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 9 novembre 2012 relative à l'examen stratégique en Somalie⁵³ a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

Les membres du Conseil ont pris note de votre demande de prolongation du délai prévu pour la présentation de votre rapport, qu'ils attendent avec intérêt, le 31 janvier 2013 au plus tard.

À sa 6867^e séance, le 21 novembre 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Espagne, de la Grèce, de l'Italie, de la Somalie et de l'Ukraine à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Somalie

« Rapport présenté par le Secrétaire général en application de la résolution 2020 (2011) du Conseil de sécurité (S/2012/783) ».

Résolution 2077 (2012) du 21 novembre 2012

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions antérieures concernant la situation en Somalie, en particulier les résolutions 1814 (2008) du 15 mai 2008, 1816 (2008) du 2 juin 2008, 1838 (2008) du 7 octobre 2008, 1844 (2008) du 20 novembre 2008, 1846 (2008) du 2 décembre 2008, 1851 (2008) du 16 décembre 2008, 1897 (2009) du 30 novembre 2009, 1918 (2010) du 27 avril 2010, 1950 (2010) du 23 novembre 2010, 1976 (2011) du 11 avril 2011, 2015 (2011) du 24 octobre 2011 et 2020 (2011) du 22 novembre 2011, ainsi que la déclaration de son Président en date du 25 août 2010⁵⁴,

Restant profondément préoccupé par la menace que les actes de piraterie et les vols à main armée commis en mer contre des navires continuent de faire peser sur la sécurité, la célérité et l'efficacité de l'acheminement de l'aide humanitaire en Somalie et dans la région, sur la sécurité des gens de mer et d'autres personnes, sur la navigation internationale et la sécurité des routes maritimes commerciales et sur les autres navires vulnérables, notamment sur les activités de pêche conduites conformément au droit international, et par le fait que les pirates menacent désormais la partie occidentale de l'océan Indien et les zones maritimes adjacentes et ont accru leurs moyens d'action,

Se déclarant préoccupé par les informations faisant état de la participation d'enfants à des actes de piraterie au large des côtes somaliennes,

Considérant que l'instabilité qui perdure en Somalie contribue au problème de la piraterie et des vols à main armée au large des côtes somaliennes et soulignant qu'il faut que la communauté internationale mène une action sur tous les fronts pour s'attaquer à la piraterie et aux vols à main armée en mer et à leurs causes profondes,

⁵² S/2012/828.

⁵³ S/2012/827.

⁵⁴ S/PRST/2010/16.

Considérant également qu'il faut prendre des mesures d'enquête et de poursuite non seulement contre les suspects capturés en mer, mais également contre quiconque incite à la commission d'un acte de piraterie ou la facilite intentionnellement, y compris les cerveaux des réseaux criminels de piraterie qui planifient, organisent, facilitent ou financent illégalement les attaques et en tirent un profit illicite, se déclarant une nouvelle fois inquiet que des personnes soupçonnées de piraterie soient libérées sans avoir été jugées, réaffirmant que le fait de ne pas traduire en justice toute personne responsable d'actes de piraterie ou de vols à main armée commis au large des côtes somaliennes nuit à la lutte menée par la communauté internationale contre la piraterie, et se déclarant résolu à faire en sorte que les pirates soient amenés à répondre de leurs actes,

Réaffirmant son attachement à la souveraineté, à l'intégrité territoriale, à l'indépendance politique et à l'unité de la Somalie, y compris aux droits de la Somalie sur les ressources naturelles se trouvant au large de ses côtes, notamment les pêcheries, conformément au droit international, rappelant qu'il importe d'empêcher la pêche illégale et le rejet illégal de déchets, notamment de substances toxiques, conformément au droit international, et soulignant qu'il convient d'ouvrir des enquêtes sur toute nouvelle allégation de pêche illégale et de rejet illégal de déchets, prenant acte du rapport du Secrétaire général⁵⁵ dans lequel celui-ci indique qu'il est difficile, sans systèmes de contrôle et de communication adaptés, de fournir des informations détaillées sur les activités de pêche illégale, non déclarée et non réglementée et de déversement de déchets au large des côtes somaliennes et constate que l'Organisation des Nations Unies n'a guère pu établir le bien-fondé des affirmations selon lesquelles le déversement illégal de déchets toxiques et la pêche illégale font partie des facteurs qui poussent les jeunes Somaliens à se livrer à la piraterie, et que rien n'indique aujourd'hui qu'il y ait des rejets de déchets toxiques à terre ou en mer, soulignant que la protection des ressources marines et du milieu marin ne peut être invoquée pour dissimuler la véritable nature de la piraterie au large des côtes somaliennes, qui n'est autre qu'une entreprise criminelle transnationale motivée principalement par l'appât du gain, et se déclarant satisfait, à cet égard, du rapport du Secrétaire général sur la protection des ressources naturelles et des eaux territoriales de la Somalie établi en application du paragraphe 7 de sa résolution 1976 (2011)⁵⁶,

Réaffirmant en outre que le droit international, tel qu'exposé dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, en date du 10 décembre 1982⁵¹, définit le cadre juridique de la lutte contre la piraterie et les vols à main armée en mer, parmi d'autres activités maritimes,

Soulignant que la lutte contre la piraterie et les vols à main armée au large des côtes somaliennes incombe au premier chef aux autorités somaliennes et prenant note des multiples demandes d'aide internationale présentées par les autorités somaliennes pour combattre la piraterie au large des côtes somaliennes, notamment de la lettre, en date du 5 novembre 2012, par laquelle le Représentant permanent de la Somalie auprès de l'Organisation des Nations Unies a fait savoir que les autorités somaliennes lui étaient reconnaissantes de l'aide qu'il leur apportait, se déclaraient disposées à envisager de collaborer avec d'autres États et les organisations régionales pour combattre la piraterie et les vols à main armée au large des côtes somaliennes, et demandaient que les dispositions de la résolution 1897 (2009) soient reconduites pour une nouvelle période de 12 mois,

Saluant les efforts déployés par l'opération Atalante de l'Union européenne, les opérations Protecteur allié et Bouclier océanique de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, la Force opérationnelle multinationale 151 des Forces maritimes combinées commandée par le Danemark, les États-Unis d'Amérique, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, la République de Corée, Singapour, la Thaïlande et la Turquie, et d'autres États agissant individuellement, en coopération avec les autorités somaliennes et d'autres pays, pour réprimer la piraterie et protéger les navires vulnérables qui croisent au large des côtes somaliennes, et se félicitant des efforts faits par certains pays, notamment la Chine, la Fédération de Russie, l'Inde, le Japon, la Malaisie et la République de Corée, qui ont déployé des navires ou des aéronefs dans la région, comme le relève le Secrétaire général dans son rapport⁵⁵,

Se félicitant que les États du pavillon aient pris les mesures voulues pour autoriser les navires battant leur pavillon et traversant la zone à haut risque à déployer des détachements de protection embarqués et à recruter du personnel de sécurité armé sous contrat privé, et engageant les États à réglementer ces activités, conformément au droit international applicable, et à autoriser les navires affrétés à privilégier les dispositifs faisant appel à de tels moyens,

⁵⁵ S/2012/783.

⁵⁶ S/2011/661.

Prenant note de la demande de certains États Membres selon laquelle il conviendrait de revoir, de façon objective et transparente, les limites de la zone à haut risque en tenant compte des faits de piraterie effectifs, tout en notant que la zone à haut risque est établie et définie par les secteurs des assurances et du transport maritime,

Se félicitant des activités de renforcement des capacités menées dans la région dans le cadre du Fonds d'affectation spéciale de l'Organisation maritime internationale pour le Code de conduite de Djibouti et du Fonds d'affectation spéciale destiné à soutenir les initiatives prises par les États pour lutter contre la piraterie au large des côtes somaliennes, ainsi que des activités prévues par l'Union européenne au titre de sa Mission visant au renforcement des capacités maritimes régionales dans la Corne de l'Afrique (EUCAP NESTOR), et notant qu'il faut que toutes les organisations internationales et régionales concernées y coopèrent pleinement,

Prenant note avec satisfaction des efforts faits par l'Organisation maritime internationale et le secteur du transport maritime pour élaborer et actualiser des principes directeurs, des bonnes pratiques de gestion et des recommandations visant à aider les navires à prévenir et à réprimer les attaques lancées par des pirates au large des côtes somaliennes, y compris dans le golfe d'Aden et l'océan Indien, et saluant l'action menée par l'Organisation maritime internationale et le Groupe de contact sur la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes, prenant note, à ce sujet, de l'initiative prise par l'Organisation internationale de normalisation, qui a mis au point des normes en matière de formation et de certification applicables aux sociétés de sécurité maritimes privées qui mettent du personnel de sécurité armé à la disposition des navires dans les zones à haut risque,

Notant avec préoccupation que le manque de moyens et l'absence de législation interne permettant de détenir et de poursuivre les pirates présumés après leur capture ont empêché de mener une action internationale plus vigoureuse contre les pirates agissant au large des côtes somaliennes et, trop souvent, contraint à libérer des pirates sans les avoir traduits en justice alors même que les éléments à charge étaient suffisants pour justifier des poursuites, et réaffirmant que, aux termes des dispositions relatives à la répression de la piraterie de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime du 10 mars 1988⁵⁷ exige des États parties qu'ils érigent en infraction le fait de s'emparer d'un navire ou d'en exercer le contrôle par la violence ou la menace de violence ou toute autre forme d'intimidation, qu'ils établissent leur compétence à l'égard de ces infractions et qu'ils acceptent la remise des personnes responsables ou soupçonnées de tels actes,

Soulignant qu'il importe de continuer d'améliorer la collecte, la préservation et la transmission aux autorités compétentes d'éléments de preuve relatifs aux actes de piraterie et aux vols à main armée commis au large des côtes somaliennes, se félicitant de ce que font l'Organisation maritime internationale, l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) et les transporteurs maritimes pour élaborer à l'intention des gens de mer des instructions quant à la manière de maintenir en l'état, après la commission d'actes de piraterie, les lieux où ces actes ont été commis et notant qu'il importe, pour que les poursuites intentées contre les auteurs de tels actes aboutissent, de permettre aux gens de mer de témoigner lors des instances pénales,

Constatant que les réseaux de pirates continuent de se livrer à des enlèvements et à des prises d'otages et que ces activités les aident à se procurer des fonds pour acheter des armes, attirer de nouvelles recrues et poursuivre leurs opérations, mettant ainsi en danger la sûreté et la sécurité de civils innocents et portant atteinte à la liberté du commerce, se félicitant des mesures prises par la communauté internationale en matière de collecte et d'échange d'informations aux fins d'entraver les opérations de piraterie, telles que la Base de données mondiale sur la piraterie maritime d'INTERPOL, et prenant acte de l'initiative en cours visant à mettre en place un centre régional de coordination du renseignement et des poursuites en matière de lutte contre la piraterie, qui sera installé aux Seychelles,

Réaffirmant la condamnation que suscitent dans la communauté internationale les enlèvements et les prises d'otages, y compris les infractions figurant dans la Convention internationale contre la prise d'otages⁵⁸, condamnant fermement la pratique persistante de la prise d'otages par des pirates opérant au large des côtes somaliennes, se déclarant gravement préoccupé par les conditions inhumaines dans lesquelles les otages sont retenus en captivité, conscient des répercussions sur la vie de leur famille, demandant la libération immédiate de tous les otages et constatant l'importance de la coopération entre États Membres concernant la question de la prise d'otages et les poursuites contre les pirates auteurs présumés de prises d'otages,

⁵⁷ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1678, n° 29004.

⁵⁸ *Ibid.*, vol. 1316, n° 21931.

Saluant les efforts déployés par le Kenya et les Seychelles pour poursuivre les personnes soupçonnées de piraterie devant leurs tribunaux nationaux, se félicitant de l'engagement pris par Maurice et la République-Unie de Tanzanie à cet égard et souhaitant qu'il se renforce, notant avec satisfaction l'assistance fournie par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Fonds d'affectation spéciale destiné à soutenir les initiatives prises par les États pour lutter contre la piraterie au large des côtes somaliennes et d'autres organisations et donateurs internationaux, en coordination avec le Groupe de contact, afin d'aider le Kenya, les Seychelles, la Somalie et d'autres États de la région à prendre, dans le respect du droit international des droits de l'homme en vigueur, des mesures pour poursuivre, ou faire incarcérer dans un État tiers après des poursuites, les pirates appréhendés, y compris ceux qui facilitent ou financent les actes de piraterie à terre, et soulignant qu'il faut que les États et les organisations internationales redoubtent d'efforts à cet égard,

Se félicitant que les administrations nationales et régionales somaliennes soient prêtes à coopérer entre elles et avec les États qui ont engagé des poursuites contre des personnes soupçonnées de piraterie afin que les pirates condamnés puissent être rapatriés en Somalie dans le cadre d'accords appropriés de transfèrement des détenus, dans le respect du droit international en vigueur, y compris le droit international des droits de l'homme,

Accueillant avec satisfaction le rapport présenté par le Secrétaire général, en application de la résolution 2020 (2011), sur l'application de cette résolution et la situation concernant la piraterie et les vols à main armée au large des côtes somaliennes⁵⁹,

Accueillant de même avec satisfaction les rapports du Secrétaire général sur les modalités de la création de juridictions somaliennes spécialisées pour poursuivre les personnes soupçonnées de piraterie, présentés en application du paragraphe 26 de la résolution 1976 (2011) et du paragraphe 16 de la résolution 2015 (2011)⁵⁹, ainsi que les travaux menés par le Groupe de contact et le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour étudier la possibilité d'utiliser des mécanismes additionnels en vue de poursuivre efficacement les personnes soupçonnées de piraterie et de vols à main armée au large des côtes somaliennes, y compris celles qui sont à terre et incitent à la commission d'actes de piraterie ou facilitent intentionnellement de tels actes,

Soulignant qu'il faut que les États examinent les moyens d'aider les gens de mer qui sont victimes des pirates et se félicitant à cet égard des travaux en cours au sein du Groupe de contact et de l'Organisation maritime internationale pour élaborer des directives sur l'aide à apporter aux gens de mer et aux autres personnes qui ont été victimes d'actes de piraterie,

Saluant les progrès réalisés par le Groupe de contact, l'Office et le Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie en ce qui concerne les outils d'information utilisés pour sensibiliser aux dangers de la piraterie, faire connaître les bonnes pratiques permettant d'éliminer ces agissements criminels et informer le public des dangers que pose la piraterie,

Notant avec satisfaction les efforts que continuent de déployer l'Office et le Programme des Nations Unies pour le développement pour renforcer la capacité du système pénitentiaire somalien, y compris les autorités régionales, en particulier avec l'appui du Fonds d'affectation spéciale destiné à soutenir les initiatives prises par les États pour lutter contre la piraterie au large des côtes somaliennes, d'incarcérer les pirates condamnés, dans le respect du droit international des droits de l'homme applicable,

Ayant à l'esprit le Code de conduite concernant la répression des actes de piraterie et des vols à main armée à l'encontre des navires dans l'océan Indien occidental et le golfe d'Aden (Code de conduite de Djibouti), prenant note des activités des centres d'échange d'informations nouvellement créés au Yémen, au Kenya et en République-Unie de Tanzanie et des travaux menés pour créer un centre régional de formation maritime à Djibouti, et conscient des efforts que font les États signataires, y compris les derniers en date que sont l'Afrique du Sud et le Mozambique, pour élaborer des cadres réglementaires et législatifs appropriés visant à combattre la piraterie, à renforcer leurs moyens de patrouiller les eaux de la région, à intercepter les navires suspects et à poursuivre en justice les personnes soupçonnées de piraterie,

Soulignant que la paix et la stabilité en Somalie, le renforcement des institutions de l'État, le développement économique et social et le respect des droits de l'homme et de l'état de droit sont nécessaires pour créer les conditions d'une élimination permanente de la piraterie et des vols à main armée au large des côtes somaliennes, et soulignant

⁵⁹ S/2011/360 et S/2012/50.

en outre que la sécurité à long terme de la Somalie repose sur la mise en place effective, par les autorités somaliennes, des forces de sécurité nationales somaliennes,

Se félicitant à cet égard de l'élection, le 10 septembre 2012, du Président, suivie de la nomination d'un premier ministre et d'un cabinet, et considérant que cet épisode vient parachever la transition en Somalie et marque pour le pays une étape importante sur la voie d'une gouvernance plus stable et plus responsable,

Notant que les efforts déployés par la communauté internationale et le secteur privé pour combattre la piraterie ont permis de réduire sensiblement le nombre d'attaques et de détournements de navires perpétrés par des pirates depuis 2011 et soulignant que, si de nouvelles mesures ne sont pas prises, les progrès enregistrés sur le plan de la diminution du nombre d'attaques menées avec succès par des pirates sont réversibles,

Constatant que les actes de piraterie et les vols à main armée commis au large des côtes somaliennes aggravent la situation dans le pays, laquelle continue de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région,

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Réaffirme* qu'il condamne et déplore tous les actes de piraterie et vols à main armée commis contre des navires naviguant au large des côtes somaliennes ;

2. *Considère* que l'instabilité que connaît la Somalie est l'une des causes profondes du problème de la piraterie et contribue à ce problème et aux vols à main armée au large des côtes somaliennes ;

3. *Souligne* qu'il faut que la communauté internationale mène une action sur tous les fronts pour réprimer la piraterie et remédier à ses causes profondes ;

4. *Souligne également* que c'est aux autorités somaliennes qu'incombe au premier chef la lutte contre la piraterie et les vols à main armée commis au large des côtes de la Somalie et prie les autorités somaliennes, avec l'aide du Secrétaire général et des entités compétentes des Nations Unies, d'adopter sans plus attendre un ensemble complet de textes législatifs visant à combattre la piraterie et de déclarer une zone économique exclusive conformément à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer⁵¹ ;

5. *Considère* qu'il faut continuer le travail d'enquête sur tous les pirates présumés et les poursuites à leur rencontre et engage les États Membres à œuvrer en collaboration avec les organisations internationales compétentes en vue d'intensifier les efforts en matière d'enquête et de poursuite menés contre les cerveaux des réseaux criminels de piraterie qui planifient, organisent, favorisent ou financent illégalement des actes de piraterie et en tirent un profit illicite ;

6. *Exhorte* les autorités somaliennes à capturer les pirates qui opèrent au large des côtes somaliennes, à mener des enquêtes sur ceux qui ont été appréhendés et à les poursuivre en justice, ainsi qu'à patrouiller dans les eaux territoriales somaliennes afin d'empêcher la commission d'actes de piraterie et de vols à main armée en mer, tout en notant qu'il importe de renforcer les capacités maritimes de la Somalie et accueillir avec satisfaction l'appui de la communauté internationale visant à renforcer les capacités de la Somalie dans ce domaine ;

7. *Demande* aux États de coopérer également, selon qu'il conviendra, au règlement de la question des prises d'otages et à la poursuite des pirates auteurs présumés de prises d'otages ;

8. *Exprime de nouveau son inquiétude* au sujet des observations formulées par le Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée dans son rapport du 13 juillet 2012⁶⁰ et dans la résolution 2020 (2011), selon lesquelles le versement de rançons de plus en plus élevées aux pirates et le non-respect de l'embargo sur les armes imposé par la résolution 733 (1992), en date du 23 janvier 1992, encouragent la piraterie au large des côtes somaliennes, et demande à tous les États de coopérer pleinement avec le Groupe de contrôle, notamment en matière de partage de l'information sur les violations éventuelles de l'embargo sur les armes ;

9. *Est conscient* qu'il faut que les États, les organisations régionales et les autres partenaires concernés puissent partager des éléments de preuve et d'information pour être en mesure d'arrêter et de poursuivre en justice les cerveaux des réseaux criminels de piraterie qui planifient, organisent, favorisent ou financent illégalement des

⁶⁰ S/2012/544, p. 214.

actes de piraterie et en tirent un profit illicite, et continue d'examiner la possibilité d'appliquer des sanctions contre les personnes et entités qui répondent aux critères énoncés au paragraphe 8 de la résolution 1844 (2008) ;

10. *Demande à nouveau* aux États et aux organisations régionales qui en ont les moyens de participer à la lutte contre la piraterie et les vols à main armée au large des côtes somaliennes, en particulier, conformément à la présente résolution et au droit international, en y déployant des bâtiments navals, des armes et des aéronefs militaires, en saisissant les embarcations, navires, armes et autre matériel apparenté qui servent ou dont on a de bonnes raisons de soupçonner qu'ils servent à commettre des actes de piraterie et des vols à main armée au large des côtes somaliennes, et en en disposant ;

11. *Salue* les initiatives prises par le Groupe de contact sur la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes en vue de faciliter la coordination afin de décourager la commission d'actes de piraterie et les vols à main armée au large des côtes somaliennes, en coopération avec l'Organisation maritime internationale, les États du pavillon et les autorités somaliennes, et exhorte les États et les organisations internationales à continuer de soutenir ces efforts ;

12. *Engage* les États Membres à continuer de coopérer avec les autorités somaliennes dans la lutte contre la piraterie et les vols à main armée en mer, note que c'est à ces autorités qu'il incombe au premier chef de lutter contre la piraterie et les vols à main armée au large des côtes somaliennes et décide de reconduire, pour une nouvelle période de 12 mois à compter de l'adoption de la présente résolution, les autorisations visées au paragraphe 10 de la résolution 1846 (2008) et au paragraphe 6 de la résolution 1851 (2008) et renouvelées au paragraphe 7 de la résolution 1897 (2009), au paragraphe 7 de la résolution 1950 (2010) et au paragraphe 9 de la résolution 2020 (2011), accordées aux États et aux organisations régionales qui coopèrent avec les autorités somaliennes dans la lutte contre la piraterie et les vols à main armée au large des côtes somaliennes et dont les autorités somaliennes auront préalablement communiqué les noms au Secrétaire général ;

13. *Déclare* que les autorisations reconduites dans la présente résolution s'appliquent à la seule situation en Somalie et n'affectent pas les droits, obligations ou responsabilités dérivant pour les États Membres du droit international, notamment les droits ou obligations résultant de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, pour ce qui est de toute autre situation et souligne en particulier que la présente résolution ne saurait être regardée comme établissant un droit international coutumier, et déclare en outre que les présentes autorisations n'ont été reconduites qu'à la suite de la réception de la lettre, en date du 5 novembre 2012, par laquelle les autorités somaliennes ont signifié leur accord ;

14. *Déclare également* que les mesures imposées au paragraphe 5 de la résolution 733 (1992) et développées aux paragraphes 1 et 2 de la résolution 1425 (2002), en date du 22 juillet 2002, ne s'appliquent pas aux livraisons d'armes et de matériel militaire réservés à l'usage exclusif des États Membres et des organisations régionales qui prennent des mesures conformément au paragraphe 12 de la présente résolution ni à la fourniture d'assistance technique à la Somalie aux seules fins énoncées au paragraphe 6 de la résolution 1950 (2010), qui font l'objet d'une dérogation conformément à la procédure définie à l'alinéa *b* du paragraphe 11 et au paragraphe 12 de la résolution 1772 (2007) en date du 20 août 2007 ;

15. *Demande* aux États coopérants de prendre les dispositions voulues pour garantir que les activités qu'ils mèneront conformément aux autorisations accordées au paragraphe 12 de la présente résolution n'aurent pas pour effet dans la pratique de refuser ou de restreindre le droit de passage inoffensif des navires d'États tiers ;

16. *Exhorte* les autorités somaliennes à ne ménager aucun effort pour traduire en justice ceux qui utilisent le territoire somalien pour planifier, favoriser ou commettre des actes criminels de piraterie et des vols à main armée en mer et engage les États Membres à aider la Somalie, sur la demande des autorités somaliennes et en en avisant le Secrétaire général, à renforcer les capacités en Somalie, notamment celles dont disposent les autorités régionales, et souligne que toutes les mesures prises en application du présent paragraphe devront être conformes au droit international des droits de l'homme applicable ;

17. *Demande* à tous les États, en particulier aux États du pavillon, aux États du port et aux États côtiers, ainsi qu'aux États de nationalité des victimes ou des auteurs d'actes de piraterie ou de vols à main armée et aux États tirant juridiction du droit international ou de leur droit interne, de coopérer en vue de déterminer lequel aura compétence et de prendre les mesures voulues d'enquête et de poursuite à l'encontre des auteurs d'actes de piraterie et de vols à main armée commis au large des côtes somaliennes, y compris quiconque incite à la commission d'un acte de piraterie ou la facilite, dans le respect du droit international applicable, y compris le droit international des

droits de l'homme, de veiller à ce que tous les pirates remis à des autorités judiciaires soient traduits en justice, et de secondar ces efforts, notamment en fournissant une assistance en matière de logistique et d'exercice des voies de droit vis-à-vis des personnes relevant de leur juridiction et de leur contrôle, telles que les victimes, les témoins et les personnes détenues dans le cadre d'opérations menées en vertu de la présente résolution ;

18. *Demande également* à tous les États d'ériger la piraterie en infraction dans leur droit interne et d'envisager favorablement de poursuivre les personnes soupçonnées de piraterie qui ont été appréhendées au large des côtes somaliennes ainsi que celles qui ont facilité ou financé leurs actes et d'incarcérer celles qui ont été reconnues coupables, dans le respect du droit international, y compris du droit international des droits de l'homme ;

19. *Réaffirme* sa décision de continuer d'étudier d'urgence la possibilité de créer, en Somalie et dans d'autres États de la région, des juridictions spécialisées pour poursuivre les personnes soupçonnées de piraterie, avec une participation et/ou une assistance substantielles de la communauté internationale, comme prévu par la résolution 2015 (2011), réaffirme qu'il importe que ces juridictions aient compétence pour juger non seulement les prévenus appréhendés en mer, mais également quiconque incite à la commission d'un acte de piraterie ou la facilite intentionnellement, y compris les cerveaux des réseaux criminels de piraterie qui planifient, organisent, favorisent ou financent illégalement des actes de piraterie et en tirent un profit illicite, souligne la nécessité de renforcer la coopération entre les États et les organisations régionales et internationales en vue de traduire les individus concernés en justice, et encourage le Groupe de contact à poursuivre ses travaux à cet égard ;

20. *Se félicite*, dans ce contexte, du fait que le rapport présenté par le Secrétaire général en application de la résolution 2015 (2011)⁶¹ contienne des propositions de mise en œuvre détaillées visant à faire en sorte que les pirates présumés répondent de leurs actes, selon une procédure régulière dans le respect des normes internationales, et encourage l'adoption de mesures dans ce domaine à l'échelon fédéral en Somalie ;

21. *Engage instamment* tous les États à prendre les mesures voulues dans le cadre de leur droit interne en vigueur pour empêcher le financement illicite d'actes de piraterie et le blanchiment du produit qui en est tiré ;

22. *Prie instamment* les États, en coopération avec INTERPOL et l'Office européen de police (Europol), d'enquêter plus avant sur les réseaux criminels internationaux associés à la piraterie au large des côtes somaliennes, y compris ceux qui sont responsables du financement et de la facilitation illicites ;

23. *Félicite* INTERPOL d'avoir créé une Base de données mondiale sur la piraterie maritime visant à regrouper les informations sur la piraterie au large des côtes somaliennes et à faciliter leur analyse dans la perspective d'une action judiciaire, et prie instamment tous les États de communiquer à INTERPOL, par les voies appropriées, des informations à intégrer dans cette Base de données ;

24. *Souligne* à cet égard qu'il faut faciliter les enquêtes sur ceux qui financent, planifient et organisent illégalement les attaques perpétrées par des pirates au large des côtes somaliennes et en tirent un profit illicite, ainsi que les poursuites à leur encontre ;

25. *Engage vivement* les États et les organisations internationales à mettre en commun les éléments de preuve et d'information en leur possession aux fins de la répression des actes de piraterie en vue de faire en sorte que les personnes soupçonnées de ces actes soient effectivement traduites en justice et celles qui sont jugées coupables incarcérées ;

26. *Salue* la création du Fonds d'affectation spéciale destiné à soutenir les initiatives prises par les États pour lutter contre la piraterie au large des côtes somaliennes et du Fonds d'affectation spéciale de l'Organisation maritime internationale pour le Code de conduite de Djibouti et demande instamment aux acteurs étatiques et non étatiques affectés par la piraterie, et tout particulièrement au secteur des transports maritimes internationaux, de verser des contributions à ces fonds ;

27. *Exhorte* les États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et à la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime⁵⁷ à s'acquitter pleinement des obligations que leur imposent en la matière lesdites Conventions et le droit international coutumier, et à coopérer avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, l'Organisation maritime internationale, ainsi qu'avec d'autres États et organisations internationales, en vue de se donner les moyens judiciaires de poursuivre les personnes soupçonnées d'actes de piraterie et de vols à main armée commis au large des côtes somaliennes ;

⁶¹ S/2012/50.

28. *Prie instamment* les États, agissant à titre individuel ou dans le cadre des organisations internationales compétentes, d'envisager sérieusement d'enquêter sur toute nouvelle allégation faisant état d'activités de pêche illégales et de rejet illégal de déchets, notamment de substances toxiques, en vue de poursuivre les auteurs de ces infractions qui relèvent de leur juridiction, encourage le renforcement des efforts de suivi et de communication de l'information concernant ces allégations, prend acte du rapport du Secrétaire général⁵⁵ dans lequel celui-ci indique qu'il est difficile, sans systèmes de contrôle et de communication adaptés, de fournir des informations détaillées sur les activités de pêche illégale, non déclarée et non réglementée et de déversement de déchets au large des côtes somaliennes, et constate que l'Organisation des Nations Unies n'a guère pu établir le bien-fondé des affirmations selon lesquelles la pêche illégale et le déversement illégal de déchets toxiques font partie des facteurs qui poussent les jeunes Somaliens à se livrer à la piraterie et que rien n'indique aujourd'hui qu'il y ait des rejets de déchets toxiques à terre ou en mer, souligne que la protection des ressources marines et du milieu marin ne peut être invoquée pour dissimuler la véritable nature de la piraterie au large des côtes somaliennes, qui n'est autre qu'une entreprise criminelle transnationale motivée principalement par l'appât du gain, et prend note de l'intention déclarée par le Secrétaire général d'inclure des informations sur ce sujet dans ses rapports sur la piraterie au large des côtes somaliennes ;

29. *Accueille avec satisfaction* les recommandations et les directives de l'Organisation maritime internationale concernant la prévention et la répression des actes de piraterie et des vols à main armée à l'encontre de navires, souligne qu'il importe que toutes les parties prenantes, en particulier le secteur des transports maritimes et les États du pavillon, fassent en sorte que ces recommandations et directives soient appliquées selon qu'il convient, engage les États, en collaboration avec les secteurs des transports maritimes et des assurances, et l'Organisation maritime internationale à continuer de mettre au point des notes d'information et des pratiques optimales concernant les techniques d'évitement, d'évasion et de défense que doivent appliquer les bateaux qui sont attaqués ou qui naviguent au large des côtes somaliennes, et engage en outre les États à mettre leurs ressortissants et bateaux à disposition aux fins d'enquêtes de police scientifique, s'il y a lieu, au premier port d'escale adéquat, immédiatement après tout acte de piraterie ou vol à main armée en mer ou toute tentative de piraterie ou de vol, ou après leur mise en liberté ;

30. *Engage* les États du pavillon et les États du port à étudier plus avant la mise au point de mesures de sûreté et de sécurité à bord des navires, y compris, s'il y a lieu, l'établissement de règles applicables au déploiement de personnel de sûreté armé sous contrat privé à bord des navires, dans le cadre d'un processus consultatif faisant intervenir, notamment, l'Organisation maritime internationale et l'Organisation internationale de normalisation ;

31. *Invite* l'Organisation maritime internationale à continuer de concourir à la prévention et à la répression des actes de piraterie et des vols à main armée à l'encontre de navires, en coordination, notamment, avec l'Office, le Programme alimentaire mondial, le secteur des transports maritimes et toutes les autres parties concernées, et constate le rôle joué par l'Organisation maritime internationale en ce qui concerne l'embarquement de personnel de sûreté armé sous contrat privé à bord des navires dans les zones à haut risque ;

32. *Note* qu'il importe de garantir l'acheminement en toute sécurité par la voie maritime de l'aide fournie par le Programme alimentaire mondial et se félicite de l'action menée par le Programme, l'opération Atalante de l'Union européenne et les États du pavillon en ce qui concerne les détachements de protection embarqués sur des navires affrétés par le Programme ;

33. *Prie* les États et les organisations régionales qui coopèrent avec les autorités somaliennes de l'informer, ainsi que le Secrétaire général, dans un délai de neuf mois, de l'application des mesures qu'ils auront prises en exécution des autorisations découlant du paragraphe 12 de la présente résolution et prie en outre tous les États qui participent au Groupe de contact, notamment la Somalie et les autres États de la région, de faire rapport dans les mêmes délais sur les efforts qu'ils auront menés pour établir leur compétence en matière d'enquête et de poursuite et coopérer dans les affaires de piraterie ;

34. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte, dans les 11 mois suivant l'adoption de la présente résolution, de l'application de celle-ci et de la situation concernant la piraterie et les vols à main armée au large des côtes somaliennes ;

35. *Entend* suivre la situation et, le cas échéant, envisager de reconduire pour des périodes supplémentaires les autorisations découlant du paragraphe 12 de la présente résolution si les autorités somaliennes lui en font la demande ;

36. *Décide* de rester saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6867^e séance.

Décisions

À sa 6921^e séance, le 14 février 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter la représentante de la Somalie (Vice-Première Ministre et Ministre des affaires étrangères) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Somalie

« Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2013/69) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Tayé-Brook Zerihoun, Sous-Secrétaire général aux affaires politiques.

À sa 6929^e séance, le 6 mars 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Somalie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Somalie

« Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2013/69) ».

Résolution 2093 (2013) du 6 mars 2013

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses précédentes résolutions, ainsi que les déclarations de son Président, sur la situation en Somalie, en particulier les résolutions 733 (1992) du 23 janvier 1992, 1425 (2002) du 22 juillet 2002, 1772 (2007) du 20 août 2007, 2036 (2012) du 22 février 2012 et 2073 (2012) du 7 novembre 2012,

Réaffirmant son appui sans réserve au Secrétaire général et à son Représentant spécial pour la Somalie et à l'action qu'ils mènent avec l'Union africaine, notamment la Présidente de la Commission de l'Union africaine et son représentant spécial pour la Somalie, et d'autres partenaires internationaux et régionaux,

Réaffirmant son respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de l'indépendance politique et de l'unité de la Somalie, reconnaissant les progrès importants qui ont été accomplis en Somalie au cours de l'année écoulée et redisant son attachement à un règlement global et durable de la situation en Somalie,

Saluant la contribution que la Mission de l'Union africaine en Somalie apporte à la réalisation d'une paix et d'une stabilité durables en Somalie, notant le rôle essentiel qu'elle joue en améliorant la sécurité à Mogadiscio (particulièrement par les fonctions militaires et de police qu'elle assume) et dans d'autres parties du centre-sud de la Somalie, notamment Kismayo, exprimant sa reconnaissance aux Gouvernements burundais, djiboutien, kényan, nigérian, ougandais et sierra-léonais pour les contingents, le personnel de police et le matériel qu'ils continuent de fournir à la Mission, et appréciant les sacrifices notables faits par les forces de la Mission,

Engageant le Gouvernement fédéral somalien à établir, avec l'appui de la Mission et de partenaires internationaux, une sécurité renforcée et à instaurer l'état de droit dans les zones sécurisées par la Mission et les Forces de sécurité du Gouvernement fédéral somalien, soulignant qu'il importe de mettre en place, tant à Mogadiscio que dans les zones reprises à Al-Chabab, des structures locales de gouvernance et de sécurité viables, légitimes et représentatives, encourageant toutes les autorités compétentes à veiller au respect de normes strictes en matière de gestion des ressources et réaffirmant que l'Organisation des Nations Unies doit rapidement apporter un soutien accru au Gouvernement fédéral dans ces domaines,

Soulignant l'importance de renforcer les capacités des Forces de sécurité du Gouvernement fédéral somalien et réaffirmant à cet égard qu'il importe de reconstituer, de former, d'équiper et de maintenir en service les forces de sécurité somaliennes pour contribuer à la stabilité et à la sécurité à long terme du pays, exprimant son soutien à la mission de formation de l'Union européenne en Somalie en cours et aux autres programmes de renforcement des capacités et soulignant qu'il importe que la communauté internationale apporte un soutien accru qui soit coordonné, arrive en temps utile et s'inscrive dans la durée,

Réaffirmant sa vive condamnation de toutes les attaques visant les institutions somaliennes, la Mission, le personnel et les installations des Nations Unies, les journalistes ou la population civile perpétrées par des groupes d'opposition armés et des combattants étrangers, en particulier Al-Chabab, soulignant que ces groupes, y compris

les combattants étrangers qui s'emploient à déstabiliser la Somalie, constituent une menace terroriste permanente pour la Somalie, la région et la communauté internationale, soulignant également que ni le terrorisme ni l'extrémisme violent n'ont leur place en Somalie et demandant à nouveau à tous les groupes d'opposition de déposer les armes,

Exprimant sa préoccupation devant la persistance de la crise humanitaire en Somalie et ses conséquences pour le peuple somalien, saluant les efforts déployés par les organismes d'aide humanitaire des Nations Unies et les autres agents humanitaires pour apporter une assistance vitale aux populations vulnérables, condamnant tout détournement de l'aide humanitaire et toutes actions y faisant obstacle, soulignant qu'il importe de donner aux agents humanitaires accès en toute liberté, sécurité, indépendance et célérité et sans entrave aucune à tous ceux qui en ont besoin, et soulignant en outre qu'il importe de tenir une comptabilité exacte de l'aide humanitaire fournie par la communauté internationale,

Rappelant ses résolutions 1265 (1999) du 17 septembre 1999, 1296 (2000) du 19 avril 2000, 1674 (2006) du 28 avril 2006, 1738 (2006) du 23 décembre 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé, ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009 et 1960 (2010) du 16 décembre 2010 sur les femmes et la paix et la sécurité, sa résolution 1738 (2006) sur la protection des journalistes en période de conflit armé et ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1998 (2011) du 12 juillet 2011 et 2068 (2012) du 19 septembre 2012 sur le sort des enfants en temps de conflit armé, et prenant acte du rapport du Secrétaire général sur les enfants et le conflit armé en Somalie⁶², et de ses conclusions, telles qu'elles ont été approuvées par le Groupe de travail du Conseil de sécurité sur le sort des enfants en temps de conflit armé⁶³,

Saluant les examens stratégiques de leur mode de présence et d'engagement en Somalie auxquels se sont livrées l'Organisation et l'Union africaine, et la décision prise par l'une et l'autre organisation d'intensifier la collaboration en tenant compte de leurs avantages comparatifs et selon une répartition claire des tâches, et soulignant qu'il importe que les deux organisations coordonnent davantage leurs activités entre elles, ainsi qu'avec le Gouvernement fédéral somalien, les autres organisations régionales et les États Membres,

Saluant également l'élaboration d'une nouvelle stratégie nationale en matière de sécurité par le Gouvernement fédéral somalien, engageant ce dernier à en accélérer la mise en œuvre compte tenu de la menace qu'Al-Chabab et d'autres agents déstabilisateurs continuent de représenter, soulignant qu'il faut mieux définir la composition des forces de sécurité nationales somaliennes, cerner les lacunes en termes de capacités afin d'établir les priorités de la Mission et des donateurs concernant l'appui au secteur de la sécurité et définir les domaines de coopération avec la communauté internationale des donateurs, et notant l'intention de la communauté internationale d'aider le Gouvernement fédéral à mener la réforme du secteur de la sécurité,

Conscient qu'il incombe au Gouvernement fédéral somalien de protéger ses propres citoyens et de se doter de ses propres forces de sécurité nationales, notant que ces forces doivent être ouvertes à tous et représentatives de la société somalienne et agir dans le plein respect de leurs obligations au titre du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, et réaffirmant la volonté des partenaires internationaux d'aider le Gouvernement fédéral à s'acquitter de sa mission,

Considérant qu'une plus grande stabilité de la Somalie revêt une importance vitale pour garantir la sécurité dans la région,

Saluant l'engagement du Gouvernement fédéral somalien en faveur de la paix, de la stabilité et de la réconciliation en Somalie, y compris à l'échelon régional,

Saluant également l'engagement du Gouvernement fédéral somalien en faveur d'un plus grand respect des droits de l'homme dans le pays, exprimant sa préoccupation face aux allégations de violations des droits de l'homme, notamment d'exécutions extrajudiciaires, de violences contre les femmes, les enfants et les journalistes, de détentions arbitraires et de violences sexuelles fréquentes dans les camps de déplacés, et soulignant qu'il faut mettre fin à l'impunité, faire respecter les droits de l'homme et amener ceux qui commettent ces crimes à répondre de leurs actes,

⁶² S/2010/577.

⁶³ Voir S/AC.51/2011/2.

Se déclare préoccupé par les informations selon lesquelles l'interdiction des exportations de charbon de bois imposée par la Somalie et l'Organisation continuerait d'être violée, saluant la constitution, par le Président somalien, d'une équipe spéciale sur la question et reconnaissant la nécessité de prendre rapidement la mesure du problème et de faire des recommandations pour y remédier,

Soulignant son entier soutien au Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée et rappelant que tous les États Membres et organismes compétents des Nations Unies doivent concourir pleinement à lui permettre de s'acquitter de son mandat,

Considérant que la situation en Somalie continue de menacer la paix et la sécurité internationales,

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

Mission de l'Union africaine en Somalie

1. *Décide* d'autoriser les États membres de l'Union africaine à maintenir jusqu'au 28 février 2014 le déploiement de la Mission de l'Union africaine en Somalie, qui est autorisée à prendre toutes mesures nécessaires, en pleine conformité avec les obligations que lui imposent le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme et dans le strict respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de l'indépendance politique et de l'unité de la Somalie, afin de s'acquitter des tâches ci-après :

a) Maintenir une présence dans les quatre secteurs définis dans le concept stratégique de la Mission du 5 janvier 2012 et, dans ces secteurs, en coordination avec les Forces de sécurité du Gouvernement fédéral somalien, faire reculer la menace que représentent Al-Chabab et les autres groupes d'opposition armés, notamment en réservant un traitement approprié aux repentis, selon le cas, à titre provisoire et en coordination avec l'Organisation des Nations Unies, afin de créer dans toute la Somalie des conditions propices à une gouvernance effective et légitime ;

b) Favoriser le dialogue et la réconciliation en Somalie en contribuant à la libre circulation, à la sécurité de passage et à la protection de tous ceux qui participent au processus de paix et de réconciliation en Somalie ;

c) Assurer comme il se doit la protection du Gouvernement fédéral somalien pour l'aider à exercer ses fonctions gouvernementales, et sécuriser les infrastructures essentielles ;

d) Aider, dans la limite de ses capacités et en coordination avec d'autres parties, à l'application des plans nationaux de sécurité, grâce à la formation et à l'encadrement des Forces de sécurité du Gouvernement fédéral somalien, notamment dans le cadre d'opérations conjointes ;

e) Contribuer, selon la demande et dans la limite de ses moyens, à créer les conditions de sécurité nécessaires à l'acheminement de l'aide humanitaire ;

f) Aider, dans la limite de ses moyens civils actuels, le Gouvernement fédéral somalien, en collaboration avec l'Organisation, à étendre l'autorité de l'État dans les zones reprises à Al-Chabab ;

g) Protéger son personnel, ses locaux, ses installations, son matériel et sa mission, et assurer la sécurité et la liberté de circulation de son personnel, ainsi que du personnel des Nations Unies exerçant des fonctions qu'il a prescrites ;

2. *Renouvelle* la demande qu'il a faite au paragraphe 9 de sa résolution 2036 (2012) de voir constituer sans plus tarder, dans les limites de l'effectif autorisé de la Mission, une garde de taille appropriée pour assurer la sécurité, l'escorte et la protection du personnel international, notamment les fonctionnaires des Nations Unies, et prie l'Union africaine de lui fournir, dans le prochain rapport qu'elle lui soumettra, des précisions sur les progrès réalisés et le calendrier fixé en vue de sa constitution ;

3. *Prie* le Secrétaire général de continuer de fournir à l'Union africaine, par l'intermédiaire du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, des conseils techniques et spécialisés et des conseils de gestion concernant la planification et le déploiement de la Mission, notamment la mise en œuvre du concept stratégique et du concept d'opérations de la Mission ;

4. *Prie également* le Secrétaire général de maintenir le dispositif d'appui logistique à la Mission mentionné aux paragraphes 10, 11 et 12 de la résolution 2010 (2011), en date du 30 septembre 2011, aux paragraphes 4 et 6 de la résolution 2036 (2012) et au paragraphe 2 de la résolution 2073 (2012), avec un effectif maximum de 17 731 agents en tenue, jusqu'au 28 février 2014, et de veiller à ce que l'utilisation des fonds de

l'Organisation soit régie par les principes de responsabilité et de transparence, comme il est dit au paragraphe 4 de la résolution 1910 (2010), en date du 28 janvier 2010, et conformément à la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme du Secrétaire général⁶⁴ ;

5. *Rappelle* les dispositions du paragraphe 6 de sa résolution 2036 (2012) et du paragraphe 2 de sa résolution 2073 (2012) concernant l'appui logistique fourni à la Mission ;

6. *Rappelle également* qu'il a demandé, au paragraphe 5 de sa résolution 2036 (2012), que les ressources fournies à la Mission, en particulier les contingents, le personnel civil et le matériel, soient gérées en toute transparence et responsabilité et demande au Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie de vérifier, en coopération avec l'Union africaine, les effectifs militaires et civils et le matériel déployés dans le cadre de la Mission ;

7. *Appelle* de nouveaux donateurs et les donateurs actuels à prêter leur concours à la Mission en versant au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies à l'appui de la Mission des contributions supplémentaires destinées à financer la solde des troupes, le matériel ou l'assistance technique ou non réservées à des fins particulières, et engage l'Union africaine à envisager de fournir des fonds à la Mission au terme de sa propre procédure d'évaluation des coûts comme elle l'a récemment fait dans le cas de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine ;

8. *Prie* l'Union africaine de l'informer régulièrement de l'état d'exécution du mandat de la Mission, en soumettant des rapports écrits au Secrétaire général tous les 90 jours après l'adoption de la présente résolution ;

9. *Se félicite* que la Mission ait réduit le nombre de pertes civiles occasionnées par ses opérations, et l'exhorte à continuer de s'employer à prévenir les pertes civiles ;

10. *Encourage* la Mission à élaborer plus avant une stratégie efficace de protection des civils, comme l'a demandé le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine ;

11. *Rappelle* l'engagement pris par la Mission de créer une cellule de suivi, d'analyse et d'intervention concernant les victimes civiles, souligne l'importance d'une telle mesure, prie la Mission de lui faire rapport sur les progrès accomplis en ce sens et demande aux donateurs et partenaires internationaux d'appuyer sa création ;

12. *Prie* la Mission de veiller à traiter tous les détenus sous sa garde dans le strict respect des obligations qui lui incombent en vertu du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme ;

13. *Prie également* la Mission de mieux protéger les enfants et les femmes dans le cadre de ses activités et de ses opérations, notamment en déployant un conseiller pour la protection de l'enfance et un conseiller pour la protection des femmes au sein de sa composante civile existante pour faire en sorte que la question de la protection des enfants et des femmes soit systématiquement prise en compte au sein de la Mission ;

14. *Prie en outre* la Mission de prendre les mesures voulues pour empêcher la violence sexuelle et l'exploitation et les agressions sexuelles conformément à la politique de tolérance zéro de l'Organisation dans ce domaine dans le contexte des opérations de maintien de la paix ;

15. *Prie* l'Union africaine de mettre en place un dispositif d'enquête sur toutes allégations de faute, assorti de procédures claires de dépôt et de constatation d'allégations, ainsi que de suivi des résultats de toutes enquêtes et mesures disciplinaires prises le cas échéant par les pays fournisseurs de contingents, et prie l'Organisation de conseiller l'Union africaine et de lui donner des orientations dans cette entreprise ;

16. *Salue* l'élaboration du programme national du Gouvernement fédéral somalien pour le traitement des combattants désengagés en Somalie, prend note de la nécessité de définir des garanties appropriées en termes de droits de l'homme et encourage les États Membres à appuyer ce plan en y allouant des fonds ;

Examen stratégique de l'Organisation des Nations Unies

17. *Accueille avec satisfaction* l'examen fait par le Secrétaire général de la présence et des activités des Nations Unies en Somalie ;

⁶⁴ S/2013/110, annexe.

18. *Convient* avec le Secrétaire général que le Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie s'est acquitté de son mandat et devrait maintenant être dissous, et convient en outre qu'il devrait être remplacé dès que possible par une nouvelle mission politique spéciale élargie ;

19. *Convient également* avec le Secrétaire général que les conditions du déploiement d'une opération de maintien de la paix des Nations Unies ne sont pas encore réunies en Somalie, et le prie de suivre l'évolution de la situation, notamment en définissant les critères qui permettraient d'apprécier l'opportunité de déployer une opération de maintien de la paix et attend avec intérêt qu'il lui présente ces informations à l'occasion de ses rapports périodiques ;

20. *Décide* que le Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie sera intégré dans la nouvelle mission des Nations Unies, et que son chef continuera de rendre compte au Département de l'appui aux missions du Secrétariat de la mise en œuvre du dispositif d'appui logistique à la Mission, et fera rapport au Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie sur l'appui logistique fourni à la nouvelle mission des Nations Unies et sur la politique ou les questions politiques découlant des fonctions du Bureau qui intéressent le mandat de la nouvelle mission des Nations Unies ;

21. *Demande* qu'au 1^{er} janvier 2014 le poste de Représentant spécial adjoint du Secrétaire général/Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire ait été créé et intégré à la nouvelle mission des Nations Unies, qui travaillera aux côtés de la Mission, demande également au Secrétaire général de veiller dans l'intervalle sans plus tarder à ce que toutes les activités pertinentes de l'équipe de pays des Nations Unies soient pleinement coordonnées avec la nouvelle mission des Nations Unies, notamment dans le cadre d'équipes et de stratégies conjointes, tout en garantissant l'humanité, l'impartialité, la neutralité et l'indépendance de l'assistance humanitaire, et prie en outre le Secrétaire général de l'informer régulièrement des mesures qu'il prend pour intégrer l'action de l'équipe de pays des Nations Unies et de la nouvelle mission des Nations Unies, en lui soumettant des rapports écrits tous les 90 jours ;

22. *Prie* le Secrétaire général d'effectuer une mission d'évaluation technique de la mise en œuvre de la nouvelle mission des Nations Unies, en étroite coopération avec le Gouvernement fédéral somalien, l'Union africaine, les organismes régionaux et les États Membres, sur la base des principes directeurs ci-après :

a) Renforcement des moyens dont dispose la Somalie pour s'approprier le programme d'édification de l'État et de consolidation de la paix ;

b) Offre de bons offices et d'appui classiques de l'Organisation au Gouvernement fédéral somalien, notamment en ce qui concerne la réconciliation, les élections et la mise en place effective d'un système fédéral ;

c) Offre de conseils stratégiques et politiques sur la sécurité, la stabilisation, la consolidation de la paix et l'édification de l'État, notamment en renforçant sensiblement la capacité de la mission dans les domaines de la sécurité et de l'état de droit ;

d) Suivi de la situation des droits de l'homme, établissement de rapports et contribution au renforcement des capacités dans ce domaine, notamment en ce qui concerne les violences sexuelles et sexistes, dont celles qui sont liées au conflit, et les violations sur la personne d'enfants, notamment en ce qui concerne l'appui à la mise en œuvre des deux plans d'action relatifs aux enfants et le conflit armé signés par le Gouvernement fédéral somalien ;

e) Appui aux efforts déployés par le Gouvernement fédéral somalien pour gérer et coordonner spécifiquement l'assistance internationale, en particulier en matière de réforme du secteur de la sécurité ;

f) Fourniture de conseils et d'appui intégrés au Gouvernement fédéral somalien, en coopération avec l'équipe de pays des Nations Unies et selon les modalités décrites au paragraphe 21 ci-dessus ;

23. *Souligne* que la nouvelle mission devrait établir son siège à Mogadiscio et se déployer sur l'ensemble du territoire somalien au fur et à mesure que les conditions de sécurité le permettront, et prie le Secrétaire général de lui donner son avis sur les moyens de protéger la mission ;

24. *Prie* le Secrétaire général de lui faire rapport le 19 avril 2013 au plus tard sur les résultats de sa mission d'évaluation technique, notamment la répartition des tâches entre l'Organisation et l'Union africaine, afin de lui permettre d'autoriser officiellement une nouvelle mission politique spéciale, et souligne que la nouvelle mission des Nations Unies devrait être déployée le 3 juin 2013 au plus tard ;

Droits de l'homme et protection des civils

25. *Rappelle* ses résolutions 1265 (1999), 1296 (2000), 1674 (2006), 1738 (2006) et 1894 (2009), ainsi que toutes ses résolutions sur les femmes et la paix et la sécurité, le sort des enfants en temps de conflit armé et le maintien de la paix, et toutes les déclarations pertinentes de son Président ;

26. *Condamne* toutes attaques contre les civils en Somalie, demande qu'il soit immédiatement mis fin à tous actes de violence, dont la violence sexuelle et sexiste, ou aux exactions contre des civils, notamment les femmes et les enfants, ainsi que contre le personnel humanitaire, en violation du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, souligne la responsabilité qui incombe à toutes les parties en Somalie de s'acquitter de l'obligation à elles faite de protéger la population civile contre les effets des hostilités, en particulier en évitant toutes attaques sans discernement ou l'emploi excessif de la force, et insiste sur la nécessité de mettre fin à l'impunité, de défendre les droits de l'homme et de poursuivre en justice ceux qui commettent des crimes ;

27. *Se félicite* que le Président somalien se soit engagé à amener les membres des forces de sécurité nationales somaliennes accusés à répondre de toutes allégations de violence sexuelle, exhorte le Gouvernement fédéral somalien, en coopération avec l'Organisation, à constituer une équipe spéciale sur la violence sexuelle et à élaborer et à mettre en œuvre une stratégie détaillée pour prévenir et combattre la violence sexuelle, et souligne que le Gouvernement fédéral doit prendre toutes les mesures appropriées pour traduire en justice quiconque se livre à de tels actes ;

28. *Exprime sa préoccupation* face à l'insécurité dans les camps de déplacés et les établissements humains, condamne toutes violations des droits de l'homme et exactions commises contre des déplacés par toutes les parties, y compris les groupes armés et les milices, notamment les violences sexuelles, et demande que soit renforcée la protection des déplacés dans les camps ;

29. *Rappelle* que le déplacement forcé de civils en période de conflit armé est prohibé et souligne à cet égard qu'il importe de respecter pleinement le droit international humanitaire et les autres dispositions du droit international applicables ;

30. *Rappelle également* que le Gouvernement fédéral somalien a pour obligation de protéger les journalistes, de prévenir les actes de violence à leur encontre et de mettre fin à l'impunité des auteurs de tels actes ;

31. *Réaffirme* l'importance du rôle des femmes dans la prévention et le règlement des conflits et la consolidation de la paix, souligne qu'il est fondamental qu'elles participent à toutes entreprises de maintien et de promotion de la paix et de la sécurité, et engage le Gouvernement fédéral somalien à continuer de promouvoir une meilleure représentation des femmes dans toutes les instances de prise de décisions au sein des institutions somaliennes ;

32. *Condamne fermement* les graves violations perpétrées sur la personne d'enfants, exhorte le Gouvernement fédéral somalien à appliquer d'urgence le plan d'action visant à mettre fin aux meurtres et aux mutilations d'enfants signé le 6 août 2012 et le plan d'action visant à mettre fin à l'enrôlement et à l'utilisation d'enfants soldats, en date du 3 juillet 2012, et souligne que le Gouvernement fédéral doit prendre des mesures appropriées pour que quiconque commet de tels actes soit traduit en justice ;

Embargo sur les armes

33. *Décide* que pour une période de 12 mois à compter de la date de la présente résolution les mesures imposées au paragraphe 5 de la résolution 733 (1992) et précisées aux paragraphes 1 et 2 de la résolution 1425 (2002) ne s'appliqueront pas aux livraisons d'armes ou de matériel militaire ou à l'offre de conseils, d'assistance ou de formation aux fins exclusives du développement des Forces de sécurité du Gouvernement fédéral somalien et de la sécurité du peuple somalien, sauf en ce qui concerne la livraison des articles visés dans l'annexe à la présente résolution ;

34. *Décide également* que les armes ou le matériel militaire vendus ou fournis aux seules fins du développement des Forces de sécurité du Gouvernement fédéral somalien ne sauraient être revendus, transférés ou utilisés par aucune personne ou entité n'étant pas au service des Forces de sécurité du Gouvernement fédéral ;

35. *Prie* les États de faire preuve de vigilance en ce qui concerne la livraison, la vente ou le transfert directs ou indirects à la Somalie d'articles ne tombant pas sous le coup des mesures imposées au paragraphe 5 de la résolution 733 (1992) et précisées aux paragraphes 1 et 2 de la résolution 1425 (2002) ;

36. *Décide* que les mesures imposées au paragraphe 5 de la résolution 733 (1992) et précisées aux paragraphes 1 et 2 de la résolution 1425 (2002) ne s'appliqueront pas aux livraisons d'armes ou de matériel militaire ou aux activités d'assistance réservées aux partenaires stratégiques de la Mission menant des opérations uniquement dans le cadre du concept stratégique de l'Union africaine du 5 janvier 2012, et en coopération et en coordination avec la Mission, ou destinées exclusivement à appuyer ces partenaires ;

37. *Décide également* que les mesures imposées au paragraphe 5 de la résolution 733 (1992) et précisées aux paragraphes 1 et 2 de la résolution 1425 (2002) ne s'appliqueront pas aux livraisons d'armes ou de matériel militaire ou aux activités d'assistance réservées au personnel des Nations Unies, y compris celui du Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie et de la mission qui lui succédera, ou destinées exclusivement à appuyer ce personnel ;

38. *Décide en outre* que le Gouvernement fédéral somalien devra notifier au moins cinq jours à l'avance le Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 751 (1992) et 1907 (2009) pour l'informer que des armes ou du matériel militaire vont être livrés ou qu'une assistance va être apportée pour l'usage exclusif des Forces de sécurité du Gouvernement fédéral en vertu du paragraphe 33 de la présente résolution, en donnant toutes précisions utiles, et en indiquant le lieu de livraison en Somalie, décide en outre que tout État Membre apportant une assistance peut, subsidiairement, notifier le Comité après avoir informé le Gouvernement fédéral de son intention de le faire, et souligne qu'il importe que ces notifications contiennent toutes les informations pertinentes, y compris, le cas échéant, concernant le type et la quantité d'armes, de munitions, d'équipement et de matériel militaires à livrer, et les dates prévues de livraison ;

39. *Prie* le Gouvernement fédéral somalien de lui faire rapport un mois au plus tard après l'adoption de la présente résolution, puis tous les six mois, sur :

- a) La structure des Forces de sécurité du Gouvernement fédéral somalien ;
- b) L'infrastructure mise en place pour veiller au stockage, à l'enregistrement, à l'entretien et à la distribution de matériel militaire dans des conditions de sécurité adéquates par les Forces de sécurité du Gouvernement fédéral somalien ;
- c) Les procédures et codes de conduite gouvernant l'enregistrement, la distribution, l'utilisation et le stockage des armes par les Forces de sécurité du Gouvernement fédéral somalien, et les besoins en matière de formation à cet égard ;

40. *Engage* les États et les organisations régionales qui en ont les moyens d'aider le Gouvernement fédéral somalien à faire des progrès dans les domaines visés aux alinéas *b* et *c* du paragraphe 39 ci-dessus, en étroite coordination avec le Gouvernement fédéral ;

41. *Prie* le Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée d'insérer, dans son rapport au Comité, un bilan de la situation dans les domaines visés aux alinéas *b* et *c* du paragraphe 39 de la présente résolution, et un constat de tous détournements ou ventes à d'autres groupes, notamment des milices, pour aider le Conseil à apprécier l'opportunité des dispositions énoncées au paragraphe 33 de la présente résolution, aux fins du renforcement des capacités des Forces de sécurité du Gouvernement fédéral somalien, et pour assurer la sécurité du peuple somalien, et prie en outre le Groupe de contrôle de faire rapport sur sa propre capacité de contrôler les livraisons d'armes et d'équipement militaire et la fourniture d'assistance à la Somalie ;

42. *Décide* d'examiner l'impact des paragraphes 33 à 41 de la présente résolution dans les 12 mois suivant la date de son adoption ;

43. *Décide également* que les mesures édictées aux paragraphes 1, 3 et 7 de la résolution 1844 (2008), en date du 20 novembre 2008, s'appliquent à toutes personnes que le Comité aura désignées, les dispositions des paragraphes 3 et 7 de ladite résolution s'appliquant à toutes entités que le Comité aura désignées :

a) Comme se livrant ou apportant appui à des actes qui compromettent la paix, la sécurité ou la stabilité de la Somalie, notamment des actes qui hypothèquent le processus de paix et de réconciliation en Somalie ou menacent le Gouvernement fédéral somalien ou la Mission moyennant le recours à la force ;

b) Comme ayant agi en violation de l'embargo sur les armes imposé au paragraphe 5 de la résolution 733 (1992) et précisé aux paragraphes 1 et 2 de la résolution 1425 (2002), tel que modifié aux

paragraphes 33 à 38 de la présente résolution, ou comme ayant agi en violation des restrictions imposées à la revente ou au transfert d'armes au paragraphe 34 de la présente résolution ;

c) Comme faisant obstacle à l'apport de l'aide humanitaire destinée à la Somalie, à l'accès à cette aide ou à sa distribution dans le pays ;

d) Comme étant responsables, en tant que dirigeants politiques ou militaires, de l'enrôlement ou de l'utilisation d'enfants dans les conflits armés en Somalie, en violation du droit international applicable ;

e) Comme étant responsables de violations du droit international applicable en Somalie commises contre des civils, y compris des enfants ou des femmes, touchés par le conflit armé, telles que meurtres et mutilations, violences sexuelles ou sexistes, attaques d'écoles ou d'hôpitaux, enlèvements et déplacements forcés ;

44. *Affirme son soutien* à l'équipe spéciale du Président somalien chargée de régler le problème du charbon de bois en Somalie, exige de tous les acteurs concernés qu'ils lui prêtent leur entière coopération et attend avec intérêt de recevoir les recommandations et propositions du Gouvernement fédéral somalien sur la question ;

45. *Décide* de rester activement saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6929^e séance.

Annexe

1. Missiles sol-air, y compris les systèmes portables de défense antiaérienne ;
2. Armes, obusiers et canons d'un calibre supérieur à 12,7 mm, et leurs munitions et composantes (à l'exclusion des lance-roquettes antichars portables, comme les roquettes ou les armes légères antichars, des grenades à fusil ou des lance-grenades) ;
3. Mortiers d'un calibre supérieur à 82 mm ;
4. Armes antichars guidées, notamment les missiles antichars guidés, et leurs munitions et composantes ;
5. Charges et dispositifs à usage militaire contenant des matériaux énergétiques ; mines et matériel connexe ;
6. Dispositifs de tir de nuit.

Décisions

À sa 6955^e séance, le 25 avril 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Éthiopie (Ministre des affaires étrangères) et de la Somalie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Somalie

« Lettre, en date du 19 avril 2013, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2013/239) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Le 29 avril 2013, le Président du Conseil a adressé la lettre suivante au Secrétaire général⁶⁵ :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 25 avril 2013, par laquelle vous annoncez votre intention de nommer M. Nicholas Kay (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) votre Représentant spécial pour la Somalie et Chef de la nouvelle mission politique spéciale en Somalie⁶⁶, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris bonne note.

⁶⁵ S/2013/252.

⁶⁶ S/2013/251.

À sa 6959^e séance, le 2 mai 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Somalie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Somalie

« Lettre, en date du 19 avril 2013, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2013/239) ».

**Résolution 2102 (2013)
du 2 mai 2013**

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions antérieures sur la situation en Somalie, en particulier la résolution 2093 (2013) en date du 6 mars 2013,

Réaffirmant son attachement à la souveraineté, à l'intégrité territoriale, à l'indépendance politique et à l'unité de la Somalie,

Saluant les progrès considérables qui ont été accomplis en Somalie au cours de l'année écoulée et estimant qu'il importe que le Gouvernement fédéral somalien, agissant avec l'appui de la Mission de l'Union africaine en Somalie, de l'Organisation des Nations Unies et des partenaires internationaux, renforce la sécurité et instaure l'état de droit dans les zones sécurisées par la Mission et les Forces de sécurité du Gouvernement fédéral,

Soulignant qu'il importe de soutenir les efforts du Gouvernement fédéral somalien en faveur de la paix et de la réconciliation en Somalie, y compris à la faveur d'une coopération régionale efficace, et saluant à cet égard le rôle essentiel que jouent l'Union africaine (y compris la Mission), l'Autorité intergouvernementale pour le développement et les autres partenaires internationaux pour rétablir la paix et la stabilité en Somalie,

Se félicitant des progrès qui ont été accomplis récemment et du dialogue constructif qui s'est instauré entre le Gouvernement fédéral somalien et les administrations régionales et soulignant combien il importe que ces administrations coopèrent avec le Gouvernement fédéral au service de la paix, de la fourniture des services de base, de la réconciliation, de l'état de droit et d'une solution à la crise humanitaire qui sévit dans le pays,

Insistant sur l'importance qu'il y a à fournir un appui international aux institutions de sécurité et de justice somaliennes et à renforcer les capacités en matière de sécurité maritime et de gestion des finances publiques, et attendant avec intérêt la conférence sur la Somalie, qui se tiendra à Londres, le 7 mai 2013, dans l'objectif d'aider à aller de l'avant sur ces questions,

Exprimant sa préoccupation devant la persistance de la crise humanitaire en Somalie et ses conséquences pour le peuple somalien, saluant les efforts déployés par les organismes d'aide humanitaire des Nations Unies et les autres agents humanitaires pour apporter une assistance vitale aux populations vulnérables, condamnant tout détournement de l'aide humanitaire et toutes actions y faisant obstacle, soulignant qu'il importe de donner aux agents humanitaires accès en toute liberté, sécurité, indépendance et célérité et sans entrave aucune à tous ceux qui en ont besoin, et soulignant en outre qu'il importe de tenir une comptabilité exacte de l'aide humanitaire fournie par la communauté internationale,

Condamnant les récents attentats terroristes qui sont venus remettre en cause la paix et la sécurité en Somalie et réaffirmant sa volonté de prendre des mesures contre ceux qui, par leurs agissements, menacent la paix, la stabilité et la sécurité du pays,

Saluant la volonté du Gouvernement fédéral somalien de voir mieux respecter les droits de l'homme dans le pays, exprimant sa préoccupation face aux allégations de violations des droits de l'homme, notamment d'exécutions extrajudiciaires, de violences sur la personne de femmes, d'enfants et de journalistes, de détentions arbitraires et de violences sexuelles et sexistes fréquentes, en particulier dans les camps de déplacés, et soulignant qu'il faut mettre fin à l'impunité, faire respecter les droits de l'homme et amener ceux qui commettent ces crimes à répondre de leurs actes,

Soulignant qu'il importe de coordonner efficacement l'appui international au Gouvernement fédéral somalien dans le respect des priorités du Programme en six volets du Président et attendant avec intérêt à cet égard la conférence sur la Somalie qui se tiendra à Bruxelles en septembre 2013,

Prenant note que le Gouvernement fédéral somalien a l'intention de mettre en œuvre le New Deal de la solidarité internationale avec les États fragiles dans le pays,

Saluant la nomination de M. Nicholas Kay au poste de Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie et remerciant M. Augustine P. Mahiga, Représentant spécial sortant, pour tout ce qu'il a fait en faveur de la paix et de la stabilité en Somalie,

Ayant à l'esprit les recommandations adressées à son Président par le Secrétaire général dans sa lettre du 19 avril 2013⁶⁷,

1. *Décide* de créer, d'ici au 3 juin 2013, la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie pour une période initiale de 12 mois, qu'il compte proroger par périodes successives selon qu'il conviendra et selon la recommandation du Secrétaire général, et d'en confier la direction à un Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie ;

2. *Décide également* d'assigner à la Mission le mandat suivant :

a) Offrir les bons offices de l'Organisation des Nations Unies à l'appui du processus de paix et de réconciliation mené par le Gouvernement fédéral somalien ;

b) Fournir un appui au Gouvernement fédéral somalien et, le cas échéant, à la Mission de l'Union africaine en Somalie sous forme d'orientations et de conseils stratégiques en matière de consolidation de la paix et d'édification de l'État, notamment en ce qui concerne :

i) La gouvernance ;

ii) La réforme du secteur de la sécurité, l'état de droit (y compris dans le cadre du Centre de coordination mondial des Nations Unies pour les activités policières, judiciaires et pénitentiaires), le désengagement des combattants, le désarmement, la démobilisation et la réintégration, la sécurité maritime et la lutte antimines ;

iii) La mise en place d'un système fédéral, la révision de la Constitution et la tenue d'un référendum sur la Constitution, et la préparation des élections de 2016 ;

c) Aider le Gouvernement fédéral somalien à coordonner l'action des donateurs internationaux, en particulier l'assistance au secteur de la sécurité et l'appui à la sécurité maritime, en collaboration avec les partenaires bilatéraux et multilatéraux et dans le plein respect de la souveraineté de la Somalie ;

d) Concourir à donner au Gouvernement fédéral somalien les moyens de :

i) Promouvoir le respect des droits de l'homme et l'autonomisation des femmes, notamment en mettant à sa disposition des conseillers pour la problématique hommes-femmes et pour les droits de l'homme ;

ii) Promouvoir la protection de l'enfance et mettre en œuvre les plans d'action en faveur des enfants touchés par le conflit armé signés par le Gouvernement fédéral somalien, notamment en mettant à sa disposition des conseillers pour la protection de l'enfance ;

iii) Prévenir les violences sexuelles et sexistes liées aux conflits, notamment en mettant à sa disposition des conseillers pour la protection des femmes ;

iv) Renforcer les institutions judiciaires somaliennes et amener les auteurs de crimes, en particulier ceux commis sur la personne de femmes et d'enfants, à répondre de leurs actes ;

e) Surveiller et concourir à toutes enquêtes et mesures de prévention, et lui signaler :

i) Toutes exactions ou violations des droits de l'homme ou du droit international humanitaire commises en Somalie, y compris en déployant des observateurs des droits de l'homme ;

ii) Toutes violences ou exactions commises sur la personne d'enfants somaliens ;

iii) Toutes violences ou exactions commises sur la personne de femmes, y compris toutes formes de violences sexuelles ou sexistes commises en temps de conflit armé ;

⁶⁷ S/2013/239.

3. *Souligne* l'importance de l'appropriation de l'entreprise par la Somalie dans le contexte de l'appui fourni par l'Organisation, et prie à cet égard le Représentant spécial d'aligner étroitement les activités de l'équipe de pays des Nations Unies en Somalie sur les priorités de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie et de coordonner les activités des organismes des Nations Unies avec le Gouvernement fédéral somalien, ainsi que l'Union africaine (y compris la Mission de l'Union africaine en Somalie), l'Autorité intergouvernementale pour le développement, l'Union européenne et les autres partenaires régionaux, bilatéraux et multilatéraux présents en Somalie ;
4. *Décide* que la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie aura son siège à Mogadiscio et se déploiera dans le pays à la demande du Gouvernement fédéral somalien et selon que les conditions le permettront, et ce, dans le respect des modalités définies par le Secrétaire général dans la lettre, en date du 19 avril 2013, qu'il a adressée à son Président⁶⁷ ;
5. *Rappelle* les paragraphes 20 et 21 de la résolution 2093 (2013) tendant à faire de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie une mission des Nations Unies structurellement intégrée et accueille favorablement les structures de direction et de coordination, ainsi que la répartition précise des tâches proposées par le Secrétaire général dans sa lettre du 19 avril 2013 ;
6. *Insiste* en particulier sur la nécessité de veiller à ce que les organismes des Nations Unies mènent une action intégrée sous la direction stratégique du Représentant spécial et travaillent en coordination avec la Mission de l'Union africaine en Somalie ;
7. *Redit* que toutes les activités pertinentes de l'équipe de pays des Nations Unies doivent être, avec effet immédiat, pleinement coordonnées avec le Représentant spécial, notamment dans le cadre d'équipes et de stratégies conjointes, tout en garantissant l'humanité, l'impartialité, la neutralité et l'indépendance de l'assistance humanitaire ;
8. *Souligne* que le Gouvernement fédéral somalien doit faire le nécessaire pour amener tous les auteurs d'exactions et de violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire à répondre de leurs actes et insiste sur le fait que la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie doit aider le Gouvernement fédéral à élaborer et à mettre en œuvre une stratégie nationale de prévention et de répression des violences sexuelles et sexistes ;
9. *Encourage* à mettre en œuvre la stratégie somalienne de sécurité maritime élaborée au sein du processus de Kampala, qui permettra à la communauté internationale de coordonner plus facilement son action avec les autorités somaliennes pour les aider à surmonter les difficultés qu'elles rencontrent dans le domaine maritime, y compris en matière de renforcement des capacités et de développement, pour le bien du peuple somalien et dans le plein respect de la souveraineté somalienne ;
10. *Est conscient* des contraintes de sécurité évoquées par le Secrétaire général, souligne qu'il importe d'assurer la sécurité du personnel des Nations Unies et salue à cet égard l'engagement pris par la Mission de l'Union africaine en Somalie de constituer une garde de 311 hommes, comme il est demandé au paragraphe 2 de la résolution 2093 (2013) ;
11. *Souligne* combien il importe que la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie se conforme à la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme du Secrétaire général⁶⁴ et à la politique de tolérance zéro de l'Organisation à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles ;
12. *Souligne également* combien il importe que la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie coopère avec le Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée dans les domaines pertinents de leurs mandats respectifs ;
13. *Prie* le Secrétaire général de le tenir régulièrement informé de l'exécution du mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie, notamment en lui indiquant les mesures qu'il prend dans le sens de l'intégration structurelle de la mission d'ici au 1^{er} janvier 2014, et de lui présenter une étude des incidences politiques et sécuritaires d'un déploiement plus large de la Mission dans le territoire somalien, le premier rapport devant lui être présenté le 2 septembre 2013 au plus tard et les autres tous les 90 jours par la suite ;
14. *Décide* d'examiner le mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie le 30 avril 2014 au plus tard ;
15. *Décide également* de rester activement saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6959^e séance.

Décisions

À sa 6975^e séance, le 6 juin 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Éthiopie et de la Somalie (Vice-Première Ministre et Ministre des affaires étrangères) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Somalie

« Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2013/326) ».

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil⁶⁸ :

Le Conseil de sécurité se félicite de la tenue à Londres le 7 mai 2013, de la Conférence sur la Somalie, coprésidée par le Président somalien et le Premier Ministre britannique. Le Conseil souscrit sans réserve au communiqué publié à l'issue de la Conférence, au cours de laquelle la communauté internationale a souligné qu'elle appuyait le Gouvernement fédéral somalien et ses projets visant à renforcer les forces armées et la police, à reconstruire le secteur de la justice et à améliorer la gestion des finances publiques. Il exprime sa gratitude aux États Membres qui se sont engagés à fournir une assistance lors de la Conférence de Londres.

Le Conseil prend note avec satisfaction du lancement, le 3 juin 2013, de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie et réaffirme son soutien au nouveau Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie, M. Nicholas Kay. Le Conseil souligne qu'il importe que la Mission établisse rapidement une présence importante à Mogadiscio et au-delà, vu la nécessité urgente d'aider le Gouvernement fédéral somalien à mettre en œuvre son programme de paix et de réconciliation, et s'engage à apporter son soutien au Secrétaire général à cet égard. Le Conseil affirme qu'il importe que la Mission appuie un processus de paix et de réconciliation dirigé par les Somaliens eux-mêmes. Il prend note de la fermeture du Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie et remercie l'ancien Représentant spécial, M. Augustine P. Mahiga, et l'ensemble du personnel du Bureau pour le travail qu'ils ont accompli en Somalie.

Le Conseil rappelle qu'il compte que la Mission sera une mission intégrée d'ici au 1^{er} janvier 2014. Il met l'accent sur le rôle qui incombe à la Mission d'aider le Gouvernement fédéral somalien à coordonner l'assistance internationale et sollicite la coopération des partenaires internationaux et des organisations internationales, notamment l'Union africaine, l'Autorité intergouvernementale pour le développement et l'Union européenne.

Le Conseil accueille avec satisfaction l'intérêt que la communauté internationale continue de porter à la Somalie. Dans ce contexte, il se félicite que l'Union européenne ait l'intention de tenir une conférence sur la Somalie à Bruxelles en septembre 2013. Cette conférence permettra de faire en sorte que tous les Somaliens recueillent concrètement les dividendes de la paix et donnera le coup d'envoi à un nouveau partenariat entre la Somalie et la communauté internationale en vue de la reconstruction politique et du développement économique du pays. Le Conseil prend note de la réunion spéciale consacrée à la Somalie qui s'est tenue en marge de la cinquième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique.

Le Conseil tient à exprimer sa gratitude à la Mission de l'Union africaine en Somalie et à ses partenaires stratégiques pour les efforts qu'ils ont déployés, aux côtés des forces armées somaliennes, en vue de créer l'espace de sécurité nécessaire pour progresser sur la voie de la paix et de la stabilité en Somalie. Le Conseil prend note du communiqué sur la situation en Somalie, publié le 10 mai 2013 par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. Le Conseil de sécurité rend hommage à l'ensemble du personnel de la Mission pour le courage dont il a fait preuve et les sacrifices qu'il a consentis et adresse ses remerciements aux peuples et aux gouvernements des pays fournisseurs de contingents et aux partenaires stratégiques. Le Conseil se félicite que le Secrétariat ait l'intention d'entreprendre un examen de la Mission de concert avec l'Union africaine et souligne qu'il importe que ces deux organisations collaborent étroitement dans ce cadre.

Le Conseil est reconnaissant à la communauté internationale pour le soutien qu'elle apporte à la Mission, notamment à l'Union européenne pour son importante contribution au budget de la Mission. Il prie

⁶⁸ S/PRST/2013/7.

de nouveau les donateurs – actuels et nouveaux – de soutenir la Mission, notamment en versant des contributions non préaffectées au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies à l'appui de la Mission.

Le Conseil se félicite des progrès récemment enregistrés sur le plan de la sécurité mais estime que ces acquis demeurent fragiles. Il souligne qu'il importe que la communauté internationale aide le Gouvernement fédéral somalien à créer des forces de sécurité professionnelles, capables et comptables de leurs actes dans le cadre d'une approche globale de la réforme du secteur de la sécurité en Somalie prévoyant une réforme du système de justice, la protection des droits de l'homme et l'instauration de l'état de droit.

Le Conseil demeure préoccupé par la précarité des conditions de sécurité en Somalie et la menace qu'Al-Chabab continue de représenter pour la paix et la sécurité. Il condamne de nouveau avec la plus grande fermeté les attaques récemment dirigées contre des civils favorables au processus de paix et de réconciliation en Somalie.

Le Conseil réaffirme qu'il importe que le Gouvernement fédéral somalien règle les questions en suspens qui revêtent une importance vitale pour la stabilité à long terme de la Somalie, telles que la réconciliation politique, la mise en place d'un système fédéral, la révision de la Constitution et la tenue ultérieure d'un référendum sur la Constitution, ainsi que la préparation des élections de 2016. Le Conseil souligne combien il importe que la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie et le Gouvernement fédéral engagent un véritable dialogue sur toutes ces questions. Il demande de nouveau que les femmes soient pleinement associées à tous les processus politiques.

Le Conseil souligne qu'il respecte la souveraineté, l'intégrité territoriale, l'indépendance politique et l'unité de la Somalie. Il met l'accent sur l'importance d'un dialogue constructif entre le Gouvernement fédéral somalien et les administrations locales et régionales. À cet égard, le Conseil prend note de la reprise du dialogue entre le Gouvernement fédéral somalien et le « Somaliland » à Ankara en avril 2013. Il encourage les parties à maintenir leur engagement de poursuivre ce dialogue.

Le Conseil souligne qu'il importe d'instaurer des relations de paix et de coopération entre les États de la région. Il prend note des efforts déployés par le Gouvernement fédéral somalien pour rétablir des relations de bon voisinage et renforcer ainsi la sécurité collective. Il prend également note du communiqué publié par l'Autorité intergouvernementale pour le développement à l'issue de son vingt-deuxième sommet tenu à Addis-Abeba le 24 mai 2013. Il partage les préoccupations de l'Autorité concernant la situation à Kismayo et, dans ce contexte, engage toutes les parties à s'abstenir de tous actes susceptibles de compromettre la paix et la stabilité en Somalie. Il se félicite de l'engagement pris par le Gouvernement fédéral de mener des initiatives de réconciliation dans les régions du Djouba, avec le concours de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie, de l'Autorité et d'autres entités concernées. Le Conseil exprime son intention de garder la situation à l'étude.

Le Conseil souligne que la communauté internationale doit apporter une aide humanitaire soigneusement coordonnée, rapide et soutenue aux millions de Somaliens qui continuent d'avoir besoin d'urgence d'une assistance humanitaire absolument vitale, ainsi qu'une aide au développement axée sur le rétablissement des moyens de subsistance et le renforcement de la résilience des populations en vue de faciliter la transition vers une paix durable et le développement économique en Somalie.

Le Conseil se déclare vivement préoccupé par les informations faisant état de violations et d'atteintes aux droits de l'homme, qui continuent d'être commises par toutes les parties au conflit en Somalie, notamment les informations faisant état de graves violations et de sévices visant des enfants. Le Conseil exprime l'inquiétude que lui inspirent les informations faisant état de violences sexuelles commises contre des personnes déplacées par des groupes armés organisés et des membres des forces armées somaliennes. Il demande au Gouvernement fédéral somalien de faire le nécessaire pour amener tous les auteurs de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire à répondre pleinement de leurs actes, conformément au droit international humanitaire et au droit international des droits de l'homme.

Le Conseil se félicite que le Gouvernement fédéral somalien ait signé, en marge de la Conférence sur la Somalie, un communiqué conjoint avec l'Organisation sur la prévention des violences sexuelles dans ce pays. Il souligne qu'il importe de donner effet intégralement et rapidement aux engagements qui y sont énoncés, notamment de dépêcher une équipe d'experts et de formuler ensuite des recommandations touchant les mesures à prendre. Le Conseil prend note avec satisfaction de l'engagement pris par le Gouvernement fédéral

de mettre fin aux meurtres et aux mutilations d'enfants ainsi qu'à leur enrôlement et à leur utilisation par les parties au conflit armé. À cet égard, il souligne qu'il importe de mettre en œuvre intégralement et rapidement les deux plans d'action signés par le Gouvernement fédéral.

Le Conseil demeure préoccupé par la menace que représentent les actes de piraterie et les vols à main armée commis au large des côtes somaliennes et insiste sur le fait qu'il incombe au premier chef à la Somalie de lutter contre la piraterie et les vols à main armée commis en mer. Le Conseil se félicite de la réduction sensible du nombre d'attaques menées avec succès par des pirates grâce aux mesures efficaces prises pour lutter contre la piraterie dans le cadre du renforcement des initiatives nationales, bilatérales et multilatérales et des mécanismes de coopération régionale, et estime qu'il faut poursuivre les activités visant à combattre la piraterie, les résultats obtenus pouvant être remis en cause tant que les conditions à terre encouragent la piraterie en mer. Le Conseil engage le Gouvernement fédéral somalien à adopter et à mettre en œuvre sans plus tarder une législation pour lutter contre la piraterie.

Le Conseil réaffirme que les autorités compétentes doivent d'urgence mener des enquêtes et engager des poursuites non seulement contre les suspects capturés en mer, mais également contre quiconque incite à la commission d'un acte de piraterie ou la facilite intentionnellement, y compris les cerveaux des réseaux criminels de piraterie qui planifient, organisent, favorisent ou financent illégalement des actes de piraterie et en tirent un profit illicite. Le Conseil garde à l'étude la possibilité d'appliquer des sanctions ciblées contre de telles personnes ou entités si elles répondent aux critères énoncés au paragraphe 8 de la résolution 1844 (2008).

Les membres du Conseil continueront de suivre de près la situation.

À sa 7009^e séance, le 24 juillet 2013, le Conseil a examiné la question intitulée « La situation en Somalie ».

Résolution 2111 (2013) du 24 juillet 2013

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant ses résolutions antérieures et les déclarations de son Président concernant la situation en Somalie et en Érythrée, en particulier les résolutions 733 (1992) du 23 janvier 1992, 1844 (2008) du 20 novembre 2008, 1907 (2009) du 23 décembre 2009, 2036 (2012) du 22 février 2012, 2060 (2012) du 25 juillet 2012 et 2093 (2013) du 6 mars 2013,

Prenant note des rapports finals du Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée (le Groupe de contrôle) sur la Somalie et sur l'Érythrée⁶⁹,

Réaffirmant son attachement à la souveraineté, à l'intégrité territoriale, à l'indépendance politique et à l'unité de la Somalie, de Djibouti et de l'Érythrée,

Constatant avec préoccupation que l'interdiction d'exporter du charbon de bois ne cesse d'être violée et constatant avec une inquiétude particulière la situation qui règne à Kismayo et les conséquences de ces violations sur les conditions de sécurité déjà dégradées dans les régions du Djouba,

Condamnant les mouvements d'armes et de munitions vers la Somalie et l'Érythrée et le transit de ces marchandises par ces pays, qui constituent une violation des embargos sur les armes visant la Somalie et l'Érythrée et une grave menace pour la paix et la stabilité de la région,

Exprimant sa préoccupation face aux allégations de violations des droits de l'homme, notamment d'exécutions extrajudiciaires, de violences commises contre les femmes, les enfants et les journalistes, de détentions arbitraires et de violences sexuelles fréquentes perpétrées en Somalie, notamment dans les camps de déplacés, et soulignant qu'il faut mettre fin à l'impunité, faire respecter les droits de l'homme et amener ceux qui commettent ces crimes à répondre de leurs actes,

Soulignant qu'il importe que le Gouvernement fédéral somalien et les donateurs se rendent des comptes et fassent preuve de transparence dans l'allocation des ressources financières,

⁶⁹ Voir S/2013/413 et S/2013/440.

Saluant les grands progrès accomplis par la Somalie depuis un an et l'action menée par le Gouvernement fédéral somalien pour sécuriser et stabiliser le pays et l'encourageant à définir clairement un processus politique qui ouvre la voie à la mise en place d'une structure fédérale, comme le prévoit la Constitution provisoire somalienne,

Encourageant le Gouvernement fédéral somalien à participer au recensement des personnes et entités à inscrire sur la liste, au motif qu'elles se livrent à des actes susceptibles de compromettre la paix, la sécurité ou la stabilité de la Somalie ou pour d'autres motifs,

Se félicitant que le Groupe de contrôle entende continuer de nouer une relation constructive avec le Gouvernement fédéral somalien,

Constatant avec préoccupation le manque de communication entre les organismes humanitaires et le Groupe de contrôle et les invitant instamment à partager davantage l'information et à dialoguer,

Exprimant le vœu de regrouper et de réaffirmer les dérogations aux embargos sur les armes visant la Somalie et l'Érythrée afin de faciliter leur mise en application, et d'ajouter des dérogations au paragraphe 10 de la présente résolution,

Attendant avec intérêt la conférence organisée conjointement par l'Union européenne et la Somalie, qui doit se tenir à Bruxelles le 16 septembre 2013 et, dans cette optique, invitant instamment la communauté internationale à se mobiliser pour financer les priorités du Gouvernement somalien,

Soulignant qu'il importe que la communauté internationale aide le Gouvernement fédéral somalien à respecter les engagements qu'il a pris en contrepartie de la suspension de l'embargo sur les armes,

Saluant les efforts déployés par le Secrétariat pour étoffer et améliorer le registre d'experts du Service du secrétariat des organes subsidiaires du Conseil de sécurité, compte tenu des instructions fournies dans la note de son Président en date du 22 décembre 2006⁷⁰,

Rappelant le rapport du Groupe de travail officieux du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions, dans lequel sont présentées des bonnes pratiques et méthodes de référence⁷⁰, notamment les paragraphes 21, 22 et 23, où sont examinées des mesures susceptibles de clarifier les normes méthodologiques que les mécanismes de surveillance sont appelés à suivre,

Considérant que la situation en Somalie, l'influence de l'Érythrée en Somalie et le différend opposant Djibouti et l'Érythrée continuent de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région,

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Rappelle* sa résolution 1844 (2008), par laquelle il a imposé des sanctions ciblées, et ses résolutions 2002 (2011) du 29 juillet 2011 et 2093 (2013), par lesquelles il a complété les critères d'inscription sur la liste, et note que l'un des critères énoncés dans la résolution 1844 (2008) est de participer à des actes qui menacent la paix, la sécurité ou la stabilité de la Somalie;

2. *Réaffirme sa détermination* à adopter des mesures ciblées contre les personnes et les entités répondant aux critères susmentionnés;

3. *Rappelle* que le fait de faire obstacle aux investigations ou aux travaux du Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée constitue un motif d'inscription sur la liste, aux termes de l'alinéa e du paragraphe 15 de la résolution 1907 (2009);

Embargo sur les armes

4. *Réaffirme* l'embargo sur les armes visant la Somalie énoncé au paragraphe 5 de la résolution 733 (1992), précisé aux paragraphes 1 et 2 de la résolution 1425 (2002), en date du 22 juillet 2002, et modifié par les paragraphes 33 à 38 de la résolution 2093 (2013) [l'embargo sur les armes visant la Somalie];

5. *Réaffirme également* l'embargo sur les armes visant l'Érythrée énoncé aux paragraphes 5 et 6 de la résolution 1907 (2009) [l'embargo sur les armes visant l'Érythrée];

⁷⁰ S/2006/997.

6. *Décide* que, jusqu'au 6 mars 2014, l'embargo sur les armes visant la Somalie ne s'appliquera pas aux livraisons d'armes ou de matériel militaire ni aux activités de conseil, d'assistance ou de formation destinées exclusivement au développement des Forces de sécurité du Gouvernement fédéral somalien ou à la sécurité du peuple somalien, sauf s'il s'agit d'articles répertoriés à l'annexe de la présente résolution ;

7. *Décide également* que, pour livrer au Gouvernement fédéral somalien des articles répertoriés à l'annexe de la présente résolution, les États Membres ou les organisations internationales, régionales et sous-régionales doivent recevoir, dans chaque cas, l'accord préalable du Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 751 (1992) et 1907 (2009) ;

8. *Décide en outre* que les armes ou le matériel militaire vendus ou fournis aux seules fins du développement des Forces de sécurité du Gouvernement fédéral somalien ne sauraient être revendus, transférés ou utilisés par aucune personne ou entité n'étant pas au service des Forces de sécurité du Gouvernement fédéral ;

9. *Rappelle* au Gouvernement fédéral somalien qu'il est tenu de lui faire rapport au plus tard le 6 octobre 2013, puis le 6 février 2014, puis tous les six mois, sur les points suivants :

- a) La structure des Forces de sécurité du Gouvernement fédéral somalien ;
- b) L'infrastructure mise en place pour permettre aux Forces de sécurité du Gouvernement fédéral somalien de stocker, d'enregistrer, d'entretenir et de distribuer le matériel militaire en toute sécurité ;
- c) Les procédures et codes de conduite que doivent respecter les Forces de sécurité du Gouvernement fédéral somalien pour enregistrer, distribuer, utiliser et stocker les armes, et la formation dont elles ont besoin en la matière ;

10. *Décide* que l'embargo sur les armes visant la Somalie ne s'applique pas :

- a) Aux livraisons d'armes ou de matériel militaire ou aux activités d'assistance réservées au personnel des Nations Unies, notamment de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie, ou destinées exclusivement à l'appuyer ;
- b) Aux livraisons d'armes et de matériel militaire et aux activités de formation et d'assistance techniques réservées à la Mission de l'Union africaine en Somalie ou à son personnel, ou destinées exclusivement à appuyer la Mission ou son personnel ;
- c) Aux livraisons d'armes ou de matériel militaire ou aux activités d'assistance réservées aux partenaires stratégiques de la Mission menant des opérations uniquement dans le cadre du concept stratégique de l'Union africaine défini le 5 janvier 2012 (ou de ceux qui ont été définis par la suite), en coopération et en concertation avec la Mission, ou destinées exclusivement à appuyer ces partenaires ;
- d) Aux livraisons d'armes et de matériel militaire et aux activités de formation et d'assistance techniques réservées à la mission de formation de l'Union européenne en Somalie, ou destinées exclusivement à l'appuyer ;
- e) Aux livraisons d'armes et de matériel militaire réservées aux États Membres ou aux organisations internationales, régionales et sous-régionales prenant des mesures pour lutter contre la piraterie et les vols à main armée au large des côtes somaliennes, à condition que le Gouvernement fédéral somalien en ait fait la demande et ait informé le Secrétaire général, et que toute mesure prise respecte les dispositions applicables du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme ;
- f) Aux livraisons de vêtements de protection, dont les gilets pare-balles et les casques militaires, exportés temporairement en Somalie, pour leur usage personnel uniquement, par le personnel des Nations Unies, les représentants des médias, le personnel humanitaire, le personnel d'aide au développement et le personnel associé ;

g) Aux livraisons de matériel militaire non létal destiné exclusivement à un usage humanitaire ou de protection, à condition que l'État ou l'organisation internationale, régionale ou sous-régionale qui l'exporte en ait notifié le Comité, pour son information, cinq jours à l'avance ;

11. *Décide également* que l'embargo sur les armes visant la Somalie ne s'applique pas :

- a) Aux livraisons d'armes ou de matériel militaire et aux activités d'assistance ou de formation technique entreprises par les États Membres ou les organisations internationales, régionales et sous-régionales et destinées exclusivement au développement des institutions somaliennes du secteur de la sécurité, à condition que le Comité

n'en ait pas décidé autrement dans les cinq jours ouvrables après que l'État ou l'organisation internationale, régionale ou sous-régionale l'en eut informé ;

12. *Décide en outre* que l'embargo sur les armes visant l'Érythrée ne s'applique pas aux livraisons de matériel militaire non létal destiné exclusivement à un usage humanitaire ou de protection qui auront été approuvées à l'avance par le Comité ;

13. *Décide* que l'embargo sur les armes visant l'Érythrée ne s'applique pas aux vêtements de protection, dont les gilets pare-balles et les casques militaires, exportés temporairement en Érythrée, pour leur usage personnel uniquement, par le personnel des Nations Unies, les représentants des médias, le personnel humanitaire, le personnel d'aide au développement et le personnel associé ;

Notification au Comité

14. *Décide* qu'il incombe au premier chef au Gouvernement fédéral somalien de notifier au Comité, pour son information, au moins cinq jours à l'avance, toute livraison d'armes ou de matériel militaire, ou la fourniture d'une assistance destinée uniquement aux Forces de sécurité du Gouvernement fédéral, comme l'autorise le paragraphe 6 de la présente résolution, et excluant les articles énumérés à l'annexe de la présente résolution ;

15. *Décide également* que l'État Membre ou l'organisation internationale, régionale ou sous-régionale qui fournit une assistance peut également faire cette notification en consultation avec le Gouvernement fédéral somalien ;

16. *Souligne* qu'il est important que les notifications soumises au Comité en application des paragraphes 14 et 15 ci-dessus, contiennent toutes les informations pertinentes, y compris, s'il y a lieu, le type et la quantité d'armes, de munitions et d'équipements et de matériel militaires à fournir, la date proposée et le lieu précis de la livraison en Somalie ;

17. *Demande* au Gouvernement fédéral somalien de s'acquitter des obligations qui lui incombent aux termes de la suspension de l'embargo sur les armes, en particulier de la procédure de notification énoncée au paragraphe 14 de la présente résolution ;

Interdiction des exportations de charbon de bois

18. *Réaffirme* que les autorités somaliennes doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir l'exportation de charbon de bois de Somalie et demande à la Mission de l'Union africaine en Somalie de les appuyer et de les aider à cette fin, dans l'exercice de son mandat, tel qu'énoncé au paragraphe 1 de la résolution 2093 (2013), et réaffirme également que tous les États Membres doivent prendre les mesures requises pour prévenir l'importation directe ou indirecte de charbon de bois de Somalie, que celui-ci provienne ou non de ce pays ;

19. *Se déclare profondément préoccupé* par les informations faisant état de violations persistantes de l'interdiction des exportations de charbon de bois par les États Membres, demande au Groupe de contrôle de lui communiquer des informations plus détaillées sur la possibilité de procéder à une destruction du charbon somalien sans risque pour l'environnement, réaffirme son appui à l'équipe spéciale du Président somalien chargée de régler le problème du charbon de bois et souligne qu'il est prêt à prendre des mesures à l'encontre des personnes qui violent l'interdiction des exportations de charbon ;

20. *Rappelle* à tous les États Membres, y compris à ceux qui fournissent des contingents ou du personnel de police à la Mission, qu'ils ont l'obligation de respecter l'interdiction des exportations de charbon de bois, comme énoncé dans la résolution 2036 (2012) ;

Questions d'ordre humanitaire

21. *Souligne* l'importance des opérations d'aide humanitaire, condamne toute politisation, utilisation abusive ou détournement de cette aide et demande aux États Membres et à l'Organisation des Nations Unies de prendre toutes les mesures possibles pour lutter contre de telles pratiques en Somalie ;

22. *Décide* que, jusqu'au 25 octobre 2014, et sans préjudice des programmes d'aide humanitaire exécutés dans d'autres pays, les mesures imposées au paragraphe 3 de la résolution 1844 (2008) ne s'appliquent pas aux fonds, autres avoirs financiers ou ressources économiques nécessaires pour assurer la livraison dans les délais prévus

de l'aide humanitaire dont la Somalie a besoin d'urgence par l'Organisation, ses institutions spécialisées ou programmes, les organisations humanitaires ayant le statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale qui fournissent une aide humanitaire et leurs partenaires d'exécution, y compris les organisations non gouvernementales financées aux niveaux bilatéral ou multilatéral participant à l'appel global des Nations Unies pour la Somalie ;

23. *Prie* la Coordonnatrice des secours d'urgence de lui faire rapport d'ici au 20 mars 2014 et de nouveau d'ici au 20 septembre 2014 sur la fourniture de l'aide humanitaire en Somalie et sur tout obstacle qui entraverait cette opération, et demande aux organismes des Nations Unies concernés, ainsi qu'aux organisations humanitaires dotées du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale et à leurs partenaires d'exécution qui fournissent une aide humanitaire en Somalie d'aider le Coordonnateur résident des Nations Unies pour les affaires humanitaires en Somalie à établir les rapports susmentionnés en lui communiquant des éléments d'information afin d'améliorer la transparence et la responsabilité ;

24. *Demande* au Groupe de contrôle et aux organisations humanitaires intervenant en Somalie et dans les pays voisins de renforcer leur coopération, leur coordination et leurs échanges d'informations ;

Gestion des finances publiques

25. *Prend note* de l'engagement du Président somalien d'améliorer la gestion des finances publiques, se déclare gravement préoccupé par les informations faisant état de détournements des fonds publics en Somalie, souligne qu'il est essentiel que la gestion des finances publiques soit transparente et efficace, encourage toutes les entités du Gouvernement fédéral somalien à faire des efforts plus énergiques afin de lutter contre la corruption et de contraindre les auteurs à rendre compte de leurs actes et d'améliorer la gestion des finances publiques et les responsabilités en la matière, et réaffirme qu'il est prêt à prendre des mesures contre toute personne impliquée dans le détournement des ressources publiques ;

Secteur du pétrole

26. *Encourage* le Gouvernement fédéral somalien à prendre les mesures appropriées afin de réduire le risque que le secteur pétrolier en Somalie ne devienne une source de tension accrue dans le pays ;

Mandat du Groupe de contrôle

27. *Décide* de proroger jusqu'au 25 novembre 2014 le mandat du Groupe de contrôle énoncé au paragraphe 13 de la résolution 2060 (2012) et actualisé au paragraphe 41 de la résolution 2093 (2013), exprime l'intention de le réexaminer et de prendre les mesures appropriées concernant une nouvelle prorogation le 25 octobre 2014 au plus tard, et prie le Secrétaire général de prendre les mesures administratives requises dès que possible afin de rétablir le Groupe, en consultation avec le Comité, pour une période de 16 mois à compter de la date de la présente résolution, en s'appuyant, s'il y a lieu, sur les compétences des membres du Groupe créé conformément aux résolutions antérieures ;

28. *Prie* le Groupe de contrôle de lui soumettre pour examen, par l'intermédiaire du Comité, deux rapports finals, l'un consacré à la Somalie et l'autre à l'Érythrée, portant sur toutes les tâches décrites au paragraphe 13 de la résolution 2060 (2012) et actualisées au paragraphe 41 de la résolution 2093 (2013), 30 jours au plus tard avant l'expiration du mandat du Groupe ;

29. *Prie* le Comité, conformément à son mandat et en consultation avec le Groupe de contrôle et d'autres entités des Nations Unies concernées, d'examiner les recommandations figurant dans les rapports du Groupe et de lui recommander les moyens d'améliorer l'application et le respect des embargos sur les armes visant la Somalie et l'Érythrée, les mesures concernant les importations et les exportations de charbon de bois de Somalie, de même que la mise en œuvre des mesures ciblées imposées par les paragraphes 1, 3 et 7 de la résolution 1844 (2008) et les paragraphes 5, 6, 8, 10, 12 et 13 de la résolution 1907 (2009), compte tenu du paragraphe 1 de la présente résolution, en réponse à la persistance des violations ;

30. *Décide* que le Groupe de contrôle n'aura plus l'obligation de soumettre des rapports mensuels au Comité les mois où il présente son exposé à mi-parcours et soumet ses rapports finals ;

31. *Souligne* l'importance d'échanges entre le Gouvernement érythréen et le Groupe de contrôle et souligne qu'il attend du Gouvernement qu'il facilite l'entrée du Groupe en Érythrée sans plus de retard ;

32. *Demande instamment* à toutes les parties et à tous les États, ainsi qu'aux organisations internationales, régionales et sous-régionales, y compris à la Mission de l'Union africaine en Somalie, de coopérer avec le Groupe de contrôle et de garantir la sécurité de ses membres, et de lui assurer un accès sans entrave, en particulier aux personnes, documents et sites qu'il juge pertinents pour l'exécution de son mandat ;

Mission de l'Union africaine en Somalie

33. *Attend avec intérêt* les résultats du prochain examen conjoint de la Mission de l'Union africaine en Somalie par le Secrétariat et l'Union africaine, demande que des options et des recommandations lui soient présentées d'ici au 10 octobre 2013 et se félicite de l'intention de l'Union africaine de travailler en étroite collaboration avec le Secrétariat sur l'examen ;

34. *Décide* de demeurer activement saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 7009^e séance.

Annexe

1. Missiles sol-air, y compris les systèmes portables de défense antiaérienne ;
2. Armes, obusiers et canons d'un calibre supérieur à 12,7 mm, et leurs munitions et composantes (à l'exclusion des lance-roquettes antichars portables, comme les roquettes ou les armes légères antichars, des grenades à fusil et des lance-grenades) ;
3. Mortiers d'un calibre supérieur à 82 mm ;
4. Armes antichars guidées, notamment les missiles antichars guidés, et leurs munitions et composantes ;
5. Charges et dispositifs à usage militaire contenant des matériaux énergétiques ; mines et matériel connexe ;
6. Dispositifs de tir de nuit.

QUESTIONS CONCERNANT LA SITUATION DANS L'EX-YOUGOSLAVIE

A. La situation en Bosnie-Herzégovine⁷¹

Décisions

À sa 6860^e séance, le 13 novembre 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie et de la Serbie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Bosnie-Herzégovine

« Lettre, en date du 6 novembre 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2012/813) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Valentin Inzko, Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine, et à M. Ioannis Vrailas, Chef adjoint de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 6861^e séance, le 14 novembre 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de la Bosnie-Herzégovine et de l'Italie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Bosnie-Herzégovine

« Lettre, en date du 6 novembre 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2012/813) ».

⁷¹ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1992 des résolutions et décisions sur cette question.

**Résolution 2074 (2012)
du 14 novembre 2012**

Le Conseil de sécurité,

Rappelant toutes ses résolutions antérieures relatives aux conflits dans l'ex-Yougoslavie et les déclarations de son Président sur la question, y compris les résolutions 1031 (1995) du 15 décembre 1995, 1088 (1996) du 12 décembre 1996, 1423 (2002) du 12 juillet 2002, 1491 (2003) du 11 juillet 2003, 1551 (2004) du 9 juillet 2004, 1575 (2004) du 22 novembre 2004, 1639 (2005) du 21 novembre 2005, 1722 (2006) du 21 novembre 2006, 1764 (2007) du 29 juin 2007, 1785 (2007) du 21 novembre 2007, 1845 (2008) du 20 novembre 2008, 1869 (2009) du 25 mars 2009, 1895 (2009) du 18 novembre 2009, 1948 (2010) du 18 novembre 2010 et 2019 (2011) du 16 novembre 2011,

Réaffirmant son attachement au règlement politique des conflits dans l'ex-Yougoslavie, qui sauvegarderait la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les États à l'intérieur de leurs frontières internationalement reconnues,

Soulignant qu'il appuie pleinement la poursuite de la mission du Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine dans le pays,

Se déclarant résolu à appuyer l'application de l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine et de ses annexes (appelés collectivement Accord de paix)⁷² ainsi que des décisions correspondantes du Conseil de mise en œuvre de la paix,

Rappelant tous les accords sur le statut des forces visés à l'appendice B de l'annexe 1-A de l'Accord de paix et rappelant aux parties l'obligation qui leur est faite de continuer d'en appliquer les dispositions,

Rappelant également les dispositions de sa résolution 1551 (2004) concernant l'application à titre provisoire des accords sur le statut des forces figurant à l'appendice B de l'annexe 1-A de l'Accord de paix,

Exprimant ses remerciements au Haut-Représentant, au commandant et au personnel de la force multinationale de stabilisation (Force de l'Union européenne-Althea), au Haut-Représentant militaire et au personnel du quartier général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord de Sarajevo, à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, à l'Union européenne ainsi qu'au personnel des autres organisations et organismes internationaux présents en Bosnie-Herzégovine, pour le concours qu'ils apportent à la mise en œuvre de l'Accord de paix,

Soulignant que le retour général et coordonné des réfugiés et déplacés de toute la région reste d'une importance décisive pour l'instauration d'une paix durable,

Rappelant les déclarations issues des réunions ministérielles du Conseil de mise en œuvre de la paix,

Conscient que l'Accord de paix n'est pas encore mis pleinement en application, tout en rendant hommage aux autorités de l'État et des entités de Bosnie-Herzégovine ainsi qu'à la communauté internationale pour les progrès accomplis au cours des 17 années écoulées depuis la signature de l'Accord,

Constatant que la situation générale de la sécurité reste depuis plusieurs années calme et stable et notant que les autorités de Bosnie-Herzégovine se sont jusqu'ici montrées capables de faire face aux menaces contre le climat de sûreté et de sécurité,

Soulignant qu'il est important que la Bosnie-Herzégovine progresse sur la voie de l'intégration euro-atlantique sur la base de l'Accord de paix, mais également qu'elle devienne à la faveur de sa transition un pays européen opérationnel, soucieux de réforme, moderne et démocratique,

Prenant note des rapports du Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine, dont le plus récent en date du 31 octobre 2012⁷³,

Résolu à promouvoir le règlement pacifique des conflits conformément aux buts et aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

⁷² Voir S/1995/999.

⁷³ Voir S/2012/813.

Rappelant les principes énoncés dans la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, du 9 décembre 1994⁷⁴, ainsi que la déclaration de son Président en date du 9 février 2000⁷⁵,

Accueillant avec satisfaction et encourageant les efforts que l'Organisation des Nations Unies fait dans toutes ses opérations de maintien de la paix pour sensibiliser le personnel de ces opérations à la nécessité de prévenir et de combattre le VIH/sida et les autres maladies transmissibles,

Se félicitant de la reconfiguration de la Force de l'Union européenne-Althea, achevée en septembre 2012, avec des effectifs réduits basés en Bosnie-Herzégovine, centrés sur le renforcement des capacités et la formation mais gardant les moyens nécessaires pour contribuer à la capacité de dissuasion des autorités de Bosnie-Herzégovine si la situation l'exige, ainsi que de la volonté de l'Union européenne, confirmée dans les conclusions des ministres des affaires étrangères de l'Union le 15 octobre 2012, d'assurer à ce stade la continuité du mandat exécutif de la Force de l'Union européenne-Althea afin de soutenir les efforts déployés par la Bosnie-Herzégovine pour maintenir un climat de sûreté et de sécurité dans le cadre d'un mandat de l'Organisation des Nations renouvelé, et se félicitant également de la volonté de l'Union de poursuivre les discussions avec la communauté internationale concernant la reconfiguration de la présence internationale dans le cadre approprié,

Rappelant les lettres échangées par l'Union européenne et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, qui lui ont été communiquées le 19 novembre 2004, concernant la manière dont ces institutions coopéreront en Bosnie-Herzégovine⁷⁶, dans lesquelles elles reconnaissent que la Force de l'Union européenne-Althea jouera le rôle principal dans la stabilisation de la paix, s'agissant des aspects militaires de l'Accord de paix,

Rappelant également que la présidence de Bosnie-Herzégovine, agissant au nom de la Bosnie-Herzégovine, y compris ses entités constituantes, a confirmé les arrangements concernant la Force de l'Union européenne-Althea et le quartier général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord sur place⁷⁷,

Se félicitant que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord reste engagée en Bosnie-Herzégovine et que l'Union européenne le soit de plus en plus en renforçant son rôle,

Se félicitant également des résultats de la réunion du Comité directeur du Conseil de mise en œuvre de la paix tenue à Sarajevo les 22 et 23 mai 2012, notamment l'approbation de la décision de fermer le Bureau chargé de l'application de la décision finale en ce qui concerne la zone de Brcko, tout en réitérant une nouvelle fois ses appels aux autorités de Bosnie-Herzégovine afin qu'elles mènent à terme le programme « 5 plus 2 », qui demeure nécessaire pour la fermeture du Bureau du Haut-Représentant, y compris la question des propriétés de l'État et des propriétés militaires, comme l'a également confirmé le Comité directeur du Conseil dans son communiqué du 23 mai 2012,

Engageant tous les dirigeants politiques de la Bosnie-Herzégovine à s'abstenir de faire des déclarations qui créent des dissensions et à réaliser de nouveaux progrès concrets et appréciables vers l'intégration dans l'Union européenne,

Constatant que la situation de la région continue de menacer la paix et la sécurité internationales,

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte,

1. *Réaffirme une fois encore son appui* à l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine et à ses annexes (appelés collectivement Accord de paix)⁷⁸ ainsi qu'à l'Accord de Dayton sur la mise en place de la Fédération de Bosnie-Herzégovine, en date du 10 novembre 1995⁷⁸, et engage les parties à respecter scrupuleusement les obligations qu'elles ont souscrites en signant ces Accords ;

2. *Réaffirme* que c'est aux autorités de Bosnie-Herzégovine qu'il incombe au premier chef de continuer à assurer la mise en œuvre efficace de l'Accord de paix et que la communauté internationale et les principaux donateurs seront d'autant plus disposés à assumer la charge politique, militaire et économique que représentent la

⁷⁴ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2051, n° 35457.

⁷⁵ S/PRST/2000/4.

⁷⁶ Voir S/2004/915 et S/2004/916.

⁷⁷ Voir S/2004/917.

⁷⁸ S/1995/1021, annexe.

mise en œuvre et la reconstruction que toutes les autorités de Bosnie-Herzégovine respecteront leurs engagements et participeront activement à l'application de l'Accord et au relèvement de la société civile, notamment en étroite coopération avec le Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991, au renforcement des institutions conjointes qui favorisent la création d'un État pleinement autonome, apte à prendre place dans les structures européennes, et aux initiatives propres à faciliter le retour des réfugiés et des déplacés ;

3. *Rappelle une fois de plus* aux parties qu'elles se sont engagées dans l'Accord de paix à coopérer pleinement avec toutes les entités participant à la mise en œuvre du règlement de paix, comme le prévoit l'Accord, et celles qui sont par ailleurs autorisées par le Conseil de sécurité, y compris le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie agissant dans l'exercice de sa compétence pour rendre justice en toute impartialité, et souligne à cet égard que les États et entités doivent coopérer sans réserve avec le Tribunal, notamment en lui fournissant des informations utiles à ses travaux, et avec le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux ;

4. *Souligne* qu'il tient à ce que le Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine continue de jouer son rôle dans le suivi de la mise en œuvre de l'Accord de paix, de fournir des orientations aux organisations et institutions civiles qui aident les parties à appliquer l'Accord et de coordonner leurs activités, et réaffirme qu'en vertu de l'annexe 10 de l'Accord c'est en dernier ressort au Haut-Représentant qu'il appartient de statuer sur place sur l'interprétation à donner aux aspects civils de l'application de l'Accord et qu'il peut, en cas de différend, donner l'interprétation, faire les recommandations et prendre les décisions ayant force obligatoire qu'il juge nécessaires touchant les questions dont le Conseil de mise en œuvre de la paix a traité à Bonn (Allemagne) les 9 et 10 décembre 1997⁷⁹ ;

5. *Souscrit* aux déclarations issues des réunions ministérielles du Conseil de mise en œuvre de la paix ;

6. *Réaffirme* qu'il entend suivre de près la mise en œuvre de l'Accord de paix et la situation en Bosnie-Herzégovine au vu des rapports présentés en application des paragraphes 18 et 21 de la présente résolution et des recommandations qui y figureront éventuellement, et qu'il est prêt à envisager de prendre des mesures contre toute partie qui faillirait de façon substantielle aux obligations mises à sa charge par l'Accord ;

7. *Rappelle* que les autorités de Bosnie-Herzégovine soutiennent la Force de l'Union européenne-Althea, approuvent le maintien de la présence de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et confirment que l'une et l'autre succèdent juridiquement à la Force de stabilisation dans l'accomplissement de leur mission aux fins de l'Accord de paix, de ses annexes et appendices et des résolutions qu'il a adoptées sur la question et peuvent prendre toutes décisions nécessaires, y compris celle de recourir à la force, pour faire appliquer les dispositions des annexes 1-A et 2 de l'Accord et les résolutions du Conseil sur la question ;

8. *Rend hommage* aux États Membres qui ont participé à la force multinationale de stabilisation (Force de l'Union européenne-Althea) créée en application de sa résolution 1575 (2004) et prorogée par ses résolutions 1639 (2005), 1722 (2006), 1785 (2007), 1845 (2008), 1895 (2009), 1948 (2010) et 2019 (2011) ainsi qu'au maintien d'une présence de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, et se félicite qu'ils soient disposés à aider les parties à l'Accord de paix en maintenant une force multinationale de stabilisation (Force de l'Union européenne-Althea) et la présence de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ;

9. *Se félicite* de l'intention manifestée par l'Union européenne de poursuivre une opération militaire (Force de l'Union européenne-Althea) en Bosnie-Herzégovine après novembre 2012 ;

10. *Autorise* les États Membres agissant par l'intermédiaire de l'Union européenne ou en coopération avec elle à créer pour une nouvelle période de 12 mois à compter de la date d'adoption de la présente résolution une force multinationale de stabilisation (Force de l'Union européenne-Althea) succédant juridiquement à la Force de stabilisation avec une structure de commandement et de direction des opérations unifiée, qui remplira ses missions liées à la mise en œuvre des dispositions des annexes 1-A et 2 de l'Accord de paix en coopération avec le quartier général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord sur place, conformément aux arrangements conclus entre l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et l'Union européenne, tels qu'ils lui ont été communiqués par ces deux institutions dans leurs lettres du 19 novembre 2004⁷⁶, dans lesquelles elles reconnaissent que la Force de l'Union européenne-Althea jouera le rôle principal dans la stabilisation de la paix s'agissant des aspects militaires de l'Accord ;

⁷⁹ Voir S/1997/979, annexe.

11. *Se félicite* que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ait décidé de rester présente en Bosnie-Herzégovine sous la forme d'un quartier général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord afin de continuer à concourir à l'application de l'Accord de paix en conjonction avec la Force de l'Union européenne-Althea, et autorise les États Membres agissant par l'intermédiaire de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ou en coopération avec elle à maintenir un quartier général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord succédant juridiquement à la Force de stabilisation avec une structure de commandement et de direction des opérations unifiée, qui remplira ses missions liées à l'application des dispositions des annexes 1-A et 2 de l'Accord en coopération avec la Force de l'Union européenne-Althea, conformément aux arrangements conclus entre l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et l'Union européenne, tels qu'ils lui ont été communiqués par ces deux institutions dans leurs lettres du 19 novembre 2004, dans lesquelles elles reconnaissent que la Force de l'Union européenne-Althea jouera le rôle principal dans la stabilisation de la paix s'agissant des aspects militaires de l'Accord ;

12. *Réaffirme* que l'Accord de paix et les dispositions de ses propres résolutions antérieures sur la question s'appliquent à la Force de l'Union européenne-Althea et à la présence de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et à leur égard comme elles s'appliquaient à la Force de stabilisation et à son égard et, par suite, que les mentions de la Force de mise en œuvre, de la Force de stabilisation, de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et du Conseil de l'Atlantique Nord dans l'Accord, notamment dans l'annexe 1-A et ses appendices, ainsi que dans ses propres résolutions renverront dorénavant et selon le cas à la présence de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, à la Force de l'Union européenne-Althea, à l'Union européenne, au Comité politique et de sécurité de l'Union européenne et au Conseil de l'Union européenne ;

13. *Entend* envisager de proroger cette autorisation si l'application de l'Accord de paix et l'évolution de la situation en Bosnie-Herzégovine l'y engagent ;

14. *Autorise* les États Membres agissant en vertu des paragraphes 10 et 11 de la présente résolution à prendre toutes les mesures nécessaires pour faire appliquer et respecter les annexes 1-A et 2 de l'Accord de paix, et souligne que les parties continueront d'être tenues responsables à égalité du respect des dispositions de ces annexes et qu'elles encourront à égalité les mesures coercitives que la Force de l'Union européenne-Althea et la présence de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord pourraient juger nécessaires pour assurer l'application des annexes en question et leur propre protection ;

15. *Autorise* les États Membres à prendre, à la demande de la Force de l'Union européenne-Althea ou du quartier général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, toute mesure nécessaire pour défendre la Force de l'Union européenne-Althea ou la présence de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et aider ces deux institutions à remplir leurs missions, et reconnaît à la Force de l'Union européenne-Althea comme à la présence de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord le droit de prendre toute mesure de protection nécessaire en cas d'attaque ou de menace ;

16. *Autorise* les États Membres agissant en vertu des paragraphes 10 et 11 de la présente résolution à prendre, conformément à l'annexe 1-A de l'Accord de paix, toute mesure nécessaire pour faire respecter les règles et la procédure organisant la maîtrise de l'espace aérien de la Bosnie-Herzégovine pour l'aviation civile et militaire ;

17. *Exige* des parties qu'elles respectent la sécurité et la liberté de circulation de la Force de l'Union européenne-Althea, de la présence de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et des autres membres du personnel international ;

18. *Prie* les États Membres agissant par l'intermédiaire de l'Union européenne ou en coopération avec elle et les États Membres agissant par l'intermédiaire de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ou en coopération avec elle de lui faire rapport, par les voies appropriées et tous les trois mois au moins, sur l'activité de la Force de l'Union européenne-Althea et du quartier général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord sur place ;

19. *Invite* tous les États, en particulier ceux de la région, à continuer de fournir l'appui et les services, y compris les services de transit, dont ont besoin les États Membres agissant en vertu des paragraphes 10 et 11 de la présente résolution ;

20. *Se félicite* que la Mission de police de l'Union européenne, qui s'est achevée le 30 juin 2012, ait contribué à renforcer l'état de droit en Bosnie-Herzégovine ;

21. *Prie* le Secrétaire général de continuer à lui transmettre les rapports établis par le Haut-Représentant, conformément à l'annexe 10 de l'Accord de paix et aux conclusions de la Conférence sur la mise en œuvre de la

paix tenue à Londres les 4 et 5 décembre 1996⁸⁰ et des conférences ultérieures sur la mise en œuvre de la paix, sur la mise en œuvre de l'Accord et, en particulier, sur le respect par les parties des engagements qu'elles ont souscrits en signant celui-ci ;

22. *Décide* de rester saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6861^e séance.

Décisions

À sa 6966^e séance, le 14 mai 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie et de la Serbie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Bosnie-Herzégovine

« Lettre, en date du 3 mai 2013, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2013/263) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Valentin Inzko, Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine, et à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

B. Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité⁸¹

Décisions

À sa 6822^e séance, le 21 août 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Serbie (Premier Ministre) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2012/603) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Farid Zarif, Représentant spécial du Secrétaire général pour le Kosovo et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Hashim Thaçi.

À sa 6872^e séance, le 27 novembre 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Serbie (Ministre des affaires étrangères) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2012/818) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Farid Zarif, Représentant spécial du Secrétaire général pour le Kosovo et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo à participer à la séance par visioconférence.

⁸⁰ Voir S/1996/1012, annexe.

⁸¹ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1999 des résolutions et décisions sur cette question.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Enver Hoxhaj.

À sa 6939^e séance, le 22 mars 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Serbie (Premier Ministre) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2013/72) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Farid Zarif, Représentant spécial du Secrétaire général pour le Kosovo et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Hashim Thaçi.

À sa 6979^e séance, le 14 juin 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Serbie (Premier Ministre) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2013/254) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Farid Zarif, Représentant spécial du Secrétaire général pour le Kosovo et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Hashim Thaçi.

C. Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991⁸²

Décision

À sa 6889^e séance, le 17 décembre 2012, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

« Rapport du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (S/2012/592)

« Lettre, en date du 16 novembre 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (S/2012/847)

« Lettre, en date du 16 novembre 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux spéciaux (S/2012/849) ».

⁸² Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1996 des résolutions et décisions sur cette question.

**Résolution 2081 (2012)
du 17 décembre 2012⁸³**

Le Conseil de sécurité,

Prenant note de la lettre, en date du 14 novembre 2012, adressée à son Président par le Secrétaire général, transmettant une lettre, en date du 29 octobre 2012, du Président du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (le Tribunal)⁸⁴,

Rappelant ses résolutions 827 (1993) du 25 mai 1993, 1503 (2003) du 28 août 2003 et 1534 (2004) du 26 mars 2004, et ses résolutions antérieures concernant le Tribunal,

Rappelant également sa résolution 1966 (2010) du 22 décembre 2010 portant création du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux (le Mécanisme), dans laquelle il a prié le Tribunal de tout faire pour achever rapidement ses travaux au plus tard le 31 décembre 2014, de préparer sa fermeture et d'opérer une transition sans heurt avec le Mécanisme,

Rappelant en outre ses résolutions antérieures portant prorogation du mandat des juges permanents et des juges *ad litem* du Tribunal siégeant aux Chambres de première instance et à la Chambre d'appel,

Rappelant que la division du Mécanisme correspondant au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie entrera en fonctions le 1^{er} juillet 2013 et se félicitant des préparatifs faits à cet égard,

Tenant compte du bilan dressé par le Tribunal dans son rapport sur sa Stratégie d'achèvement des travaux⁸⁵ et du calendrier actualisé des procès en première instance et en appel,

Prenant note des préoccupations exprimées par le Président du Tribunal à propos du personnel et réaffirmant qu'il est indispensable de maintenir le personnel en fonctions pour permettre au Tribunal d'achever ses travaux à temps,

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Prie* le Tribunal de tout faire pour achever rapidement ses travaux afin de faciliter sa fermeture, compte tenu de la résolution 1966 (2010), dans laquelle il l'a prié d'achever ses procès en première instance et en appel au plus tard le 31 décembre 2014, et est conscient de la crainte exprimée de voir les procès en première instance et en appel aller au-delà du 31 décembre 2014, au vu du calendrier actuel ;

2. *Prie également* le Tribunal de lui présenter, au plus tard le 15 avril 2013, un plan d'ensemble sur sa Stratégie d'achèvement des travaux, sa fermeture et la transition au Mécanisme, comme l'a recommandé le Comité des commissaires aux comptes, et un calendrier actualisé et détaillé de chaque dossier, assorti d'un échéancier des différentes étapes de la procédure dans chaque affaire ;

3. *Décide* d'examiner le plan d'ensemble visé au paragraphe 2 ci-dessus avant le 30 juin 2013 en vue de déterminer les recommandations supplémentaires qu'il y aurait lieu de faire pour permettre au Tribunal d'aller de l'avant vers l'achèvement de ses travaux, sa fermeture et la transition au Mécanisme dès que possible, comme il l'en a prié dans sa résolution 1966 (2010), éventuellement des recommandations concernant toutes mesures de nature à permettre d'examiner de près les travaux et le fonctionnement du Tribunal, l'objectif étant de veiller à ce que le Tribunal utilise ses ressources le plus efficacement possible et qu'il mène à terme son mandat ;

4. *Souligne* que les États doivent coopérer pleinement avec le Tribunal, notamment en lui fournissant des informations susceptibles de l'aider dans ses travaux, ainsi qu'avec le Mécanisme ;

5. *Décide* de proroger jusqu'au 31 décembre 2013, ou jusqu'à l'achèvement des affaires dont ils sont saisis si celui-ci intervient avant, le mandat des juges permanents du Tribunal siégeant à la Chambre d'appel dont les noms suivent :

- M. Carmel A. Agius (Malte)
- M. Liu Daqun (Chine)
- M. Theodor Meron (États-Unis d'Amérique)
- M. Fausto Pocar (Italie)
- M. Patrick Lipton Robinson (Jamaïque)

⁸³ Le Président du Conseil de sécurité a appelé l'attention du Président de l'Assemblée générale sur le texte de la résolution 2081 (2012) dans une lettre en date du 21 décembre 2012 (A/67/653).

⁸⁴ S/2012/845.

⁸⁵ Voir S/2012/847.

6. *Décide également* de proroger jusqu'au 31 décembre 2013, ou jusqu'à l'achèvement des affaires dont ils sont saisis si celui-ci intervient avant, le mandat des juges permanents du Tribunal siégeant aux Chambres de première instance dont les noms suivent :

- M. Jean-Claude Antonetti (France)
- M. Guy Delvoie (Belgique)
- M. Christoph Flügge (Allemagne)
- M. Burton Hall (Bahamas)
- M. O-gon Kwon (République de Corée)
- M. Bakone Melema Moloto (Afrique du Sud)
- M. Howard Morrison (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
- M. Alphonsus Martinus Maria Orie (Pays-Bas)

7. *Décide en outre* de proroger jusqu'au 1^{er} juin 2013, ou jusqu'à l'achèvement des affaires dont ils sont saisis si celui-ci intervient avant, le mandat des juges *ad litem* du Tribunal siégeant aux Chambres de première instance dont les noms suivent :

- M^{me} Elizabeth Gwaunza (Zimbabwe)
- M^{me} Michèle Picard (France)
- M. Árpád Prandler (Hongrie)
- M. Stefan Trechsel (Suisse)

8. *Décide* de proroger jusqu'au 31 décembre 2013, ou jusqu'à l'achèvement des affaires dont il est saisi si celui-ci intervient avant, le mandat du juge *ad litem* Frederik Harhoff (Danemark), qui siège aux Chambres de première instance ;

9. *Décide également* de proroger jusqu'au 31 décembre 2013, ou jusqu'à l'achèvement des affaires dont ils sont saisis si celui-ci intervient avant, le mandat des juges *ad litem* du Tribunal siégeant aux Chambres de première instance dont les noms suivent :

- M. Melville Baird (Trinité-et-Tobago)
- M^{me} Flavia Lattanzi (Italie)
- M. Antoine Kesia-Mbe Mindua (République démocratique du Congo)

10. *Décide en outre* de rester saisi de la question.

*Adoptée à la 6889^e séance
par 14 voix contre zéro, avec 1 abstention
(Fédération de Russie).*

Décision

Le 12 juin 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général⁸⁶ :

J'ai l'honneur de me référer à la lettre, en date du 5 mars 2013, du juge Theodor Meron, Président du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, par laquelle celui-ci indique que la nomination d'un juge supplémentaire, qui serait affecté à la Chambre d'appel, faciliterait l'achèvement des travaux du Tribunal et sollicite l'appui des membres du Conseil de sécurité à cet égard.

⁸⁶ S/2013/349.

Les membres du Conseil relèvent que le Tribunal compte actuellement un nombre de juges permanents qui est inférieur au nombre maximum de 16 prévu au paragraphe 1 de l'article 12 de son Statut. Ils se sont livrés à une analyse détaillée de la situation actuelle du Tribunal, sur la base du rapport sur la Stratégie d'achèvement des travaux du Tribunal⁸⁷, ainsi que du plan d'ensemble sur la Stratégie d'achèvement des travaux et du calendrier détaillé et actualisé de chaque dossier, présentés en avril 2013 au Conseil en application de sa résolution 2081 (2012). Selon les membres du Conseil, il y a lieu de penser que la présence d'un juge permanent supplémentaire aiderait à faire en sorte que le Tribunal achève son mandat efficacement et dans les délais prévus, conformément à la résolution 1966 (2010).

En conséquence, j'ai le plaisir de vous informer que les membres du Conseil ont décidé qu'il conviendrait de procéder à l'élection, selon les modalités prévues au paragraphe 1 de l'article 13 *bis* du Statut du Tribunal, d'un juge permanent du Tribunal qui prendrait immédiatement ses fonctions et serait affecté à la Chambre d'appel.

À cet égard, les membres du Conseil vous prient de bien vouloir inviter les États à présenter des candidatures dans un délai de 30 jours. Sur la base de ces candidatures, le Conseil dressera une liste de trois candidats, ou de deux s'il n'y a que deux candidatures, en tenant dûment compte de la nécessité d'assurer une représentation adéquate des principaux systèmes juridiques du monde et des nationalités des membres permanents actuels du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda. Le mandat du juge nouvellement élu sera identique à celui des juges du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie siégeant actuellement à la Chambre d'appel.

**TRIBUNAL INTERNATIONAL CHARGÉ DE JUGER LES PERSONNES
ACCUSÉES D'ACTES DE GÉNOCIDE OU D'AUTRES VIOLATIONS
GRAVES DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE COMMIS
SUR LE TERRITOIRE DU RWANDA ET LES CITOYENS RWANDAIS
ACCUSÉS DE TELS ACTES OU VIOLATIONS COMMIS
SUR LE TERRITOIRE D'ÉTATS VOISINS ENTRE
LE 1^{ER} JANVIER 1994 ET LE 31 DÉCEMBRE 1994⁸⁸**

Décision

À sa 6885^e séance, le 12 décembre 2012, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier 1994 et le 31 décembre 1994

« Rapport du Tribunal pénal international pour le Rwanda (S/2012/594)

« Lettre, en date du 14 novembre 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier 1994 et le 31 décembre 1994 (S/2012/836)

« Lettre, en date du 16 novembre 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux (S/2012/849) ».

⁸⁷ Voir S/2013/308.

⁸⁸ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1996 des résolutions et décisions sur cette question.

**Résolution 2080 (2012)
du 12 décembre 2012⁸⁹**

Le Conseil de sécurité,

Prenant note de la lettre, en date du 27 novembre 2012, que le Secrétaire général a adressée à son Président, à laquelle était jointe une lettre, en date du 31 octobre 2012, du Président du Tribunal pénal international pour le Rwanda (le Tribunal)⁹⁰,

Rappelant ses résolutions 955 (1994) du 8 novembre 1994, 1503 (2003) du 28 août 2003 et 1534 (2004) du 26 mars 2004, et ses résolutions antérieures concernant le Tribunal,

Rappelant également sa résolution 1966 (2010) du 22 décembre 2010 portant création du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux (le Mécanisme), dans laquelle il a prié le Tribunal de tout faire pour achever rapidement ses travaux au plus tard le 31 décembre 2014, de préparer sa fermeture et d'opérer une transition sans heurt avec le Mécanisme,

Se félicitant de l'entrée en fonctions, le 1^{er} juillet 2012, de la division du Mécanisme correspondant au Tribunal pénal international pour le Rwanda, et prenant note du bilan présenté par le Mécanisme⁹¹,

Prenant note du bilan que le Tribunal présente dans son rapport sur sa Stratégie d'achèvement des travaux⁹² et du calendrier actualisé des procès en première instance et en appel,

Notant que certaines affaires ont pu être renvoyées devant des juridictions rwandaises et soulignant que les affaires renvoyées doivent être suivies comme il convient, les droits des accusés transférés devant être respectés en tout temps,

Notant également que le dernier procès en première instance devant le Tribunal sera achevé le 31 décembre 2012 et que le dernier appel sera tranché le 31 décembre 2014, et en félicitant le Tribunal,

Notant avec préoccupation que le Tribunal a encore du mal à pourvoir à la réinstallation des personnes acquittées et des condamnés ayant purgé leur peine et soulignant qu'il importe de mener à bien la réinstallation de ces personnes,

Notant les préoccupations exprimées par le Président du Tribunal au sujet du niveau des effectifs et réaffirmant que le Tribunal doit impérativement conserver du personnel pour achever ses travaux en temps voulu,

Invitant instamment le Tribunal à tout faire pour achever rapidement ses travaux, comme le prescrit la résolution 1966 (2010),

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Décide* de proroger jusqu'au 31 décembre 2014 ou jusqu'à l'achèvement de toutes les affaires dont ils sont saisis, si celui-ci intervient à une date antérieure, le mandat des juges permanents du Tribunal siégeant à la Chambre d'appel dont le nom figure ci-après :

- M. Mehmet Güney (Turquie)
- M^{me} Khalida Rachid Khan (Pakistan)
- M^{me} Arlette Ramaroson (Madagascar)
- M. Bakhtiyar Tuzmukhamedov (Fédération de Russie)
- M^{me} Andrézia Vaz (Sénégal)

⁸⁹ Le Président du Conseil de sécurité a appelé l'attention du Président de l'Assemblée générale sur le texte de la résolution 2080 (2012) dans une lettre en date du 21 décembre 2012 (A/67/652).

⁹⁰ S/2012/893.

⁹¹ Voir S/2012/849.

⁹² Voir S/2012/836.

2. *Prie* le Tribunal de lui communiquer, dans le rapport qu'il doit lui présenter sur sa Stratégie d'achèvement des travaux en application de la résolution 1534 (2004), le calendrier prévu de la dévolution coordonnée des fonctions entre le Tribunal et le Mécanisme prévue aux articles 5 et 6 des dispositions transitoires annexées à la résolution 1966 (2010), assorti de dates probables concrètes, l'objectif étant que le Tribunal achève tous ses travaux et qu'il ferme dès que possible, au plus tard le 31 décembre 2014 ;

3. *Prie instamment* tous les États, en particulier ceux sur le territoire desquels des fugitifs sont soupçonnés d'être en liberté, de renforcer encore leur coopération avec le Tribunal et de lui fournir toute l'assistance dont il a besoin, notamment pour appréhender et lui remettre le plus rapidement possible tous les fugitifs restants ;

4. *Remercie* les États qui ont accepté d'accueillir sur leur territoire les personnes acquittées et les condamnés ayant purgé leur peine, et demande de nouveau aux autres États qui sont en mesure de le faire de coopérer avec le Tribunal dans ce domaine et de lui prêter tout le concours dont il a besoin pour pourvoir à la réinstallation des personnes en question ;

5. *Décide* de rester saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6885^e séance.

**TRIBUNAL INTERNATIONAL CHARGÉ DE JUGER LES PERSONNES
ACCUSÉES DE VIOLATIONS GRAVES DU DROIT INTERNATIONAL
HUMANITAIRE COMMISES SUR LE TERRITOIRE
DE L'EX-YOUGOSLAVIE DEPUIS 1991**

**TRIBUNAL INTERNATIONAL CHARGÉ DE JUGER LES PERSONNES
ACCUSÉES D'ACTES DE GÉNOCIDE OU D'AUTRES VIOLATIONS
GRAVES DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE COMMIS
SUR LE TERRITOIRE DU RWANDA ET LES CITOYENS RWANDAIS
ACCUSÉS DE TELS ACTES OU VIOLATIONS COMMIS
SUR LE TERRITOIRE D'ÉTATS VOISINS ENTRE
LE 1^{ER} JANVIER 1994 ET LE 31 DÉCEMBRE 1994⁹³**

Décisions

À sa 6880^e séance, le 5 décembre 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie, du Rwanda et de la Serbie (Premier Vice-Premier Ministre et Ministre de la défense) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

« Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier 1994 et le 31 décembre 1994

« Rapport du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (S/2012/592)

« Rapport du Tribunal pénal international pour le Rwanda (S/2012/594)

« Lettre, en date du 14 novembre 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations

⁹³ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1999 des résolutions et décisions sur cette question.

graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier 1994 et le 31 décembre 1994 (S/2012/836)

« Lettre, en date du 16 novembre 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (S/2012/847)

« Lettre, en date du 16 novembre 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux (S/2012/849) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation au juge Theodor Meron, Président du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et Président du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux ; au juge Vagn Joensen, Président du Tribunal pénal international pour le Rwanda ; à M. Serge Brammertz, Procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie ; et à M. Hassan Bubacar Jallow, Procureur du Tribunal pénal international pour le Rwanda et Procureur du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux.

À sa 6977^e séance, le 12 juin 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie, du Liechtenstein, des Pays-Bas et de la Serbie (Ministre de la justice et de l'administration publique) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

« Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier 1994 et le 31 décembre 1994

« Lettre, en date du 23 mai 2013, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (S/2013/308)

« Lettre, en date du 23 mai 2013, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux (S/2013/309)

« Lettre, en date du 23 mai 2013, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal pénal international pour le Rwanda (S/2013/310) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation au juge Theodor Meron, Président du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et Président du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux ; au juge Vagn Joensen, Président du Tribunal pénal international pour le Rwanda ; à M. Serge Brammertz, Procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie ; et à M. Hassan Bubacar Jallow, Procureur du Tribunal pénal international pour le Rwanda et Procureur du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

LA QUESTION CONCERNANT HAÏTI⁹⁴

Décisions

À sa 6842^e séance, le 3 octobre 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Argentine, du Brésil, du Canada, du Chili, de l'Équateur, de l'Espagne, d'Haïti, du Japon, du Mexique, du Pérou et de l'Uruguay à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La question concernant Haïti

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (S/2012/678) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Mariano Fernández, Représentant spécial du Secrétaire général pour Haïti et Chef de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 6845^e séance, le 12 octobre 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Argentine, du Brésil, du Canada, du Chili, de l'Espagne, d'Haïti, du Paraguay, du Pérou et de l'Uruguay à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La question concernant Haïti

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (S/2012/678) ».

Résolution 2070 (2012) du 12 octobre 2012

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant ses précédentes résolutions sur Haïti, en particulier les résolutions 1542 (2004) du 30 avril 2004, 1576 (2004) du 29 novembre 2004, 1608 (2005) du 22 juin 2005, 1658 (2006) du 14 février 2006, 1702 (2006) du 15 août 2006, 1743 (2007) du 15 février 2007, 1780 (2007) du 15 octobre 2007, 1840 (2008) du 14 octobre 2008, 1892 (2009) du 13 octobre 2009, 1908 (2010) du 19 janvier 2010, 1927 (2010) du 4 juin 2010, 1944 (2010) du 14 octobre 2010 et 2012 (2011) du 14 octobre 2011,

Réaffirmant son ferme attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité d'Haïti,

Constatant qu'Haïti a continué à faire d'énormes progrès depuis le tragique séisme du 12 janvier 2010 et a franchi, au cours de l'année écoulée, un certain nombre d'étapes politiques majeures – signe qu'il progresse sur la voie de la stabilisation –, en particulier l'approbation par le Parlement de la nomination d'un nouveau Premier Ministre, l'institution du Conseil supérieur du pouvoir judiciaire et la publication d'amendements à la Constitution,

Notant qu'il est essentiel d'organiser des élections législatives partielles, municipales et locales, et notant à cet égard l'importance de la mise en place du Conseil électoral permanent conformément aux amendements constitutionnels,

Constatant que dans l'ensemble, la sécurité, quoique fragile, s'est améliorée depuis l'adoption des résolutions 1908 (2010), 1927 (2010) et 1944 (2010) et qu'il règne une relative stabilité depuis l'adoption de la résolution 2012 (2011), ce qui permet à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti de continuer à réduire progressivement les effectifs qu'elle a déployés depuis le séisme et de revoir sa configuration sans

⁹⁴ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1993 des résolutions et décisions sur cette question.

compromettre la sécurité et la stabilité dans le pays, et conscient que les décisions d'intérêt sécuritaire touchant l'avenir de la Mission doivent obéir aux circonstances,

Notant avec préoccupation la multiplication des cas d'homicides, surtout dans les grandes villes, et la menace persistante des bandes armées,

Conscient du rôle essentiel que joue la Mission pour garantir la stabilité et la sécurité en Haïti, félicitant la Mission de ce qu'elle continue d'aider le Gouvernement haïtien à créer un environnement sûr et stable, exprimant sa gratitude aux membres du personnel de la Mission et à leurs pays d'origine respectifs et rendant hommage à ceux qui ont été blessés ou tués dans l'exercice de leurs fonctions,

Saluant la détermination sans faille du Gouvernement haïtien à asseoir l'état de droit et à aller encore de l'avant dans la réforme du secteur de la sécurité,

Se félicitant du plan quinquennal de développement de la Police nationale d'Haïti pour 2012-2016 présenté par la Mission et la Police nationale d'Haïti, soulignant la nécessité pour le Gouvernement haïtien, aidé en cela par la communauté internationale, à sa demande, d'entreprendre de renforcer et de réformer la Police nationale conformément aux critères définis dans ce plan et engageant le Gouvernement à s'employer, avec le concours de la Mission, à informer régulièrement la population haïtienne et les principales parties concernées, selon que de besoin, de l'état d'avancement dudit plan,

Soulignant que le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire ayant été mis en place il faut continuer de renforcer l'appareil judiciaire et pénitentiaire haïtien dans l'intérêt d'une intégration et d'une cohérence meilleures du secteur de la sécurité, avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement, se félicitant de l'évaluation des capacités du Ministère de la justice et de la sécurité publique qui a accouché d'un plan de réforme de cette institution, et conscient que la persistance des atteintes aux droits de l'homme constatées dans le système pénitentiaire, comme les détentions provisoires prolongées, la surpopulation carcérale, les conditions sanitaires et le manque d'accès aux services de santé, y compris les problèmes d'hygiène, compromet sérieusement l'avenir des réformes administratives,

Constatant que malgré les progrès non négligeables accomplis Haïti reste en proie à de sérieux problèmes humanitaires, car plus de 390 000 déplacés restent tributaires de l'aide pour leur survie, l'épidémie de choléra continue de sévir et les conditions de vie dans les camps restent encore précaires,

Félicitant les organismes des Nations Unies présents en Haïti de toutes les mesures qu'ils ont prises en faveur du relèvement au lendemain du séisme de janvier 2010, en particulier de leur appui aux programmes d'hébergement et de déblaiement et de la mobilisation des unités du génie de la Mission,

Reconnaissant que le pays est extrêmement vulnérable aux catastrophes naturelles, soulignant le rôle directeur qui est celui du Gouvernement haïtien dans l'entreprise de relèvement et de reconstruction consécutive au séisme, notamment dans les activités de réduction des risques et de préparation aux catastrophes, et insistant sur la nécessité d'une coordination et d'une complémentarité renforcées de l'action menée par l'ensemble des organismes des Nations Unies et les autres parties prenantes concernées pour soutenir le Gouvernement dans ce contexte, ainsi que de l'appui général au relèvement au lendemain du séisme et au développement social et économique d'Haïti,

Soulignant que pour asseoir durablement la stabilité en Haïti il est essentiel que le relèvement, la reconstruction et le développement social et économique du pays aillent de l'avant, notamment qu'il reçoive une aide internationale au développement efficace et donne à ses institutions les moyens d'en tirer parti, et réaffirmant que la sécurité doit aller de pair avec le développement social et économique,

Saluant la création du Mécanisme de coordination de l'aide, qui succède à la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti, et la solidarité constante du Fonds pour la reconstruction d'Haïti,

Se félicitant que la Mission et l'équipe de pays des Nations Unies en Haïti aient arrêté, en étroite concertation avec le Gouvernement haïtien, le cadre stratégique intégré pour 2013-2016, qui définit les priorités de l'Organisation des Nations Unies et rejoint le plan de développement stratégique du Gouvernement haïtien et le futur plan conditionnel de concentration des activités de la Mission,

Prenant note des efforts que le Gouvernement haïtien continue de faire pour juguler et éradiquer l'épidémie de choléra, engageant instamment les organismes des Nations Unies à continuer d'aider le Gouvernement, en coordination avec les autres parties concernées, à surmonter les faiblesses structurelles du pays, en particulier celles

des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, soulignant qu'il importe de renforcer les moyens des institutions nationales de santé publique et conscient de l'action que mènent les organismes des Nations Unies pour lutter contre le choléra,

Invitant instamment les bailleurs de fonds à honorer les engagements qu'ils ont pris lors de la conférence qui s'est tenue à New York le 31 mars 2010, afin, notamment, d'aider les plus vulnérables à accéder aux services et à l'emploi, et soulignant qu'il incombe au pays de tracer des orientations et priorités claires dans ce sens,

Soulignant le rôle que jouent les organisations régionales dans l'entreprise de stabilisation et de reconstruction en cours en Haïti et demandant à la Mission de continuer de collaborer étroitement avec les institutions financières internationales, les organisations régionales et sous-régionales et d'autres parties prenantes, en particulier l'Organisation des États américains, l'Union des nations de l'Amérique du Sud et la Communauté des Caraïbes,

Conscient de l'interdépendance des défis à relever en Haïti, réaffirmant que les progrès durables accomplis dans les domaines de la sécurité, de l'état de droit et de la réforme institutionnelle, de la réconciliation nationale et du développement, notamment dans la lutte contre le chômage et la pauvreté, se renforcent mutuellement, et saluant la persévérance dont font preuve le Gouvernement haïtien et la communauté internationale pour relever ces défis,

Insistant sur la nécessité de mettre en œuvre des projets à forte intensité de main-d'œuvre très efficaces et bien médiatisés, de nature à aider à créer des emplois et à dispenser les services sociaux de base,

Saluant les efforts faits par la Police nationale d'Haïti pour multiplier ses patrouilles et accroître sa présence sur le terrain et ses contacts avec la population, ce qui a pu contribuer à l'augmentation du nombre des infractions qui lui sont signalées,

Sachant que la violence sexuelle et sexiste continue de faire sérieusement problème, surtout dans les quartiers marginalisés de Port-au-Prince, les camps de déplacés et les régions reculées du pays,

Conscient du rôle de police de proximité que continue de jouer la Mission, en étroite coordination avec les comités des camps, dans les camps de déplacés, et saluant l'action qu'elle mène auprès de la population pour l'inciter à dénoncer toutes infractions,

Conscient également que le renforcement des organismes nationaux de défense des droits de l'homme, le respect des droits de l'homme et de la légalité, la lutte contre la criminalité, la violence sexuelle et sexiste et l'impunité sont essentiels pour asseoir l'état de droit et la sécurité en Haïti,

Réaffirmant qu'il incombe au Représentant spécial du Secrétaire général pour Haïti de coordonner et de diriger toutes les activités des organismes, fonds et programmes des Nations Unies présents en Haïti, et réaffirmant également son soutien au Représentant spécial qui s'emploie à coordonner au mieux les activités de la Mission et de l'équipe de pays des Nations Unies et à susciter entre elles une collaboration sur les volets communs de leurs mandats respectifs, notamment dans le cadre du plan conditionnel de concentration des activités de la Mission en cours d'élaboration,

Soulignant l'importance qu'il y a à doter la Police nationale d'Haïti de moyens financiers qui lui permettent de renforcer ses capacités logistiques et administratives, invitant le Gouvernement haïtien à tirer parti du soutien de la communauté internationale pour garantir à la population haïtienne des conditions de sécurité satisfaisantes et demandant à tous les partenaires étrangers de mieux coordonner leurs actions dans ce sens,

Se félicitant de la nomination d'un nouveau Directeur général de la Police nationale d'Haïti, preuve de continuité sur le plan institutionnel,

Rendant hommage à l'ancien Président des États-Unis d'Amérique, M. William J. Clinton, en ce qu'il fait, en sa qualité d'Envoyé spécial des Nations Unies pour Haïti, pour renforcer l'entreprise de relèvement menée par l'Organisation des Nations Unies, en matière humanitaire et de développement, et assurer le suivi des promesses de contributions et le décaissement des fonds promis, assurer la liaison avec les organismes des Nations Unies et les institutions financières internationales et veiller à la cohérence des interventions des organismes des Nations Unies présents en Haïti, et notant qu'il importe de rendre régulièrement compte de ces activités,

Soulignant qu'il importe que le Bureau de l'Envoyé spécial, les autres entités des Nations Unies et les États Membres travaillent en étroite coordination, et qu'il est nécessaire que tous les intervenants extérieurs présents sur le terrain en fassent autant,

Accueillant avec satisfaction le rapport du Secrétaire général en date du 31 août 2012⁹⁵,

Sachant que la Charte des Nations Unies lui assigne la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales,

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte, ainsi qu'il ressort de la section I du paragraphe 7 de la résolution 1542 (2004),

1. *Décide* de proroger jusqu'au 15 octobre 2013, dans l'intention de le renouveler, le mandat de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti tel qu'il résulte des résolutions 1542 (2004), 1608 (2005), 1702 (2006), 1743 (2007), 1780 (2007), 1840 (2008), 1892 (2009), 1908 (2010), 1927 (2010), 1944 (2010) et 2012 (2011);

2. *Décide également* que l'effectif global de la Mission comprendra une composante militaire qui comptera jusqu'à 6 270 soldats de tous rangs à l'issue du retrait d'un nombre équilibré de militaires de l'infanterie et du génie, et une composante policière dont l'effectif pourra atteindre 2 601 membres, ainsi qu'il est préconisé au paragraphe 50 du rapport du Secrétaire général en date du 31 août 2012⁹⁵;

3. *Affirme* qu'à l'avenir tout aménagement de la configuration de la force devrait reposer sur l'état général de sécurité sur le terrain, tenant compte de l'incidence des réalités sociales et politiques sur la stabilité et la sécurité en Haïti, du développement croissant des capacités des pouvoirs publics, en particulier du renforcement en cours de la Police nationale d'Haïti, et de l'exercice de plus en plus effectif par les autorités nationales de la responsabilité de l'État en matière de maintien de la stabilité et de la sécurité dans le pays;

4. *Prend note* du plan conditionnel de concentration des activités de la Mission, en cours d'élaboration sous la conduite du Représentant spécial du Secrétaire général pour Haïti, en collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies et en consultation avec le Gouvernement haïtien et les partenaires internationaux, et reconnaît, conformément aux paragraphes 47 et 48 du rapport du Secrétaire général, l'intérêt qu'il y a à axer les activités de la Mission sur quelques tâches prescrites réalisables dans un délai raisonnable tel qu'il ressort dudit plan, et à conclure avec le Gouvernement un plan de transition définissant quelques indicateurs clefs qui permettront de mesurer l'évolution de l'entreprise de stabilisation, tout en rappelant l'interdépendance des problèmes de stabilité en Haïti, qui ressort clairement du mandat de la Mission;

5. *Considère* que c'est au Gouvernement et au peuple d'Haïti qu'appartient la maîtrise et qu'incombe au premier chef la charge de la stabilisation du pays sous tous ses aspects, se félicite des dispositions prises par la Mission pour fournir au Gouvernement haïtien, ainsi que celui-ci l'a demandé, un soutien logistique et une expertise technique, dans la limite des moyens disponibles, pour lui permettre de continuer à renforcer les capacités des institutions garantes de l'état de droit aux échelons national et local et d'accélérer la mise en œuvre de sa stratégie de réinstallation des déplacés, sachant qu'étant temporaires ces mesures prendront progressivement fin à mesure qu'Haïti verra ses capacités se renforcer, et demande à la Mission de mener en toute célérité les activités y relatives, ainsi que le Secrétaire général l'a recommandé, au besoin en coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies et ceux qui concourent également à l'entreprise de stabilisation;

6. *Encourage* la Mission à continuer d'aider le Gouvernement haïtien à offrir une protection adéquate à la population civile, en prêtant tout particulièrement attention aux besoins des déplacés et des autres catégories vulnérables, notamment les femmes et les enfants, y compris en mettant en place des dispositifs conjoints de police de proximité dans les camps, conformément à sa résolution 1894 (2009) du 11 novembre 2009;

7. *Se félicite* de ce que le Gouvernement haïtien fait pour renforcer les capacités des institutions chargées de garantir la sécurité et l'état de droit à tous les niveaux, y compris à la faveur de la décentralisation, et demande à la Mission, agissant dans les limites de son mandat, et à d'autres acteurs compétents, de continuer à appuyer les priorités du Gouvernement en matière de décentralisation aux niveaux central et départemental et à apporter leur concours à l'action d'institutions publiques autonomes dans le secteur de la sécurité, surtout à l'extérieur de Port-au-Prince, afin de donner à l'État haïtien les moyens d'étendre son autorité et sa présence à l'ensemble du pays, et de favoriser la bonne gouvernance à tous les niveaux;

8. *Considère* que la stabilisation du climat politique et institutionnel est essentielle à la stabilité du pays et à l'entreprise de relèvement et de reconstruction, demande à nouveau à la Mission de soutenir le processus politique

⁹⁵ S/2012/678.

en cours en Haïti, notamment en faisant appel aux bons offices du Représentant spécial, demande à tous les acteurs politiques concernés en Haïti de coopérer à la mise en place du Conseil électoral permanent conformément aux amendements constitutionnels, et à l'organisation d'élections législatives, municipales et locales partielles, différées de trop longue date, et encourage la Mission à continuer de prêter son concours à cet égard et à coordonner l'assistance internationale fournie à cette fin, en coopération avec les autres acteurs internationaux intéressés, notamment l'Organisation des États américains, l'Union des nations de l'Amérique du Sud et la Communauté des Caraïbes, le cas échéant ;

9. *Réaffirme* que, dans le contexte de l'amélioration de l'état de droit en Haïti, il est impératif de renforcer les moyens de la Police nationale d'Haïti pour permettre au Gouvernement haïtien d'assumer pleinement et opportunément la responsabilité des impératifs de sécurité nationale, qui conditionnent la stabilité générale et le développement futur du pays ;

10. *Considère* que le renforcement des capacités de la Police nationale d'Haïti est une tâche des plus cruciales pour la Mission et demande aux partenaires internationaux et régionaux d'accorder leur assistance au Gouvernement haïtien à cette fin, dans le respect de ses priorités, notamment en offrant le concours de formateurs et de conseillers techniques qualifiés, tout en insistant sur la nécessité d'une coopération étroite entre les donateurs et le Gouvernement pour accroître la viabilité de ces initiatives, et encourage par ailleurs la Mission à affecter au mieux ces experts en fonction de leurs qualifications et de leurs domaines de compétence ;

11. *Encourage* les autorités haïtiennes à poursuivre l'exécution du plan de réforme de la justice en prenant les mesures nécessaires, notamment en prêtant un appui constant au Conseil supérieur du pouvoir judiciaire et ce, en vue d'assurer l'indépendance et l'efficacité des institutions judiciaires, et à régler la question de la détention provisoire prolongée et des conditions de vie dans les prisons surpeuplées, en s'intéressant spécialement au sort des femmes et des enfants placés en détention ;

12. *Souscrit* aux objectifs et aux engagements résultant du projet commun de plan de développement de la Police nationale d'Haïti pour 2012-2016, dont il encourage la mise en œuvre, et souligne que le Gouvernement haïtien et les donateurs doivent dégager les ressources budgétaires requises pour que la police dispose d'un effectif minimum de 15 000 agents actifs pleinement opérationnels d'ici à 2016, soit dotée de moyens logistiques et administratifs suffisants, soit assujettie au principe de responsabilité, respecte les droits de l'homme et la primauté du droit, applique une stricte procédure de contrôle des antécédents, et adopte de meilleures procédures de recrutement et de formation qui mettent l'accent sur les unités spécialisées, la police des frontières et les mesures de dissuasion de la criminalité transnationale organisée ;

13. *Prie* la Mission de continuer d'œuvrer à renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles de la Police nationale d'Haïti, en particulier en redoublant d'efforts pour encadrer et former les agents de la police et de l'administration pénitentiaire, lui demande d'adapter les compétences du personnel de la Police des Nations Unies en fonction de ces objectifs, et la prie également de faciliter la coordination entre les actions bilatérales et multilatérales et de continuer d'apporter, à la demande, un concours technique aux projets de remise en état des locaux de la police et des établissements pénitentiaires, et de construction de nouveaux locaux, financés par les donateurs, et aux fins d'autres projets tendant à renforcer la capacité institutionnelle de la Police nationale, selon qu'il conviendra ;

14. *Encourage* la Mission, en coopération avec les acteurs internationaux compétents, à aider le Gouvernement haïtien à contrer efficacement la violence en bande, la criminalité organisée, le trafic de stupéfiants et la traite des enfants ;

15. *Invite* tous les donateurs et partenaires, y compris les organisations internationales et les organisations non gouvernementales, à mieux coordonner leurs actions et à travailler en étroite collaboration avec le Gouvernement haïtien dans le cadre du Mécanisme de coordination de l'aide censé aider le Gouvernement à accroître la transparence, l'appropriation nationale et la coordination de l'aide étrangère, et à se donner les moyens de gérer l'aide extérieure ;

16. *Prie* l'équipe de pays des Nations Unies, et demande à toutes les parties prenantes, de compléter les mesures adoptées dans le domaine de la sécurité et du développement par le Gouvernement haïtien, avec le soutien de la Mission, par des activités visant à améliorer véritablement les conditions de vie des populations concernées, en particulier les femmes et les enfants ;

17. *Prie* la Mission de continuer, en coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies, à exécuter des projets à effet rapide propres à asseoir la sécurité et la stabilité et à accroître son crédit auprès de la population haïtienne, en

particulier dans les domaines prioritaires recensés par les responsables de la Mission et conformément aux priorités du Gouvernement haïtien, selon qu'il conviendra ;

18. *Condamne fermement* les atteintes graves commises sur la personne d'enfants particulièrement touchés par la violence criminelle en bande, ainsi que les viols et autres agressions sexuelles dont sont fréquemment victimes les femmes et les filles, demande au Gouvernement haïtien de continuer, avec l'appui de la Mission et de l'équipe de pays des Nations Unies, à promouvoir et à défendre les droits des femmes et des enfants, tel que prescrit dans ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1888 (2009) du 30 septembre 2009 et 1889 (2009) du 5 octobre 2009, et encourage tous les acteurs du Gouvernement, de la communauté internationale et de la société civile à redoubler d'efforts pour éliminer la violence sexuelle et sexiste en Haïti, ainsi que pour mieux donner suite aux plaintes pour viol et améliorer l'accès à la justice des victimes de viol et d'autres crimes sexuels ;

19. *Prie* le Secrétaire général de continuer à prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que l'ensemble du personnel de la Mission observe scrupuleusement la politique de tolérance zéro de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et de le tenir informé, et exhorte les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à faire en sorte que tous actes mettant en cause leur personnel fassent l'objet d'enquêtes en bonne et due forme et soient sanctionnés ;

20. *Réaffirme* que les droits de l'homme sont une composante essentielle du mandat de la Mission et déclare que le respect des droits de l'homme, qui consiste notamment à veiller à ce que les auteurs d'atteintes graves sous de précédents gouvernements répondent individuellement de leurs actes, est crucial pour la stabilité d'Haïti, invite instamment le Gouvernement haïtien à s'assurer, avec le concours de la communauté internationale, le cas échéant, que la Police nationale d'Haïti et la magistrature respectent et défendent les droits de l'homme, et demande à la Mission de fournir un suivi et un appui en ce sens ;

21. *Encourage* la Mission à continuer d'utiliser pleinement, dans les limites de son mandat, les moyens et capacités dont elle dispose, y compris en matière de génie, aux fins de renforcer la stabilité en Haïti, tout en encourageant l'appropriation accrue par les Haïtiens dans le contexte du plan conditionnel de concentration des activités ;

22. *Prie* la Mission de continuer à lutter contre la violence de voisinage, en étroite collaboration avec le Gouvernement haïtien, en adaptant le programme aux besoins changeants d'Haïti au lendemain du séisme et en s'intéressant spécialement aux jeunes en situation de risque, aux femmes, aux déplacés et aux habitants de quartiers en proie à la violence, et de coordonner ses efforts avec ceux de l'équipe de pays des Nations Unies dans le sens de la complémentarité et du renforcement des capacités locales dans ce domaine ;

23. *Prie également* la Mission de continuer d'épauler les autorités haïtiennes en ce qu'elles font pour contrôler les flux d'armes légères, ouvrir un registre des armes, revoir la législation en vigueur en matière d'importation et de détention d'armes, réformer le régime des permis de port d'armes et définir et mettre en œuvre une doctrine de police de proximité ;

24. *Souligne* qu'il importe de mettre régulièrement à jour les documents de programmation des composantes militaire et de police de la Mission, tels que le concept d'opérations et les règles d'engagement, selon qu'il conviendrait, et de les aligner sur les dispositions de toutes ses résolutions pertinentes, et prie le Secrétaire général de lui faire rapport sur ce sujet, ainsi qu'aux pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police ;

25. *Prie* le Secrétaire général de le tenir régulièrement informé et de lui rendre compte deux fois par an de l'exécution du mandat de la Mission, en veillant à lui présenter son second rapport 45 jours au moins avant la date d'expiration du mandat de la Mission ;

26. *Prie également* le Secrétaire général de lui faire dans son rapport une évaluation exhaustive des menaces qui planent sur la sécurité en Haïti, de lui proposer, le cas échéant, diverses formules de reconfiguration des effectifs et de la composition de la Mission et d'affiner encore, d'évaluer et de joindre en annexe à son prochain rapport le plan de concentration des activités présenté à la section VI de son rapport du 31 août 2012 ;

27. *Décide* de demeurer saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6845^e séance.

Décisions

Le 18 mars 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général⁹⁶ :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 14 mars 2013, dans laquelle vous faisiez part de votre intention de nommer le général de corps d'armée Edson Leal Pujol (Brésil) commandant de la force de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti⁹⁷, a été portée à la connaissance des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris bonne note.

À sa 6936^e séance, le 20 mars 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants du Brésil, du Canada, du Chili, de l'Espagne, d'Haïti, du Japon, du Mexique, du Pérou et de l'Uruguay à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La question concernant Haïti

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (S/2013/139) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Nigel Fisher, Représentant spécial par intérim du Secrétaire général pour Haïti et Chef par intérim de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Le 23 mai 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général⁹⁸ :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 6 décembre 2012, par laquelle vous faisiez part de votre intention de faire de M^{me} Sandra Honoré (Trinité-et-Tobago) votre Représentante spéciale pour Haïti et de la nommer Chef de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti⁹⁹, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris bonne note.

LA SITUATION AU BURUNDI¹⁰⁰

Décisions

À sa 6909^e séance, le 24 janvier 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Burundi (Secrétaire permanent au Ministère des relations extérieures et de la coopération internationale) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation au Burundi

« Rapport du Secrétaire général sur le Bureau des Nations Unies au Burundi (S/2013/36) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Parfait Onanga-Anyanga, Représentant spécial du Secrétaire général pour le Burundi et Chef du Bureau des Nations Unies au Burundi, et à M. Paul Seger, Représentant permanent de la Suisse auprès de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Président de la formation Burundi de la Commission de consolidation la paix.

⁹⁶ S/2013/170.

⁹⁷ S/2013/169.

⁹⁸ S/2013/312.

⁹⁹ S/2013/311.

¹⁰⁰ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1993 des résolutions et décisions sur cette question.

À sa 6918^e séance, le 13 février 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Burundi à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation au Burundi

« Rapport du Secrétaire général sur le Bureau des Nations Unies au Burundi (S/2013/36) ».

**Résolution 2090 (2013)
du 13 février 2013**

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions et les déclarations de son Président sur le Burundi,

Réaffirmant son ferme attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité du Burundi,

Se félicitant des progrès que ne cesse de réaliser le Burundi sur la voie de la paix, de la stabilité et du développement, soulignant que le système des Nations Unies et la communauté internationale, y compris les institutions financières internationales et les partenaires de développement du Burundi, doivent continuer d'appuyer la consolidation de la paix au Burundi et le développement à long terme de ce pays et, à cet égard, félicitant le Gouvernement burundais de la mise au point du document de stratégie pour la réduction de la pauvreté de la deuxième génération et de l'accord conclu avec l'Organisation des Nations Unies concernant un nouveau plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, saluant les initiatives que prend le Gouvernement pour mobiliser des recettes à travers l'Office burundais des recettes et réaffirmant son soutien à l'action menée par cette institution,

Se félicitant également de la réussite de la Conférence des partenaires au développement du Burundi, tenue à Genève les 29 et 30 octobre 2012, qui témoigne de la volonté des partenaires internationaux d'accompagner le Burundi dans la mise en œuvre du document de stratégie pour la réduction de la pauvreté de la deuxième génération et de celle du Gouvernement burundais d'opérer des réformes structurelles en vue d'améliorer la gouvernance politique, économique et administrative, dans le cadre de sa stratégie nationale de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption,

Saluant la contribution que le Bureau des Nations Unies au Burundi et le système des Nations Unies continuent d'apporter à la paix, à la sécurité et au développement du pays,

Encourageant le Gouvernement burundais à s'employer davantage à faire une place à tous les partis politiques, dont ceux de l'opposition extraparlamentaire, et à continuer d'améliorer le dialogue entre tous les acteurs, y compris la société civile,

Prenant note de la formation d'une nouvelle Commission électorale nationale indépendante et exhortant celle-ci à œuvrer étroitement avec tous les acteurs politiques à préparer les élections de 2015, dans un esprit de dialogue constant et de recherche du consensus,

Se félicitant de l'intention du Bureau et du système des Nations Unies d'organiser, en 2013, une rencontre à large participation consacrée à tirer des enseignements des élections de 2010 dans la perspective des élections de 2015,

Prenant note des efforts réalisés par le Gouvernement burundais pour améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays et demeurant préoccupé par la persistance des violations des droits de l'homme, en particulier les exécutions extrajudiciaires, y compris les exécutions politiques, les mauvais traitements infligés aux détenus et la torture, et les atteintes aux libertés publiques, y compris les actes de harcèlement et d'intimidation, perpétrés notamment par des organisations de jeunesse, et les restrictions à la liberté de la presse et à la liberté d'expression, d'association et de réunion des partis politiques d'opposition et des représentants des médias et des organisations de la société civile,

Restant préoccupé par la persistance des attaques perpétrées contre les civils et les forces de sécurité et de défense en différents points du pays et les informations faisant état d'activités paramilitaires dans certains pays voisins et exigeant que tous ceux qui sont impliqués dans ces actes y mettent fin,

Soulignant l'importance que revêt la justice transitionnelle dans la réconciliation durable de l'ensemble de la population du Burundi, prenant note du projet de loi portant Commission Vérité et réconciliation, proposé par le

Gouvernement burundais au Parlement le 12 décembre 2012, et rappelant, à cet égard, l'engagement pris par le Gouvernement de mettre en place des mécanismes de justice transitionnelle, conformément aux résultats des consultations nationales de 2009, à sa résolution 1606 (2005) du 20 juin 2005 et à l'Accord d'Arusha du 28 août 2000,

Rappelant que le Burundi est un État partie au Statut de Rome de la Cour pénale internationale¹⁰¹ depuis 2004 et qu'il s'est engagé à lutter contre l'impunité des crimes relevant de la compétence de la Cour, et soulignant que la Cour est complémentaire des juridictions pénales nationales,

Appuyant l'adhésion renouvelée du Burundi à la politique de « tolérance zéro » à l'égard de la corruption,

Saluant le soutien continu de la Commission de consolidation de la paix au Burundi, y compris la contribution de la présidence de la formation Burundi de la Commission, et se félicitant que le Fonds pour la consolidation de la paix soit disposé à apporter un appui supplémentaire aux efforts de consolidation de la paix au Burundi,

Soutenant l'attachement du Burundi à l'intégration régionale et à la coopération avec les États voisins, notamment dans le cadre de la Communauté économique des pays des Grands Lacs, de la Communauté d'Afrique de l'Est et de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs,

Rappelant ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009 et 1960 (2010) du 16 décembre 2010 sur les femmes et la paix et la sécurité, ses résolutions 1674 (2006) du 28 avril 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé et ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1998 (2011) du 12 juillet 2011 et 2068 (2012) du 19 septembre 2012 sur le sort des enfants en temps de conflit armé,

Ayant examiné le dernier rapport du Secrétaire général sur le Bureau des Nations Unies au Burundi¹⁰² et, en particulier, l'analyse qui y est faite des progrès accomplis et des difficultés restant à surmonter au regard des critères que le Secrétaire général lui a proposés en application des résolutions 1959 (2010) et 2027 (2011), en date des 16 décembre 2010 et 20 décembre 2011, critères qui devraient présider à la transformation du Bureau en équipe de pays des Nations Unies,

1. *Décide* de proroger jusqu'au 15 février 2014 le mandat du Bureau des Nations Unies au Burundi, en lui demandant de s'employer prioritairement, conformément aux alinéas *a* à *d* du paragraphe 3 de la résolution 1959 (2010) et aux alinéas *a* et *b* du paragraphe 2 de la résolution 2027 (2011), à appuyer le Gouvernement burundais dans les domaines suivants :

a) Promouvoir et faciliter le dialogue entre les acteurs nationaux et appuyer les mécanismes destinés à assurer une large participation à la vie politique, y compris pour l'exécution des stratégies et programmes de développement du Burundi et l'instauration d'un climat propice de liberté et d'ouverture en prévision des élections de 2015 ;

b) Renforcer l'indépendance, les capacités et le cadre juridique des institutions nationales essentielles, notamment judiciaires et parlementaires, conformément aux normes et principes internationaux ;

c) Appuyer la lutte contre l'impunité, notamment par la mise en place de mécanismes de justice transitionnelle transparents, indépendants et impartiaux, afin de renforcer l'unité nationale, de promouvoir la justice et de favoriser la réconciliation au sein de la société burundaise, et fournir à ces mécanismes un appui opérationnel ;

d) Promouvoir et protéger les droits de l'homme, y compris en renforçant les capacités nationales dans ce domaine, ainsi que la société civile ;

e) Accompagner le Gouvernement et la communauté internationale en ce qu'ils font pour privilégier le développement socioéconomique des femmes et des jeunes et la réintégration socioéconomique des populations touchées par le conflit, y compris les réfugiés qui ont récemment regagné leurs foyers et les personnes déplacées, et mener des activités de plaidoyer en vue de mobiliser des ressources pour asseoir la paix, améliorer la gouvernance et relancer le développement durable au Burundi dans le cadre du document de stratégie pour la réduction de la pauvreté de la deuxième génération ;

f) Fournir un appui à l'approfondissement de l'intégration régionale du Burundi, comme il a été prié de le faire ;

¹⁰¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2187, n° 38544.

¹⁰² S/2013/36.

2. *Considère* que le Gouvernement burundais est responsable au premier chef de la consolidation de la paix, de la sécurité, de la protection de sa population et du développement à long terme dans le pays, et l'encourage à poursuivre ses efforts face aux défis de la consolidation de la paix, en particulier la gouvernance démocratique, la lutte contre la corruption, la réforme du secteur de la sécurité, la protection des civils, la justice et la promotion et la protection des droits de l'homme, en mettant particulièrement l'accent sur les droits des femmes et des enfants et les minorités marginalisées et vulnérables ;

3. *Encourage* le Gouvernement burundais à redoubler d'efforts pour mener des réformes structurelles, avec l'appui du Bureau et d'autres partenaires internationaux, en vue d'améliorer la gouvernance politique, économique et administrative et de lutter contre la corruption, afin de mettre en place les moteurs puissants d'une croissance économique et sociale soutenue et équitable ;

4. *Invite* le Gouvernement burundais à promouvoir des élections ouvertes à tous en 2015, en continuant d'améliorer le dialogue entre tous les acteurs nationaux, y compris la société civile, et à garantir une place à tous les partis politiques, dont ceux de l'opposition extraparlamentaire, afin qu'ils puissent exercer leur droit de s'organiser et de se préparer pour les élections de 2015 ;

5. *Demande* au Gouvernement burundais de poursuivre ses efforts pour assurer la promotion et la protection des droits de l'homme et, de concert avec ses partenaires internationaux, d'appuyer la Commission nationale indépendante des droits de l'homme et le Bureau du Médiateur et de renforcer leurs capacités, conformément à la résolution 48/134 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1993, concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme, et l'encourage en outre à continuer de combattre l'impunité et à prendre les mesures requises en vue de la pleine jouissance des droits civils, politiques, sociaux, économiques et culturels, tels que consacrés par la Constitution burundaise et conformément à ses obligations au regard du droit international ;

6. *Demande également* au Gouvernement burundais de prendre les mesures supplémentaires nécessaires pour prévenir les violations des droits de l'homme, en particulier les exécutions extrajudiciaires, y compris les exécutions politiques, les mauvais traitements infligés aux détenus et la torture, et les atteintes aux libertés publiques, y compris les actes de harcèlement et d'intimidation, perpétrés notamment par des organisations de jeunesse, et les restrictions à la liberté de la presse et à la liberté d'expression, d'association et de réunion des partis politiques d'opposition et des représentants des médias et des organisations de la société civile, et de faire cesser ces violations des droits de l'homme et restrictions des libertés du citoyen ;

7. *Invite* le Gouvernement burundais à prendre des mesures pour combattre l'impunité et appuyer des enquêtes approfondies, crédibles, impartiales et transparentes, y compris en renforçant la protection des victimes, de leurs proches et des témoins, et à veiller davantage à ce que les personnes responsables de violations des droits de l'homme et d'atteintes aux libertés publiques soient rapidement arrêtées et traduites en justice ;

8. *Demande* au Gouvernement burundais de collaborer avec les partenaires internationaux et le Bureau à la mise en place de mécanismes de justice transitionnelle, y compris une Commission Vérité et réconciliation crédible et consensuelle, qui aidera à promouvoir une réconciliation effective de tous les Burundais et la paix durable au Burundi, conformément aux résultats des travaux du Comité technique, aux consultations nationales de 2009, à sa résolution 1606 (2005) et à l'Accord d'Arusha de 2000 ;

9. *Encourage* le Gouvernement burundais à poursuivre l'entreprise de consolidation de la paix et de reconstruction dans une perspective régionale, en particulier en mettant en œuvre des projets visant à promouvoir la paix, la réconciliation et les échanges dans le cadre de la Communauté d'Afrique de l'Est, de la Communauté économique des pays des Grands Lacs et de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs ;

10. *Encourage également* le Gouvernement burundais à assurer, le cas échéant avec l'appui des partenaires internationaux, le retour volontaire au Burundi, en toute sécurité et en bon ordre, et la réintégration durable des réfugiés ;

11. *Souligne* l'importance de la réforme du secteur de la sécurité et demande instamment à tous les partenaires internationaux de continuer, de concert avec le Bureau, à aider le Gouvernement burundais à professionnaliser les services nationaux de sécurité et de police et à renforcer leurs capacités, en particulier dans les domaines du suivi des violations des droits de l'homme, de la formation en matière de droits de l'homme et de lutte contre la violence sexuelle et sexiste et de la promotion d'un contrôle et d'un suivi civils robustes, en vue de consolider la gouvernance du secteur de la sécurité ;

12. *Demande* au Gouvernement burundais de s'attacher, avec l'appui de la Commission de consolidation de la paix et des partenaires internationaux, à honorer ses engagements en ce qui concerne les priorités en matière de consolidation de la paix, tels qu'ils résultent du document de stratégie pour la réduction de la pauvreté de la deuxième génération, et souligne qu'il importe que les partenaires internationaux, agissant en collaboration avec le Gouvernement et avec l'appui du Bureau, du système des Nations Unies au Burundi et de la Commission, continuent d'apporter leur soutien aux initiatives de développement du Burundi et assurent le suivi effectif des engagements pris à la Conférence des partenaires au développement du Burundi, tenue à Genève, afin de favoriser la mise en œuvre du document de stratégie et de soutenir l'application du nouveau plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement ;

13. *Prend note* des progrès accomplis dans l'exécution du mandat du Bureau et dans la consolidation de la paix au Burundi, tels qu'évalués au regard des critères retenus pour la future transformation du Bureau en équipe de pays des Nations Unies et tels que décrits par le Secrétaire général, et prie le Secrétaire général de le tenir informé des critères, de la mise en œuvre du mandat du Bureau et de la présente résolution, ainsi que des facteurs qui agissent sur cette mise en œuvre, et de lui présenter un exposé, au plus tard fin juillet 2013, et un rapport, au plus tard le 17 janvier 2014, notamment sur les résultats de la mission d'évaluation stratégique dont le Secrétaire général prévoit le déploiement en 2013 ;

14. *Décide* de rester activement saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6918^e séance.

Décisions

À sa 7006^e séance, le 22 juillet 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Burundi à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Burundi ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Parfait Onanga-Anyanga, Représentant spécial du Secrétaire général pour le Burundi et Chef du Bureau des Nations Unies au Burundi, et à M. Paul Seger, Représentant permanent de la Suisse auprès de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Président de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix.

LA SITUATION EN AFGHANISTAN¹⁰³

Décisions

À sa 6840^e séance, le 20 septembre 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afghanistan (Ministre des affaires étrangères), de l'Australie, du Canada, de la Finlande, du Japon et de la Turquie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Afghanistan

« Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2012/703) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ján Kubiš, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan.

¹⁰³ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1994 des résolutions et décisions sur cette question.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 6843^e séance, le 9 octobre 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de l'Afghanistan à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en Afghanistan ».

**Résolution 2069 (2012)
du 9 octobre 2012**

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant ses précédentes résolutions sur l'Afghanistan, en particulier les résolutions 1386 (2001) du 20 décembre 2001, 1510 (2003) du 13 octobre 2003, 2011 (2011) du 12 octobre 2011 et 2041 (2012) du 22 mars 2012,

Réaffirmant également ses résolutions 1267 (1999) du 15 octobre 1999, 1368 (2001) du 12 septembre 2001, 1373 (2001) du 28 septembre 2001, 1822 (2008) du 30 juin 2008, 1904 (2009) du 17 décembre 2009 et 1988 (2011) et 1989 (2011) toutes deux du 17 juin 2011, et exprimant à nouveau son soutien en faveur des efforts engagés au plan international pour éradiquer le terrorisme conformément à la Charte des Nations Unies,

Rappelant ses résolutions 1265 (1999) du 17 septembre 1999, 1296 (2000) du 19 avril 2000, 1674 (2006) du 28 avril 2006, 1738 (2006) du 23 décembre 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé, ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009 et 1960 (2010) du 16 décembre 2010 sur les femmes et la paix et la sécurité, et ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009 et 1998 (2011) du 12 juillet 2011 sur le sort des enfants en temps de conflit armé, et prenant acte du rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé¹⁰⁴, ainsi que des conclusions de son Groupe de travail sur le sort des enfants en temps de conflit armé¹⁰⁵,

Réaffirmant son ferme attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale de l'Afghanistan,

Reconnaissant qu'il incombe aux autorités afghanes d'assurer la sécurité et de faire respecter l'état de droit dans l'ensemble du pays, soulignant le rôle de la Force internationale d'assistance à la sécurité s'agissant d'aider le Gouvernement afghan à améliorer la sécurité et à se doter des capacités nécessaires à cet effet et se félicitant de la coopération entre le Gouvernement et la Force internationale d'assistance à la sécurité,

Soulignant qu'il est essentiel que l'Afghanistan exerce un contrôle et joue un rôle directeur plus importants dans tous les domaines de la gouvernance, conformément au Processus de Kaboul,

Accueillant avec satisfaction les conclusions de la « Conférence internationale sur l'Afghanistan – l'Afghanistan et la communauté internationale : après la transition, la décennie de la transformation », tenue à Bonn (Allemagne) le 5 décembre 2011¹⁰⁶, qui prévoient que le processus de transition, qui doit s'achever à la fin de 2014, sera suivi d'une décennie de la transformation (2015-2024) au cours de laquelle l'Afghanistan consolidera sa souveraineté en assurant durablement le bon fonctionnement d'un État au service du peuple, se félicitant en outre du consensus stratégique qui s'est établi entre le Gouvernement afghan et la communauté internationale au sujet d'un partenariat renouvelé et durable, fondé sur des engagements mutuels fermes, en faveur de la décennie et accueillant également avec satisfaction les conclusions de la Conférence de Tokyo sur l'Afghanistan, tenue le 8 juillet 2012¹⁰⁷, ainsi que l'adoption du Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo¹⁰⁸ destiné à favoriser une croissance économique

¹⁰⁴ S/2012/261.

¹⁰⁵ S/AC.51/2011/3.

¹⁰⁶ S/2011/762, annexe.

¹⁰⁷ S/2012/532, annexe I.

¹⁰⁸ Ibid., annexe II.

et un développement durables de l'Afghanistan, par lequel le Gouvernement et la communauté internationale ont réaffirmé leurs engagements mutuels,

Reconnaissant à nouveau l'interdépendance des défis auxquels est confronté l'Afghanistan, réaffirmant que des progrès durables dans les domaines de la sécurité, de la gouvernance, des droits de l'homme, de l'état de droit et du développement ainsi que dans les domaines transversaux de la lutte contre les stupéfiants, de la lutte contre la corruption et de la responsabilisation se renforcent mutuellement et que les programmes en matière de gouvernance et de développement considérés comme devant être prioritaires pendant la période de transition devront être conformes aux objectifs énoncés dans la « Déclaration de Tokyo : Partenariat pour l'autosuffisance en Afghanistan – de la transition à la transformation »¹⁰⁷ et aux programmes prioritaires nationaux, et se félicitant des efforts permanents du Gouvernement afghan et de la communauté internationale pour aborder ces défis dans le cadre d'une approche globale,

Soulignant dans ce contexte que le Gouvernement afghan doit lutter plus énergiquement contre la corruption, promouvoir davantage la transparence et assumer davantage ses responsabilités, conformément à l'engagement qu'il a pris d'intensifier la lutte contre la corruption et qu'il a renouvelé avec une vigueur accrue dans les conclusions de la Conférence de Tokyo et le Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo,

Se félicitant des engagements à long terme pris par les partenaires internationaux de l'Afghanistan, notamment l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et l'Union européenne, les États voisins et les partenaires régionaux de l'Afghanistan de continuer à appuyer l'Afghanistan après la période de transition, y compris au cours de la décennie de la transformation, et soulignant qu'il importe que ces engagements se complètent mutuellement et soient également complémentaires des futurs partenariats bilatéraux que déciderait de conclure le Gouvernement afghan,

Soulignant l'importance de l'accord conclu entre le Gouvernement afghan et les pays contributeurs à la Force internationale d'assistance à la sécurité lors du sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, tenu à Lisbonne les 19 et 20 novembre 2010, visant à transférer progressivement la pleine responsabilité de la sécurité dans l'ensemble du pays au Gouvernement d'ici à la fin de 2014, se félicitant de la poursuite de la mise en œuvre des trois premières phases de la transition et attendant avec intérêt l'étape importante de la mi-2013, date à laquelle le processus de transition aura été progressivement étendu à toutes les régions du pays et les forces afghanes assumeront le rôle principal pour ce qui est d'assurer la sécurité sur tout le territoire, et soulignant le rôle que continue de jouer la Force à l'appui du Gouvernement pour promouvoir une transition responsable ainsi que l'importance d'un renforcement des capacités des Forces nationales de sécurité afghanes,

Reconnaissant les progrès réalisés et les défis qui restent à relever en matière de réforme du secteur de la sécurité et de gouvernance, se félicitant de l'appui et de l'assistance fournis par les partenaires internationaux à la Police nationale afghane à cet égard, notamment de l'engagement de la mission de formation de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord en Afghanistan, de la Mission de police de l'Union européenne en Afghanistan et de la Force de gendarmerie européenne, et, dans le contexte de la transition, se félicitant également du renforcement des capacités et des moyens des Forces nationales de sécurité afghanes, soulignant que l'Afghanistan doit renforcer davantage, avec les donateurs internationaux, l'Armée nationale et la Police nationale afghanes, et demandant instamment, entre autres, que soient poursuivies les activités de formation afin que l'Afghanistan dispose des moyens nécessaires pour assumer durablement des responsabilités et un rôle directeur accrus en ce qui concerne les opérations visant à assurer la sécurité et à maintenir l'ordre public, à assurer le respect de la loi, à sécuriser les frontières du pays et à préserver les droits constitutionnels des citoyens afghans ainsi que pour intensifier ses efforts visant à démanteler les groupes armés illégaux et à lutter contre le trafic de stupéfiants, comme rappelé dernièrement dans la Déclaration commune du Sommet de Chicago concernant l'Afghanistan, en date du 21 mai 2012, et la Déclaration de Tokyo,

Accueillant avec satisfaction la Déclaration commune du Sommet de Chicago qui insiste sur l'engagement à long terme, après 2014, en faveur de l'instauration durable de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Afghanistan, prenant note de la responsabilité du Gouvernement afghan pour ce qui est d'assurer la pérennité de Forces nationales de sécurité afghanes capables et en nombre suffisant, appuyées par la communauté internationale, se félicitant, dans ce contexte, de la décision de la communauté internationale, lors de la Conférence internationale sur l'Afghanistan – l'Afghanistan et la communauté internationale, de participer à la formation, à l'équipement, au financement et au renforcement des capacités des Forces nationales de sécurité afghanes après la période de transition, se félicitant, comme réaffirmé dans la Déclaration commune du Sommet de Chicago, du soutien financier en faveur des Forces nationales de sécurité afghanes avec comme objectif clair qu'en 2024 au plus tard le Gouvernement assumera intégralement la responsabilité financière de ses forces de sécurité, et se félicitant que le

Gouvernement et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord prévoient que celle-ci continuera de former, de conseiller et d'aider les Forces nationales de sécurité afghanes après 2014,

Prenant note des initiatives régionales concernant l'Afghanistan, telles que le Processus d'Istanbul sur la sécurité et la coopération régionales pour la paix et la stabilité en Afghanistan, en date du 2 novembre 2011¹⁰⁹, la conférence ministérielle la plus récente, tenue à Kaboul le 14 juin 2012, la cinquième Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan tenue à Douchanbé les 26 et 27 mars 2012, le Sommet de Delhi sur les investissements en Afghanistan tenu à New Delhi le 28 juin 2012, ainsi que des initiatives comme celles mises en œuvre dans le cadre de l'Association sud-asiatique de coopération régionale, de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, de l'Organisation du Traité de sécurité collective, de l'Union européenne, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et d'autres initiatives ayant pour but de renforcer la coopération économique régionale avec l'Afghanistan, notamment en ce qui concerne le développement des échanges et des infrastructures le long des routes commerciales traditionnelles, l'offre énergétique, les transports et la gestion intégrée des frontières, et se félicitant, dans ce contexte, des résultats de la Conférence sur la sécurité et la coopération au cœur de l'Asie, tenue à Istanbul (Turquie) le 2 novembre 2011, et de la Conférence ministérielle de suivi sur la sécurité et la coopération au cœur de l'Asie, tenue à Kaboul le 14 juin 2012, lors desquelles a été lancé et développé le Processus d'Istanbul dans le cadre duquel l'Afghanistan et ses partenaires régionaux ont affirmé leur engagement à promouvoir, avec l'appui de la communauté internationale, la sécurité et la coopération régionales aux fins d'instaurer la paix et la stabilité en Afghanistan en renforçant le dialogue et les mesures de confiance au niveau régional, attendant avec intérêt les prochaines conférences et notant que le Processus d'Istanbul est censé compléter et faciliter les efforts déployés par les organisations régionales, en particulier en ce qui concerne l'Afghanistan, et non s'y substituer,

Reconnaissant l'importance de la contribution des voisins et des partenaires régionaux ainsi que des organisations régionales, y compris l'Union européenne, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'Organisation de Shanghai pour la coopération, l'Organisation du Traité de sécurité collective et l'Association sud-asiatique de coopération régionale, pour la stabilisation de l'Afghanistan, soulignant qu'il est essentiel de développer la coopération régionale en tant que moyen efficace de promotion de la sécurité, de la gouvernance et du développement en Afghanistan, et se félicitant de l'intensification des efforts menés au plan régional en faveur de la poursuite de la mise en œuvre des déclarations antérieures sur les relations de bon voisinage et appuyant ces efforts,

Mettant l'accent sur le rôle central et impartial que l'Organisation des Nations Unies continue de jouer dans la promotion de la paix et de la stabilité en Afghanistan en dirigeant les activités de la communauté internationale, prenant note, à ce propos, de la complémentarité des objectifs de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et de la Force internationale d'assistance à la sécurité, et soulignant qu'il faut, à mesure que la transition avance, renforcer la coopération, la coordination et l'appui mutuel, compte dûment tenu des tâches qui seront assignées à l'une et à l'autre ainsi que du caractère évolutif et de la taille réaménagée de la présence de la communauté internationale,

Se déclarant gravement préoccupé par l'état de la sécurité en Afghanistan, en particulier par la poursuite des actes de violence et de terrorisme perpétrés par les Taliban, Al-Qaida et d'autres groupes violents et extrémistes, des groupes armés illégaux et des criminels, notamment ceux qui sont impliqués dans la production, le trafic ou le commerce des drogues illicites, comme le Secrétaire général l'a décrit dans ses rapports depuis l'adoption de sa résolution 2011 (2011), et par les liens étroits qui existent entre les activités terroristes et les drogues illicites, qui font peser des menaces sur la population locale, y compris les enfants, ainsi que sur les Forces nationales de sécurité afghanes et le personnel militaire et civil international,

Saluant les mesures prises par le Gouvernement afghan pour actualiser et renforcer la Stratégie nationale de lutte contre la drogue¹¹⁰, en privilégiant une démarche de partenariat pour que l'application et la coordination en soient conjointes et efficaces, engageant la Force internationale d'assistance à la sécurité à continuer d'apporter un appui efficace, dans le cadre des tâches qui lui sont assignées, à l'action soutenue menée sous direction afghane, notamment par les Forces nationales de sécurité afghanes, pour contrer la production et le trafic de stupéfiants, en collaboration avec les acteurs internationaux et régionaux concernés, conscient de la menace que la production et le

¹⁰⁹ S/2011/767, annexe.

¹¹⁰ S/2006/106, annexe.

commerce illicites et le trafic de stupéfiants posent pour la paix internationale et la stabilité des différentes régions du monde, ainsi que du rôle important que l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime joue dans ce domaine, demeurant préoccupé par les conséquences néfastes de la culture, de la production, du trafic et de la consommation d'opium pour la sécurité, le développement et la gouvernance en Afghanistan, ainsi que pour la région et au-delà, et saluant l'Initiative du Pacte de Paris¹¹¹ qui constitue l'un des cadres les plus importants dans la lutte contre les opiacées en provenance d'Afghanistan,

S'inquiétant des incidences néfastes des actes de violence et de terrorisme perpétrés par les Taliban, Al-Qaida et d'autres groupes violents et extrémistes et des groupes armés illégaux sur l'aptitude du Gouvernement afghan à garantir la primauté du droit, à assurer au peuple afghan la sécurité et les services essentiels et à veiller au plein exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Renouvelant son appui à l'action que continue de mener le Gouvernement afghan, avec l'aide de la communauté internationale, notamment la Force internationale d'assistance à la sécurité et la coalition de l'opération Liberté immuable, pour améliorer la situation sur le plan de la sécurité et faire front à la menace que représentent les Taliban, Al-Qaida et d'autres groupes violents et extrémistes et des groupes armés illégaux, et soulignant à ce propos la nécessité de poursuivre l'action menée à l'échelle internationale, notamment par la Force et la coalition,

Condamnant avec la plus grande fermeté tous les attentats – qu'il s'agisse d'attentats commis à l'aide d'engins explosifs improvisés, d'attentats-suicides, d'assassinats ou d'enlèvements, d'attentats aveugles dirigés contre des civils, d'attaques menées contre des agents de l'aide humanitaire ou d'attentats contre les forces afghanes et internationales – qui nuisent à l'entreprise de stabilisation, de reconstruction et de développement de l'Afghanistan, et condamnant en outre l'utilisation de civils comme boucliers humains par les Taliban, Al-Qaida et d'autres groupes violents et extrémistes et des groupes armés illégaux,

Se félicitant des résultats obtenus par le Gouvernement afghan en ce qui concerne l'interdiction du nitrate d'ammonium comme engrais et demandant que l'action menée pour faire appliquer les règlements relatifs à la lutte contre les matières explosives et les précurseurs soit poursuivie, et réduire ainsi la capacité qu'ont les insurgés de s'en servir pour la fabrication d'engins explosifs improvisés,

Conscient des menaces que continuent de constituer les Taliban, Al-Qaida et d'autres groupes violents et extrémistes et des groupes armés illégaux, ainsi que des défis que pose l'action menée pour faire face à ces menaces,

Se déclarant gravement préoccupé par le nombre élevé de pertes civiles en Afghanistan, en particulier parmi les femmes et les enfants, dont la majorité de plus en plus forte est causée par les Taliban, Al-Qaida et d'autres groupes violents et extrémistes et des groupes armés illégaux, condamnant avec la plus grande fermeté les nombreuses attaques dirigées contre des écoles, y compris le fait qu'elles soient incendiées et contraintes de fermer, leur utilisation par des groupes armés ainsi que les actes d'intimidation, les enlèvements et les assassinats dont fait l'objet le personnel éducatif, en particulier les attaques menées par les groupes armés, y compris les Taliban, contre l'éducation des filles, et se félicitant, à cet égard, que les Taliban aient été inscrits sur la liste figurant dans l'annexe du rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé conformément à sa résolution 1998 (2011), réaffirmant que toutes les parties à un conflit armé doivent prendre toutes les mesures possibles pour assurer la protection des civils touchés, en particulier les femmes, les enfants et les déplacés, demandant à toutes les parties d'honorer les obligations que leur font le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme et que toute mesure utile soit prise pour assurer la protection des civils, constatant qu'il importe que la situation des civils, plus particulièrement les pertes civiles, soit suivies en permanence, notamment par la Force internationale d'assistance à la sécurité, et qu'il en soit informé, et prenant note à ce propos de l'action menée par l'équipe de la Force chargée de réduire le nombre de victimes civiles,

Prenant note des nouveaux progrès enregistrés par la Force internationale d'assistance à la sécurité et les autres forces internationales pour réduire au minimum le nombre de victimes civiles, comme il est constaté dans le rapport de mi-2012 de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan sur la protection des civils dans le conflit armé, engageant ardemment la Force et les autres forces internationales à continuer de redoubler d'efforts pour prévenir les pertes civiles, notamment en s'attachant plus encore à protéger la population afghane, cette protection étant considérée comme un élément central de leur mission, et notant qu'il importe de faire le point en permanence des

¹¹¹ Voir S/2003/641, annexe.

tactiques et procédures et de dresser, avec le Gouvernement afghan, après enquête, le bilan de toute intervention ayant causé des pertes civiles, ou dont le Gouvernement estime qu'elle appelle une investigation conjointe, ainsi que de continuer de coopérer avec les Forces nationales de sécurité afghanes pour améliorer encore la protection des civils,

Se déclarant profondément préoccupé par l'enrôlement et l'utilisation d'enfants par les forces des Taliban en Afghanistan et par le fait que le conflit tue et mutilé des enfants, appuyant le décret du Ministre de l'intérieur qui réaffirme que le Gouvernement afghan tient résolument à empêcher les violations des droits de l'enfant, en date du 6 juillet 2011, se félicitant de la création du Comité directeur interministériel pour les enfants et le conflit armé et des progrès accomplis dans la mise en œuvre du plan d'action, et demandant que toutes les dispositions du plan d'action soient mises en œuvre, en étroite collaboration avec la Mission,

Soulignant, à cet égard, combien il importe que le Gouvernement afghan progresse encore sur la voie de l'élimination de l'impunité, du renforcement des capacités des institutions judiciaires, de la reconstruction et de la réforme du secteur pénitentiaire, et de l'amélioration du respect de la légalité et des droits de l'homme en Afghanistan, y compris pour les femmes et les filles, en particulier le droit qu'ont les femmes en vertu de la Constitution de participer pleinement à la vie politique, économique et sociale du pays, et se félicitant, à cet égard, du plan de la Police nationale et des objectifs qui y sont énoncés pour renforcer la formation en matière de droits de l'homme, notamment ce qui concerne la problématique hommes-femmes, et recruter davantage de femmes,

Appelant de nouveau toutes les parties et tous les groupes afghans à concourir de manière constructive au dialogue politique pacifique dans le cadre défini par la Constitution afghane, à œuvrer avec les donateurs internationaux au développement socioéconomique du pays et à s'abstenir de recourir à la violence, y compris en utilisant des groupes armés illégaux, et souscrivant aux objectifs du Haut Conseil pour la paix,

Réaffirmant qu'il est fermement résolu à soutenir le Gouvernement afghan dans l'action qu'il mène, conformément au communiqué de la Conférence de Kaboul, en date du 20 juillet 2010, et aux conclusions de la Conférence de Bonn et dans le cadre de la Constitution afghane et des procédures qu'il a énoncées dans la résolution 1988 (2011) et ses autres résolutions pertinentes, pour faire avancer le processus de paix et de réconciliation,

Se félicitant des efforts renouvelés du Gouvernement afghan, notamment du Haut Conseil pour la paix, visant à faire avancer le processus de paix et de réconciliation et la mise en œuvre du Programme afghan pour la paix et la réintégration, pour faciliter un dialogue sans exclusive mené par les Afghans sur la réconciliation et la participation politique ainsi qu'il ressort du communiqué de la Conférence de Kaboul consacré au dialogue avec ceux qui renoncent à la violence, n'ont pas de lien avec des organisations terroristes internationales, dont Al-Qaïda, respectent la Constitution afghane, en particulier ses dispositions relatives aux droits fondamentaux, notamment les droits de la femme, et souhaitent participer à l'édification d'un Afghanistan pacifique, ainsi que des principes et des résultats détaillés découlant des conclusions de la Conférence de Bonn, approuvées par le Gouvernement afghan et la communauté internationale, dans le respect total de l'application des mesures et procédures définies dans ses résolutions 1267 (1999) et 1988 (2011) et toute autre résolution qu'il a adoptée sur la question, exhortant tous les États concernés à continuer de participer au processus de paix, et conscient des effets que les attaques terroristes ont sur le peuple afghan et des conséquences qu'elles risquent d'avoir sur les perspectives d'un règlement pacifique,

Constatant qu'un nombre accru de Taliban se sont réconciliés avec le Gouvernement afghan, ont rejeté l'idéologie terroriste d'Al-Qaïda et de ses partisans et soutiennent la recherche d'un règlement pacifique du conflit qui se poursuit en Afghanistan, constatant également que, malgré l'évolution de la situation dans le pays et les progrès de la réconciliation, la sécurité continue de poser de graves problèmes en Afghanistan et dans la région,

Constatant également l'augmentation du nombre de personnes qui ont rejoint le Programme afghan pour la paix et la réintégration, saluant les résultats de la Conférence d'examen du Programme qui s'est tenue en mai 2011 et les efforts récemment déployés pour assurer sa mise en œuvre, encourageant la poursuite de l'action menée pour remédier aux problèmes opérationnels qui subsistent, notamment par la mise en place d'un mécanisme de vérification approprié, et encourageant en outre la communauté internationale à appuyer cette initiative pilotée par l'Afghanistan,

Rappelant les engagements qu'a pris le Gouvernement afghan, le plus récemment à la Conférence de Tokyo, de renforcer et d'améliorer le processus électoral, notamment d'entreprendre une réforme électorale à long terme, pour veiller à ce que les prochaines élections soient transparentes, crédibles et démocratiques, et réaffirmant que l'avenir pacifique de l'Afghanistan repose sur la construction d'un État stable, sûr et viable sur le plan économique,

à l'abri du terrorisme et des stupéfiants, et fondé sur la primauté du droit, des institutions démocratiques solides, le respect du principe de la séparation des pouvoirs, le renforcement de l'équilibre entre les pouvoirs constitutionnels, ainsi que la garantie et le respect des droits et des obligations du citoyen,

Saluant les efforts que la communauté internationale déploie pour renforcer la cohérence des activités militaires et civiles, y compris celles menées dans le cadre de la Force internationale d'assistance à la sécurité,

Se félicitant du maintien de la coordination entre la Force internationale d'assistance à la sécurité et la coalition de l'opération Liberté immuable, ainsi que de la coopération sur le théâtre des opérations entre la Force et la présence de l'Union européenne en Afghanistan,

Saluant le rôle de chef de file joué par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et la contribution apportée par de nombreux pays à la Force internationale d'assistance à la sécurité et à la coalition de l'opération Liberté immuable, qui agit dans le cadre des opérations antiterroristes menées en Afghanistan et conformément aux règles applicables du droit international,

Considérant que la situation en Afghanistan continue de constituer une menace pour la paix et la sécurité internationales,

Résolu à faire en sorte que la Force internationale d'assistance à la sécurité s'acquitte pleinement de sa mission, en coordination avec le Gouvernement afghan,

Agissant, pour ces raisons, en vertu du Chapitre VII de la Charte,

1. *Décide* de proroger l'autorisation de la Force internationale d'assistance à la sécurité, telle que définie dans les résolutions 1386 (2001) et 1510 (2003), pour une période de 12 mois jusqu'au 13 octobre 2013 ;

2. *Autorise* les États Membres participant à la Force internationale d'assistance à la sécurité à prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de son mandat ;

3. *Constate* que la Force internationale d'assistance à la sécurité doit pouvoir satisfaire tous ses besoins opérationnels, se félicite de l'accord conclu entre le Gouvernement afghan et les pays qui fournissent des effectifs à la Force en vue de transférer progressivement la responsabilité intégrale de la sécurité dans tout l'Afghanistan au Gouvernement d'ici à la fin de 2014, et de la mise en œuvre continue, depuis juillet 2011, du processus de transition, et engage les États Membres à fournir du personnel, du matériel et d'autres ressources à la Force et à poursuivre les efforts qu'ils déploient en faveur de la sécurité, de la stabilité et de la transition en Afghanistan ;

4. *Se félicite* de l'engagement ferme du Gouvernement afghan à poursuivre le développement, avec le soutien des pays de la Force internationale d'assistance à la sécurité, de Forces nationales de sécurité afghanes soumises à la Constitution afghane, aptes à assurer la paix, la sécurité et la stabilité pour tous les Afghans, placées sous une direction civile efficace et agissant dans le respect de l'état de droit et des droits de l'homme, et capables de contribuer à la sécurité de la région en stabilisant la situation en Afghanistan ;

5. *Salue* la volonté affichée par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et le Gouvernement afghan de développer encore toutes les dimensions du partenariat durable auquel ils se sont engagés à Lisbonne le 20 novembre 2010, jusqu'en 2014 et au-delà, en particulier l'intention qui y est exprimée d'apporter, dans le cadre du partenariat durable, un appui concret visant à maintenir et à améliorer la capacité et l'aptitude de l'Afghanistan à lutter efficacement contre les menaces pesant sur sa sécurité, sa stabilité et son intégrité, et à contribuer à la sécurité régionale en stabilisant la situation dans le pays ;

6. *Souligne* qu'il importe de prendre, dans le cadre d'un dispositif global, des mesures tendant à rendre le secteur de la sécurité afghan plus fonctionnel, professionnel et responsable, encourage la Force internationale d'assistance à la sécurité et les autres partenaires à continuer, dans la limite des ressources disponibles, à former, à conseiller et à responsabiliser les Forces nationales de sécurité afghanes afin d'accélérer la réalisation de l'objectif que constitue l'existence de forces de sécurité afghanes autosuffisantes, viables, responsables et ethniquement équilibrées, vouées au maintien de la sécurité et de l'état de droit dans la totalité du pays, se félicite du rôle de premier plan que jouent de plus en plus les autorités afghanes dans le maintien de la sécurité dans tout le pays, ainsi que des progrès notables réalisés dans la croissance de l'Armée nationale afghane et de la Police nationale afghane, et souligne qu'il importe d'appuyer la professionnalisation continue de ces institutions ;

7. *Demande* à la Force internationale d'assistance à la sécurité et au Haut-Représentant civil de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord de continuer d'agir en étroite consultation avec le Gouvernement afghan et le

Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, conformément à sa résolution 2041 (2012), ainsi qu'avec la coalition de l'opération Liberté immuable, dans l'exécution du mandat de la Force ;

8. *Prie* le commandement de la Force internationale d'assistance à la sécurité de le tenir régulièrement informé, par l'intermédiaire du Secrétaire général, de l'exécution du mandat de la Force, notamment en lui présentant régulièrement ses rapports trimestriels ;

9. *Décide* de rester activement saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6843^e séance.

Décisions

À sa 6896^e séance, le 19 décembre 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afghanistan, de l'Australie, du Japon, de la République islamique d'Iran et de la Turquie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Afghanistan

« Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2012/907) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ján Kubiš, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ioannis Vrailas, Chef adjoint de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 6935^e séance, le 19 mars 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afghanistan, de l'Allemagne, du Canada, du Danemark (Ministre des affaires étrangères), de l'Espagne, de l'Estonie, de la Finlande (Ministre des affaires étrangères), de la Géorgie, de l'Inde, de l'Italie, du Japon, du Kazakhstan, du Kirghizistan, de la Lituanie, de la Slovaquie, de la Turquie et de l'Ukraine à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Afghanistan

« Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2013/133) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ján Kubiš, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Vygaudas Ušackas, Représentant spécial de l'Union européenne pour l'Afghanistan.

Résolution 2096 (2013) du 19 mars 2013

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions antérieures sur l'Afghanistan, en particulier sa résolution 2041 (2012) du 22 mars 2012 portant prorogation jusqu'au 23 mars 2013 du mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, conformément aux modalités indiquées dans la résolution 1662 (2006) en date du 23 mars 2006,

Réaffirmant son ferme attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale de l'Afghanistan,

Réaffirmant son appui au processus inégal (transition) qui donnera lieu au transfert de l'entière responsabilité en matière de sécurité aux institutions afghanes, comme prévu lors des Conférences de Londres, de Kaboul, de Bonn et de Tokyo et à l'issue des sommets de Lisbonne et de Chicago, constatant que la transition ne concerne pas

la seule sécurité mais aussi l'appropriation et la pleine prise en charge par l'Afghanistan de la gouvernance et du développement et affirmant que, dans le cadre de l'appui qu'ils apportent à l'Afghanistan, les organismes des Nations Unies tiennent pleinement compte de la transition dans ce pays,

Mettant l'accent sur le Processus de Kaboul, qui vise à réaliser l'objectif premier consistant à hâter la conduite et l'appropriation des activités par l'Afghanistan, à consolider les partenariats internationaux et la coopération régionale, à améliorer la gouvernance dans le pays, à renforcer les capacités des Forces nationales de sécurité afghanes et à favoriser la croissance économique et la protection des droits de tous les citoyens afghans, notamment les femmes et les filles, et se félicitant particulièrement des engagements pris par le Gouvernement afghan,

Soulignant qu'il importe d'adopter une approche globale pour régler les problèmes liés à la sécurité, à la situation économique, à la gouvernance et au développement en Afghanistan, qui ont un caractère interdépendant, et conscient qu'il n'y a pas de solution purement militaire pour assurer la stabilité dans ce pays,

Réaffirmant son appui continu au Gouvernement et au peuple afghans qui reconstruisent leur pays et renforcent les fondements d'une paix durable et de la démocratie constitutionnelle,

Se félicitant de la tenue à Bonn (Allemagne), le 5 décembre 2011, de la « Conférence internationale sur l'Afghanistan – l'Afghanistan et la communauté internationale : après la transition, la décennie de la transformation » et des conclusions adoptées à cette occasion¹⁰⁶, ainsi que de la déclaration de Bonn selon laquelle la transition, qui doit être menée à terme d'ici à la fin de 2014, devrait être suivie d'une décennie de la transformation (2015-2024),

Saluant le processus par lequel l'Afghanistan et ses partenaires régionaux et internationaux concluent des partenariats stratégiques à long terme et d'autres accords en vue de faire de l'Afghanistan un pays pacifique, stable et prospère,

Se félicitant du consensus stratégique qui s'est établi entre le Gouvernement afghan et la communauté internationale au sujet d'un partenariat renouvelé et durable, fondé sur des engagements réciproques fermes, dans la perspective de la décennie de la transformation, et accueillant avec satisfaction les conclusions de la Conférence de Tokyo sur l'Afghanistan, tenue le 8 juillet 2012¹⁰⁷ ainsi que l'adoption du Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo¹⁰⁸ destiné à favoriser une croissance économique et un développement durables de l'Afghanistan, par lequel le Gouvernement et la communauté internationale ont réaffirmé leurs engagements réciproques,

Réaffirmant que des progrès durables accomplis dans les domaines de la sécurité, de la gouvernance, des droits de l'homme, de l'état de droit et du développement, ainsi que dans les domaines transversaux de la lutte contre les stupéfiants et la corruption et de l'application du principe de responsabilité, se renforcent mutuellement, du fait que les programmes de gouvernance et de développement devant être mis en œuvre à titre prioritaire dans le cadre de la transition doivent être conformes aux objectifs énoncés dans la « Déclaration de Tokyo : Partenariat pour l'autosuffisance en Afghanistan – de la transition à la transformation »¹⁰⁷ et aux programmes prioritaires nationaux, et se félicitant des efforts soutenus que le Gouvernement afghan et la communauté internationale déploient pour s'attaquer à ces problèmes en appliquant une démarche globale,

Réaffirmant en particulier son appui dans ce contexte à la mise en œuvre, sous la conduite et la maîtrise du peuple afghan, des engagements énoncés dans les communiqués de la Conférence de Londres sur l'Afghanistan, tenue le 28 janvier 2010¹¹², et de la Conférence internationale de Kaboul sur l'Afghanistan, tenue le 20 juillet 2010, de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan et de la Stratégie nationale de lutte contre la drogue¹¹⁰, dans le cadre de la stratégie globale que le Gouvernement afghan devra promouvoir avec l'aide des pays de la région et de la communauté internationale, l'Organisation des Nations Unies étant appelée à jouer un rôle de coordination central et impartial, conformément au Processus de Kaboul et aux programmes prioritaires nationaux,

Soulignant qu'il est essentiel de favoriser la coopération régionale, moyen efficace de promouvoir la sécurité, la stabilité et le développement économique et social en Afghanistan, rappelant l'importance de la Déclaration de Kaboul sur les relations de bon voisinage du 22 décembre 2002¹¹³, se félicitant à cet égard que la communauté internationale demeure résolue à promouvoir la stabilité et le développement de l'Afghanistan, et prenant note des initiatives menées à l'échelle régionale et internationale, dont le Processus d'Istanbul sur la sécurité et la coopération régionales pour la paix et la stabilité en Afghanistan, en date du 2 novembre 2011¹⁰⁹, les sommets quadrilatéraux

¹¹² S/2010/65, annexe II.

¹¹³ S/2002/1416, annexe.

entre l'Afghanistan, le Pakistan, le Tadjikistan et la Fédération de Russie, ainsi que le sommet trilatéral entre l'Afghanistan, la République islamique d'Iran et le Pakistan, le sommet trilatéral entre l'Afghanistan, le Pakistan et la Turquie et le sommet trilatéral entre l'Afghanistan, le Pakistan et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de même que des initiatives de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, de l'Organisation du Traité de sécurité collective et de l'Association sud-asiatique de coopération régionale, et du processus de la Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan,

Accueillant avec satisfaction le texte final de la Conférence ministérielle au cœur de l'Asie, première réunion organisée à Kaboul, le 14 juin 2012, en vue d'assurer le suivi de la Conférence sur la sécurité et la coopération au cœur de l'Asie, tenue à Istanbul (Turquie) le 2 novembre 2011, dans lequel l'Afghanistan et ses partenaires régionaux ont réaffirmé leur attachement à promouvoir la sécurité et la coopération régionales aux fins d'instaurer la paix et la stabilité dans ce pays en renforçant le dialogue et les mesures de confiance au niveau régional, ainsi que le texte final de la Réunion des hauts responsables, tenue à Bakou le 6 février 2013, dans lequel les mesures de confiance relatives à la lutte contre le terrorisme et les stupéfiants et au commerce, aux échanges et aux possibilités d'investissement ont été adoptées et celles relatives à l'éducation, à la gestion des catastrophes et aux infrastructures régionales ont été approuvées dans leur principe, attendant avec intérêt la tenue de la prochaine réunion ministérielle au cœur de l'Asie prévue à Almaty (Kazakhstan) le 26 avril 2013 et notant que le Processus d'Istanbul est censé compléter et faciliter les efforts déployés par les organisations régionales, en particulier en ce qui concerne l'Afghanistan, et non s'y substituer,

Accueillant également avec satisfaction le texte final de la Conférence internationale sur une stratégie de recherche de solutions pour les réfugiés afghans et d'appui au rapatriement librement consenti, à la réintégration durable et à l'assistance aux pays d'accueil, qui s'est tenue à Genève les 2 et 3 mai 2012, et attendant avec intérêt la poursuite de la mise en œuvre du communiqué commun établi à l'issue de la Conférence, dont l'objectif est d'assurer le retour à long terme des réfugiés et de continuer à soutenir les pays d'accueil, grâce à l'appui soutenu et aux efforts ciblés de la communauté internationale,

Mettant l'accent sur le rôle central et impartial que l'Organisation des Nations Unies continuera de jouer dans la promotion de la paix et de la stabilité en Afghanistan en dirigeant les activités de la communauté internationale, notamment en coordonnant et en contrôlant, avec le Gouvernement afghan, la mise en œuvre du Processus de Kaboul par l'intermédiaire du Conseil commun de coordination et de suivi à l'appui des priorités arrêtées par le Gouvernement et affirmées à la Conférence de Tokyo, et remerciant le Secrétaire général, son Représentant spécial pour l'Afghanistan et, en particulier, les femmes et les hommes de la Mission, qui servent dans des conditions difficiles pour venir en aide au peuple afghan, de leurs efforts, qu'il soutient fermement,

Réaffirmant que, dans la logique de la transition, le rôle des acteurs internationaux, qui consiste actuellement à assurer directement un certain nombre de services, est appelé à évoluer encore vers des activités d'appui et de renforcement des capacités des institutions nationales, pour laisser le Gouvernement afghan exercer souverainement toutes ses prérogatives, y compris assurer le retrait progressif de toutes les équipes de reconstruction de province et supprimer toute structure dont les fonctions et l'autorité empiètent sur celles des pouvoirs publics afghans aux niveaux national et infranational,

Soulignant qu'il est important qu'un processus politique global sans exclusive, dirigé et contrôlé par les Afghans, vienne soutenir l'entreprise de réconciliation de tous ceux qui y sont disposés, ainsi qu'il ressort du communiqué de la Conférence de Kaboul sur le dialogue avec tous ceux qui renoncent à la violence, n'entretiennent pas de liens avec des organisations terroristes internationales, dont Al-Qaida, respectent la Constitution afghane, en particulier ses dispositions relatives aux droits fondamentaux, notamment les droits de la femme, et souhaitent participer à l'édification d'un Afghanistan pacifique, et des conclusions détaillées de la Conférence de Bonn, approuvées par le Gouvernement afghan et la communauté internationale, dans le respect total de l'application des mesures et procédures définies dans ses résolutions 1267 (1999) du 15 octobre 1999, 1988 (2011) du 17 juin 2011 et 2082 (2012) du 17 décembre 2012, se félicitant, à cet égard, de l'élan récemment imprimé au processus de paix et de réconciliation dirigé et contrôlé par les Afghans, saluant les activités menées par le Haut Conseil pour la paix et tous les efforts visant à promouvoir un processus politique global, saluant la décision prise par certains membres des Taliban de se réconcilier avec le Gouvernement, de rejeter l'idéologie terroriste d'Al-Qaida et de ses adeptes, et de se prononcer en faveur d'un règlement pacifique du conflit qui continue de sévir en Afghanistan, preuve de l'importance que revêt un processus politique global en Afghanistan dans le cadre de la promotion de la paix et de la réconciliation entre tous les Afghans,

Rappelant qu'aux Conférences de Kaboul et de Tokyo le Gouvernement afghan s'est engagé à renforcer et à améliorer le processus électoral, et à entreprendre une réforme électorale à long terme pour veiller à ce que les prochaines élections soient transparentes, crédibles, ouvertes et démocratiques, et se félicitant du décret présidentiel du 26 juillet 2012, de l'annonce par la Commission électorale indépendante de la date des élections de 2014 à la présidence et aux conseils provinciaux, et de la préparation par les Afghans de ces élections,

Réaffirmant que l'avenir pacifique de l'Afghanistan repose sur la construction d'un État stable, sûr et autosuffisant sur le plan économique, à l'abri du terrorisme et des stupéfiants, et fondé sur la primauté du droit, des institutions démocratiques solides, le respect du principe de la séparation des pouvoirs, le renforcement de l'équilibre entre les pouvoirs constitutionnels, ainsi que la garantie et le respect des droits et des obligations du citoyen, et saluant la contribution du Groupe de contact international sur l'Afghanistan aux efforts déployés par l'Organisation pour coordonner et mobiliser le soutien de la communauté internationale en faveur de l'Afghanistan,

Mettant à nouveau l'accent sur les accords conclus entre le Gouvernement afghan et les pays qui fournissent des effectifs à la Force internationale d'assistance à la sécurité, lors des sommets de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord tenus à Lisbonne les 19 et 20 novembre 2010 et à Chicago (États-Unis d'Amérique) les 20 et 21 mai 2012, en vue de transférer progressivement la pleine responsabilité de la sécurité en Afghanistan aux Forces nationales de sécurité afghanes dans l'ensemble du pays d'ici à la fin de 2014, prenant note de la Déclaration de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et du Gouvernement de la République islamique d'Afghanistan sur un partenariat durable signée à Lisbonne le 20 novembre 2010, prenant note des efforts conjoints déployés dans le cadre du processus intégral (transition), saluant les progrès accomplis jusqu'ici pour préparer les première, deuxième et troisième phases de la transition, saluant également l'annonce en décembre 2012 de la quatrième série de districts et de provinces effectuant la transition, et espérant que ce processus sera étendu de manière progressive et responsable au reste du pays, à la faveur de la cinquième et dernière phase de la transition,

Soulignant qu'il importe que les Forces nationales de sécurité afghanes soient opérationnelles, professionnelles et viables pour répondre aux besoins de sécurité du pays, dans la perspective d'une paix, d'une sécurité et d'une stabilité durables, et insistant sur le fait que la communauté internationale s'est engagée à long terme, au-delà de 2014 et durant la décennie de la transformation (2015-2024), à concourir à leur renforcement et à leur professionnalisation, y compris par la formation,

Accueillant avec satisfaction la Déclaration commune du Sommet de Chicago concernant l'Afghanistan qui insiste sur l'engagement à long terme, après 2014, en faveur de l'instauration durable de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Afghanistan, notant que le Gouvernement afghan et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ont décidé que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord devrait s'efforcer de continuer à former, à conseiller et à aider les Forces nationales de sécurité afghanes après 2014, constatant qu'il incombe au Gouvernement d'assurer la pérennité de Forces nationales de sécurité afghanes compétentes et en nombre suffisant, appuyées par la communauté internationale comme il en a été décidé, lors de la Conférence internationale sur l'Afghanistan – l'Afghanistan et la communauté internationale, par le biais de la formation, de la dotation en équipement, du financement et du renforcement de ses capacités au-delà de la période de transition, se félicitant, comme réaffirmé dans la Déclaration commune du Sommet de Chicago, du soutien financier en faveur des Forces nationales de sécurité afghanes avec comme objectif clair qu'en 2024 au plus tard le Gouvernement assumera intégralement la responsabilité financière de ses forces de sécurité,

Conscient que les avancées dans le secteur de la sécurité doivent s'accompagner de progrès dans les domaines de la gouvernance et du renforcement des capacités afghanes, prenant note, dans ce contexte, des objectifs de la Mission et de la Force internationale d'assistance à la sécurité, comme indiqué également dans la résolution 2069 (2012), en date du 9 octobre 2012, et soulignant qu'il faut renforcer la coopération, la coordination et l'appui mutuel, compte dûment tenu des tâches assignées à l'une et à l'autre,

Réaffirmant que tous les organismes, fonds et programmes des Nations Unies doivent, dans le cadre du mécanisme offert par l'équipe de pays et de l'initiative Unité d'action des Nations Unies, et sous la direction du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, redoubler d'efforts, en consultation et en coopération étroites avec le Gouvernement afghan, en vue d'améliorer la cohérence, la coordination et l'efficacité des activités et de les aligner étroitement sur les programmes prioritaires nationaux définis par le Gouvernement,

Se félicitant de l'action menée par les pays qui intensifient leurs efforts civils, notamment humanitaires, pour aider le Gouvernement et le peuple afghans, et encourageant la communauté internationale à accroître encore sa

contribution de façon coordonnée avec les autorités afghanes et la Mission, afin de renforcer la prise en main et la direction du pays par les Afghans, comme réaffirmé à la Conférence de Tokyo en juillet 2012,

Soulignant qu'il faut continuer à améliorer la portée, la qualité et la quantité de l'aide humanitaire, en assurant une coordination et un acheminement judicieux, efficaces et rapides de cette aide grâce à une coordination accrue entre les organismes, fonds et programmes des Nations Unies sous l'autorité du Représentant spécial et entre l'Organisation et d'autres donateurs, notamment dans les zones qui en ont le plus besoin, et en aidant le Gouvernement afghan à prendre progressivement la direction de la coordination de l'aide humanitaire à ses citoyens,

Mettant l'accent sur la nécessité pour tous, dans le contexte de l'aide humanitaire, de défendre et de respecter les principes humanitaires et les principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance,

Se déclarant de nouveau préoccupé par l'état de la sécurité en Afghanistan, en particulier par les actes de violence et de terrorisme qui sont le fait des Taliban, d'Al-Qaïda, d'autres groupes extrémistes violents, de groupes armés illégaux, de criminels et de ceux qui se livrent à la production, au trafic ou au commerce de drogues illicites, et par les liens étroits entre activités terroristes et drogues illicites, qui constituent un danger pour la population locale, y compris les femmes, les enfants, les Forces nationales de sécurité afghanes et le personnel militaire et civil international,

Conscient des menaces alarmantes que font continuellement peser les Taliban, Al-Qaïda, d'autres groupes extrémistes violents et des groupes armés illégaux, ainsi que des difficultés rencontrées pour lutter contre ces menaces, et s'inquiétant vivement des incidences néfastes des actes de violence et de terrorisme perpétrés par les Taliban, Al-Qaïda, d'autres groupes extrémistes violents et des groupes armés illégaux sur l'aptitude du Gouvernement afghan à garantir la primauté du droit, à assurer au peuple afghan la sécurité et les services essentiels et à veiller à l'amélioration de la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales et à leur protection,

Rappelant ses résolutions 1674 (2006) du 28 avril 2006, 1738 (2006) du 23 décembre 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé, se déclarant vivement préoccupé par le nombre élevé de pertes civiles en Afghanistan, en particulier parmi les femmes et les enfants, dont la grande majorité sont causées par les Taliban, Al-Qaïda, d'autres groupes extrémistes violents et des groupes armés illégaux, réaffirmant que tous les belligérants doivent prendre toutes les mesures possibles pour assurer la protection des civils, demandant à toutes les parties d'honorer les obligations que leur impose le droit international, notamment le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, et de prendre toute mesure utile pour assurer la protection des civils, et soulignant qu'il importe de suivre en permanence la situation des populations civiles, et plus particulièrement les pertes civiles, et de l'en informer, notamment par la Force internationale d'assistance à la sécurité, tout en prenant note des progrès enregistrés par les forces afghanes et les autres forces internationales pour réduire au maximum le nombre de victimes civiles, comme il est constaté dans le rapport de la Mission sur la protection des civils en période de conflit armé du 19 février 2013,

Se déclarant préoccupé par la grave menace que les mines antipersonnel, restes de guerre et engins explosifs improvisés peuvent représenter pour la population civile et soulignant qu'il faut s'abstenir d'utiliser des armes et dispositifs interdits par le droit international,

Encourageant la communauté internationale et les partenaires régionaux à mieux épauler les efforts constants que mènent les Afghans pour lutter contre la production et le trafic de drogues, notamment par le biais du groupe de travail pour la lutte contre les stupéfiants du Conseil commun de coordination et de suivi ainsi que dans le cadre d'initiatives régionales, conscient de la menace que la production et le commerce illicites et le trafic de stupéfiants font peser sur la paix internationale et la stabilité des différentes régions du monde, ainsi que le rôle important que l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime joue dans ce domaine, et soulignant le rôle important joué par l'Organisation, qui continue de suivre l'évolution de la situation concernant les drogues dans le pays,

Soulignant la nécessité de mener une action coordonnée à l'échelle de la région pour lutter contre le problème de la drogue et, à cet égard, se félicitant de la tenue à Islamabad les 12 et 13 novembre 2012 de la Conférence ministérielle régionale sur la lutte contre les stupéfiants, qui avait pour objet de renforcer la coopération régionale dans ce domaine,

Soutenant la poursuite de l'interdiction par le Gouvernement afghan de l'engrais à base de nitrate d'ammonium, et l'exhortant à prendre rapidement des mesures en vue de faire appliquer les règlements relatifs à la lutte contre toutes les matières explosives et les précurseurs et à réduire ainsi la capacité des insurgés de s'en servir pour

fabriquer des engins explosifs improvisés, et engageant la communauté internationale à appuyer le Gouvernement dans les efforts qu'il déploie à cet égard,

Saluant les travaux actuellement accomplis dans le cadre de l'Initiative du Pacte de Paris¹¹¹, l'un des cadres les plus importants de lutte contre les opiacés en provenance d'Afghanistan, prenant note de la Déclaration de Vienne¹¹⁴ et soulignant que le Pacte de Paris vise à établir une vaste coalition internationale pour lutter contre le trafic d'opiacés, dans le cadre d'une action globale en faveur de la paix, de la stabilité et du développement en Afghanistan, dans la région et au-delà,

Rappelant la déclaration adressée à l'Organe international de contrôle des stupéfiants par le Gouvernement afghan, dans laquelle celui-ci indiquait que l'anhydride acétique n'avait pas d'utilisation légale en Afghanistan pour le moment et que les pays producteurs et exportateurs devraient s'abstenir d'autoriser l'exportation de cette substance en Afghanistan si le Gouvernement n'en faisait pas la demande¹¹⁵, et invitant, conformément à sa résolution 1817 (2008) du 11 juin 2008, les États Membres à resserrer leur coopération avec l'Organe, notamment en se conformant pleinement aux dispositions de l'article 12 de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988¹¹⁶,

Rappelant également ses résolutions 1265 (1999) du 17 septembre 1999, 1296 (2000) du 19 avril 2000, 1674 (2006), 1738 (2006) et 1894 (2009) sur la protection des civils en période de conflit armé, ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009 et 1960 (2010) du 16 décembre 2010 sur les femmes et la paix et la sécurité, et ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1998 (2011) du 12 juillet 2011 et 2068 (2012) du 19 septembre 2012 sur le sort des enfants en temps de conflit armé, et prenant acte du rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés en Afghanistan¹¹⁷, ainsi que des conclusions de son Groupe de travail sur le sort des enfants en temps de conflit armé¹⁰⁵,

1. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Secrétaire général en date du 5 mars 2013¹¹⁸;

2. *Est heureux* de constater que l'Organisation des Nations Unies est déterminée à collaborer durablement avec le Gouvernement et le peuple afghans, notamment au-delà de 2014 et durant la décennie de la transformation, réaffirme son soutien sans réserve aux activités de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, et souligne qu'il importe de doter la Mission de ressources suffisantes pour qu'elle puisse s'acquitter de son mandat;

3. *Décide* de proroger jusqu'au 19 mars 2014 le mandat de la Mission, tel que défini dans ses résolutions 1662 (2006), 1746 (2007) du 23 mars 2007, 1806 (2008) du 20 mars 2008, 1868 (2009) du 23 mars 2009, 1917 (2010) du 22 mars 2010, 1974 (2011) du 22 mars 2011 et 2041 (2012) et aux paragraphes 4 à 7 ci-après;

4. *Reconnaît* que le mandat renouvelé de la Mission tient pleinement compte du processus de transition et souscrit à l'idée de voir l'Afghanistan assumer pleinement le contrôle et la prise en charge des domaines de la sécurité, de la gouvernance et du développement, conformément aux accords qu'il a conclus avec la communauté internationale aux Conférences de Londres, de Kaboul, de Bonn et de Tokyo et aux sommets de Lisbonne et de Chicago;

5. *Demande* à l'Organisation, agissant avec le soutien de la communauté internationale, d'apporter un appui aux programmes prioritaires nationaux du Gouvernement afghan dans les domaines de la sécurité, de la gouvernance, de la justice et du développement économique et social et de prêter son concours pour que soient intégralement tenus les engagements communs pris sur ces questions aux conférences internationales, et que soit poursuivie la mise en œuvre de la Stratégie nationale de lutte contre la drogue¹¹⁰, et prie la Mission, exerçant de plus en plus une fonction de soutien, d'aider le Gouvernement à prendre les rênes du pays comme prévu dans le Processus de Kaboul;

¹¹⁴ Voir E/CN.7/2012/17.

¹¹⁵ Voir S/2009/235, annexe.

¹¹⁶ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1582, n° 27627.

¹¹⁷ S/2011/55.

¹¹⁸ S/2013/133.

6. *Décide* que la Mission et le Représentant spécial, agissant dans les limites de leur mandat et guidés par l'idée de renforcer la souveraineté, la prise en main et la direction du pays par les Afghans, continueront à piloter et à coordonner les activités civiles internationales, conformément aux communiqués des Conférences de Londres¹¹², de Kaboul et de Tokyo et aux conclusions de la Conférence de Bonn¹⁰⁶, en s'attachant en particulier à réaliser les priorités suivantes :

a) Promouvoir, en tant que Coprésident du Conseil commun de coordination et de suivi, une plus grande cohérence au niveau de l'appui offert par la communauté internationale à la poursuite des priorités du Gouvernement afghan en matière de développement et de gouvernance, notamment en apportant un soutien à l'élaboration en cours et au séquençage des programmes prioritaires nationaux, en mobilisant des moyens, en coordonnant l'action des donateurs et organismes internationaux et en orientant les contributions des organismes, fonds et programmes des Nations Unies, en particulier pour ce qui est de la lutte contre les stupéfiants et des activités de reconstruction et de développement ; en même temps, appuyer les efforts déployés pour accroître la part de l'aide au développement qui est fournie par l'intermédiaire du Gouvernement, conformément aux engagements pris aux Conférences de Kaboul, ainsi que ceux déployés pour accroître la transparence et l'efficacité de l'utilisation par le Gouvernement des ressources en question ;

b) Apporter un appui, à la demande des autorités afghanes, à l'organisation des élections à venir en Afghanistan, y compris des élections à la présidence et aux conseils de province prévues en 2014, ainsi que renforcer, à l'appui de l'action menée par le Gouvernement afghan, la pérennité et l'intégrité du processus électoral et son ouverture à tous, comme convenu aux Conférences de Londres, de Kaboul, de Bonn et de Tokyo ainsi qu'au sommet de Chicago, et offrir aux institutions afghanes participant au processus une aide en matière de renforcement des capacités et une assistance technique ;

c) Apporter une aide sous forme de communication aussi bien que de bons offices, si le Gouvernement afghan le demande, au processus de paix et de réconciliation dirigé par les Afghans, notamment pour ce qui est de la mise en œuvre du Programme afghan pour la paix et la réintégration, et en proposant et en facilitant la mise en œuvre de mesures de confiance, dans le cadre posé par la Constitution afghane et dans le respect total de l'application des mesures et procédures définies dans ses résolutions 1267 (1999), 1988 (2011), 1989 (2011) du 17 juin 2011, 2082 (2012) et 2083 (2012) du 17 décembre 2012 et toute autre résolution qu'il a adoptée sur la question ;

d) Soutenir la coopération régionale, en vue d'aider l'Afghanistan à se prévaloir de la place qu'il occupe au cœur de l'Asie pour promouvoir la coopération régionale, et s'appuyer sur ce qui a déjà été réalisé, pour progresser vers un Afghanistan stable et prospère ;

e) Poursuivre la coopération avec la Force internationale d'assistance à la sécurité et le Haut-Représentant civil de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, à tous les niveaux et dans tout le pays, à l'appui de la transition vers la prise des rênes du pays par les Afghans convenue aux Conférences de Kaboul et de Londres et aux sommets de Lisbonne et de Chicago, et ce, d'une manière qui assure la protection et la promotion à long terme des droits de tous les Afghans, conformément à leur mandat actuel, afin de renforcer la coordination entre civils et militaires, de faciliter l'échange rapide d'informations et d'assurer la cohérence entre les activités menées par les forces nationales et internationales de sécurité et les intervenants civils à l'appui d'un processus de développement et de stabilisation mené par les Afghans, notamment en nouant des rapports avec les équipes de reconstruction de province et les organisations non gouvernementales, en particulier en participant en qualité d'observateur aux travaux de la Commission conjointe Afghanistan-Organisation du Traité de l'Atlantique Nord pour l'intégral ;

7. *Réaffirme* que la Mission et le Représentant spécial redoubleront d'efforts en vue d'améliorer la cohérence, la coordination et l'efficacité des organismes, fonds et programmes compétents des Nations Unies en Afghanistan de manière à optimiser leur efficacité collective en pleine conformité avec les programmes prioritaires nationaux définis par le Gouvernement afghan et continueront de piloter les efforts civils internationaux en accordant une attention particulière à la nécessité de favoriser et de renforcer le rôle des institutions afghanes afin qu'elles puissent s'acquitter de leurs responsabilités dans les domaines prioritaires suivants :

a) Moyennant une présence adéquate de la Mission, à déterminer en pleine consultation et en étroite coopération avec le Gouvernement afghan, promotion, à l'appui de l'action qu'il mène en faveur de la mise en œuvre du Processus de Kaboul dans tout le pays, notamment grâce au renforcement de la coopération avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, et action visant à ce que les politiques gouvernementales favorisent l'ouverture et soient mieux comprises ;

b) Appui à l'action menée par le Gouvernement afghan au titre du respect de ses engagements, tels qu'ils ont été énoncés lors des Conférences de Londres, de Kaboul et de Bonn, pour améliorer la gouvernance et renforcer l'état de droit, y compris la justice transitionnelle, l'exécution du budget et la lutte contre la corruption, dans tout le pays conformément au Processus de Kaboul et au Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo¹⁰⁸, l'objectif étant d'apporter les bienfaits de la paix et d'assurer des services de façon opportune et durable ;

c) Poursuite, avec l'appui du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, de la coopération avec la Commission afghane indépendante des droits de l'homme et du renforcement de ses capacités ainsi que de la coopération avec le Gouvernement afghan et les organisations non gouvernementales étrangères et afghanes concernées afin d'assurer le suivi de la situation des civils, de coordonner l'action menée pour assurer la protection de ces civils, de promouvoir l'application du principe de responsabilité et d'aider à réaliser intégralement les libertés fondamentales et les dispositions relatives aux droits de l'homme figurant dans la Constitution afghane et les traités internationaux auxquels l'Afghanistan est partie, en particulier ceux qui concernent le plein exercice des droits fondamentaux des femmes ;

d) Coordination et facilitation de l'acheminement de l'aide humanitaire, à l'appui du Gouvernement afghan et dans le respect des principes humanitaires, en vue de donner au Gouvernement les moyens d'assumer à l'avenir son rôle central et de coordination, notamment en offrant un appui efficace aux autorités nationales et locales en matière d'assistance et de protection des déplacés, et de créer des conditions propices au retour volontaire et durable, dans la sécurité et la dignité, des réfugiés et des déplacés des pays voisins et d'autres pays ;

8. *Demande* à toutes les parties afghanes et internationales d'agir en coordination avec la Mission dans l'exécution de son mandat et dans l'action qu'elle mène pour promouvoir dans tout le pays la sécurité et la liberté de mouvement du personnel des Nations Unies et du personnel associé ;

9. *Réaffirme* qu'il faut assurer la sécurité du personnel des Nations Unies et son adhésion aux mesures que le Secrétaire général a déjà prises à cet égard ;

10. *Souligne* qu'il importe au plus haut point de pouvoir compter sur une présence continue de la Mission et des autres organismes, fonds et programmes des Nations Unies dans les provinces, conformément au processus de transition, à l'appui et avec le concours du Gouvernement afghan, pour assurer les besoins et la sécurité, et conformément à l'objectif d'efficacité de l'ensemble du système des Nations Unies, et soutient fermement l'autorité du Représentant spécial dans la coordination de toutes les activités des organismes, fonds et programmes des Nations Unies en Afghanistan sur la base de l'initiative Unité d'action des Nations Unies ;

11. *Encourage* le Secrétaire général à poursuivre les efforts engagés en vue de prendre les dispositions voulues pour régler les problèmes de sécurité associés à la présence de l'Organisation des Nations Unies et, durant le processus actuel de transition et au-delà de celui-ci, préconise notamment une coordination étroite avec les Forces nationales de sécurité afghanes, appuyées par la Force internationale d'assistance à la sécurité, le cas échéant ;

12. *Souligne* l'importance qu'il attache à un développement démocratique durable de l'Afghanistan dans le cadre duquel toutes les institutions afghanes fonctionneraient dans les limites clairement définies de leurs domaines de compétence respectifs, conformément aux lois applicables et à la Constitution afghane, se félicite, à cet égard, de l'engagement pris par le Gouvernement afghan à la Conférence de Kaboul et réaffirmé aux Conférences de Bonn et de Tokyo d'améliorer encore le processus électoral, y compris en assurant sa viabilité à long terme, et, tenant compte des engagements pris par la communauté internationale et le Gouvernement aux Conférences de Londres, de Kaboul, de Bonn et de Tokyo, réaffirme le rôle de soutien que joue la Mission, à la demande du Gouvernement, pour faciliter la réalisation de ces engagements, prie cette dernière de fournir, à la demande du Gouvernement, une assistance technique aux institutions afghanes compétentes en vue d'appuyer l'intégrité du processus électoral et demande en outre aux membres de la communauté internationale de fournir une assistance selon que de besoin ;

13. *Se félicite* des efforts renouvelés du Gouvernement afghan, notamment du Haut Conseil pour la paix, visant à faire avancer le processus de paix et de réconciliation et la mise en œuvre du Programme afghan pour la paix et la réintégration, pour faciliter un dialogue sans exclusive mené par les Afghans sur la réconciliation et la participation politique ainsi qu'il ressort du communiqué de la Conférence de Kaboul consacré au dialogue avec ceux qui renoncent à la violence, n'ont pas de lien avec des organisations terroristes internationales, dont Al-Qaïda, respectent la Constitution afghane, en particulier ses dispositions relatives aux droits fondamentaux, notamment les droits de la femme, et souhaitent participer à l'édification d'un Afghanistan pacifique, ainsi que des principes et des résultats détaillés découlant des conclusions de la Conférence de Bonn, et encourage le Gouvernement à se prévaloir

des bons offices offerts par la Mission pour faciliter ce processus le cas échéant, dans le respect total de l'application des mesures et procédures définies dans ses résolutions 1267 (1999), 1988 (2011) et 2082 (2012) et les autres résolutions qu'il a adoptées sur la question ;

14. *Se félicite également* des mesures prises par le Gouvernement afghan et l'encourage à continuer d'accroître la participation des femmes, des minorités et de la société civile aux processus de sensibilisation, de consultation et de prise de décisions, rappelle que les femmes jouent un rôle crucial dans le processus de paix, comme l'affirment sa résolution 1325 (2000) et ses autres résolutions sur la question, redit par conséquent qu'il est nécessaire qu'elles participent pleinement, effectivement et sur un pied d'égalité à toutes les étapes des processus de paix, et demande instamment qu'elles soient associées à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies de lendemain de conflit afin que leur optique et leurs besoins soient pris en compte comme l'ont affirmé les Conférences de Bonn et de Tokyo ;

15. *Prend note* de l'établissement du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1988 (2011), et de ses méthodes et procédures, y compris les nouvelles procédures visant à faciliter et à diligenter les demandes d'exemption d'interdiction de voyage à l'appui du processus de paix et de réconciliation introduites dans sa résolution 2082 (2012), salue à cet égard la coopération que le Gouvernement afghan, le Haut Conseil pour la paix et la Mission ont instaurée avec le Comité, notamment en lui fournissant des renseignements pertinents pour qu'il puisse tenir à jour la Liste 1988 et en identifiant les personnes, groupes, entreprises et entités associés aux Taliban qui représentent une menace pour la paix, la stabilité et la sécurité de l'Afghanistan selon les critères de désignation énoncés dans la résolution 2082 (2012) et note que le financement ou soutien des personnes, groupes, entreprises et entités peut se faire notamment, mais pas uniquement, au moyen de revenus tirés de la culture et de la production illégales et du trafic de stupéfiants, à partir de l'Afghanistan, ainsi que de leurs précurseurs, et encourage la poursuite de cette coopération ;

16. *Souligne* le rôle que doit jouer la Mission, si le Gouvernement afghan en fait la demande, dans l'appui à un processus de paix et de réconciliation sans exclusive, mené et pris en charge par les Afghans, y compris au Programme afghan pour la paix et la réintégration, tout en continuant d'évaluer, notamment en collaboration avec la Commission afghane indépendante des droits de l'homme, les incidences sur les droits de l'homme et les droits fondamentaux des femmes, y compris la promotion et la défense des droits de l'homme, et engage la communauté internationale à soutenir les efforts que le Gouvernement déploie dans ce domaine, notamment en continuant d'alimenter le Fonds d'affectation spéciale pour la paix et la réintégration ;

17. *Réaffirme* l'appui à l'action régionale que mène actuellement l'Afghanistan dans le cadre du Processus d'Istanbul sur la sécurité et la coopération régionales pour la paix et la stabilité en Afghanistan, en date du 2 novembre 2011¹⁰⁹, se félicite des résultats de la Conférence ministérielle de Kaboul organisée le 14 juin 2012 pour assurer le suivi de la Conférence sur la sécurité et la coopération au cœur de l'Asie, tenue à Istanbul (Turquie) le 2 novembre 2011, salue l'approbation des plans de mise en œuvre de l'ensemble des six mesures de confiance jugées prioritaires, loue les progrès réalisés dans le cadre du Processus d'Istanbul depuis son démarrage, attend avec intérêt la tenue de la prochaine conférence ministérielle, la réunion ministérielle au cœur de l'Asie, prévue à Almaty (Kazakhstan) le 26 avril 2013, et invite l'Afghanistan et ses partenaires régionaux à maintenir l'élan imprimé et à poursuivre leurs efforts afin de raffermir le dialogue et la confiance dans la région par le biais du Processus d'Istanbul, et note que celui-ci est censé compléter et faciliter les efforts déployés par les organisations régionales, en particulier en ce qui concerne l'Afghanistan, et non s'y substituer ;

18. *Salue* les efforts que font le Gouvernement afghan, ses partenaires des pays voisins et de la région et les organisations internationales, dont l'Organisation de la coopération islamique, pour susciter la confiance et la coopération mutuelles, ainsi que les récentes initiatives de coopération prises par des pays concernés et des organisations régionales, y compris lors des sommets trilatéraux entre l'Afghanistan, le Pakistan et la Turquie, entre l'Afghanistan, la République islamique d'Iran et le Pakistan, et entre l'Afghanistan, le Pakistan et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de même que les initiatives de l'Organisation de Shanghai pour la coopération et de l'Association sud-asiatique de coopération régionale ;

19. *Appelle* à renforcer le processus de coopération régionale, notamment à prendre des mesures propres à faciliter le commerce et le transit régionaux, y compris par des accords de commerce de transit régionaux et bilatéraux, une meilleure coopération consulaire pour l'octroi de visas et la facilitation des voyages d'affaires, à favoriser le commerce international, à accroître les investissements étrangers et à développer les infrastructures, notamment en ce qui concerne les raccordements, l'offre énergétique, les transports et la gestion intégrée des

frontières, afin de promouvoir une croissance économique durable et la création d'emplois en Afghanistan, compte tenu du rôle historique joué par l'Afghanistan en tant que passerelle vers l'Asie, et accueille favorablement le texte issu de la cinquième Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan, tenue au Tadjikistan les 26 et 27 mars 2012, visant à mieux développer et à consolider la coopération et le partenariat en faveur de la paix et de la prospérité en Afghanistan et dans la région¹¹⁹ ;

20. *Souligne*, à cet égard, qu'il importe de renforcer les réseaux locaux et régionaux de transport afin de favoriser le développement économique, la stabilité et l'autosuffisance, en particulier par la construction et l'entretien de voies ferrées locales et de routes, l'élaboration de projets régionaux visant à améliorer encore les liaisons et le renforcement des capacités de l'aviation civile internationale ;

21. *Réaffirme* que le Conseil commun de coordination et de suivi joue un rôle central s'agissant de coordonner, de faciliter et de suivre la mise en œuvre de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan et les programmes prioritaires nationaux et demande à tous les intéressés de renforcer leur coopération avec le Conseil à cette fin de manière à améliorer encore son efficacité ;

22. *Demande* aux donateurs et aux organismes internationaux ainsi qu'au Gouvernement afghan d'honorer les engagements qu'ils ont pris à la Conférence de Tokyo et aux conférences internationales précédentes, et réaffirme qu'il importe de faire davantage pour améliorer la coordination et l'efficacité de l'aide, notamment en assurant la transparence, en luttant contre la corruption et en aidant le Gouvernement à être mieux à même de coordonner l'aide ;

23. *Appelle* le Gouvernement afghan, aidé en cela par la communauté internationale, notamment par la Force internationale d'assistance à la sécurité et la coalition de l'opération Liberté immuable, conformément à leurs attributions évolutives respectives, à continuer à faire face à la menace que font peser sur la sécurité et la stabilité de l'Afghanistan les Taliban, Al-Qaïda, les autres groupes extrémistes violents, les groupes armés illégaux, les criminels et ceux qui se livrent à la production, au trafic ou au commerce de stupéfiants ;

24. *Réaffirme* qu'il importe de rendre le secteur de la sécurité afghan plus fonctionnel, professionnel et responsable, dans un cadre global, par le biais de procédures d'agrément appropriées et d'efforts de formation, d'encadrement, d'équipement et de responsabilisation, à l'intention tant des femmes que des hommes, afin d'accélérer la réalisation de l'objectif consistant à constituer des forces de sécurité afghanes autosuffisantes et ethniquement équilibrées, qui assurent le maintien de la sécurité et de l'état de droit dans tout le pays, et souligne l'importance de l'engagement à long terme pris par la communauté internationale d'assurer, au-delà de 2014, une force nationale de sécurité afghane fonctionnelle, professionnelle et pérenne ;

25. *Se félicite*, à cet égard, que l'Armée nationale afghane continue de se développer et soit de plus en plus à même de planifier et de mener des opérations et se déclare favorable aux efforts de formation qui continuent d'être faits, notamment grâce à l'apport de formateurs, de ressources et d'équipes consultatives par l'intermédiaire de la mission de formation de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord en Afghanistan, aux conseils qui sont donnés en vue d'une planification durable de la défense et à l'assistance aux initiatives de réforme de la défense, se félicite en outre de l'annonce en décembre 2012 de la quatrième tranche de districts et de provinces en phase de transition et attend avec intérêt l'annonce de la cinquième et dernière tranche ;

26. *Prend note* des efforts que continuent de faire les autorités afghanes pour renforcer les capacités de la Police nationale afghane, invite à faire des efforts supplémentaires à cette fin et souligne l'importance, dans ce contexte, de l'assistance internationale fournie sous forme d'un appui financier et d'un apport en personnel de formation et d'encadrement, y compris de la contribution qu'apportent la mission de formation de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord en Afghanistan, la Force de gendarmerie européenne et l'Union européenne par le biais de sa Mission de police en Afghanistan de même que l'Équipe allemande pour le projet de police, sachant l'importance que revêt une force de police suffisante et capable pour la sécurité à long terme de l'Afghanistan et attend avec intérêt le plan décennal prospectif pour le Ministère de l'intérieur et la Police nationale afghane ;

27. *Se félicite* des progrès accomplis par le Gouvernement afghan concernant le programme de démantèlement des groupes armés illégaux et son intégration au Programme afghan pour la paix et la réintégration et demande que les efforts soient accélérés et coordonnés pour que de nouveaux progrès soient enregistrés, avec l'appui de la communauté internationale ;

¹¹⁹ S/2012/215, annexe.

28. *Condamne avec la plus grande fermeté* tous les attentats visant des civils et les forces afghanes et internationales, qu'il s'agisse d'attentats commis à l'aide d'engins explosifs improvisés, d'attentats-suicides, d'assassinats ou d'enlèvements, qui nuisent à l'entreprise de stabilisation, de reconstruction et de développement de l'Afghanistan, et condamne en outre l'utilisation par les Taliban et d'autres groupes extrémistes de civils comme boucliers humains ;

29. *Note avec préoccupation* la persistance des attaques contre les agents de l'aide humanitaire, les condamne dans les termes les plus énergiques en faisant valoir qu'elles entravent les efforts faits pour venir en aide au peuple afghan, et souligne que toutes les parties doivent garantir un accès illimité, sûr et sans entrave à tous les agents humanitaires, y compris au personnel des Nations Unies et au personnel associé, et respecter pleinement le droit international humanitaire applicable ;

30. *Se félicite* des résultats obtenus à ce jour dans l'exécution du Programme de lutte antimines pour l'Afghanistan et encourage le Gouvernement afghan, avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies et des autres parties intéressées, à poursuivre son action en vue d'enlever les mines antipersonnel et antichars et les restes explosifs de guerre et de réduire ainsi les menaces qu'ils font peser sur la vie humaine et sur la paix et la sécurité dans le pays, et note qu'il convient de fournir une aide en vue de soigner les victimes et d'assurer leur réadaptation et leur réinsertion économique et sociale, s'agissant notamment des personnes handicapées ;

31. *Salue* les progrès accomplis par la Force internationale d'assistance à la sécurité et les autres forces internationales en vue de réduire le plus possible les risques de pertes civiles, tels que décrits dans le rapport de la Mission, en date du 19 février 2013, sur la protection des civils en période de conflit armé, et les exhorte à poursuivre leurs efforts à cet égard, notamment en réexaminant constamment leurs tactiques et leurs procédures, en faisant avec les autorités afghanes le bilan de toute intervention qui aurait causé des pertes civiles et en procédant à une enquête en pareil cas et lorsque le Gouvernement afghan estime qu'une enquête conjointe est nécessaire ;

32. *Exprime sa profonde préoccupation* devant l'enrôlement et l'utilisation d'enfants par les Taliban, Al-Qaïda et d'autres groupes extrémistes violents en Afghanistan ainsi que devant le meurtre et les mutilations d'enfants du fait du conflit, condamne à nouveau fermement l'enrôlement et l'utilisation d'enfants soldats en violation du droit international applicable, ainsi que toutes autres formes de violations et tous autres sévices exercés sur des enfants en temps de conflit armé, en particulier les attaques contre les écoles et les établissements d'enseignement et de santé et l'utilisation d'enfants pour des attentats-suicides, et demande que les responsables soient traduits en justice ;

33. *Souligne* que, dans ce contexte, il importe d'appliquer sa résolution 1612 (2005) sur le sort des enfants en temps de conflit armé et les résolutions suivantes, souscrit au décret publié par le Ministre de l'intérieur réaffirmant l'engagement du Gouvernement afghan à prévenir les violations des droits des enfants, en date du 6 juillet 2011, se félicite de la création du Comité directeur interministériel pour les enfants et le conflit armé et de la signature par le Gouvernement d'un plan d'action ainsi que de son annexe relatifs aux enfants associés aux Forces nationales de sécurité afghanes, demande que les dispositions du plan d'action soient pleinement appliquées, en étroite coopération avec la Mission, et prie le Secrétaire général de continuer à accorder la priorité aux activités et capacités de protection de l'enfance de la Mission et à traiter de la question du sort des enfants en temps de conflit armé dans le pays dans ses rapports futurs conformément à ses résolutions pertinentes ;

34. *Demeure préoccupé* par les conséquences néfastes que la culture, la production, le trafic et la consommation d'opium continuent d'avoir pour la sécurité, le développement et la gouvernance en Afghanistan, ainsi que pour la région et le monde, prend note de l'Enquête de 2012 sur la production d'opium en Afghanistan publiée par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en novembre 2012, engage le Gouvernement afghan, aidé en cela par la communauté internationale, à accélérer la mise en œuvre de la Stratégie nationale de lutte contre la drogue, notamment en exécutant des programmes offrant d'autres moyens de subsistance, et à faire une place à la lutte contre les stupéfiants dans tous les programmes nationaux, encourage la communauté internationale à appuyer davantage les quatre priorités dégagées dans la Stratégie, et se félicite de l'appui fourni par l'Office à l'Initiative triangulaire et au Centre régional d'information et de coordination pour l'Asie centrale dans le cadre de l'Initiative du Pacte de Paris¹¹¹ et de la Stratégie Arc-en-ciel, ainsi que du programme régional de l'Office pour l'Afghanistan et les pays voisins, ainsi que de la contribution de l'académie de police de Domodedovo (Fédération de Russie) ;

35. *Salue* l'action que continue de mener l'Office pour doter le Ministère de la lutte contre les stupéfiants afghan des moyens de mettre en œuvre la Stratégie nationale de lutte contre la drogue, notamment par le biais du Mécanisme de suivi de la lutte contre les stupéfiants du Conseil commun de coordination et de suivi ;

36. *Demande* aux États de renforcer la coopération internationale et régionale pour faire pièce à la menace que la production, le trafic et la consommation de drogues illicites au départ de l'Afghanistan font peser sur la communauté internationale, l'objectif étant d'en venir peu à peu à bout, conformément au principe de responsabilité commune et partagée du règlement du problème de la drogue en Afghanistan, notamment grâce au renforcement des moyens dont disposent les services de répression et de la coopération dans le domaine de la lutte contre le trafic de stupéfiants et de précurseurs et contre le blanchiment d'argent et la corruption liés à ce trafic, et demande que sa résolution 1817 (2008) soit pleinement appliquée ;

37. *Apprécie* les travaux menés au titre de l'Initiative du Pacte de Paris et de son processus dit « Paris-Moscou » pour lutter contre la production, le trafic et la consommation d'opium et d'héroïne afghans et l'élimination des cultures de pavot, des laboratoires de fabrication de drogues et des stocks ainsi que l'interception des convois de drogues, insiste sur l'importance de la coopération en matière de gestion des frontières et se félicite que les organismes compétents des Nations Unies aient intensifié leur collaboration avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et l'Organisation du Traité de sécurité collective à cet égard ;

38. *Souligne de nouveau* qu'il importe que toutes les institutions afghanes concernées et les autres intervenants achèvent la mise en application du programme prioritaire national « Droit et justice pour tous » afin d'instituer dans les meilleurs délais une justice équitable et transparente, de mettre fin à l'impunité et de consolider l'état de droit dans l'ensemble du pays ;

39. *Souligne*, à cet égard, qu'il importe de progresser encore sur la voie de la reconstruction et de la réforme du secteur pénitentiaire en Afghanistan afin que la légalité et les droits de l'homme y soient mieux respectés et que les organisations compétentes aient accès, le cas échéant, à toutes les prisons et à tous les lieux de détention en Afghanistan, et demande que soit pleinement respecté le droit international applicable, dont le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, notant les recommandations figurant dans le rapport de la Mission, en date du 20 janvier 2013, et que le Gouvernement afghan a nommé une commission chargée d'enquêter sur les conclusions du rapport ;

40. *Note avec une forte préoccupation* que la corruption nuit à la sécurité, à la bonne gouvernance, à la lutte contre les stupéfiants et au développement économique, salue les engagements pris par le Gouvernement afghan dans le domaine de la lutte contre la corruption à la Conférence de Tokyo, et qu'il a renouvelés avec une vigueur accrue dans le Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo, loue l'action que le Gouvernement mène à cet égard, notamment la publication du décret présidentiel de juillet 2012, l'invite instamment à continuer de s'attacher à les honorer, pour rendre l'administration plus efficace, plus responsable et plus transparente au sein des instances nationales, provinciales et locales de gouvernement, et se félicite du soutien inlassable que la communauté internationale apporte à la réalisation des objectifs de l'Afghanistan en matière de gouvernance ;

41. *Encourage* toutes les institutions afghanes, notamment les pouvoirs exécutif et législatif, à œuvrer dans un esprit de coopération, constate les efforts que continue de déployer le Gouvernement afghan dans le cadre de la poursuite de la réforme législative et de la réforme de l'administration publique afin d'y combattre la corruption et d'y asseoir les principes de bonne gouvernance, comme approuvé à la Conférence de Bonn, y compris la pleine représentation de toutes les Afghanes et de tous les Afghans, et de responsabilité aux échelons tant national que local en saluant la publication du décret présidentiel de juillet 2012, souligne que la communauté internationale doit continuer à prêter son concours technique à cet égard, constate l'action menée par le Gouvernement en la matière, et souligne de nouveau qu'il importe que le programme prioritaire national « Transparence et responsabilité nationales » soit mis en application dans son intégralité et de façon suivie et coordonnée ;

42. *Lance un appel* pour que soient pleinement respectés et protégés les droits de l'homme et libertés fondamentales, y compris ceux des défenseurs des droits de l'homme, ainsi que le droit international humanitaire sur tout le territoire afghan, se félicite que les médias libres afghans se développent, mais constate avec préoccupation que la liberté des médias continue de faire l'objet de restrictions et les journalistes d'être la cible d'attaques, rend hommage à la Commission afghane indépendante des droits de l'homme pour les efforts courageux qu'elle déploie afin de surveiller le respect des droits de l'homme dans le pays, d'assurer la promotion et la défense de ces droits et de favoriser l'avènement d'une société civile pluraliste, souligne qu'il importe que tous les intéressés coopèrent sans réserve avec la Commission, dans le respect de leur indépendance et de leur sécurité, et encourage l'ensemble des services de l'État et de la société civile à s'investir largement en faveur du respect des engagements mutuels qu'ils ont pris, notamment celui d'assurer un financement public suffisant à la Commission ;

43. *Constate* qu'en dépit des progrès accomplis sur la voie de l'égalité des sexes il est nécessaire de redoubler d'efforts, y compris en ce qui concerne des objectifs mesurables et orientés sur l'action, pour garantir les droits des femmes et des filles et faire en sorte que toutes les femmes et les filles d'Afghanistan soient protégées contre la violence et les mauvais traitements et bénéficient d'une égale protection devant la loi et de l'égalité d'accès à la justice, condamne fermement les formes de discrimination et de violence dont sont victimes les femmes et les filles, en particulier la violence visant à empêcher les filles d'aller à l'école, et souligne qu'il importe d'appliquer ses résolutions 1325 (2000), 1820 (2008), 1888 (2009), 1889 (2009) et 1960 (2010) en prenant note des principaux engagements y énoncés et de s'assurer que les femmes qui fuient les violences conjugales puissent trouver un refuge sûr ;

44. *Se félicite* de l'engagement du Gouvernement afghan d'accroître la représentation des femmes dans toutes les institutions liées à la gouvernance, y compris les organes dont les membres sont élus et nommés et la fonction publique, note les progrès enregistrés à cet égard, se félicite de l'action que continue de mener le Gouvernement pour promouvoir la participation des femmes au processus électoral et garantir leur protection à cette occasion, appuie les efforts visant à accélérer la mise en œuvre du Plan d'action national en faveur des femmes d'Afghanistan, à intégrer ses objectifs dans les programmes prioritaires nationaux et à élaborer une stratégie destinée à faire appliquer la loi sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, notamment à mettre en place des services d'aide aux victimes, rappelle que la promotion et la protection des droits de la femme font partie intégrante du programme de paix, de réintégration et de réconciliation, se félicite de l'engagement pris par le Gouvernement d'assurer l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du Plan d'action national sur les femmes, la paix et la sécurité, prend note du rapport de la Mission sur l'application de la loi sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes en Afghanistan du 11 décembre 2012 et prie le Secrétaire général de continuer de donner dans les rapports qu'il lui présente des renseignements sur l'intégration des femmes à la vie politique, économique et sociale de l'Afghanistan ;

45. *Souligne* qu'il importe que les derniers réfugiés afghans rentrent chez eux de leur plein gré, en toute sécurité et en bon ordre, et s'y réintègrent pour de bon, aux fins de la stabilité du pays et de la région, et demande à cet égard à la communauté internationale d'apporter une aide régulière et accrue ;

46. *Affirme* qu'il importe que les déplacés rentrent chez eux de leur plein gré, en toute sécurité et en bon ordre, et s'y réintègrent pour de bon, et se félicite de la participation de l'Afghanistan comme pays pilote à l'initiative du Secrétaire général sur la recherche de solutions durables, et des progrès accomplis dans le cadre de l'élaboration d'une politique en faveur des déplacés pour l'Afghanistan ;

47. *Constate* qu'il faut continuer de renforcer, avec l'aide de la communauté internationale, la capacité d'absorption de l'Afghanistan en vue de la pleine réadaptation et de la pleine réintégration des derniers réfugiés et déplacés afghans ;

48. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter tous les trois mois un rapport sur l'évolution de la situation en Afghanistan dans lequel seront évalués les progrès réalisés au regard des critères définis pour mesurer et suivre l'avancement de la mise en œuvre du mandat et des priorités de la Mission définis dans la présente résolution ;

49. *Décide* de rester activement saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6935^e séance.

Décisions

À sa 6983^e séance, le 20 juin 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afghanistan, de l'Allemagne, du Canada, de l'Espagne, de l'Inde, de l'Italie, du Japon, de la Lettonie, de la République islamique d'Iran et de la Turquie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Afghanistan

« Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2013/350) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ján Kubiš, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ioannis Vrailas, Chef adjoint de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

LA SITUATION EN SIERRA LEONE¹²⁰

Décisions

À sa 6829^e séance, le 11 septembre 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Sierra Leone à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Sierra Leone

« Neuvième rapport du Secrétaire général sur le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone (S/2012/679) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Jens Anders Toyberg-Frandzen, Représentant exécutif du Secrétaire général pour la Sierra Leone et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone, et à M. Guillermo Rishchynski, Représentant permanent du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Président de la formation Sierra Leone de la Commission de consolidation de la paix.

À sa 6831^e séance, le 12 septembre 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Sierra Leone à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Sierra Leone

« Neuvième rapport du Secrétaire général sur le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone (S/2012/679) ».

Résolution 2065 (2012) du 12 septembre 2012

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions antérieures et les déclarations de son Président concernant la situation en Sierra Leone, en particulier la résolution 2005 (2011), en date du 14 septembre 2011, et la déclaration en date du 11 avril 2012¹²¹,

Remerciant le Secrétaire général de son neuvième rapport sur le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone du 31 août 2012¹²² et prenant note des recommandations qu'il y formule,

Saluant les progrès constants accomplis par le Gouvernement et le peuple sierra-léonais sur la voie de la paix et de la stabilité ainsi que du développement à long terme du pays,

Se félicitant des efforts déployés pour préparer les élections présidentielle, législatives et locales du 17 novembre 2012, en particulier de la signature de la Déclaration sur les élections de 2012 par les principales parties prenantes du pays, du bon déroulement de l'opération d'inscription sur les listes électorales, de l'amélioration de la mobilité et de l'efficacité de la police, de l'ouverture des tribunaux du contentieux électoral et de l'adoption de

¹²⁰ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1995 des résolutions et décisions sur cette question.

¹²¹ S/PRST/2012/11.

¹²² S/2012/679.

la loi sur les élections publiques, ainsi que de l'action menée pour promouvoir la participation à la vie politique et la tolérance au sein de la société civile,

Soulignant à quel point ces élections et l'acceptation de leurs résultats par le plus grand nombre sont une étape décisive de la consolidation de la paix en Sierra Leone, soulignant en outre que tous les acteurs nationaux et internationaux doivent continuer d'œuvrer à créer un climat propice à la tenue d'élections pacifiques et crédibles ouvertes à tous, insistant sur l'importance pour les autorités nationales de continuer à promouvoir un dialogue politique sans exclusive et à faire le nécessaire pour que les élections se déroulent dans un climat de sécurité et insistant en outre sur le rôle important et positif que les médias peuvent jouer en assurant une couverture fidèle et équilibrée des événements,

Mesurant l'importance de ce que le Bureau, l'équipe de pays des Nations Unies et les partenaires bilatéraux et internationaux font pour aider la Sierra Leone à préparer les élections, prenant note en particulier des efforts déployés pour améliorer la capacité et l'efficacité des institutions de promotion de la démocratie, des institutions électorales et des institutions de sécurité du pays, faciliter le dialogue politique entre l'ensemble des forces vives du pays, promouvoir une tradition de non-violence et garantir la participation pleine et entière, sur un pied d'égalité et en toute sécurité de toutes les couches de la société au processus électoral, en particulier des femmes, et insistant sur le fait que les partenaires de la Sierra Leone doivent continuer à fournir un appui technique, financier et politique audit processus, y compris en envoyant des observateurs électoraux,

Se déclarant satisfait des progrès accomplis par le Gouvernement sierra-léonais dans la mise en œuvre du Programme pour le changement, en particulier des mesures qu'il a prises pour maintenir la stabilité macroéconomique, promouvoir l'égalité des sexes, favoriser la participation des jeunes, améliorer l'accès à la justice et le respect des droits de l'homme et renforcer sa gestion des industries extractives, et saluant le concours précieux que le Bureau, l'équipe de pays et la communauté internationale apportent à la réalisation des objectifs prioritaires de la Sierra Leone en matière de consolidation de la paix et de développement, en particulier dans le cadre de la Vision commune des Nations Unies pour la Sierra Leone et de la Vision commune des Nations Unies pour la transition (2013-2014),

Ayant conscience des problèmes que continuent de poser la criminalité transnationale organisée, prenant la forme d'activités illicites comme le blanchiment d'argent, le trafic de drogues et la corruption, constatant avec satisfaction les progrès accomplis par la Commission de lutte contre la corruption et la Cellule de lutte contre la criminalité transnationale organisée dans le cadre de l'Initiative côtes de l'Afrique de l'Ouest, et soulignant la nécessité pour les acteurs nationaux et internationaux de continuer à soutenir la Cellule pour que son action s'inscrive dans la durée,

Se félicitant que le Gouvernement sierra-léonais mesure l'importance du rôle des femmes en matière de prévention et de règlement des conflits ainsi que de consolidation de la paix, et s'efforce de mettre en œuvre ses résolutions sur les femmes et la paix et la sécurité, et la violence sexuelle et sexiste, et jugeant encourageants le lancement du Plan stratégique national en faveur de l'égalité des sexes, la création de la Commission nationale de lutte contre la violence sexiste et l'adoption de la loi sur les infractions sexuelles,

Appréciant les efforts actuellement faits aux fins de l'élaboration du Programme pour la prospérité de la Sierra Leone, y compris en procédant à une évaluation de la fragilité dans le cadre du New Deal pour l'engagement international dans les États fragiles, soulignant la nécessité de maintenir le lien entre paix, sécurité et développement dans la planification future afin de pérenniser les progrès accomplis à ce jour, et soulignant en outre combien il importe que le système des Nations Unies et les partenaires bilatéraux et internationaux continuent à apporter un appui intégré au Programme pour la prospérité afin d'assurer la coordination et l'efficacité de l'assistance internationale,

Exprimant de nouveau sa gratitude au Tribunal spécial pour la Sierra Leone pour l'œuvre qu'il accomplit, saluant le verdict rendu dans le procès de M. Charles Taylor et prenant note des appels interjetés, et demandant aux États Membres de contribuer généreusement au financement du Tribunal et à la mise en œuvre de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement sierra-léonais portant création d'un Tribunal spécial résiduel pour la Sierra Leone,

Rappelant que, conformément à la Convention de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes de 2006, il incombe aux autorités nationales compétentes de contrôler la circulation de ces armes sur le territoire de la Sierra Leone, et entre cette dernière et les États voisins, prenant note de l'adoption de la loi sur les armes et les munitions, et rappelant la nécessité de poursuivre la mise en œuvre du plan d'action national relatif aux armes légères,

Saluant le rôle joué par l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et l'Union du fleuve Mano dans la réalisation des objectifs de consolidation de la paix et de développement de la Sierra Leone, et encourageant ces organisations et d'autres organisations régionales à poursuivre le dialogue dans le sens de la consolidation de la paix et de la sécurité régionales,

Se félicitant du rôle joué par la Commission de consolidation de la paix et du Fonds pour la consolidation de la paix à l'appui de la consolidation de la paix en Sierra Leone,

1. *Décide* de proroger jusqu'au 31 mars 2013 le mandat du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone défini dans la résolution 2005 (2011);

2. *Demande* au Gouvernement sierra-léonais, à tous les partis politiques et à leurs sympathisants, ainsi qu'au peuple sierra-léonais et aux médias, de continuer d'aider à créer un climat propice à la tenue d'élections pacifiques, crédibles et ouvertes à tous, notamment en aplanissant leurs éventuelles divergences à la faveur d'un dialogue ouvert, sincère et sans exclusive, et de respecter le résultat des élections;

3. *Engage* le Gouvernement sierra-léonais à s'assurer que ses forces de l'ordre, en particulier la police sierra-léonaise, répondent de façon impartiale, proportionnée et efficace aux menaces contre la sécurité pendant et après les élections, et respectent en toute circonstance les normes des droits de l'homme et du droit international applicables, et exhorte le Gouvernement à accélérer la création du Comité indépendant chargé de traiter les plaintes déposées contre la police et à donner suite aux recommandations issues du rapport de la Commission d'enquête Shears-Moses;

4. *Invite* tous les partis politiques à promouvoir la non-violence, notamment en veillant à appliquer pleinement les dispositions du communiqué commun du 2 avril 2009, à voir leurs sympathisants respecter le code de conduite à l'intention des partis politiques, à honorer les engagements résultant de la Déclaration sur les élections de 2012, en date du 18 mai 2012, à s'abstenir de toute manipulation visant à pousser des enfants à participer aux processus électoraux et à poursuivre le dialogue au sein de la Commission d'enregistrement des partis politiques ou de d'autres instances appropriées;

5. *Demande* aux institutions électorales de la Sierra Leone, en particulier à la Commission électorale nationale et à la Commission d'enregistrement des partis politiques, de veiller à ce que la préparation et la tenue des élections se déroulent dans le calme, de manière crédible et sans exclusive, les femmes devant notamment y participer pleinement comme électrices et candidates, d'intensifier les programmes d'information et d'éducation de l'électorat, et de promouvoir le règlement des conflits par le dialogue, la tolérance politique et la non-violence, exhorte la Commission indépendante des médias à faire respecter le code de bonnes pratiques à l'intention des médias et insiste sur la nécessité pour les représentants des médias de s'engager à fournir une couverture professionnelle, indépendante et factuelle des événements et à promouvoir l'instruction civique et le dialogue pendant la période électorale;

6. *Prie* le Bureau, conjointement avec l'équipe de pays des Nations Unies et la communauté internationale, de continuer à aider le Gouvernement sierra-léonais ainsi que les institutions électorales, les institutions de promotion de la démocratie et les institutions de sécurité, lorsque la demande lui en est faite, à préparer et à organiser les élections, et de continuer à fournir des conseils et une assistance à toutes les parties prenantes concernées, y compris la société civile et les médias, pour leur permettre de concourir au bon déroulement du processus électoral, prie en outre le Bureau de soutenir les efforts de prévention et d'atténuation des conflits, y compris en promouvant la participation des femmes à la prévention des conflits et en favorisant le dialogue sincère entre l'ensemble des partis politiques, le Gouvernement et les parties prenantes intéressées, et prie enfin le Secrétaire général de lui rendre compte du déroulement et de l'issue des élections dès la clôture du scrutin;

7. *Souligne* qu'il incombe au premier chef au Gouvernement sierra-léonais de pourvoir à la consolidation de la paix et au développement à long terme du pays et engage vivement les autorités nationales à mener à terme le Programme pour le changement;

8. *Invite instamment* le Gouvernement sierra-léonais à entretenir un dialogue sincère avec l'ensemble des acteurs nationaux et internationaux concernant la réalisation des objectifs de la Sierra Leone en matière de consolidation de la paix et de développement, et l'invite instamment en outre à veiller à ce que le Programme pour la prospérité en cours d'élaboration s'inspire des acquis du renforcement des institutions politiques ainsi que des institutions de sécurité, de justice et de défense des droits de l'homme du pays, notamment en mettant en œuvre les recommandations de la Commission Vérité et réconciliation et celles issues de l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme concernant la Sierra Leone;

9. *Demande* au Gouvernement sierra-léonais de continuer à renforcer l'efficacité de la Cellule de lutte contre la criminalité transnationale organisée, notamment en levant tout doute quant à sa pérennisation, et de resserrer la coordination avec les pays de la région au sein de l'Initiative côtes de l'Afrique de l'Ouest et demande en outre au Gouvernement de continuer de s'employer à renforcer la Commission de lutte contre la corruption et d'améliorer la gestion des industries extractives ;

10. *Encourage* le Gouvernement sierra-léonais à poursuivre la mise en œuvre du Plan stratégique national en faveur de l'égalité des sexes et du plan d'action visant à mettre fin à la violence sexiste et à poursuivre son action en faveur de l'emploi et de l'autonomisation des jeunes, ainsi que de la réduction des inégalités socioéconomiques ;

11. *Demande* au Bureau, de concert avec l'équipe de pays et les partenaires bilatéraux et internationaux, de continuer à fournir un appui intégré à la Sierra Leone pour l'aider à atteindre ses objectifs prioritaires en matière de consolidation de la paix et de développement, tels qu'ils résultent du Programme pour le changement, notamment en renforçant les moyens des institutions politiques, des institutions de sécurité, des institutions de défense des droits de l'homme et des institutions garantes de l'état de droit du pays, en œuvrant à asseoir la bonne gouvernance et le respect du principe de responsabilité, en promouvant l'égalité des sexes et l'égalité sociale, en renforçant la protection des droits de l'homme, en accompagnant les mesures d'autonomisation des jeunes et en intensifiant la lutte contre la criminalité transnationale organisée, y compris les activités illicites telles que le blanchiment d'argent et le trafic de drogues ;

12. *Prie* le Bureau, en coopération avec l'équipe de pays et les partenaires bilatéraux et internationaux, de continuer à apporter sa solidarité constructive aux autorités sierra-léonaises pour leur permettre de formuler le Programme pour la prospérité et de coordonner l'action intégrée des acteurs internationaux, de manière à assurer la cohérence et la coordination de l'action de terrain menée par l'Organisation des Nations Unies et les partenaires bilatéraux et internationaux ;

13. *Encourage* la Commission de consolidation de la paix à continuer d'aider le Gouvernement sierra-léonais, le Bureau et l'équipe de pays à préparer et à conduire les élections de 2012 et à préconiser que le Programme pour le changement soit mené à son terme, que soit élaboré un Programme pour la prospérité qui soit équilibré et que soient renforcés les mécanismes visant à assurer le versement ponctuel et prévisible des fonds nationaux et internationaux destinés à financer la réalisation des objectifs prioritaires de la consolidation de la paix et du développement, y compris moyennant le renforcement de la coopération Sud-Sud, et demande à la Commission de le tenir régulièrement informé des progrès accomplis et de revoir les modalités de sa coopération avec la Sierra Leone une fois les élections terminées et compte tenu du retrait progressif du Bureau ;

14. *Demande* au Bureau, en collaboration avec l'équipe de pays, le Gouvernement sierra-léonais et les partenaires bilatéraux et internationaux, de continuer à préparer la relève du Bureau, et prie à cet égard le Secrétaire général de dépêcher une mission d'évaluation technique interinstitutions en Sierra Leone pour faire le bilan de la mise en œuvre du mandat du Bureau et de lui soumettre d'ici au 15 février 2013 un rapport contenant des propositions détaillées et un calendrier pour la relève, le retrait et la stratégie de désengagement du Bureau ;

15. *Décide* de rester activement saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6831^e séance.

Décisions

À sa 6844^e séance, le 9 octobre 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter la représentante de la Sierra Leone (Vice-Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en Sierra Leone ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à la juge Shireen Avis Fisher, Présidente du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, et à M^{me} Brenda Hollis, Procureure du Tribunal spécial pour la Sierra Leone.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil¹²³ :

Le Conseil de sécurité remercie vivement la Présidente et la Procureure du Tribunal spécial pour la Sierra Leone de l'exposé qu'elles lui ont présenté le 9 octobre 2012.

Le Conseil réaffirme qu'il soutient fermement le Tribunal et salue les progrès accomplis par ce dernier¹²⁴. Il relève en particulier la contribution que le Tribunal a apportée au renforcement de la stabilité en Sierra Leone et dans la sous-région, et à la lutte contre l'impunité.

Le Conseil félicite le Tribunal pour avoir achevé le 30 mai 2012, le procès en première instance de l'affaire Charles Taylor et prend note de l'ouverture de la procédure d'appel, dont la date de clôture est fixée au 30 septembre 2013.

Le Conseil prend de même note des avancées réalisées par le Tribunal dans l'application de sa stratégie d'achèvement des travaux. Il compte que tous les organes du Tribunal mettront tout en œuvre pour mener à terme les travaux restants dans le respect de cette stratégie, y compris les éventuelles procédures pour outrage.

Le Conseil salue l'action importante que mène le Tribunal pour faire connaître ses activités judiciaires aux populations de la Sierra Leone et du Libéria et contribuer ainsi au rétablissement de l'état de droit dans ces deux pays et l'ensemble de la région.

Le Conseil apprécie combien la jurisprudence du Tribunal relative aux crimes ressortissant à sa compétence, à savoir, les crimes contre l'humanité, les violations graves de l'article 3 commun aux Conventions de Genève du 12 août 1949¹²⁵ et du Protocole additionnel II auxdites Conventions¹²⁶, et d'autres violations graves du droit international humanitaire, ainsi que certains crimes de droit sierra-léonais, a contribué à faire progresser la justice pénale internationale et salue l'œuvre accomplie par le Tribunal dans les domaines des femmes, de la paix et de la sécurité et de la protection des enfants touchés par les conflits armés, notamment par le biais de ses programmes de sensibilisation et d'appui aux témoins.

Le Conseil sait qu'un certain nombre de fonctions devront continuer d'être exercées une fois que le Tribunal aura cessé ses activités, comme la supervision de l'exécution des peines prononcées, la protection des témoins et la préservation des archives. À cet égard, il se félicite de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement sierra-léonais portant création d'un Tribunal spécial résiduel pour la Sierra Leone.

Le Conseil exhorte la communauté internationale à continuer d'apporter son appui au Tribunal à l'heure où celui-ci entame la phase finale de ses travaux.

Le Conseil observe, en particulier, que le Tribunal continue d'avoir besoin d'un soutien financier urgent. Il souligne qu'il est essentiel que de nouvelles annonces de contributions volontaires soient faites afin de permettre au Tribunal d'achever son mandat dans les délais. Il invite les États Membres à verser des contributions généreuses au Tribunal et pour l'application de l'Accord portant création d'un Tribunal spécial résiduel pour la Sierra Leone et encourage le Secrétaire général à coopérer avec le Greffier du Tribunal spécial pour trouver des solutions pratiques répondant de la manière la plus efficace qui soit aux besoins du Tribunal spécial résiduel.

Le Conseil continuera d'appuyer résolument le Tribunal spécial, dont le mandat se termine, ainsi que le Tribunal spécial résiduel qui entame ses activités.

Le 28 novembre 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général¹²⁷ :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 8 novembre 2012 concernant le financement du Tribunal spécial pour la Sierra Leone et du Tribunal spécial résiduel pour la Sierra Leone¹²⁸ a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

¹²³ S/PRST/2012/21.

¹²⁴ Voir S/2012/741.

¹²⁵ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n^o 970 à 973.

¹²⁶ *Ibid.*, vol. 1125, n^o 17513.

¹²⁷ S/2012/892.

¹²⁸ S/2012/891.

Après avoir consulté les membres du Conseil, j'ai l'honneur de vous informer qu'ils ont pris note avec certaines réserves de l'intention exprimée dans la lettre concernant votre proposition relative à d'autres moyens de financer le Tribunal spécial et qu'ils demandent au Secréariat de l'Organisation des Nations Unies, au Comité de gestion, au Greffier et aux autres hauts responsables du Tribunal de redoubler d'efforts afin d'équilibrer le budget et de financer les activités du Tribunal au moyen de contributions volontaires. J'ajoute qu'il n'y a aucun accord en ce qui concerne la nécessité éventuelle de recourir à d'autres moyens pour financer le Tribunal spécial résiduel.

À sa 6876^e séance, le 30 novembre 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Sierra Leone à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en Sierra Leone ».

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil¹²⁹ :

Le Conseil de sécurité se félicite de l'exposé que lui a fait le Représentant exécutif du Secrétaire général pour la Sierra Leone, M. Jens Anders Toyberg-Frandzen, le 28 novembre 2012.

Le Conseil félicite la Sierra Leone d'avoir organisé et mené à bien les élections présidentielle, législatives, locales et de district, et prend notamment note du rôle important joué par les institutions électorales, les partis politiques, les organisations de la société civile, les partenaires internationaux, ainsi que les observateurs nationaux et internationaux. Il félicite le peuple sierra-léonais de s'être rendu en masse aux urnes, ce qui montre à quel point il est attaché à la démocratie. Il salue la proclamation officielle des résultats par la Commission électorale nationale et se félicite que les observateurs soient satisfaits du déroulement des élections.

Le Conseil sait l'appui essentiel que le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone, l'équipe de pays des Nations Unies et les partenaires bilatéraux et internationaux ont apporté à la Sierra Leone durant le processus électoral.

Le Conseil demande à tous les partis politiques et à tous les candidats d'accepter les résultats des élections et de coopérer avec le Gouvernement sierra-léonais dans un esprit constructif par la réconciliation et le dialogue nationaux. Il exhorte toutes les parties à régler tous différends de manière pacifique en empruntant les voies de droit appropriées, dans le respect des lois sierra-léonaises.

Le Conseil souligne l'importance de ces élections et de l'acceptation, par le plus grand nombre, de leurs résultats, qui constituent un jalon majeur sur la voie de la consolidation de la paix en Sierra Leone. La troisième organisée en Sierra Leone depuis la fin de la guerre civile, cette série de consultations était la première conduite entièrement par les institutions démocratiques du pays.

Le Conseil souligne qu'il reste encore beaucoup à faire pour asseoir la paix et réaliser une prospérité équitable qui profite à tous les Sierra-Léonais. Il note qu'il importe d'élaborer et de mettre en œuvre un programme solide de développement et de consolidation de la paix, ouvert à tous, qui viendra améliorer la vie de tous les Sierra-Léonais, et engage le nouveau Gouvernement et tous les partis politiques à donner à ce programme un caractère équilibré et sans exclusive.

Le Conseil exhorte la communauté internationale et les partenaires de développement à continuer d'aider la Sierra Leone, dans la cohérence et la concertation, à faire face à ses objectifs prioritaires en matière de consolidation de la paix et de développement.

En outre, le Conseil demande à la Commission de consolidation de la paix de continuer à apporter son concours à la Sierra Leone, notamment dans les domaines de la mobilisation de ressources internationales et de la coordination de l'action des partenaires de développement internationaux.

Le Conseil rappelle qu'il a, dans sa résolution 2065 (2012), prié le Secrétaire général de dépêcher une mission d'évaluation technique interinstitutions en Sierra Leone, chargée notamment de lui présenter d'ici au 15 février 2013 des propositions détaillées et un calendrier pour la relève, le retrait et la stratégie de désengagement du Bureau.

¹²⁹ S/PRST/2012/25.

Le 11 janvier 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général¹³⁰ :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 9 janvier 2013 concernant le rapport que vous devez présenter en application du paragraphe 14 de la résolution 2065 (2012) sur le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone¹³¹ a été portée à l'attention des membres du Conseil.

Les membres du Conseil ont pris note de la demande de délai figurant dans votre lettre et noté que le rapport serait prêt le 28 février 2013.

À sa 6933^e séance, le 13 mars 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Sierra Leone (Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Sierra Leone

« Dixième rapport du Secrétaire général sur le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone (S/2013/118) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Jens Anders Toyberg-Frandzen, Représentant exécutif du Secrétaire général pour la Sierra Leone et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone, et à M. Guillermo Rishchynski, Représentant permanent du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Président de la formation Sierra Leone de la Commission de consolidation de la paix.

À sa 6942^e séance, le 26 mars 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Sierra Leone à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Sierra Leone

« Dixième rapport du Secrétaire général sur le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone (S/2013/118) ».

Résolution 2097 (2013) du 26 mars 2013

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions antérieures et les déclarations de son Président concernant la situation en Sierra Leone, en particulier les résolutions 2005 (2011) et 2065 (2012), en date des 14 septembre 2011 et 12 septembre 2012, et la déclaration en date du 30 novembre 2012¹²⁹,

Remerciant le Secrétaire général de son dixième rapport sur le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone, en date du 27 février 2013¹³², et prenant note des recommandations qu'il y formule,

Saluant les progrès notables accomplis par le Gouvernement et le peuple sierra-léonais sur la voie de la paix et de la stabilité ainsi que du développement à long terme du pays,

Rendant hommage à la Sierra Leone pour avoir organisé et mené à bien les élections présidentielle, législatives, locales et de district en novembre 2012, prenant note en particulier du rôle important joué par les institutions électorales, les partis politiques, les organisations de la société civile, les partenaires internationaux, ainsi que les observateurs nationaux et internationaux, et félicitant le peuple sierra-léonais de s'être rendu en masse aux urnes, ce qui montre à quel point il est attaché à la démocratie,

¹³⁰ S/2013/16.

¹³¹ S/2013/15.

¹³² S/2013/118.

Mesurant l'importance de ce que le Bureau, l'équipe de pays des Nations Unies et les partenaires bilatéraux et internationaux ont fait pour aider la Sierra Leone à préparer les élections, prenant note en particulier des efforts déployés pour améliorer la capacité et l'efficacité des institutions de promotion de la démocratie, des institutions électorales et des institutions de sécurité du pays, faciliter le dialogue politique entre l'ensemble des forces vives du pays, promouvoir une tradition de non-violence et garantir la pleine et entière participation de toutes les couches de la société, en particulier des femmes, au processus électoral, sur un pied d'égalité et en toute sécurité,

Se déclarant satisfait des progrès que le Gouvernement sierra-léonais continue de réaliser dans la mise en œuvre du Programme pour le changement, en particulier des mesures qu'il a prises pour maintenir la stabilité macroéconomique, promouvoir l'égalité des sexes, favoriser la participation des jeunes, améliorer l'accès à la justice et le respect des droits de l'homme, et renforcer sa gestion des industries extractives, et saluant le concours précieux que le Bureau, l'équipe de pays et la communauté internationale apportent à la réalisation des objectifs prioritaires de la Sierra Leone en matière de consolidation de la paix et de développement, en particulier dans le cadre de la Vision commune des Nations Unies pour la Sierra Leone et de la Vision commune des Nations Unies pour la transition (2013-2014),

Appréciant les efforts faits pour mettre au point le Programme pour la prospérité de la Sierra Leone, y compris en procédant à une évaluation de la fragilité dans le cadre du New Deal de la solidarité internationale avec les États fragiles, soulignant la nécessité de maintenir le lien entre paix, sécurité et développement dans la planification future afin de pérenniser les progrès accomplis à ce jour, et soulignant en outre combien il importe que le système des Nations Unies et les partenaires bilatéraux et internationaux continuent à apporter un appui intégré au Programme pour la prospérité afin d'assurer la coordination et l'efficacité de l'assistance internationale,

Réaffirmant son ferme appui au Tribunal spécial pour la Sierra Leone et le remerciant de nouveau de l'œuvre qu'il accomplit, saluant la clôture des débats du procès en appel de M. Charles Taylor, priant le Tribunal de tout faire pour achever ses travaux le 30 septembre 2013 au plus tard, prenant note de la subvention spéciale imputée sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies qui lui a été octroyée à titre exceptionnel pour la période du 8 décembre 2012 au 31 décembre 2013, et demandant aux États Membres de contribuer généreusement au financement du Tribunal et de la mise en œuvre de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement sierra-léonais portant création d'un Tribunal spécial résiduel pour la Sierra Leone,

Saluant le rôle joué par l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et l'Union du fleuve Mano dans la réalisation des objectifs de consolidation de la paix et de développement de la Sierra Leone et engageant ces organisations et d'autres organisations régionales à poursuivre le dialogue dans le sens de la consolidation de la paix et de la sécurité régionales,

Ayant conscience des problèmes persistants posés par la criminalité transnationale organisée et la corruption, et soulignant la nécessité pour les acteurs nationaux et internationaux de continuer à soutenir la Cellule de lutte contre la criminalité transnationale organisée pour que son action s'inscrive dans la durée,

Se félicitant du rôle joué par la formation Sierra Leone de la Commission de consolidation de la paix et du Fonds pour la consolidation de la paix à l'appui de la consolidation de la paix en Sierra Leone,

1. *Décide* de proroger jusqu'au 31 mars 2014 le mandat du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone ;

2. *Décide également* que, compte tenu des vues du Gouvernement sierra-léonais et de l'évolution de la situation sur le terrain au lendemain des élections qui se sont déroulées avec succès en 2012 et conformément aux recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport¹³², le retrait du Bureau devrait être complètement achevé le 31 mars 2014 au plus tard ;

3. *Prie* le Secrétaire général de l'informer régulièrement de l'évolution de la situation sur le terrain et de lui présenter, le 15 septembre 2013 au plus tard, un rapport faisant le point sur la stratégie de fin de mandat du Bureau et le transfert des responsabilités à une équipe de pays des Nations Unies ;

4. *Engage* le Bureau, le Gouvernement sierra-léonais et les partenaires bilatéraux et multilatéraux à créer un groupe directeur de la transition chargé de définir les contours du soutien de la communauté internationale à la Sierra Leone, en particulier en ce qui concerne le transfert de toutes fonctions résiduelles confiées au Bureau, et dont

la nécessité s'imposerait après le retrait de celui-ci, demande au Représentant exécutif du Secrétaire général pour la Sierra Leone d'établir un plan de transition pour le 30 mai 2013 au plus tard, et prie le Secrétaire général de lui faire le point de ces activités de planification dans son prochain rapport ;

5. *Encourage* le Gouvernement sierra-léonais à réfléchir, en coordination avec le Bureau, l'équipe de pays, les partenaires multilatéraux et bilatéraux, la Commission de consolidation de la paix et les autres acteurs concernés, à la nature et à l'étendue des activités, ainsi qu'au rôle, susceptibles d'être confiés aux Nations Unies une fois que le Bureau aura achevé son mandat ;

6. *Prie* le Bureau d'axer ses activités pendant la période considérée sur la facilitation du dialogue politique, notamment en apportant un appui au Gouvernement sierra-léonais, surtout en ce qui concerne le projet de révision de la Constitution, l'appui au secteur de la sécurité ainsi que la consolidation et la pérennisation des institutions des droits de l'homme ;

7. *Engage* l'équipe de pays et les organismes des Nations Unies qui la composent à intensifier leurs activités et leur programmation pendant la phase de transition et après la liquidation du Bureau et à prendre en compte ces activités dans la planification d'un nouveau plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, et prie instamment le Secrétaire général de veiller à voir s'opérer en bon ordre la transition entre le Bureau et une nouvelle équipe de gestion composée d'un Coordonnateur résident des Nations Unies et de l'équipe de pays ;

8. *Prie* le Secrétaire général d'affecter un conseiller pour les questions de paix et de développement pour épauler le Coordonnateur résident dans son action et demande au Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest d'exercer ses bons offices pour apporter, selon que de besoin, un concours au Gouvernement sierra-léonais et au futur Coordonnateur résident ;

9. *Accueille favorablement* le projet de révision de la Constitution de 1991, qui sera notamment l'occasion de réfléchir aux mesures à prendre pour cimenter la cohésion nationale, et demande à toutes les parties de participer de manière constructive à cette entreprise, dans un esprit d'ouverture et de transparence, afin d'aider à bâtir un système de gouvernance ouvert à tous ;

10. *Demande* aux institutions électorales de la Sierra Leone, en particulier à la Commission électorale nationale et à la Commission d'enregistrement des partis politiques, de continuer à susciter un climat d'ouverture politique au cours des prochaines années dans la perspective des élections locales et nationales prochaines et futures, en veillant à ce que les préparatifs et la tenue du scrutin se déroulent dans le calme, de manière crédible et sans exclusive, en multipliant les actions d'information et d'éducation à l'intention de l'électorat, et en favorisant le règlement des différends par le dialogue, la tolérance politique et la non-violence ;

11. *Engage instamment* à adopter le projet de loi sur l'égalité des sexes, toutes modifications utiles devant être envisagées, le but étant de renforcer les droits des femmes et d'élargir leur participation à la vie politique, à la fois comme électrices et candidates ;

12. *Encourage* le Gouvernement sierra-léonais à poursuivre la mise en œuvre de son plan stratégique en faveur de l'égalité des sexes et de son plan d'action contre la violence sexiste et à poursuivre son action en faveur de l'emploi et de l'autonomisation des jeunes, ainsi que de la réduction des inégalités socioéconomiques ;

13. *Salue* l'œuvre accomplie par la Commission nationale des droits de l'homme, réaffirme l'importance de son impartialité et de son indépendance, et encourage les partenaires internationaux à continuer d'apporter un concours financier et technique à ses travaux afin de la pérenniser ;

14. *Exhorte* la Commission indépendante des médias à veiller au strict respect du code de bonnes pratiques à l'intention des médias en vigueur et encourage la révision du code de conduite à l'intention des médias, l'objectif étant de renforcer les rouages de la démocratie en Sierra Leone ;

15. *Demande* au Gouvernement sierra-léonais de veiller à ce que ses forces de l'ordre, en particulier la police sierra-léonaise, continuent de faire face de façon impartiale, proportionnée et efficace aux menaces contre la sécurité et s'attachent à respecter en toute circonstance les normes des droits de l'homme et du droit international applicables, salue l'action menée par la Commission de lutte contre la corruption et exhorte le Gouvernement à accélérer la mise en place du Comité indépendant chargé de traiter les plaintes déposées contre la police ;

16. *Demande également* au Gouvernement sierra-léonais de continuer à renforcer l'efficacité de la Cellule de lutte contre la criminalité transnationale organisée, notamment en levant tout doute quant à sa pérennisation, et de resserrer la coordination avec les pays de la région au sein de l'Initiative côtes de l'Afrique de l'Ouest ;

17. *Réaffirme* que les industries extractives peuvent jouer un rôle important dans le développement économique de la Sierra Leone, encourage le Gouvernement sierra-léonais et les partenaires internationaux à mieux protéger les droits des travailleurs, à renforcer les capacités nationales nécessaires à l'établissement d'une réglementation transparente et au contrôle de ces industries ainsi qu'à la perception des recettes correspondantes et à régler les questions relatives à la propriété foncière afin de trouver des arrangements mutuellement avantageux pour les collectivités locales et le secteur privé, et demande au Gouvernement de s'attaquer à la corruption ;

18. *Souligne* que c'est au Gouvernement sierra-léonais qu'incombe au premier chef la responsabilité de la consolidation de la paix et du développement à long terme du pays, et invite instamment les autorités nationales à poursuivre les activités de mise en œuvre dans le respect des stratégies prioritaires du Programme pour le changement, à mettre au point le Programme pour la prospérité et à commencer à le mettre en œuvre ;

19. *Demande* aux partenaires internationaux de continuer à apporter un appui financier et technique à la Sierra Leone pendant la période de retrait du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone et au-delà, conformément au Programme pour le changement et au Programme pour la prospérité qui sera mis en place par la suite, notamment en renforçant les moyens des institutions politiques, des institutions de sécurité, des institutions de défense des droits de l'homme et des institutions garantes de l'état de droit du pays, en œuvrant à asseoir la bonne gouvernance et le respect du principe de responsabilité, en favorisant l'égalité des sexes et l'égalité sociale, en renforçant la protection des droits de l'homme, en accompagnant les mesures d'autonomisation des jeunes et en intensifiant la lutte contre la criminalité transnationale organisée, y compris les activités illicites telles que le blanchiment d'argent et le trafic de drogues ;

20. *Demande* à la Commission de consolidation de la paix de continuer à apporter son appui au Gouvernement sierra-léonais, en collaboration avec le Bureau et l'équipe de pays, en particulier en s'efforçant de mobiliser des ressources en faveur du Programme pour la prospérité, et, notant la demande qu'il a faite dans sa résolution 2065 (2012), à savoir que la Commission revoie les modalités de sa coopération avec la Sierra Leone une fois les élections terminées et compte tenu du retrait progressif du Bureau, demande à la Commission de revoir ces modalités en vue de réduire ses activités ;

21. *Décide* de rester activement saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6942^e séance.

RELATIONS ENTRE LE CAMEROUN ET LE NIGÉRIA¹³³

Décision

Le 21 décembre 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général¹³⁴ :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 19 décembre 2012, dans laquelle vous faites part de votre intention de continuer de financer les activités de l'équipe d'appui des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria au moyen de ressources prélevées sur le budget ordinaire¹³⁵, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité. Ceux-ci prennent note de votre lettre et de l'intention que vous y exprimez.

¹³³ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1996 des résolutions et décisions sur cette question.

¹³⁴ S/2012/955.

¹³⁵ S/2012/954.

LA SITUATION DANS LA RÉGION DES GRANDS LACS¹³⁶

Décisions

Le 18 mars 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général¹³⁷ :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 15 mars 2013, dans laquelle vous exprimiez votre intention de faire de M^{me} Mary Robinson (Irlande) votre Envoyée spéciale pour la région des Grands Lacs¹³⁸, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris note.

À sa 7011^e séance, le 25 juillet 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afrique du Sud (Ministre de la défense et des anciens combattants), de la Belgique, du Burundi (Ministre des relations extérieures et de la coopération internationale), du Congo, du Mozambique (Ministre des affaires étrangères et de la coopération), de l'Ouganda (Ministre des affaires étrangères), de la République démocratique du Congo (Ministre des affaires étrangères, coopération internationale et francophonie) et de la République-Unie de Tanzanie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation dans la région des Grands Lacs

« Appui en faveur de l'Accord-cadre pour la région des Grands Lacs

« Rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région (S/2013/387)

« Lettre, en date du 3 juillet 2013, adressée au Secrétaire général par la Chargée d'affaires par intérim de la Mission des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2013/394) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Jim Yong Kim, Président de la Banque mondiale, à participer par visioconférence.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M^{me} Mary Robinson, Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs.

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ramtane Lamamra, Commissaire à la paix et à la sécurité de la Commission de l'Union africaine.

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Pierre Vimont, Secrétaire général exécutif du Service européen pour l'action extérieure.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, la Présidente a fait la déclaration suivante au nom du Conseil¹³⁹ :

Le Conseil de sécurité renouvelle son appui à la mise en œuvre des engagements pris au titre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région¹⁴⁰, qui est essentielle à l'instauration d'une paix et d'une sécurité durables dans l'est de la République démocratique du Congo et la région des Grands Lacs.

Le Conseil se félicite à cet égard des mesures prises jusqu'à présent par les signataires et les garants de l'Accord-cadre, notamment l'organisation de la première réunion des « 11 plus 4 » du mécanisme de suivi

¹³⁶ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1996 des résolutions et décisions sur cette question.

¹³⁷ S/2013/167.

¹³⁸ S/2013/166.

¹³⁹ S/PRST/2013/11.

¹⁴⁰ S/2013/131, annexe.

régional de l'Accord-cadre, tenue à Addis-Abeba le 26 mai 2013, et des deux premières réunions du Comité d'appui technique, tenues à Nairobi les 24 juin et 22 juillet 2013, qui visaient à avancer dans la mise au point de critères permettant d'évaluer la mise en œuvre de l'Accord-cadre par tous les signataires. Dans ce contexte, il attend avec intérêt le sommet de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs qui doit se tenir à Nairobi le 31 juillet 2013 et sera l'occasion d'examiner de façon plus approfondie l'évolution de la situation dans la région, y compris les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Accord-cadre. Le Conseil encourage l'Organisation des Nations Unies, l'Union africaine, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, la Communauté de développement de l'Afrique australe et les autres organisations internationales et régionales concernées à continuer d'œuvrer ensemble, avec la participation et l'appui résolu de la communauté internationale, à la mise en œuvre de l'Accord-cadre.

Le Conseil demande à la République démocratique du Congo et aux pays de la région d'appliquer intégralement, rapidement et en toute bonne foi les engagements respectifs qu'ils ont pris au titre de l'Accord-cadre. Il appelle la République démocratique du Congo à poursuivre et à élargir la réforme du secteur de la sécurité, à consolider l'autorité de l'État, à progresser sur la voie de la décentralisation et à promouvoir la réconciliation, la tolérance et la démocratie. Il demande à tous les pays de la région de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale des pays voisins, de ne pas s'ingérer dans leurs affaires intérieures, de ne pas offrir refuge à des personnes accusées de violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme ou dont le nom figure sur les listes des personnes visées par les régimes de sanctions des Nations Unies, et de promouvoir le respect du principe de responsabilité. Il appelle tous les pays de la région à s'abstenir de tolérer la présence de groupes armés et de leur fournir quelque appui ou soutien que ce soit.

Le Conseil se félicite de la mise en place d'un mécanisme de suivi national par le Président de la République démocratique du Congo, M. Joseph Kabila, conformément à la demande formulée dans l'Accord-cadre et sa résolution 2098 (2013), et invite le Président à veiller à ce que ce mécanisme soit transparent et ouvert. Il demande au Gouvernement de la République démocratique du Congo de procéder sans délai à la réforme du secteur de la sécurité, comme il s'est engagé à le faire, notamment en continuant d'élaborer et en appliquant un plan global de réforme de l'armée et de la police et en constituant une « force de réaction rapide » bien entraînée, suffisamment équipée et responsable, qui puisse prendre le relais de la brigade d'intervention de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo. Il réaffirme à cet égard le rôle de chef de file que joue le Représentant spécial du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo pour ce qui est de coordonner l'appui fourni par les partenaires bilatéraux et internationaux et le système des Nations Unies à la réforme du secteur de la sécurité, ainsi que son rôle pour ce qui est d'aider le Gouvernement à honorer ses engagements souscrits au titre de l'Accord-cadre. Il réaffirme également que le Gouvernement est responsable au premier chef de la sécurité, de la protection des civils, de la promotion et de la protection des droits de l'homme, de la réconciliation nationale, de la consolidation de la paix et du développement dans le pays.

Le Conseil réaffirme son ferme attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo et de tous les pays de la région et souligne qu'il est nécessaire de respecter pleinement les principes de non-ingérence, de bon voisinage et de coopération régionale.

Le Conseil se félicite de la visite conjointe en République démocratique du Congo, au Rwanda et en Ouganda qu'ont effectuée à titre d'appui à l'Accord-cadre, du 22 au 24 mai 2013, le Secrétaire général de l'Organisation, M. Ban Ki-moon, et le Président du Groupe de la Banque mondiale, M. Jim Yong Kim, accompagnés de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, M^{me} Mary Robinson, et note avec satisfaction que la Banque mondiale a annoncé qu'elle comptait verser 1 milliard de dollars des États-Unis pour financer des projets de développement destinés à reconstituer les moyens de subsistance des habitants de la région des Grands Lacs, de façon à réduire leur vulnérabilité et à relancer et à élargir l'activité économique transfrontalière. Dans cette optique, il encourage les institutions multilatérales et les partenaires bilatéraux à apporter leur soutien à la réalisation des objectifs formulés dans l'Accord-cadre, et souligne qu'il importe de distribuer concrètement et sans tarder les dividendes de la paix.

Le Conseil salue l'action diplomatique menée personnellement par le Secrétaire général et réaffirme son ferme appui à son Envoyée spéciale, M^{me} Mary Robinson. Il encourage l'Envoyée spéciale, agissant en coordination avec le Représentant spécial du Secrétaire général et avec le concours de celui-ci, à continuer de conduire, de coordonner et d'évaluer la mise en œuvre des engagements pris aux niveaux national et régional au titre de l'Accord-cadre, notamment en mettant au point des critères et des mesures de suivi appropriées qui

seront présentés pour adoption à la prochaine réunion du mécanisme de suivi régional des « 11 plus 4 », en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2013. Le Conseil salue en outre l'action menée par l'Envoyée spéciale pour associer les femmes et la société civile à la mise en œuvre de l'Accord-cadre et promouvoir la participation pleine et effective des femmes au règlement des conflits et à la consolidation de la paix, notamment par l'application d'un plan d'action sous-régional sur la résolution 1325 (2000). Il se félicite, à cet égard, de la Conférence régionale sur les femmes, la paix, la sécurité et le développement dans la région des Grands Lacs qui s'est tenue à Bujumbura du 9 au 11 juillet 2013.

Le Conseil condamne les attaques lancées de nouveau en violation des résolutions 2076 (2012) et 2098 (2013) par le Mouvement du 23 mars, un groupe rebelle, dans la région de Mutaho, à proximité de Goma, du 20 au 22 mai 2013 puis le 14 juillet 2013, attaques qui ont fait des victimes et des déplacés parmi la population civile et ont nui à l'action menée aux niveaux régional et international pour parvenir à un règlement pacifique et permanent de la crise qui touche l'est de la République démocratique du Congo. Il condamne de nouveau fermement la présence persistante du Mouvement du 23 mars dans les environs immédiats de Goma et les efforts qu'il fait pour mettre en place une administration parallèle illégale dans le Nord-Kivu, et exige que tous les membres du Mouvement du 23 mars soient intégralement démobilisés et déposent les armes.

Le Conseil note que plusieurs centaines de combattants du Mouvement du 23 mars, parmi lesquels des individus dont les noms figurent sur les listes de personnes visées par le régime de sanctions concernant la République démocratique du Congo, ont fui ce pays pour le Rwanda le 18 mars 2013. Il note avec satisfaction les premières mesures que le Gouvernement rwandais a rapidement prises pour gérer cette situation et encourage le Gouvernement à continuer de collaborer avec l'Organisation et les autres organisations internationales concernées pour faire en sorte que ces combattants soient démobilisés de façon permanente et traités en conformité avec les dispositions pertinentes du droit international, une attention particulière devant être accordée aux enfants et aux femmes parmi eux.

Le Conseil se déclare préoccupé par l'activité croissante des Forces démocratiques de libération du Rwanda dans l'est de la République démocratique du Congo, notamment par les informations faisant état d'attaques par celles-ci en territoire rwandais, et exige que tous les membres des Forces soient intégralement démobilisés et déposent les armes.

Le Conseil condamne également les nouvelles attaques lancées par l'Alliance des forces démocratiques-Armée nationale de libération de l'Ouganda contre les Forces armées de la République démocratique du Congo à Kamango le 11 juillet 2013, et contre les forces de la Mission le long de l'axe Muba-Kamango le 14 juillet 2013. Ces attaques ont fait 66 000 réfugiés congolais et des victimes tant dans les rangs des Forces armées que dans ceux de la Mission.

Le Conseil exige que le Mouvement du 23 mars, les Forces démocratiques de libération du Rwanda, l'Alliance des forces démocratiques-Armée nationale de libération de l'Ouganda, les Mai-Mai Kata-Katanga et tous les autres groupes armés mettent immédiatement fin à toute forme de violence, notamment la violence sexuelle et sexiste, l'enrôlement et l'utilisation persistants d'enfants, les actions de déstabilisation, les violations des droits de l'homme, les violations du droit international humanitaire et les manœuvres visant à ébranler ou à renverser le Gouvernement de la République démocratique du Congo. Il souligne que tous les auteurs de telles violations doivent être amenés à répondre de leurs actes. Il exige de surcroît que les membres de tous les groupes armés soient immédiatement et définitivement démobilisés et déposent les armes, et appelle au rétablissement de l'autorité du Gouvernement dans l'est du pays. Il condamne énergiquement l'enrôlement et l'utilisation à grande échelle d'enfants par les groupes armés. Le Conseil souligne que tous les pays de la région ont renouvelé leur engagement de s'abstenir de tolérer la présence de groupes armés et de leur fournir quelque appui ou soutien que ce soit.

Le Conseil condamne les actes de violence sexuelle et sexiste commis à grande échelle en République démocratique du Congo et souligne qu'il importe de prendre des mesures efficaces pour prévenir et réprimer ces actes. Il rappelle en outre que le viol et les autres violences sexuelles commis en période de conflit armé sont des crimes de guerre et demande, afin qu'il soit mis fin à l'impunité, que ces crimes fassent l'objet d'enquêtes et que leurs auteurs soient traduits en justice.

Le Conseil se déclare gravement préoccupé par la persistance de la crise humanitaire, notamment par les 2,6 millions de déplacés et les 6,4 millions de personnes qui ont besoin d'une aide alimentaire et de secours

agricoles d'urgence, et demande à toutes les parties de faire en sorte que le personnel humanitaire puisse acheminer rapidement, en toute sécurité et sans entraves, toute l'aide humanitaire possible aux populations civiles qui ont un besoin urgent d'assistance, conformément aux dispositions pertinentes du droit international, y compris le droit international humanitaire et les principes directeurs des Nations Unies concernant l'aide humanitaire. Il s'inquiète en outre du sort des plus de 500 000 réfugiés congolais qui se trouvent dans les pays voisins et demande à la République démocratique du Congo et à tous les États de la région de s'attacher à créer les conditions d'une paix qui facilitera le rapatriement librement consenti des réfugiés en République démocratique du Congo, avec le concours du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le cas échéant. Il se félicite, à cet égard, de l'aide que les pays voisins apportent aux réfugiés congolais.

Le Conseil condamne les violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises par des membres des Forces armées de la République démocratique du Congo, notamment les viols à grande échelle qui ont été commis à Minova le 24 novembre 2012, et demande au Gouvernement de la République démocratique du Congo d'appréhender, de traduire en justice et de punir sans tarder les auteurs, quel que soit leur grade militaire. Il engage en outre le Gouvernement à améliorer les mécanismes de sélection et à mettre en place des dispositifs judiciaires plus efficaces au sein de ses forces de sécurité.

Le Conseil exprime sa profonde préoccupation devant les informations faisant état de mauvais traitements infligés à des membres du Mouvement du 23 mars détenus et de la profanation de dépouilles de combattants du Mouvement du 23 mars par des membres des Forces armées de la République démocratique du Congo. Il se félicite des mesures prises par les Forces armées et la Mission pour vérifier ces informations et traduire en justice les auteurs de ces actes, qui constituent des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Le Conseil prend note des mesures prises par la Mission pour reconsidérer son appui aux unités des Forces armées soupçonnées d'être impliquées dans ces incidents, conformément à la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme de l'Organisation.

Le Conseil demande par ailleurs au Gouvernement de la République démocratique du Congo de poursuivre l'exécution de son plan d'action visant à prévenir et à faire cesser l'enrôlement et l'utilisation d'enfants ainsi que les violences sexuelles commises sur la personne d'enfants par les Forces armées de la République démocratique du Congo.

Le Conseil invite l'Envoyée spéciale, M^{me} Mary Robinson, à continuer, en s'appuyant sur l'Accord-cadre, de conduire un processus politique global ouvert à toutes les parties prenantes qui vise à remédier aux causes profondes du conflit et qui garantisse que les auteurs d'atteintes aux droits de l'homme et de violations du droit international humanitaire répondent de leurs actes et ne pourront prétendre à une incorporation dans les forces de sécurité de l'État.

Le Conseil se félicite de la contribution de la Mission à la mise en œuvre d'une stratégie globale destinée à remédier à l'insécurité en République démocratique du Congo et souhaite le déploiement rapide de la brigade d'intervention de la Mission. Le Conseil prend note de ce que tous les pays qui fournissent des contingents à la Mission se sont engagés à s'acquitter de l'ensemble des responsabilités que leur impose le mandat de protection des civils de la Mission, notamment les responsabilités incombant à la brigade d'intervention, conformément à la résolution 2098 (2013).

Le Conseil reconnaît les sacrifices importants que consentent la Mission et les pays fournisseurs de contingents, et leur rend hommage pour les efforts qu'ils déploient en vue d'asseoir la paix et la stabilité en République démocratique du Congo.

Le Conseil condamne toutes menaces ou attaques visant les soldats de la paix et souligne que les responsables de ces menaces ou attaques doivent être traduits en justice. Il rappelle à cet égard son intention d'envisager de nouvelles sanctions ciblées, conformément aux critères définis aux paragraphes 3 et 4 de la résolution 2078 (2012), et sa décision d'appliquer le régime de sanctions aux personnes et entités qui planifient, financent ou commettent des attaques contre des soldats de la paix de la Mission.

LA SITUATION CONCERNANT LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO¹⁴¹

Décisions

À sa 6850^e séance, le 19 octobre 2012, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « La situation concernant la République démocratique du Congo ».

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil¹⁴² :

Le Conseil de sécurité se déclare profondément préoccupé par la détérioration de la sécurité et la crise humanitaire dans l'est de la République démocratique du Congo du fait des activités militaires et des autres actions de déstabilisation menées par le Mouvement du 23 mars et d'autres groupes armés.

Le Conseil condamne fermement le Mouvement du 23 mars et toutes les attaques qu'il a menées contre la population civile, les soldats de la paix des Nations Unies et le personnel humanitaire, ainsi que les atteintes aux droits de l'homme qu'il a commises, notamment les exécutions sommaires, les violences sexuelles et sexistes et l'enrôlement et l'utilisation généralisés d'enfants soldats. Le Conseil condamne également les tentatives faites par le Mouvement du 23 mars pour mettre en place une administration parallèle et saper l'autorité de l'État. Il exige du Mouvement du 23 mars et des autres groupes armés, dont les Forces démocratiques de libération du Rwanda, qu'ils mettent immédiatement fin à toutes formes de violence et autres actions de déstabilisation.

Le Conseil demande que les auteurs de ces actes, notamment les personnes responsables de violences contre les enfants et d'actes de violence sexuelle, soient appréhendés et traduits en justice et qu'ils répondent des violations du droit international applicable qu'ils ont commises. Il entend prendre des sanctions ciblées contre les dirigeants du Mouvement du 23 mars et quiconque viole le régime des sanctions et l'embargo sur les armes et demande à tous les États Membres de soumettre d'urgence au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) des propositions d'inscription sur la liste de sanctions.

Le Conseil se déclare profondément préoccupé par le nombre croissant de déplacés et de réfugiés, 320 000 personnes ayant été déplacées dans la province du Nord-Kivu depuis le début de la mutinerie du Mouvement du 23 mars en avril 2012. Il demande à toutes les parties, en particulier au Mouvement du 23 mars, de permettre d'acheminer en toute célérité, liberté et sécurité l'aide humanitaire dans les zones contrôlées par le Mouvement du 23 mars et dans toute la région conformément au droit international, notamment au droit international humanitaire applicable et aux principes directeurs concernant l'aide humanitaire. Il s'inquiète de l'insuffisance des fonds d'aide humanitaire et lance une nouvelle fois un appel à la communauté internationale pour qu'elle apporte une aide humanitaire adéquate. Il s'inquiète également de l'incidence négative que la situation dans le Nord-Kivu pourrait avoir sur la sécurité et la situation humanitaire dans le Sud-Kivu.

Le Conseil réaffirme son ferme attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo et souligne que les principes de non-ingérence, de bon voisinage et de coopération régionale doivent être pleinement respectés. Il renouvelle sa ferme condamnation de tout appui extérieur au Mouvement du 23 mars. À cet égard, il se déclare vivement préoccupé par les informations selon lesquelles des pays voisins continueraient de fournir un tel appui au Mouvement du 23 mars. Il exige l'arrêt immédiat de l'appui fourni depuis l'extérieur au Mouvement du 23 mars ainsi qu'aux autres groupes armés.

Le Conseil demande à tous les pays de la région de condamner le Mouvement du 23 mars et les autres groupes armés et de coopérer activement avec les autorités congolaises au désarmement et à la démobilisation des membres du Mouvement du 23 mars et des autres groupes armés ainsi qu'au démantèlement de l'administration parallèle du Mouvement du 23 mars.

¹⁴¹ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1997 des résolutions et décisions sur cette question.

¹⁴² S/PRST/2012/22.

Le Conseil souligne que le renforcement de l'autorité de l'État et de la gouvernance dans l'est de la République démocratique du Congo incombe au premier chef au Gouvernement de la République démocratique du Congo, qui doit notamment mettre en œuvre une véritable réforme du secteur de la sécurité qui permette une réforme de l'armée et de la police et mettre fin à l'impunité des auteurs de violations des droits de l'homme et de violations du droit international humanitaire, et il exhorte le Gouvernement à s'attaquer à l'exploitation illégale et à la contrebande des ressources naturelles.

Le Conseil se félicite des efforts faits par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, la Communauté de développement de l'Afrique australe et l'Union africaine pour rétablir la paix et la sécurité dans l'est de la République démocratique du Congo. Il souligne l'urgence d'engager des contacts et un dialogue constructifs entre la République démocratique du Congo et ses voisins, notamment le Rwanda, ainsi que la nécessité de s'attaquer aux causes profondes du conflit dans l'est du pays. Il demande au Secrétaire général de poursuivre ses bons offices et d'étudier, le moment venu, la possibilité de recourir à des mécanismes diplomatiques de haut niveau afin de faciliter un dialogue renforcé entre les parties concernées, y compris au sujet des causes profondes du conflit.

Le Conseil se félicite de la création du Mécanisme conjoint de vérification élargi mis en place le 14 septembre 2012 par la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, lequel constitue un important point de départ pour rétablir la confiance entre la République démocratique du Congo et le Rwanda. Il se félicite en outre du soutien apporté par la Mission de stabilisation de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo à ce Mécanisme et encourage la Mission à participer, en coordination avec les États membres de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, en tant que de besoin et dans la limite de ses moyens et de son mandat, aux activités du Mécanisme et à l'établissement de rapports sur d'éventuels flux d'armes et de matériel connexe à travers les frontières de l'est de la République démocratique du Congo.

Le Conseil prend note des décisions prises par la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et l'Union africaine concernant la mise en place d'une « Force internationale neutre » dans l'est de la République démocratique du Congo, et prend note également des efforts de coordination que ces deux organisations et l'Organisation des Nations Unies continuent de mener en vue d'arrêter les objectifs, les modalités d'organisation et les moyens de la Force proposée, en tenant compte de la Mission.

Le Conseil assure le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo créé par la résolution 1533 (2004) de son soutien sans réserve et demande à tous les États, en particulier ceux de la région, d'intensifier leur coopération avec lui, engageant en outre toutes les parties et tous les États à faire en sorte que les personnes et entités relevant de leur juridiction ou qu'ils contrôlent coopèrent avec lui et exigent à nouveau de toutes les parties et de tous les États qu'ils assurent la sécurité de ses membres et leur donnent immédiatement libre accès, en particulier aux personnes, aux documents et aux sites qu'il juge utiles à l'exécution de son mandat.

Le Conseil assure la Mission de son soutien sans réserve et la félicite des mesures positives qu'elle a prises, notamment en matière de protection des civils, pour s'acquitter de son mandat dans l'est de la République démocratique du Congo, et l'engage à continuer dans ce sens. Il prie le Secrétaire général de lui présenter un rapport spécial sur les options possibles et leurs implications pour donner à la Mission les moyens de s'acquitter de son mandat, y compris en matière de protection des civils et de transmission d'information sur les flux d'armes et de matériel connexe à travers les frontières orientales du pays, en se concentrant en particulier sur les multiplicateurs de force. Il appelle toutes les parties à coopérer pleinement avec la Mission et renouvelle sa condamnation de toute attaque menée contre ses Casques bleus. Il rappelle qu'il incombe au premier chef au Gouvernement de la République démocratique du Congo d'assurer la sécurité sur son territoire et de protéger sa population civile. Le Conseil rappelle également l'importance d'une étroite concertation avec les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police.

À sa 6866^e séance, le 20 novembre 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de la République démocratique du Congo et du Rwanda à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation concernant la République démocratique du Congo ».

**Résolution 2076 (2012)
du 20 novembre 2012**

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses précédentes résolutions et les déclarations de son Président concernant la République démocratique du Congo, en particulier la déclaration de son Président, en date du 19 octobre 2012¹⁴², et les déclarations à la presse, en date des 2 août et 17 novembre 2012, sur la situation dans l'est de la République démocratique du Congo,

Réaffirmant son ferme attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo et soulignant que les principes de non-ingérence, de bon voisinage et de coopération régionale doivent être pleinement respectés,

Se déclarant à nouveau profondément préoccupé par la détérioration de la sécurité et la crise humanitaire dans l'est de la République démocratique du Congo du fait des activités militaires menées par le Mouvement du 23 mars,

Exprimant sa vive inquiétude concernant la reprise des attaques menées par le Mouvement du 23 mars et son entrée dans la ville de Goma le 20 novembre 2012 et la poursuite des graves violations du droit international humanitaire et des atteintes aux droits de l'homme commises par ce Mouvement et d'autres groupes armés,

Demandant que tous les auteurs de ces actes, notamment les personnes responsables de violences contre les enfants et d'actes de violence sexuelle, soient appréhendés et traduits en justice et qu'ils répondent des violations du droit international applicable qu'ils ont commises,

Renouvelant sa ferme condamnation de tout appui extérieur au Mouvement du 23 mars, notamment la fourniture de renforts de troupes, de conseils tactiques et de matériel, et se disant vivement préoccupé par les informations et les allégations faisant état de la poursuite d'un tel appui au Mouvement du 23 mars,

Se déclarant préoccupé par les effets négatifs que pourrait avoir la situation qui règne dans le Nord-Kivu sur la sécurité et la situation humanitaire dans le Sud-Kivu,

Se déclarant profondément préoccupé par le nombre croissant de déplacés et de réfugiés dans l'est de la République démocratique du Congo à cause de la reprise des attaques menées par le Mouvement du 23 mars,

Saluant les efforts déployés par le Secrétaire général, ainsi que par la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, la Communauté de développement de l'Afrique australe et l'Union africaine, pour rétablir la paix et la sécurité dans l'est de la République démocratique du Congo,

Saluant également l'initiative prise par la présidence de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs de convoquer les sommets extraordinaires, tenus à Addis-Abeba le 15 juillet 2012 et à Kampala les 7 et 8 août, 8 septembre et 8 octobre 2012, sur la situation dans l'est de la République démocratique du Congo,

Soulignant que c'est au Gouvernement de la République démocratique du Congo qu'il incombe au premier chef d'assurer la sécurité sur son territoire et de protéger sa population civile, dans le respect de l'état de droit, des droits de l'homme et du droit international humanitaire,

Demandant à toutes les parties de coopérer pleinement avec la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo et réaffirmant sa condamnation de toutes les attaques contre les soldats de la paix,

Constatant que la situation en République démocratique du Congo constitue une menace contre la paix et la sécurité internationales dans la région,

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Condamne fermement* la reprise des attaques menées par le Mouvement du 23 mars dans le Nord-Kivu et son entrée dans la ville de Goma le 20 novembre 2012 ;
2. *Exige* du Mouvement du 23 mars qu'il se retire immédiatement de Goma, qu'il cesse ses avancées sur le terrain et que ses membres soient démobilisés immédiatement et de façon permanente et déposent les armes, et exige en outre que l'autorité du Gouvernement de la République démocratique du Congo soit rétablie à Goma et dans le Nord-Kivu ;

3. *Condamne fermement* le Mouvement du 23 mars et toutes les attaques qu'il a menées contre la population civile, les soldats de la paix de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo et le personnel humanitaire, ainsi que les atteintes aux droits de l'homme qu'il a commises, notamment les exécutions sommaires, les violences sexuelles et sexistes et l'enrôlement et l'utilisation à grande échelle d'enfants soldats, condamne en outre les efforts faits par le Mouvement du 23 mars pour mettre en place une administration parallèle illégale et saper l'autorité de l'État du Gouvernement de la République démocratique du Congo et réaffirme que les personnes responsables de crimes et d'atteintes aux droits de l'homme devront répondre de leurs actes ;

4. *Se déclare vivement préoccupé* par les informations indiquant qu'un appui extérieur continue d'être fourni au Mouvement du 23 mars, notamment sous forme de la fourniture de renforts de troupes, de conseils tactiques et de matériel, ce qui accroît considérablement les capacités militaires du Mouvement du 23 mars, et exige que tout appui extérieur au Mouvement du 23 mars cesse immédiatement ;

5. *Prie* le Secrétaire général de lui faire rapport dans les prochains jours, en coordination avec la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et l'Union africaine, sur les allégations selon lesquelles un appui extérieur serait fourni au Mouvement du 23 mars et se déclare disposé à prendre d'autres mesures appropriées sur la base de ce rapport ;

6. *Demande* à la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs de procéder, notamment en ayant activement recours au Mécanisme conjoint de vérification élargi, à des analyses et à des recherches sur les rapports et les allégations selon lesquels un appui et du matériel sont fournis depuis l'extérieur au Mouvement du 23 mars, et encourage la Mission, en coordination avec les membres de la Conférence, à participer, selon qu'il convient et dans la limite de ses moyens et de son mandat, aux activités du Mécanisme ;

7. *Se déclare préoccupé* par le fait que les commandants du Mouvement du 23 mars, M. Innocent Kaina et M. Baudouin Ngaruye, mènent des activités pour lesquelles ils pourraient être désignés par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) au titre du paragraphe 4 de la résolution 1857 (2008), en date du 22 décembre 2008, et charge le Comité d'examiner d'urgence les activités de ces deux personnes ainsi que de toute autre personne qui satisfait aux critères de désignation ;

8. *Exprime son intention* d'envisager, conformément aux critères définis dans la résolution 1857 (2008), d'autres sanctions ciblées contre les dirigeants du Mouvement du 23 mars, contre les personnes qui fournissent un appui au Mouvement du 23 mars depuis l'extérieur et contre celles qui agissent en violation du régime des sanctions et de l'embargo sur les armes et demande à tous les États Membres de présenter d'urgence des propositions d'inscription sur la liste au Comité ;

9. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter dans les prochains jours un rapport, indiquant les options et leurs implications, concernant les possibilités de redéploiement des contingents de la Mission, en consultation avec les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police, et de déploiement de multiplicateurs de force, de capacités d'observation et d'effectifs supplémentaires, dans les limites de l'actuel plafond autorisé, qui, au vu de la crise actuelle, pourraient rendre la Mission mieux à même de s'acquitter de son mandat, notamment de protéger les civils et de communiquer des informations sur les mouvements d'armes et de matériel connexe à travers les frontières orientales de la République démocratique du Congo, et, dans ce contexte, se déclare décidé à garder à l'examen le mandat de la Mission ;

10. *Demande* aux acteurs concernés d'user de leur influence sur le Mouvement du 23 mars pour l'amener à mettre fin aux attaques ;

11. *Demande* à toutes les parties, en particulier au Mouvement du 23 mars, de permettre l'accès en toute sécurité, en temps voulu et sans entraves de l'aide humanitaire aux personnes qui en ont besoin, conformément au droit international, notamment aux dispositions applicables du droit international humanitaire et aux principes directeurs concernant l'aide humanitaire, et de s'abstenir de tout acte de violence contre les civils ;

12. *Demande* à toutes les parties de respecter le caractère civil et humanitaire des camps de réfugiés et de déplacés et souligne la nécessité d'empêcher tout enrôlement forcé, notamment d'enfants, par les parties au conflit ;

13. *Salue* les mesures actives prises par la Mission pour s'acquitter de son mandat, en particulier en matière de protection des civils, salue en outre à cet égard les efforts déployés sans relâche par les contingents de la Mission, en particulier à Goma et aux alentours, et les encourage à poursuivre dans cette voie ;

14. *Souligne* qu'aucune action visant à entraver l'aptitude de la Mission à s'acquitter de son mandat ne sera tolérée et condamne toutes les personnes et entités qui planifient et commanditent les attaques contre la Mission ou qui y participent ;

15. *Constate et souligne* l'importance des efforts que continuent de déployer la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, la Communauté de développement de l'Afrique australe et l'Union africaine pour régler le conflit et trouver une solution politique durable, et demande à ces organisations et aux États de la région de coordonner leurs efforts en vue de mettre fin aux attaques, de stabiliser la situation et de faciliter le dialogue entre les parties concernées ;

16. *Se félicite* de la nomination de M. Boubacar Gaoussou Diarra comme Représentant spécial de l'Union africaine pour la région des Grands Lacs, prie le Secrétaire général de lui rendre compte d'options permettant un dialogue de haut niveau entre les parties concernées devant permettre de traiter des causes à court et à long terme à l'origine des crises politique, sécuritaire et humanitaire dans l'est de la République démocratique du Congo, y compris la possibilité de nommer un envoyé spécial, et prie en outre le Secrétaire général de lui faire rapport dans les prochains jours sur l'évolution de la crise et les efforts diplomatiques entrepris, y compris ceux qu'il aura lui-même menés ;

17. *Souligne* qu'il incombe au premier chef au Gouvernement de la République démocratique du Congo de renforcer l'autorité de l'État et la gouvernance dans l'est de la République démocratique du Congo, notamment de mettre en œuvre une véritable réforme du secteur de la sécurité qui permette une réforme de l'armée et de la police, et de mettre fin à l'impunité des auteurs de violations des droits de l'homme et de violations du droit international humanitaire, et exhorte le Gouvernement à redoubler d'efforts pour assurer la sécurité, la réforme du secteur de la sécurité, la protection des civils et le respect des droits de l'homme ;

18. *Décide* de rester activement saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6866^e séance.

Décisions

À sa 6868^e séance, le 21 novembre 2012, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« La situation concernant la République démocratique du Congo

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (S/2012/838) ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Roger Meece, Représentant spécial du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo et Chef de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, à participer à la séance par visioconférence.

À sa 6873^e séance, le 28 novembre 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de la République démocratique du Congo et du Rwanda à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation concernant la République démocratique du Congo

« Lettre, en date du 12 novembre 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo (S/2012/843) ».

Résolution 2078 (2012) du 28 novembre 2012

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions antérieures et les déclarations de son Président concernant la République démocratique du Congo,

Réaffirmant son ferme attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo et de tous les États de la région, et soulignant que les principes de non-ingérence, de bon voisinage et de coopération régionale doivent être pleinement respectés,

Soulignant que c'est au Gouvernement de la République démocratique du Congo qu'il incombe au premier chef d'assurer la sécurité sur son territoire et de protéger les civils, dans le respect de l'état de droit, des droits de l'homme et du droit international humanitaire,

Prenant note du rapport intermédiaire¹⁴³, de son additif¹⁴⁴, du rapport final¹⁴⁵ et des recommandations du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo (le Groupe d'experts) créé par la résolution 1771 (2007), en date du 10 août 2007, et reconduit par les résolutions 1807 (2008) du 31 mars 2008, 1857 (2008) du 22 décembre 2008, 1896 (2009) du 30 novembre 2009, 1952 (2010) du 29 novembre 2010 et 2021 (2011) du 29 novembre 2011,

Se déclarant de nouveau profondément préoccupé par la rapide détérioration de la sécurité et la crise humanitaire dans l'est de la République démocratique du Congo du fait des activités militaires menées par le Mouvement du 23 mars,

Renouvelant sa ferme condamnation de tout appui extérieur au Mouvement du 23 mars, notamment la fourniture de renforts de troupes, de conseils tactiques et de matériel, et se disant vivement préoccupé par les informations et les allégations faisant état de la poursuite d'un tel appui au Mouvement du 23 mars,

Condamnant la poursuite des mouvements d'armes illicites tant à l'intérieur qu'à destination de la République démocratique du Congo en violation des résolutions 1533 (2004) du 12 mars 2004, 1807 (2008), 1857 (2008), 1896 (2009), 1952 (2010) et 2021 (2011), et se déclarant déterminé à continuer de surveiller attentivement l'application de l'embargo sur les armes et des autres mesures édictées par ses résolutions concernant la République démocratique du Congo,

Rappelant le lien qui existe entre l'exploitation illégale des ressources naturelles, le commerce illicite de ces ressources et la prolifération et le trafic d'armes, comme étant l'un des principaux facteurs qui viennent alimenter et exacerber les conflits dans la région des Grands Lacs en Afrique et encourageant la poursuite de l'action menée à l'échelle régionale dans le cadre de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs pour lutter contre l'exploitation illégale des ressources naturelles,

Prenant note avec une grande préoccupation de la persistance des violations graves des droits de l'homme et du droit humanitaire perpétrées contre des civils dans l'est de la République démocratique du Congo, y compris les exécutions sommaires, les violences sexuelles et sexistes et l'enrôlement et l'utilisation généralisés d'enfants soldats auxquels se sont livrés le Mouvement du 23 mars et d'autres groupes armés,

Demandant que tous les auteurs de ces actes, notamment les personnes responsables de violences contre des enfants et d'actes de violence sexuelle, soient appréhendés et traduits en justice et qu'ils répondent des violations du droit international applicable qu'ils ont commises,

Saluant les efforts déployés par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que par la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, la Communauté de développement de l'Afrique australe et l'Union africaine, pour rétablir la paix et la sécurité dans l'est de la République démocratique du Congo,

Saluant également l'initiative prise par la présidence de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs de convoquer les sommets extraordinaires tenus à Addis-Abeba le 15 juillet 2012 et à Kampala les 7 et 8 août, 8 septembre, 8 octobre et 24 novembre 2012 pour traiter de la situation dans l'est de la République démocratique du Congo,

Rappelant toutes ses résolutions ayant trait aux femmes et à la paix et à la sécurité, au sort des enfants en temps de conflit armé et à la protection des civils en période de conflit armé,

Demandant à toutes les parties de coopérer pleinement avec la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, condamnant de nouveau toutes attaques perpétrées contre les soldats de la paix et soulignant que leurs auteurs doivent être traduits en justice,

¹⁴³ Voir S/2012/348.

¹⁴⁴ S/2012/348/Add.1, annexe.

¹⁴⁵ Voir S/2012/843.

Considérant que la situation en République démocratique du Congo continue de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région,

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Décide* de reconduire jusqu'au 1^{er} février 2014 les mesures sur les armes imposées par le paragraphe 1 de la résolution 1807 (2008) et réaffirme les dispositions des paragraphes 2, 3 et 5 de ladite résolution ;

2. *Décide également* de reconduire, pour la période indiquée au paragraphe 1 ci-dessus, les mesures concernant les transports imposées par les paragraphes 6 et 8 de la résolution 1807 (2008) et réaffirme les dispositions du paragraphe 7 de ladite résolution ;

3. *Décide en outre* de reconduire, pour la période indiquée au paragraphe 1 de la présente résolution, les mesures financières et les mesures concernant les déplacements imposées par les paragraphes 9 et 11 de la résolution 1807 (2008), réaffirme les dispositions des paragraphes 10 et 12 de ladite résolution ayant trait aux personnes et entités visées au paragraphe 4 de la résolution 1857 (2008) et réaffirme également les dispositions des paragraphes 10 et 12 de la résolution 1807 (2008) ayant trait auxdites mesures ;

4. *Décide* que les mesures visées au paragraphe 3 ci-dessus s'appliquent aux personnes et, le cas échéant, aux entités ci-après désignées par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) :

a) Les personnes ou entités agissant en violation des mesures prises par les États Membres conformément au paragraphe 1 de la présente résolution ;

b) Les responsables politiques et militaires des groupes armés étrangers opérant en République démocratique du Congo qui font obstacle au désarmement et au rapatriement ou à la réinstallation volontaires des combattants appartenant à ces groupes ;

c) Les responsables politiques et militaires des milices congolaises recevant un soutien de l'extérieur de la République démocratique du Congo qui font obstacle à la participation de leurs combattants aux opérations de désarmement, de démobilisation et de réinsertion ;

d) Les responsables politiques et militaires opérant en République démocratique du Congo qui enrôlent ou utilisent des enfants dans les conflits armés, contrevenant ainsi au droit international applicable ;

e) Les personnes ou entités opérant en République démocratique du Congo qui commettent des actes de violence graves dirigés contre des enfants ou des femmes dans des situations de conflit armé, y compris les meurtres et les mutilations, les violences sexuelles, les enlèvements et les déplacements forcés ;

f) Les personnes ou entités qui font obstacle à l'accès à l'assistance humanitaire ou à sa distribution dans l'est de la République démocratique du Congo ;

g) Les personnes ou entités qui appuient les groupes armés illégalement dans l'est de la République démocratique du Congo à la faveur du commerce illicite de ressources naturelles, dont l'or ;

h) Les personnes ou entités agissant au nom ou sur instruction de toute personne désignée ou de toute entité appartenant à toute personne désignée ou sous son contrôle ;

i) Les personnes ou entités qui planifient des attaques contre des soldats de la paix de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, les facilitent ou y participent ;

5. *Prie* le Secrétaire général de proroger, pour une période prenant fin le 1^{er} février 2014, le mandat du Groupe d'experts créé par la résolution 1533 (2004) et reconduit par des résolutions ultérieures, prie le Groupe d'experts de s'acquitter de son mandat tel qu'énoncé au paragraphe 18 de la résolution 1807 (2008) et élargi aux paragraphes 9 et 10 de la résolution 1857 (2008) et de lui présenter par écrit, par l'intermédiaire du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004), un rapport à mi-parcours d'ici au 28 juin 2013 et un rapport final avant le 13 décembre 2013, salue la pratique consistant, pour le Groupe d'experts, à lui adresser au besoin de nouvelles mises à jour et prie en outre le Groupe d'experts de lui présenter, après discussion avec le Comité, son rapport final à l'expiration de son mandat ;

6. *Condamne fermement* le Mouvement du 23 mars et toutes les attaques qu'il a perpétrées contre la population civile, les Casques bleus des Nations Unies et le personnel humanitaire, ainsi que les atteintes aux droits

de l'homme qu'il a commises, notamment les exécutions sommaires, les violences sexuelles et sexistes et l'enrôlement et l'utilisation généralisés d'enfants soldats, condamne en outre les tentatives faites par le Mouvement du 23 mars pour mettre en place une administration parallèle illégale et saper l'autorité du Gouvernement de la République démocratique du Congo et redit que les auteurs de crimes et de violations des droits de l'homme devront en répondre ;

7. *Exige* du Mouvement du 23 mars et des autres groupes armés, y compris les Forces démocratiques de libération du Rwanda, l'Armée de résistance du Seigneur, les milices maï-maï, les Forces nationales de libération et l'Alliance des forces démocratiques, qu'ils mettent immédiatement fin à toutes formes de violence et autres activités déstabilisatrices et libèrent immédiatement tous les enfants soldats et qu'ils déposent les armes de façon permanente ;

8. *Se déclare vivement préoccupé* par les informations indiquant qu'un appui extérieur continue d'être fourni au Mouvement du 23 mars, notamment sous forme de la fourniture de renforts de troupes, de conseils tactiques et de matériel, ce qui accroît considérablement les capacités militaires du Mouvement du 23 mars et exige de nouveau que tout appui extérieur au Mouvement du 23 mars cesse immédiatement ;

9. *Exprime son intention* d'envisager de nouvelles sanctions ciblées, conformément aux critères énoncés au paragraphe 4 de la présente résolution, contre les dirigeants du Mouvement du 23 mars, contre les personnes qui fournissent un appui au Mouvement du 23 mars depuis l'extérieur et contre celles qui agissent en violation du régime des sanctions et de l'embargo sur les armes, et demande à tous les États Membres de présenter d'urgence des propositions d'inscription sur la liste au Comité ;

10. *Décide* que les mesures imposées au paragraphe 9 de la résolution 1807 (2008) ne s'appliqueront pas :

a) Lorsque le Comité établit à l'avance et au cas par cas que tel ou tel voyage se justifie pour des raisons humanitaires, y compris un devoir religieux ;

b) Lorsque le Comité conclut qu'une dérogation favoriserait la réalisation des objectifs des résolutions que lui-même a adoptées, à savoir la paix et la réconciliation nationale en République démocratique du Congo et la stabilité dans la région ;

c) Lorsque le Comité autorise, préalablement et au cas par cas, le passage en transit de personnes qui rentrent dans le territoire de l'État dont elles sont ressortissantes ou concourent aux efforts tendant à faire traduire en justice les auteurs de violations graves des droits de l'homme ou du droit international humanitaire ; ou

d) Lorsque l'entrée ou le transit est nécessaire aux fins d'une procédure judiciaire ;

11. *Demande de nouveau* à la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs de suivre les informations et allégations faisant état de fourniture d'appui extérieur et de matériel au Mouvement du 23 mars et de mener des enquêtes à ce sujet, notamment en faisant activement appel au Mécanisme conjoint de vérification élargi, et encourage la Mission à participer, en coordination avec les États membres de la Conférence, en tant que de besoin et dans la limite de ses moyens et de son mandat, aux activités du Mécanisme ;

12. *Engage* le Gouvernement de la République démocratique du Congo à renforcer, avec l'aide des partenaires internationaux au besoin et à sa demande, la sécurité, le contrôle comptable et la gestion des stocks d'armes et de munitions et à mettre en œuvre d'urgence un programme national de marquage des armes, en particulier des armes à feu de l'État, en se conformant aux normes établies par le Protocole de Nairobi pour la prévention, le contrôle et la réduction des armes légères dans la région des Grands Lacs et la Corne de l'Afrique et le Centre régional sur les armes légères et de petit calibre dans la région des Grands Lacs, la Corne de l'Afrique et les États limitrophes ;

13. *Souligne* qu'il incombe au premier chef au Gouvernement de la République démocratique du Congo de renforcer l'autorité de l'État et la gouvernance dans l'est de la République démocratique du Congo, notamment de mettre en œuvre une véritable réforme du secteur de la sécurité qui permette une réforme de l'armée, de la police et de la justice, et de mettre fin à l'impunité des auteurs de violations des droits de l'homme et de violations du droit international humanitaire, exhorte le Gouvernement à redoubler d'efforts à cette fin, se félicite des efforts entrepris par le Gouvernement pour remédier à l'exploitation illégale et à la contrebande des ressources naturelles et l'exhorte à persévérer dans cet effort ;

14. *Se félicite* à cet égard des mesures prises par le Gouvernement de la République démocratique du Congo pour mettre en œuvre les lignes directrices sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement en

minerais¹⁴⁶, définies par le Groupe d'experts et l'Organisation de coopération et de développement économiques, et invite tous les États à aider la République démocratique du Congo, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et les pays de la région à mettre en œuvre ces lignes directrices ;

15. *Engage* tous les États, en particulier ceux de la région, à continuer de faire connaître les lignes directrices sur le devoir de diligence établies par le Groupe d'experts, notamment dans le secteur de l'or, dans le cadre de l'action tendant à enrayer toute poursuite du financement des groupes armés et des réseaux criminels opérant au sein des Forces armées de la République démocratique du Congo en République démocratique du Congo ;

16. *Réaffirme* les dispositions des paragraphes 6 à 13 de sa résolution 1952 (2010) et prie le Groupe d'experts de continuer à étudier l'impact du devoir de diligence ;

17. *Réaffirme également* les dispositions des paragraphes 7 à 9 de sa résolution 2021 (2011) et engage à nouveau la République démocratique du Congo et les États de la région des Grands Lacs à exiger de leurs autorités douanières qu'elles renforcent le contrôle à l'exportation et à l'importation de minerais en provenance de la République démocratique du Congo et à coopérer au niveau régional en vue d'enquêter sur les réseaux criminels régionaux et les groupes armés impliqués dans l'exploitation illégale de ressources naturelles et de les combattre ;

18. *Rappelle* que la Mission a pour mandat d'aider les autorités congolaises compétentes à empêcher que tout appui soit apporté à des groupes armés, en particulier grâce au produit d'activités économiques illicites et du commerce illicite des ressources naturelles, notamment en effectuant des contrôles inopinés et des visites périodiques sur les sites miniers, les itinéraires commerciaux et les marchés, dans le voisinage des cinq comptoirs pilotes ;

19. *Souligne* combien il importe que le Gouvernement de la République démocratique du Congo s'emploie activement à poursuivre les responsables des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis dans le pays et combien la coopération à l'échelon régional s'impose dans ce domaine, notamment celle que le Gouvernement entretient avec la Cour pénale internationale, et encourage la Mission à user de ses pouvoirs actuels pour aider le Gouvernement à cette fin ;

20. *Exprime son plein appui* au Groupe d'experts du Comité, encourage une coopération accrue entre tous les États, en particulier ceux de la région, la Mission et le Groupe d'experts, encourage en outre toutes les parties et tous les États à faire en sorte que les personnes et entités relevant de leur juridiction ou placées sous leur contrôle coopèrent avec le Groupe d'experts, et exige de nouveau de toutes les parties et de tous les États qu'ils garantissent la sécurité de ses membres et de son personnel d'appui et un accès sans entraves et immédiat, notamment aux personnes, aux documents et aux lieux que le Groupe d'experts estimerait susceptibles de présenter quelque intérêt aux fins de l'exécution de son mandat ;

21. *Demande* au Groupe d'experts de coopérer activement avec les autres groupes d'experts compétents, en particulier celui sur la Côte d'Ivoire, reconduit en vertu du paragraphe 13 de sa résolution 1980 (2011) du 28 avril 2011, et celui sur le Libéria, reconduit en vertu du paragraphe 6 de sa résolution 1961 (2010) du 17 décembre 2010, pour ce qui est des ressources naturelles ;

22. *Demande* à tous les États, en particulier ceux de la région et ceux dans lesquels se trouvent des personnes et entités désignées en application du paragraphe 3 de la présente résolution, de rendre régulièrement compte au Comité des mesures qu'ils ont prises pour appliquer les mesures résultant des paragraphes 1 à 3 de la présente résolution et recommandées au paragraphe 8 de la résolution 1952 (2010) ;

23. *Décide* de réexaminer, le moment venu, et au plus tard le 1^{er} février 2014, les mesures édictées dans la présente résolution, afin de les adapter, selon qu'il conviendra, en fonction des conditions de sécurité en République démocratique du Congo, en particulier de l'avancement de la réforme du secteur de la sécurité, y compris l'intégration des Forces armées et la réforme de la Police nationale, ainsi que du désarmement, de la démobilisation, du rapatriement ou de la réinstallation et de la réintégration, selon qu'il conviendra, des groupes armés congolais et étrangers, l'accent étant mis en particulier sur les enfants soldats ;

24. *Décide également* de rester activement saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6873^e séance.

¹⁴⁶ Voir S/2011/345, annexe I.

Décisions

Le 22 janvier 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général¹⁴⁷ :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 27 décembre 2012, dans laquelle vous présentez vos intentions à propos de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo¹⁴⁸, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité. Ils prennent note de l'information qui y figure et des intentions qui y sont formulées.

Les membres du Conseil notent également que l'utilisation en République démocratique du Congo, à titre expérimental, « de matériel électronique d'imagerie externe et de moyens d'analyse connexes, notamment de moyens de surveillance tels que des systèmes aériens sans pilote » est conforme à l'intention du Secrétariat d'utiliser les moyens à disposition pour améliorer la connaissance de la situation, et ce, au cas par cas et sans préjudice de l'examen qui est fait actuellement par les organes des Nations Unies des incidences juridiques, financières et techniques de l'utilisation de systèmes aériens sans pilote.

À sa 6925^e séance, le 22 février 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la République démocratique du Congo à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation concernant la République démocratique du Congo

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (S/2013/96) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Roger Meece, Représentant spécial du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo et Chef de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo.

À sa 6928^e séance, le 5 mars 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la République démocratique du Congo à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation concernant la République démocratique du Congo

« Rapport spécial du Secrétaire général sur la République démocratique du Congo et la région des Grands Lacs (S/2013/119) ».

À sa 6943^e séance, le 28 mars 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la République démocratique du Congo (Ministre des affaires étrangères, coopération internationale et francophonie) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation concernant la République démocratique du Congo

« Rapport spécial du Secrétaire général sur la République démocratique du Congo et la région des Grands Lacs (S/2013/119) ».

Résolution 2098 (2013) du 28 mars 2013

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions antérieures et les déclarations de son Président concernant la République démocratique du Congo, en particulier les résolutions 1925 (2010) du 28 mai 2010, 1991 (2011) du 28 juin 2011, 2053 (2012) du 27 juin 2012, 2076 (2012) du 20 novembre 2012 et 2078 (2012) du 28 novembre 2012,

¹⁴⁷ S/2013/44.

¹⁴⁸ S/2013/43.

Rappelant également sa résolution 2086 (2013) du 21 janvier 2013 et réaffirmant les principes fondamentaux du maintien de la paix, y compris le consentement des parties, l'impartialité et le non-recours à la force, sauf en cas de légitime défense ou pour la défense du mandat, et conscient que le mandat de chaque mission de maintien de la paix est déterminé en fonction des besoins et de la situation du pays concerné,

Réaffirmant son ferme attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo et soulignant que les principes de non-ingérence, de bon voisinage et de coopération régionale doivent être pleinement respectés,

Constatant que l'est de la République démocratique du Congo continue d'être le théâtre de conflits récurrents et de violences persistantes perpétrées par des groupes armés tant nationaux qu'étrangers, et insistant sur la nécessité de s'attaquer aux causes profondes du conflit afin de mettre fin à ces cycles récurrents de violence,

Se félicitant des efforts faits par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, la Communauté de développement de l'Afrique australe et l'Union africaine pour rétablir la paix et la sécurité dans l'est de la République démocratique du Congo,

Se félicitant également de la signature à Addis-Abeba, le 24 février 2013, de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région (l'Accord-cadre)¹⁴⁹ sous les auspices de ses garants, à savoir le Secrétaire général de l'Organisation, la Présidente de la Commission de l'Union africaine, le Président de la Communauté de développement de l'Afrique australe et le Président de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs,

Se félicitant en outre de la nomination par le Secrétaire général de M^{me} Mary Robinson, ancienne Présidente d'Irlande, en tant que son Envoyée spéciale pour la région des Grands Lacs,

Réitérant sa profonde préoccupation en ce qui concerne la sécurité et la crise humanitaire dans le Nord-Kivu du fait des actions de déstabilisation menées actuellement par le Mouvement du 23 mars et d'autres groupes armés congolais et étrangers, et se déclarant inquiet des conséquences négatives en termes de détérioration de la sécurité et de la situation humanitaire dans le Sud-Kivu et dans le Katanga,

Faisant part de sa vive inquiétude s'agissant de la menace posée par la présence du Mouvement du 23 mars à proximité immédiate de la ville de Goma en violation de la résolution 2076 (2012), ainsi que de la poursuite des violations graves du droit international humanitaire et des atteintes aux droits de l'homme par le Mouvement du 23 mars et d'autres groupes armés,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général, en date du 14 mars 2013¹⁵⁰, dans lequel figure une liste de parties qui se sont systématiquement livrées à des viols ou à d'autres formes de violence sexuelle dans des situations de conflit armé,

Prenant également acte du rapport du Secrétaire général, en date du 15 février 2013¹⁵¹, et condamnant à nouveau fermement tout appui extérieur au Mouvement du 23 mars, notamment la fourniture de renforts de personnel militaire, de conseils tactiques et de matériel,

Se déclarant profondément préoccupé par le nombre croissant de déplacés et de réfugiés dans l'est de la République démocratique du Congo causé par les activités du Mouvement du 23 mars, des Forces démocratiques de libération du Rwanda et des autres groupes armés congolais et étrangers,

Se disant inquiet de l'instabilité croissante dans tout l'est de la République démocratique du Congo résultant également en partie de l'augmentation des actions menées par d'autres groupes armés, y compris l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain et les Forces démocratiques alliées dans le Nord-Kivu, les Mai-Mai Gédéon et les Mai-Mai Kata-Katanga dans la province du Katanga, l'Armée de résistance du Seigneur dans la province Orientale, et manifestant en outre son inquiétude au sujet des informations émanant du Rwanda concernant des attaques perpétrées par les Forces démocratiques de libération du Rwanda en territoire rwandais,

¹⁴⁹ S/2013/131, annexe.

¹⁵⁰ S/2013/149.

¹⁵¹ S/2013/96.

Rappelant les déclarations de son Président concernant la région de l'Afrique centrale et l'Armée de résistance du Seigneur, notamment ses déclarations du 14 novembre 2011¹⁵² et des 29 juin¹⁵³ et 19 décembre 2012¹⁵⁴, se félicitant de l'action importante que continue de mener la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo pour lutter contre l'Armée de résistance du Seigneur, encourageant la Force régionale d'intervention de l'Union africaine à poursuivre ses efforts et préconisant vivement une collaboration et un partage d'informations accrus entre les organismes concernés des Nations Unies, la Force d'intervention régionale de l'Union africaine, les forces régionales et les organisations non gouvernementales pour conjurer la menace que pose l'Armée de résistance du Seigneur,

Demandant à toutes les parties au conflit de respecter l'impartialité, l'indépendance et la neutralité des agents humanitaires,

Demeurant très préoccupé par la situation humanitaire qui continue de toucher durement la population civile, notamment dans l'est de la République démocratique du Congo, ainsi que par le niveau constamment élevé de la violence et des violations du droit international, condamnant en particulier les attaques dirigées contre la population civile, les violences sexuelles et sexistes généralisées, l'enrôlement et l'utilisation systématiques d'enfants par certaines parties au conflit, les déplacements massifs de population, les exécutions extrajudiciaires et les arrestations arbitraires, et conscient de leur effet néfaste sur la stabilisation, la reconstruction et les efforts de développement en République démocratique du Congo,

Rappelant ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009 et 1960 (2010) du 16 décembre 2010 concernant les femmes et la paix et la sécurité, ses résolutions 1265 (1999) du 17 septembre 1999, 1296 (2000) du 19 avril 2000, 1674 (2006) du 28 avril 2006, 1738 (2006) du 23 décembre 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 concernant la protection des civils en période de conflit armé, et ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1998 (2011) du 12 juillet 2011 et 2068 (2012) du 19 septembre 2012 concernant le sort des enfants en temps de conflit armé,

Saluant les efforts déployés par la Mission et les partenaires internationaux pour dispenser une formation aux droits de l'homme, à la protection de l'enfance ainsi qu'à la protection contre les violences sexuelles et sexistes à l'intention des institutions congolaises chargées de la sécurité, et soulignant son importance,

Condamnant les viols massifs qui auraient été commis par des soldats des Forces armées de la République démocratique du Congo à Minova et dans les villages environnants, en novembre 2012, prenant note des enquêtes et arrestations effectuées en conséquence par les autorités congolaises et exigeant que les responsables de violations du droit international humanitaire ou d'atteintes aux droits de l'homme, selon le cas, y compris celles qui prennent la forme de violences et de sévices à l'égard d'enfants ainsi que les actes de violence sexuelle et sexiste, soient rapidement appréhendés et traduits en justice, et réponde de leurs actes,

Se félicitant de l'engagement pris par le Gouvernement de la République démocratique du Congo d'amener les auteurs des atrocités commises dans le pays à répondre de leurs actes, prenant note de la coopération du Gouvernement avec la Cour pénale internationale, et soulignant combien il importe de s'employer activement à poursuivre les auteurs des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis dans le pays et de coopérer à l'échelon international et régional à cette fin,

Accueillant avec satisfaction la remise de M. Bosco Ntaganda à la Cour pénale internationale le 22 mars 2013, laquelle marque une avancée positive pour la justice pénale internationale ainsi que pour le rétablissement de la paix et de la sécurité dans l'est de la République démocratique du Congo, et remerciant tous les gouvernements concernés ainsi que la Cour pour leur coopération, décisive pour que M. Ntaganda puisse être traduit en justice,

Notant que des centaines de combattants du Mouvement du 23 mars, dont des personnes qu'il a désignées, ont fui la République démocratique du Congo pour le Rwanda le 18 mars 2013, invitant le Gouvernement rwandais à continuer, avec le concours des organismes des Nations Unies et des organisations internationales concernés,

¹⁵² S/PRST/2011/21.

¹⁵³ S/PRST/2012/18.

¹⁵⁴ S/PRST/2012/28.

de veiller à ce que ces combattants soient démobilisés de façon permanente et traités conformément au droit international, une attention particulière étant accordée aux enfants et aux femmes dans leurs rangs, et rappelant les obligations des États Membres au titre du régime des sanctions, réaffirmées par la résolution 2078 (2012),

Notant également qu'en janvier 2012 le Secrétaire général l'a invité à refuser d'approuver l'octroi de toute amnistie aux auteurs présumés de crimes de génocide, de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité ou de violations flagrantes des droits de l'homme et du droit international humanitaire,

Soulignant que le Gouvernement de la République démocratique du Congo est responsable au premier chef de la sécurité, de la protection des civils, de la réconciliation nationale, de la consolidation de la paix et du développement dans le pays, et l'engageant instamment à demeurer pleinement attaché à la mise en œuvre de l'Accord-cadre et à la protection des civils en se dotant de forces de sécurité professionnelles, responsables et pérennes, en mettant en place une administration civile congolaise, en particulier dans les secteurs de la police, de la justice et de l'administration territoriale et en faisant prévaloir l'état de droit et le respect des droits de l'homme,

Prenant note à cet égard des déclarations du Président de la République démocratique du Congo, M. Joseph Kabila, les 15 et 31 décembre 2012, dans lesquelles il a souligné que la réforme de l'armée constituait une priorité essentielle de son gouvernement pour 2013, et exhortant le Gouvernement de la République démocratique du Congo à respecter son engagement de réformer le secteur de la sécurité, y compris la création d'une force de réaction rapide et l'appui à celle-ci, l'élaboration d'un plan complet de désarmement, de démobilisation et de réintégration ainsi que de désarmement, de démobilisation, de réintégration, et de réinstallation ou de rapatriement et la mise au point d'une feuille de route pour les secteurs de la sécurité et de la justice, qui nécessitera l'allocation de ressources suffisantes et un engagement continu du Gouvernement pour faire de la réforme une priorité,

Demandant à nouveau à toutes les parties de coopérer pleinement avec la Mission et réaffirmant sa condamnation de toutes les attaques contre les soldats de la paix, tout en soulignant que les auteurs de ces attaques doivent répondre de leurs actes, et rappelant sa décision d'étendre les sanctions visées au paragraphe 3 de la résolution 2078 (2012) aux personnes et entités qui planifient des attaques contre des soldats de la paix de la Mission, les facilitent ou y participent,

Priant à nouveau le Secrétaire général de prendre toutes les mesures nécessaires pour renforcer les dispositifs de sécurité de l'Organisation sur le terrain et améliorer la sûreté et la sécurité de tous les contingents militaires, des policiers et des observateurs militaires, notamment des observateurs non armés,

Prenant acte du rapport spécial du Secrétaire général sur la République démocratique du Congo et la région des Grands Lacs, en date du 27 février 2013¹⁵⁵, et des recommandations qui y figurent, notamment en ce qui concerne la mise en place d'une « brigade d'intervention » au sein de la Mission, sur la base de l'idée initialement proposée par la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et appuyée par la Communauté de développement de l'Afrique australe,

Rappelant la lettre, en date du 27 décembre 2012, adressée à son Président par le Secrétaire général concernant des propositions devant permettre à la Mission de mieux s'acquitter de son mandat¹⁴⁸, ainsi que la réponse de son Président en date du 22 janvier 2013¹⁴⁷,

Conscient des sacrifices importants consentis par la Mission et lui exprimant sa gratitude pour les efforts qu'elle déploie afin de renforcer la paix et la stabilité en République démocratique du Congo,

Soulignant qu'il importe que la Mission décourage toute menace à la mise en œuvre de son mandat,

Se félicitant du rôle joué par la Mission dans la mise en œuvre d'une stratégie globale visant à instaurer durablement la paix et la sécurité, notant avec satisfaction que la Mission participe aux premières phases de la consolidation de la paix et soulignant que les activités de la Mission doivent être menées de manière à favoriser la consolidation de la paix au sortir du conflit, à empêcher la reprise du conflit armé et à promouvoir le progrès vers une paix et un développement durables,

Soulignant l'importance de la mise en œuvre intégrale et sans délai de l'Accord-cadre afin d'atténuer les menaces qui pèsent à long terme sur les civils, constatant la nécessité pour la Mission de renforcer l'appui fourni au

¹⁵⁵ S/2013/119.

Gouvernement de la République démocratique du Congo pour lui permettre de faire face aux problèmes de sécurité et d'étendre l'autorité de l'État comme indiqué au paragraphe 5 de l'Accord-cadre, et reconnaissant la nécessité d'un processus de paix global pour mettre un terme aux sources de conflit dans la région,

Considérant que la situation en République démocratique du Congo constitue encore une menace pour la paix et la sécurité internationales dans la région,

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Se félicite* de la signature le 24 février 2013 de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région (l'Accord-cadre)¹⁴⁹ et souligne l'importance de cet accord pour la stabilité à long terme de l'est de la République démocratique du Congo et de la région ;

2. *Exige* des États signataires de l'Accord-cadre qu'ils mettent pleinement en œuvre leurs engagements de bonne foi ;

3. *Encourage* à cet égard la mise en place rapide i) d'un mécanisme de suivi régional des « 11 plus 4 » impliquant les dirigeants de la région sous les bons offices des garants de l'Accord-cadre, qui se réuniront régulièrement pour examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre des engagements régionaux pris au titre de l'Accord-cadre, et ii) d'un mécanisme de suivi national afin d'accompagner et de superviser la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre de la réforme de la République démocratique du Congo ;

4. *Invite* l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, nouvellement nommée, en coordination avec le Représentant spécial du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo et avec le concours voulu de celui-ci, à diriger, à coordonner et à évaluer la mise en œuvre des engagements nationaux et régionaux pris dans l'Accord-cadre, tels qu'énoncés dans l'annexe A de la présente résolution, y compris l'établissement dans les meilleurs délais de critères et de mesures de suivi appropriés et, se fondant sur l'Accord-cadre, invite l'Envoyée spéciale à conduire un processus politique global ouvert à toutes les parties prenantes en vue de remédier aux causes profondes du conflit ;

5. *Demande* au Représentant spécial, en collaboration avec l'Envoyée spéciale, de soutenir, de coordonner et d'évaluer l'application en République démocratique du Congo des engagements nationaux pris dans l'Accord-cadre, comme énoncés dans l'annexe B de la présente résolution ;

6. *Manifeste son intention* d'examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'Accord-cadre dans la région par rapport aux critères correspondants et aux mesures de suivi appropriées, à l'issue de la première visite de l'Envoyée spéciale dans la région et régulièrement par la suite, ainsi que sur la base des rapports du Secrétaire général dont il est fait mention au paragraphe 34 de la présente résolution, et entend en outre, au cas où l'une ou l'ensemble des parties n'auraient pas satisfait aux engagements énoncés dans l'Accord-cadre, prendre toutes les mesures appropriées en tant que de besoin ;

7. *Condamne fermement* la présence persistante du Mouvement du 23 mars dans les environs immédiats de Goma et les efforts qu'il fait pour mettre en place une administration parallèle illégale dans le Nord-Kivu, exige du Mouvement du 23 mars qu'il mette fin immédiatement à toutes les formes de violence et activités déstabilisatrices et que ses membres soient démobilisés immédiatement et de façon permanente et déposent les armes, et demande que l'autorité du Gouvernement de la République démocratique du Congo soit rétablie à Goma et dans le Nord-Kivu ;

8. *Condamne de même fermement* le Mouvement du 23 mars, les Forces démocratiques de libération du Rwanda, les Forces démocratiques alliées, l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain, l'Armée de résistance du Seigneur, les Forces nationales de libération, les divers groupes maï-maï et les autres groupes armés ainsi que les violences et les atteintes aux droits de l'homme qu'ils continuent de commettre, notamment les exécutions sommaires, les violences sexuelles et sexistes et l'enrôlement et l'utilisation à grande échelle d'enfants, exige de tous les groupes armés qu'ils mettent fin immédiatement à toutes les formes de violence et activités déstabilisatrices et que leurs membres soient démobilisés immédiatement et de façon permanente et déposent les armes, et réaffirme que les personnes responsables d'atteintes aux droits de l'homme et de violations du droit international humanitaire devront répondre de leurs actes et ne devraient pas pouvoir prétendre à une intégration dans les Forces armées de la République démocratique du Congo ou d'autres forces de sécurité de l'État ;

9. *Décide* de proroger jusqu'au 31 mars 2014 le mandat de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, prend note des recommandations formulées dans le rapport spécial du Secrétaire général sur la République démocratique du Congo et la région des Grands Lacs¹⁵⁵ concernant la Mission, et décide que la Mission disposera, pour une période initiale d'un an et dans les limites de l'effectif maximum autorisé de 19 815 hommes, à titre exceptionnel et sans créer de précédent ni sans préjudice des principes convenus du maintien de la paix, d'une « brigade d'intervention », comprenant notamment trois bataillons d'infanterie, une compagnie d'artillerie, une force spéciale et une compagnie de reconnaissance, ayant son quartier général à Goma et placée sous le commandement direct du commandant de la force de la Mission, qui aura pour responsabilité de neutraliser les groupes armés, comme prévu à l'alinéa *b* du paragraphe 12 de la présente résolution, et pour objectif de contribuer à réduire la menace que représentent les groupes armés pour l'autorité de l'État et la sécurité des civils dans l'est de la République démocratique du Congo et de préparer le terrain pour les activités de stabilisation ;

10. *Décide également* que la brigade d'intervention aura une stratégie de retrait clairement définie et qu'il se prononcera sur le maintien de la présence de la brigade d'intervention compte tenu des résultats qu'elle aura obtenus et des progrès que la République démocratique du Congo, qui a la responsabilité principale de garantir sa souveraineté et son intégrité territoriale, aura accomplis dans la mise en œuvre des engagements qu'elle a pris au titre de l'Accord-cadre et l'élaboration et l'application d'une feuille de route nationale pour la réforme du secteur de la sécurité en vue de la création d'une « force de réaction rapide » congolaise capable de prendre le relais de la brigade d'intervention ;

11. *Décide en outre* que les reconfigurations futures de la Mission et de son mandat seront fonction de l'évolution de la situation sur le terrain et, dans le contexte de la mise en œuvre par le Gouvernement de la République démocratique du Congo et tous les autres signataires de l'Accord-cadre, des progrès vers la réalisation des objectifs suivants :

a) La réduction de la menace que font peser les groupes armés congolais et étrangers, notamment grâce aux opérations de la brigade d'intervention, et des violences contre les civils, notamment les violences sexuelles et sexistes et les violences dont sont victimes les enfants, à un niveau que les institutions congolaises chargées de la justice et de la sécurité peuvent effectivement gérer ;

b) La stabilisation de la situation grâce à la mise en place d'institutions publiques de sécurité opérationnelles dans les zones touchées par le conflit et au renforcement de la démocratie de façon à réduire les risques d'instabilité, notamment en offrant l'espace politique voulu, en veillant au respect des droits de l'homme et en mettant en œuvre un processus électoral crédible ;

12. *Autorise* la Mission, par l'intermédiaire de sa composante militaire, en vue d'atteindre les objectifs énoncés au paragraphe 11 ci-dessus, à prendre toutes les mesures nécessaires pour s'acquitter des tâches ci-après en ayant recours à ses forces régulières ou à sa brigade d'intervention, selon qu'il conviendra :

a) Protection des civils

i) Assurer, dans ses zones d'opérations, une protection efficace des civils sous la menace imminente de violences physiques, notamment des civils regroupés dans des camps de déplacés et de réfugiés, du personnel humanitaire et des défenseurs des droits de l'homme, en cas de violences commises par l'une des parties au conflit, et atténuer les risques auxquels sont exposés les civils avant, pendant et après toute opération militaire ;

ii) Assurer la protection du personnel, des dispositifs, des installations et du matériel des Nations Unies ;

iii) De concert avec le Gouvernement de la République démocratique du Congo, déceler les menaces qui pèsent sur les civils et appliquer les plans d'intervention existants pour protéger les civils contre les atteintes aux droits de l'homme et les violations du droit international humanitaire, y compris toutes les formes de violence sexuelle et sexiste et les violations graves des droits des enfants, et demande à la Mission de veiller à ce qu'il soit tenu compte de la protection de l'enfance dans toutes ses opérations et tous les aspects stratégiques de son action et d'accélérer la mise en œuvre des arrangements de suivi, d'analyse et de communication de l'information sur les violences sexuelles liées aux conflits, comme il est demandé dans la résolution 1960 (2010), et d'employer des conseillers pour la protection des femmes qui seraient en contact avec les parties au conflit pour les amener à prendre des engagements en vue de la prévention des violences liées au conflit et de l'adoption de mesures pour y faire face ;

b) Neutralisation des groupes armés par la brigade d'intervention

En appui aux autorités de la République démocratique du Congo, sur la base des informations recueillies et analysées et compte dûment tenu de la nécessité de protéger les civils et de réduire les risques avant, pendant et après toute opération militaire, mener, par la brigade d'intervention mentionnée aux paragraphes 9 et 10 de la présente résolution, seule ou avec les Forces armées de la République démocratique du Congo, des offensives ciblées et robustes, en faisant preuve d'une grande mobilité et adaptabilité et dans le strict respect du droit international, y compris le droit international humanitaire, et de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme dans le contexte de la fourniture d'appui par l'Organisation des Nations Unies à des forces de sécurité non onusiennes, en vue d'empêcher l'expansion de tous les groupes armés, de les neutraliser et de les désarmer de façon à contribuer à réduire la menace que constituent les groupes armés pour l'autorité de l'État et la sécurité des civils dans l'est de la République démocratique du Congo et à préparer le terrain pour les activités de stabilisation ;

c) Surveillance de la mise en œuvre de l'embargo sur les armes

Surveiller la mise en œuvre de l'embargo sur les armes décrit au paragraphe 1 de la résolution 2078 (2012), en coopération avec le Groupe d'experts créé par la résolution 1533 (2004), en particulier observer et signaler les mouvements de personnel militaire, d'armes ou de matériel connexe à travers la frontière orientale de la République démocratique du Congo, notamment en utilisant, ainsi qu'il est indiqué dans la lettre de son Président, en date du 22 janvier 2013¹⁴⁷, des moyens de surveillance tels que des systèmes aériens sans pilote, saisir, collecter et détruire les armes ou le matériel connexe dont la présence en République démocratique du Congo est contraire aux mesures imposées par le paragraphe 1 de la résolution 2078 (2012), et communiquer les renseignements pertinents au Groupe d'experts ;

d) Appui aux procédures judiciaires nationales et internationales

Appuyer et travailler avec le Gouvernement de la République démocratique du Congo pour arrêter et traduire en justice les personnes responsables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis dans le pays, y compris en coopération avec les États de la région et la Cour pénale internationale ;

13. *Demande* à la composante civile de la Mission d'appuyer en particulier, selon qu'il conviendra, la réalisation des tâches définies aux alinéas *a*, *c* et *d* du paragraphe 12 ci-dessus ;

14. *Demande* au Représentant spécial de s'acquitter, au moyen de ses bons offices, des tâches suivantes :

a) Encourager les autorités nationales de la République démocratique du Congo à s'approprier davantage et avec diligence la réforme du secteur de la sécurité, notamment en élaborant et en appliquant de toute urgence une stratégie nationale pour la mise en place d'institutions judiciaires et de sécurité efficaces, ouvertes à tous et responsables, et jouer un rôle directeur dans la coordination de l'appui à la réforme du secteur de la sécurité fourni par les partenaires internationaux et bilatéraux et le système des Nations Unies ;

b) Promouvoir un dialogue politique transparent et sans exclusive entre toutes les parties prenantes congolaises en vue de favoriser la réconciliation et la démocratisation, et encourager l'organisation d'élections provinciales et locales crédibles et transparentes ;

c) Encourager la mise en place rapide et la consolidation d'une structure civile nationale efficace pour contrôler les principales activités minières et gérer équitablement l'extraction et le commerce des ressources naturelles dans l'est de la République démocratique du Congo ;

15. *Autorise* la Mission, par l'intermédiaire de sa composante civile, à contribuer, en coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies et en appui aux mécanismes nationaux chargés d'appliquer l'Accord-cadre, à la réalisation des tâches suivantes :

a) Constater et dénoncer les violations des droits de l'homme et y donner suite, et aider les organismes des Nations Unies présents dans le pays à faire en sorte que l'appui fourni par le système des Nations Unies dans l'est de la République démocratique du Congo soit conforme au droit international humanitaire, au droit international des droits de l'homme et au droit international des réfugiés selon qu'il convient ;

b) Prêter bons offices, conseils et concours au Gouvernement de la République démocratique du Congo en vue de l'élaboration d'une feuille de route claire et globale pour la réforme du secteur de la sécurité, comprenant notamment des critères de référence et des échéanciers pour la mise en place d'institutions de sécurité efficaces et responsables ;

c) Prêter bons offices, conseils et concours au Gouvernement de la République démocratique du Congo en vue de la réforme de l'armée, dont la première étape consistera à mettre en place au sein des Forces armées de la République démocratique du Congo une force de réaction rapide bien équipée, bien formée et dont les éléments ont été agréés et qui constituerait le noyau d'une force de défense nationale professionnelle, responsable, bien entretenue et efficace, et appuyer, selon qu'il conviendra et en coordination avec les partenaires internationaux, la formation de la force de réaction rapide, qui devrait, eu égard aux critères et au calendrier définis dans la feuille de route pour la réforme du secteur de la sécurité, développer la capacité d'assumer dès que possible les responsabilités en matière de sécurité dévolues à la brigade d'intervention de la Mission ;

d) Prêter bons offices, conseils et concours au Gouvernement de la République démocratique du Congo en vue de l'élaboration d'un plan unique global de désarmement, de démobilisation et de réintégration et de désarmement, de démobilisation, de réintégration, et de réinstallation ou de rapatriement pour les combattants étrangers et congolais qui ne sont pas soupçonnés de génocide, de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de violations flagrantes des droits de l'homme, y compris les membres des Forces armées de la République démocratique du Congo, et appuyer, selon qu'il conviendra, la mise en œuvre de ce plan ;

e) Prêter bons offices, conseils et concours au Gouvernement de la République démocratique du Congo, en coopération étroite avec d'autres partenaires internationaux, en vue de tirer parti du plan de stabilisation et de reconstruction pour les zones sortant d'un conflit armé élaboré par le Gouvernement et de la Stratégie internationale d'appui en matière de sécurité et de stabilisation révisée pour contribuer à instaurer durablement un niveau minimum d'autorité et de contrôle de l'État dans les zones touchées par le conflit dans l'est de la République démocratique du Congo, notamment grâce à des initiatives locales visant à renforcer la sécurité, à rétablir l'autorité de l'État et à permettre un relèvement socioéconomique durable ;

f) Prêter bons offices, conseils et concours au Gouvernement de la République démocratique du Congo pour la réforme de la police, notamment en contribuant, conformément à la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme dans le contexte de la fourniture d'appui par l'Organisation des Nations Unies à des forces de sécurité non onusiennes, à la formation de bataillons de la Police nationale congolaise ;

g) Prêter bons offices, conseils et concours au Gouvernement de la République démocratique du Congo pour l'élaboration et l'exécution, conformément à la stratégie congolaise pour la réforme de la justice, d'un programme pluriannuel conjoint des Nations Unies d'appui à la justice en vue de développer les institutions et mécanismes de justice pénale, la police, le système judiciaire et l'administration pénitentiaire dans les zones touchées par le conflit ;

h) Prêter bons offices, conseils et concours au Gouvernement de la République démocratique du Congo en vue de promouvoir les droits de l'homme et la lutte contre l'impunité, notamment grâce à l'application de la « politique de tolérance zéro » du Gouvernement en ce qui concerne la discipline et les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises par les éléments des forces de sécurité, en particulier ceux qui ont été nouvellement intégrés ;

i) Poursuivre la collaboration avec le Gouvernement de la République démocratique du Congo en vue de faire appliquer rapidement et rigoureusement le plan d'action visant à prévenir et à faire cesser l'enrôlement et l'utilisation d'enfants et les violences sexuelles commises sur la personne d'enfants par les Forces armées de la République démocratique du Congo, et poursuivre le dialogue avec toutes les parties afin d'obtenir qu'elles s'engagent et œuvrent davantage à élaborer et à mettre en œuvre des plans d'action assortis d'un échéancier destinés à mettre un terme à l'enrôlement et à l'utilisation d'enfants et aux autres violations du droit international humanitaire ;

16. *Demande* à la composante militaire de la Mission d'appuyer en particulier, selon qu'il conviendra, la réalisation des tâches définies aux alinéas a à d et i du paragraphe 15 ci-dessus ;

17. *Prie* le Secrétaire général d'établir un rapport détaillé, assorti d'un tableau indiquant la division actuelle du travail entre la Mission et l'équipe de pays des Nations Unies, sur les tâches partagées par la Mission, l'équipe de pays et le Gouvernement de la République démocratique du Congo, dans lequel seront clairement définies une feuille de route et un calendrier pour le transfert à l'équipe de pays, dans la mesure des possibilités, des tâches pour lesquelles l'équipe de pays a un avantage comparatif, ou qui se déroulent dans des zones non touchées par le conflit, ou au Gouvernement, de façon à rationaliser les tâches assignées aux composantes militaire et civile de la Mission, et se propose de garder à l'examen le mandat de la Mission sur la base de ce rapport ;

18. *Décide* que la Mission, en coordination avec l'équipe de pays, transférera dès que possible à celle-ci les tâches appropriées qui ne sont pas mentionnées aux paragraphes 12, 14 et 15 de la présente résolution, dont l'appui technique aux élections et l'appui au déminage, demande à la Mission de poursuivre la collaboration avec l'équipe de pays et les autorités congolaises en vue de l'adoption et de la mise en œuvre du Programme de consolidation de la paix pour les provinces qui ne sont pas touchées par le conflit, et prie la Mission, selon qu'il conviendra, de continuer à transférer les tâches à l'équipe de pays dans ces provinces ;

19. *Décide également* que la Mission renforcera la présence de ses composantes militaire, civile et de police dans l'est de la République démocratique du Congo et réduira, dans toute la mesure possible pour la mise en œuvre de son mandat, sa présence dans les zones qui ne sont pas touchées par le conflit, en particulier Kinshasa et l'ouest du pays, notamment en mettant en œuvre le mécanisme de coordonnateurs de zone des Nations Unies et le concept de bureau modèle ainsi qu'en nommant d'autres coordonnateurs de zone et en créant d'autres bureaux conjoints des Nations Unies ;

20. *Demande instamment* à la communauté internationale et aux donateurs d'apporter leur appui à la Mission et à l'équipe de pays pour ce qui est des activités de désarmement, de démobilisation et de réintégration, et de désarmement, de démobilisation, de réintégration, et de réinstallation ou de rapatriement mentionnées à l'alinéa *d* du paragraphe 15 de la présente résolution et des activités relatives à la Stratégie internationale d'appui en matière de sécurité et de stabilisation décrites à l'alinéa *e* du paragraphe 15 de la présente résolution et appelle le Gouvernement de la République démocratique du Congo et celui des États voisins à demeurer impliqués dans ce processus ;

21. *Prie* le Gouvernement de la République démocratique du Congo d'appréhender ceux qui sont responsables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis dans le pays, notamment M. Sylvestre Mudacumura, et de veiller à ce qu'ils en répondent, et souligne l'importance à cette fin de la coopération régionale, notamment avec la Cour pénale internationale ;

22. *Engage* le Gouvernement de la République démocratique du Congo à faire fond sur sa coopération avec la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé et la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit et à pleinement mettre en œuvre, avec l'appui de la Mission le cas échéant, le plan d'action visant à prévenir l'enrôlement et l'utilisation d'enfants par les Forces armées de la République démocratique du Congo ainsi que les violences sexuelles dont elles se rendent coupables et à y mettre fin ;

23. *Engage* la Mission, en coordination avec les membres de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, à participer comme il convient, et dans le cadre de ses capacités et de son mandat, aux activités menées au titre du Mécanisme conjoint de vérification élargi en tant que mécanisme régional de renforcement de la confiance, conformément à l'alinéa *c* du paragraphe 12 de la présente résolution ;

24. *Appelle* la Mission à coordonner ses stratégies avec les autres missions des Nations Unies dans la région afin d'améliorer la mise en commun des informations, compte tenu des attaques de l'Armée de résistance du Seigneur, et réitère son appui aux initiatives prises tant par l'Organisation que par l'Union africaine pour faciliter une action régionale contre l'Armée de résistance du Seigneur, conformément à l'alinéa *a* du paragraphe 12 de la présente résolution ;

25. *Engage* la Mission à renforcer le dialogue avec la population civile afin de mieux faire connaître et comprendre son mandat et ses activités par le biais d'un programme d'information global et à recueillir des informations fiables sur les violations du droit international humanitaire et les atteintes aux droits de l'homme commises contre des civils, conformément aux paragraphes 12 à 16 de la présente résolution ;

26. *Prie* le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour que la Mission se conforme pleinement à la politique de tolérance zéro de l'Organisation à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et de le tenir éventuellement informé de tels cas ;

27. *Enjoint* toutes les parties à coopérer pleinement avec les opérations de la Mission et à autoriser le libre passage, dans de bonnes conditions de sécurité et sans délai, du personnel des Nations Unies et du personnel associé, conformément aux dispositions pertinentes du droit international, afin de lui permettre de s'acquitter de son mandat et de fournir une assistance humanitaire, en particulier aux personnes déplacées réparties sur l'ensemble du territoire du pays ;

28. *Exhorte* tous les États Membres à répondre généreusement à l'appel humanitaire lancé par l'Organisation en faveur de la République démocratique du Congo pour faire en sorte que les organismes humanitaires des Nations Unies et d'autres organisations internationales disposent du financement dont ils ont besoin et puissent répondre aux besoins des personnes déplacées, des victimes de violence sexuelle et des autres groupes de population vulnérables en matière de protection et d'assistance ;

29. *Note* qu'il importe que tous les contingents de la Mission, y compris ceux de la brigade d'intervention, soient dûment préparés et équipés pour s'acquitter de leurs tâches respectives ;

30. *Demande* à la Mission de tenir l'Union africaine, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et la Communauté de développement de l'Afrique australe informées de la situation opérationnelle dans l'est de la République démocratique du Congo ;

31. *Remercie* les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police et les donateurs ayant apporté des contributions à la Mission, demande aux États Membres de s'engager à fournir, et à fournir effectivement, les moyens de mise en œuvre encore nécessaires, en particulier les moyens aériens militaires dont a besoin la Mission, et rappelle qu'il importe de consulter étroitement les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police ;

32. *Exprime son plein appui* au Groupe d'experts créé par la résolution 1533 (2004) et appelle au renforcement de la coopération entre tous les États, en particulier ceux de la région, la Mission et le Groupe d'experts, engage en outre toutes les parties et tous les États à veiller à ce que les personnes et entités relevant de leur juridiction ou placées sous leur contrôle coopèrent avec le Groupe d'experts, et demande à nouveau que toutes les parties et tous les États assurent la sécurité de ses membres et de son personnel d'appui et autorisent ces derniers à accéder librement et sans délai aux personnes, aux documents et aux sites que le Groupe d'experts estime nécessaires à l'exécution de son mandat ;

33. *Prie* le Secrétaire général, conformément au paragraphe 31 de la présente résolution, de revoir et de mettre à jour le concept stratégique, le concept général des opérations, les règles d'engagement et autres documents de programmation pertinents des Nations Unies pour tenir compte des tâches assignées à la composante militaire de la Mission, qui comprend ses forces régulières et la brigade d'intervention, pour garantir que les objectifs de la Mission soient atteints de façon cohérente et coordonnée, conformément au mandat de la Mission ;

34. *Prie également* le Secrétaire général de lui faire rapport tous les trois mois :

a) En coordination avec son Envoyée spéciale et son Représentant spécial, sur la mise en œuvre des engagements pris au titre de l'Accord-cadre et sur toute violation de ces engagements, notamment sur la base des critères et des mesures de suivi appropriées mentionnés aux paragraphes 4 et 5 de la présente résolution ;

b) En coordination avec son Représentant spécial sur :

i) La situation sur le terrain, notamment les violences sexuelles et les incidences du conflit sur les femmes et les enfants, y compris à la lumière des objectifs énoncés au paragraphe 11 de la présente résolution et sur la base du processus d'évaluation commun rendu possible par le partenariat stratégique établi entre le Gouvernement de la République démocratique du Congo et la Mission ;

ii) Les progrès réalisés par la République démocratique du Congo pour s'acquitter de ses engagements au titre de l'Accord-cadre, notamment l'établissement et la mise en œuvre d'une feuille de route pour la réforme du secteur de la sécurité nationale et la création d'une force de réaction rapide congolaise, et la conception et l'application du plan général de désarmement, de démobilisation et de réintégration, et de désarmement, de démobilisation, de rapatriement ou de réinstallation, et de réintégration ;

iii) L'exécution par la Mission de son mandat, notamment le déploiement, la disponibilité opérationnelle et les activités de la brigade d'intervention et de toutes les autres forces de la Mission, toutes les violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire susceptibles d'avoir lieu et les efforts menés pour épargner les populations civiles ;

iv) La reconfiguration de la Mission pour qu'elle puisse s'acquitter des tâches définies aux paragraphes 12 et 13 de la présente résolution, contribuer aux tâches décrites aux paragraphes 14 et 15 de la présente résolution et transférer certaines de ses activités à l'équipe de pays des Nations Unies conformément au paragraphe 18 de la présente résolution, notamment sur la base du tableau de répartition des tâches mentionné au paragraphe 17 de la présente résolution qui devrait être présenté dans un délai de trois mois et mis à jour régulièrement par la suite, et le renforcement de la présence de la Mission dans l'est de la République démocratique du Congo ;

v) L'examen et la mise à jour ultérieure du concept stratégique, du concept général des opérations, des règles d'engagement et de tous les autres documents de programmation pertinents des Nations Unies ;

vi) Les risques existants et les implications pour la sécurité du personnel et des installations des Nations Unies des opérations que pourra mener la brigade d'intervention, ainsi que les mesures prises pour renforcer leur sécurité et réduire les risques ;

35. *Décide* de rester activement saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6943^e séance.

Annexe A

Engagements pris par les pays de la région au titre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région

- Ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures des pays voisins ;
- Ne tolérer aucun type de groupe armé ni fournir d'aide ou d'appui à ces groupes ;
- Respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale des pays voisins ;
- Renforcer la coopération régionale, notamment en promouvant l'intégration économique compte dûment tenu de l'exploitation des ressources naturelles ;
- Respecter les préoccupations et les intérêts légitimes des pays voisins, en particulier pour ce qui est des questions de sécurité ;
- Ne pas offrir de refuge ou de protection de quelque type que ce soit aux personnes accusées de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité, d'actes de génocide ou de crimes d'agression ou aux personnes relevant du régime des sanctions des Nations Unies ; et
- Faciliter l'administration de la justice par le biais de la coopération judiciaire au sein de la région.

Annexe B

Engagements pris par le Gouvernement de la République démocratique du Congo au titre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région

- Poursuivre et approfondir la réforme du secteur de la sécurité, en particulier s'agissant de l'armée et de la police ;
- Consolider l'autorité de l'État, en particulier dans l'est de la République démocratique du Congo, notamment pour empêcher les groupes armés de déstabiliser les pays voisins ;
- Progresser sur la voie de la décentralisation ;
- Aller de l'avant en matière de développement économique, s'agissant notamment du développement des infrastructures et de la prestation de services sociaux de base ;
- Poursuivre la réforme structurelle des institutions de l'État, notamment la réforme financière ; et
- Promouvoir la réconciliation, la tolérance et la démocratisation.

Décisions

Le 28 mars 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général¹⁵⁶ :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 25 mars 2013, concernant l'examen préliminaire des incidences financières des propositions figurant dans votre rapport spécial sur la Mission de l'Organisation des

¹⁵⁶ S/2013/201.

Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo¹⁵⁷, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui ont pris note de l'information qui y figure et des intentions qui y sont formulées sans préjudice de l'examen des incidences financières par les organes pertinents de l'Organisation.

À sa 6960^e séance, le 6 mai 2013, le Conseil a examiné la question intitulée « La situation concernant la République démocratique du Congo ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M^{me} Mary Robinson, Envoyée spéciale du Secrétaire Général pour la région des Grands Lacs, à participer à la séance par visioconférence.

Le 16 mai 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général¹⁵⁸ :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 14 mai 2013, dans laquelle vous faites part de votre intention de nommer le général de corps d'armée Carlos Alberto dos Santos Cruz (Brésil) commandant de la Force de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo¹⁵⁹, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris bonne note.

Le 10 juin 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général¹⁶⁰ :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 6 juin 2013, par laquelle vous faites part de votre intention de nommer M. Martin Kobler (Allemagne) Représentant spécial pour la République démocratique du Congo et Chef de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo¹⁶¹, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris note.

LA SITUATION EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE¹⁶²

Décisions

À sa 6899^e séance, le 11 janvier 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la République centrafricaine à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en République centrafricaine

« Rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine et sur les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix dans ce pays (S/2012/956) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M^{me} Margaret Vogt, Représentante spéciale du Secrétaire général pour la République centrafricaine et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine, et à M^{me} Zainab Hawa Bangura, Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit.

À sa 6907^e séance, le 24 janvier 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la République centrafricaine à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en République centrafricaine

« Rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine et sur les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix dans ce pays (S/2012/956) ».

¹⁵⁷ S/2013/200.

¹⁵⁸ S/2013/288.

¹⁵⁹ S/2013/287.

¹⁶⁰ S/2013/340.

¹⁶¹ S/2013/339.

¹⁶² Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1997 des résolutions et décisions sur cette question.

**Résolution 2088 (2013)
du 24 janvier 2013**

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions antérieures et les déclarations de son Président concernant la République centrafricaine, notamment la résolution 2031 (2011), en date du 21 décembre 2011, et ses déclarations à la presse des 19 et 27 décembre 2012 ainsi que des 4 et 11 janvier 2013,

Réaffirmant son ferme attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité de la République centrafricaine, et rappelant l'importance des principes de bon voisinage et de coopération régionale,

Prenant note de la signature, le 25 août 2012, par la Convention des patriotes pour la justice et la paix de l'Accord de paix global de Libreville du 21 juin 2008,

Condamnant les attaques militaires perpétrées par des groupes armés et les tentatives de remise en cause de l'entreprise de consolidation de la paix en République centrafricaine,

Inquiet du manque d'autorité de l'État en dehors de la capitale, qui a laissé s'installer un grave vide sécuritaire dans nombre de régions de la République centrafricaine et favorisé l'émergence et l'implantation de groupes armés nationaux et étrangers dans le pays, y compris l'Armée de résistance du Seigneur,

Saluant l'action rapide menée par la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, l'Union africaine et les pays de la région pour apporter une solution à la crise politique et sécuritaire, et se félicitant des négociations tenues à Libreville, du 8 au 11 janvier 2013, sous les auspices de la Communauté,

Accueillant avec satisfaction la signature à Libreville le 11 janvier 2013 de la déclaration de principe, de l'accord de cessez-le-feu et de l'accord politique sur le règlement de la crise,

Conscient du rôle joué par le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine, sous la direction de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la République centrafricaine, M^{me} Margaret Vogt, et par l'équipe de pays des Nations Unies, et les remerciant du dévouement qu'ils ont spécialement mis à prêter à la Communauté économique des États de l'Afrique centrale le concours sollicité lors des négociations à Libreville,

Constatant qu'il s'est dégagé un consensus sur la nouvelle version du code électoral et attendant avec intérêt son entrée en vigueur et son application intégrale,

Attendant avec intérêt le démarrage des activités de désarmement, de démobilisation et de réintégration dans le nord-est du pays,

Rappelant ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009 et 1960 (2010) du 16 décembre 2010 sur les femmes et la paix et la sécurité, et ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1998 (2011) du 12 juillet 2011 et 2068 (2012) du 19 septembre 2012 sur le sort des enfants en temps de conflit armé, rappelant également les conclusions de son Groupe de travail sur le sort des enfants en temps de conflit armé, notamment pour ce qui est de l'adoption de plans d'action en vue de mettre un terme à l'enrôlement et à l'utilisation d'enfants par les groupes armés, y compris les milices d'autodéfense, exhortant les parties concernées en République centrafricaine à collaborer avec la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé et rappelant en outre ses résolutions 1265 (1999) du 17 septembre 1999, 1296 (2000) du 19 avril 2000, 1674 (2006) du 28 avril 2006, 1738 (2006) du 23 décembre 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé,

Soulignant que le dialogue politique inclusif, le respect de l'état de droit, la gouvernance démocratique, la participation des femmes à la consolidation de la paix, le respect des droits de l'homme, la justice, la transparence et le développement économique sont des éléments indispensables pour assurer une paix durable en République centrafricaine,

Encourageant les parties prenantes, y compris la Commission de consolidation de la paix, à aider à surmonter les difficultés liées à la consolidation de la paix dans le pays et attendant avec intérêt la nomination dans les plus brefs délais d'un nouveau président pour la formation République centrafricaine de la Commission,

Prenant note de la contribution utile du Fonds pour la consolidation de la paix à la consolidation de la paix en République centrafricaine,

Se réjouissant de la première visite en République centrafricaine de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit en vue d'appuyer les efforts déployés au niveau national pour y mettre un terme,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine et sur les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix dans ce pays¹⁶³,

1. *Décide* de proroger jusqu'au 31 janvier 2014 le mandat du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine ;

2. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, le 31 mars 2013 au plus tard, un rapport sur la situation sur le terrain et d'évaluer les moyens dont dispose le Bureau pour renforcer la mise en œuvre de ses activités prioritaires à la lumière des récents événements, et dit son intention d'examiner cette évaluation dans les semaines qui suivront ;

3. *Prie également* le Secrétaire général de lui présenter d'ici au 30 juin 2013 un rapport actualisé sur la situation sur le terrain et tous les six mois par la suite ;

4. *Demande* au Gouvernement, à la coalition Séléka, aux groupes armés et à l'opposition démocratique de s'acquitter de bonne foi de leurs obligations découlant de la déclaration de principe signée à Libreville le 11 janvier 2013 ;

5. *Appelle* à la mise en œuvre prompte et intégrale de du cessez-le-feu signé entre le Gouvernement et la coalition Séléka, ainsi que de l'accord politique sur le règlement de la crise signé entre la majorité présidentielle, l'opposition démocratique, les groupes armés, la coalition Séléka, le Président du Comité de suivi sur la République centrafricaine et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et, à cet égard, se félicite de la nomination d'un représentant de l'opposition au poste de premier ministre du gouvernement d'unité nationale ;

6. *Demande* au Bureau de continuer d'accompagner l'entreprise de consolidation de la paix en République centrafricaine, ainsi que le prévoit son mandat, y compris les processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration et de réforme du secteur de la sécurité, d'appuyer les efforts déployés par la Communauté économique des États de l'Afrique centrale à cet effet et d'user de ses bons offices pour collaborer avec toutes les parties en vue de faciliter l'application intégrale des accords signés à Libreville le 11 janvier 2013, et invite la communauté internationale à intensifier son action en faveur de la consolidation de la paix en République centrafricaine ;

7. *Souligne* le rôle important joué par les organismes chargés de suivre l'application de ces accords ;

8. *Se déclare vivement préoccupé* par l'état de la sécurité dans le pays, qui demeure extrêmement précaire, se félicite des efforts constants déployés à cet égard par la Mission de consolidation de la paix en Centrafrique dans la quête d'une paix et d'une sécurité durables en République centrafricaine, et invite tous les pays de la sous-région et les organisations régionales et sous-régionales à envisager, si la République centrafricaine en fait la demande, de prendre toute mesure qui s'imposerait pour améliorer la sécurité dans le pays et dans la sous-région ;

9. *Demande* à toutes les parties, en particulier à la coalition Séléka, d'autoriser l'acheminement de l'aide humanitaire à ceux qui en ont besoin en toute liberté, sécurité et célérité et de protéger les civils contre toute forme de violence ;

10. *Souligne* que c'est au Gouvernement centrafricain qu'il incombe au premier chef de maintenir l'ordre, d'améliorer la sécurité et de protéger la population civile, y compris les ressortissants étrangers, dans le plein respect de l'état de droit, des droits de l'homme et du droit international humanitaire applicable, insiste sur l'importance de l'action des partenaires bilatéraux pour le renforcement des capacités des Forces armées centrafricaines et fait observer que cette assistance doit contribuer à la réforme du secteur de la sécurité ;

11. *Prie instamment* le Gouvernement centrafricain de garantir le plein respect de la liberté d'expression et de réunion, y compris pour les partis d'opposition, ainsi que de l'état de droit, demande à l'ensemble des parties de se garder de toute incitation à la haine et à la violence, et exhorte les partis d'opposition, les autres groupes et le

¹⁶³ S/2012/956.

Gouvernement à ouvrir un dialogue constructif pour créer un environnement propice à l'égalité des chances à la veille des prochaines échéances électorales ;

12. *Souligne* que le retard considérable accusé dans la mise en œuvre de stratégies crédibles de désarmement, de démobilisation et de réintégration ainsi que de réforme du secteur de la sécurité explique en partie la crise actuelle, demande au Gouvernement centrafricain d'adopter et de mettre en œuvre une stratégie crédible et viable de réforme du secteur de la sécurité, et exige de tous les groupes armés qu'ils coopèrent avec le Gouvernement dans le cadre du processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration ;

13. *Condamne fermement* les violations persistantes du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, notamment l'enrôlement et l'utilisation d'enfants, les meurtres et mutilations de civils, y compris d'enfants, les viols, l'asservissement sexuel et autres formes de violence sexuelle et sexiste, les enlèvements et le ciblage des minorités ethniques par des groupes armés, en particulier l'Armée de résistance du Seigneur, qui menacent la population ainsi que la paix et la stabilité en République centrafricaine et dans la sous-région, et demande au Bureau de lui rendre compte des violations des droits de l'homme et autres violations commises par des groupes armés, notamment sur la personne d'enfants ou de femmes ;

14. *Exige* de tous les groupes armés, notamment de la coalition Séléka (Union des forces démocratiques pour le rassemblement, Convention des patriotes pour la justice et la paix, Convention patriotique pour le salut du Kodro, Union des forces républicaines), qu'ils empêchent l'enrôlement et l'utilisation d'enfants, demande aux groupes armés concernés, en particulier à la Convention des patriotes pour la justice et la paix et à l'Armée populaire pour la restauration de la République et la démocratie, d'appliquer immédiatement les dispositions des plans d'action signés avec la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé en novembre 2011, exige en outre de toutes les parties qu'elles protègent et traitent comme des victimes les enfants qui ont été libérés ou séparés des forces armées et des groupes armés, et souligne la nécessité d'accorder une attention particulière à la protection, à la libération et à la réintégration de tous les enfants associés à des groupes armés ;

15. *Demande* à toutes les parties d'identifier et de libérer de leurs rangs sans tarder les personnes enrôlées de force, en particulier les enfants, et de donner des instructions précises au sujet de la violence sexuelle, conformément à sa résolution 1960 (2010), engage les parties au conflit à favoriser l'accès immédiat des victimes de violence sexuelle aux services disponibles, encourage les donateurs à aider à accroître les services destinés à répondre à leurs besoins et se félicite des engagements pris pour prévenir et combattre la violence sexuelle, notamment des communiqués conjoints du 12 décembre 2012 entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement centrafricain ainsi que d'autres parties au conflit ;

16. *Prie instamment* le Gouvernement centrafricain d'enquêter sur les informations faisant état de violations des droits de l'homme dans le pays, notamment à Bangui, de veiller à ce que les responsables soient traduits en justice et de prendre toutes mesures nécessaires pour prévenir de nouvelles violations ;

17. *Salue* les efforts que déploie le Bureau, en collaboration avec le Gouvernement centrafricain et d'autres acteurs des Nations Unies dans la région, pour encourager les combattants et les enrôlés par enlèvement de l'Armée de résistance du Seigneur à faire défection et assurer le rapatriement et la réintégration de ceux qui quittent ses rangs, et souligne l'importance cruciale que revêt l'adoption d'une approche globale dans la recherche d'une solution durable à la menace que constitue l'Armée de résistance du Seigneur ;

18. *Décide* de demeurer activement saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6907^e séance.

Décisions

Le 4 avril 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général¹⁶⁴ :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 2 avril 2013 concernant le rapport demandé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2088 (2013)¹⁶⁵ a été portée à l'attention des membres du Conseil.

¹⁶⁴ S/2013/216.

¹⁶⁵ S/2013/215.

Les membres du Conseil ont pris note de la requête figurant dans votre lettre visant à ce que la date de parution du rapport soit reportée et attendent avec intérêt la présentation dudit rapport le 30 avril 2013 au plus tard.

À sa 6967^e séance, le 15 mai 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de la République centrafricaine (Premier Ministre) et du Tchad à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en République centrafricaine

« Rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine (S/2013/261) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M^{me} Margaret Vogt, Représentante spéciale du Secrétaire général pour la République centrafricaine et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine.

Le 11 juin 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général¹⁶⁶ :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 7 juin 2013, dans laquelle vous faites part de votre intention de nommer le général de corps d'armée Babacar Gaye (Sénégal) votre Représentant spécial pour la République centrafricaine et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine¹⁶⁷, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris note.

LE SORT DES ENFANTS EN TEMPS DE CONFLIT ARMÉ¹⁶⁸

Décisions

À sa 6838^e séance, le 19 septembre 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afghanistan, de l'Argentine, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, de la Bosnie-Herzégovine, du Brésil, du Canada, du Chili, de Chypre, du Costa Rica, du Danemark, de l'Estonie, de la Finlande, de la Grèce, de l'Iraq, d'Israël, de l'Italie, du Japon, du Kenya, du Liechtenstein, du Luxembourg, de la Malaisie, du Mexique, de Monaco, du Monténégro, du Nigéria, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, des Philippines, de la République arabe syrienne, de la République de Corée, de la République démocratique du Congo, de la République tchèque, de la Slovaquie, du Soudan, de la Suède, de la Suisse, de la Thaïlande, de l'Uruguay et du Viet Nam à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Le sort des enfants en temps de conflit armé

« Renforcement de la responsabilité à l'égard des violations et des sévices commis sur la personne d'enfants

« Rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé (S/2012/261)

« Lettre, en date du 6 septembre 2012, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2012/685) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M^{me} Leila Zerrougui, Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé, à M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, et à M. Anthony Lake, Directeur général du Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

¹⁶⁶ S/2013/344.

¹⁶⁷ S/2013/343.

¹⁶⁸ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1998 des résolutions et décisions sur cette question.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. David Tolbert, Président du Centre international pour la justice transitionnelle.

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

**Résolution 2068 (2012)
du 19 septembre 2012**

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant ses résolutions 1261 (1999) du 25 août 1999, 1314 (2000) du 11 août 2000, 1379 (2001) du 20 novembre 2001, 1460 (2003) du 30 janvier 2003, 1539 (2004) du 22 avril 2004, 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009 et 1998 (2011) du 12 juillet 2011, et toutes les déclarations pertinentes de son Président, qui constituent un cadre général pour la protection des enfants touchés par les conflits armés,

Réaffirmant qu'il a la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales et, à cet égard, qu'il est résolu à s'attaquer à la question des répercussions considérables des conflits armés sur les enfants,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général, en date du 26 avril 2012¹⁶⁹, et soulignant que la présente résolution n'a pas pour objet de se prononcer en droit sur le point de savoir si les situations visées dans ce rapport sont ou non des conflits armés au sens des Conventions de Genève de 1949¹⁷⁰ et des Protocoles additionnels de 1977 aux dites Conventions¹⁷¹, et qu'elle ne préjuge pas le statut juridique des parties non étatiques en présence,

Soulignant que c'est aux gouvernements qu'il incombe au premier chef d'offrir secours et protection à tous les enfants touchés par les conflits armés et réitérant que toutes les mesures prises par des entités des Nations Unies dans le cadre du mécanisme de surveillance et de communication de l'information doivent viser à soutenir et à compléter, le cas échéant, les prérogatives des gouvernements en matière de protection et de réadaptation,

Soulignant également qu'il importe d'assurer la protection générale des enfants dans toutes les situations de conflit armé,

Constatant que l'application des résolutions 1612 (2005), 1882 (2009) et 1998 (2011) a permis de réaliser des progrès, aboutissant en particulier à la démobilisation de milliers d'enfants, à la signature de plans d'action entre les parties à des conflits armés et l'Organisation des Nations Unies et à la radiation de parties à des conflits des listes figurant dans les annexes au rapport annuel du Secrétaire général,

Demeurant profondément inquiet de l'absence de progrès sur le terrain dans certaines situations préoccupantes où les belligérants continuent de violer impunément les dispositions du droit international relatives aux droits et à la protection des enfants dans les conflits armés,

Conscient qu'il importe de renforcer les capacités nationales en matière de protection, de réintégration et de réadaptation des enfants touchés par les conflits armés, en gardant à l'esprit le principe de l'appropriation nationale,

Rappelant qu'il incombe à tous les États de mettre fin à l'impunité et de poursuivre quiconque est responsable de génocide, de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et autres crimes odieux commis sur la personne d'enfants,

Soulignant qu'il convient de traduire en justice les personnes qui auraient commis des crimes contre des enfants en période de conflit armé, en ayant recours aux systèmes judiciaires nationaux et, le cas échéant, aux mécanismes de justice internationale et aux juridictions pénales mixtes, l'objectif étant de mettre un terme à l'impunité,

Notant les dispositions pertinentes du Statut de Rome de la Cour pénale internationale¹⁷²,

¹⁶⁹ S/2012/261.

¹⁷⁰ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n^{os} 970 à 973.

¹⁷¹ *Ibid.*, vol. 1125, n^{os} 17512 et 17513.

¹⁷² *Ibid.*, vol. 2187, n^o 38544.

1. *Accueille avec satisfaction* la nomination de la nouvelle Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé, et souligne l'importance de ses travaux dans l'exécution du mandat qui lui a été confié de protéger les enfants en temps de conflit armé, conformément à ses résolutions pertinentes ;
2. *Condamne fermement* toutes les violations du droit international applicable concernant l'enrôlement et l'utilisation d'enfants par des parties à un conflit armé ainsi que leur enrôlement de nouveau, les meurtres et les mutilations d'enfants, les viols et autres formes de violences sexuelles dont ils sont victimes, les enlèvements, les attaques contre des écoles et/ou des hôpitaux et le refus d'accès humanitaire par les parties à un conflit armé, et exige que toutes les parties concernées mettent immédiatement fin à de telles pratiques et prennent des mesures spéciales pour protéger les enfants ;
3. *Constate avec une profonde inquiétude* que certaines parties persistent à commettre des violations et des sévices sur la personne d'enfants en temps de conflit armé, au mépris flagrant de ses résolutions portant sur la question, et à cet égard :
 - a) Demande aux États Membres concernés de traduire en justice les responsables de telles violations en ayant recours à leur système judiciaire national et, le cas échéant, aux mécanismes de justice internationale ;
 - b) Réaffirme qu'il est disposé à adopter des mesures ciblées et graduelles contre quiconque persiste dans ces actes, en tenant compte des dispositions pertinentes des résolutions 1539 (2004), 1612 (2005), 1882 (2009) et 1998 (2011) ;
4. *Invite* la Représentante spéciale à lui présenter un exposé sur les questions concernant le processus de radiation et les progrès accomplis, afin de permettre un échange de vues sur la question ;
5. *Demande à nouveau* à son Groupe de travail sur le sort des enfants en temps de conflit armé, avec le concours de la Représentante spéciale, d'envisager, dans un délai d'un an, un large éventail de mesures visant à accroître la pression sur ceux qui persistent à commettre des violations et des sévices sur la personne d'enfants en temps de conflit armé ;
6. *Prie* le Secrétaire général de continuer à lui présenter, tous les ans, des rapports sur l'application de ses résolutions et des déclarations de son Président concernant le sort des enfants en temps de conflit armé, et de lui présenter son prochain rapport d'ici à juin 2013 ;
7. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à la 6838^e séance
par 11 voix contre zéro, avec 4 abstentions
(Azerbaïdjan, Chine, Fédération de Russie et Pakistan).*

Décisions

Le 26 novembre 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général¹⁷³ :

En ma qualité de Président du Conseil de sécurité, je vous fais parvenir ci-joint une lettre, en date du 13 novembre 2012, adressée par le Président du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur le sort des enfants en temps de conflit armé créé par la résolution 1612 (2005), suite aux conclusions adoptées par le Groupe le 5 octobre 2012¹⁷⁴ (voir annexe).

Annexe

Lettre, en date du 13 novembre 2012, adressée au Secrétaire général par le Président du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur le sort des enfants en temps de conflit armé

À sa 32^e réunion, le 30 septembre 2011, le Groupe de travail du Conseil de sécurité sur le sort des enfants en temps de conflit armé a examiné le quatrième rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants touchés

¹⁷³ S/2012/879.

¹⁷⁴ S/AC.51/2012/1.

par le conflit armé au Soudan¹⁷⁵, portant sur la période comprise entre janvier 2009 et février 2011. À sa 34^e réunion, le 5 octobre 2012, il a adopté ses conclusions sur le sort des enfants touchés par le conflit armé au Soudan¹⁷⁴.

Dans le cadre du suivi des recommandations formulées par le Groupe et approuvées par le Conseil comme suite et conformément aux résolutions du Conseil applicables, y compris les résolutions 1612 (2005) et 1882 (2009), j'ai été chargé en ma qualité de Président du Groupe de communiquer ce qui suit :

Le Groupe vous prie de veiller à titre prioritaire à renforcer le mécanisme de surveillance et de communication de l'information sur le sort des enfants touchés par le conflit armé au Soudan, avec la participation et la coopération du Gouvernement de ce pays, des organismes des Nations Unies concernés et des acteurs de la société civile, de manière à fournir en temps voulu les informations objectives, précises et fiables nécessaires à l'exécution de l'obligation de faire rapport au Conseil, et demande que la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei assure la sécurité et la liberté de mouvement du personnel de l'Organisation des Nations Unies chargé de la protection de l'enfance ;

Le Groupe vous prie également de faire en sorte que l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour et l'équipe de pays des Nations Unies collaborent, dans les limites de leur mandat respectif, avec le Gouvernement et les autres parties au conflit afin d'élaborer et d'appliquer des plans d'action pour faire cesser l'enrôlement et l'utilisation d'enfants dans le conflit armé au Soudan ;

Le Groupe vous encourage à renforcer les capacités de l'Opération en matière de protection de l'enfance, en étroite concertation avec l'Union africaine ;

Le Groupe vous prie de présenter deux rapports distincts pour le Soudan et le Soudan du Sud, puisque le Soudan du Sud est devenu indépendant en juillet 2011.

Le 26 novembre 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général¹⁷⁶ :

En ma qualité de Président du Conseil de sécurité, je vous fais tenir ci-joint une lettre, en date du 13 novembre 2012, adressée par le Président du Groupe de travail sur le sort des enfants en temps de conflit armé créé par la résolution du Conseil 1612 (2005), qui reprend les conclusions que le Groupe a adoptées le 5 octobre 2012¹⁷⁷ (voir annexe).

Annexe

Lettre, en date du 13 novembre 2012, adressée au Secrétaire général par le Président du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur le sort des enfants en temps de conflit armé

À sa 32^e réunion, le 30 septembre 2011, le Groupe de travail du Conseil de sécurité sur le sort des enfants en temps de conflit armé a examiné le quatrième rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants touchés par le conflit armé au Soudan¹⁷⁵, qui porte sur la période comprise entre janvier 2009 et février 2011. À sa 34^e réunion, le 5 octobre 2012, le Groupe a adopté ses conclusions concernant la situation des enfants dans le cadre du conflit armé au Soudan du Sud¹⁷⁷.

Pour donner suite aux recommandations du Groupe, qui ont été approuvées par le Conseil, et sous réserve des dispositions applicables du droit international et des résolutions pertinentes du Conseil, notamment les résolutions 1612 (2005) et 1882 (2009), et conformément à celles-ci, j'ai été chargé, en ma qualité de Président du Groupe, de vous informer de ce qui suit :

Le Groupe prie le Secrétaire général de veiller, à titre prioritaire, à renforcer le mécanisme de surveillance et de communication de l'information relatif aux enfants dans le cadre du conflit armé au Soudan du Sud avec la participation et le concours du Gouvernement de ce pays et des instances concernées des Nations Unies et de la société civile de façon à disposer en temps voulu des informations objectives, exactes et fiables dont il a besoin pour s'acquitter de l'obligation qui lui est faite de tenir le Conseil informé ;

¹⁷⁵ S/2011/413.

¹⁷⁶ S/2012/880.

¹⁷⁷ S/AC.51/2012/2.

Le Groupe se félicite de l'affectation de spécialistes de la protection de l'enfance à la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud, et note que leurs missions principales consisteront, entre autres, à soutenir l'exécution du plan d'action, à continuer de surveiller et de signaler les violations et sévices sur la personne d'enfants, à intégrer la protection de l'enfance à la Mission et à contribuer à la stratégie de la Mission concernant la protection des civils ;

Le Groupe réaffirme le paragraphe 4 de la résolution 1996 (2011) du Conseil et demande au Secrétaire général de veiller à ce que la Mission s'acquitte de son mandat de protection vis-à-vis des enfants vulnérables ;

Le Groupe prie le Secrétaire général d'établir deux rapports distincts, l'un concernant le Soudan et l'autre le Soudan du Sud, ce dernier étant indépendant depuis juillet 2011.

À sa 6980^e séance, le 17 juin 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants du Canada, de la Colombie, de l'Inde, de l'Iraq, du Myanmar, de la République arabe syrienne, de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo, du Tchad et de la Thaïlande à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Le sort des enfants en temps de conflit armé

« Rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé (S/2013/245) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M^{me} Leila Zerrougui, Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé, à M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, et à M^{me} Yoka Brandt, Directrice générale adjointe du Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Gregory Ramm, Vice-Président adjoint de Save the Children.

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ioannis Vrailas, Chef adjoint de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil¹⁷⁸ :

Le Conseil de sécurité prend note avec satisfaction du douzième rapport du Secrétaire général, en date du 15 mai 2013, sur le sort des enfants en temps de conflit armé¹⁷⁹, des recommandations qui y figurent et des progrès qui y sont décrits, et relève qu'il y est fait état d'obstacles persistants à l'application de ses résolutions et des déclarations de son Président sur le sort des enfants en temps de conflit armé.

Le Conseil réaffirme la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales qui lui est assignée par la Charte des Nations Unies et, à cet égard, sa volonté de traiter de la question des répercussions considérables des conflits armés sur les enfants.

Le Conseil condamne une fois de plus avec la même énergie toutes les violations du droit international applicable à l'enrôlement et à l'utilisation d'enfants par les parties à un conflit armé ainsi que l'enrôlement de nouveau, le meurtre et les mutilations d'enfants, les viols et autres violences sexuelles dont ils sont victimes, les enlèvements, les attaques contre des écoles ou des hôpitaux et le refus d'accès humanitaire par les parties à un conflit armé. Il condamne toutes les autres violations du droit international, y compris le droit international humanitaire, le droit international des droits de l'homme et le droit international des réfugiés, commises contre les enfants en temps de conflit armé. Il exige de toutes les parties concernées qu'elles mettent immédiatement fin à de telles pratiques et prennent des mesures spéciales pour protéger les enfants.

Le Conseil souligne que c'est aux gouvernements qu'il incombe au premier chef d'offrir secours et protection à tous les enfants touchés par les conflits armés et redit que toutes les mesures prises par des entités

¹⁷⁸ S/PRST/2013/8.

¹⁷⁹ S/2013/245.

des Nations Unies dans le cadre du mécanisme de surveillance et de communication de l'information doivent viser à soutenir et, le cas échéant, à accompagner l'État dans sa mission de protection et de réadaptation.

Le Conseil note que l'évocation de telle ou telle situation par le Secrétaire général dans son rapport sur le sort des enfants en temps de conflit armé n'a pas valeur de constatation juridique dans le cadre des Conventions de Genève¹⁷⁰ et des Protocoles additionnels aux dites Conventions¹⁷¹ et que la mention de telle ou telle partie non étatique est sans effet sur son statut juridique.

Le Conseil salue les progrès accomplis dans la prévention et la répression des violations et des sévices visant les enfants, en particulier la multiplication des plans d'action signés ou en cours de négociation par les parties à un conflit armé ainsi que la démobilisation, la réadaptation et la réintégration de milliers d'enfants.

Le Conseil reste gravement préoccupé par le grand nombre de criminels qui continuent de commettre des violations et des sévices sur la personne d'enfants en temps de conflit armé, au mépris de ses résolutions sur la question. Il affirme sa volonté de traiter sérieusement du cas des récidivistes et se félicite à cet égard de l'examen en cours, par son Groupe de travail sur le sort des enfants en temps de conflit armé, des mesures envisageables pour accroître la pression sur ceux qui persistent à commettre des violations et des sévices sur la personne d'enfants en temps de conflit armé, conformément à ses résolutions 1998 (2011) et 2068 (2012).

Le Conseil souligne qu'il importe d'élaborer des plans d'action concrets assortis d'échéances pour mettre fin aux violations et aux sévices commis sur la personne d'enfants et les prévenir, et demande de nouveau à toutes les parties à un conflit armé énumérées dans les listes figurant dans les annexes au rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé qui ne l'ont pas encore fait d'élaborer et d'appliquer sans retard, en collaboration avec le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé, des plans d'action pour mettre fin à l'enrôlement et à l'utilisation d'enfants, aux meurtres et aux mutilations d'enfants, aux attaques répétées contre des écoles et des hôpitaux et aux attaques ou aux menaces contre toutes personnes protégées liées à des écoles ou des hôpitaux, en violation du droit international applicable, ainsi qu'aux viols et aux autres violences sexuelles sur la personne d'enfants.

Le Conseil prie également de nouveau toutes les parties énumérées dans les listes figurant dans les annexes au rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé de lutter contre les violations et sévices de toutes sortes dont sont victimes les enfants et de prendre des engagements et des mesures spécifiques à cet égard.

Le Conseil encourage les États Membres à trouver des moyens de faciliter, en étroite consultation avec les équipes spéciales de pays des Nations Unies chargées de la surveillance et de la communication de l'information et les équipes de pays des Nations Unies, l'élaboration et l'application de plans d'action assortis d'échéances, et l'examen et la surveillance par l'équipe spéciale des Nations Unies au niveau des pays des obligations et des engagements concernant la protection des enfants en temps de conflit armé.

Le Conseil se félicite du renforcement de la collaboration entre les gouvernements concernés et l'Organisation des Nations Unies au niveau national en vue d'une meilleure protection des enfants touchés par les conflits armés, et relève l'importance des comités interministériels en tant que cadres de partenariat avec les gouvernements pour examiner les engagements à tenir en matière de protection de l'enfance et y donner suite, et pour promouvoir la mise en œuvre des plans d'action.

Le Conseil reconnaît que, pour protéger les enfants touchés par des conflits armés, il faut dégager durablement des ressources suffisantes, notamment pour mettre en œuvre des plans d'action en temps utile. Il prie la Représentante spéciale de trouver des moyens de mobiliser la communauté des donateurs pour combler les déficits de financement, en particulier pour permettre de financer durablement et en temps utile la mise en œuvre de plans d'action et des mesures de suivi connexes, et encourage les partenaires bilatéraux et internationaux à fournir un appui financier et à renforcer les capacités à cet égard.

Le Conseil se redit disposé à adopter des mesures ciblées et graduelles contre quiconque persisterait à commettre des violations et des sévices sur la personne d'enfants, en tenant compte des dispositions pertinentes de ses résolutions 1539 (2004), 1612 (2005), 1882 (2009), 1998 (2011) et 2068 (2012), et à envisager d'insérer des dispositions consacrées aux droits et à la protection des enfants en temps de conflit armé à l'encontre des parties à un conflit armé qui contreviennent au droit international applicable, dans tout régime de sanctions qu'il viendrait à établir, à modifier ou à renouveler. Il encourage ses comités des sanctions concernés à continuer d'inviter la Représentante spéciale à leur communiquer toutes informations spécifiques

intéressant son mandat qui pourraient être utiles à leurs travaux et engage les comités des sanctions à garder à l'esprit les recommandations pertinentes figurant dans le rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé, et encourage la Représentante spéciale à communiquer toutes informations spécifiques figurant dans les rapports du Secrétaire général aux groupes d'experts des comités des sanctions compétents. Le Conseil demande par ailleurs à son Groupe de travail sur le sort des enfants en temps de conflit armé et aux comités des sanctions concernés et à leurs groupes d'experts de multiplier leurs échanges d'information sur les violations et les sévices dont sont victimes les enfants dans les conflits armés.

Le Conseil souligne qu'il est essentiel de mettre à fin à l'impunité et d'amener les coupables à répondre de leurs actes pour mettre un terme aux violations et aux sévices visant les enfants et les prévenir, rappelle la responsabilité première de tous les États en la matière, notamment pour ce qui est d'amener à répondre de ses actes quiconque est responsable de génocide, de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et autres crimes odieux commis sur la personne d'enfants. Il reconnaît que le manque de capacités et de ressources peut entraver les efforts faits par les autorités nationales pour poursuivre comme il se doit les auteurs présumés de crimes sur la personne d'enfants en temps de conflit armé. Il appelle les entités des Nations Unies compétentes ainsi que les États Membres à appuyer le renforcement des dispositifs nationaux de responsabilisation, notamment le développement de capacités d'enquête et de poursuite.

Le Conseil souligne en outre que les actions et les poursuites engagées devant le système de justice pénale internationale, les tribunaux spéciaux, les tribunaux mixtes et les chambres spécialisées des juridictions nationales ont permis de renforcer la lutte contre l'impunité des auteurs de génocides, de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et d'autres crimes odieux commis sur la personne d'enfants, et la répression de ces infractions. Il souligne à cet égard la contribution de la Cour pénale internationale, conformément au principe de la complémentarité avec les juridictions nationales tel qu'énoncé dans le Statut de Rome¹⁷², pour ce qui est d'amener les responsables de ces crimes à répondre de leurs actes. À cet égard, le Conseil redit qu'il importe que les États coopèrent avec ces cours et tribunaux conformément aux obligations qu'ils ont souscrites en la matière.

Le Conseil rappelle qu'il importe d'appeler l'attention des forces armées et des groupes armés sur la question de la protection des enfants lors de négociations de paix et engage les États Membres, les entités des Nations Unies et les autres parties concernées à veiller à faire une place dans toutes négociations et tous accords de paix à des dispositions de protection de l'enfance, envisageant notamment la libération et la réintégration d'enfants précédemment associés à des forces armées ou à des groupes armés.

Le Conseil invite les États Membres, les entités des Nations Unies, notamment la Commission de consolidation de la paix, et les autres parties concernées à veiller à ce que la priorité soit accordée aux questions concernant les enfants touchés par les conflits armés dans les plans, programmes et stratégies de relèvement et de reconstruction au lendemain des conflits.

Le Conseil rappelle que les conseillers pour la protection de l'enfance jouent un rôle important dans les missions de maintien de la paix, les missions de consolidation de la paix et les missions politiques déployées conformément aux résolutions du Conseil visant tel ou tel pays et conformément à la Directive relative à la protection, aux droits et au bien-être des enfants touchés par les conflits armés du Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat, et entend à cet égard renforcer les dispositions de protection de l'enfance de tous les mandats des missions de maintien de la paix, des missions de consolidation de la paix et des missions politiques pertinentes des Nations Unies, notamment en prévoyant le déploiement systématique de conseillers pour la protection de l'enfance.

Le Conseil se félicite du renforcement continu du mécanisme de surveillance et de communication de l'information en application de ses résolutions 1612 (2005), 1882 (2009) et 1998 (2011), et salue le rôle joué par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et les autres entités des Nations Unies sur le terrain dans la collecte de données sur les violations et les sévices visant les enfants, dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'action et la suite donnée aux conclusions de son Groupe de travail sur le sort des enfants en temps de conflit armé. À cet égard, le Conseil encourage le Secrétaire général à veiller à mettre des spécialistes de la protection de l'enfance à la disposition du Bureau du Coordonnateur résident dans les situations énumérées dans les annexes aux rapports annuels du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé.

Le Conseil prie de nouveau le Secrétaire général de veiller à traiter spécialement de la question des enfants et des conflits armés dans tous ses rapports sur la situation dans tel ou tel pays et entend prêter toute l'attention

voulue aux informations qui y figurent, notamment en ce qui concerne l'application de ses résolutions sur la question et des recommandations de son Groupe, lorsqu'il examine celles de ces situations dont il est saisi, ainsi que s'intéresser plus particulièrement à la protection de l'enfance, s'il y a lieu, lors de ses visites sur le terrain.

Le Conseil reconnaît la précieuse contribution qu'apportent les organisations et les accords régionaux et sous-régionaux à la protection des enfants touchés par les conflits armés. À cet égard, il les encourage à continuer de faire une place à la protection de l'enfance dans leurs activités de sensibilisation, politiques, programmes et activités de planification des missions, ainsi qu'à former leur personnel, à affecter à leurs opérations de paix et à leurs opérations sur le terrain des spécialistes de la protection de l'enfance et à instituer des mécanismes de protection de l'enfance au sein de leurs secrétariats, notamment en désignant des coordonnateurs chargés de ces questions.

Le Conseil souligne le rôle important de la Représentante spéciale dans l'exécution du mandat qui lui a été confié de protéger les enfants en temps de conflit armé, conformément à ses résolutions pertinentes, ainsi que l'importance des visites qu'elle effectue dans les pays pour faciliter une meilleure coordination entre les activités des partenaires des Nations Unies sur le terrain, encourager la collaboration entre l'Organisation des Nations Unies et les gouvernements, approfondir le dialogue avec les gouvernements concernés et les parties aux conflits armés, notamment en négociant des plans d'action, en obtenant des engagements, en encourageant l'adoption de dispositifs appropriés et en veillant à ce qu'il soit donné suite aux conclusions et aux recommandations de son Groupe.

Le Conseil rappelle qu'il a invité la Représentante spéciale à lui présenter un exposé sur les questions concernant le processus de radiation et les progrès accomplis, afin de permettre un échange de vues sur la question.

Le Conseil se félicite de l'activité soutenue de son Groupe et souligne qu'il importe que celui-ci continue d'adopter en temps opportun des conclusions et des recommandations conformément à sa résolution 1612 (2005) et à ses résolutions ultérieures. Il invite en outre le Groupe à mettre pleinement en œuvre ses différentes possibilités d'action¹⁸⁰ à la lumière des débats en cours sur les moyens d'accroître le respect de ses prescriptions et à continuer à cet égard d'examiner la question des récidivistes notoires et celle de la mise en œuvre de tout plan d'action.

Le Conseil se déclare une fois de plus déterminé à assurer le respect de ses résolutions et des déclarations de son Président sur le sort des enfants en temps de conflit armé, ainsi que des autres engagements et obligations internationaux concernant la protection des enfants touchés par les conflits armés.

LA SITUATION EN GUINÉE-BISSAU¹⁸¹

Décisions

Le 31 décembre 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général¹⁸² :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 27 décembre 2012, dans laquelle vous faites part de votre intention de nommer M. José Ramos-Horta (Timor-Leste) Représentant spécial du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau¹⁸³, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris bonne note.

¹⁸⁰ S/2006/724.

¹⁸¹ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1998 des résolutions et décisions sur cette question.

¹⁸² S/2012/974.

¹⁸³ S/2012/973.

À sa 6915^e séance, le 5 février 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Bissau et du Mozambique à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Guinée-Bissau

« Rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et sur les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix dans ce pays (S/2013/26) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Tayé-Brook Zerihoun, Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, et à M^{me} Maria Luiza Ribeiro Viotti, Représentante permanente du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Présidente de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix.

À sa 6924^e séance, le 22 février 2013, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« La situation en Guinée-Bissau

« Rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et sur les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix dans ce pays (S/2013/26) ».

Résolution 2092 (2013) du 22 février 2013

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses précédentes résolutions, les déclarations de son Président et les déclarations à la presse concernant la situation en Guinée-Bissau, en particulier les résolutions 2030 (2011) et 2048 (2012), en date des 21 décembre 2011 et 18 mai 2012,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur la Guinée-Bissau, en date du 16 janvier 2013¹⁸⁴, et des recommandations qui y sont formulées, et saluant les activités entreprises par le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau malgré les difficultés d'ordre politique et sécuritaire rencontrées sur le terrain,

Demeurant gravement préoccupé par la situation en Guinée-Bissau depuis le coup d'État militaire du 12 avril 2012, qui a remis en cause le processus électoral démocratique dans ce pays,

Soulignant que la consolidation de la paix et de la stabilité en Guinée-Bissau passe nécessairement par une transition consensuelle et sans exclusive menée par les Bissau-guinéens, le rétablissement et le respect de l'ordre constitutionnel, la réforme de la défense, de la sécurité et de la justice, la promotion de l'état de droit, la défense des droits de l'homme, la promotion du développement socioéconomique et la lutte contre l'impunité et le trafic de drogues,

Prenant note de l'évolution positive récente de la situation politique en Guinée-Bissau et de l'intention exprimée par les principales parties prenantes de réviser le pacte de transition politique, notamment de fixer un calendrier techniquement réalisable pour la tenue d'élections présidentielle et législatives libres, régulières et transparentes conformément à la législation nationale et aux normes internationales applicables,

Déplorant le fait que le pouvoir civil n'exerce toujours ni autorité ni tutelle effectives sur les forces de défense et de sécurité, ce qui entrave le processus politique et le bon fonctionnement des institutions de l'État,

Soulignant l'importance de la réforme du secteur de la sécurité, facteur déterminant de la stabilité à long terme de la Guinée-Bissau, se félicitant des efforts déployés par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest au service de cette réforme en Guinée-Bissau et, à cet égard, prenant note de la signature, le 7 novembre 2012, du Mémorandum d'accord aux fins de la mise en œuvre de la feuille de route de cette réforme, tout en redisant la nécessité pour tous les partenaires régionaux et internationaux compétents de la Guinée-Bissau de coordonner leur action en la matière,

¹⁸⁴ S/2013/26.

Se déclarant gravement préoccupé par les informations faisant état de la persistance des violations graves des droits de l'homme, notamment politiques et civils, ainsi que par le climat de tension qui règne en Guinée-Bissau,

Redisant la vive préoccupation que lui inspirent les informations indiquant que le trafic de drogues a augmenté en Guinée-Bissau depuis le coup d'État militaire du 12 avril 2012 et engageant les dirigeants civils et militaires du pays et les partenaires internationaux à faire preuve d'une plus grande détermination à lutter contre le trafic de drogues,

Redisant également combien l'appui constant du système des Nations Unies et des partenaires régionaux et bilatéraux à la sécurité et au développement à long terme de la Guinée-Bissau est important, notamment pour le rétablissement de l'ordre constitutionnel, la mise en œuvre de la réforme du secteur de la sécurité et de la justice, la lutte contre le trafic de drogues, la criminalité organisée et la traite d'êtres humains, ainsi que pour la création d'un climat propice à la bonne gouvernance et au développement économique et social sans exclusive,

Réaffirmant que les partenaires de la Guinée-Bissau doivent activement et étroitement coordonner leur action pour apporter des solutions aux problèmes d'ordre politique, sécuritaire et de développement, et saluant à cet égard la mission conjointe que l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté des pays de langue portugaise, l'Union européenne et l'Organisation des Nations Unies ont dépêchée à Bissau du 16 au 21 décembre 2012 pour évaluer la situation politique et sécuritaire dans le pays en vue de formuler des recommandations,

Soulignant que la situation complexe que connaît la Guinée-Bissau a compromis la bonne exécution du mandat qu'il a confié au Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, en application de la résolution 2030 (2011), ainsi que les activités de la Commission de consolidation de la paix et considérant, à cet égard, que le Secrétaire général a indiqué qu'il fallait réaligner les activités du système des Nations Unies dans les domaines de l'édification de l'État et de la consolidation de la paix,

Saluant la nomination de M. José Ramos-Horta comme nouveau Représentant spécial du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau et exprimant de nouveau sa gratitude au précédent Représentant spécial, M. Joseph Mutaboba, pour le travail accompli au cours des quatre dernières années,

Réaffirmant son plein attachement à la consolidation de la paix et à la stabilité en Guinée-Bissau,

1. *Décide* de proroger jusqu'au 31 mai 2013 le mandat du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau ;

2. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, au plus tard le 30 avril 2013, un rapport contenant une évaluation de la situation en Guinée-Bissau et des recommandations concernant le mandat de la mission et un réaménagement éventuel de l'appui fourni par les Nations Unies, compte tenu de l'ampleur des difficultés rencontrées et des recommandations de la mission internationale conjointe de l'Union africaine, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, de la Communauté des pays de langue portugaise, de l'Union européenne et de l'Organisation des Nations Unies ;

3. *Prie également* le Secrétaire général de continuer d'œuvrer, par l'intermédiaire du Bureau et en coordination avec d'autres partenaires, notamment la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et la Communauté des pays de langue portugaise, à la poursuite du dialogue entre les partis politiques et de concourir à la conclusion rapide d'un large accord politique en vue du rétablissement de l'ordre constitutionnel et de la tenue d'élections libres, régulières et transparentes ;

4. *Demande* aux parties prenantes bissau-guinéennes de continuer d'œuvrer à approfondir le dialogue politique interne de façon à créer un climat propice à la tenue d'élections libres, régulières et transparentes, acceptables pour tous, en vue du rétablissement rapide de l'ordre constitutionnel et de la stabilisation à long terme de la Guinée-Bissau ;

5. *Exige à nouveau* des forces armées qu'elles se soumettent pleinement à la tutelle du pouvoir civil ;

6. *Condamne* les violations des droits de l'homme, notamment politiques et civils, et demande instamment aux autorités bissau-guinéennes de prendre les mesures nécessaires pour protéger les droits de l'homme et mettre fin à l'impunité et pour diligenter des enquêtes en vue d'identifier les auteurs de ces actes et de les traduire en justice ;

7. *Se déclare prêt* à envisager, sur la base d'informations complémentaires, d'adopter de nouvelles mesures contre ceux qui se livrent au trafic de drogues et à la criminalité organisée en Guinée-Bissau, ainsi qu'il est dit aux paragraphes 6 et 7 de sa résolution 2048 (2012) ;

8. *Demande instamment* aux responsables civils et militaires bissau-guinéens de faire preuve d'une plus ferme volonté de lutter effectivement contre le trafic de drogues, notamment en veillant au bon fonctionnement des institutions publiques chargées de la police des frontières et de la lutte contre le trafic de drogues, et les encourage à soutenir davantage l'action de la communauté internationale à cette fin ;

9. *Réaffirme* combien il importe que les principaux partenaires de la Guinée-Bissau coordonnent leur action, partagent les mêmes objectifs et parlent d'une seule voix ;

10. *Décide* de rester activement saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6924^e séance.

Décisions

À sa 6963^e séance, le 9 mai 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Bissau et du Mozambique à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Guinée-Bissau

« Rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau, notamment sur l'action visant à rétablir l'ordre constitutionnel, et sur les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (S/2013/262) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. José Ramos-Horta, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, et à M^{me} Maria Luiza Ribeiro Viotti, Représentante permanente du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Présidente de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix.

À sa 6968^e séance, le 22 mai 2013, le Conseil a examiné la question intitulée :

« La situation en Guinée-Bissau

« Rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau, notamment sur l'action visant à rétablir l'ordre constitutionnel, et sur les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (S/2013/262) ».

Résolution 2103 (2013) du 22 mai 2013

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses précédentes résolutions, les déclarations de son Président et les déclarations à la presse concernant la situation en Guinée-Bissau, en particulier ses résolutions 1876 (2009) du 26 juin 2009, 2030 (2011) du 21 décembre 2011, 2048 (2012) du 18 mai 2012 et 2092 (2013) du 22 février 2013,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur la Guinée-Bissau, en date du 6 mai 2013¹⁸⁵, et des recommandations qui y sont formulées, et saluant les activités entreprises par le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau malgré les difficultés d'ordre politique et sécuritaire rencontrées sur le terrain,

Demeurant gravement préoccupé par la situation en Guinée-Bissau depuis le coup d'État militaire du 12 avril 2012 et par le fait que, malgré les progrès accomplis grâce aux efforts que n'ont cessé de déployer le Bureau et les

¹⁸⁵ S/2013/262.

partenaires sous-régionaux, régionaux et internationaux pour aider à dénouer la crise, l'ordre constitutionnel n'est toujours pas rétabli en Guinée-Bissau,

Soulignant que la consolidation de la paix et de la stabilité en Guinée-Bissau passe nécessairement par une transition consensuelle et sans exclusive conduite par les Bissau-guinéens, le rétablissement et le respect de l'ordre constitutionnel, la réforme de la défense, de la sécurité et de la justice, la promotion de l'état de droit, la défense des droits de l'homme, la promotion du développement socioéconomique et la lutte contre l'impunité et le trafic de drogues,

Prenant note des importants faits politiques intervenus récemment en Guinée-Bissau et de l'intention exprimée par les principales parties prenantes de réviser le pacte de transition politique, notamment de fixer un calendrier techniquement réalisable pour la tenue d'élections présidentielle et législatives libres, régulières et transparentes dans le respect de la législation nationale et des normes internationales applicables, prenant note également de l'accord de principe pour le retour à la normalité constitutionnelle signé le 30 avril 2013 par tous les partis politiques, les militaires, les groupes de la société civile et les chefs religieux, par lequel les parties ont décidé de proroger la période de transition jusqu'au 31 décembre 2013, les élections devant se tenir en novembre 2013, de former un gouvernement de transition sans exclusive et d'élire le Président de la Commission électorale nationale sur proposition du Conseil des juges de la Cour suprême,

Soulignant que toutes les parties prenantes bissau-guinéennes devraient œuvrer à garantir la stabilité du pays à court, à moyen et à long termes en manifestant clairement leur volonté d'engager un véritable dialogue politique sans exclusive, le but étant de créer des conditions propices au rétablissement et au respect de l'ordre constitutionnel à l'issue d'élections crédibles acceptables pour tous, et de trouver des solutions viables et durables aux problèmes sociaux, économiques, politiques et militaires du pays de manière à faciliter la mise en œuvre de réformes clefs et le renforcement des institutions de l'État,

Déplorant le fait que le pouvoir civil n'exerce toujours ni autorité ni tutelle effectives sur les forces de défense et de sécurité, ce qui entrave le processus politique et le bon fonctionnement des institutions de l'État, du fait de la collusion entre certains acteurs politiques et les chefs de l'armée,

Saluant les efforts déployés par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest au service de l'entreprise de réforme du secteur de la sécurité en Guinée-Bissau à travers les activités de sa mission dans ce pays,

Se déclarant de nouveau gravement préoccupé par les informations faisant état de la persistance de violations graves des droits de l'homme, ainsi que par le climat de tension politique qui règne en Guinée-Bissau, et condamnant les atteintes à la liberté d'expression et de réunion et à la liberté de la presse,

Redisant la vive préoccupation que lui inspirent les informations faisant état de l'augmentation du trafic de drogues en Guinée-Bissau depuis le coup d'État militaire du 12 avril 2012, et la menace que ce trafic représente pour la stabilité du pays, et insistant de nouveau sur la nécessité de s'attaquer au problème du trafic de drogues dans les pays d'origine, de transit et de destination finale selon une démarche de responsabilité commune partagée,

Soulignant que, pour être durable, toute solution à l'instabilité qui règne en Guinée-Bissau devrait comporter des mesures concrètes de lutte contre l'impunité et garantir que les responsables d'assassinats à motivation politique et d'autres crimes graves, tels que les activités liées au trafic de drogues et les atteintes à l'ordre constitutionnel, soient traduits en justice, et prévoir notamment des mécanismes de justice transitionnelle,

Redisant combien l'appui constant du système des Nations Unies et des partenaires internationaux, régionaux, sous-régionaux et bilatéraux à la sécurité et au développement à long terme de la Guinée-Bissau est important, notamment pour le rétablissement de l'ordre constitutionnel, la mise en œuvre de la réforme du secteur de la sécurité et de la justice, la lutte contre le trafic de drogues, la criminalité organisée et la traite d'êtres humains, ainsi que pour la création d'un climat propice à la bonne gouvernance et au développement économique et social sans exclusive,

Saluant l'œuvre importante accomplie par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en collaboration avec les entités compétentes des Nations Unies au service de la lutte contre le trafic de drogues et la criminalité transnationale organisée en Guinée-Bissau et dans la sous-région, regrettant la fermeture du bureau de l'Office en Guinée-Bissau faute de financement, comptant sur la réouverture de ce bureau le moment venu et encourageant à renforcer la coopération entre l'Office et le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau,

Soulignant l'urgente nécessité de conserver une capacité d'évaluation continue en Guinée-Bissau et de continuer d'appuyer les institutions nationales, sous-régionales, régionales et internationales chargées de combattre le trafic de drogues,

Soulignant également la nécessité d'accroître la cohérence, la coordination et l'efficacité de l'action des partenaires concernés afin de démultiplier leur effort collectif de lutte contre le trafic de drogues en Guinée-Bissau, notamment par des échanges d'information,

Insistant sur le rôle important que les femmes jouent dans la prévention et le règlement des conflits et la consolidation de la paix, comme le reconnaissent les résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009 et 1889 (2009) du 5 octobre 2009, se félicitant de l'œuvre accomplie par la mission à cet égard et soulignant que la perspective d'égalité entre les sexes doit enrichir la mise en œuvre de tous les aspects du mandat du Bureau,

Condamnant les activités de pêche illégale et non autorisée dans les eaux territoriales et la zone économique exclusive de la Guinée-Bissau, qui hypothèquent les perspectives de développement économique du pays,

Réaffirmant que les partenaires de la Guinée-Bissau doivent activement et étroitement coordonner leur action pour aider à apporter des solutions aux défis d'ordre politique, sécuritaire et de développement, saluant à cet égard les efforts que fait le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau pour amener tous les acteurs internationaux qui concourent à la recherche d'une solution pour la Guinée-Bissau à parler d'une même voix, attendant avec intérêt de recevoir les conclusions et recommandations formulées par la mission conjointe que l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté des pays de langue portugaise, l'Union européenne et l'Organisation des Nations Unies ont dépêchée à Bissau du 16 au 21 décembre 2012 pour évaluer la situation politique et sécuritaire dans le pays, et prenant note du fait que tous les partenaires internationaux sont convenus de la nécessité de former un gouvernement de transition sans exclusive et d'adopter une feuille de route consensuelle comportant l'engagement de tenir des élections d'ici à la fin de l'année en cours,

Soulignant que la situation complexe que vit la Guinée-Bissau a compromis la bonne exécution du mandat qu'il a confié au Bureau, en application de la résolution 2030 (2011), ainsi que les activités de la Commission de consolidation de la paix, et insistant à cet égard sur la nécessité de mieux aligner les activités du système des Nations Unies dans les domaines du renforcement de l'État et de la consolidation de la paix et la contribution du Fonds pour la consolidation de la paix à cette entreprise en Guinée-Bissau,

Prenant note de la déclaration du 9 mai 2013 par laquelle la Présidente de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix a signifié que la Commission est résolue à reprendre le dialogue avec la Guinée-Bissau dans le futur¹⁸⁶,

Prenant note également des conclusions de la Mission d'évaluation technique interinstitutions des Nations Unies contenues dans le rapport du Secrétaire général¹⁸⁵, ainsi que des recommandations relatives au mandat du Bureau,

Réaffirmant son attachement sans faille à la consolidation de la paix et à la stabilité en Guinée-Bissau,

1. *Décide* de prolonger le mandat du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau pour une période de 12 mois allant du 1^{er} juin 2013 au 31 mai 2014 et de le réajuster ainsi que recommandé par le Secrétaire général afin qu'il puisse accomplir les tâches suivantes :

a) Accompagner la concertation politique sans exclusive et la réconciliation nationale pour favoriser le retour à l'ordre constitutionnel ;

b) Aider à créer les conditions propices à la tenue d'élections libres, transparentes et crédibles ;

c) Appuyer le renforcement des institutions démocratiques et donner aux organes de l'État les moyens de fonctionner efficacement et dans le respect des règles constitutionnelles ;

d) Fournir des conseils et un appui stratégiques et techniques en vue de la mise en place de systèmes efficaces et rationnels de maintien de l'ordre, de justice pénale et d'administration pénitentiaire qui puissent maintenir la sécurité publique et combattre l'impunité, dans le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;

¹⁸⁶ Voir S/PV.6963.

e) Fournir des conseils et un appui stratégiques et techniques aux autorités nationales et aux parties concernées, dont la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et sa mission en Guinée-Bissau, s'agissant de mettre en œuvre les stratégies nationales de réforme du secteur de la sécurité et de renforcement de l'état de droit et de mettre en place des systèmes de justice de droit commun et militaire conformes aux normes internationales ;

f) Aider les autorités nationales à lutter contre le trafic de drogues et la criminalité transnationale organisée, en étroite collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ;

g) Mener des activités de promotion, de défense et de surveillance des droits de l'homme, et en rendre compte ;

h) Prendre systématiquement en compte le principe de l'égalité des sexes dans l'entreprise de consolidation de la paix, conformément aux résolutions 1325 (2000) et 1820 (2008) ;

i) Œuvrer avec la Commission de consolidation de la paix à la mise en œuvre des priorités de la Guinée-Bissau en matière de consolidation de la paix ;

j) Contribuer à mobiliser, à harmoniser et à coordonner l'assistance internationale, y compris pour mettre en œuvre les stratégies nationales de réforme du secteur de la sécurité et de renforcement de l'état de droit, et renforcer la coopération avec l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté des pays de langue portugaise, l'Union européenne et d'autres partenaires, pour concourir au rétablissement et au maintien de l'ordre constitutionnel et à la stabilisation du pays ;

2. *Appuie pleinement* les recommandations formulées dans le rapport du Secrétaire général¹⁸⁵ au sujet des modifications à apporter en ce qui concerne l'approche intégrée en Guinée-Bissau, la Commission et le Fonds pour la consolidation de la paix, et les activités de l'équipe de pays des Nations Unies ;

3. *Prend note* des consultations engagées entre les parties prenantes bissau-guinéennes pour sortir de la crise actuelle et exhorte les parties à redoubler d'efforts pour faciliter la formation d'un gouvernement sans exclusive, l'adoption d'une feuille de route de transition consensuelle, y compris dans la perspective d'élections en 2013, et l'adoption d'un « pacte de transition » révisé ;

4. *Souligne* l'importance que revêt la tenue d'élections libres, régulières et transparentes pour garantir le rétablissement de l'ordre constitutionnel d'ici à la fin de 2013 et prie le Secrétaire général d'offrir une assistance électorale à cet effet par l'intermédiaire de son Représentant spécial pour la Guinée-Bissau et du Bureau ;

5. *Exige à nouveau* des forces armées qu'elles se soumettent pleinement à la tutelle du pouvoir civil ;

6. *Condamne* les cas de violation et de non-respect des droits de l'homme, notamment politiques et civils, demande instamment aux autorités bissau-guinéennes de prendre les mesures nécessaires pour protéger les droits de l'homme, mettre fin à l'impunité, diligenter des enquêtes en vue d'identifier les auteurs de ces actes et de les traduire en justice, d'agir pour protéger les témoins afin de faire prévaloir la justice, et de prendre des mesures pour atténuer le climat de peur résultant des atteintes à la liberté d'opinion et de réunion ;

7. *Se félicite* de l'action menée conjointement par les partenaires internationaux, en particulier l'Union africaine, la Communauté des pays de langue portugaise, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Union européenne et l'Organisation des Nations Unies pour accroître leur coopération au service du rétablissement de l'ordre constitutionnel en Guinée-Bissau, et les encourage à continuer d'œuvrer ensemble à la stabilisation du pays ;

8. *Prie* le Secrétaire général de continuer à œuvrer, par l'intermédiaire du Bureau et en coordination avec d'autres partenaires, notamment la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et la Communauté des pays de langue portugaise, à la poursuite du dialogue entre les partis politiques et de concourir à la réalisation des objectifs mentionnés au paragraphe 3 de la présente résolution en vue du rétablissement de l'ordre constitutionnel ;

9. *Encourage* à déployer des efforts pour appuyer la réforme du secteur de la sécurité, facteur déterminant de la stabilité à long terme de la Guinée-Bissau, et encourage tous les partenaires sous-régionaux, régionaux et internationaux compétents de la Guinée-Bissau à agir de manière coordonnée dans ce domaine pour obtenir rapidement des résultats positifs ;

10. *Demande* aux autorités bissau-guinéennes d'évaluer, d'adopter et d'appliquer des textes législatifs et des mécanismes nationaux pour combattre efficacement la criminalité transnationale organisée, notamment le trafic de

drogues et le blanchiment d'argent et, dans ce contexte, de fournir un appui supplémentaire à la Cellule de lutte contre la criminalité transnationale mise en place dans le cadre de l'Initiative côtes de l'Afrique de l'Ouest, et engage les dirigeants civils et militaires du pays et les partenaires internationaux à faire preuve d'une plus grande détermination à lutter contre le trafic de drogues ;

11. *Encourage* les membres de la communauté internationale à intensifier leur coopération internationale avec la Guinée-Bissau, de manière à permettre au pays de contrôler son trafic aérien et de surveiller sa sécurité maritime dans la zone relevant de sa juridiction, notamment pour lutter contre le trafic de drogues et la criminalité organisée ainsi que contre les activités de pêche illégale dans ses eaux territoriales et sa zone économique exclusive ;

12. *Prie* le Représentant spécial de redoubler d'efforts pour gagner en cohérence, coordination et efficacité dans les organismes, fonds et programmes des Nations Unies intervenant en Guinée-Bissau de manière à permettre à ces différentes entités de maximiser leur efficacité collective au service de la lutte contre le trafic de drogues, notamment en communiquant au Représentant spécial tous renseignements utiles sur les individus, groupes, entreprises et entités liés au trafic de drogues qui contribuent à menacer la paix, la stabilité et la sécurité en Guinée-Bissau et dans la sous-région ;

13. *Invite* le Représentant spécial à partager tous renseignements utiles avec le Comité créé par sa résolution 2048 (2012), notamment les noms des personnes répondant aux critères énumérés au paragraphe 6 et précisés au paragraphe 7 de ladite résolution ;

14. *Souligne* les problèmes que pose le trafic de drogues dans la recherche de solutions à la crise politique et économique globale en Guinée-Bissau et prie le Secrétaire général de donner au Bureau les moyens nécessaires, en le dotant d'une composante antidrogue assortie du personnel spécialisé requis ;

15. *Encourage* les partenaires internationaux bilatéraux et multilatéraux à continuer, par leur soutien technique, d'aider la Guinée-Bissau à combattre plus vigoureusement la criminalité transnationale organisée, notamment les activités illégales telles que le blanchiment d'argent et le trafic de drogues, les engage à accroître leur soutien à l'Initiative côtes de l'Afrique de l'Ouest et à la Cellule de lutte contre la criminalité transnationale afin de combattre le crime organisé et le trafic de drogues, qui sont autant de menaces pour la sécurité et la stabilité en Guinée-Bissau et dans la sous-région, et les encourage par ailleurs à verser des contributions pour soutenir la présence de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en Guinée-Bissau ainsi qu'au fonds d'affectation spéciale du Bureau afin de répondre aux priorités immédiates et à moyen et long termes, notamment les élections et les réformes postélectorales ;

16. *Souligne* la nécessité d'organiser une conférence internationale des donateurs pour le relèvement de la Guinée-Bissau au lendemain d'élections libres, régulières et transparentes ;

17. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre périodiquement compte, soit tous les 180 jours, de l'application de la présente résolution et de continuer à lui présenter parallèlement un rapport sur l'application de la résolution 2048 (2012) tous les 90 jours à compter de la date d'adoption de la présente résolution ;

18. *Décide* de rester activement saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6968^e séance.

PROTECTION DES CIVILS EN PÉRIODE DE CONFLIT ARMÉ¹⁸⁷

Décisions

À sa 6917^e séance, le 12 février 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne, de l'Arménie, de l'Autriche, du Bangladesh, de la Belgique, du Bénin, de la Bosnie-Herzégovine, du Botswana, du Brésil, du Canada, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, de la Côte d'Ivoire, de la Croatie, de l'Égypte, de l'Équateur, de l'Espagne, de

¹⁸⁷ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1999 des résolutions et décisions sur cette question.

l'Estonie, de l'État plurinational de Bolivie, de la Géorgie, de la Hongrie, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Irlande, d'Israël, de l'Italie, du Japon, du Liechtenstein, de la Lituanie, de la Malaisie, du Mexique, du Monténégro, du Nicaragua, du Nigéria, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, du Portugal, du Qatar, de la République arabe syrienne, de la République bolivarienne du Venezuela, de la République démocratique du Congo, de la République islamique d'Iran, de la République-Unie de Tanzanie, du Sénégal, de la Sierra Leone, du Soudan, de Sri Lanka, de la Suède, de la Suisse, de la Turquie et de l'Uruguay à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Protection des civils en période de conflit armé

« Lettre, en date du 4 février 2013, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la République de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2013/75) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M^{me} Navanethem Pillay, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Philip Spoerri, Directeur chargé du droit international et de la coopération au Comité international de la Croix-Rouge.

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ekmeleddin İhsanoğlu, Secrétaire général de l'Organisation de la coopération islamique.

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ioannis Vrailas, Chef adjoint de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil¹⁸⁸ :

Le Conseil de sécurité réaffirme son attachement à la protection des civils en période de conflit armé et sa volonté de voir se poursuivre l'application intégrale de toutes ses résolutions sur la question, notamment les résolutions 1265 (1999), 1296 (2000), 1674 (2006), 1738 (2006) et 1894 (2009), ainsi que ses résolutions sur les femmes et la paix et la sécurité, le sort des enfants en temps de conflit armé et le maintien de la paix, et de toutes les déclarations de son Président sur ces questions.

Le Conseil réaffirme la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales à lui assignée par la Charte des Nations Unies et se redit résolu et prêt à œuvrer à l'instauration d'une paix durable dans toutes les situations dont il est saisi.

Le Conseil constate avec une profonde inquiétude que les civils continuent d'être les premières victimes des actes de violence en période de conflit armé.

Le Conseil considère que c'est aux États qu'il incombe au premier chef de protéger les civils ainsi que de respecter et de garantir les droits de l'homme de toutes les personnes qui se trouvent sur leur territoire et relèvent de leur juridiction, comme le prescrit le droit international applicable.

Le Conseil réaffirme que c'est aux parties aux conflits armés qu'il incombe au premier chef de prendre toutes mesures possibles pour assurer la protection des populations civiles et demande instamment à toute partie à un conflit armé de pourvoir aux besoins essentiels de ces populations, en prêtant spécialement attention aux besoins particuliers des femmes et des enfants, des réfugiés, des déplacés et d'autres civils particulièrement vulnérables, comme les handicapés et les personnes âgées.

Le Conseil exige de nouveau des parties à tout conflit armé qu'elles se conforment strictement aux obligations que leur imposent le droit international humanitaire, le droit international des droits de l'homme et

¹⁸⁸ S/PRST/2013/2.

le droit international des réfugiés, et souligne qu'elles doivent prendre toutes mesures nécessaires pour éviter les pertes civiles et pour respecter et protéger la population civile.

Le Conseil demeure déterminé à remédier aux effets des conflits armés sur les civils, notamment les femmes et les enfants, ainsi qu'aux conséquences de tout conflit. À cet égard, en réaffirmant les principes du droit international humanitaire, il condamne fermement toutes les violations du droit international commises contre des civils, en particulier le fait de prendre délibérément pour cibles des civils, les agressions aveugles ou disproportionnées et les actes de violence sexuelle et sexiste, y compris le recours à la violence sexuelle pour des motifs politiques ou comme tactique de guerre. Il se déclare profondément préoccupé par les situations où des forces armées et des groupes armés persistent à commettre des violations et des exactions à l'encontre d'enfants en période ou au lendemain de conflit armé, au mépris flagrant du droit international applicable et de ses résolutions sur la question. Il exige de toutes les parties concernées qu'elles mettent immédiatement fin à ces violations et à ces exactions, les exhorte à coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et réaffirme qu'il est disposé à adopter des mesures ciblées et graduelles. Il demande aux États de faire le nécessaire pour amener les auteurs de ces violations du droit international à répondre pleinement de leurs actes.

Le Conseil se réaffirme fermement opposé à l'impunité des auteurs de violations graves du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, et souligne que les États doivent s'acquitter des obligations à eux faites de lutter contre l'impunité, de mener des enquêtes approfondies sur les faits et de poursuivre les auteurs de crimes de guerre, de génocide, de crimes contre l'humanité et d'autres violations graves du droit international humanitaire. Il considère que les commissions d'enquête et les missions d'établissement des faits créées au niveau international sont des mécanismes précieux s'agissant de constater les allégations de violations graves du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire et d'enquêter à leur sujet, et de formuler des recommandations, dans le cadre de leurs attributions respectives, en vue de promouvoir la justice, le châtimement des responsables et la protection des victimes. Il envisage de faire appel à la Commission internationale humanitaire d'établissement des faits constituée par l'article 90 du Protocole additionnel I aux Conventions de Genève¹⁸⁹.

Le Conseil note que les actions et les poursuites engagées devant la Cour pénale internationale, en application du Statut de Rome¹⁹⁰, et devant les tribunaux spéciaux, les tribunaux « mixtes » et les chambres spécialisées des juridictions nationales ont permis de renforcer la lutte contre l'impunité des auteurs des crimes internationaux les plus graves et la répression de ces infractions. À cet égard, il rappelle qu'il a sensibilisé les États à l'importance qu'il y a à coopérer avec la Cour et ces tribunaux conformément aux obligations respectives qui leur incombent, et affirme sa volonté de voir donner efficacement suite à ses décisions en la matière. Il entend continuer à lutter fermement contre l'impunité et attire par ailleurs l'attention sur les divers mécanismes d'administration de la justice et de réconciliation, dont les commissions Vérité et réconciliation, les programmes nationaux d'indemnisation et les réformes institutionnelles et juridiques, y compris les garanties de non-répétition. Il réaffirme qu'il est prêt à adopter des mesures appropriées à l'encontre de ceux qui violent le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme.

À cet égard, le Conseil rappelle les dispositions applicables du droit international concernant le droit à réparation à raison de violations des droits individuels.

Le Conseil réaffirme les dispositions du Document final du Sommet mondial de 2005¹⁹¹ concernant la protection des civils en période de conflit armé, notamment ses paragraphes 138 et 139 portant sur la responsabilité de protéger les populations contre le génocide, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité.

Le Conseil note que, conformément à la mission à lui assignée en matière de paix et de sécurité internationales, il s'efforce de rester engagé à tous les stades du cycle des conflits. Il note également qu'il poursuivra la réflexion sur les moyens de prévenir l'éclatement de conflits armés et d'élaborer des mesures permettant de s'attaquer aux causes profondes des conflits en vue d'asseoir durablement la paix. Il souligne

¹⁸⁹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1125, n° 17512.

¹⁹⁰ Ibid., vol. 2187, n° 38544.

¹⁹¹ Résolution 60/1 de l'Assemblée générale.

par ailleurs qu'il importe de régler les différends par des moyens pacifiques ainsi que de prévenir et de résoudre les conflits pour éviter qu'ils ne s'exacerbent et que les civils n'en subissent les effets.

Le Conseil note avec préoccupation les conséquences actuelles et persistantes des conflits armés et déplore l'impact de ces conflits sur la population civile, notamment dans les zones densément peuplées et alentours, les effets négatifs se poursuivant même lorsque les conflits armés ont pris fin. Il condamne tous les actes de violence et autres formes d'intimidation visant délibérément le personnel humanitaire, ainsi que les attaques contre les soldats de la paix. Le Conseil demande aux parties aux conflits armés de s'acquitter de l'obligation à elles faite par le droit international humanitaire de respecter et de protéger le personnel humanitaire et les secours et de tout faire pour faciliter le passage du personnel, du matériel et des convois humanitaires en toute sécurité, sans obstacle ni contretemps.

Le Conseil demande aux parties aux conflits armés de s'acquitter des obligations que leur impose le droit international humanitaire de respecter et de protéger les membres du personnel médical, sous réserve que ceux-ci ne se livrent à aucune activité qui remette en cause leur statut de civil, et les installations médicales, et de s'abstenir de les attaquer et d'utiliser les infrastructures médicales pendant les combats. Le Conseil demande instamment que le personnel médical bénéficie de toute l'aide disponible dans l'exercice de ses fonctions.

Le Conseil se déclare profondément préoccupé par la gravité et la fréquence des attaques contre des écoles, des menaces et attaques visant des enseignants et d'autres personnes protégées en rapport avec des écoles, et de l'utilisation des écoles à des fins militaires, ainsi que par les conséquences graves de ces attaques pour la sûreté des étudiants et leur accès à l'éducation. Le Conseil demande à toutes les parties aux conflits armés de mettre fin à cette pratique et de s'abstenir d'attaquer des enseignants et d'autres personnes protégées en rapport avec des écoles, sous réserve que ceux-ci ne se livrent à aucune activité qui remette en cause leur statut de civil.

Le Conseil se déclare profondément préoccupé également par les actes de violence contre les journalistes, les professionnels des médias et le personnel associé, en particulier les attaques délibérées perpétrées en violation du droit international humanitaire, et demande à toutes les parties aux conflits armés de mettre fin à cette pratique. Il rappelle à cet égard que les journalistes, les professionnels des médias et le personnel associé affecté à des missions professionnelles dangereuses dans des zones de conflit armé doivent être considérés comme des civils et être respectés et protégés comme tels, sous réserve que ceux-ci ne se livrent à aucune activité qui remette en cause leur statut de civil. Le Conseil exige à nouveau de toutes les parties à un conflit armé de s'acquitter pleinement de l'obligation à elles faite par le droit international d'assurer la protection des civils en période de conflit armé, notamment des journalistes, des professionnels des médias et du personnel associé.

Le Conseil rappelle qu'il est indispensable, pour que l'aide humanitaire soit fournie de manière efficace, que les organismes humanitaires des Nations Unies et les organisations nationales et internationales aient accès en toute sécurité et liberté à ceux qui en ont besoin, dans le respect des principes humanitaires d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance et des principes directeurs concernant l'aide humanitaire. Le Conseil estime que les organismes humanitaires doivent constamment collaborer avec toutes les parties à un conflit armé à des fins humanitaires, notamment en menant des activités visant à faire respecter le droit international humanitaire. Il souligne qu'il faut veiller à simplifier et à accélérer les procédures applicables au personnel et aux secours humanitaires de sorte que l'aide soit fournie plus efficacement et rapidement aux civils sur le terrain. Le Conseil souligne l'importance d'un suivi et d'une analyse systématiques des obstacles à l'action humanitaire.

Le Conseil est conscient des besoins des civils touchés par l'occupation étrangère et souligne, à cet égard, les responsabilités que le droit international humanitaire met à la charge de la puissance occupante.

Le Conseil est conscient également des graves répercussions des conflits sur les réfugiés et les personnes déplacées. Il souligne que tous les acteurs doivent œuvrer de concert à la recherche d'une solution durable en faveur des réfugiés et des déplacés, y compris le retour durable librement consenti, dans la sécurité et la dignité, la réinstallation et l'intégration sur place, selon qu'il conviendra.

Le Conseil est conscient en outre de l'importance que revêt l'enregistrement en ce qu'il permet d'assurer la protection et de quantifier et d'évaluer les besoins aux fins de la fourniture et de la distribution de l'aide humanitaire aux réfugiés. Il demande à tous les acteurs de prendre les mesures appropriées et nécessaires pour

assurer le respect des principes applicables à la protection des réfugiés et des obligations découlant du droit des réfugiés, notamment en ce qui concerne le caractère civil et humanitaire des camps de réfugiés.

Le Conseil souligne que les missions de maintien de la paix ayant mandat de protection des civils doivent en assurer l'exécution, et qu'il importe que les hauts responsables des missions raffermissent leur adhésion à cette entreprise, de sorte que toutes les composantes de la mission et tous les niveaux de la chaîne de commandement soient dûment informés du mandat de protection des civils et participent à sa mise en œuvre, ainsi que des responsabilités qui leur incombent à cet égard. Le Conseil estime que les responsables des missions de maintien de la paix doivent faire preuve de dynamisme et invite les organismes des Nations Unies et les institutions régionales et sous-régionales à renforcer leur coordination, selon qu'il convient, sur les questions liées à la protection des civils dans les opérations de maintien de la paix.

Le Conseil souligne également qu'il importe de faire en sorte que les missions de maintien de la paix ayant mandat de protection des civils fassent une place à des stratégies de protection à l'échelle de la mission, dans leurs plans de mise en œuvre générale des activités et leurs plans d'urgence en consultation avec le gouvernement du pays hôte, les autorités locales, les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police et les autres acteurs intéressés. Le Conseil insiste sur le fait qu'il importe de veiller à la plus large diffusion possible des outils créés aux fins de la mise au point de stratégies à l'échelle des missions et demande que les rapports de mission rendent compte de l'utilisation de ces outils et de leur efficacité au regard de la protection de civils, et proposent des recommandations sur les mises à jour et les révisions que dicterait l'expérience acquise sur le terrain. Le Conseil souligne en outre qu'une interaction et une coordination efficaces des missions de maintien de la paix des Nations Unies avec les autorités des pays hôtes, la société civile et les populations locales, ainsi qu'avec les acteurs de l'aide humanitaire, sont indispensables pour améliorer et renforcer leurs interventions respectives et l'action globale dans le domaine de la protection des civils. À cet égard, le Conseil souligne l'importance d'une interaction et d'une coordination efficaces, selon qu'il sera utile, tant entre les missions de maintien de la paix des Nations Unies qu'entre celles-ci et les missions politiques. Il se félicite des progrès accomplis par le Secrétaire général s'agissant d'élaborer un cadre conceptuel, de dégager les ressources et les moyens nécessaires et de mettre au point des outils opérationnels aux fins de l'exécution des mandats de protection des civils. À cet égard, il réaffirme qu'il importe d'insérer selon que de besoin des dispositions concernant la protection des femmes et des enfants dans les mandats des missions des Nations Unies, notamment la nomination de conseillers pour la problématique hommes-femmes, la protection des femmes et la protection de l'enfance.

Le Conseil réaffirme sa pratique consistant à consacrer dans les mandats des opérations de maintien de la paix et autres missions pertinentes des Nations Unies, lorsqu'il y a lieu et si les circonstances le dictent, des dispositions à la protection des civils, souligne qu'il faut privilégier de telles prescriptions dans les décisions venant organiser, aux fins de l'exécution des mandats, l'emploi des moyens et des ressources disponibles, y compris en matière d'information et de renseignement, et considère que la protection des civils, quand elle est nécessaire et ainsi prescrite, appelle toutes les composantes d'une mission à coordonner leur action.

Le Conseil sait qu'il est nécessaire d'assurer le suivi des progrès réalisés en ce qui concerne la protection des civils en période de conflit armé et d'en rendre compte systématiquement. Il réaffirme sa pratique consistant à prescrire d'arrêter pour chaque mission, si besoin est, des critères aux fins d'évaluer les progrès accomplis dans l'exécution des mandats de maintien de la paix et souligne à cet égard qu'il importe de veiller à définir clairement les critères concernant toute mission, dans le cadre de la transition d'une phase à l'autre de la mission en question.

Le Conseil réaffirme l'importance de l'aide-mémoire sur la protection des civils en temps de conflit armé¹⁹², outil pratique qui doit permettre de mieux cerner et analyser les grandes questions relatives à la protection des civils lors de l'examen des mandats des missions de maintien de la paix, et souligne que les stratégies qui y sont définies doivent être appliquées plus régulièrement et plus systématiquement, compte tenu des circonstances propres à chaque conflit.

¹⁹² S/PRST/2010/25, annexe.

Le Conseil prend acte du rapport du Secrétaire général sur la protection des civils dans les conflits armés, en date du 22 mai 2012¹⁹³, et des recommandations qui y sont faites, et prie le Secrétaire général de lui présenter, d'ici au 15 novembre 2013, son prochain rapport, lequel doit comporter une évaluation des mesures concrètes prises par les missions de maintien de la paix pour exécuter leur mandat de protection des civils et de l'impact de ces mesures, et de lui présenter ensuite un rapport sur la question tous les 18 mois.

À sa 7003^e séance, le 17 juillet 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Autriche, de la Bosnie-Herzégovine, du Botswana, du Brésil, du Canada, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, de l'Équateur, de l'État plurinational de Bolivie, de la Grèce, de l'Inde, d'Israël, du Japon, de la Lituanie, de la Malaisie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Ouganda, des Pays-Bas, de la Pologne, du Qatar, de la République arabe syrienne, de la République bolivarienne du Venezuela, de la République tchèque, du Sénégal, de la Suède, de la Suisse, de la Turquie et de l'Ukraine à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Protection des civils en période de conflit armé

« Protection des journalistes

« Lettre, en date du 3 juillet 2013, adressée au Secrétaire général par la Chargée d'affaires par intérim de la Mission permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2013/393) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M^{me} Kathleen Carroll, à M. Mustafa Haji Abdinur, à M. Richard Engel et à M. Ghaith Abdul-Ahad.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

LES FEMMES ET LA PAIX ET LA SÉCURITÉ¹⁹⁴

Décisions

À sa 6852^e séance, le 31 octobre 2012, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« Les femmes et la paix et la sécurité

« Rapport du Secrétaire général sur les femmes et la paix et la sécurité (S/2012/732)

« Lettre, en date du 2 octobre 2012, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Guatemala auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2012/774) ».

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil¹⁹⁵ :

Le Conseil de sécurité réaffirme qu'il tient à l'application intégrale et effective de ses résolutions 1325 (2000), 1820 (2008), 1888 (2009), 1889 (2009) et 1960 (2010), et rappelle toutes les déclarations de son Président concernant les femmes et la paix et la sécurité qui réaffirment les engagements qu'il a pris.

Le Conseil exhorte toutes les parties à s'acquitter pleinement des obligations que leur imposent la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, de 1979¹⁹⁶ et le

¹⁹³ S/2012/376.

¹⁹⁴ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2000 des résolutions et décisions sur cette question.

¹⁹⁵ S/PRST/2012/23.

¹⁹⁶ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1249, n° 20378.

Protocole facultatif se rapportant à la Convention, de 1999¹⁹⁷, et engage vivement les États qui ne l'ont pas encore fait à envisager de ratifier la Convention et le Protocole facultatif ou d'y adhérer.

Le Conseil souligne qu'il incombe au premier chef aux gouvernements des pays touchés par des conflits armés de renforcer la participation des femmes à la prévention et au règlement des conflits et à la consolidation de la paix dans le cadre du programme relatif aux femmes et à la paix et à la sécurité. Il souligne en outre que les entités des Nations Unies devraient continuer de soutenir et de compléter, s'il y a lieu, les efforts que déploient les gouvernements pour appliquer la résolution 1325 (2000).

Le Conseil prend acte du rapport du Secrétaire général sur les femmes et la paix et la sécurité, dans la perspective de l'application de la résolution 1325 (2000)¹⁹⁸, et se félicite tout particulièrement que le Secrétaire général y demande que les femmes participent davantage et soient associées de plus près aux activités de prévention et de règlement des conflits armés et de consolidation de la paix, et y soient mieux représentées, et qu'une action plus ferme soit menée pour écarter les obstacles qui empêchent les femmes de participer à tous les niveaux.

Le Conseil salue l'action que mène l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) pour favoriser l'application des résolutions concernant les femmes et la paix et la sécurité. Il invite la Secrétaire général adjointe et Directrice exécutive d'ONU-Femmes à lui communiquer des informations. Il note avec satisfaction que, depuis la création d'ONU-Femmes, la coordination et la cohérence des politiques et des programmes du système des Nations Unies en faveur des femmes et des filles se sont améliorées, et se félicite des efforts déployés pour éviter les doublons et chevauchements.

Le Conseil salue également les contributions que lui apporte la société civile, y compris les organisations féminines, lors d'échanges informels avec ses membres au Siège de l'Organisation des Nations Unies et sur le terrain.

Le Conseil sait qu'il doit lui-même accorder une attention plus systématique au respect des engagements pris en ce qui concerne le rôle des femmes dans la paix et la sécurité pour que les femmes participent davantage à la prévention et au règlement des conflits et à la consolidation de la paix, et pour que la situation des femmes continue d'être dûment prise en compte dans le mandat des missions de maintien de la paix des Nations Unies concernées et dans les travaux sur d'autres thèmes pertinents liés à la paix et à la sécurité.

Le Conseil apprécie la contribution que les conseillers spécialistes de la problématique hommes-femmes apportent à l'application des résolutions concernant les femmes et la paix et la sécurité par leurs activités de formation et de sensibilisation des membres des forces de maintien de la paix des Nations Unies et d'aide au renforcement des capacités des pouvoirs publics et de la société civile. Il souligne, à cet égard, qu'il faut que les conseillers continuent à suivre régulièrement des formations adaptées.

Le Conseil demande à nouveau que des conseillers pour la protection des femmes soient déployés dans les missions de maintien de la paix. Il insiste sur la nécessité de veiller à ce que les avancées réalisées dans la protection et la promotion des droits des femmes et des filles, et l'autonomisation de celles-ci, soient préservées durant les phases de retrait des missions des Nations Unies et de transition.

Le Conseil reconnaît l'importance du rôle que la société civile, y compris les organisations féminines, joue dans la prévention et le règlement des conflits armés, la consolidation de la paix et les situations d'après conflit, et engage la communauté internationale, les organisations régionales et les États Membres concernés à promouvoir sa participation active et effective dans différents rôles, selon qu'il conviendra, en vue de l'application de la résolution 1325 (2000).

Le Conseil salue les efforts que déploient les États Membres pour appliquer sa résolution 1325 (2000) sur le plan interne, notamment l'élaboration de plans d'action nationaux ou autres stratégies nationales, et les engage à poursuivre ces efforts.

¹⁹⁷ Ibid., vol. 2131, n° 20378.

¹⁹⁸ S/2012/732.

Le Conseil est conscient de la nécessité d'associer les hommes et les garçons à la promotion du rôle des femmes dans les activités de prévention et de règlement des conflits armés et de consolidation de la paix, et dans les situations d'après conflit.

Le Conseil remercie le Secrétaire général d'avoir demandé à ses envoyés spéciaux et médiateurs, ainsi qu'à ses hauts-représentants dans les missions des Nations Unies, de consulter régulièrement la société civile, y compris les organisations féminines, et les femmes et filles des groupes de population touchés, afin de leur permettre de participer activement à toutes les étapes des processus de paix.

Le Conseil souligne qu'il importe de promouvoir et de protéger les droits fondamentaux des femmes et des filles dans le contexte de l'application de sa résolution 1325 (2000) et de ses autres résolutions pertinentes. Il constate que le respect de ces droits fondamentaux est particulièrement compromis dans les situations de conflit armé et d'après conflit, et note que les membres de la société civile luttant pour défendre les droits fondamentaux des femmes peuvent être pris pour cible dans certaines situations de ce type. Il exhorte les États Membres concernés à accorder une attention particulière à ces risques.

Le Conseil souligne qu'il importe également d'aider les États Membres à promouvoir la participation pleine et égale des femmes aux processus électoraux et aux réformes constitutionnelles d'après conflit. Il engage les États Membres menant des processus électoraux à poursuivre leurs efforts, avec l'appui des entités des Nations Unies, pour intégrer la problématique hommes-femmes à toutes les étapes de ces processus, et note qu'une attention particulière doit être accordée à la sécurité des femmes avant et durant les élections.

Le Conseil souligne que les États Membres sortant d'un conflit doivent, en consultation avec, entre autres, la société civile, y compris les organisations féminines, tenir compte des besoins et priorités spécifiques des femmes et des filles dans leurs stratégies nationales afin d'améliorer leurs conditions socioéconomiques, leur participation à des activités productrices de revenus et leur accès à l'éducation et aux services de base.

Le Conseil souligne également qu'il importe de poursuivre l'action menée pour écarter les obstacles qui empêchent les femmes d'accéder à la justice dans les situations de conflit et d'après conflit, notamment de réformer le droit, la justice et le secteur de la sécurité, et d'adopter d'autres mécanismes en tenant compte de la problématique hommes-femmes.

Le Conseil condamne de nouveau fermement toutes les violations du droit international applicable commises à l'encontre des femmes et des filles, notamment les violences sexuelles et sexistes, les meurtres et les mutilations, dans les situations de conflit armé et d'après conflit, et demande instamment à toutes les parties de mettre fin immédiatement et complètement aux actes de ce type. Il engage aussi vivement les États Membres à traduire en justice les auteurs de ces crimes.

Le Conseil note que l'action de la Cour pénale internationale, des tribunaux spéciaux, des tribunaux mixtes et des chambres spécialisées des juridictions nationales a permis de renforcer la lutte contre l'impunité des auteurs des crimes internationaux les plus graves commis contre des femmes et des filles. Il réaffirme qu'il entend continuer à lutter fermement contre l'impunité et à mettre en œuvre les moyens voulus pour que les auteurs répondent de leurs actes.

Le Conseil appelle l'attention sur le fait qu'il importe d'adopter une approche globale de la justice transitionnelle dans les situations de conflit armé et d'après conflit, englobant toutes les mesures judiciaires et non judiciaires appropriées.

Le Conseil prie le Secrétaire général de faire le point sur l'application de la résolution 1325 (2000) dans son prochain rapport annuel, en exposant notamment les progrès accomplis, les lacunes constatées et les difficultés rencontrées dans l'application de la résolution, ainsi que de la présente déclaration de son Président.

À sa 6877^e séance, le 30 novembre 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afghanistan, de l'Argentine, de l'Arménie, de l'Australie, de l'Autriche, du Bangladesh, du Botswana, du Brésil, du Canada, du Chili, de la Croatie, de l'Égypte, de l'Espagne, de l'Estonie, des Fidji, de l'Indonésie, de l'Irlande, d'Israël, de l'Italie, du Japon, du Kazakhstan, de la Lettonie, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, du Mexique, du Nigéria, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, de la

République arabe syrienne, de la République de Corée, de la Slovénie, du Soudan, de la Suède, de la Suisse, de la Thaïlande, de la Trinité-et-Tobago, de la Tunisie et de la Turquie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Les femmes et la paix et la sécurité

« Rapport du Secrétaire général sur les femmes et la paix et la sécurité (S/2012/732)

« Lettre, en date du 2 octobre 2012, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Guatemala auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2012/774) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M^{me} Michelle Bachelet, Secrétaire générale adjointe et Directrice exécutive de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), et à M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M^{me} Bineta Diop, Présidente et Fondatrice de Femmes Africa Solidarité.

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M^{me} Mari Skåre, Représentante spéciale du Secrétaire général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord pour les femmes et la paix et la sécurité.

À sa 6948^e séance, le 17 avril 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afghanistan, de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne, de la Belgique, de la Bosnie-Herzégovine, du Botswana, du Brésil, du Canada, du Chili, de la Colombie, de l'Égypte, d'El Salvador (Épouse du Président de la République et Ministre chargée de l'inclusion sociale), de l'Espagne, de l'Estonie, de l'Éthiopie, des Fidji, des Îles Salomon, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Irlande, de l'Italie, du Japon, de la Jordanie, du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Liechtenstein, de la Lituanie, de la Malaisie, du Myanmar, de la Norvège (Ministre des affaires étrangères), de la Nouvelle-Zélande, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Pays-Bas, des Philippines, du Portugal, du Qatar, de la République arabe syrienne, de la République-Unie de Tanzanie, de la Slovénie, du Soudan, de la Suisse, de la Turquie et du Viet Nam à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Les femmes et la paix et la sécurité

« Rapport du Secrétaire général sur la violence sexuelle liée aux conflits (S/2013/149) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M^{me} Zainab Hawa Bangura, Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M^{me} Saran Keïta Diakité, représentante du Groupe de travail des organisations non gouvernementales sur les femmes et la paix et la sécurité.

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, le Conseil a également décidé, conformément à son Règlement intérieur provisoire et à sa pratique antérieure, d'adresser une invitation à M^{gr} Francis Assisi Chullikatt, Nonce apostolique, Observateur permanent de l'État observateur du Saint-Siège auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 6984^e séance, le 24 juin 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Allemagne, de l'Afrique du Sud, de l'Arménie, de l'Autriche, de la Belgique, de la Bosnie-Herzégovine, du Botswana, du Brésil, de la Bulgarie, du Canada, du Chili, de Chypre,

de la Colombie, du Costa Rica, de la Croatie, du Danemark, de l'Équateur (Ministre de la défense nationale), de l'Espagne, de l'Estonie, de la Finlande, de la Grèce, de la Hongrie, des Îles Salomon, de l'Inde, de l'Irlande, de l'Islande, d'Israël, de l'Italie, du Japon, de la Jordanie, de la Lettonie, du Liban, du Libéria, du Liechtenstein, de la Lituanie (Vice-Ministre des affaires étrangères), de la Malaisie, du Mexique, du Monténégro, de la Namibie, du Népal, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, de l'Ouganda, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, du Qatar, de la République arabe syrienne, de la République tchèque, de la Roumanie, du Sénégal, de la Slovaquie, de la Slovénie, du Soudan, de la Suède (Ministre de la défense), de la Suisse, de la Turquie, de l'Ukraine et de l'Uruguay à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Les femmes et la paix et la sécurité

« Les violences sexuelles commises en période de conflit

« Lettre, en date du 7 juin 2013, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2013/335) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M^{me} Zainab Hawa Bangura, Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, à M^{me} Angelina Jolie, Envoyée spéciale du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, et à M^{me} Jane Adong Anywar, de l'organisation Women's Initiatives for Gender Justice.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ioannis Vrailas, Chef adjoint de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, et à M. Tête António, Observateur permanent de l'Union Africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, le Conseil a décidé, conformément à son Règlement intérieur provisoire et à sa pratique antérieure, d'adresser une invitation à M^{gr} Francis Assisi Chullikatt, Nonce apostolique, Observateur permanent de l'État observateur du Saint-Siège auprès de l'Organisation des Nations Unies

Résolution 2106 (2013) du 24 juin 2013

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant qu'il tient à ce que ses résolutions 1265 (1999) du 17 septembre 1999, 1296 (2000) du 19 avril 2000, 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1674 (2006) du 28 avril 2006, 1738 (2006) du 23 décembre 2006, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009, 1894 (2009) du 11 novembre 2009, 1960 (2010) du 16 décembre 2010, 1998 (2011) du 12 juillet 2011 et 2068 (2012) du 19 septembre 2012 et toutes les déclarations sur la question de son Président continuent d'être appliquées et le soient intégralement, dans toute leur complémentarité,

Remerciant le Secrétaire général de son rapport, en date du 14 mars 2013¹⁹⁹, et prenant note de l'analyse et des recommandations qui y figurent, mais demeurant profondément préoccupé par la lenteur des progrès réalisés dans l'application d'importants aspects de la résolution 1960 (2010) pour prévenir les violences sexuelles en période de conflit armé et d'après conflit, et notant que, comme le montre le rapport du Secrétaire général, des violences sexuelles sont commises dans de telles circonstances partout dans le monde,

Saluant la Déclaration sur la prévention des violences sexuelles dans les conflits, que les Ministres des affaires étrangères du Groupe des Huit ont adoptée à Londres le 11 avril 2013 et les engagements qui y sont pris en la matière,

Considérant que, pour décourager et prévenir les violences sexuelles, il est indispensable que ceux qui en commettent soient systématiquement et sévèrement poursuivis et que les pays assument leurs responsabilités et entreprennent de s'attaquer aux causes profondes des violences sexuelles commises en période de conflit armé,

¹⁹⁹ S/2013/149.

et considérant de même qu'il faut lutter contre les idées fausses selon lesquelles ces violences sexuelles sont un phénomène culturel, une conséquence inévitable de la guerre ou un délit mineur,

Affirmant que l'autonomisation politique, sociale et économique des femmes, l'égalité des sexes et la mobilisation des hommes et des garçons dans l'action menée pour combattre toutes les formes de violence contre les femmes sont au cœur des efforts à long terme visant à prévenir les violences sexuelles en période de conflit armé et d'après conflit, et soulignant qu'il importe d'appliquer intégralement la résolution 1325 (2000), tout en prenant note de l'élaboration en cours d'une série d'indicateurs visant à mesurer l'application donnée à cette résolution et aux autres résolutions concernant les femmes et la paix et la sécurité, et saluant les efforts faits par l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) dans ce domaine,

Notant avec préoccupation que les violences sexuelles commises en période de conflit armé et d'après conflit s'exercent de façon disproportionnée sur les femmes et les filles, ainsi que sur les groupes particulièrement vulnérables ou plus spécialement visés, sans qu'en soient épargnés les hommes et les garçons, ni ceux qui ont été traumatisés du fait qu'ils ont été des témoins forcés de violences sexuelles commises contre des proches, et soulignant que les actes de violence sexuelle en période de conflit non seulement empêchent sérieusement les femmes d'apporter une contribution essentielle à la société mais entravent aussi l'instauration de la paix et de la sécurité à long terme ainsi que le développement durable,

Considérant que c'est aux États qu'il incombe au premier chef de respecter et de garantir les droits fondamentaux de toutes les personnes présentes sur leur territoire et qui relèvent de leur juridiction, conformément aux dispositions du droit international, et réaffirmant que c'est aux parties aux conflits armés que revient la responsabilité première d'assurer la protection des civils,

Réaffirmant son respect pour la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tous les États conformément à la Charte des Nations Unies,

Rappelant que diverses infractions de violence sexuelle sont visées dans le Statut de Rome de la Cour pénale internationale²⁰⁰ et dans les statuts des tribunaux pénaux internationaux spéciaux,

Prenant note de la disposition énoncée dans le Traité sur le commerce des armes²⁰¹ aux termes de laquelle les États parties exportateurs doivent tenir compte du risque que des armes classiques ou des biens visés dans le Traité puissent servir à commettre des actes graves de violence sexuelle ou des actes graves de violence contre les femmes et les enfants ou à en faciliter la commission,

Rappelant que le droit international humanitaire interdit le viol et les autres formes de violence sexuelle,

Rappelant également que la Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme dans le contexte de la fourniture d'appui par l'Organisation des Nations Unies à des forces de sécurité non onusiennes²⁰² permet de renforcer le respect du droit international humanitaire, du droit international des droits de l'homme et du droit international des réfugiés, notamment de lutter contre les violences sexuelles commises en période de conflit armé et d'après conflit,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général et soulignant que la présente résolution n'a pas pour objet de se prononcer en droit sur la question de savoir si les situations visées dans ce rapport sont ou non des conflits armés au sens des Conventions de Genève de 1949²⁰³ et des Protocoles additionnels de 1977 aux dites Conventions²⁰⁴, et qu'elle ne préjuge pas le statut juridique des parties non étatiques en présence,

1. *Affirme* que la violence sexuelle, utilisée ou commanditée comme méthode ou tactique de guerre ou dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre des populations civiles, peut considérablement exacerber et prolonger les conflits armés et compromettre le rétablissement de la paix et de la sécurité

²⁰⁰ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2187, n° 38544.

²⁰¹ Voir résolution 67/234 B de l'Assemblée générale.

²⁰² S/2013/110, annexe.

²⁰³ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n° 970 à 973.

²⁰⁴ *Ibid.*, vol. 1125, n° 17512 et 17513.

internationales, souligne à ce propos que des mesures efficaces destinées à prévenir et à réprimer ces actes contribuent de manière importante au maintien de la paix et de la sécurité internationales, et insiste sur le fait qu'il est essentiel d'associer les femmes à toutes les mesures de prévention et de protection ;

2. *Note* que la violence sexuelle peut constituer un crime contre l'humanité ou un élément constitutif du crime de génocide, rappelle une fois encore que le viol et les autres violences sexuelles graves commises en période de conflit armé sont des crimes de guerre, demande aux États Membres de s'acquitter des obligations qui leur incombent en la matière et de continuer à lutter contre l'impunité, en menant des enquêtes et en engageant des poursuites contre les personnes relevant de leur juridiction qui sont responsables de tels crimes, encourage les États Membres à inclure l'ensemble des crimes de violence sexuelle dans leur législation pénale afin que les auteurs de tels crimes puissent être poursuivis, et considère que la réalisation d'enquêtes efficaces et l'établissement de preuves documentaires dans les cas de violences sexuelles commises en période de conflit armé sont déterminants pour traduire en justice les auteurs de tels actes et assurer l'accès aux tribunaux de ceux qui ont subi de telles violences ;

3. *Note également* que la lutte contre l'impunité pour les crimes les plus graves, au regard du droit international, qui ont été commis contre des femmes et des filles a été renforcée grâce aux travaux de la Cour pénale internationale, des tribunaux spéciaux et mixtes, ainsi que des chambres spécialisées des tribunaux nationaux, et se redit résolu à poursuivre cette lutte avec énergie et à exiger des comptes en la matière par les moyens voulus ;

4. *Appelle l'attention* sur l'importance que revêt l'adoption d'une démarche envisageant la justice transitionnelle sous tous ses aspects en période de conflit ou d'après conflit et faisant appel à l'ensemble des mécanismes judiciaires ou non judiciaires, selon le cas ;

5. *Considère* qu'il doit examiner et suivre plus systématiquement, dans le cadre de ses propres travaux, les engagements concernant les violences sexuelles commises en période de conflit armé ou d'après conflit et ceux concernant les femmes et la paix et la sécurité et, à cet égard, fait part de son intention d'user, selon qu'il conviendra, de tous les moyens dont il dispose pour assurer la participation des femmes à tous les aspects de la médiation, du relèvement au lendemain de conflits et de la consolidation de la paix et pour lutter contre les violences sexuelles commises en période de conflit, y compris dans le cadre de l'élaboration et de la révision des mandats de maintien de la paix et des mandats politiques, des déclarations publiques, des visites dans les pays, des missions d'établissement des faits, des commissions internationales d'enquête, des consultations avec les organismes régionaux et des travaux de ses comités des sanctions concernés ;

6. *Estime* qu'il est nécessaire de communiquer plus rapidement des informations plus objectives, exactes et fiables pour pouvoir prendre des mesures de prévention et de répression, et prie le Secrétaire général et les entités compétentes des Nations Unies d'accélérer l'établissement et la mise en œuvre des procédures de suivi, d'analyse et de communication de l'information concernant la violence sexuelle commise dans le cadre des conflits, notamment les viols commis en période de conflit armé ou d'après conflit et en d'autres circonstances auxquelles s'applique la résolution 1888 (2009), selon qu'il convient et compte tenu des spécificités de chaque pays ;

7. *Demande* que des conseillers pour la protection des femmes continuent d'être déployés, en application de sa résolution 1888 (2009), pour faciliter l'application de ses résolutions relatives aux femmes et à la paix et à la sécurité, et prie le Secrétaire général d'évaluer systématiquement la nécessité de prévoir de tels conseillers, mais aussi leur nombre et leurs attributions, lors de la planification et de l'examen de chacune des missions de maintien de la paix et des missions politiques des Nations Unies et de veiller à ce que ces experts soient convenablement formés et rapidement déployés, considère que la Campagne des Nations Unies contre la violence sexuelle en temps de conflit facilite l'adoption de mesures concertées par les entités chargées du maintien de la paix, de l'aide humanitaire, des droits de l'homme, des affaires politiques et de la sécurité, et souligne qu'il faut améliorer la coordination, le partage d'informations, l'analyse, la planification et la mise en œuvre des interventions dans tous ces secteurs ;

8. *Considère* que les conseillers pour la problématique hommes-femmes jouent un rôle particulier s'agissant de faire en sorte que les questions touchant l'égalité des sexes soient dûment prises en compte lors de la planification et de la mise en œuvre des politiques par tous les éléments des missions, et demande au Secrétaire général de continuer à déployer ces conseillers dans les missions de maintien de la paix, les missions politiques et les opérations humanitaires des Nations Unies, et à faire dispenser à tout le personnel de maintien de la paix, militaire et civil, une formation approfondie sur la problématique hommes-femmes ;

9. *Salue* les efforts faits par les Nations Unies pour que leurs commissions d'enquête en période de conflit armé et d'après conflit aient, lorsqu'il le faut, les compétences nécessaires pour rassembler des données exactes sur les crimes à motivation sexuelle et sexiste, et encourage tous les États Membres à soutenir ces efforts ;

10. *Exige à nouveau* de toutes les parties à des conflits armés qu'elles mettent immédiatement et totalement fin à tous actes de violence sexuelle, et leur demande de prendre et de tenir des engagements précis et assortis de délais pour lutter contre la violence sexuelle, engagements qui doivent comprendre notamment la publication par les voies hiérarchiques d'instructions claires interdisant la violence sexuelle et définissant les sanctions encourues en cas d'infractions, l'interdiction de la violence sexuelle dans les codes de conduite, les manuels de campagne à l'intention des contingents et du personnel de police et autres documents semblables, et de prendre et de tenir des engagements précis pour qu'il soit enquêté au plus vite sur les violations qui auraient été commises, et demande en outre à toutes les parties à des conflits armés de coopérer avec le personnel concerné des missions des Nations Unies pour qu'il puisse s'assurer du respect des engagements pris, et de désigner, le cas échéant, un représentant de haut niveau chargé de veiller à leur mise en œuvre ;

11. *Souligne* que les femmes et la société civile, notamment les organisations féminines et les personnalités locales, officielles et officieuses, peuvent jouer un rôle important en usant de leur influence auprès des parties à un conflit armé afin de lutter contre la violence sexuelle ;

12. *Réaffirme* qu'il importe de s'attaquer à la question des violences sexuelles en période de conflit armé, le cas échéant, dans le cadre des efforts de médiation, des accords de cessez-le-feu et de paix, invite le Secrétaire général, les États Membres et les organisations régionales, lorsque cette violence est utilisée comme méthode ou tactique de guerre ou dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre des populations civiles, à veiller, le cas échéant, à ce que les médiateurs et les envoyés engagent un dialogue sur la question des violences sexuelles, notamment avec la participation des femmes et de la société civile, y compris les organisations féminines et les personnes qui ont connu de telles violences, pour que cette question fasse l'objet de dispositions précises dans les accords de paix, notamment dans ceux ayant trait aux dispositifs de sécurité et de justice transitionnelle, demande instamment que les violences sexuelles figurent parmi les actes interdits dans les accords de cessez-le-feu et dans les dispositions relatives à la surveillance des cessez-le-feu, et souligne qu'il faut exclure les crimes de violence sexuelle du bénéfice des mesures d'amnistie prises dans le cadre de processus de règlement de conflits ;

13. *Prie instamment* les comités des sanctions, se fondant sur les critères de qualification pertinents et se conformant aux dispositions de la résolution 1960 (2010), d'imposer des sanctions ciblées contre quiconque commet ou fait commettre des violences sexuelles en période de conflit, et réaffirme son intention d'envisager, lorsqu'il adoptera des sanctions ciblées dans des situations de conflit armé ou les reconduira, d'y intégrer, le cas échéant, des critères de qualification des viols et d'autres violences sexuelles graves ;

14. *Considère* que les forces de maintien de la paix des Nations Unies peuvent aider à prévenir la violence sexuelle et, à cet égard, demande que toutes les formations dispensées avant le déploiement et sur le théâtre des opérations aux forces des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police comportent un volet consacré à la violence sexuelle et sexiste, qui tienne également compte des besoins particuliers des enfants, et engage les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police à recruter et à déployer un plus grand nombre de femmes dans les opérations de paix ;

15. *Prie* le Secrétaire général de poursuivre et de renforcer les efforts qu'il mène en vue d'appliquer la politique de tolérance zéro de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles imputables au personnel des Nations Unies, et invite instamment les États Membres concernés à veiller à ce que leurs ressortissants qui se seraient rendus coupables de tels actes comparaissent devant leurs tribunaux pour en répondre pleinement ;

16. *Prie* le Secrétaire général et les entités compétentes des Nations Unies d'aider les autorités nationales, avec la participation effective des femmes, à s'attaquer de front au problème de la violence sexuelle :

a) Dans le cadre des processus de démobilisation, de désarmement et de réintégration, y compris, notamment en mettant en place des mécanismes de protection des femmes et des enfants dans les sites de cantonnement et des civils à proximité de ces sites ainsi que dans les communautés qu'ils réintègrent, et en offrant des services psychologiques et un soutien à la réintégration aux femmes et aux enfants qui étaient associés à des groupes armés ainsi qu'aux ex-combattants ;

b) Dans le cadre des processus et dispositifs de réforme du secteur de la sécurité, notamment en offrant une formation appropriée au personnel de sécurité, en encourageant l'intégration d'un plus grand nombre de femmes dans ce secteur et en veillant, par des procédures d'agrément efficaces, à ce que ceux qui ont commis des actes de violence sexuelle ou en sont responsables en soient exclus ;

c) Dans le cadre des réformes judiciaires, notamment en procédant à une réforme des lois et politiques relatives à la violence sexuelle, en assurant la formation de professionnels de la justice et de la sécurité dans le domaine de la violence sexuelle et sexiste et l'intégration d'un plus grand nombre de femmes cadres dans ces secteurs, et en instituant des procédures judiciaires qui tiennent compte des besoins particuliers, notamment de protection, des témoins et des personnes ayant subi des violences sexuelles en période de conflit armé et d'après conflit, et de leurs proches ;

17. *Considère* que les femmes et les enfants qui ont été illégalement enrôlés dans des groupes et forces armés sont particulièrement exposés aux violences sexuelles commises en période de conflit armé et d'après conflit, et exige donc que les parties à des conflits armés recensent et libèrent immédiatement les femmes et les enfants présents dans leurs rangs ;

18. *Engage* les États Membres concernés à faire appel aux compétences de l'équipe d'experts des Nations Unies créée en application de la résolution 1888 (2009) dont ils pourraient avoir besoin afin de renforcer l'état de droit et la capacité des systèmes de justice civile et militaire de lutter contre les violences sexuelles en période de conflit armé et d'après conflit dans le cadre des actions menées pour renforcer les garanties institutionnelles contre l'impunité ;

19. *Estimant* qu'il importe de venir rapidement en aide aux personnes ayant subi des violences sexuelles, invite instamment les entités des Nations Unies et les donateurs à offrir à celles-ci, sans aucune discrimination, une gamme complète de soins de santé, notamment sexuelle et procréative, un soutien psychosocial, une aide juridictionnelle et des moyens de subsistance, ainsi que d'autres services multisectoriels, compte tenu des besoins particuliers des personnes handicapées, demande qu'un appui soit apporté aux institutions nationales et aux réseaux de la société civile locale afin d'accroître les ressources et de renforcer les capacités dont ils disposent pour offrir de tels services, engage les États Membres et les donateurs à appuyer les programmes nationaux et internationaux d'aide aux victimes de violences sexuelles tels que le Fonds au profit des victimes créé par le Statut de Rome²⁰⁰ et ses partenaires d'exécution, et prie les organismes compétents des Nations Unies d'allouer des ressources accrues à la coordination des interventions menées pour lutter contre la violence sexiste et à la prestation de services ;

20. *Constata* qu'il existe un lien entre les violences sexuelles commises en période de conflit armé et d'après conflit et l'infection au VIH, et que le fardeau disproportionné que le VIH et le sida imposent aux femmes et aux filles constitue toujours un obstacle à l'égalité des sexes, et invite instamment les organismes des Nations Unies, les États Membres et les donateurs à appuyer le développement et le renforcement des capacités de systèmes de santé nationaux et de réseaux de la société civile afin qu'ils puissent fournir durablement une assistance aux femmes et aux filles vivant avec le VIH et le sida ou infectées par le virus en période de conflit armé ou d'après conflit ;

21. *Souligne* que les organisations et réseaux de la société civile, notamment les organisations de femmes, peuvent jouer un rôle important dans l'amélioration de la protection à l'échelle locale contre les violences sexuelles en période de conflit armé ou d'après conflit et en aidant les personnes qui ont subi de telles violences à accéder à la justice et à obtenir réparation ;

22. *Prie* le Secrétaire général de continuer à lui présenter, tous les ans, des rapports sur l'application de ses résolutions sur les femmes et la paix et la sécurité et de la présente résolution, et de présenter son prochain rapport d'ici au mois de mars 2014 ;

23. *Décide* de rester activement saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6984^e séance.

**EXPOSÉ DU PRÉSIDENT EN EXERCICE DE L'ORGANISATION POUR
LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION EN EUROPE²⁰⁵**

Décisions

À sa 6961^e séance, le 7 mai 2013, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Exposé du Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Leonid Kozhara, Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et Ministre des affaires étrangères de l'Ukraine.

**RENCONTRE ENTRE LE CONSEIL DE SÉCURITÉ ET LES PAYS QUI
FOURNISSENT DES CONTINGENTS OU DU PERSONNEL DE POLICE,
ORGANISÉE CONFORMÉMENT AUX SECTIONS A ET B DE
L'ANNEXE II DE LA RÉSOLUTION 1353 (2001)²⁰⁵**

A. Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

Décisions

À sa 6901^e séance, tenue à huis clos le 16 janvier 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

Le 16 janvier 2013, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001) du 13 juin 2001, le Conseil de sécurité a tenu sa 6901^e séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre.

Le Conseil et les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police ont entendu un exposé présenté, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, par M^{me} Lisa Buttenheim, Représentante spéciale du Secrétaire général à Chypre et Chef de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre.

Les membres du Conseil, M^{me} Buttenheim et les représentants des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police participant à la rencontre ont eu un échange de vues.

À sa 6997^e séance, tenue à huis clos le 10 juillet 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser sa Présidente à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

Le 10 juillet 2013, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001), le Conseil de sécurité a tenu sa 6997^e séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre.

Le Conseil et les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police ont entendu un exposé présenté, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, par M^{me} Lisa Buttenheim, Représentante spéciale du Secrétaire général à Chypre et Chef de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre.

Les membres du Conseil, M^{me} Buttenheim et les représentants des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police participant à la rencontre ont eu un échange de vues.

²⁰⁵ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2001 des résolutions et décisions sur cette question.

B. Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement

Décisions

À sa 6883^e séance, tenue à huis clos le 12 décembre 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

Le 12 décembre 2012, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001) du 13 juin 2001, le Conseil de sécurité a tenu sa 6883^e séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement.

Le Conseil et les pays fournisseurs de contingents ont entendu un exposé présenté, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, par M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix.

Les membres du Conseil, M. Ladsous et les représentants des pays fournisseurs de contingents participant à la rencontre ont eu un échange de vues.

À sa 6978^e séance, tenue à huis clos le 13 juin 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

Le 13 juin 2013, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001), le Conseil de sécurité a tenu sa 6978^e séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement.

Le Conseil et les pays fournisseurs de contingents ont entendu un exposé présenté, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, par M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix.

Les membres du Conseil, M. Ladsous et les représentants des pays fournisseurs de contingents participant à la rencontre ont eu un échange de vues.

C. Force intérimaire des Nations Unies au Liban

Décision

À sa 6823^e séance, tenue à huis clos le 21 août 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

Le 21 août 2012, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001) du 13 juin 2001, le Conseil de sécurité a tenu sa 6823^e séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban.

Le Conseil et les pays fournisseurs de contingents ont entendu un exposé présenté, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, par M^{me} Izumi Nakamitsu, Directrice de la Division Asie et Moyen-Orient du Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat.

Les membres du Conseil, M^{me} Nakamitsu et les représentants des pays fournisseurs de contingents participant à la rencontre ont eu un échange de vues.

D. Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

Décision

À sa 6945^e séance, tenue à huis clos le 11 avril 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

Le 11 avril 2013, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001) du 13 juin 2001, le Conseil de sécurité a tenu sa 6945^e séance, à huis clos, avec les

représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental.

Le Conseil et les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police ont entendu un exposé présenté, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, par M^{me} Izumi Nakamitsu, Directrice de la Division Asie et Moyen-Orient du Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat.

Les membres du Conseil, M^{me} Nakamitsu et les représentants des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police participant à la rencontre ont eu un échange de vues.

E. Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo

Décisions

À sa 6923^e séance, tenue à huis clos le 21 février 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

Le 21 février 2013, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001) du 13 juin 2001, le Conseil de sécurité a tenu sa 6923^e séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo.

Le Conseil et les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police ont entendu un exposé présenté, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, par M. Roger Meece, Représentant spécial du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo et Chef de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo.

Les membres du Conseil, M. Meece et les représentants des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police participant à la rencontre ont eu un échange de vues.

À sa 6931^e séance, tenue à huis clos le 6 mars 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

Le 6 mars 2013, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001), le Conseil de sécurité a tenu sa 6931^e séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo.

Le Conseil et les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police ont entendu un exposé présenté, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, par M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix.

Les membres du Conseil, M. Ladsous et les représentants des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police participant à la rencontre ont eu un échange de vues.

F. Mission des Nations Unies au Libéria

Décision

À sa 6828^e séance, tenue à huis clos le 6 septembre 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

Le 6 septembre 2012, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001) du 13 juin 2001, le Conseil de sécurité a tenu sa 6828^e séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à la Mission des Nations Unies au Libéria.

Le Conseil et les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police ont entendu un exposé présenté, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, par M^{me} Karin Landgren, Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Libéria et Chef de la Mission des Nations Unies au Libéria, par visioconférence depuis Monrovia.

Les membres du Conseil, M^{me} Landgren et les représentants des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police participant à la rencontre ont eu un échange de vues.

G. Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire

Décision

À sa 6996^e séance, tenue à huis clos le 10 juillet 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser sa Présidente à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

Le 10 juillet 2013, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001) du 13 juin 2001, le Conseil de sécurité a tenu sa 6996^e séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire.

Le Conseil et les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police ont entendu un exposé présenté, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, par M. Edmond Mulet, Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix.

Les membres du Conseil, M. Mulet et les représentants des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police participant à la rencontre ont eu un échange de vues.

H. Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti

Décision

À sa 6833^e séance, tenue à huis clos le 12 septembre 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

Le 12 septembre 2012, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001) du 13 juin 2001, le Conseil de sécurité a tenu sa 6833^e séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti.

Le Conseil et les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police ont entendu un exposé présenté, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, par M. Mariano Fernández, Représentant spécial du Secrétaire général pour Haïti et Chef de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti.

Les membres du Conseil, M. Fernández, le général de division Fernando Rodrigues Goulart, commandant de la force, et les représentants des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police participant à la rencontre ont eu un échange de vues.

I. Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour

Décision

À sa 7005^e séance, tenue à huis clos le 18 juillet 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser sa Présidente à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

Le 18 juillet 2013, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001) du 13 juin 2001, le Conseil de sécurité a tenu sa 7005^e séance, à huis clos, avec les représentants

des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour.

Le Conseil et les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police ont entendu un exposé présenté, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, par M. Mohamed ibn Chambas, Représentant spécial conjoint Union africaine-Nations Unies pour le Darfour et Chef de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour.

Les membres du Conseil, M. Chambas et les représentants des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police participant à la rencontre ont eu un échange de vues.

J. Mission des Nations Unies au Soudan du Sud

Décision

À sa 6989^e séance, tenue à huis clos le 27 juin 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

Le 27 juin 2013, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001) du 13 juin 2001, le Conseil de sécurité a tenu sa 6989^e séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud.

Le Conseil et les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police ont entendu des exposés présentés, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, par M. Edmond Mulet, Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix, et le général de division Delali Johnson Sakyi, commandant de la force.

Les membres du Conseil, M. Mulet, le général de division Sakyi et les représentants des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police participant à la rencontre ont eu un échange de vues.

K. Mission de supervision des Nations Unies en République arabe syrienne

Décision

À sa 6821^e séance, tenue à huis clos le 9 août 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

Le 9 août 2012, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001) du 13 juin 2001, le Conseil de sécurité a tenu sa 6821^e séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents à la Mission de supervision des Nations Unies en République arabe syrienne.

Le Conseil et les pays fournisseurs de contingents ont entendu un exposé présenté, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, par M. Edmond Mulet, Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix.

Les membres du Conseil, M. Mulet et les représentants des pays fournisseurs de contingents participant à la rencontre ont eu un échange de vues.

**MENACES CONTRE LA PAIX ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES
RÉSULTANT D'ACTES DE TERRORISME²⁰⁵**

Décisions

Le 7 décembre 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général²⁰⁶ :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 5 décembre 2012, dans laquelle vous faites part de votre intention de reconduire M. Mike Smith (Australie) dans ses fonctions de Directeur exécutif de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme jusqu'au 30 juin 2013²⁰⁷, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris bonne note.

À sa 6890^e séance, le 17 décembre 2012, le Conseil a examiné la question intitulée « Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme ».

**Résolution 2082 (2012)
du 17 décembre 2012**

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses précédentes résolutions sur le terrorisme international et la menace qu'il constitue pour l'Afghanistan, en particulier les résolutions 1267 (1999) du 15 octobre 1999, 1333 (2000) du 19 décembre 2000, 1363 (2001) du 30 juillet 2001, 1373 (2001) du 28 septembre 2001, 1390 (2002) du 16 janvier 2002, 1452 (2002) du 20 décembre 2002, 1455 (2003) du 17 janvier 2003, 1526 (2004) du 30 janvier 2004, 1566 (2004) du 8 octobre 2004, 1617 (2005) du 29 juillet 2005, 1624 (2005) du 14 septembre 2005, 1699 (2006) du 8 août 2006, 1730 (2006) du 19 décembre 2006, 1735 (2006) du 22 décembre 2006, 1822 (2008) du 30 juin 2008, 1904 (2009) du 17 décembre 2009 et 1988 (2011) et 1989 (2011) toutes deux du 17 juin 2011, ainsi que les déclarations de son Président sur la question,

Rappelant également ses résolutions antérieures dans lesquelles il a prorogé au 23 mars 2013 le mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan défini dans sa résolution 2041 (2012) du 22 mars 2012,

Rappelant en outre ses résolutions sur l'enrôlement et l'utilisation d'enfants dans les conflits armés,

Se déclarant vivement préoccupé par l'état de la sécurité en Afghanistan, en particulier les violences terroristes que commettent les Taliban, Al-Qaïda, les groupes armés illégaux, les criminels et les trafiquants de stupéfiants, ainsi que par les liens étroits entre activités terroristes et drogues illégales, qui menacent la population locale, notamment les enfants, les forces nationales de sécurité et le personnel militaire et civil international,

Réaffirmant son ferme attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale de l'Afghanistan,

Soulignant qu'il est important qu'un processus politique sans exclusive vienne soutenir en Afghanistan l'entreprise de réconciliation de tous les citoyens,

Reconnaissant que l'état de sécurité a évolué en Afghanistan et que certains membres des Taliban ont rallié le Gouvernement afghan et rejeté l'idéologie terroriste d'Al-Qaïda et de ses partisans et soutiennent la recherche d'une solution pacifique du conflit qui perdure en Afghanistan,

Reconnaissant également que, malgré l'évolution de la situation et les progrès de la réconciliation, la situation en Afghanistan reste une menace contre la paix et la sécurité internationales, et réaffirmant qu'il faut repousser cette menace par tous les moyens dans le respect de la Charte des Nations Unies et du droit international, y compris le droit des droits de l'homme, le droit des réfugiés et le droit humanitaire, tout en insistant sur l'importance du rôle que l'Organisation des Nations Unies joue dans cette entreprise,

Réaffirmant sa ferme volonté de soutenir le Gouvernement afghan dans l'action qu'il mène, conformément au communiqué de la Conférence de Kaboul, en date du 20 juillet 2010, et aux conclusions de la Conférence

²⁰⁶ S/2012/915.

²⁰⁷ S/2012/914.

de Bonn²⁰⁸, et dans le cadre de la Constitution afghane et des procédures qu'il a énoncées dans la résolution 1988 (2011) et ses autres résolutions sur la question, pour faire avancer le processus de paix et de réconciliation,

Se félicitant de la décision prise par certains membres des Taliban de se réconcilier avec le Gouvernement afghan, de rejeter l'idéologie terroriste d'Al-Qaida et de ses partisans et de soutenir la recherche d'une solution pacifique du conflit qui perdure en Afghanistan, et exhortant toutes les personnes, tous les groupes et toutes les entreprises et entités associés aux Taliban dans la menace qu'ils constituent pour la paix, la stabilité et la sécurité de l'Afghanistan à accepter l'offre de réconciliation du Gouvernement,

Réaffirmant la nécessité de faire en sorte que le régime de sanctions actuel concoure effectivement à la lutte contre l'insurrection et soutienne l'effort de promotion de la réconciliation que fait le Gouvernement afghan pour rétablir la paix, la stabilité et la sécurité dans le pays,

Notant que le Gouvernement afghan lui a demandé de soutenir la réconciliation nationale en radiant des listes des régimes de sanctions de l'Organisation le nom de personnes qui se rallient et ont donc cessé de mener ou de soutenir des activités qui menacent la paix, la stabilité et la sécurité de l'Afghanistan,

Exprimant son intention d'envisager de lever le moment venu les sanctions frappant ceux qui se rallient,

Se félicitant de la nomination, en avril 2012, du nouveau Président du Haut Conseil pour la paix, venue marquer une étape importante dans le processus de paix et de réconciliation dirigé et pris en main par les Afghans,

Insistant sur le rôle central que l'Organisation continue de jouer en toute impartialité dans la promotion de la paix, de la stabilité et de la sécurité en Afghanistan, et exprimant sa gratitude et son ferme soutien au Secrétaire général et à son Représentant spécial pour l'Afghanistan en ce qu'ils font pour accompagner les efforts de paix et de réconciliation du Haut Conseil pour la paix,

Renouvelant son soutien à la lutte contre la production illicite et le trafic de stupéfiants en provenance d'Afghanistan et de précurseurs chimiques à destination de ce pays dans les pays voisins, les pays situés sur les itinéraires de contrebande, les pays de destination et les pays qui fabriquent les précurseurs,

Condamnant les enlèvements et les prises d'otages ayant pour but d'obtenir de l'argent ou des avantages politiques et affirmant la nécessité de régler ce problème,

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte,

Mesures

1. *Décide* que tous les États prendront les mesures ci-après à l'encontre des personnes et entités qui, avant la date d'adoption de la résolution 1988 (2011), étaient désignées comme Taliban, ainsi que des autres personnes, groupes, entreprises et entités associés aux Taliban dans la menace qu'ils constituent pour la paix, la stabilité et la sécurité de l'Afghanistan, désignés par le Comité du Conseil de sécurité créé en application du paragraphe 30 de la résolution 1988 (2011) [ci-après « la Liste »] :

a) Bloquer sans retard les fonds et autres avoirs financiers et ressources économiques des personnes, groupes, entreprises et entités en question, y compris les fonds provenant de biens leur appartenant ou contrôlés directement ou indirectement par eux ou par les personnes agissant pour leur compte ou sur leurs instructions, et veiller à ce que ni ces fonds, ni d'autres fonds, actifs ou ressources économiques ne soient mis à la disposition, directement ou indirectement, de ces personnes, groupes, entreprises et entités par leurs nationaux ou par des personnes établies sur leur territoire ;

b) Empêcher l'entrée sur leur territoire ou le transit par leur territoire des personnes en question, étant entendu qu'aucune disposition du présent paragraphe n'oblige un État à refuser à son propre national l'entrée ou le séjour sur son territoire et que le présent paragraphe ne s'applique pas dans les cas où l'entrée ou le transit sont nécessaires à une procédure judiciaire ni lorsque le Comité détermine que l'entrée ou le transit se justifient dans tel ou tel cas, notamment quand il concourt directement à l'entreprise de réconciliation du Gouvernement afghan ;

²⁰⁸ S/2011/762, annexe.

c) Empêcher la fourniture, la vente ou le transfert directs ou indirects aux personnes, groupes, entreprises et entités en question, à partir de leur territoire, du fait de leurs nationaux établis hors de celui-ci, ou au moyen de navires ou d'aéronefs battant leur pavillon, d'armements et de matériel connexe de tout type, y compris les armes et les munitions, les véhicules et le matériel militaires, l'équipement paramilitaire et les pièces de rechange des armes et matériels susmentionnés, ainsi que la fourniture de conseils techniques, d'assistance ou de formation en matière d'arts militaires ;

2. *Décide également* que les actes et activités indiquant que telle personne, tel groupe, telle entreprise ou entité méritent d'être inscrits sur la Liste comme il est dit au paragraphe 1 ci-dessus sont les suivants :

a) Le fait de concourir à financer, à organiser, à faciliter, à préparer ou à exécuter des actes ou activités sous le nom, pour le compte et à l'appui de ceux qui étaient précédemment désignés comme Taliban, ou de concert avec eux ;

b) Le fait de fournir, de vendre ou de transférer des armements ou du matériel connexe à ces personnes ;

c) Le fait de recruter pour le compte de ces personnes ; ou

d) Le fait de soutenir de toute autre manière les actes ou les activités des personnes précédemment désignées et des autres personnes, groupes, entreprises et entités associés aux Taliban dans la menace qu'ils constituent pour la paix, la stabilité et la sécurité de l'Afghanistan ;

3. *Affirme* que toute entreprise ou entité qui est possédée ou contrôlée directement ou indirectement par toute personne, tout groupe, toute entreprise ou entité inscrits sur la Liste ou qui les soutiennent de quelque manière mérite d'être inscrite sur la Liste ;

4. *Constate* que les moyens de financement ou d'assistance dont il s'agit comprennent sans s'y limiter le produit de la culture, de la production et du trafic de stupéfiants et de leurs précurseurs en provenance d'Afghanistan ou en transit dans le pays ;

5. *Confirme* que les prescriptions de l'alinéa a du paragraphe 1 de la présente résolution visent tous les types de ressources économiques et financières – y compris, mais sans s'y limiter, celles qui servent à financer l'hébergement de sites Web et d'autres services connexes – utilisées pour soutenir les personnes, groupes, entreprises et entités inscrits sur la Liste ainsi que les personnes, groupes, entreprises et entités associés aux Taliban dans la menace qu'ils constituent pour la paix, la stabilité et la sécurité de l'Afghanistan ;

6. *Confirme également* que les prescriptions de l'alinéa a du paragraphe 1 de la présente résolution visent également le paiement de rançons à des personnes, groupes, entreprises ou entités inscrits sur la Liste ;

7. *Décide* que les États Membres pourront autoriser le versement à des comptes bloqués en vertu des dispositions du paragraphe 1 de la présente résolution de tout paiement destiné à toute personne, tout groupe, toute entreprise ou entité inscrits sur la Liste étant entendu que tous les paiements resteront assujettis aux dispositions dudit paragraphe et resteront à ce titre bloqués ;

Dérogations

8. *Rappelle* qu'il a décidé que tous les États Membres pourront se prévaloir des dispositions organisant des dérogations aux mesures visées à l'alinéa a du paragraphe 1 de la présente résolution, établies aux paragraphes 1 et 2 de la résolution 1452 (2002), tels que modifiés par la résolution 1735 (2006), et encourage les États Membres à les invoquer ;

9. *Souligne* l'importance d'un processus politique global en Afghanistan qui vienne promouvoir la paix et la réconciliation de tous les Afghans, invite le Gouvernement afghan, agissant en étroite coopération avec le Haut Conseil pour la paix, à soumettre pour examen au Comité les noms des personnes inscrites sur la Liste dont il estime qu'elles doivent se rendre dans tel ou tels lieux pour participer à des réunions organisées à l'appui de la paix et la réconciliation, et demande que, pour autant que possible, ces informations soient assorties des mentions suivantes :

a) Le numéro du passeport ou du document de voyage de la personne concernée ;

b) Le nom du ou des lieux où cette personne doit se rendre et la liste des points de transit éventuels ;

c) La durée prévue du voyage, qui ne dépassera pas neuf mois ;

10. *Décide* que l'interdiction de voyager imposée à l'alinéa *b* du paragraphe 1 de la présente résolution ne s'appliquera pas aux personnes visées par les dispositions du paragraphe 9 ci-dessus dont le Comité aura déterminé, au cas par cas, que l'entrée ou le transit se justifient, décide également que toute dérogation accordée par le Comité n'excédera pas la durée requise et concernera uniquement la ou les destinations prévues, charge le Comité de se prononcer sur toutes nouvelles demandes de dérogation ainsi que sur les demandes tendant à renouveler des dérogations déjà accordées ou à en modifier les termes et sur les demandes des États Membres tendant à la révocation de dérogations accordées, dans les 10 jours de leur réception, et affirme que, nonobstant toute dérogation à l'interdiction de voyager, les personnes inscrites sur la Liste restent soumises aux autres mesures énoncées au paragraphe 1 de la présente résolution ;

11. *Prie* le Gouvernement afghan, par l'intermédiaire de l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions (Équipe de surveillance), de communiquer au Comité, pour examen et évaluation, un rapport sur chaque voyage effectué dans le cadre d'une dérogation accordée, sans tarder à l'expiration de ladite dérogation, et engage les États Membres concernés à rendre compte au Comité, s'il y a lieu, des cas de non-respect ;

Inscription sur la Liste

12. *Engage* tous les États Membres, en particulier le Gouvernement afghan, à communiquer au Comité, pour inscription sur la Liste, le nom des personnes, groupes, entreprises ou entités qui concourent d'une manière ou d'une autre à financer ou à soutenir des actes et activités visés au paragraphe 2 de la présente résolution ;

13. *Rappelle* qu'il a décidé que les États Membres qui proposent l'inscription de tout nom sur la Liste au Comité fourniraient à celui-ci autant de renseignements que possible à son sujet, en particulier des informations permettant d'identifier précisément et formellement les personnes, groupes, entreprises ou entités considérés et, dans la mesure du possible, les renseignements dont l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) a besoin pour émettre une Notice spéciale, et charge l'Équipe de surveillance d'indiquer au Comité les mesures supplémentaires qui pourraient être prises pour améliorer ces informations et s'assurer que chaque personne, groupe, entreprise et entité fasse l'objet d'une Notice spéciale INTERPOL-Nations Unies ;

14. *Rappelle également* qu'il a décidé que les États Membres qui proposent l'inscription de tout nom sur la Liste au Comité présenteraient à celui-ci un exposé détaillé de l'affaire, que cet exposé pourrait être distribué sur demande, sauf les passages que l'État auteur qualifierait de confidentiels, et qu'il pourrait servir à rédiger l'exposé des motifs de l'inscription envisagé au paragraphe 15 ci-dessous ;

15. *Charge* le Comité, lorsqu'il ajoute un nom à la Liste, d'afficher sur son site Web, avec l'aide de l'Équipe de surveillance et en coordination avec l'État auteur de la demande, l'exposé des motifs de l'inscription ;

16. *Invite* tous les membres du Comité et de l'Équipe de surveillance à communiquer au Comité toutes les informations utiles qu'ils détiendraient concernant toute demande d'inscription présentée par un État Membre, qui pourraient éclairer la décision du Comité sur la demande d'inscription et dont il pourrait tirer des éléments d'information supplémentaires aux fins de l'établissement de l'exposé des motifs envisagé au paragraphe 15 ci-dessus ;

17. *Prie* le Secrétariat d'afficher sur le site Web du Comité toutes les informations utiles pouvant être rendues publiques, y compris l'exposé des motifs d'inscription, dès que tel ou tel nom est ajouté à la Liste, et insiste sur le fait que cet exposé des motifs doit être disponible en temps utile dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies ;

18. *Demande instamment* aux États Membres qui envisagent de proposer l'inscription d'un nouveau nom sur la Liste de consulter le Gouvernement afghan avant de saisir le Comité afin de s'assurer que leur démarche va dans le sens de ses efforts de paix et de réconciliation, et les invite à prendre au besoin l'avis de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan ;

19. *Décide* qu'après publication, et en tout état de cause dans les trois jours ouvrables suivant l'inscription de tout nom sur la Liste, le Comité en avisera le Gouvernement afghan, la Mission permanente de l'Afghanistan et la Mission permanente de l'État ou des États où la personne ou l'entité est censée se trouver et, s'il s'agit d'une personne ou d'une entité non afghane, l'État ou les États dont elle est réputée avoir la nationalité ;

Radiation de la Liste

20. *Charge* le Comité de radier promptement de la Liste, en procédant au cas par cas, le nom des personnes et des entités qui ne remplissent plus les conditions d'inscription fixées au paragraphe 2 de la présente résolution, et lui demande de prendre dûment en considération les demandes de radiation de personnes qui se sont ralliées, conformément au communiqué de la Conférence de Kaboul, en date du 20 juillet 2010, consacré au dialogue avec ceux qui renoncent à la violence, n'ont pas de lien avec des organisations terroristes internationales, dont Al-Qaida, respectent la Constitution afghane, en particulier ses dispositions relatives aux droits fondamentaux, notamment les droits de la femme, et souhaitent participer à l'édification d'un Afghanistan pacifique, ainsi qu'aux principes et résultats détaillés découlant des conclusions de la Conférence de Bonn, en date du 5 décembre 2011²⁰⁸, approuvées par le Gouvernement afghan et la communauté internationale ;

21. *Prie instamment* les États Membres de consulter le Gouvernement afghan avant de présenter toute demande de radiation de la Liste au Comité, l'idée étant qu'elle doit cadrer avec l'effort de paix et de réconciliation qu'a entrepris le Gouvernement ;

22. *Rappelle* qu'il a décidé que les personnes et entités sollicitant leur radiation de la Liste sans être patronnées par un État Membre présenteraient leurs demandes au point focal institué par la résolution 1730 (2006) ;

23. *Invite* la Mission à soutenir et à faciliter la coopération entre le Gouvernement afghan et le Comité afin que celui-ci dispose de renseignements suffisants pour se prononcer sur les demandes de radiation, et charge le Comité d'examiner les demandes de radiation au regard des principes ci-après, toutes les fois qu'il y aurait lieu :

a) La demande de radiation concernant toute personne ralliée devrait si possible contenir une communication du Haut Conseil pour la paix, transmise par l'intermédiaire du Gouvernement afghan, confirmant que l'intéressé a le statut de personne ralliée selon les directives applicables ou, s'il s'agit d'une personne ralliée dans le cadre du Programme de renforcement de la paix, des pièces justifiant son ralliement à ce titre, et indiquer son adresse actuelle et les moyens de la joindre ;

b) La demande de radiation concernant toute personne investie de certaines charges dans le régime Taliban avant 2002 et qui ne répond plus aux conditions d'inscription sur la Liste visées au paragraphe 2 de la présente résolution devrait, dans la mesure possible, contenir une communication du Gouvernement afghan confirmant que l'intéressé n'apporte ni son soutien ni sa participation active à des agissements qui menacent la paix, la stabilité et la sécurité du pays, et indiquer son adresse actuelle et les moyens de la joindre ;

c) La demande de radiation concernant toute personne dont on a annoncé le décès doit comprendre un certificat de décès officiel émanant de l'État de nationalité, de l'État de résidence ou de l'État compétent ;

24. *Demande instamment* au Comité, lorsqu'il y a lieu, d'inviter un représentant du Gouvernement afghan à venir débattre avec lui des motifs de l'inscription ou de la radiation de personnes, groupes, entreprises ou entités donnés, notamment lorsqu'une demande présentée par le Gouvernement afghan a été mise en attente ou rejetée par le Comité ;

25. *Prie* tous les États Membres, mais en particulier le Gouvernement afghan, de communiquer au Comité toute nouvelle information dont ils auraient connaissance et selon laquelle le cas de telle personne, tel groupe, telle entreprise ou entité radié de la Liste devrait être examiné aux fins d'inscription sur la Liste en vertu des dispositions du paragraphe 1 de la présente résolution, et prie en outre le Gouvernement de communiquer chaque année au Comité un rapport sur la situation des personnes qui se seraient ralliées, et qui ont été radiées de la Liste par le Comité au cours de l'année précédente ;

26. *Charge* le Comité d'examiner rapidement toute information selon laquelle telle personne radiée de la Liste aurait repris les activités visées au paragraphe 2 de la présente résolution, notamment en se livrant à des actes incompatibles avec les conditions de réconciliation décrites au paragraphe 20 de la présente résolution, et prie le Gouvernement afghan ou d'autres États Membres, s'il y a lieu, de soumettre une demande de réinscription de la personne considérée sur la Liste ;

27. *Confirme* que le Secrétariat transmettra, dès que possible après que le Comité a pris la décision de radier tel ou tel nom de la Liste, ladite décision au Gouvernement afghan et à la Mission permanente d'Afghanistan pour information et qu'il devrait également notifier, dès que possible, la Mission permanente de l'État ou des États dans lesquels on est fondé à croire que la personne ou l'entité se trouve et, dans le cas de toute personne ou entité

non afghane, le ou les États de nationalité, et rappelle qu'il a décidé que les États ayant ainsi reçu notification prendraient les mesures nécessaires, conformément à leur législation et à leurs pratiques internes, pour notifier promptement à la personne ou l'entité concernée le fait qu'elle a été radiée de la Liste, ou l'en informer ;

Révision et tenue à jour de la Liste

28. *Est conscient* du fait que le conflit actuel en Afghanistan et l'urgence que le Gouvernement afghan et la communauté internationale attachent à une solution politique pacifique du conflit supposent de procéder rapidement et en temps voulu à toutes les modifications de la Liste, y compris l'ajout ou la radiation de noms de personnes et d'entités, exhorte le Comité à se prononcer rapidement sur toutes les demandes d'inscription et de radiation, prie le Comité de revoir périodiquement chacune des entrées de la Liste, y compris, selon qu'il convient, d'étudier la situation des personnes considérées comme ralliées, des personnes pour lesquelles on manque d'identifiants, des personnes qui seraient décédées et des entités qui n'existeraient plus ou dont la disparition a été confirmée, charge le Comité de revoir et de modifier les directives applicables à ces révisions s'il y a lieu, et prie l'Équipe de surveillance de communiquer au Comité, tous les 12 mois :

a) La liste des personnes inscrites sur la Liste que le Gouvernement afghan considère ralliées, accompagnée de tous les documents utiles comme indiqué à l'alinéa *a* du paragraphe 23 de la présente résolution ;

b) La liste des personnes et entités figurant sur la Liste et pour lesquelles celle-ci ne comporte pas les identifiants nécessaires à l'application effective des mesures imposées à leur rencontre ; et

c) La liste des personnes figurant sur la Liste qui seraient décédées et des entités qui n'existeraient plus ou dont la disparition est confirmée, accompagnée des documents prévus, comme indiqué à l'alinéa *c* du paragraphe 23 de la présente résolution ;

29. *Confirme* qu'à l'exception des décisions prises en application du paragraphe 10 de la présente résolution aucune question dont le Comité est saisi ne doit rester en suspens pendant plus de six mois, engage les membres du Comité à se prononcer dans les trois mois et charge le Comité d'actualiser ses directives en conséquence ;

30. *Exhorte* le Comité à veiller à appliquer des procédures équitables et transparentes, et charge le Comité d'actualiser ses directives dès que possible, en particulier s'agissant des activités visées aux paragraphes 8, 9, 10, 11, 13, 14, 17, 24, 28, 29 et 32 de la présente résolution ;

31. *Engage* les États Membres et les organisations internationales concernées à envoyer des représentants rencontrer les membres du Comité afin de partager avec eux des informations et de débattre de toute question pertinente ;

Coopération avec le Gouvernement afghan

32. *Se félicite* de l'organisation périodique par le Gouvernement afghan de réunions d'information au sujet du contenu de la Liste et de l'impact des sanctions ciblées pour ce qui est de dissuader les menaces contre la paix, la stabilité et la sécurité de l'Afghanistan et d'accompagner le processus de réconciliation mené sous la direction de l'Afghanistan ;

33. *Encourage* la poursuite de la coopération entre le Comité, le Gouvernement afghan et la Mission, notamment l'identification des personnes et entités qui concourent à financer des actes ou activités énoncés au paragraphe 2 de la présente résolution ou qui appuient de tels actes ou activités, la communication d'informations détaillées à leur sujet ainsi que les invitations faites à des représentants de la Mission de prendre la parole devant le Comité ;

34. *Se félicite* de la volonté du Gouvernement afghan d'aider le Comité à coordonner les demandes d'inscription sur la Liste et de radiation de la Liste ainsi que la communication de toutes les informations utiles au Comité ;

Équipe de surveillance

35. *Décide* que, pour aider le Comité à s'acquitter de son mandat, l'Équipe de surveillance de l'application de la résolution 1267 (1999), créée en application du paragraphe 7 de la résolution 1526 (2004), secondera le Comité pendant une période de 30 mois, conformément au mandat contenu dans l'annexe de la présente résolution, et prie le Secrétaire général de prendre toutes les dispositions nécessaires à cet effet ;

36. *Charge* l'Équipe de surveillance de réunir des informations indépendantes sur les cas de non-respect des mesures imposées dans la présente résolution, dont il tiendra le Comité informé, et de fournir aux États Membres, sur leur demande, une assistance en matière de renforcement des capacités, encourage les membres du Comité à chercher à remédier aux manquements à ces mesures et à les porter à l'attention de l'Équipe de surveillance ou du Comité, et charge également l'Équipe de surveillance d'adresser au Comité des recommandations sur les mesures propres à les corriger ;

Coordination et information

37. *Est conscient* de la nécessité de maintenir le contact avec les comités du Conseil, les organisations internationales et les groupes d'experts compétents, y compris le Comité créé par la résolution 1267 (1999), le Comité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte contre le terrorisme (le Comité contre le terrorisme), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme et le Comité créé par la résolution 1540 (2004), en particulier compte tenu de la présence permanente dans la région d'Al-Qaida et de tout groupe affilié, cellule, groupe dissident ou groupe dérivé d'Al-Qaida et de l'influence négative qu'ils exercent sur le conflit afghan ;

38. *Encourage* la Mission à fournir au Haut Conseil pour la paix, à sa demande, une assistance pour ce qui est d'encourager les personnes inscrites sur la Liste à se rallier ;

Examen de la question

39. *Décide* d'examiner l'application des mesures édictées dans la présente résolution dans 18 mois et d'y apporter, si nécessaire, des ajustements afin d'appuyer la paix et la stabilité en Afghanistan ;

40. *Décide également* de rester activement saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6890^e séance.

Annexe

Conformément au paragraphe 35 de la présente résolution, l'Équipe de surveillance est placée sous la direction du Comité, ses attributions étant les suivantes :

a) Présenter au Comité, par écrit, deux rapports détaillés et indépendants, le premier d'ici au 30 septembre 2013 et le second d'ici au 30 avril 2014, sur la façon dont les États Membres auront mis en œuvre les mesures énoncées au paragraphe 1 de la présente résolution, ces rapports devant comporter des recommandations précises visant à améliorer la mise en œuvre des mesures et présenter d'autres mesures envisageables ;

b) Aider le Comité à passer régulièrement en revue les noms inscrits sur la Liste, notamment en se rendant dans les États Membres et en étant en contact avec eux en vue d'étoffer le dossier du Comité sur les faits et circonstances entourant l'inscription de tout nom sur ladite Liste ;

c) Aider le Comité à assurer le suivi des demandes d'information adressées aux États Membres, y compris s'agissant de la mise en œuvre des mesures visées au paragraphe 1 de la présente résolution ;

d) Présenter au Comité pour examen et approbation, selon qu'il convient, un programme de travail détaillé dans lequel l'Équipe de surveillance décrira les activités qu'elle prévoit de mener pour s'acquitter de sa mission, y compris les déplacements qu'elle envisage d'effectuer ;

e) Réunir, pour le compte du Comité, des informations indépendantes sur les cas signalés de non-respect des mesures visées au paragraphe 1 de la présente résolution, notamment en compilant les informations obtenues auprès des États Membres, en prenant contact avec les parties soupçonnées de non-respect et en présentant des études de cas, de sa propre initiative aussi bien qu'à la demande du Comité, en vue de leur examen par ce dernier ;

f) Présenter au Comité des recommandations de nature à aider les États Membres à appliquer les mesures visées au paragraphe 1 de la présente résolution et à préparer leurs propositions d'inscription sur la Liste ;

g) Aider le Comité à examiner les propositions d'inscription sur la Liste, notamment en recueillant et en lui transmettant les informations relatives à l'inscription envisagée et en établissant le projet de résumé des motifs visé au paragraphe 15 de la présente résolution ;

- h)* Porter à l'attention du Comité tout fait nouveau ou digne d'intérêt de nature à justifier une radiation de la Liste, par exemple la publication d'informations sur telle ou telle personne décédée ;
- i)* Consulter les États Membres avant de se rendre dans certains d'entre eux dans le cadre de son programme de travail approuvé par le Comité ;
- j)* Encourager les États Membres à soumettre des noms et des renseignements complémentaires d'identification en vue de leur insertion dans la Liste, selon les instructions du Comité ;
- k)* Présenter au Comité des renseignements complémentaires d'identification et autres renseignements afin de l'aider à tenir une Liste aussi actualisée et précise que possible ;
- l)* Réunir, évaluer et suivre l'information concernant l'application des mesures, en rendre compte et formuler des recommandations à ce sujet, effectuer des études de cas, s'il y a lieu, et étudier à fond toute autre question pertinente selon les instructions du Comité ;
- m)* Consulter les États Membres et d'autres organisations et organes compétents, y compris la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, et mener un dialogue suivi avec leurs représentants à New York et dans les capitales, en tenant compte de leurs observations, notamment en ce qui concerne les questions qui pourraient être évoquées dans les rapports de l'Équipe de surveillance visés au paragraphe *a* de la présente annexe ;
- n)* Se concerter avec les services de renseignement et de sécurité des États Membres, notamment à l'occasion de réunions régionales, afin de faciliter l'échange d'informations et de renforcer l'application des mesures ;
- o)* Se concerter avec les représentants compétents du secteur privé, y compris les institutions financières, pour s'informer de la mise en œuvre pratique du gel des avoirs et élaborer des recommandations aux fins du renforcement de cette mesure ;
- p)* Collaborer avec les organisations internationales et régionales compétentes afin de faire mieux connaître et respecter les mesures ;
- q)* Collaborer avec INTERPOL et les États Membres en vue d'obtenir les photographies des personnes inscrites sur la Liste pour insertion éventuelle dans les Notices spéciales INTERPOL ;
- r)* Aider les autres organes subsidiaires du Conseil de sécurité et leurs groupes d'experts, à leur demande, à intensifier leur coopération avec INTERPOL, comme le prévoit la résolution 1699 (2006) ;
- s)* Aider le Comité à fournir aux États Membres, sur leur demande, une assistance en matière de renforcement des capacités pour leur permettre de mieux mettre en œuvre les mesures ;
- t)* Faire rapport au Comité, à intervalles réguliers ou à sa demande, par des communications orales ou écrites sur ses travaux, y compris sur les visites qu'elle a effectuées auprès d'États Membres et sur ses activités ;
- u)* Rendre périodiquement compte au Comité, selon qu'il convient, des liens existant entre Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités pouvant être inscrits sur la Liste conformément au paragraphe 1 de la présente résolution ou aux autres résolutions imposant des sanctions pertinentes ;
- v)* Réunir des informations, notamment auprès du Gouvernement afghan et d'autres États Membres, sur les voyages effectués dans le cadre des dérogations accordées, conformément aux paragraphes 9 et 10 de la présente résolution, et faire rapport au Comité, selon qu'il conviendra ; et
- w)* S'acquitter de toute autre responsabilité que le Comité pourrait lui confier.

**Résolution 2083 (2012)
du 17 décembre 2012**

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions 1267 (1999) du 15 octobre 1999, 1333 (2000) du 19 décembre 2000, 1363 (2001) du 30 juillet 2001, 1373 (2001) du 28 septembre 2001, 1390 (2002) du 16 janvier 2002, 1452 (2002) du 20 décembre 2002, 1455 (2003) du 17 janvier 2003, 1526 (2004) du 30 janvier 2004, 1566 (2004) du 8 octobre 2004, 1617 (2005) du 29 juillet 2005, 1624 (2005) du 14 septembre 2005, 1699 (2006) du 8 août 2006, 1730 (2006) du 19 décembre 2006, 1735 (2006) du 22 décembre 2006, 1822 (2008) du 30 juin 2008, 1904 (2009) du 17 décembre 2009 et 1988 (2011) et 1989 (2011) toutes deux du 17 juin 2011, ainsi que les déclarations de son Président sur la question,

Réaffirmant que le terrorisme, sous toutes ses formes et manifestations, constitue l'une des menaces les plus sérieuses contre la paix et la sécurité et que tous les actes de terrorisme, quels qu'ils soient, sont criminels et injustifiables, quels qu'en soient les motivations, l'époque et les auteurs, et condamnant une fois de plus catégoriquement le réseau Al-Qaida et autres personnes, groupes, entreprises et entités qui lui sont associés pour les multiples actes de terrorisme qu'ils ne cessent de perpétrer dans le but de provoquer la mort de civils innocents et d'autres victimes, de détruire des biens et de porter gravement atteinte à la stabilité,

Réaffirmant également que le terrorisme ne peut et ne saurait être associé à aucune religion, nationalité ou civilisation,

Rappelant la déclaration de son Président, en date du 4 mai 2012²⁰⁹, sur les menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme,

Réaffirmant qu'il faut combattre par tous les moyens, dans le respect de la Charte des Nations Unies et du droit international, notamment le droit des droits de l'homme, le droit des réfugiés et le droit humanitaire, les menaces que les actes de terrorisme font peser sur la paix et la sécurité internationales, et soulignant à cet égard le rôle important que l'Organisation des Nations Unies joue dans la conduite et la coordination de cette lutte,

Se déclarant préoccupé par la multiplication des enlèvements et des prises d'otages auxquels se livrent des groupes terroristes dans le but de lever des fonds ou d'obtenir des concessions politiques et réaffirmant qu'il reste nécessaire de régler ce problème,

Insistant sur le fait que le terrorisme ne peut être vaincu qu'à la faveur d'une démarche suivie et globale, fondée sur la participation et la collaboration actives de l'ensemble des États et organismes internationaux et régionaux, pour contrer, affaiblir, isoler et neutraliser la menace terroriste,

Soulignant que les sanctions sont un instrument important prévu par la Charte pour le maintien et le rétablissement de la paix et de la sécurité internationales et soulignant également à ce propos la nécessité d'une mise en œuvre rigoureuse des mesures visées au paragraphe 1 de la présente résolution, comme outil majeur de lutte contre le terrorisme,

Priant instamment tous les États Membres de participer activement à la tenue et à la mise à jour de la liste établie en application des résolutions 1267 (1999), 1333 (2000) et 1989 (2011) [la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida] en fournissant toutes informations supplémentaires utiles concernant les inscriptions en cours, en présentant des demandes de radiation le cas échéant et en identifiant et en désignant pour inscription sur cette Liste d'autres personnes, groupes, entreprises et entités justiciables des mesures envisagées au paragraphe 1 de la présente résolution,

Rappelant au Comité du Conseil de sécurité créé en application des résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011) [le Comité] qu'il doit radier de la Liste, en toute célérité et au cas par cas, le nom des personnes et entités qui ne rempliraient plus les critères établis dans la présente résolution,

Considérant les difficultés d'ordre juridique et autre auxquelles se heurte l'application des mesures prises par les États Membres conformément aux dispositions du paragraphe 1 de la présente résolution, se félicitant des améliorations apportées aux procédures du Comité et de la qualité de la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida, et exprimant l'intention de continuer d'œuvrer à rendre ces procédures équitables et transparentes,

Se félicitant de la création du Bureau du Médiateur en application de la résolution 1904 (2009) et du renforcement de ses attributions découlant de la résolution 1989 (2011), constatant que le Bureau a sensiblement contribué au renforcement de l'équité et de la transparence des procédures, rappelant qu'il est fermement décidé à donner au Bureau les moyens de continuer à s'acquitter de ses fonctions en toute efficacité, conformément à son mandat, et rappelant également la déclaration de sa Présidente en date du 28 février 2011²¹⁰,

²⁰⁹ S/PRST/2012/17.

²¹⁰ S/PRST/2011/5.

Accueillant avec satisfaction les rapports semestriels que lui présente le Médiateur, y compris ceux des 21 janvier 2011²¹¹, 22 juillet 2011²¹², 20 janvier 2012²¹³ et 30 juillet 2012²¹⁴,

Réaffirmant que les mesures envisagées au paragraphe 1 de la présente résolution se veulent préventives et indépendantes des règles pénales de droit interne,

Se félicitant du troisième examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies adoptée le 8 septembre 2006²¹⁵, auquel l'Assemblée générale a procédé en juin 2012, et de la création de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme ayant vocation à assurer la coordination et la cohérence d'ensemble de l'action antiterroriste menée par le système des Nations Unies,

Se félicitant également de la poursuite de la coopération entre le Comité et l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, notamment en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités, et tous les autres organismes des Nations Unies, et encourageant une collaboration plus étroite entre ceux-ci et l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme en vue d'assurer la coordination et la cohérence d'ensemble de l'action antiterroriste menée par le système des Nations Unies,

Considérant qu'il faut prendre des mesures pour prévenir et réprimer le financement du terrorisme et des organisations terroristes, y compris celui tiré du produit de la criminalité organisée, notamment de la production illicite et du trafic de stupéfiants et de leurs précurseurs, et qu'il importe de poursuivre la coopération internationale à cette fin,

Prenant note avec préoccupation de la menace persistante que représentent pour la paix et la sécurité internationales Al-Qaida et autres personnes, groupes, entreprises et entités qui lui sont associés, et réaffirmant sa détermination à faire front à cette menace sous tous ses aspects,

Relevant qu'il peut arriver que des personnes, groupes, entreprises et entités remplissant les critères résultant du paragraphe 2 de la présente résolution satisfassent également aux critères de désignation résultant du paragraphe 3 de la résolution 1988 (2011) ou d'autres résolutions portant sanctions,

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte,

Mesures

1. *Décide* que tous les États prendront les mesures résultant de l'alinéa c du paragraphe 8 de la résolution 1333 (2000), des paragraphes 1 et 2 de la résolution 1390 (2002) et des paragraphes 1 et 4 de la résolution 1989 (2011) concernant Al-Qaida et autres personnes, groupes, entreprises et entités qui lui sont associés :

a) Bloquer sans retard les fonds et autres avoirs financiers ou ressources économiques des personnes, groupes, entreprises et entités en question, y compris les fonds provenant de biens leur appartenant ou contrôlés, directement ou indirectement, par eux ou par des personnes agissant pour leur compte ou sur leurs instructions, et veiller à ce que ni ces fonds, ni d'autres fonds, actifs ou ressources économiques ne soient mis à la disposition, directement ou indirectement, de ces personnes, groupes, entreprises et entités par leurs nationaux ou par des personnes établies sur leur territoire ;

b) Empêcher l'entrée sur leur territoire ou le transit par leur territoire des personnes en question, étant entendu qu'aucune disposition du présent paragraphe n'oblige un État à refuser à ses propres nationaux l'entrée ou le séjour sur son territoire, et que le présent paragraphe ne s'applique pas dans les cas où l'entrée ou le transit sont nécessaires aux fins d'une procédure judiciaire ni lorsque le Comité détermine au cas par cas uniquement que l'entrée ou le transit se justifie ;

c) Empêcher la fourniture, la vente ou le transfert directs ou indirects aux personnes, groupes, entreprises et entités en question, de leur territoire ou par leurs nationaux établis hors de leur territoire, ou au moyen de navires ou

²¹¹ Voir S/2011/29.

²¹² Voir S/2011/447.

²¹³ Voir S/2012/49.

²¹⁴ Voir S/2012/590.

²¹⁵ Résolution 60/288 de l'Assemblée générale.

d'aéronefs battant leur pavillon, d'armements et de matériels connexes de tous types, y compris les armes et les munitions, les véhicules et le matériel militaires, l'équipement paramilitaire et les pièces de rechange des armes et matériels susmentionnés, ainsi que la fourniture de conseils techniques, d'assistance ou de formation en matière d'arts militaires ;

2. *Réaffirme* que les actes ou activités indiquant que telle personne, tel groupe, telle entreprise ou entité est « associé » à Al-Qaida sont les suivants :

a) Le fait de concourir à financer, à organiser, à faciliter, à préparer ou à exécuter des actes ou activités du réseau Al-Qaida, en association avec celui-ci, sous son nom ou pour son compte, ou le fait de les soutenir ;

b) Le fait de fournir, de vendre ou de transférer des armements et matériels connexes à Al-Qaida ;

c) Le fait de recruter pour le compte d'Al-Qaida, ou de soutenir, de toute autre manière, des actes ou activités du réseau Al-Qaida ou de toute cellule, filiale ou émanation ou tout groupe dissident de celui-ci ;

3. *Confirme* que toute personne ou tout groupe, entreprise ou entité possédée ou contrôlée directement ou indirectement par quelque personne, groupe, entreprise ou entité associé à Al-Qaida, dont ceux inscrits sur la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida, qui soutiendrait de toute autre manière ces personnes, groupes, entreprises ou entités, pourra être inscrit sur la Liste ;

4. *Confirme également* que les prescriptions de l'alinéa a du paragraphe 1 de la présente résolution visent tous les types de ressources économiques et financières – y compris, mais sans s'y limiter, celles qui servent à financer l'hébergement de sites Web et d'autres services connexes – utilisées pour soutenir le réseau Al-Qaida ainsi que les personnes, groupes, entreprises ou entités qui lui sont associés ;

5. *Note* que ce financement ou soutien peut consister notamment, mais sans s'y limiter, à utiliser le produit de la criminalité, dont la culture, la production et le commerce illicites de stupéfiants et de leurs précurseurs ;

6. *Confirme* que les prescriptions de l'alinéa a du paragraphe 1 de la présente résolution visent également le paiement de rançons à des personnes, groupes, entreprises ou entités inscrits sur la Liste ;

7. *Décide* que les États Membres pourront autoriser le versement aux comptes bloqués en vertu des dispositions du paragraphe 1 de la présente résolution de tout paiement destiné à toute personne, tout groupe, toute entreprise ou entité inscrits sur la Liste, étant entendu que tous paiements resteront assujettis aux dispositions dudit paragraphe et resteront bloqués ;

8. *Encourage* les États Membres à se prévaloir des dispositions organisant des dérogations aux mesures visées à l'alinéa a du paragraphe 1 de la présente résolution, qui résultent des paragraphes 1 et 2 de la résolution 1452 (2002), modifiés par la résolution 1735 (2006), et autorise le point focal créé par la résolution 1730 (2006) à recevoir les demandes de dérogation présentées par toute personne, tout groupe, toute entreprise ou entité inscrits sur la Liste ou en leur nom, ou par leur représentant ou leur successeur légal, demandes qu'il soumettra au Comité pour examen, conformément aux dispositions du paragraphe 37 de la présente résolution ;

9. *Charge* le Comité de coopérer avec les autres comités des sanctions qu'il a mis en place, en particulier le Comité créé en application de sa résolution 1988 (2011) ;

Inscription sur la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida

10. *Engage* tous les États Membres à communiquer au Comité, aux fins d'inscription sur la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida, les noms de personnes, groupes, entreprises et entités qui concourent, par tous moyens, à financer ou soutenir des actes ou activités du réseau Al-Qaida, et de personnes, groupes, entreprises et entités associés à ce dernier, selon la définition donnée au paragraphe 2 de la résolution 1617 (2005) et réaffirmée au paragraphe 2 de la présente résolution ;

11. *Réaffirme* que les États Membres doivent, lorsqu'ils proposent au Comité d'inscrire des noms sur la Liste, se conformer au paragraphe 5 de la résolution 1735 (2006) et au paragraphe 12 de la résolution 1822 (2008) et fournir un exposé des motifs, lequel doit comporter des raisons détaillées concernant la proposition d'inscription, et décide que l'exposé des motifs pourra être divulgué sur demande, sauf les éléments qu'un État Membre jugerait confidentiels, et pourra servir à l'établissement du résumé des motifs d'inscription sur la Liste décrit au paragraphe 14 de la présente résolution ;

12. *Décide* que les États Membres qui proposent l'inscription de tout nom, ainsi que ceux qui ont proposé des noms pour inscription sur la Liste avant l'adoption de la présente résolution, doivent préciser, le cas échéant, qu'ils ne souhaitent pas que le Comité ou le Médiateur divulgue leur statut d'État auteur de demandes d'inscription ;

13. *Rappelle* qu'il a décidé que les États Membres qui proposent au Comité tout nom pour inscription sur la Liste doivent utiliser le nouveau formulaire type prévu à cet effet, et fournir au Comité autant de renseignements que possible à son sujet, en particulier des informations permettant d'identifier précisément et formellement les personnes, groupes, entreprises et entités considérés et, autant que possible, les informations dont INTERPOL a besoin pour publier une Notice spéciale, charge le Comité de mettre à jour, s'il y a lieu, ledit formulaire conformément aux dispositions de la présente résolution, et charge en outre l'Équipe de surveillance d'indiquer au Comité les mesures supplémentaires qui pourraient être prises pour améliorer ces informations et les dispositions qui pourraient être adoptées pour que les personnes, groupes, entreprises et entités inscrits sur la Liste fassent tous l'objet de Notices spéciales INTERPOL-Nations Unies ;

14. *Se félicite* des efforts déployés par le Comité, lorsqu'il ajoute un nom à la Liste, en vue d'approuver pour publication sur son site Web, avec l'aide de l'Équipe de surveillance et en coordination avec l'État auteur de la demande d'inscription correspondante, un résumé des motifs de l'inscription, et charge le Comité de continuer de s'efforcer d'afficher sur son site Web, avec l'aide de l'Équipe de surveillance et en coordination avec les États auteurs des demandes d'inscription correspondantes, des résumés des motifs ayant présidé aux inscriptions de tous les noms sur la Liste ;

15. *Invite* les États Membres, les organisations et organismes internationaux compétents à porter toute décision et procédure judiciaire pertinente à l'attention du Comité afin que celui-ci puisse en tenir compte lors de l'examen de la demande d'inscription correspondante ou de la mise à jour du résumé des motifs correspondant ;

16. *Demande* à tous les membres du Comité et à l'Équipe de surveillance de communiquer au Comité toutes les informations qu'ils détiendraient concernant telle demande d'inscription présentée par tel État Membre dont le Comité s'inspirerait pour se prononcer sur la demande d'inscription et dont il tirerait des éléments d'information supplémentaires aux fins de l'établissement du résumé des motifs décrit au paragraphe 14 de la présente résolution ;

17. *Réaffirme* qu'après publication, et en tout état de cause dans les trois jours ouvrables suivant l'inscription de tout nom sur la Liste, le Secrétariat notifiera la Mission permanente du ou des pays où l'on est fondé à croire que la personne ou l'entité se trouve et, dans le cas d'une personne, le pays de nationalité de l'intéressé (pour autant qu'il soit connu) conformément aux dispositions du paragraphe 10 de la résolution 1735 (2006), prie le Secrétariat de publier sur le site Web du Comité tous les renseignements utiles pouvant être divulgués, notamment le résumé des motifs de l'inscription, dès qu'un nom est inscrit sur la Liste, et souligne qu'il importe que le résumé des motifs de l'inscription soit publié en temps voulu dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies ;

18. *Réaffirme également* les dispositions du paragraphe 17 de la résolution 1822 (2008) concernant l'exigence faite aux États Membres de prendre toutes les mesures possibles, conformes à leurs lois et pratiques internes, pour aviser ou informer en temps voulu la personne ou l'entité concernée de l'inscription de son nom sur la Liste, en joignant à cet avis le résumé des motifs de l'inscription, une description des effets de l'inscription tels qu'ils résultent des résolutions pertinentes, les modalités d'examen par le Comité des demandes de radiation de la Liste, y compris la possibilité de soumettre les demandes au Médiateur conformément aux dispositions du paragraphe 21 de la résolution 1989 (2011) et de l'annexe II de la présente résolution, et les dispositions de la résolution 1452 (2002) organisant les dérogations ;

Questions relatives à la radiation de la Liste et au Médiateur

19. *Décide* de proroger le mandat du Bureau du Médiateur, créé par la résolution 1904 (2009), tel qu'il est défini dans les procédures énoncées à l'annexe II de la présente résolution, pour une période de 30 mois à compter de l'adoption de la présente résolution, décide également que le Médiateur continuera de recevoir les demandes des personnes, groupes, entreprises ou entités souhaitant être radiés de la Liste, qu'il traitera en toute indépendance et impartialité et sans solliciter ni recevoir d'instructions d'aucun gouvernement, et décide en outre que le Médiateur, agissant par l'intermédiaire de son Bureau, devra présenter au Comité des observations et une recommandation sur les suites à donner aux demandes de radiation, tendant soit à ce que le Comité maintienne l'inscription sur la Liste, soit à ce qu'il envisage de procéder à la radiation ;

20. *Rappelle sa décision* selon laquelle l'obligation faite aux États de prendre les mesures énoncées au paragraphe 1 de la présente résolution continue de leur incomber en ce qui concerne les personnes, groupes, entreprises ou entités que le Médiateur a recommandé, dans son rapport d'ensemble sur une demande de radiation présenté en application de l'annexe II de la présente résolution, de maintenir sur la Liste ;

21. *Rappelle également sa décision* selon laquelle l'obligation faite aux États de prendre les mesures énoncées au paragraphe 1 de la présente résolution cesse de leur incomber, en ce qui concerne les personnes, groupes, entreprises ou entités que le Médiateur a recommandé d'envisager de radier, 60 jours après que le Comité a achevé d'examiner un rapport d'ensemble du Médiateur, comme prévu à l'annexe II de la présente résolution, notamment à l'alinéa *h* du paragraphe 6, à moins que le Comité ne décide par consensus, avant l'expiration de ce délai de 60 jours, que ladite obligation continue de s'imposer en ce qui concerne l'intéressé, étant entendu que, dans les cas où il ne se dégage pas de consensus, le Président, agissant à la demande d'un des membres du Comité, pose au Conseil la question de la radiation de la personne, du groupe, de l'entreprise ou de l'entité, afin qu'une décision soit prise dans les 60 jours, et étant également entendu que, dans l'éventualité d'une telle demande, l'obligation faite aux États de prendre les mesures énoncées au paragraphe 1 de la présente résolution continue de leur incomber, en ce qui concerne la personne, le groupe, l'entreprise ou l'entité concerné, jusqu'à ce que la question soit tranchée par le Conseil ;

22. *Prie* le Secrétaire général de renforcer encore les capacités du Bureau du Médiateur en le dotant de ressources qui lui permettent de pourvoir, s'il y a lieu, à ses besoins en services de traduction, afin qu'il soit toujours à même de s'acquitter de son mandat en toute efficacité et diligence ;

23. *Prie instamment* les États Membres de communiquer toute information utile au Médiateur, y compris, s'il y a lieu, toute information confidentielle pertinente, les engage à communiquer rapidement toute information utile, se félicite de la mise en place par les États Membres de dispositifs nationaux de collaboration avec le Bureau du Médiateur en vue de faciliter les échanges d'informations confidentielles, engage les États Membres à se montrer plus coopératifs à cet égard et confirme que le Médiateur doit respecter toute règle de confidentialité fixée par l'État Membre dont émane telle information ;

24. *Demande* aux États Membres et aux organisations et organes internationaux concernés de pousser les personnes et entités qui envisagent de contester leur inscription sur la Liste en passant par des instances judiciaires nationales ou régionales, ou qui ont déjà entrepris de le faire, à chercher à être radiées de la Liste en présentant une demande dans ce sens au Bureau du Médiateur ;

25. *Prend note* des normes internationales, notamment des meilleures pratiques du Groupe d'action financière en matière de sanctions financières ciblées, visées au paragraphe 44 de la présente résolution ;

26. *Rappelle* qu'il a décidé que, lorsque l'État qui est à l'origine d'une inscription présente une demande de radiation, l'obligation qui lui incombe de prendre les mesures visées au paragraphe 1 de la présente résolution prend fin, en ce qui concerne la personne, le groupe, l'entreprise ou l'entité concerné, lorsque 60 jours se sont écoulés, à moins que le Comité n'ait décidé par consensus, avant l'expiration de ce délai, de maintenir les mesures visant l'intéressé, étant entendu que, dans les cas où il n'y a pas consensus, le Président, agissant à la demande d'un des membres du Comité, soumet la question de la radiation au Conseil, pour décision à prendre dans les 60 jours, et étant également entendu que, si une telle demande est déposée, l'obligation faite aux États de prendre les mesures visées au paragraphe 1 de la présente résolution continue de leur incomber pendant l'écoulement de ce délai en ce qui concerne la personne, le groupe, l'entreprise ou l'entité, jusqu'à ce que la question ait été tranchée par le Conseil ;

27. *Rappelle également* sa décision selon laquelle, aux fins de la présentation d'une demande de radiation dans les conditions prévues au paragraphe 26 ci-dessus, il doit y avoir consensus entre tous les États qui ont été à l'origine de l'inscription, lorsqu'il y en a plusieurs, et rappelle en outre sa décision selon laquelle les coauteurs d'une demande d'inscription ne sont pas considérés comme étant à l'origine de la demande aux fins de l'application dudit paragraphe 26 ;

28. *Invite instamment* les États qui sont à l'origine d'une inscription à autoriser le Médiateur à révéler qui ils sont aux personnes et entités inscrites sur la Liste qui lui ont présenté une demande de radiation ;

29. *Charge* le Comité de continuer d'examiner, conformément aux directives régissant la conduite de ses travaux, les demandes des États Membres qui souhaitent que soient radiés de la Liste des personnes, groupes, entreprises ou entités qui ne répondraient plus aux critères arrêtés dans les résolutions pertinentes et au paragraphe 2

de la présente résolution, lesquelles seront inscrites à l'ordre du jour du Comité si un membre en fait la demande, et engage vivement les États Membres à indiquer les raisons qui motivent leurs demandes de radiation ;

30. *Engage* les États à soumettre des demandes de radiation pour les personnes dont le décès a été officiellement constaté, surtout dès lors qu'aucun avoir n'a été découvert, et pour les entités dont il a été rapporté ou confirmé qu'elles n'existent plus, et à prendre toutes les mesures voulues pour s'assurer que les avoirs ayant appartenu à ces personnes ou entités n'ont pas été et ne seront pas transférés ou distribués à d'autres personnes, groupes, entreprises ou entités inscrits sur la Liste ;

31. *Engage* les États Membres à garder à l'esprit, lorsqu'ils dégèlent pour raison de radiation les avoirs d'une personne décédée ou d'une entité dont il a été rapporté ou confirmé qu'elle a cessé d'exister, les obligations énoncées dans la résolution 1373 (2001) et, en particulier, à empêcher que les biens dégelés soient utilisés à des fins terroristes ;

32. *Décide* que tout État Membre qui veut débloquent des avoirs gelés en conséquence de l'inscription d'Oussama ben Laden sur la Liste doit au préalable présenter au Comité une demande en ce sens, en lui donnant la garantie que les avoirs en question ne seront pas transférés, directement ou indirectement, à une personne, un groupe, une entreprise ou une entité inscrit sur la Liste et qu'ils ne serviront en aucune manière à des fins terroristes, conformément à sa résolution 1373 (2001), et décide également que ces avoirs ne peuvent être dégelés qu'à la condition qu'aucun membre du Comité ne soulève d'objection dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande, et souligne le caractère exceptionnel de la présente disposition, qui ne saurait être considéré comme un précédent ;

33. *Demande* au Comité de tenir dûment compte, lorsqu'il examine les demandes de radiation, de l'avis des États à l'origine des inscriptions et des États de résidence, de nationalité, d'établissement ou de constitution, ainsi que des autres États qu'il jugerait concernés, prie les membres du Comité qui s'opposent à une radiation d'en indiquer les raisons au moment où ils expriment leur opposition, et demande au Comité de faire connaître ses raisons aux États Membres et tribunaux et organes nationaux ou régionaux concernés, selon qu'il conviendra ;

34. *Engage* tous les États Membres, y compris les États à l'origine des inscriptions et les États de résidence et de nationalité, à communiquer au Comité tous les renseignements présentant un intérêt pour son examen des demandes de radiation, et à rencontrer le Comité, s'il en fait la demande, pour donner leur avis sur les demandes de radiation, et engage le Comité à rencontrer, selon qu'il conviendra, les représentants d'organisations et d'organes nationaux ou régionaux qui disposent d'informations pertinentes se rapportant aux demandes de radiation ;

35. *Confirme* que, dans les trois jours suivant la radiation d'un nom de la Liste, le Secrétariat notifiera la Mission permanente des États de résidence, de nationalité, d'établissement ou de constitution (pour autant que l'information soit connue), et décide que les États qui reçoivent une telle notification prendront les mesures nécessaires, dans le respect de leurs lois et pratiques internes, pour notifier ou annoncer promptement à la personne ou l'entité concernée la radiation de son nom ;

Déroptions

36. *Décide* que, si le Médiateur n'est pas en mesure de s'entretenir avec un requérant dans le pays où il réside, il peut demander au Comité, pour autant que le requérant y consente, d'envisager d'accorder à ce dernier une dérogation à l'interdiction de voyager prévue à l'alinéa b du paragraphe 1 de la présente résolution à seule fin de permettre au requérant de se rendre dans un autre État pour la durée nécessaire à l'entretien uniquement, sous réserve que tous les États de transit et de destination ne s'y opposent pas, et charge le Comité de notifier sa décision au Médiateur ;

37. *Décide également* que le point focal créé par la résolution 1730 (2006) est habilité à :

a) Recevoir toute demande de dérogation aux mesures énoncées à l'alinéa a du paragraphe 1 de la présente résolution émanant de personnes, de groupes, d'entreprises et d'entités inscrits sur la Liste, comme le prévoit la résolution 1452 (2002), à condition que la demande ait au préalable été soumise à l'État de résidence pour examen, décide en outre que le point focal transmettra ces demandes au Comité pour décision, charge le Comité de les examiner, en concertation, éventuellement, avec l'État de résidence et tout autre État concerné, et charge également le Comité de notifier sa décision à la personne, au groupe, à l'entreprise ou à l'entité intéressé par l'intermédiaire du point focal ;

b) Recevoir toute demande de dérogation aux mesures énoncées à l'alinéa *b* du paragraphe 1 de la présente résolution émanant de personnes inscrites sur la Liste et les transmettre au Comité afin qu'il détermine, au cas par cas, si l'entrée ou le transit sur le territoire d'un État se justifie, charge le Comité d'examiner les demandes en concertation avec les États de transit et de destination et tout autre État concerné, décide également que le Comité n'accordera de dérogation aux mesures énoncées à l'alinéa *b* du paragraphe 1 de la présente résolution que si les États de transit et de destination y consentent, et charge en outre le Comité de notifier sa décision à la personne intéressée par l'intermédiaire du point focal ;

Révision et tenue de la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida

38. *Engage* tous les États Membres, en particulier les États qui sont à l'origine des inscriptions sur la Liste et les États de résidence ou de nationalité, à communiquer au Comité des éléments d'identification et d'autres renseignements supplémentaires, accompagnés des pièces justificatives correspondantes, sur les personnes, groupes, entreprises et entités inscrits sur la Liste, notamment des informations actualisées sur l'état opérationnel des entités, groupes et entreprises inscrits sur la Liste, sur les déplacements, l'incarcération ou le décès des personnes inscrites sur la Liste et sur tous autres faits nouveaux importants, dès que ces informations sont disponibles ;

39. *Prie* l'Équipe de surveillance de communiquer tous les six mois au Comité une liste des personnes et entités inscrites sur la Liste au sujet desquelles on ne dispose pas d'éléments d'identification permettant de garantir que les mesures imposées à leur endroit sont effectivement appliquées, et charge le Comité d'examiner ces cas afin de déterminer si l'inscription demeure justifiée ;

40. *Réaffirme* que l'Équipe de surveillance doit communiquer tous les six mois au Comité une liste des personnes inscrites sur la Liste qui seraient décédées, assortie d'une évaluation des renseignements pertinents tels que la certification du décès et, autant que possible, l'état des avoirs gelés et le lieu où ils pourraient se trouver ainsi que le nom des personnes ou entités qui seraient en mesure de recevoir des avoirs dégelés, charge le Comité d'examiner ces cas afin de déterminer si l'inscription demeure justifiée, et demande au Comité de retirer le nom des personnes décédées lorsqu'il dispose d'informations crédibles concernant leur décès ;

41. *Réaffirme également* que l'Équipe de surveillance doit communiquer tous les six mois au Comité une liste des entités inscrites sur la Liste qui auraient cessé d'exister ou dont la disparition a été dûment constatée, assortie d'une évaluation des renseignements pertinents, charge le Comité d'examiner ces cas afin de déterminer si l'inscription demeure justifiée, et demande au Comité de retirer le nom desdites entités lorsqu'il dispose d'informations crédibles à cet égard ;

42. *Charge* le Comité de passer en revue tous les ans, une fois achevée la révision prescrite au paragraphe 25 de la résolution 1822 (2008), tous les noms inscrits sur la Liste qui n'ont pas été examinés lors de l'examen triennal, c'est-à-dire depuis trois ans ou plus, ces noms étant communiqués aux États qui en ont demandé l'inscription et aux États de résidence, de nationalité, d'établissement ou de constitution, si ceux-ci sont connus, suivant la procédure décrite dans les directives du Comité, afin que la Liste soit aussi exacte et à jour que possible une fois que les inscriptions qui ne sont plus justifiées auront été identifiées et celles qui demeurent justifiées confirmées, et note que, si le Comité examine une demande de radiation après la date de l'adoption de la présente résolution et conformément aux procédures énoncées à l'annexe II de la présente résolution, on considérera que cette demande aura été examinée conformément au paragraphe 26 de la résolution 1822 (2008) ;

Mise en œuvre des mesures

43. *Réaffirme* combien il importe que tous les États définissent et au besoin adoptent des procédures adéquates pour assurer la pleine mise en œuvre, sous tous leurs aspects, des mesures décrites au paragraphe 1 de la présente résolution, et rappelant le paragraphe 7 de la résolution 1617 (2005), engage vivement tous les États Membres à appliquer les normes internationales détaillées que constituent les Quarante Recommandations révisées du Groupe d'action financière pour lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération, notamment sa recommandation n° 6 sur les sanctions financières ciblées liées au terrorisme et au financement du terrorisme ;

44. *Prie avec insistance* les États Membres d'appliquer les dispositions de la note interprétative relative à la recommandation n° 6 du Groupe d'action financière et de prendre note, entre autres, des meilleures pratiques que

celui-ci préconise pour l'application effective de sanctions financières ciblées contre le terrorisme et son financement, et prend note de la nécessité, pour ces États, de se doter de textes et de procédures juridiques appropriés qui leur permettent de donner effet aux sanctions financières ciblées en faisant application d'une norme de preuve dite des « motifs raisonnables » ou de « raisonnablement », non subordonnée à l'existence de poursuites pénales, et de recueillir ou solliciter autant d'informations que possible auprès de toutes les sources utiles ;

45. *Charge* le Comité de continuer de veiller à ce que les procédures d'inscription des personnes et des entités sur la Liste et de radiation de la Liste, ainsi que d'octroi de dérogations prévues dans la résolution 1452 (2002) soient équitables et transparentes, et de continuer à revoir activement ses directives afin qu'elles aillent dans le sens de ces objectifs ;

46. *Charge également* le Comité de revoir ses directives dans les meilleurs délais pour tenir compte des dispositions de la présente résolution, en particulier des paragraphes 8, 10, 12, 13, 19, 22, 23, 32, 36, 37, 59, 60, 61 et 62 ;

47. *Engage* les États Membres, agissant notamment par l'intermédiaire de leur mission permanente, et les organisations internationales compétentes, à tenir des discussions approfondies avec les membres du Comité sur toutes les questions qui les intéressent ;

48. *Prie* le Comité de lui rendre compte des informations qu'il aura recueillies sur les activités de mise en œuvre menées par les États Membres et de définir et de recommander des mesures propres à renforcer cette mise en œuvre ;

49. *Charge* le Comité de recenser tout cas de non-respect des mesures visées au paragraphe 1 de la présente résolution et de décider pour chaque cas de la conduite à suivre, et prie le Président du Comité de lui rendre compte des activités menées par le Comité sur cette question dans les rapports périodiques qu'il lui présentera en application du paragraphe 59 de la présente résolution ;

50. *Demande instamment* à tous les États Membres de veiller, lorsqu'ils appliqueront les mesures énoncées au paragraphe 1 de la présente résolution, à ce que les passeports et autres documents de voyage faux, falsifiés, volés ou perdus soient dès que possible annulés et retirés de la circulation conformément aux lois et pratiques internes, et de communiquer les informations qu'ils possèdent sur ces documents aux autres États Membres en passant par la base de données d'INTERPOL ;

51. *Engage* les États Membres à communiquer au secteur privé, dans le respect de leurs droit et pratiques internes, les informations enregistrées dans leurs bases de données nationales concernant les pièces d'identité ou documents de voyage faux, falsifiés, volés ou perdus qui relèvent de leur compétence nationale et, s'il s'avère qu'une partie inscrite sur la Liste utilise une fausse identité, notamment en vue d'obtenir des fonds ou de faux documents de voyage, à en informer le Comité ;

52. *Engage* les États Membres qui délivrent des documents de voyage à des personnes inscrites sur la Liste à y mentionner, le cas échéant, l'interdiction de voyager dont le titulaire du document fait l'objet et les modalités de dérogation à cette interdiction ;

53. *Confirme* qu'aucune question dont le Comité est saisi ne doit rester en suspens pendant plus de six mois, sauf si le Comité détermine au cas par cas qu'en raison de circonstances extraordinaires il lui faut davantage de temps pour examiner certaines questions, conformément à ses directives ;

54. *Encourage* les États demandant l'inscription d'une personne à faire savoir à l'Équipe de surveillance si un tribunal national ou toute autre instance compétente a été saisi de l'affaire et si une action en justice a été engagée, et à communiquer tous autres renseignements utiles lorsqu'ils soumettent le formulaire type de demande d'inscription sur la Liste ;

55. *Prie* le Comité, agissant par l'intermédiaire de l'Équipe de surveillance, ou d'institutions spécialisées des Nations Unies, d'apporter aux États Membres qui en font la demande une assistance pour renforcer leurs capacités, le but étant d'assurer une application plus efficace des mesures ;

Coordination et action de proximité

56. *Réaffirme* que le Comité, le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste (Comité contre le terrorisme) et le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004), ainsi que leurs groupes d'experts respectifs, doivent coopérer plus étroitement, notamment, s'il y a lieu, en intensifiant les échanges d'informations et en coordonnant les voyages qu'ils effectuent dans les pays dans le cadre de leurs mandats respectifs, la facilitation et le suivi de l'assistance technique, les relations avec les organisations et organismes internationaux et régionaux et le traitement d'autres questions intéressant les trois comités, annonce qu'il compte donner des directives aux comités dans les domaines d'intérêt commun, afin de leur permettre de mieux coordonner leurs efforts et de faciliter cette coopération, et prie le Secrétaire général de prendre les dispositions voulues pour que les groupes puissent partager les mêmes locaux dès que possible ;

57. *Engage* l'Équipe de surveillance et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à poursuivre les activités qu'ils mènent en commun, en coopération avec la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme et les experts du Comité créé par la résolution 1540 (2004), pour aider les États Membres à s'acquitter des obligations que leur imposent les résolutions pertinentes, y compris en organisant des ateliers régionaux et sous-régionaux ;

58. *Prie* le Comité d'envisager, le cas échéant, que son Président ou certains de ses membres se rendent dans tel ou tel pays pour l'aider à mettre en œuvre effectivement et pleinement les mesures visées au paragraphe 1 de la présente résolution, dans l'idée de pousser les États à se conformer pleinement aux dispositions de la présente résolution et des résolutions 1267 (1999), 1333 (2000), 1390 (2002), 1455 (2003), 1526 (2004), 1617 (2005), 1735 (2006), 1822 (2008), 1904 (2009) et 1989 (2011) ;

59. *Prie également* le Comité de lui rendre compte oralement, par la voix de son Président, de l'ensemble de ses activités et de celles de l'Équipe de surveillance, au moins une fois par an et, le cas échéant, en même temps que les Présidents du Comité contre le terrorisme et du Comité créé par la résolution 1540 (2004) présentent leurs propres rapports, déclare son intention de tenir au moins une fois par an des consultations sur les travaux du Comité eu égard aux rapports que le Président présente au Conseil, et prie en outre le Président de tenir périodiquement des réunions d'information à l'intention de tous les États Membres intéressés ;

Équipe de surveillance

60. *Décide*, pour aider le Comité à accomplir son mandat, et pour apporter un appui au Médiateur, de proroger pour une nouvelle période de 30 mois le mandat des membres de l'Équipe de surveillance créée en application du paragraphe 7 de la résolution 1526 (2004), établie à New York, qui restera sous la direction du Comité et aura les attributions définies à l'annexe I de la présente résolution, et prie le Secrétaire général de prendre toutes les dispositions voulues à cette fin ;

61. *Charge* l'Équipe de surveillance d'établir les cas de non-respect des mesures imposées dans la présente résolution et leur éventuelle récurrence, de recueillir des informations à ce sujet et d'en tenir le Comité informé, ainsi que d'apporter aux États Membres qui en font la demande une assistance en matière de renforcement des capacités, lui demande de collaborer étroitement avec les États de résidence, de nationalité, d'établissement ou de constitution et avec les États à l'origine de l'inscription et les autres États concernés, et la charge également d'adresser au Comité des recommandations sur les mesures propres à faire face à cette situation ;

62. *Charge* le Comité de tenir, avec l'assistance de l'Équipe de surveillance, des séances spéciales consacrées à des questions thématiques ou régionales importantes et aux problèmes que rencontrent les États Membres en termes de capacités, en concertation, selon qu'il conviendra, avec le Comité contre le terrorisme et sa direction exécutive, l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme et le Groupe d'action financière, afin de déterminer et de hiérarchiser les domaines dans lesquels il faut fournir aux États Membres une assistance technique pour qu'ils puissent appliquer plus efficacement les sanctions ;

Examen de la question

63. *Décide* d'examiner les mesures prescrites au paragraphe 1 de la présente résolution dans 18 mois, ou plus tôt si nécessaire, en vue de les renforcer éventuellement ;

64. *Décide également* de rester activement saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6890^e séance.

Annexe I

Conformément au paragraphe 60 de la présente résolution, l'Équipe de surveillance est placée sous la direction du Comité, ses attributions étant les suivantes :

a) Présenter au Comité, par écrit, deux rapports détaillés et indépendants, le premier pour le 30 juin 2013 et le second pour le 31 décembre 2013, sur la façon dont les États Membres auront appliqué les mesures énoncées au paragraphe 1 de la présente résolution, ces rapports comportant des recommandations précises visant à améliorer la mise en œuvre des mesures et présentant d'autres mesures envisageables ;

b) Aider le Médiateur à s'acquitter de son mandat, qui est défini à l'annexe II de la présente résolution, notamment en lui procurant des informations à jour sur les personnes, groupes, entreprises ou entités qui cherchent à être radiés de la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida ;

c) Aider le Comité à passer régulièrement en revue les noms figurant sur la Liste, notamment en se rendant dans les États Membres et en entretenant des contacts avec eux en vue d'étoffer le dossier du Comité sur les faits et circonstances entourant l'inscription d'un nom sur la Liste ;

d) Analyser les rapports présentés en application du paragraphe 6 de la résolution 1455 (2003), les listes de contrôle présentées en application du paragraphe 10 de la résolution 1617 (2005) et les autres informations communiquées au Comité par les États Membres, selon les instructions du Comité ;

e) Aider le Comité à assurer le suivi des demandes d'information adressées aux États Membres, y compris en ce qui concerne l'application des mesures visées au paragraphe 1 de la présente résolution ;

f) Présenter au Comité pour examen et approbation, selon qu'il conviendra, un programme de travail détaillé, dans lequel elle décrira les activités qu'elle prévoit de mener pour s'acquitter de ses responsabilités, y compris les déplacements qu'elle envisage d'entreprendre, en se coordonnant de près avec la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme et le Groupe d'experts du Comité créé par la résolution 1540 (2004), afin d'éviter les chevauchements et d'accroître les synergies ;

g) Collaborer étroitement et échanger des informations avec la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme et le Groupe d'experts du Comité créé par la résolution 1540 (2004), en vue de recenser les domaines de convergence et de recoupement et de faciliter une coordination concrète entre les trois comités, y compris dans le domaine des rapports ;

h) Participer activement à toutes les activités menées dans le cadre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies²¹⁵ et soutenir ces activités, notamment au sein de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme créée pour assurer la coordination et la cohérence d'ensemble de l'action antiterroriste menée par le système des Nations Unies, en particulier par l'intermédiaire de ses groupes de travail compétents ;

i) Recueillir des informations, pour le compte du Comité, sur les cas de non-respect des mesures visées au paragraphe 1 de la présente résolution portés à sa connaissance, notamment en réunissant les informations obtenues auprès des États Membres, en se mettant en rapport avec les parties soupçonnées de ne pas respecter les sanctions et en présentant des études de cas, de sa propre initiative aussi bien qu'à la demande du Comité, en vue de leur examen par celui-ci ;

j) Présenter au Comité des recommandations susceptibles d'aider les États Membres à appliquer les mesures visées au paragraphe 1 de la présente résolution et à préparer leurs propositions d'inscription sur la Liste ;

k) Aider le Comité à examiner les propositions d'inscription sur la Liste, notamment en compilant et en lui transmettant des informations relatives à l'inscription proposée et en établissant le projet de résumé des motifs visé au paragraphe 14 de la présente résolution ;

l) Porter à l'attention du Comité tout fait nouveau ou digne d'intérêt qui puisse justifier une radiation de la Liste, par exemple la publication d'informations sur une personne décédée ;

m) Consulter les États Membres avant de se rendre dans certains d'entre eux dans le cadre de son programme de travail approuvé par le Comité ;

n) Coordonner ses activités et coopérer avec le mécanisme national chargé de la lutte antiterroriste ou tout organe de coordination de cette nature établi dans le pays visité, selon qu'il conviendra ;

- o)* Engager les États Membres à soumettre des noms et des renseignements d'identification complémentaires en vue de leur insertion dans la Liste, selon les instructions du Comité ;
- p)* Présenter au Comité des renseignements d'identification complémentaires et d'autres éléments d'information pour l'aider à faire en sorte que la Liste soit aussi exacte et à jour que possible ;
- q)* Étudier la nature évolutive de la menace que présente Al-Qaida et les mesures optimales permettant d'y faire face, y compris en établissant un dialogue avec les chercheurs et les institutions universitaires concernés en consultation avec le Comité, et faire rapport au Comité à ce sujet ;
- r)* Réunir, évaluer et suivre l'information concernant l'application des mesures, y compris de celle qui est visée à l'alinéa *a* du paragraphe 1 de la présente résolution en ce qui concerne la prévention du détournement délictueux d'Internet par Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui lui sont associés, en rendre compte et formuler des recommandations à ce sujet, effectuer des études de cas, s'il y a lieu, et étudier à fond toute autre question pertinente selon les instructions du Comité ;
- s)* Consulter les États Membres et les organisations compétentes, notamment dans le cadre d'un dialogue suivi avec leurs représentants à New York et dans les capitales, et tenir compte de leurs observations, notamment en ce qui concerne les questions qui pourraient figurer dans les rapports de l'Équipe de surveillance visés au paragraphe *a* de la présente annexe ;
- t)* Se concerter avec les services de renseignement et de sécurité des États Membres, notamment à l'occasion de réunions régionales, afin de faciliter l'échange d'informations et de renforcer l'application des mesures ;
- u)* Se concerter avec les représentants compétents du secteur privé, y compris les institutions financières, pour s'informer des modalités pratiques du gel des avoirs et élaborer des recommandations aux fins du renforcement de cette mesure ;
- v)* Collaborer avec les organisations internationales et régionales compétentes afin de faire mieux connaître et respecter les mesures ;
- w)* Aider le Comité à fournir aux États Membres, sur leur demande, une assistance en matière de renforcement des capacités leur permettant de mieux appliquer les mesures ;
- x)* Collaborer avec INTERPOL et les États Membres en vue d'obtenir les photographies des personnes inscrites sur la Liste afin qu'elles puissent éventuellement figurer sur les Notices spéciales INTERPOL, et collaborer avec INTERPOL afin que les personnes, groupes, entreprises et entités inscrits sur la Liste fassent tous l'objet de Notices INTERPOL-Nations Unies ;
- y)* Aider les autres organes subsidiaires du Conseil de sécurité et leurs groupes d'experts, à leur demande, à intensifier leur coopération avec INTERPOL, comme le prévoit la résolution 1699 (2006), et examiner avec le Secrétariat des mesures visant à harmoniser la présentation de l'ensemble des listes de sanctions établies par l'Organisation des Nations Unies afin d'en faciliter l'utilisation par les autorités nationales ;
- z)* Faire rapport au Comité, à intervalles réguliers ou à sa demande, en présentant des communications orales ou écrites sur ses travaux, y compris sur les visites qu'elle a effectuées auprès d'États Membres et sur ses activités ;
- aa)* Faire régulièrement rapport au Comité, s'il y a lieu, sur les liens existant entre Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui peuvent être inscrits sur la Liste en application du paragraphe 1 de la résolution 2082 (2012), ou de toute autre résolution applicable ; et
- bb)* S'acquitter de toute autre responsabilité que pourrait lui confier le Comité.

Annexe II

Conformément au paragraphe 19 de la présente résolution, le Bureau du Médiateur est habilité à accomplir les tâches ci-après lorsqu'il reçoit une demande de radiation présentée par une personne, un groupe, une entreprise ou une entité inscrits sur la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida ou en leur nom ou par leur représentant ou leur successeur légal (le « requérant »).

Le Conseil de sécurité rappelle que les États Membres ne sont pas autorisés à présenter des demandes de radiation au Bureau du Médiateur au nom d'une personne, d'un groupe, d'une entreprise ou d'une entité.

Collecte d'informations (quatre mois)

1. Lorsqu'il reçoit une demande de radiation, le Médiateur :
 - a) Adresse au requérant un accusé de réception ;
 - b) Informe le requérant de la procédure générale régissant le traitement des demandes ;
 - c) Répond aux questions posées par le requérant concernant les procédures du Comité ;
 - d) Si la demande ne tient pas dûment compte des critères ayant présidé à l'inscription initiale, tels qu'énoncés au paragraphe 2 de la présente résolution, en informe le requérant et lui retourne sa demande afin qu'il la réexamine ; et
 - e) Vérifie s'il s'agit d'une nouvelle demande et, s'il s'agit du renouvellement d'une demande qui lui a déjà été présentée et n'apporte aucune information supplémentaire, la renvoie au requérant afin qu'il la réexamine.
2. Le Médiateur transmet immédiatement les demandes de radiation qui ne sont pas renvoyées au requérant aux membres du Comité, aux États à l'origine de l'inscription, aux États de nationalité, de résidence ou de constitution, aux organismes des Nations Unies compétents et à tous les autres États qu'il juge concernés. Il demande à ces États ou organismes de fournir, dans un délai de quatre mois, tout complément d'information utile concernant la demande de radiation. Il peut engager le dialogue avec ces États afin de déterminer :
 - a) S'ils estiment qu'il convient d'accéder à la demande de radiation ; et
 - b) Quelles informations, questions ou demandes de précisions ils souhaiteraient voir communiquées au requérant concernant la demande de radiation, notamment tout renseignement que celui-ci pourrait communiquer ou toute mesure qu'il pourrait prendre pour éclaircir la demande de radiation.
3. Le Médiateur transmet de même immédiatement la demande de radiation à l'Équipe de surveillance, qui lui communique, dans un délai de quatre mois :
 - a) Toutes les informations dont elle dispose qui sont utiles aux fins de la demande de radiation, notamment les décisions et procédures de justice, les articles de presse et les renseignements que des États ou des organisations internationales concernées ont déjà communiqués au Comité ou à elle-même ;
 - b) Des évaluations factuelles des informations fournies par le requérant qui présentent un intérêt pour la demande de radiation ; et
 - c) Les questions ou les demandes de précisions qu'elle souhaiterait voir adressées au requérant concernant la demande de radiation.
4. À la fin de cette période de quatre mois, le Médiateur informe le Comité, par écrit, des progrès accomplis, notamment en précisant quels sont les États qui ont fourni des informations et toute difficulté notable à laquelle il s'est heurté. Il peut demander que la période soit prolongée une fois, de deux mois maximum, s'il juge qu'il faut plus de temps pour recueillir les informations, compte dûment tenu des demandes présentées par les États Membres qui souhaitent disposer de plus de temps pour fournir des renseignements.

Concertation (deux mois)

5. À la fin de la période de collecte d'informations, le Médiateur ouvre une période de concertation de deux mois, au cours de laquelle le dialogue peut être engagé avec le requérant. Ayant dûment examiné les demandes de temps supplémentaire, il peut prolonger cette période une fois, de deux mois maximum, s'il juge qu'il faut plus de temps pour mener la concertation et élaborer le rapport d'ensemble décrit au paragraphe 7 de la présente annexe. Inversement, il peut raccourcir cette période s'il estime qu'il faut moins de temps.
6. Pendant la période de concertation, le Médiateur :
 - a) Peut poser des questions au requérant ou lui demander de fournir des informations supplémentaires ou des précisions susceptibles d'aider le Comité à examiner la demande de radiation, et lui adresser toutes questions ou demandes d'informations reçues des États concernés, du Comité et de l'Équipe de surveillance ;

- b) Demande au requérant de présenter une déclaration signée, dans laquelle il certifie ne pas entretenir de relations avec Al-Qaida ou toute cellule, filiale, émanation ou tout groupe dissident de cette organisation et s'engage à ne pas en avoir avec Al-Qaida à l'avenir ;
- c) A un entretien avec le requérant, si possible ;
- d) Transmet les réponses reçues du requérant aux États concernés, au Comité et à l'Équipe de surveillance et se met en rapport avec le requérant au sujet des réponses incomplètes que celui-ci a fournies ;
- e) Assure la coordination avec les États concernés, le Comité et l'Équipe de surveillance pour tout complément d'information demandé au requérant ou toute réponse à lui adresser ;
- f) Peut, durant la phase de collecte d'informations ou de concertation, communiquer aux États concernés les informations fournies par un État, y compris la position de ce dernier au sujet de la demande de radiation, si l'État en question donne son consentement ;
- g) S'abstient, durant les phases de collecte d'informations et de concertation et lors de l'établissement du rapport, de divulguer des informations communiquées à titre confidentiel par un État sans le consentement exprès de celui-ci, donné par écrit ; et
- h) Prend sérieusement en considération, durant la phase de concertation, l'avis des États à l'origine des inscriptions et d'autres États Membres qui fournissent des informations pertinentes, en particulier les États qui sont le plus touchés par les actes ou les liens ayant motivé les inscriptions initiales.

7. À la fin de la période de concertation visée ci-dessus, le Médiateur établit et communique au Comité, avec le concours de l'Équipe de surveillance, un rapport d'ensemble contenant exclusivement :

- a) Un résumé de toutes les informations dont il dispose au sujet de la demande de radiation, dans lequel il donne, le cas échéant, une indication des sources en respectant la confidentialité de certains des éléments qui lui ont été communiqués par les États Membres ;
- b) Un exposé de ce qu'il a fait à propos de la demande de radiation, dans lequel il décrit notamment le dialogue engagé avec le requérant ; et
- c) Les principaux arguments relatifs à la demande de radiation formulés à l'intention du Comité, à partir de l'analyse de toutes les informations dont il dispose et de sa recommandation, laquelle précise l'avis du Médiateur concernant l'inscription au moment de l'examen de la demande de radiation.

Examen de la demande par le Comité

- 8. Lorsque le Comité a eu 15 jours pour examiner le rapport d'ensemble dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, son Président inscrit la demande de radiation à son ordre du jour.
- 9. Lorsque le Comité examine la demande de radiation, le Médiateur présente lui-même le rapport, au besoin avec le concours de l'Équipe de surveillance, et répond aux questions posées par les membres du Comité au sujet de la demande.
- 10. Le Comité achève l'examen du rapport d'ensemble dans un délai de 30 jours à compter de la date à laquelle il en est saisi.
- 11. Lorsque le Comité a achevé l'examen du rapport d'ensemble, le Médiateur peut communiquer la recommandation à tous les États concernés.
- 12. Lorsque le Médiateur recommande de maintenir l'inscription sur la Liste, l'obligation qu'ont les États de prendre les mesures énoncées au paragraphe 1 de la présente résolution continue de s'appliquer à l'égard de la personne, du groupe, de l'entreprise ou de l'entité concerné, à moins qu'un membre du Comité ne présente une demande de radiation que le Comité examinera conformément à ses procédures normales de décision par consensus.
- 13. Lorsque le Médiateur recommande au Comité d'envisager une radiation, l'obligation qu'ont les États de prendre les mesures énoncées au paragraphe 1 de la présente résolution cesse de s'appliquer à l'égard de la personne, du groupe, de l'entreprise ou de l'entité concerné 60 jours après que le Comité a achevé l'examen d'un rapport d'ensemble présenté par le Médiateur, conformément aux dispositions de la présente annexe, notamment l'alinéa h du paragraphe 6, à moins que le Comité ne décide par consensus avant la fin de cette période que l'obligation

continue de s'appliquer à leur égard, étant entendu que, en l'absence de consensus, le Président soumet, à la demande d'un membre du Comité, la question de savoir s'il convient de radier la personne, le groupe, l'entreprise ou l'entité de la Liste au Conseil pour qu'il se prononce dans un délai de 60 jours et que, lorsqu'une telle demande est formulée, l'obligation qu'ont les États de prendre les mesures visées au paragraphe 1 de la présente résolution continue de s'appliquer durant cette période à l'égard de la personne, du groupe, de l'entreprise ou de l'entité concerné jusqu'à ce que la question soit tranchée par le Conseil.

14. Une fois que le Comité a décidé d'accepter ou de rejeter la demande de radiation, il en informe le Médiateur en exposant les raisons de cette décision et en communiquant toute autre information utile à son sujet et, s'il y a lieu, un résumé actualisé des motifs ayant présidé à l'inscription de l'intéressé sur la Liste, afin que le Médiateur transmette l'information au requérant.

15. Après que le Comité l'a informé de sa décision de rejeter la demande de radiation, le Médiateur adresse au requérant, dans un délai de 15 jours, une lettre dont il a déjà communiqué le texte au Comité, dans laquelle :

- a) Il l'informe que le Comité a décidé de maintenir son inscription sur la Liste ;
- b) Il décrit, autant que possible et en s'inspirant du rapport d'ensemble, la procédure et les éléments d'information factuels qu'il a recueillis et qui peuvent être divulgués ;
- c) Il communique toutes autres informations que le Comité lui a fournies au sujet de sa décision en application du paragraphe 14 ci-dessus.

16. Dans toutes les communications avec le requérant, le Médiateur respecte le caractère confidentiel des délibérations du Comité et de ses propres communications avec les États Membres.

17. Le Médiateur pourra informer le requérant et les États concernés qui ne sont pas membres du Comité de l'état d'avancement de la procédure.

Autres fonctions du Bureau du Médiateur

18. Outre les tâches définies ci-dessus, le Médiateur :

- a) Diffuse les informations qui peuvent être rendues publiques concernant les procédures du Comité, y compris les directives du Comité, les fiches d'information et d'autres documents établis par le Comité ;
- b) Informe les personnes ou entités de leur inscription sur la Liste lorsque leur adresse est connue après que le Secrétariat a officiellement informé la Mission permanente de l'État ou des États, conformément au paragraphe 17 de la présente résolution ;
- c) Présente au Conseil de sécurité des rapports semestriels sur ses activités.

Décisions

À sa 6900^e séance, le 15 janvier 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afghanistan, de l'Afrique du Sud, de l'Arabie saoudite, de l'Arménie, du Bangladesh, du Botswana, du Brésil, du Canada, de la Colombie, de la Côte d'Ivoire, de Cuba, de l'Égypte, de l'Espagne, de l'Inde, de l'Indonésie, d'Israël, du Japon, du Kazakhstan, du Liechtenstein, de la Malaisie, du Nigéria, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, de l'Ouganda, du Qatar, de la République arabe syrienne, de la République bolivarienne du Venezuela, de la République islamique d'Iran, du Sénégal, de Sri Lanka, de la Suisse, de la Tunisie et de la Turquie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme

« Approche globale de la lutte contre le terrorisme

« Lettre, en date du 1^{er} janvier 2013, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Pakistan auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2013/3) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil²¹⁶ :

Le Conseil de sécurité réaffirme que la Charte des Nations Unies lui assigne la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Le Conseil note avec une profonde inquiétude que le terrorisme continue de faire peser une sérieuse menace sur la paix et la sécurité internationales, rappelle toutes ses résolutions et déclarations sur la lutte contre le terrorisme, renouvelle sa ferme condamnation du terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, quels qu'en soient les auteurs, le lieu et les motifs, et se dit résolu à le combattre par tous les moyens sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, dans le respect de la Charte et du droit international, y compris des règles applicables du droit des droits de l'homme, du droit des réfugiés et du droit humanitaire.

Le Conseil souligne que les actes de terrorisme sont des actes criminels injustifiables, quelle qu'en soit la motivation.

Le Conseil insiste sur le fait que le terrorisme ne peut être vaincu qu'à la faveur d'une démarche suivie et globale, fondée sur la participation et la collaboration actives de l'ensemble des États et organismes internationaux et régionaux, propre à contrer, à affaiblir, à isoler et à neutraliser la menace terroriste.

Le Conseil sait que les forces armées ou les forces de sécurité, les mesures coercitives ou les activités de renseignement ne suffiront pas à vaincre le terrorisme, et souligne qu'il importe de s'attaquer aux conditions qui font le lit du terrorisme, notamment de tout faire pour prévenir les conflits de longue durée ou les régler par des moyens pacifiques et de promouvoir l'état de droit, la défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la bonne gouvernance, la tolérance et l'ouverture.

Le Conseil souligne qu'il importe que la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies²¹⁵ continue d'être appliquée de manière intégrée et équilibrée, dans tous ses aspects, et prend note du troisième examen de la Stratégie, auquel l'Assemblée générale a procédé en 2012.

Le Conseil réaffirme que les États Membres doivent veiller à ce que les mesures qu'ils prennent pour lutter contre le terrorisme soient conformes aux obligations que leur fait le droit international, en particulier le droit des droits de l'homme, le droit des réfugiés et le droit humanitaire, souligne la complémentarité et l'effet synergique des mesures antiterroristes efficaces et du respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales et de l'état de droit, éléments indispensables au succès de la lutte contre le terrorisme, et note qu'il importe de respecter l'état de droit pour prévenir et combattre efficacement le terrorisme.

Le Conseil réaffirme également que les États Membres doivent s'abstenir, dans leurs relations internationales, d'employer ou de menacer d'employer la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance de tout État, prêter leur concours à l'Organisation des Nations Unies dans toute action qu'elle mène en accord avec la Charte, et s'abstenir de fournir une assistance à tout État contre lequel l'Organisation prend des mesures préventives ou coercitives.

Le Conseil réaffirme en outre que le terrorisme ne peut et ne saurait être associé à aucune religion, nationalité ou civilisation.

Le Conseil souligne que la poursuite des efforts internationaux visant à favoriser le dialogue et l'entente entre les civilisations pour éviter que telle ou telle religion ou culture soit systématiquement attaquée, ainsi que le règlement des conflits régionaux qui persistent et de l'ensemble des problèmes mondiaux, notamment les problèmes de développement, contribuera à renforcer la lutte internationale contre le terrorisme.

Le Conseil réaffirme l'obligation faite aux États Membres de s'abstenir de fournir toute forme d'appui, actif ou passif, à des entités ou à des personnes qui participent ou sont associées à des actes terroristes, notamment de réprimer le recrutement de membres par les groupes terroristes, conformément au droit international, et d'empêcher l'arrivée d'armes.

²¹⁶ S/PRST/2013/1.

Le Conseil réaffirme également les obligations que la résolution 1540 (2004) fait aux États Membres, y compris l'obligation de s'abstenir d'apporter un appui quel qu'il soit à des acteurs non étatiques qui tenteraient de mettre au point, de se procurer, de fabriquer, de posséder, de transporter, de transférer ou d'utiliser des armes nucléaires, chimiques ou biologiques ou les vecteurs de telles armes.

Le Conseil rappelle qu'il faut continuer de prendre des mesures pour prévenir et réprimer le financement du terrorisme et des organisations terroristes, réaffirme les obligations mises à la charge des États Membres dans ce contexte, notamment celle d'appliquer effectivement ces mesures, et salue l'important travail accompli par les organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales, en particulier le Groupe d'action financière.

Le Conseil considère que les États Membres doivent empêcher les terroristes d'utiliser à des fins abusives les organisations non gouvernementales, les organisations à but non lucratif et les organisations caritatives. Il demande aux organisations non gouvernementales, aux organisations à but non lucratif et aux organisations caritatives de prévenir et de contrecarrer, selon qu'il conviendra, toute exploitation abusive de leur statut par des terroristes. Il sait que, parfois, les terroristes profitent abusivement du statut de ces organisations, notamment aux fins du financement du terrorisme. Le Conseil rappelle que, lorsque des mesures sont prises pour prévenir ces abus, la liberté de religion et de conviction et la liberté d'expression et d'association des membres de la société civile doivent être strictement respectées. À cet égard, il prend note de la recommandation du Groupe d'action financière sur la question.

Le Conseil considère que des mesures doivent être prises pour prévenir et réprimer le financement du terrorisme et des organisations terroristes, y compris au moyen du produit de la criminalité organisée, notamment de la production illégale et du trafic de stupéfiants et de leurs précurseurs, et qu'il importe que la coopération internationale se poursuive à cette fin. À cet égard, le Conseil prend note de la Déclaration de la Conférence ministérielle régionale sur la lutte contre les stupéfiants qui s'est tenue à Islamabad les 12 et 13 novembre 2012.

Le Conseil note ce qu'a fait le Forum mondial de lutte contre le terrorisme depuis sa création et constate qu'il coopère avec les organismes des Nations Unies et les organes subsidiaires de l'Organisation. Il note la publication du Mémoire de Rabat sur les bonnes pratiques pour des actions efficaces de lutte contre le terrorisme dans le secteur de la justice pénale, du Mémoire de Rome sur les bonnes pratiques en matière de réhabilitation et de réinsertion des délinquants extrémistes violents, et du Mémoire d'Alger sur les bonnes pratiques en matière de prévention des enlèvements contre rançon par des terroristes et d'élimination des avantages qui en découlent.

Le Conseil juge important que la justice pénale permette une riposte efficace face au terrorisme et souligne qu'il importe de renforcer la coopération entre les États Membres et les organismes des Nations Unies et organes subsidiaires de l'Organisation, afin d'améliorer les capacités de chacun, notamment en les aidant à élaborer et à appliquer des méthodes de lutte contre le terrorisme reposant sur l'état de droit.

Le Conseil constate avec une vive préoccupation que l'incitation au terrorisme motivée par l'extrémisme et l'intolérance est un obstacle de plus en plus sérieux à la jouissance des droits de l'homme, entrave le développement social et économique de tous les États et compromet la stabilité et la prospérité mondiales, et qu'il faut que l'Organisation et tous les États réagissent d'urgence à cette menace, à titre préventif, et souligne que toutes les mesures nécessaires et appropriées doivent être prises, aux niveaux national et international, dans le respect du droit international, pour protéger le droit à la vie. À cet égard, le Conseil souligne qu'il importe de renforcer la capacité de résistance des sociétés face à l'incitation au terrorisme, notamment en prônant la tolérance et le dialogue.

Le Conseil sait que les États Membres rencontrent des difficultés dans la prise en charge des terroristes en détention et les invite à collaborer et à mettre en commun les meilleures pratiques en ce qui concerne la prise en charge, la réhabilitation et la réinsertion des terroristes dans des lieux de détention sûrs, correctement administrés et dûment réglementés, où les droits de l'homme soient respectés. À cet égard, le Conseil prend note des travaux de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice et d'autres organismes des Nations Unies.

Le Conseil prend note de l'ouverture à Abou Dhabi, le 14 décembre 2012, du Centre international d'excellence pour la lutte contre l'extrémisme violent.

Le Conseil s'inquiète que, dans une société mondialisée, les terroristes utilisent de plus en plus les nouvelles technologies de l'information et des communications, ainsi qu'Internet, pour leurs activités de recrutement et d'incitation, ainsi que pour le financement, la planification et la préparation de leurs actes, et rappelle qu'il importe que les États Membres coopèrent pour empêcher les terroristes d'exploiter la technologie, les moyens de communication et d'autres ressources pour inciter à l'appui au terrorisme, tout en agissant dans le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et des autres obligations que leur impose le droit international.

Le Conseil demande à nouveau aux États Membres de coopérer de plus près et de faire preuve de plus de solidarité, notamment dans le cadre de mécanismes et d'accords bilatéraux et multilatéraux de prévention et de répression des attentats terroristes, et les invite à coopérer davantage aux niveaux régional et sous-régional, constatant que la collaboration et les activités interrégionales de formation des policiers, des juges et des procureurs présentent des avantages certains. Le Conseil note également qu'il importe qu'une collaboration étroite soit établie dans toutes les administrations publiques et entre ces administrations, ainsi qu'entre elles et les organisations internationales, aux fins de la lutte contre le terrorisme et l'incitation au terrorisme.

Le Conseil rappelle le rôle crucial que jouent le Comité contre le terrorisme et sa Direction exécutive pour ce qui est de veiller à l'application intégrale de ses résolutions 1373 (2001) et 1624 (2005), et souligne qu'il importe d'aider les États Membres, en leur fournissant l'assistance technique voulue, à se doter des moyens de donner effet à ces résolutions, encourage le Comité contre le terrorisme et sa Direction exécutive à continuer de travailler avec les États Membres qui leur en font la demande, en particulier d'évaluer les besoins d'assistance technique et de faciliter la fourniture de cette assistance, en étroite collaboration avec l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme et avec d'autres fournisseurs bilatéraux et multilatéraux d'assistance technique, et se félicite de la démarche ciblée et régionale qu'a adoptée la Direction exécutive pour répondre aux besoins de chaque État Membre et de chaque région en matière de lutte contre le terrorisme.

Le Conseil note avec satisfaction les activités de renforcement des capacités que des entités des Nations Unies, dont l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, ont entreprises en coordination avec d'autres organisations internationales, régionales et sous-régionales compétentes pour aider les États Membres qui le demandent à appliquer la Stratégie, et engage l'Équipe spéciale à veiller à ce que l'assistance fournie aux fins du renforcement des capacités soit ciblée.

Le Conseil rappelle les instruments internationaux de lutte contre le terrorisme pertinents, souligne qu'ils doivent être strictement appliqués, demande à nouveau aux États d'envisager de devenir partie dès que possible à l'ensemble des conventions et protocoles internationaux sur la question et de s'acquitter pleinement des obligations découlant de ceux auxquels ils sont déjà partie, et apprécie les efforts que les États Membres continuent de faire pour mener à bien les négociations relatives au projet de convention générale sur le terrorisme international.

Le Conseil exprime son soutien aux activités que l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme mène en vue d'assurer la coordination et la cohérence d'ensemble de l'action antiterroriste du système des Nations Unies et pour veiller à ce que les organes subsidiaires qui relèvent de lui participent pleinement, dans les limites de leur mandat, à ses travaux et à ceux de ses groupes de travail, et prend note des travaux que mène le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme, qui fait partie du secrétariat de l'Équipe spéciale, conformément à la résolution 66/10 de l'Assemblée générale.

Le Conseil considère qu'il faut continuer à mieux faire connaître et à rendre plus efficace l'action antiterroriste du système des Nations Unies et à améliorer la coopération, la coordination et la cohérence entre les entités des Nations Unies afin d'optimiser les synergies, de promouvoir la transparence et l'efficacité et d'éviter le chevauchement d'activités, note que le Secrétaire général a recommandé aux États Membres d'envisager de désigner un coordonnateur des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme, et entend examiner la question, notamment dans le cadre de ses délibérations sur l'amélioration de la cohérence de l'action antiterroriste menée à l'échelle du système des Nations Unies.

Le Conseil réaffirme qu'il importe de renforcer la coopération entre les comités de lutte contre le terrorisme créés par ses résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011), 1988 (2011), 1373 (2001) et 1540 (2004), et leurs groupes d'experts.

Le Conseil considère les sanctions comme un outil important de lutte contre le terrorisme et rappelle que les mesures de sanction doivent être appliquées rapidement et efficacement. Il réaffirme qu'il reste résolu à faire en sorte que soient instituées des procédures régulières et claires pour l'inscription de personnes et d'entités sur les listes des comités des sanctions et pour leur radiation, ainsi que pour l'octroi de dérogations pour raison humanitaire. Il rappelle qu'un médiateur a été désigné pour le régime des sanctions contre Al-Qaida et que des aménagements d'ordre procédural ont été apportés aux régimes des sanctions contre Al-Qaida et les Taliban.

Le Conseil exprime sa profonde solidarité avec toutes les victimes du terrorisme et les membres de leur famille, souligne qu'il importe de venir en aide aux victimes et de leur apporter, ainsi qu'à leur famille, le soutien dont elles ont besoin pour surmonter leur deuil et leur chagrin, constate le rôle important que les réseaux de victimes et de survivants jouent dans la lutte contre le terrorisme, notamment en racontant ce qui leur est arrivé et en s'élevant courageusement contre les idéologies violentes et extrémistes et, à cet égard, salue les efforts déployés et les activités menées dans ce domaine par les États Membres et le système des Nations Unies, notamment l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, et préconise qu'ils se poursuivent.

Le Conseil estime que le développement et la sécurité se renforcent mutuellement et doivent impérativement être pris en compte dans une stratégie efficace et globale de lutte contre le terrorisme, et souligne que l'objectif premier des stratégies antiterroristes doit être d'instaurer durablement la paix et la sécurité.

Le 19 juin 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général²¹⁷ :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 17 juin 2013 concernant votre intention de nommer M. Jean-Paul Laborde (France) Directeur exécutif de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme²¹⁸ a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris note.

EXPOSÉS DES PRÉSIDENTS DES ORGANES SUBSIDIAIRES DU CONSEIL DE SÉCURITÉ²¹⁹

Décisions

À sa 6862^e séance, le 14 novembre 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Espagne, d'Israël, du Japon, des Pays-Bas, de la Pologne, de la République arabe syrienne et de la Suisse à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Exposés des présidents des organes subsidiaires du Conseil de sécurité ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 6881^e séance, le 7 décembre 2012, le Conseil a examiné la question intitulée « Exposés des présidents des organes subsidiaires du Conseil de sécurité ».

À sa 6964^e séance, le 10 mai 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants d'Israël, du Japon, du Liechtenstein, du Portugal et de la République arabe syrienne à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Exposés des présidents des organes subsidiaires du Conseil de sécurité ».

²¹⁷ S/2013/365.

²¹⁸ S/2013/364.

²¹⁹ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2002 des résolutions et décisions sur cette question.

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

LA SITUATION EN CÔTE D'IVOIRE²¹⁹

Décisions

À sa 6902^e séance, le 17 janvier 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Côte d'Ivoire à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Côte d'Ivoire

« Trente et unième rapport périodique du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (S/2012/964) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Albert Koenders, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Côte d'Ivoire et Chef de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire.

À sa 6947^e séance, le 16 avril 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Côte d'Ivoire à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Côte d'Ivoire

« Rapport spécial du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (S/2013/197) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Edmond Mulet, Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix.

À sa 6953^e séance, le 25 avril 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Côte d'Ivoire à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Côte d'Ivoire

« Lettre, en date du 12 avril 2013, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1572 (2004) concernant la Côte d'Ivoire (S/2013/228) ».

Résolution 2101 (2013) du 25 avril 2013

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions antérieures et les déclarations de son Président concernant la situation en Côte d'Ivoire, en particulier les résolutions 1880 (2009) du 30 juillet 2009, 1893 (2009) du 29 octobre 2009, 1911 (2010) du 28 janvier 2010, 1933 (2010) du 30 juin 2010, 1946 (2010) du 15 octobre 2010, 1962 (2010) du 20 décembre 2010, 1975 (2011) du 30 mars 2011, 1980 (2011) du 28 avril 2011, 2000 (2011) du 27 juillet 2011, 2045 (2012) du 26 avril 2012 et 2062 (2012) du 26 juillet 2012,

Réaffirmant son ferme attachement au respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et de l'unité de la Côte d'Ivoire, et rappelant l'importance des principes de bon voisinage, de non-ingérence et de coopération régionale,

Prenant acte du rapport spécial du Secrétaire général, en date du 29 mars 2012²²⁰, et du rapport de mi-mandat, en date du 14 septembre 2012²²¹, et du rapport final, en date du 15 mars 2013²²², du Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire,

Constatant que les mesures imposées par les résolutions 1572 (2004) du 15 novembre 2004, 1643 (2005) du 15 décembre 2005, 1975 (2011) et 1980 (2011) continuent de contribuer à la stabilité en Côte d'Ivoire et soulignant que ces mesures ayant pour but d'accompagner le processus de paix dans ce pays, il pourrait éventuellement modifier à nouveau ou lever tout ou partie de celles qui subsistent, en fonction des progrès accomplis en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration ainsi que de réforme du secteur de la sécurité, de réconciliation nationale et de lutte contre l'impunité,

Se félicitant des progrès accomplis et des succès obtenus par la Côte d'Ivoire ces derniers mois dans le sens du retour à la stabilité, en faisant face aux problèmes de sécurité les plus urgents, en soutenant sa reprise économique et en renforçant la coopération internationale et régionale, notamment avec les Gouvernements ghanéen et libérien,

Saluant l'achèvement du cycle électoral enclenché par l'Accord de Ouagadougou du 4 mars 2007²²³, y compris les récentes élections législatives tenues dans six districts et les élections municipales organisées sur toute l'étendue du territoire, et encourageant le Gouvernement ivoirien et l'opposition à s'acheminer résolument et d'un même pas vers la réconciliation politique et la réforme électorale pour garantir l'ouverture et la transparence du jeu politique,

Soulignant sa préoccupation quant à la lenteur du processus de réconciliation, tout en constatant les efforts consentis par tous les Ivoiriens pour soutenir la réconciliation nationale et la consolidation de la paix par le dialogue et la concertation, et engageant la Commission Dialogue, vérité et réconciliation à achever ses travaux et à produire des résultats concrets d'ici au 30 septembre 2013, date d'expiration de son mandat,

Demeurant préoccupé par l'inachèvement de la réforme du secteur de la sécurité et du programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration, ainsi que par la circulation des armes, qui continuent de faire peser une lourde menace sur la stabilité du pays, et accueillant avec satisfaction les mesures positives prises dans le sens de la stabilité, notamment l'adoption de la stratégie nationale de réforme du secteur de la sécurité par le Conseil de sécurité national et la création d'une autorité unique chargée du programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration,

Réaffirmant qu'il est urgent que le Gouvernement ivoirien entraîne et équipe ses forces de sécurité et, notamment, dote sa police et sa gendarmerie des armes et munitions nécessaires au maintien de l'ordre,

Soulignant de nouveau qu'il importe que le Gouvernement ivoirien soit en mesure d'apporter une réponse proportionnée aux menaces contre la sécurité de l'ensemble des citoyens de la Côte d'Ivoire, et demandant au Gouvernement de veiller à ce que ses forces de sécurité demeurent fidèles à l'obligation de respecter les droits de l'homme et le droit international applicable,

Se félicitant de ce que le Gouvernement ivoirien ait continué de coopérer avec le Groupe d'experts créé initialement par le paragraphe 7 de la résolution 1584 (2005), en date du 1^{er} février 2005, à l'occasion de son mandat reconduit dernièrement par la résolution 2045 (2012), et l'encourageant à coopérer plus étroitement avec ce dernier,

Se félicitant également des efforts que fait le Secrétariat pour étoffer et améliorer le registre d'experts du Service du secrétariat des organes subsidiaires du Conseil de sécurité, compte tenu des indications données dans la note de son Président en date du 22 décembre 2006²²⁴,

Se déclarant préoccupé par les constatations du Groupe d'experts concernant l'expansion d'un système d'imposition illégal, la multiplication des postes de contrôle et de cas d'extorsion de fonds et l'insuffisance des moyens matériels et humains de police des frontières,

²²⁰ S/2012/186.

²²¹ Voir S/2012/766.

²²² Voir S/2013/228.

²²³ S/2007/144, annexe.

²²⁴ S/2006/997.

Se déclarant préoccupé également par la vaste contrebande de ressources naturelles, en particulier de cacao, de noix de cajou, de coton, de bois, d'or et de diamants exportés de Côte d'Ivoire ou importés dans ce pays en toute illégalité,

Rappelant ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009 et 1960 (2010) du 16 décembre 2010 sur les femmes et la paix et la sécurité, ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1998 (2011) du 12 juillet 2011 et 2068 (2012) du 19 septembre 2012 sur le sort des enfants en temps de conflit armé, et ses résolutions 1674 (2006) du 28 avril 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé,

Condamnant fermement une fois de plus toutes violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire en Côte d'Ivoire et condamnant toutes violences contre les civils, y compris les femmes, les enfants, les personnes déplacées et les étrangers, ainsi que toutes autres exactions ou atteintes aux droits de l'homme, soulignant que les auteurs de tels actes doivent être traduits en justice, devant des tribunaux internes ou internationaux, et engageant le Gouvernement ivoirien à continuer de coopérer étroitement avec la Cour pénale internationale,

Soulignant qu'il importe de doter le Groupe d'experts de ressources suffisantes pour lui permettre de s'acquitter de son mandat,

Considérant que la situation en Côte d'Ivoire continue de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région,

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Décide* que, jusqu'au 30 avril 2014, tous les États devront prendre les mesures nécessaires pour empêcher la fourniture, la vente ou le transfert, directs ou indirects, d'armes et de matériel connexe à la Côte d'Ivoire, à partir de leur territoire ou par leurs nationaux, ou au moyen de navires ou d'aéronefs battant leur pavillon, que ces armes et ce matériel aient ou non leur origine sur leur territoire ;

2. *Rappelle* que les mesures concernant les armes et le matériel connexe visées aux paragraphes 7 et 8 de sa résolution 1572 (2004) sont remplacées par les mesures visées aux paragraphes 2, 3 et 4 de la résolution 2045 (2012) et ne s'appliqueront plus ni à la fourniture de services de formation, de conseils et de compétences spécialisées en rapport avec les fonctions de sécurité et militaires, ni à la fourniture de véhicules civils aux forces de sécurité ivoiriennes ;

3. *Décide* que les mesures imposées en vertu du paragraphe 1 de la présente résolution ne s'appliquent pas :

a) Aux fournitures destinées exclusivement à l'appui de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire et des forces françaises qui la soutiennent, ou à l'utilisation par celles-ci ;

b) Au matériel militaire non létal destiné exclusivement à un usage humanitaire ou à des fins de protection, sur notification préalable au Comité du Conseil de sécurité créé en application du paragraphe 14 de la résolution 1572 (2004) ;

c) Aux vêtements protecteurs, y compris les gilets pare-balles et les casques militaires, importés temporairement en Côte d'Ivoire par le personnel des Nations Unies, les représentants des médias et les agents humanitaires et du développement et le personnel associé, pour leur seul usage personnel ;

d) Aux fournitures exportées temporairement en Côte d'Ivoire et destinées aux forces d'un État qui agit, conformément au droit international, exclusivement et directement pour faciliter l'évacuation de ses nationaux et des personnes envers lesquelles il a des responsabilités consulaires en Côte d'Ivoire, sur notification préalable au Comité ;

e) Au matériel de police non létal destiné à permettre aux forces de sécurité ivoiriennes d'utiliser une force appropriée et proportionnée afin de maintenir l'ordre, sur notification préalable au Comité ;

f) Aux armes et autre matériel létal destinés aux forces de sécurité ivoiriennes dans le seul but d'appuyer le processus de réforme du secteur de la sécurité ou d'être utilisés dans le cadre de ce processus, après accord préalable du Comité ;

4. *Décide également* que, pendant la période visée au paragraphe 1 de la présente résolution, les autorités ivoiriennes notifieront au préalable au Comité tout envoi de matériel visé à l'alinéa *e* du paragraphe 3 ci-dessus ou

solliciteront l'accord préalable du Comité pour tout envoi de matériel visé à l'alinéa *f* du paragraphe 3 ci-dessus, décide en outre que tout État Membre apportant une assistance peut, subsidiairement, notifier le Comité pour ce qui concerne l'alinéa *e* du paragraphe 3 après avoir informé le Gouvernement ivoirien de son intention de le faire, et souligne qu'il importe que ces notifications ou demandes préalables soient accompagnées de toutes les informations nécessaires, y compris l'utilisation à laquelle le matériel est destiné et l'utilisateur final, les caractéristiques techniques et le nombre d'articles à expédier ainsi que, le cas échéant, le fournisseur, la date envisagée de livraison, le mode de transport et l'itinéraire de transport ;

5. *Exhorte* le Gouvernement ivoirien à permettre au Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire et à l'Opération d'avoir accès aux équipements faisant l'objet de dérogations au moment de l'importation de ces équipements et avant qu'ils ne soient livrés aux utilisateurs finals, souligne que le Gouvernement devra marquer les armes et le matériel connexe à leur entrée sur le territoire de la Côte d'Ivoire et en tenir un registre, et se déclare prêt à envisager une extension de la procédure de notification à toutes les dérogations à l'embargo, en fonction des progrès réalisés en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration ainsi que de réforme du secteur de la sécurité ;

6. *Décide* de reconduire jusqu'au 30 avril 2014 les mesures concernant les opérations financières et les voyages imposées aux paragraphes 9 à 12 de sa résolution 1572 (2004) et au paragraphe 12 de sa résolution 1975 (2011) et décide en outre de reconduire jusqu'à la même date les mesures interdisant l'importation par quelque État que ce soit de diamants bruts en provenance de Côte d'Ivoire imposées au paragraphe 6 de la résolution 1643 (2005), tout en se déclarant prêt à les réexaminer en fonction des progrès accomplis dans la voie de la mise en œuvre du Processus de Kimberley ;

7. *Décide également* de poursuivre l'examen des mesures visées aux paragraphes 1, 3 et 4 de la présente résolution au regard des progrès réalisés en matière de stabilisation dans tout le pays à la fin de la période visée au paragraphe 1 de la présente résolution, en vue éventuellement de modifier à nouveau ou de lever tout ou partie des autres mesures prévues, en fonction des progrès accomplis en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration ainsi que de la réforme du secteur de la sécurité, de réconciliation nationale et de lutte contre l'impunité ;

8. *Engage vivement* le Gouvernement ivoirien à prendre les dispositions nécessaires en vue d'appliquer les mesures imposées au paragraphe 1 de la présente résolution, notamment en intégrant les dispositions pertinentes dans sa législation nationale ;

9. *Demande* à tous les États Membres, en particulier à ceux de la sous-région, d'appliquer intégralement les mesures énoncées aux paragraphes 1 et 6 de la présente résolution ;

10. *Exprime sa profonde préoccupation* devant l'instabilité qui règne à l'ouest de la Côte d'Ivoire, salue l'action coordonnée que mènent les autorités des pays voisins pour remédier à cette situation, en particulier s'agissant de la zone frontalière, et les encourage à poursuivre les efforts qu'elles déploient dans ce sens, y compris en renforçant le contrôle et l'échange d'informations et en menant des activités coordonnées, et en définissant et en appliquant une stratégie concernant leur frontière commune visant notamment à favoriser le désarmement et le rapatriement d'éléments armés étrangers se trouvant des deux côtés de la frontière, ainsi que le retour volontaire des réfugiés ;

11. *Encourage* l'Opération et la Mission des Nations Unies au Libéria à continuer, dans la limite de leurs mandats, capacités et zones de déploiement respectifs, à coordonner étroitement l'assistance fournie aux Gouvernements ivoirien et libérien, respectivement, pour la surveillance de leur frontière, et se félicite du développement de la coopération entre le Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire et le Groupe d'experts sur le Libéria créé en application du paragraphe 5 de la résolution 2079 (2012) en date du 12 décembre 2012 ;

12. *Exhorte* tous les combattants armés illégaux ivoiriens, y compris ceux se trouvant dans des pays voisins, à déposer immédiatement les armes, encourage l'Opération, dans les limites de son mandat, de ses capacités et des secteurs dans lesquels elle est déployée, à continuer d'aider le Gouvernement ivoirien à collecter et à entreposer ces armes et à enregistrer toute information pertinente les concernant, et demande au Gouvernement, y compris à la Commission nationale de lutte contre la prolifération et le trafic illicite des armes légères et de petit calibre, de veiller à ce que ces armes soient neutralisées ou ne soient pas distribuées illégalement, conformément à la Convention sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest ;

13. *Se félicite* de la décision prise par le Gouvernement ivoirien de ratifier la Convention sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, et encourage les acteurs concernés à lui apporter une assistance technique en vue de son application ;

14. *Rappelle* que, dans le cadre du respect de l'embargo sur les armes, l'Opération a pour mandat de collecter, selon qu'il convient, les armes et tout matériel connexe introduits en Côte d'Ivoire en violation des mesures imposées en vertu du paragraphe 7 de la résolution 1572 (2004), telle que modifiée par les paragraphes 1 et 2 de la résolution 2045 (2012), et d'en disposer selon qu'il convient ;

15. *Redit* qu'il est nécessaire que les autorités ivoiriennes assurent le libre accès du Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire, ainsi que de l'Opération et des forces françaises qui la soutiennent, aux matériel, sites et installations visés à l'alinéa *a* du paragraphe 2 de la résolution 1584 (2005), et à toutes les armes et munitions et tout matériel connexe de toutes les forces de sécurité armées, y compris les armes provenant de la collecte mentionnée aux paragraphes 11 ou 12 de la présente résolution, où qu'ils se trouvent et sans préavis le cas échéant, ainsi qu'il est dit dans les résolutions 1739 (2007) du 10 janvier 2007, 1880 (2009), 1933 (2010), 1962 (2010), 1980 (2011) et 2062 (2012) ;

16. *Réaffirme* qu'il est déterminé à imposer des sanctions ciblées comme indiqué au paragraphe 10 de la résolution 1980 (2011) ;

17. *Demande* à tous les États concernés, en particulier ceux de la sous-région, de coopérer pleinement avec le Comité, et autorise celui-ci à solliciter tout complément d'information qu'il juge nécessaire ;

18. *Décide* de proroger jusqu'au 30 avril 2014 le mandat du Groupe d'experts défini au paragraphe 7 de sa résolution 1727 (2006) du 15 décembre 2006, et prie le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour soutenir le Groupe dans son action ;

19. *Prie* le Groupe d'experts de présenter au Comité un rapport de mi-mandat pour le 15 octobre 2013 et de lui présenter, par l'intermédiaire du Comité et 30 jours avant la fin de son mandat, un rapport final et des recommandations sur l'application des mesures imposées au paragraphe 1 de la présente résolution, aux paragraphes 9 et 11 de la résolution 1572 (2004), au paragraphe 6 de la résolution 1643 (2005), au paragraphe 12 de la résolution 1975 (2011) et au paragraphe 10 de la résolution 1980 (2011) ;

20. *Décide* que le rapport du Groupe d'experts visé à l'alinéa *e* du paragraphe 7 de la résolution 1727 (2006) peut comprendre, selon qu'il conviendra, toutes informations ou recommandations susceptibles d'aider le Comité à désigner de nouvelles personnes ou entités répondant aux critères énoncés aux paragraphes 9 et 11 de la résolution 1572 (2004) et au paragraphe 10 de la résolution 1980 (2011), et rappelle les conclusions du rapport du Groupe de travail officieux sur les questions générales relatives aux sanctions concernant les meilleures pratiques et méthodes²²⁴, dont les paragraphes 21 à 23 du rapport, qui traitent des mesures susceptibles de clarifier les normes méthodologiques appliquées par les mécanismes de surveillance ;

21. *Prie* le Secrétaire général de lui communiquer, s'il y a lieu, par l'intermédiaire du Comité, les informations recueillies par l'Opération et, si possible, examinées par le Groupe d'experts concernant la fourniture à la Côte d'Ivoire d'armes et de matériel connexe ;

22. *Prie* le Gouvernement français de lui communiquer, s'il y a lieu, par l'intermédiaire du Comité, les informations recueillies par les forces françaises et, si possible, examinées par le Groupe d'experts concernant la fourniture à la Côte d'Ivoire d'armes et de matériel connexe ;

23. *Prie* le Processus de Kimberley et d'autres organismes nationaux et internationaux compétents de coopérer étroitement avec le Groupe d'experts et ses enquêtes concernant les personnes et réseaux impliqués dans la production, le commerce et l'exportation illicite de diamants de Côte d'Ivoire, d'échanger régulièrement des informations à cet égard et de lui communiquer s'il y a lieu, par l'intermédiaire du Comité, des informations, concernant ces questions, et décide de renouveler les dérogations prévues aux paragraphes 16 et 17 de sa résolution 1893 (2009) concernant l'importation d'échantillons de diamants bruts à des fins de recherche scientifique, sous réserve que ces travaux de recherche soient coordonnés par le Processus de Kimberley ;

24. *Demande instamment* aux autorités ivoiriennes d'élaborer et d'appliquer un plan d'action visant à faire respecter les conditions minima du Processus de Kimberley en Côte d'Ivoire et les engage à procéder, en étroite

collaboration avec le Système de certification du Processus de Kimberley²²⁵, à un examen et une évaluation du système ivoirien de contrôles internes du commerce des diamants bruts et à la réalisation d'une étude géologique approfondie des ressources en diamants et de la capacité de production de la Côte d'Ivoire, en vue de modifier ou de lever éventuellement, selon qu'il conviendra, les mesures imposées au paragraphe 6 de la résolution 1643 (2005) conformément au paragraphe 6 de la présente résolution ;

25. *Encourage* les autorités ivoiriennes à participer au programme de mise en œuvre accueilli par l'Organisation de coopération et de développement économiques sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque et à prendre contact avec des organisations internationales en vue de profiter des enseignements tirés d'autres initiatives et pays qui se sont heurtés ou se heurtent à des problèmes similaires d'exploitation minière artisanale ;

26. *Demande* aux autorités ivoiriennes de démanteler les réseaux de taxation illégaux, notamment en procédant à des enquêtes pertinentes et approfondies, de réduire le nombre de postes de contrôle et d'enrayer les cas d'extorsion de fonds sur toute l'étendue du territoire, et leur demande également de prendre les mesures nécessaires pour continuer à rétablir et à renforcer les institutions concernées, et pour accélérer le déploiement d'agents de douane et de police des frontières, dans le nord, l'ouest et l'est du pays ;

27. *Demande* au Groupe d'experts d'évaluer l'efficacité des mesures prises en vue du contrôle des frontières dans la région, engage tous les États voisins à prendre conscience des efforts faits par la Côte d'Ivoire à cet égard et encourage l'Opération à aider les autorités ivoiriennes, dans les limites de son mandat, à rétablir les activités normales de contrôle douanier et de police des frontières ;

28. *Demande instamment* à tous les États, aux organismes compétents des Nations Unies et aux autres organisations et parties intéressées de coopérer pleinement avec le Comité, le Groupe d'experts, l'Opération et les forces françaises, notamment en communiquant tous renseignements dont ils disposeraient sur d'éventuelles violations des mesures imposées aux paragraphes 1 à 3 de la présente résolution, aux paragraphes 9 et 11 de la résolution 1572 (2004), au paragraphe 6 de la résolution 1643 (2005) et au paragraphe 12 de la résolution 1975 (2011), et demande au Groupe de coordonner ses activités, selon qu'il conviendra, avec tous les acteurs politiques ;

29. *Prie* la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé et la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit de continuer à communiquer au Comité des informations sur ces questions conformément au paragraphe 7 de la résolution 1960 (2010) et au paragraphe 9 de la résolution 1998 (2011) ;

30. *Demande instamment* dans ce contexte à toutes les parties ivoiriennes et à tous les États, en particulier ceux de la région, de garantir :

- La sécurité des membres du Groupe d'experts ;
- L'accès libre et immédiat du Groupe, en particulier aux personnes, documents et lieux, aux fins de l'exécution de son mandat ;

31. *Décide* de demeurer activement saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6953^e séance.

Décisions

Le 16 mai 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général²²⁶ :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 14 mai 2013, dans laquelle vous faisiez part de votre intention de nommer M^{me} Aïchatou Mindaoudou Souleymane (Niger) au poste de Représentante spéciale pour la Côte d'Ivoire et Chef de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire²²⁷, a été portée à la connaissance des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris bonne note.

²²⁵ Voir A/57/489.

²²⁶ S/2013/291.

²²⁷ S/2013/290.

À sa 7004^e séance, le 18 juillet 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Côte d'Ivoire à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Côte d'Ivoire

« Trente-deuxième rapport du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (S/2013/377) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix.

À sa 7012^e séance, le 30 juillet 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Côte d'Ivoire à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Côte d'Ivoire

« Trente-deuxième rapport du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (S/2013/377) ».

Résolution 2112 (2013) du 30 juillet 2013

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions antérieures, en particulier les résolutions 1933 (2010) du 30 juin 2010, 1942 (2010) du 29 septembre 2010, 1951 (2010) du 24 novembre 2010, 1962 (2010) du 20 décembre 2010, 1967 (2011) du 19 janvier 2011, 1968 (2011) du 16 février 2011, 1975 (2011) du 30 mars 2011, 1980 (2011) du 28 avril 2011, 1981 (2011) du 13 mai 2011, 1992 (2011) du 29 juin 2011, 2000 (2011) du 27 juillet 2011, 2062 (2012) du 26 juillet 2012 et 2101 (2013) du 25 avril 2013, les déclarations de son Président sur la situation en Côte d'Ivoire, la résolution 2066 (2012), en date du 17 septembre 2012, sur la situation au Libéria et la résolution 2100 (2013), en date du 25 avril 2013, sur la situation au Mali,

Réaffirmant son ferme attachement au respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et de l'unité de la Côte d'Ivoire, et rappelant l'importance des principes de bon voisinage, de non-ingérence et de coopération régionale,

Prenant acte du rapport final du Secrétaire général, en date du 26 juin 2013²²⁸, et de son rapport spécial en date du 28 mars 2013²²⁹,

Se félicitant des progrès d'ensemble accomplis sur la voie du rétablissement de la sécurité, de la paix et de la stabilité en Côte d'Ivoire, saluant les efforts qu'a continué de déployer le Président Alassane Ouattara en vue de stabiliser l'état de sécurité, d'accélérer le relèvement économique du pays et de renforcer la coopération internationale et régionale, notamment la coopération renforcée avec les Gouvernements ghanéen et libérien, et demandant à toutes les parties prenantes nationales d'œuvrer ensemble à consolider les acquis à ce jour et de s'attaquer aux causes profondes des tensions et du conflit,

Se félicitant également de la réussite des élections régionales et municipales le 21 avril 2013, tout en déplorant que l'ancien parti au pouvoir et d'autres partis d'opposition aient décidé de les boycotter, et soulignant que ces consultations ont démontré que les autorités nationales, y compris les forces de sécurité, étaient de plus en plus à même d'assumer la responsabilité de l'organisation et de la sécurité du scrutin,

Se réjouissant que la majorité des personnes déplacées par suite de la crise postélectorale aient regagné leurs localités d'origine en Côte d'Ivoire et que le Président Ouattara ait lancé aux réfugiés un appel pour qu'ils regagnent le pays, affirmant que le retour doit être volontaire et s'effectuer dans la sécurité et la dignité, condamnant fermement tous actes d'intimidation, menaces et attaques contre des réfugiés, rapatriés ou déplacés en Côte d'Ivoire,

²²⁸ S/2013/377.

²²⁹ S/2013/197.

et condamnant en outre les attaques transfrontières qui, en mars 2013, ont provoqué le déplacement temporaire de 8 000 personnes, selon les estimations, dont 500 se seraient réfugiées au Libéria,

Rappelant que le Gouvernement ivoirien est responsable au premier chef du maintien de la paix, de la stabilité et de la protection de la population civile en Côte d'Ivoire,

Notant l'amélioration de la sécurité en Côte d'Ivoire, tout en restant préoccupé qu'elle demeure précaire, en particulier le long de la frontière avec le Libéria,

Se déclarant une fois de plus préoccupé par les problèmes fondamentaux qui restent à régler en ce qui concerne l'entreprise de désarmement, de démobilisation et de réintégration et la réforme du secteur de la sécurité, et par la circulation continue des armes, qui continue de mettre en danger la sécurité et la stabilité en Côte d'Ivoire, en particulier dans l'ouest du pays,

Soulignant qu'il est urgent que le Gouvernement ivoirien accélère la formation et l'équipement de ses forces de sécurité et, notamment, dote sa police et sa gendarmerie des armes et munitions standard nécessaires au maintien de l'ordre,

S'inquiétant qu'il soit encore fait état, notamment dans le rapport du Secrétaire général²²⁸, de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, y compris sur la personne de femmes et d'enfants, et de la multiplication des violences sexuelles, en particulier d'actes attribués à des hommes armés, soulignant qu'il importe d'enquêter sur ces violations et ces exactions qui seraient le fait de toutes les parties, quel que soit le statut ou l'appartenance politique des auteurs, y compris pendant la crise postélectorale, réaffirmant que les auteurs de telles violations doivent en répondre et être traduits en justice, peu importe leur appartenance politique, les droits des détenus étant respectés et étant noté que le Président Ouattara a pris des engagements en ce sens, et demandant instamment au Gouvernement ivoirien de multiplier et d'accélérer ses efforts au service de la lutte contre l'impunité,

Réaffirmant le rôle fondamental des femmes dans le règlement des conflits et la consolidation de la paix, l'importance de leur participation pleine et égale à toutes entreprises de maintien et de promotion de la paix et de la sécurité et la part essentielle qu'elles prennent à la reconstruction du tissu social dans les pays se relevant d'un conflit, et soulignant en outre qu'il importe de mettre en œuvre le plan d'action national ivoirien adopté en 2008 en application de la résolution 1325 (2000) en date du 31 octobre 2000,

Prenant note du fait que, sur la base de la déclaration de la Côte d'Ivoire portant acceptation de la juridiction de la Cour pénale internationale, la Chambre préliminaire de la Cour a autorisé le Procureur de la Cour à ouvrir une enquête sur les crimes relevant de la compétence de la Cour qui auraient été commis en Côte d'Ivoire depuis le 28 novembre 2010, y compris les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, et que la Chambre a par la suite décidé d'étendre l'enquête du Procureur aux crimes qui auraient été commis en Côte d'Ivoire depuis le 19 septembre 2002,

Prenant note également de la ratification par la Côte d'Ivoire, le 15 février 2013, du Statut de Rome de la Cour pénale internationale²³⁰,

Saluant la contribution des donateurs et des pays qui fournissent des contingents et du personnel de police à l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, soulignant qu'il importe de fournir du personnel de police qualifié, justifiant des compétences spécialisées et linguistiques voulues, louant les efforts que l'Opération continue de déployer, sous la direction du Représentant spécial du Secrétaire général pour la Côte d'Ivoire, pour concourir au maintien de la paix et de la stabilité en Côte d'Ivoire, et notant avec satisfaction la poursuite et l'intensification de la coopération entre la Mission des Nations Unies au Libéria et l'Opération, de même qu'entre les Gouvernements ivoirien et libérien et d'autres pays de la sous-région, dans la coordination des activités relatives à la sécurité dans les zones frontalières de la sous-région,

Saluant également le travail accompli par M. Albert Koenders en sa qualité de Représentant spécial du Secrétaire général pour la Côte d'Ivoire et de Chef de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, et se félicitant de la nomination de son successeur, M^{me} Aïchatou Mindaoudou Souleymane,

²³⁰ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2187, n° 38544.

Félicitant l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest des efforts qu'elles déploient pour asseoir la paix et la stabilité en Côte d'Ivoire, et les encourageant à continuer d'aider les autorités à remédier aux principaux problèmes, en particulier les causes profondes du conflit et de l'insécurité dans la zone frontalière, y compris la circulation d'armes et d'éléments armés, et à promouvoir la justice et la réconciliation nationale,

Considérant que la situation en Côte d'Ivoire continue de mettre en péril la paix et la sécurité internationales dans la région,

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Décide* de proroger jusqu'au 30 juin 2014 le mandat de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire ;
2. *Décide également* que la configuration des effectifs en tenue de l'Opération sera modifiée, de sorte qu'au 30 juin 2014 l'effectif de l'Opération soit constitué au maximum de 7 137 militaires, dont 6 945 soldats et officiers d'état-major et 192 observateurs militaires ;
3. *Entend* envisager de réduire encore d'ici au 30 juin 2015 l'effectif militaire de l'Opération, pour le ramener à 5 437 membres, en fonction de l'évolution de la sécurité sur le terrain et de l'aptitude du Gouvernement ivoirien à se substituer progressivement à l'Opération dans sa mission de sécurité ;
4. *Décide* de maintenir à 1 555 agents l'effectif autorisé de la composante de police de l'Opération et décide en outre de maintenir les huit agents des douanes précédemment autorisés ;
5. *Décide également* que l'Opération reverra la configuration de sa présence militaire en sorte de concentrer ses ressources dans les zones à haut risque afin de s'acquitter efficacement du mandat à elle assigné d'aider le Gouvernement ivoirien à protéger les civils et à stabiliser la sécurité dans le pays, notamment en augmentant les ressources déployées dans l'ouest de la Côte d'Ivoire et dans d'autres zones sensibles et en les réduisant ailleurs, si possible ;
6. *Décide en outre* de confier à l'Opération le mandat suivant :
 - a) *Protection des civils*
 - Protéger la population civile du risque imminent d'atteinte à l'intégrité physique des personnes, sans préjudice de la responsabilité principale des autorités ivoiriennes, dans les limites de ses moyens et de ses zones de déploiement ;
 - Appliquer la stratégie globale de protection des civils en coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies ;
 - Collaborer étroitement avec les organismes humanitaires, en particulier dans les zones de tension et aux fins du rapatriement des personnes déplacées, à recenser toutes menaces contre la population civile et à rassembler des informations à ce sujet, à porter à l'attention des autorités ivoiriennes s'il y a lieu ;
 - b) *Menaces sécuritaires résiduelles et problèmes frontaliers*
 - Aider, dans la limite de ses compétences, de ses capacités et de ses zones de déploiement, les autorités nationales à stabiliser la sécurité dans le pays ;
 - Surveiller et décourager les activités des milices, mercenaires et autres groupes armés illégaux et, en exécution de son mandat de protection des civils, aider le Gouvernement ivoirien à faire face aux problèmes de sécurité aux frontières, notamment transfrontières et autres problèmes dans les zones frontalières, en particulier dans les zones limitrophes du Libéria et, à cette fin, établir une coordination étroite avec la Mission des Nations Unies au Libéria en vue d'approfondir la coopération entre missions, par exemple en organisant conjointement des patrouilles et des plans d'urgence, selon qu'il convient et en fonction de leurs mandats et moyens ;
 - Assurer la liaison avec les Forces républicaines de Côte d'Ivoire en vue de favoriser la confiance mutuelle entre tous les éléments qui composent ces forces ;
 - Aider les autorités ivoiriennes, selon qu'il convient, à assurer la sécurité des membres du Gouvernement ivoirien et des principales parties prenantes politiques et ce, jusqu'au 31 décembre 2013, après quoi cette fonction sera intégralement transférée aux forces de sécurité ivoiriennes ;

- c) *Programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration et collecte des armes*
- Aider le Gouvernement ivoirien, en étroite coordination avec d'autres partenaires bilatéraux et internationaux, à élaborer et à mettre en œuvre sans plus tarder le nouveau programme national de désarmement, de démobilisation et de réintégration des ex-combattants et de démantèlement des milices et groupes d'autodéfense, compte tenu des droits et des besoins des différentes catégories de personnes à désarmer, démobiliser et réintégrer, notamment les enfants et les femmes ;
 - Aider à l'enregistrement et à la sélection des ex-combattants et contribuer à évaluer et à vérifier la fiabilité des listes d'ex-combattants ;
 - Concourir au désarmement et au rapatriement des éléments armés étrangers, selon qu'il convient en coopération avec la Mission des Nations Unies au Libéria et les équipes de pays des Nations Unies dans la région ;
 - Aider les autorités nationales, notamment la Commission nationale de lutte contre la prolifération et le trafic illicite d'armes légères, à rassembler, à enregistrer, à sécuriser et à éliminer ces armes de manière appropriée, et à détruire les restes explosifs de guerre, le cas échéant, conformément à la résolution 2101 (2013) ;
 - Veiller, en coordination avec le Gouvernement ivoirien, à ce que les armes rassemblées ne soient pas dispersées ou réutilisées dans un cadre autre que la stratégie globale de sécurité nationale visée au point d ci-dessous ;
- d) *Reconstitution et réforme des institutions garantes de la sécurité*
- Aider le Gouvernement ivoirien à mettre en œuvre, sans tarder et en étroite coordination avec les autres partenaires internationaux, sa stratégie globale de sécurité nationale ;
 - Aider le Gouvernement ivoirien à pourvoir, en veillant notamment à la claire répartition des tâches et des responsabilités, à la coordination efficace, à la transparence et à l'harmonisation des efforts de tous les partenaires internationaux concourant à la réforme du secteur de la sécurité ;
 - Conseiller le Gouvernement ivoirien, selon qu'il convient, sur la réforme du secteur de la sécurité et l'organisation de la future armée nationale, faciliter, dans la limite de ses ressources actuelles, à la demande du Gouvernement et en étroite coopération avec les autres partenaires internationaux, la formation aux droits de l'homme, à la protection de l'enfance et à la protection contre la violence sexuelle et sexiste à l'intention des institutions chargées de la sécurité et de l'application des lois, ainsi que le renforcement des capacités par des programmes d'assistance technique, de colocalisation et de mentorat destinés aux agents de police, aux gendarmes et au personnel judiciaire et pénitentiaire, et contribuer au rétablissement de leur présence sur tout le territoire de la Côte d'Ivoire, et les aider à se doter d'un mécanisme viable d'agrément du personnel appelé à intégrer les institutions chargées du secteur de la sécurité ;
- e) *Surveillance de l'embargo sur les armes*
- Surveiller l'application des mesures imposées par le paragraphe 7 de la résolution 1572 (2004), en date du 15 novembre 2004, en coopération avec le Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire créé par la résolution 1584 (2005), en date du 1^{er} février 2005, notamment en inspectant, s'ils le jugent nécessaire et, le cas échéant, sans préavis, toutes armes et munitions et tout matériel connexe, où qu'ils se trouvent, conformément à la résolution 2101 (2013) ;
 - Recueillir, selon qu'il convient, les armes et tout matériel connexe introduits en Côte d'Ivoire en violation des mesures imposées au paragraphe 7 de la résolution 1572 (2004), et les éliminer le cas échéant ;
- f) *Appui au respect du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme*
- Concourir à la promotion et à la protection des droits de l'homme en Côte d'Ivoire, en prêtant une attention particulière aux violations et atteintes graves commises sur la personne d'enfants et de femmes, notamment la violence sexuelle et sexiste, en étroite coordination avec l'Expert indépendant nommé en application de la résolution 17/21 du Conseil des droits de l'homme en date du 17 juin 2011²³¹ ;

²³¹ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-sixième session, Supplément n° 53 (A/66/53), chap. I.

- Suivre la situation des droits de l'homme et du droit humanitaire, aider à enquêter et faire rapport au Conseil sur les atteintes et violations en la matière, notamment celles commises sur la personne d'enfants, conformément aux résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1998 (2011) du 12 juillet 2011 et 2068 (2012) du 19 septembre 2012, afin de les prévenir et de mettre fin à l'impunité ;
 - Communiquer au Conseil le nom de tous auteurs avérés de violations graves des droits de l'homme et tenir le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1572 (2004) régulièrement informé de tout fait nouveau à cet égard ;
 - Soutenir le Gouvernement ivoirien en ce qu'il fait pour combattre la violence sexuelle et sexiste, notamment en aidant à arrêter une stratégie multisectorielle sous appropriation ivoirienne, en coopération avec les entités parties à la Campagne des Nations Unies contre la violence sexuelle en temps de conflit ;
 - Assurer une protection particulière aux femmes touchées par le conflit armé, notamment en déployant des conseillers pour la protection des femmes, le but étant de mettre en place des compétences spécialisées et d'organiser une formation en matière de problématique hommes-femmes, selon qu'il convient et dans les limites des ressources disponibles, conformément aux résolutions 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009, 1960 (2010) du 16 décembre 2010 et 2106 (2013) du 24 juin 2013 ;
- g) *Appui à l'aide humanitaire*
- Faciliter, selon que de besoin, la liberté d'accès des organismes humanitaires et aider ceux-ci à apporter leur assistance aux populations vulnérables touchées par le conflit, notamment en créant des conditions de sécurité propices à la livraison de cette assistance ;
 - Aider les autorités ivoiriennes à organiser le rapatriement librement consenti, sûr et durable des réfugiés et des déplacés, en coopération avec les organisations humanitaires compétentes, et créer les conditions de sécurité de ce retour ;
- h) *Information*
- Continuer d'utiliser les moyens de radiodiffusion de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, par l'intermédiaire d'ONUCI-FM, pour concourir à l'entreprise générale d'instauration d'un climat de paix, dans la perspective de l'élection présidentielle de 2015 ;
 - Surveiller tous faits publics d'incitation à la haine, à l'intolérance et à la violence, communiquer au Conseil les noms de toutes personnes connues pour être à l'origine de violences politiques et tenir le Comité créé par la résolution 1572 (2004) régulièrement informé de tout fait nouveau à cet égard ;
- i) *Redéploiement de l'administration publique et extension de l'autorité de l'État à l'ensemble du territoire*
- Aider les autorités ivoiriennes à étendre le pouvoir effectif de l'État et à renforcer l'administration publique dans les domaines essentiels sur l'ensemble du territoire, aux échelons national et local ;
- j) *Protection du personnel des Nations Unies*
- Protéger le personnel, les installations et le matériel des Nations Unies et veiller à la sécurité et à la liberté de circulation du personnel des Nations Unies ;
7. *Autorise* l'Opération à utiliser tous moyens nécessaires pour accomplir son mandat, dans la limite de ses capacités et dans ses zones de déploiement ;
8. *Décide* que la protection des civils doit rester la priorité de l'Opération, conformément à l'alinéa *a* du paragraphe 6 de la présente résolution, et décide également que l'Opération doit privilégier davantage la fourniture d'appui au Gouvernement ivoirien en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration, de collecte d'armes et de réforme du secteur de la sécurité, en application des alinéas *c* et *d* du paragraphe 6 de la présente résolution, l'objectif étant de transférer progressivement au Gouvernement la mission de sécurité de l'Opération ;
9. *Encourage* l'Opération et l'équipe de pays des Nations Unies à continuer de redéployer leur présence sur le terrain afin de renforcer l'appui qu'elles apportent ensemble aux autorités locales dans toute la Côte d'Ivoire, dans les zones où les civils courent le plus de risques, en particulier dans l'ouest du pays et les autres zones sensibles ;

10. *Prie* le Secrétaire général de réexaminer le mandat de l'Opération en analysant les avantages comparatifs respectifs de celle-ci et de l'équipe de pays, et le prie également de lui rendre compte, dans son rapport à mi-parcours, de ses constatations, en y faisant notamment figurer un compte rendu détaillé assorti d'un tableau renseignant sur la division actuelle des tâches entre l'Opération et l'équipe de pays, et des recommandations issues de cet examen, y compris celles formulées à l'intention d'ONUCI-FM, en vue de transférer à l'équipe de pays les tâches dont celle-ci est mieux à même de s'acquitter ou, le cas échéant, au Gouvernement ivoirien, et entend garder à l'examen le mandat de l'Opération sur la base de ce rapport ;

11. *Notant avec préoccupation* que le Gouvernement ivoirien n'a guère avancé dans la mise en œuvre du programme national de désarmement, de démobilisation et de réintégration, tout en saluant les mesures prises initialement après la mise en place de l'Autorité pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration, demande instamment au Gouvernement de lancer sans tarder l'opération de désarmement et de démobilisation de 30 000 ex-combattants d'ici à la fin de 2013 et, conformément à l'objectif annoncé par le Président Alassane Ouattara, de 65 000 ex-combattants d'ici à 2015 et, à cet égard, souligne la nécessité de trouver des solutions propices à l'intégration socioéconomique durable des ex-combattants, notamment des combattantes, et encourage en outre l'équipe de pays à faciliter la planification et l'exécution de programmes d'appui à cette opération, en consultation avec l'Opération et le Gouvernement et en étroite collaboration avec tous les partenaires internationaux ;

12. *Prend note* de l'approbation par le Gouvernement ivoirien d'une stratégie nationale de réforme du secteur de la sécurité en septembre 2012, et prie instamment le Gouvernement d'accélérer la mise en œuvre de cette stratégie pour se doter de forces de sécurité sans exclusive et comptables de leurs actes, avec l'appui de l'Opération, cet aspect de son mandat étant défini à l'alinéa d du paragraphe 6 de la présente résolution, et d'autres partenaires internationaux concernés, d'adopter d'autres mesures propres à renforcer la confiance au sein des différents services chargés de la sécurité et du respect de la loi et entre eux, et de rétablir l'autorité de l'État dans tout le pays ;

13. *Demande à nouveau* au Gouvernement ivoirien et à tous les partenaires internationaux, y compris les entreprises privées, qui l'accompagnent dans la réforme du secteur de la sécurité de se conformer aux dispositions de la résolution 2101 (2013) et de coordonner leur action dans le sens de la transparence et de la claire répartition des tâches entre tous les partenaires internationaux ;

14. *Se déclare préoccupé* par l'absence de progrès dans la mise en œuvre d'une stratégie de réconciliation nationale, souligne de nouveau que des mesures concrètes s'imposent d'urgence pour promouvoir la justice et la réconciliation à tous les niveaux et de tous bords, notamment en associant activement les femmes, les groupes de la société civile et la Commission Dialogue, vérité et réconciliation, l'objectif étant de remédier aux causes profondes de la crise ivoirienne ;

15. *Prie instamment* le Gouvernement ivoirien de veiller le plus rapidement possible à traduire en justice, en exécution de ses obligations internationales, tous les auteurs de violations graves des droits de l'homme ou d'atteintes au droit international humanitaire, en particulier celles commises pendant et après la crise postélectorale ivoirienne, quel que soit leur statut ou leur appartenance politique, et à déterminer en toute transparence le statut de tous les détenus, et engage vivement le Gouvernement à continuer de coopérer avec la Cour pénale internationale ;

16. *Souligne*, à cet égard, l'importance des travaux de la Commission nationale d'enquête pour une réconciliation durable en Côte d'Ivoire, se félicite que la Commission ait déposé ses conclusions publiques le 8 août 2012, l'invite à mener toutes investigations à bonne fin, prie le Gouvernement ivoirien de créer un climat propre à permettre au système judiciaire national de s'acquitter de sa mission en toute impartialité, crédibilité et transparence, dans le respect des normes internationales et, à cet égard, encourage le Gouvernement à continuer de concourir à l'efficacité des opérations de la Cellule spéciale d'enquête ;

17. *Demande* aux auteurs de violences sexuelles et sexistes de mettre immédiatement fin à leurs agissements et demande également à l'Opération, dans la mesure compatible avec ses attributions et responsabilités, de continuer à appuyer les efforts déployés aux niveaux national et international pour traduire en justice les auteurs de violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises en Côte d'Ivoire, quel que soit leur statut ou leur appartenance politique ;

18. *Exhorte* le Gouvernement ivoirien à prendre des mesures concrètes et tangibles pour prévenir les violences intercommunautaires et en atténuer les conséquences en essayant de dégager un large consensus national sur la manière de régler les questions d'identité et de propriété foncière ;

19. *Se félicite* que le Gouvernement ivoirien ait entrepris d'intensifier le dialogue politique avec l'opposition, y compris avec les partis politiques non représentés à l'Assemblée nationale, demande au Gouvernement de continuer de prendre rapidement des mesures concrètes à cette fin et de ménager un espace politique à l'opposition, demande également à tous les partis d'opposition de jouer un rôle constructif et de concourir à la réconciliation, et prie la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la Côte d'Ivoire de continuer à exercer ses bons offices, notamment pour faciliter le dialogue entre tous les acteurs politiques ;

20. *Encourage* les autorités ivoiriennes à prendre toutes les mesures nécessaires pour préparer l'élection présidentielle de 2015, en particulier à entreprendre la réforme du système électoral ;

21. *Décide* de proroger jusqu'au 30 juin 2014 l'autorisation qu'il a donnée aux forces françaises de soutenir l'Opération dans la limite de leurs moyens et dans leurs zones de déploiement ;

22. *Exhorte* toutes les parties à concourir pleinement à l'action de l'Opération et des forces françaises qui la soutiennent, notamment en assurant leur sûreté, leur sécurité et leur liberté de mouvement et en leur donnant un accès libre et immédiat à l'ensemble du territoire ivoirien, pour leur permettre d'accomplir pleinement leur mandat ;

23. *Prend note* de l'élaboration de la politique de diligence voulue des Nations Unies en matière de droits de l'homme²³², engage l'Opération à l'appliquer intégralement et prie le Secrétaire général de lui rendre compte, dans les rapports qu'il lui présente, des progrès accomplis à cet égard ;

24. *Se félicite* que l'Opération et les Forces républicaines de Côte d'Ivoire continuent de coopérer et mènent des activités conjointes, et demande aux Forces républicaines de respecter pleinement le droit international humanitaire, le droit international des droits de l'homme et le droit international des réfugiés et, dans ce contexte, rappelle qu'il importe d'assurer aux organismes chargés de la sécurité et du respect de la loi une formation aux droits de l'homme, à la protection de l'enfance et à la constatation des violences sexuelles et sexistes ;

25. *Demande* aux Gouvernements ivoirien et libérien de continuer à resserrer leurs liens de coopération, en particulier concernant la région frontalière, notamment en intensifiant les contrôles et le partage de l'information, en coordonnant leur action et en élaborant et exécutant une stratégie commune concernant la frontière, notamment pour concourir au désarmement et au rapatriement des éléments armés étrangers de part et d'autre de la frontière et au rapatriement des réfugiés ;

26. *Demande* à toutes les entités des Nations Unies présentes en Côte d'Ivoire et au Libéria, y compris toutes les composantes de l'Opération et de la Mission des Nations Unies au Libéria, dans les limites de leur mandat, de leurs capacités et de leurs zones de déploiement, de renforcer l'appui qu'ils apportent pour stabiliser la région frontalière, notamment en resserrant leur coopération et en définissant une vision et un plan stratégiques communs pour épauler les autorités ivoiriennes et libériennes ;

27. *Se félicite* de la coopération entre l'Opération et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, et encourage ces deux missions à continuer dans cette voie, comme l'autorise le paragraphe 14 de la résolution 2100 (2013) ;

28. *Prend note* des critères de suivi généraux que le Secrétaire général a présentés aux paragraphes 69 et 70 de son rapport du 26 juin 2013²²⁸, le prie d'affiner ces critères stratégiques en proposant des objectifs précis et opérationnels à l'aune desquels se mesureront les progrès accomplis sur la voie de la stabilité à long terme et des jalons permettant de planifier la transition, et le prie également de les insérer dans son rapport à mi-parcours ;

29. *Prie* le Secrétaire général de le tenir régulièrement informé de la situation en Côte d'Ivoire et de l'exécution du mandat de l'Opération et de lui présenter un rapport à mi-parcours, au plus tard le 31 décembre 2013, et un rapport final, au plus tard le 15 mai 2014, concernant la situation sur le terrain et l'application de la présente résolution ;

30. *Décide* de rester saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 7012^e séance.

²³² S/2013/110, annexe.

MISSION DU CONSEIL DE SÉCURITÉ²³³

Décisions

Dans une lettre, en date du 31 octobre 2012, le Président du Conseil de sécurité a informé le Secrétaire général que le Conseil avait décidé d'envoyer une mission au Timor-Leste²³⁴.

À sa 6858^e séance, le 12 novembre 2012, le Conseil a examiné la question intitulée :

« Mission du Conseil de sécurité

« Exposé de la mission du Conseil de sécurité au Timor-Leste (1^{er} au 7 novembre 2012) ».

Dans une lettre, en date du 25 janvier 2013, le Président du Conseil de sécurité a informé le Secrétaire général que le Conseil avait décidé d'envoyer une mission au Yémen²³⁵.

À sa 6916^e séance, le 7 février 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Yémen à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Mission du Conseil de sécurité

« Exposé de la mission du Conseil de sécurité au Yémen (27 janvier 2013) ».

PROMOTION ET RENFORCEMENT DE L'ÉTAT DE DROIT DANS LE CADRE DES ACTIVITÉS DE MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES²³⁶

Décisions

À sa 6849^e séance, le 17 octobre 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Argentine, de l'Australie, de l'Autriche, du Bangladesh, de la Belgique, du Botswana, du Brésil, du Chili, du Costa Rica, de l'Équateur, de l'Espagne, de l'Estonie, de l'État plurinational de Bolivie, de la Finlande, du Honduras, du Japon, du Lesotho, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, du Pérou, des Philippines, de la République tchèque, de la République-Unie de Tanzanie, de la Slovaquie, de la Slovénie, du Soudan, de Sri Lanka, de la Suisse, du Timor-Leste, de la Tunisie et de l'Uruguay, à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Promotion et renforcement de l'état de droit dans le cadre des activités de maintien de la paix et de la sécurité internationales

« Paix et justice, l'accent étant mis sur le rôle de la Cour pénale internationale

« Lettre, en date du 1^{er} octobre 2012, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Guatemala auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2012/731) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation au juge Sang-Hyun Song, Président de la Cour pénale internationale, et à M. Phakiso Mochochoko du Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale.

²³³ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2003 des résolutions et décisions sur cette question.

²³⁴ La lettre, qui a été publiée en tant que document du Conseil de sécurité sous la cote S/2012/793, est reproduite à la page 25 du présent volume. La mission s'est déroulée du 3 au 6 novembre 2012 (voir S/2012/889).

²³⁵ La lettre, qui a été publiée en tant que document du Conseil de sécurité sous la cote S/2013/61, est reproduite à la page 10 du présent volume. La mission s'est déroulée le 27 janvier 2013 (voir S/2013/173).

²³⁶ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2003 des résolutions et décisions sur cette question.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Le 24 décembre 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général²³⁷ :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 19 décembre 2012²³⁸ relative à la présentation du rapport sur l'état de droit et la justice transitionnelle dans les sociétés en situation de conflit ou d'après conflit, demandé dans la déclaration du Président du Conseil de sécurité, en date du 19 janvier 2012²³⁹, a été portée à l'attention des membres du Conseil.

Les membres du Conseil ont noté que le rapport serait publié en retard. Le Conseil souhaite que le rapport lui soit soumis à une date aussi proche que possible de celle qui était prévue.

À sa 6913^e séance, le 30 janvier 2013, le Conseil a examiné la question intitulée « Promotion et renforcement de l'état de droit dans le cadre des activités de maintien de la paix et de la sécurité internationales ».

RÉGION DE L'AFRIQUE CENTRALE²⁴⁰

Décisions

Le 21 août 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général²⁴¹ :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 13 août 2012, dans laquelle vous proposez que le mandat du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale soit prolongé de 18 mois, jusqu'au 28 février 2014²⁴², a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en prennent note.

À sa 6891^e séance, le 18 décembre 2012, le Conseil a examiné la question intitulée :

« Région de l'Afrique centrale

« Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et sur les zones où sévit l'Armée de résistance du Seigneur (S/2012/923) ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Abou Moussa, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale.

À sa 6895^e séance, le 19 décembre 2012, le Conseil a examiné la question intitulée :

« Région de l'Afrique centrale

« Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et sur les zones où sévit l'Armée de résistance du Seigneur (S/2012/923) ».

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil²⁴³ :

Le Conseil de sécurité condamne vigoureusement les attaques et atrocités auxquelles se livre sans répit l'Armée de résistance du Seigneur, ainsi que les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme qu'elle continue de commettre, qui font peser une lourde menace sur la population civile, en particulier

²³⁷ S/2012/959.

²³⁸ S/2012/958.

²³⁹ S/PRST/2012/1.

²⁴⁰ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2003 des résolutions et décisions sur cette question.

²⁴¹ S/2012/657.

²⁴² S/2012/656.

²⁴³ S/PRST/2012/28.

les femmes et les enfants, et ont des conséquences graves sur le plan humanitaire et des droits de l'homme, le nombre de déplacés atteignant 443 000 dans la région où elle sévit. Il condamne également l'enrôlement et l'utilisation d'enfants, les meurtres, les mutilations et les viols, l'esclavage sexuel, les autres violences sexuelles et les enlèvements. Il exige de l'Armée de résistance du Seigneur qu'elle mette immédiatement fin à toutes ses attaques, en particulier celles dirigées contre des civils, engage instamment ses dirigeants à libérer tous ceux qui ont été enlevés, et insiste pour que tous les éléments qui la composent mettent un terme à ces pratiques, déposent les armes et se démobilisent.

Le Conseil réaffirme son soutien à la Stratégie régionale des Nations Unies visant à contrer l'Armée de résistance du Seigneur et à remédier aux effets de ses activités²⁴⁴ et demande instamment qu'une action rapide soit menée dans les cinq domaines d'intervention stratégiques qui y sont définis. Il engage vivement le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, les missions politiques et les missions de maintien de la paix des Nations Unies présentes dans la région et les autres entités compétentes des Nations Unies qui sont présentes sur place à coordonner leurs activités en vue d'aider à mettre en œuvre la Stratégie, selon qu'il convient et dans les limites de leur mandat et de leurs capacités, et demande à la communauté internationale d'apporter toute l'assistance possible pour favoriser la réalisation de ces objectifs stratégiques. Le Conseil engage également vivement le Bureau à continuer de jouer un rôle de premier plan dans la coordination de ces activités. Il prie le Secrétaire général de lui présenter, d'ici au 28 février 2013, un plan de priorités de la mise en œuvre de la Stratégie, indiquant l'ordre d'exécution des activités et la répartition des tâches entre les différentes composantes du système international et les organismes des Nations Unies. Il le prie également d'indiquer les grands projets qui viendront accompagner l'exécution des activités prioritaires.

Le Conseil réaffirme son soutien à l'Initiative de coopération régionale de l'Union africaine pour l'élimination de l'Armée de résistance du Seigneur, et demande instamment d'aller de l'avant dans sa mise en train et son exécution. Il invite tous les gouvernements de la région à tenir les engagements qu'ils ont pris au titre de l'Initiative, et engage les pays voisins à concourir à l'application de cette dernière. Le Conseil engage également tous les pays de la région à prendre des mesures pour que l'Armée de résistance du Seigneur ne puisse pas agir impunément sur leur territoire. Il demande instamment de convenir rapidement du concept d'opérations de la Force régionale d'intervention de l'Union africaine. Il invite l'Union africaine, les États touchés par les activités de l'Armée de résistance du Seigneur et la communauté internationale à collaborer pour réunir les ressources nécessaires à l'exécution de l'Initiative. Il souligne que toutes les opérations militaires dirigées contre l'Armée de résistance du Seigneur doivent être menées dans le respect du droit international applicable, notamment le droit humanitaire, le droit des droits de l'homme et le droit des réfugiés, et de manière à exposer le moins possible les civils qui vivent dans les régions concernées. En outre, il engage les gouvernements des pays de la région à redoubler encore d'efforts et à collaborer d'encore plus près, dans le cadre de l'Initiative, pour venir à bout de la menace que représente l'Armée de résistance du Seigneur.

Le Conseil prend note et se félicite de l'action importante que continue de mener la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo pour lutter contre l'Armée de résistance du Seigneur, notamment de la formation et du renforcement des capacités des Forces armées de la République démocratique du Congo, du soutien qu'elle apporte au Centre conjoint du renseignement et des opérations et de l'exécution du programme de désarmement, de démobilisation, de rapatriement ou de réinstallation, et de réintégration en vue de susciter et de faciliter encore des défections de l'Armée de résistance du Seigneur.

Le Conseil se réjouit de la vigoureuse collaboration qui s'est instituée entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine face à la menace que représente l'Armée de résistance du Seigneur, et souhaite qu'elle se poursuive. Il engage l'Envoyé spécial de l'Union africaine pour l'Armée de résistance du Seigneur, M. Francisco Caetano José Madeira, et le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, M. Abou Moussa, à continuer de travailler avec les gouvernements des pays de la région, y compris en organisant une réunion de haut niveau des États touchés pour les aider à coopérer plus encore.

²⁴⁴ S/2012/481, annexe.

Le Conseil souligne qu'il incombe au premier chef aux États de la région où sévit l'Armée de résistance du Seigneur de protéger les civils. À cet égard, il salue l'action que mènent déjà l'Ouganda, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo et le Soudan du Sud pour mettre fin à la menace que représente l'Armée de résistance du Seigneur, les engage vivement à persévérer dans cet effort, et exhorte les autres pays de la région à faire de même. Il note que la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo et la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud ont pour mandat d'aider à protéger les civils des régions où sévit l'Armée de résistance du Seigneur dans le pays où elles sont déployées, les engage à continuer d'agir en ce sens, et note également que l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour et le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine ont notamment pour vocation de partager toutes les informations relatives à la menace que l'Armée de résistance du Seigneur fait peser sur la région et de coopérer à l'élimination de cette menace. Il souligne qu'il est nécessaire que ces missions, de même que tous les autres acteurs de la région, intensifient la coordination transfrontière et les échanges d'information, pour pouvoir mieux anticiper les mouvements et les attaques imminentes de l'Armée de résistance du Seigneur. Il salue ce que font les acteurs locaux et internationaux pour améliorer les réseaux de partage de l'information à l'aide de radios haute fréquence et d'autres moyens de communication en vue de faciliter la protection des populations de l'une des régions les plus isolées du monde.

Le Conseil prend note des préoccupations de plus en plus vives évoquées dans le rapport du Secrétaire général²⁴⁵ et suscitées par le fait que l'Armée de résistance du Seigneur serait présente dans la zone de Kafia Kingi et ses alentours, zone limitrophe de la République centrafricaine et objet de différend entre le Soudan et le Soudan du Sud. Il se dit également préoccupé par les informations qui ne cessent de lui parvenir concernant des attaques lancées par l'Armée de résistance du Seigneur en République centrafricaine, jusque dans Bangassou, ville de l'ouest lointain, et en République démocratique du Congo. Il demande aux missions des Nations Unies présentes dans la région et à la Force régionale d'intervention de l'Union africaine de collaborer pour suivre de près ces informations et cerner le dispositif opérationnel de l'Armée de résistance du Seigneur dans la région. Il demande également à l'Organisation et à l'Union africaine d'enquêter ensemble sur les réseaux logistiques de l'Armée de résistance du Seigneur et ses possibles sources de financement illicite, y compris son éventuelle implication dans le braconnage d'éléphants et les activités de contrebande connexes.

Le Conseil se félicite que le nombre de personnes ayant fui l'Armée de résistance du Seigneur, ou fait défection, ait considérablement augmenté ces derniers mois, et soutient fermement les efforts qui continuent d'être déployés pour encourager les défections, notamment la distribution de tracts, la diffusion d'émissions radiophoniques ciblées et l'ouverture de points de ralliement sûrs pour les déserteurs. Il demande aux combattants qui font encore partie de l'Armée de résistance du Seigneur de quitter les rangs de ce groupe et de participer au programme de désarmement, de démobilisation, de rapatriement ou de réinstallation, et de réintégration. Il exhorte la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine et la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud, ainsi que les autres entités des Nations Unies présentes dans la région où sévit l'Armée de résistance du Seigneur, à continuer de collaborer avec les forces régionales et les organisations non gouvernementales pour encourager les défections et soutenir le programme de désarmement, de démobilisation, de rapatriement ou de réinstallation, et de réintégration dans toute cette région. Il se félicite du Colloque de haut niveau sur le programme de désarmement, de démobilisation, de rapatriement ou de réinstallation, et de réintégration des ex-combattants de l'Armée de résistance du Seigneur qui s'est tenu à Addis-Abeba le 30 novembre 2012, et engage les missions de la région à appliquer rapidement les directives générales propres à ce programme. Sachant que les ressources sont limitées, le Conseil engage tout particulièrement le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale, M. Moussa, et le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale à collaborer avec le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine en vue d'établir un plan de renforcement de l'appui que celui-ci apporte aux activités de désarmement, de démobilisation, de rapatriement ou de réinstallation, et de réintégration en République centrafricaine. Il demande aux partenaires internationaux de continuer à fournir l'appui stratégique nécessaire.

²⁴⁵ S/2012/923.

Le Conseil loue les efforts consentis par les donateurs internationaux pour fournir une aide humanitaire aux populations touchées par les activités de l'Armée de résistance du Seigneur en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et au Soudan du Sud. Il se félicite des dispositions prises en vue de mettre en place une stratégie renforcée, globale et régionale pour faire face à la situation humanitaire, notamment pour prêter assistance aux victimes de violences sexuelles et d'autres agressions, et compte que des progrès continueront d'être accomplis à cet égard. Il réaffirme que toutes les parties doivent promouvoir et assurer l'accès des organisations humanitaires à la population civile, en toute sécurité et liberté en application du droit international, y compris le droit international humanitaire applicable, et des principes directeurs concernant l'aide humanitaire. Il s'inquiète qu'il soit impossible d'acheminer régulièrement l'aide humanitaire à de nombreux groupes de population des régions de la République centrafricaine et de la République démocratique du Congo où sévit l'Armée de résistance du Seigneur, principalement du fait de la médiocrité des infrastructures, et engage l'Organisation à redoubler d'efforts et les donateurs internationaux à accroître leur concours pour permettre de livrer l'aide humanitaire aux intéressés.

Le Conseil rappelle que les mandats d'arrêt décernés par la Cour pénale internationale à l'encontre de M. Joseph Kony, de M. Okot Odhiambo et de M. Dominic Ongwen, notamment pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, y compris les meurtres, les viols et les enlèvements d'enfants en vue de leur enrôlement, n'ont toujours pas été mis à exécution, et engage tous les États à coopérer avec les autorités ougandaises et avec la Cour pour exécuter ces mandats et arrêter et traduire en justice les auteurs de ces atrocités.

Le Conseil prie le Secrétaire général de le tenir informé des activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, des progrès de la mise en œuvre de la Stratégie et des efforts déployés par les missions de la région et les autres organismes des Nations Unies compétents en vue de cette mise en œuvre, notamment en lui présentant un rapport unique sur le Bureau et l'Armée de résistance du Seigneur avant le 15 mai 2013.

À sa 6971^e séance, le 29 mai 2013, le Conseil a examiné la question intitulée :

« Région de l'Afrique centrale

« Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et sur les zones où sévit l'Armée de résistance du Seigneur (S/2013/297) ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Abou Moussa, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil²⁴⁶ :

Le Conseil de sécurité condamne de nouveau vigoureusement les attaques et atrocités, les violations du droit international humanitaire et les atteintes aux droits de l'homme perpétrées par l'Armée de résistance du Seigneur. Il condamne également l'enrôlement et l'utilisation d'enfants, les meurtres, les mutilations et les viols, l'esclavage sexuel, les autres violences sexuelles et les enlèvements qui sont le fait de l'Armée de résistance du Seigneur. Il exige de celle-ci qu'elle mette immédiatement fin à toutes ses attaques et l'engage instamment à libérer toutes les personnes enlevées, à déposer les armes et à se démobiliser.

Le Conseil accueille avec satisfaction les conclusions de son Groupe de travail sur le sort des enfants en temps de conflit armé concernant la situation des enfants victimes de l'Armée de résistance du Seigneur et le conflit armé²⁴⁷, et demande qu'elles soient intégralement appliquées.

Le Conseil accueille également avec satisfaction le plan de mise en œuvre de la Stratégie régionale des Nations Unies visant à contrer l'Armée de résistance du Seigneur et à remédier aux effets de ses activités²⁴⁴, ainsi que d'autres documents de stratégie. Il exhorte le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, dans son rôle de coordination, ainsi que les missions politiques et les missions de maintien de la paix

²⁴⁶ S/PRST/2013/6.

²⁴⁷ S/AC.51/2013/1.

des Nations Unies présentes dans la région et les autres entités compétentes des Nations Unies qui sont présentes sur place, à redoubler d'efforts pour faciliter la mise en œuvre de la Stratégie, selon qu'il convient et dans les limites de leur mandat et de leurs capacités. Il demande également à la communauté internationale d'apporter toute l'assistance possible.

Le Conseil réaffirme son soutien à l'Initiative de coopération régionale de l'Union africaine pour l'élimination de l'Armée de résistance du Seigneur, se félicite de la mise au point du concept d'opérations et d'autres documents de stratégie nécessaires à la mise sur pied de la Force régionale d'intervention de l'Union africaine, et souhaite que soient déployés des conseillers pour la protection de l'enfance. Il invite tous les gouvernements de la région à tenir les engagements qu'ils ont souscrits au titre de l'Initiative et engage les pays voisins à concourir à l'application de cette dernière pour mettre un terme à la menace que représente l'Armée de résistance du Seigneur. Il engage par ailleurs tous les pays de la région à prendre des mesures pour empêcher l'Armée de résistance du Seigneur d'agir impunément sur leur territoire. Il souligne que toutes opérations militaires menées contre l'Armée de résistance du Seigneur doivent l'être dans le respect du droit international applicable, notamment le droit humanitaire, le droit des droits de l'homme et le droit des réfugiés, et de manière à exposer le moins possible les civils qui vivent dans les régions concernées. Il se félicite des mesures qui ont été prises pour assurer une meilleure prise en compte, globale et régionale, de la situation humanitaire, comprenant une assistance aux victimes de violences sexuelles et autres agressions, et souhaite que des progrès supplémentaires soient faits en ce sens.

Le Conseil souligne qu'il incombe au premier chef aux États de la région où sévit l'Armée de résistance du Seigneur de protéger les civils. À cet égard, il salue l'action que mènent l'Ouganda, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo et le Soudan du Sud pour mettre fin à la menace que représente l'Armée de résistance du Seigneur, les engage vivement à persévérer dans cet effort et exhorte les autres pays de la région à faire de même. À cet égard, il engage les pays touchés par les activités de l'Armée de résistance du Seigneur qui ne l'ont pas encore fait à arrêter des procédures opérationnelles permanentes régissant la prise en charge des enfants rescapés de l'Armée de résistance du Seigneur et leur remise à des organismes civils de protection de l'enfance.

Le Conseil est préoccupé par l'arrêt récent des opérations contre l'Armée de résistance du Seigneur en République centrafricaine à la suite de la prise de pouvoir par la force de la coalition Séléka le 24 mars 2013, ainsi que par les violences et les pillages perpétrés à cette occasion, qui ont aggravé la situation humanitaire et l'insécurité et affaibli les institutions centrafricaines. Conscient du fait qu'à court terme les autorités de transition de la République centrafricaine, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies doivent mieux coordonner leurs efforts pour régler au plus vite la crise actuelle en République centrafricaine, et soulignant que toutes les parties responsables d'atteintes aux droits de l'homme ou de violations de ces droits ou du droit international humanitaire doivent répondre de leurs actes, il souhaite que, grâce à la coordination des efforts, la campagne régionale de lutte contre l'Armée de résistance du Seigneur puisse reprendre dès que possible en République centrafricaine. Il appelle à cet égard les autorités de transition de la République centrafricaine à respecter l'engagement qu'elles ont pris auprès de la Force régionale d'intervention et à permettre aux opérations régionales de lutte contre l'Armée de résistance du Seigneur de reprendre sans entraves aucunes. Il apprécie grandement par ailleurs la détermination dont fait preuve l'Ouganda pour lutter contre l'Armée de résistance du Seigneur et montrer l'exemple.

Le Conseil se félicite des efforts que mène la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo pour lutter contre l'Armée de résistance du Seigneur. Il l'encourage à les approfondir et à les renforcer, notamment en assurant la formation des Forces armées de la République démocratique du Congo et le renforcement de leurs capacités, en fournissant un appui au Centre conjoint du renseignement et des opérations, et en mettant en œuvre le programme de désarmement, de démobilisation, de rapatriement ou de réinstallation, et de réintégration afin d'inciter davantage d'éléments de l'Armée de résistance du Seigneur à faire défection et de leur faciliter la tâche.

Le Conseil note que la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo et la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud ont pour mandat d'aider à protéger les civils des régions où sévit l'Armée de résistance du Seigneur dans le pays où elles sont déployées, les engage à continuer d'agir en ce sens, et note également que l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour et le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République

centrafricaine ont notamment pour vocation de partager sans tarder toutes informations relatives à la menace que l'Armée de résistance du Seigneur fait peser sur la région et de coopérer à l'élimination de cette menace. Il souligne la nécessité pour ces missions, de même que pour tous les autres acteurs de la région, d'intensifier la coordination transfrontière, notamment en arrêtant des procédures communes et en échangeant des informations sans tarder, pour pouvoir mieux anticiper les mouvements et les attaques imminentes de l'Armée de résistance du Seigneur. Le Conseil se dit préoccupé par les informations qui ne cessent de lui parvenir faisant état d'attaques lancées par l'Armée de résistance du Seigneur en République démocratique du Congo au premier trimestre de 2013 et il engage les éléments de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo opérant dans les zones où sévit l'Armée de résistance du Seigneur à redoubler d'efforts pour susciter des défections dans ses rangs en organisant activement des patrouilles et en privilégiant encore l'échange d'informations.

Le Conseil prend note d'informations tendant à indiquer que l'Armée de résistance du Seigneur disposerait d'une base dans l'enclave de Kafia Kingi, zone limitrophe de la République centrafricaine et objet d'un différend entre le Soudan et le Soudan du Sud.

Le Conseil engage l'Organisation, l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale à œuvrer de concert, notamment en procédant à des évaluations conjointes sur le terrain, pour se faire une idée générale des capacités et des zones d'opérations actuelles de l'Armée de résistance du Seigneur et à enquêter sur ses réseaux logistiques et éventuelles sources de soutien militaire et de financement illicite, y compris sa participation présumée au braconnage d'éléphants et aux activités de contrebande connexes. Le Conseil appelle le Secrétaire général à rendre compte de toutes constatations dans ses rapports sur la mise en œuvre de la stratégie des Nations Unies visant à contrer l'Armée de résistance du Seigneur.

Le Conseil demande instamment à la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, au Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine, à la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud et aux autres acteurs des Nations Unies se trouvant dans une zone où sévit l'Armée de résistance du Seigneur de continuer à collaborer avec les forces régionales et les organisations non gouvernementales afin de promouvoir une approche commune s'agissant des défections et de l'appui aux entreprises de désarmement, de démobilisation, de réinstallation ou de rapatriement, et de réintégration dans l'ensemble de la zone où l'Armée de résistance du Seigneur est présente. Le Conseil souligne l'importance des programmes d'appui à la libération, au retour et à la réintégration des enfants enlevés par l'Armée de résistance du Seigneur, en particulier ceux qui tendent à voir accepter ces enfants par les communautés.

Le Conseil se félicite des efforts déployés par les donateurs internationaux pour fournir une aide humanitaire aux zones où sévit l'Armée de résistance du Seigneur en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et au Soudan du Sud. Il rappelle que toutes les parties sont tenues de faire en sorte que les organisations humanitaires puissent venir en aide, en toute liberté et sécurité, à la population civile, conformément au droit international, notamment aux dispositions applicables du droit international humanitaire et aux principes directeurs des Nations Unies concernant l'aide humanitaire. Il se déclare préoccupé par le fait que de nombreuses communautés situées dans des zones où l'Armée de résistance du Seigneur est présente en République centrafricaine et en République démocratique du Congo ne bénéficient pas d'une aide humanitaire régulière, à cause notamment de la médiocrité des infrastructures, et encourage les Nations Unies et les donateurs internationaux à redoubler d'efforts pour aider à donner accès aux organisations humanitaires.

Le Conseil rappelle que les mandats d'arrêt décernés par la Cour pénale internationale contre M. Joseph Kony, M. Okot Odhiambo et M. Dominic Ongwen, notamment pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, y compris les meurtres, les viols et l'enrôlement forcé d'enfants, n'ont pas encore été exécutés et appelle tous les États à coopérer avec les autorités nationales compétentes et la Cour, conformément à leurs obligations respectives, afin de mettre ces mandats à exécution et de traduire les responsables en justice.

Le Conseil prie le Secrétaire général de le tenir informé des nouvelles activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, de l'état de la mise en œuvre de la Stratégie et des activités menées par les différentes missions dans la région et d'autres entités compétentes des Nations Unies à cet égard, notamment dans un rapport unique sur le Bureau et l'Armée de résistance du Seigneur à lui présenter le 15 novembre 2013 au plus tard.

RAPPORTS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LE SOUDAN²⁴⁸

Décisions

À sa 6827^e séance, le 31 août 2012, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« Rapports du Secrétaire général sur le Soudan

« Lettre, en date du 10 août 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2012/624) ».

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil²⁴⁹ :

Le Conseil de sécurité accueille avec satisfaction les progrès accomplis par les Gouvernements soudanais et sud-soudanais dans les négociations qu'ils mènent sous les auspices du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine pour s'acquitter des obligations résultant de la feuille de route de l'Union africaine²⁵⁰ et de la résolution 2046 (2012). Le Conseil remercie le Président du Groupe, le Président Thabo Mbeki, et l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud, M. Haile Menkerios, pour leurs exposés du 9 août 2012 et pour l'action qu'ils mènent inlassablement en vue d'aider les deux parties à conclure un accord.

Le Conseil affirme son ferme attachement à la souveraineté et à l'intégrité territoriale du Soudan comme du Soudan du Sud. Il rappelle l'importance des principes de bon voisinage, de non-ingérence et de coopération régionale.

Le Conseil se félicite du net recul de la violence et des tensions entre les deux pays.

Le Conseil salue le rôle moteur constructif joué par l'Union africaine, notamment par le Groupe de mise en œuvre de haut niveau, le Conseil de paix et de sécurité et la Commission de l'Union africaine, dont témoigne à nouveau le communiqué du Conseil de paix et de sécurité, en date du 3 août 2012²⁵¹, et souligne son appui constant à ces efforts de médiation. À ce sujet, le Conseil de sécurité est favorable à l'ouverture d'un cycle d'échanges avec les parties, sous les auspices du Groupe et avec l'appui du Président de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, notamment d'un sommet des deux Présidents, en vue de leur permettre de parvenir aux accords nécessaires pour régler toutes les questions en suspens.

Le Conseil se réjouit que le Soudan et le Soudan du Sud soient parvenus à un accord concernant le pétrole et les dispositions financières connexes, qui devrait contribuer à freiner la détérioration rapide de la situation économique dans les deux pays. Le Conseil engage les parties à parachever l'accord et à le signer sans délai, et à entreprendre de le mettre en œuvre en toute transparence, afin que la production et l'acheminement du pétrole reprennent dès que possible.

Le Conseil note que le Soudan et le Soudan du Sud ont décidé de constituer une délégation conjointe chargée de solliciter de divers pays et institutions une aide financière dans le but de répondre aux besoins urgents des deux pays.

Le Conseil note avec intérêt que les parties sont convenues de charger un groupe d'experts de donner un avis autorisé non contraignant sur l'état de la frontière, et espère que cette approche débouchera rapidement sur une solution, dans le respect de la feuille de route de l'Union africaine et de la résolution 2046 (2012).

Le Conseil accueille avec satisfaction les mémorandums d'entente conclus séparément par le Gouvernement soudanais et par le Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord avec l'Organisation des Nations Unies, l'Union africaine et la Ligue des États arabes en vue de permettre l'acheminement d'urgence d'aide humanitaire aux populations civiles touchées dans les États du Kordofan méridional et du Nil Bleu, conformément

²⁴⁸ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2004 des résolutions et décisions sur cette question.

²⁴⁹ S/PRST/2012/19.

²⁵⁰ Voir S/2012/298, pièce jointe 3.

²⁵¹ S/2012/624, pièce jointe.

au plan tripartite proposé par les trois organisations. Il prie le Gouvernement soudanais et le Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord d'appliquer intégralement et scrupuleusement les termes de ce plan afin que l'aide puisse être acheminée sans délai et sans entraves, le plus vite possible et dans le respect du droit international applicable, y compris du droit international humanitaire, et des principes acceptés d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance dans la fourniture d'aide humanitaire. Le Conseil souligne la nécessité de fournir d'urgence des secours humanitaires aux populations civiles qui en ont besoin, afin d'éviter davantage de souffrance et de pertes de vies humaines.

Le Conseil rappelle l'échéance du 2 août 2012 imposée par la résolution 2046 (2012) et déplore que les parties n'aient encore pu parvenir à un accord sur plusieurs questions fondamentales, en particulier la création de la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, l'activation du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière et du Comité ad hoc, le règlement du statut des zones frontalières contestées et revendiquées et la démarcation de la frontière, le statut des nationaux d'un pays résidant dans l'autre, et les arrangements provisoires pour l'administration et la sécurité de la zone d'Abyei, conclus par les parties le 20 juin 2011²⁵², ainsi que l'adoption d'un accord sur le statut final de cette zone.

Le Conseil exhorte le Gouvernement soudanais à accepter sans plus tarder, comme il le lui a demandé, la carte administrative et sécuritaire présentée par l'Union africaine en novembre 2011, afin que la zone frontalière démilitarisée et sécurisée et le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière puissent être intégralement activés, et rappelle que la ligne médiane de la zone frontalière démilitarisée et sécurisée ne préjuge en rien du statut juridique actuel et futur de la frontière, des négociations en cours sur le statut des zones frontalières contestées et revendiquées et de la démarcation de la frontière. Le Conseil félicite le Gouvernement sud-soudanais d'avoir accepté officiellement la carte de l'Union africaine mais l'engage à retirer ses forces situées au nord de la ligne médiane de la zone frontalière démilitarisée et sécurisée.

Le Conseil se déclare profondément préoccupé par l'atteinte à la sécurité survenue le 20 juillet 2012, condamne toutes les violations de la résolution 2046 (2012), en particulier les bombardements aériens, le fait d'accueillir ou de soutenir des groupes rebelles et les mouvements militaires transfrontaliers, et exige que ces actes cessent immédiatement.

Le Conseil constate que la plupart des forces de sécurité ont été retirées de la zone d'Abyei par les Gouvernements soudanais et sud-soudanais, et prie à nouveau le Gouvernement soudanais de retirer d'Abyei, sans conditions, la police pétrolière soudanaise. Le Conseil prie en outre le Comité mixte de contrôle d'Abyei de parachever rapidement la création du Service de police d'Abyei afin qu'il puisse exercer les fonctions de police dans toute la zone d'Abyei, y compris la protection des infrastructures pétrolières. Il souligne également la nécessité de mettre en place d'urgence l'Administration et le Conseil de la zone d'Abyei ainsi que le Service de police d'Abyei, conformément à l'Accord du 20 juin 2011²⁵², et engage les parties à s'entendre sans délai sur ces questions et à s'abstenir de tout acte unilatéral à cet égard.

Le Conseil rappelle avoir décidé, dans sa résolution 2046 (2012), que le Gouvernement soudanais et le Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord devaient coopérer pleinement avec le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine et le Président de l'Autorité intergouvernementale pour le développement afin de parvenir à un règlement négocié sur la base de l'Accord-cadre du 28 juin 2011.

Le Conseil rappelle sa résolution 2046 (2012) et la feuille de route de l'Union africaine et exige du Soudan, du Soudan du Sud et du Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord qu'ils concluent et mettent en œuvre d'urgence et de bonne foi les accords relatifs à toutes les questions visées dans ladite résolution, et réitère à cet égard son intention de prendre, si nécessaire, les mesures supplémentaires appropriées au titre de l'Article 41 de la Charte des Nations Unies.

Le Conseil rappelle sa résolution 2046 (2012) et prie de nouveau le Secrétaire général, agissant en consultation avec le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine, le Président de l'Autorité intergouvernementale pour le développement et le Président de la Commission de l'Union africaine de lui présenter, le 2 septembre 2012 au plus tard, un rapport sur l'état des négociations. Il attend également avec intérêt d'examiner les décisions de l'Union africaine, comme indiqué au paragraphe 18 du communiqué du

²⁵² Voir S/2011/384, annexe.

Conseil de paix et de sécurité, en date du 3 août 2012, et, à cet égard, prie le Secrétaire général de lui rendre compte ensuite de l'état des négociations, notamment de formuler des propositions détaillées sur toutes les questions qui resteraient à régler.

Le Conseil se déclare peiné par la disparition prématurée du Premier Ministre éthiopien, M. Meles Zenawi. Il apprécie et salue les efforts qu'il a déployés sans relâche, en sa qualité de Président de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, pour appuyer l'activité du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine et l'aider à s'acquitter de son mandat au Soudan et au Soudan du Sud. Il rappelle en particulier que M. Zenawi était disposé à déployer 4 200 soldats éthiopiens à Abyei, dans le cadre de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei.

À sa 6851^e séance, le 24 octobre 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Soudan à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Rapports du Secrétaire général sur le Soudan

« Rapport du Secrétaire général sur l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (S/2012/771) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Edmond Mulet, Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix.

À sa 6864^e séance, le 16 novembre 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants du Soudan et du Soudan du Sud à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Rapports du Secrétaire général sur le Soudan

« Rapport du Secrétaire général sur la situation dans l'Abyei (S/2012/722) ».

Résolution 2075 (2012) du 16 novembre 2012

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions antérieures et les déclarations de son Président sur la situation au Soudan et au Soudan du Sud, notamment les résolutions 1990 (2011) du 27 juin 2011, 2024 (2011) du 14 décembre 2011, 2032 (2011) du 22 décembre 2011, 2046 (2012) du 2 mai 2012 et 2047 (2012) du 17 mai 2012, ainsi que la déclaration de son Président, en date du 31 août 2012²⁵³, et ses communiqués de presse des 18 juin 2012 et 21 et 28 septembre 2012,

Réaffirmant son ferme attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale du Soudan et du Soudan du Sud, ainsi qu'aux buts et aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, et rappelant l'importance des principes de bon voisinage, de non-ingérence et de coopération régionale,

Réaffirmant que les frontières territoriales des États ne sauraient être modifiées par la force et que les différends territoriaux doivent être réglés exclusivement par des moyens pacifiques,

Affirmant que la mise en œuvre intégrale et immédiate de tous les éléments de l'Accord de paix global du 9 janvier 2005²⁵³ encore en suspens est pour lui une priorité,

Réaffirmant ses résolutions 1674 (2006) du 28 avril 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé, ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009 et 1998 (2011) du 12 juillet 2011 sur le sort des enfants en temps de conflit armé, sa résolution 1502 (2003) du 26 août 2003 sur la protection du personnel humanitaire et du personnel des Nations Unies, et ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009 et 1960 (2010) du 16 décembre 2010 sur les femmes et la paix et la sécurité,

²⁵³ S/2005/78, annexe.

Rappelant les engagements pris par les Gouvernements soudanais et sud-soudanais dans l'Accord conclu le 20 juin 2011 entre le Gouvernement de la République du Soudan et le Mouvement populaire de libération du Soudan concernant les arrangements provisoires pour l'administration et la sécurité de la zone d'Abyei²⁵², l'Accord conclu le 29 juin 2011 entre le Gouvernement soudanais et le Gouvernement du Sud-Soudan sur la sécurité des frontières et le Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité, l'Accord conclu le 30 juillet 2011 entre le Gouvernement du Soudan et le Gouvernement du Soudan du Sud concernant la Mission d'appui à la surveillance de la frontière²⁵⁴ ainsi que les Accords concernant les mécanismes de coopération et de sécurité conclus à Addis-Abeba le 27 septembre 2012 entre les Gouvernements soudanais et sud-soudanais, sous les auspices du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine²⁵⁵,

Exprimant sa pleine adhésion aux efforts de l'Union africaine concernant la situation entre le Soudan et le Soudan du Sud, en vue d'apaiser les tensions et de favoriser la reprise des négociations sur les relations postsécession et la normalisation des relations, rappelant à cet égard les communiqués du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, en date des 24 avril²⁵⁰ et 24 octobre 2012, exprimant sa détermination à ce que le futur statut d'Abyei soit le résultat de négociations menées entre les parties, de manière conforme à l'Accord de paix global, et non d'actions unilatérales de l'une ou l'autre partie, et appelant toutes les parties à participer de façon constructive au processus, conduit sous la médiation du Groupe, en vue de parvenir à un accord final sur le statut d'Abyei,

Se félicitant que les Gouvernements soudanais et sud-soudanais se soient engagés à instaurer un Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, conformément à sa résolution 2046 (2012) et à la feuille de route du Conseil de paix et de sécurité, en date du 24 avril 2012²⁵⁰, mais se déclarant préoccupé par le fait que les parties ne sont pas encore parvenues à un accord au sujet des modalités de fonctionnement,

Soulignant que les deux pays auront beaucoup à gagner s'ils font preuve de retenue et empruntent la voie du dialogue au lieu de recourir à la violence et à la provocation,

Saluant l'assistance que continuent de fournir aux parties le Groupe, notamment son Président, le Président Thabo Mbeki, et les anciens Présidents Abdulsalami Abubakar et Pierre Buyoya, le Premier Ministre éthiopien, M. Hailemariam Desalegn, qui assure la présidence de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud, M. Haile Menkerios, et la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei, dirigée par le général de corps d'armée Tadesse Werede Tesfay,

Saluant également les efforts que déploie la Force pour s'acquitter de son mandat, notamment les activités qu'elle mène pour faciliter des migrations pacifiques dans toute la zone d'Abyei, et exprimant sa profonde reconnaissance aux pays qui fournissent des contingents,

Constatant avec satisfaction que la sécurité et la stabilité se sont améliorées dans la région d'Abyei depuis le déploiement de la Force, et déterminé à prévenir la résurgence des actes de violence dirigés contre des civils et des déplacements de civils ainsi qu'à éviter les conflits intercommunautaires,

Gravement préoccupé par le retard pris dans la mise en place de l'Administration et du Conseil de la zone d'Abyei ainsi que du Service de police d'Abyei,

Constatant le manque de progrès dans la mise en place du Service de police d'Abyei, notamment de l'unité spéciale devant s'occuper des questions relatives à la migration des populations nomades,

Rendant hommage à la mémoire et aux remarquables contributions à la paix et à la sécurité de la région, notamment à la paix entre le Soudan et le Soudan du Sud et au règlement pacifique de la question d'Abyei, de l'ancien Premier Ministre éthiopien et Président de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, M. Meles Zenawi,

Sachant qu'il importe que l'assistance fournie par les Nations Unies dans la région soit cohérente,

Saluant et appuyant les efforts que déploie l'Organisation des Nations Unies pour sensibiliser le personnel de maintien de la paix à la question de la prévention et de la maîtrise du VIH/sida et d'autres maladies transmissibles dans toutes les opérations de maintien de la paix,

²⁵⁴ S/2011/510, annexe.

²⁵⁵ Voir S/2012/733, annexe, et S/2012/753, annexe.

Soulignant que le respect des droits de l'homme doit faire l'objet d'une surveillance efficace et se disant à nouveau préoccupé par le manque de coopération des parties avec le Secrétaire général dans ce domaine,

Soulignant également qu'il est urgent de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire à tous les groupes de population de la zone d'Abyei qui en ont besoin,

Affirmant qu'il importe que les déplacés rentrent chez eux de leur plein gré, en toute sécurité et en bon ordre, qu'ils se réintègrent véritablement et que la sécurité et la coopération règnent pendant la saison des migrations, et exhortant la Force à prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité dans la zone d'Abyei conformément à son mandat,

Préoccupé par la présence de mines terrestres et de restes explosifs de guerre dans la zone d'Abyei, qui crée des risques pour le retour des déplacés et pour les migrations,

Constatant que la situation qui règne actuellement dans l'Abyei et le long de la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud fait peser une lourde menace sur la paix et la sécurité internationales,

Se félicitant des mesures qu'a prises la Force pour s'acquitter efficacement de son mandat, notamment par la prévention des conflits, la médiation et la dissuasion,

1. *Décide* de proroger jusqu'au 31 mai 2013 le mandat de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei, tel qu'énoncé au paragraphe 2 de sa résolution 1990 (2011) et modifié par sa résolution 2024 (2011), et, en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, les attributions énoncées au paragraphe 3 de sa résolution 1990 (2011), et décide également qu'aux fins de l'application du paragraphe 1 de sa résolution 2024 (2011) la zone frontalière démilitarisée et sécurisée est définie conformément à l'Accord conclu le 27 septembre 2012 entre la République du Soudan et la République du Soudan du Sud sur les dispositions de sécurité²⁵⁶;

2. *Se félicite* que les militaires soudanais et les militaires et policiers sud-soudanais aient été retirés de la zone d'Abyei, conformément à sa résolution 2046 (2012), exige du Gouvernement soudanais qu'il transfère immédiatement et sans condition préalable la police du pétrole de Diffra hors de la zone d'Abyei, et réaffirme que, conformément à ses résolutions pertinentes, en particulier les résolutions 1990 (2011) et 2046 (2012), la zone d'Abyei doit être démilitarisée, seules les forces de la Force et du Service de police d'Abyei devant y demeurer;

3. *Exige* du Soudan et du Soudan du Sud qu'ils mènent à terme la constitution de l'Administration et du Conseil de la zone d'Abyei, notamment en débloquent la situation relative à la présidence du Conseil, et créent le Service de police d'Abyei, qui sera chargé d'assumer les fonctions de police dans toute la zone d'Abyei, y compris protéger les infrastructures pétrolières, conformément aux engagements qu'ils ont pris dans l'Accord conclu le 20 juin 2011 concernant les arrangements provisoires pour l'administration et la sécurité de la zone d'Abyei²⁵²;

4. *Engage instamment* le Soudan et le Soudan du Sud à faire régulièrement appel au Comité mixte de contrôle d'Abyei afin d'avancer régulièrement dans la mise en œuvre de l'Accord du 20 juin 2011 et des décisions du Comité;

5. *Réaffirme* les décisions qu'il a arrêtées dans sa résolution 2046 (2012), selon lesquelles le Soudan et le Soudan du Sud doivent retirer sans condition toutes leurs forces armées de leur côté de la frontière, conformément aux accords conclus précédemment, activer les mécanismes nécessaires de sécurisation de la frontière, à savoir le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière et la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, conformément à la carte administrative et sécuritaire présentée aux parties par le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine en novembre 2011 et modifiée par les accords conclus entre les deux parties à Addis-Abeba le 27 septembre 2012²⁵⁵, étant entendu que cette carte ne préjuge en rien de l'issue des négociations sur les zones contestées et la démarcation de la frontière, et activer le Comité ad hoc prévu dans le cadre du Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité;

6. *Exhorte* les parties à activer d'urgence le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, à mettre en place la zone frontalière démilitarisée et sécurisée et à arrêter un calendrier pour le redéploiement de toutes les forces armées de leur côté de la frontière, et appelle les deux parties à se réunir dès que possible et à parvenir sans délai à un accord;

²⁵⁶ Voir S/2012/733, annexe.

7. *Se félicite* de l'action que mène le Secrétaire général pour aider les parties à installer à Asosa (Éthiopie) le quartier général temporaire du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, et se félicite également de la présence à Asosa d'observateurs nationaux et internationaux appelés à participer aux travaux du Mécanisme, ainsi que du fait que la Force soit prête à appuyer le déploiement intégral du Mécanisme ;

8. *Entend* réexaminer, selon que de besoin, le mandat de la Force en vue de restructurer éventuellement la mission en fonction de la façon dont le Soudan et le Soudan du Sud appliqueront les décisions énoncées dans la résolution 2046 (2012) et s'acquitteront des engagements qu'ils ont souscrits dans les Accords des 20 et 29 juin et 30 juillet 2011²⁵⁴ et du 27 septembre 2012, notamment ceux qui portent sur le retrait de toutes les forces de la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, l'opérationnalisation complète du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière et l'achèvement de la démilitarisation de la zone d'Abyei ;

9. *Demande* à tous les États Membres, en particulier au Soudan et au Soudan du Sud, de garantir la libre circulation, sans entraves ni retard, à destination et en provenance d'Abyei et dans toute la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, de tout le personnel de la Force ainsi que de l'ensemble du matériel, des vivres, des fournitures et des autres biens, y compris les véhicules, les appareils de transport aérien et les pièces de rechange, destinés à l'usage officiel et exclusif de la Force ;

10. *Demande à nouveau* au Soudan et au Soudan du Sud d'apporter tout leur soutien aux organismes des Nations Unies, notamment de délivrer rapidement des visas au personnel militaire, au personnel de police et au personnel civil des Nations Unies, y compris le personnel humanitaire, sans considération de nationalité, de faciliter l'installation de bases et l'octroi d'autorisations de vol et de fournir un soutien logistique, se félicite à cet égard de la signature par le Soudan, le 1^{er} octobre 2012, de l'accord sur le statut des forces et, sachant que la proposition révisée a été communiquée au Soudan du Sud le 5 octobre 2012, s'attend à ce que ce dernier le signe également ;

11. *Est conscient* des conditions de vie difficiles du personnel chargé du maintien de la paix de la Force, prend note des mesures prises à cet égard, et exhorte le Secrétaire général à continuer de prendre les mesures à sa disposition pour remédier à la situation et permettre ainsi à la Force d'être mieux en mesure de s'acquitter de son mandat ;

12. *Exige* des Gouvernements soudanais et sud-soudanais qu'ils facilitent le déploiement du personnel du Service de la lutte antimines des Nations Unies afin que le personnel du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière puisse se déplacer librement et que les mines qui se trouvent dans la zone d'Abyei et la zone frontalière démilitarisée et sécurisée puissent être détectées et neutralisées ;

13. *Exige* de toutes les parties intéressées qu'elles permettent au personnel humanitaire d'avoir accès, sans entraves et en toute sécurité, aux populations civiles qui ont besoin d'aide et lui accordent toutes les facilités nécessaires à ses activités, conformément au droit international, y compris le droit international humanitaire applicable, et aux principes directeurs concernant l'aide humanitaire ;

14. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que le respect des droits de l'homme fasse l'objet d'une surveillance efficace donnant lieu à des rapports, et demande aux Gouvernements soudanais et sud-soudanais d'apporter au Secrétaire général leur plein concours à cette fin, notamment en délivrant des visas au personnel des Nations Unies concerné ;

15. *Prie également* le Secrétaire général de prendre les dispositions nécessaires pour que la Force applique pleinement la politique de tolérance zéro de l'Organisation à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et de l'avertir si de tels actes se produisent ;

16. *Souligne* que l'amélioration de la coopération entre les Gouvernements soudanais et sud-soudanais est essentielle pour la paix, la sécurité et la stabilité, ainsi que pour l'avenir des relations entre les deux États ;

17. *Prie* le Secrétaire général de continuer de l'informer tous les 60 jours des progrès de la mise en œuvre du mandat de la Force et de porter immédiatement à son attention toute violation grave des accords susmentionnés ;

18. *Prend note* de l'action que mène le Secrétaire général pour assurer une coopération étroite entre les entités des Nations Unies présentes dans la région, notamment la Force, la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud, l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, et son Envoyé spécial pour le Soudan et le Soudan du Sud, et le prie de continuer d'assurer une telle coopération ;

19. *Décide* de rester activement saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6864^e séance.

Décisions

À sa 6874^e séance, le 28 novembre 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Soudan du Sud à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Rapports du Secrétaire général sur le Soudan

« Rapport du Secrétaire général sur le Soudan du Sud (S/2012/820) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix.

Le 6 décembre 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général²⁵⁷ :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 3 décembre 2012, dans laquelle vous exprimiez votre intention de nommer le général de division Delali Johnson Sakyi (Ghana) au poste de commandant de la force de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud²⁵⁸, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris bonne note.

À sa 6887^e séance, le 13 décembre 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Soudan à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Rapports du Secrétaire général sur le Soudan ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M^{me} Fatou Bensouda, Procureure de la Cour pénale internationale.

Le 18 décembre 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général²⁵⁹ :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 14 décembre 2012, dans laquelle vous indiquez que vous-même et la Présidente de la Commission de l'Union africaine, M^{me} Nkosazana Dlamini Zuma, avez l'intention de nommer M. Mohamed Ibn Chambas (Ghana) Représentant spécial conjoint Union africaine-Organisation des Nations Unies pour le Darfour et Médiateur en chef conjoint par intérim²⁶⁰, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris bonne note.

À sa 6910^e séance, le 24 janvier 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Soudan à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Rapports du Secrétaire général sur le Soudan

« Rapport du Secrétaire général sur l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (S/2013/22) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Edmond Mulet, Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix.

À sa 6920^e séance, le 14 février 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Soudan à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Rapports du Secrétaire général sur le Soudan ».

Résolution 2091 (2013) du 14 février 2013

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions antérieures et les déclarations de son Président concernant le Soudan,

Réaffirmant son attachement à la cause de la paix dans le Soudan tout entier, à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale du pays et à la pleine mise en œuvre en temps voulu de la résolution 1591 (2005)

²⁵⁷ S/2012/909.

²⁵⁸ S/2012/908.

²⁵⁹ S/2012/944.

²⁶⁰ S/2012/943.

du 29 mars 2005, et rappelant l'importance des principes de bon voisinage, de non-ingérence et de coopération dans les relations entre les États de la région,

Conscient que le conflit du Darfour ne peut être résolu par des moyens militaires et qu'une solution durable ne pourra être trouvée qu'à la faveur d'un processus politique sans exclusive,

Réaffirmant son appui sans réserve aux efforts déployés pour parvenir à une solution globale et sans exclusive du conflit du Darfour, tout en se félicitant que le Document de Doha pour la paix au Darfour²⁶¹ puisse servir de base à ces efforts, et réaffirmant la nécessité de mener à terme le processus politique et de mettre fin à la violence et aux exactions dans cette région,

Exhortant le Gouvernement soudanais et le Mouvement pour la libération et la justice à respecter les engagements qu'ils ont pris dans le Document de Doha, et exhortant toutes les parties, en particulier les autres mouvements armés qui ne l'ont pas signé, à s'engager immédiatement et sans conditions préalables à tout mettre en œuvre pour parvenir à un règlement de paix global sur la base de ce document et à convenir d'un cessez-le-feu permanent dans les plus brefs délais,

Se déclarant préoccupé par les liens politiques et militaires entre des groupes armés non signataires au Darfour et des groupes extérieurs au Darfour, exigeant la cessation de tout appui extérieur direct ou indirect à ces groupes, et condamnant les actes de tout groupe armé visant à renverser par la force le Gouvernement soudanais,

Exigeant des parties au conflit qu'elles fassent preuve de retenue et cessent toutes activités militaires, y compris les bombardements aériens,

Exigeant de toutes les parties à des conflits armés qu'elles mettent immédiatement et totalement fin à tous les actes de violence sexuelle contre des civils, conformément aux résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009 et 1889 (2009) du 5 octobre 2009, à l'enrôlement et à l'utilisation d'enfants ainsi qu'aux autres violations graves et sévices commis sur leur personne, conformément aux résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1998 (2011) du 12 juillet 2011 et 2068 (2012) du 19 septembre 2012, et aux attaques aveugles contre des civils, conformément à la résolution 1894 (2009) du 11 novembre 2009,

Saluant l'action menée par l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, la médiation conjointe Union africaine-Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine et les dirigeants de la région pour promouvoir la paix et la stabilité au Darfour, leur renouvelant son appui sans réserve et déclarant qu'il soutient fermement le processus politique mené avec la médiation de l'Union africaine et de l'Organisation,

Déplorant les obstacles que le Gouvernement soudanais n'a cessé de mettre aux activités du Groupe d'experts sur le Soudan au cours de son dernier mandat, notamment les retards dans la délivrance des visas, les entraves à la liberté de circulation des experts du Groupe et du personnel de l'Opération et les restrictions à l'accès des experts du Groupe aux zones de conflit armé et aux zones où il est fait état de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, tout en prenant acte de l'amélioration des rapports entre le coordonnateur du Gouvernement soudanais et le Groupe d'experts,

Déplorant également les trois incidents d'ingérence du Gouvernement soudanais dans les travaux du Groupe d'experts, décrits aux paragraphes 18 à 22 du rapport final du Groupe en date du 24 janvier 2013²⁶²,

Se félicitant du renforcement de la coopération et des échanges d'informations entre l'Opération et le Groupe d'experts, conformément aux lignes directrices du Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat et avec l'aide du coordonnateur de l'Opération,

Rappelant le rapport final présenté le 24 janvier 2013 par le Groupe d'experts désigné par le Secrétaire général en application de l'alinéa b du paragraphe 3 de la résolution 1591 (2005) et dont le mandat a été reconduit par des résolutions ultérieures, et exprimant l'intention d'examiner plus en détail, par l'intermédiaire du Comité du Conseil

²⁶¹ S/2011/449, pièce jointe 2.

²⁶² Voir S/2013/79.

de sécurité créé en application de l'alinéa *a* du paragraphe 3 de la résolution 1591 (2005) (ci-après « le Comité »), les recommandations du Groupe d'experts et les mesures qui s'imposent,

Soulignant la nécessité de respecter les dispositions de la Charte des Nations Unies concernant les privilèges et les immunités et la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies²⁶³, en tant qu'elles s'appliquent aux opérations des Nations Unies et à ceux qui y participent,

Rappelant à tous les États, en particulier à ceux de la région, les obligations énoncées dans les résolutions 1556 (2004) du 30 juillet 2004, 1591 (2005) et 1945 (2010) du 14 octobre 2010, en particulier celles qui ont trait aux armes et au matériel connexe,

Insistant sur le fait que le Document de Doha prescrit à toutes les parties au conflit armé au Darfour d'accepter sans restriction et sans condition les obligations que leur imposent le droit international humanitaire, le droit international des droits de l'homme et ses résolutions pertinentes,

Exhortant le Gouvernement soudanais à honorer tous ses engagements, y compris ceux de lever l'état d'urgence au Darfour, de respecter la liberté d'expression et de faire le nécessaire pour amener les auteurs de violations graves du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire, quels qu'ils soient, à répondre de leurs actes,

Rappelant l'obligation faite à tous les acteurs armés, énoncée dans le Document de Doha, de s'abstenir de tout acte de violence contre des civils, en particulier contre des groupes vulnérables, comme les femmes et les enfants, et de toute violation des droits de l'homme et du droit international humanitaire, ainsi que la nécessité de résoudre d'urgence la crise humanitaire que vit la population du Darfour, notamment en garantissant aux organisations humanitaires et à leur personnel la sécurité d'accès, sans restriction et en temps voulu, à toutes les zones,

Notant que les actes d'hostilité, de violence ou d'intimidation dirigés contre la population civile du Darfour, y compris les personnes déplacées, et les autres activités qui risqueraient de remettre en cause l'engagement des parties en faveur d'une cessation complète et durable des hostilités seraient contraires au Document de Doha,

Considérant que la situation au Soudan continue de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région,

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte,

1. *Décide* de reconduire jusqu'au 17 février 2014 le mandat du Groupe d'experts sur le Soudan initialement constitué en application de la résolution 1591 (2005), mandat qu'il a déjà prorogé par ses résolutions 1651 (2005) du 21 décembre 2005, 1665 (2006) du 29 mars 2006, 1713 (2006) du 29 septembre 2006, 1779 (2007) du 28 septembre 2007, 1841 (2008) du 15 octobre 2008, 1891 (2009) du 13 octobre 2009, 1945 (2010), 1982 (2011) du 17 mai 2011 et 2035 (2012) du 17 février 2012, et prie le Secrétaire général de prendre aussi rapidement que possible les mesures administratives nécessaires, y compris des dispositions générales;

2. *Se déclare préoccupé* par le fait que la fourniture, la vente ou le transfert directs ou indirects au Soudan d'une assistance et d'un appui techniques, notamment de services de formation, financiers ou autres ainsi que la fourniture de pièces détachées, de systèmes d'armement et de matériel connexe, pourraient être mis à profit par le Gouvernement soudanais pour appuyer les moyens aériens utilisés en violation des résolutions 1556 (2004) et 1591 (2005), notamment les aéronefs identifiés par le Groupe, et prie instamment tous les États de tenir compte de ce risque à la lumière des mesures prévues par la résolution 1591 (2005);

3. *Prie* le Groupe de présenter au Comité un bilan à mi-parcours de ses travaux, le 31 juillet 2013 au plus tard, et un rapport d'étape, dans les 90 jours qui suivront l'adoption de la présente résolution, et de lui présenter, au moins 30 jours avant la fin de son mandat, un rapport final contenant ses conclusions et ses recommandations;

4. *Prie également* le Groupe de soumettre tous les mois au Comité des rapports actualisés sur ses activités, notamment ses visites, tous obstacles à l'exécution de son mandat et les violations des sanctions;

5. *Prie en outre* le Groupe de rendre compte, dans les délais fixés au paragraphe 3 de la présente résolution, de l'application et de l'efficacité du paragraphe 10 de la résolution 1945 (2010);

²⁶³ Résolution 22 A (I) de l'Assemblée générale.

6. *Prie* le Groupe de continuer de coordonner ses activités, selon qu'il conviendra, avec celles de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, ainsi qu'avec celles menées à l'échelon international pour promouvoir le processus politique au Darfour, d'indiquer, dans ses rapports intermédiaire et final, dans quelle mesure on aura réussi à réduire les violations, par toutes les parties, des mesures édictées aux paragraphes 7 et 8 de la résolution 1556 (2004), au paragraphe 7 de la résolution 1591 (2005) et au paragraphe 10 de la résolution 1945 (2010), mais aussi dans quelle mesure on aura réussi à éliminer les obstacles au processus politique, les menaces contre la stabilité au Darfour et dans la région, les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme ou autres atrocités, notamment les violences sexuelles ou à motivation sexiste ainsi que les graves violations et les sévices commis sur la personne d'enfants, et les autres violations des résolutions susmentionnées, et de fournir au Comité des renseignements sur les personnes et les entités répondant aux critères de désignation énoncés à l'alinéa c du paragraphe 3 de la résolution 1591 (2005);

7. *Déplore* que certains individus ayant des liens avec le Gouvernement soudanais et des groupes armés au Darfour continuent de commettre des actes de violence contre des civils, d'entraver le processus de paix et d'ignorer ses exigences, exprime son intention d'imposer des sanctions ciblées à l'encontre des personnes et des entités qui répondent aux critères de désignation énoncés à l'alinéa c du paragraphe 3 de la résolution 1591 (2005), et encourage le Groupe, agissant en coordination avec la médiation conjointe Union africaine-Organisation des Nations Unies, à communiquer au Comité, s'il l'estime nécessaire, les noms des personnes, des groupes ou des entités répondant aux critères de désignation;

8. *Prie* le Groupe de continuer à enquêter sur le rôle joué par les groupes armés, militaires et politiques dans les attaques visant le personnel de l'Opération au Darfour, et constate que les individus et les entités qui planifient ou facilitent ces attaques ou qui y participent menacent la stabilité au Darfour et peuvent de ce fait répondre aux critères de désignation énoncés à l'alinéa c du paragraphe 3 de la résolution 1591 (2005);

9. *Se déclare préoccupé* par le fait que certains articles soient convertis à des fins militaires et transférés au Darfour, et recommande fortement à tous les États de tenir compte de ce risque au vu des mesures édictées par la résolution 1591 (2005);

10. *Engage* le Gouvernement soudanais à lever toutes les restrictions et limitations et tous les obstacles bureaucratiques entravant les travaux du Groupe, notamment en délivrant en temps voulu des visas à entrées multiples à tous ses membres pour la durée du mandat du Groupe et en les exemptant de permis de voyage pour se rendre au Darfour;

11. *Prie instamment* le Gouvernement soudanais de répondre aux demandes du Comité s'agissant des mesures mises en place pour protéger les civils dans diverses régions du Darfour, y compris celles qui sont le théâtre de nouveaux déplacements; des enquêtes menées et des mesures prises pour que les auteurs de massacres de civils ainsi que de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, y compris notamment les meurtres de civils commis à Abou Zereiga en juin 2011, à Hachaba en août 2012 et à Sigili en novembre 2012, aient à répondre de leurs actes; des enquêtes menées et des mesures prises suite aux attaques contre des membres du personnel de maintien de la paix et d'organisations humanitaires; et de la situation des populations civiles dans des régions telles que l'est de Jebel Marra, dont l'accès a été refusé aux membres du Groupe, à l'Opération ainsi qu'au personnel des organisations humanitaires et des mesures prises pour permettre régulièrement aux secours humanitaires d'accéder librement à ces zones;

12. *Prie instamment* tous les États, les organismes compétents des Nations Unies, l'Union africaine et les autres parties concernées de coopérer pleinement avec le Comité et le Groupe, en particulier en leur communiquant toutes les informations dont ils pourraient disposer concernant l'application des mesures édictées par les résolutions 1556 (2004) et 1591 (2005);

13. *Prie instamment* tous les États, ceux de la région en particulier, de rendre compte au Comité des dispositions qu'ils auront prises pour appliquer les mesures imposées par les résolutions 1556 (2004) et 1591 (2005), y compris l'imposition de mesures ciblées;

14. *S'inquiète* de ce que l'interdiction de voyager et le gel des avoirs visant des individus désignés ne sont pas appliqués par tous les États et prie le Comité de réagir efficacement en cas d'information faisant état du non-respect par des États du paragraphe 3 de la résolution 1591 (2005) et de la résolution 1672 (2006) du 25 avril 2006, notamment en se concertant avec toutes les parties concernées;

15. *Exprime son intention*, après la présentation du rapport à mi-parcours, de faire le point de l'application complète et efficace des mesures imposées par les résolutions 1591 (2005) et 1945 (2010), y compris les obstacles à celle-ci, afin de garantir qu'elles soient pleinement respectées ;

16. *Réaffirme* que le Comité a pour mandat d'encourager le dialogue avec les États Membres intéressés, en particulier ceux de la région, notamment en invitant leurs représentants à le rencontrer pour débattre de l'application des mesures, et l'encourage à poursuivre son dialogue avec l'Opération ;

17. *Salue* le travail accompli par le Comité, qui s'est appuyé sur les rapports du Groupe et des travaux accomplis dans d'autres instances, pour appeler l'attention sur les responsabilités des acteurs du secteur privé dans les zones touchées par des conflits ;

18. *Décide* de rester activement saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6920^e séance.

Décisions

Le 11 mars 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général²⁶⁴ :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 7 mars 2013, dans laquelle vous faites part de votre intention de nommer le général de division Yohannes Gebremeskel Tesfamariam (Éthiopie) au poste de Chef de mission et commandant de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei²⁶⁵, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris bonne note.

À sa 6938^e séance, le 21 mars 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Soudan du Sud à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Rapports du Secrétaire général sur le Soudan

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (S/2013/140) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M^{me} Hilde Johnson, Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Soudan du Sud et Chef de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud.

À sa 6956^e séance, le 29 avril 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Soudan à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Rapports du Secrétaire général sur le Soudan

« Rapport du Secrétaire général sur l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (S/2013/225) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix.

À sa 6970^e séance, le 29 mai 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants du Soudan et du Soudan du Sud à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Rapports du Secrétaire général sur le Soudan

« Rapport du Secrétaire général sur la situation dans l'Abyei (S/2013/294) ».

²⁶⁴ S/2013/147.

²⁶⁵ S/2013/146.

**Résolution 2104 (2013)
du 29 mai 2013**

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions antérieures et les déclarations de son Président concernant la situation au Soudan et au Soudan du Sud, notamment les résolutions 1990 (2011) du 27 juin 2011, 2024 (2011) du 14 décembre 2011, 2032 (2011) du 22 décembre 2011, 2046 (2012) du 2 mai 2012, 2047 (2012) du 17 mai 2012 et 2075 (2012) du 16 novembre 2012, ainsi que la déclaration de son Président, en date du 31 août 2012²⁴⁹, et ses communiqués de presse des 18 juin 2012, 21 et 28 septembre 2012 et 6 mai 2013,

Réaffirmant son ferme attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale du Soudan et du Soudan du Sud, ainsi qu'aux buts et aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, et rappelant l'importance des principes de bon voisinage, de non-ingérence et de coopération régionale,

Déclarant à nouveau que les frontières territoriales des États ne sauraient être modifiées par la force et que les différends territoriaux doivent être réglés exclusivement par des moyens pacifiques,

Affirmant que la mise en œuvre intégrale et immédiate de tous les éléments de l'Accord de paix global du 9 janvier 2005²⁵³ encore en suspens est pour lui une priorité,

Réaffirmant ses résolutions 1265 (1999) du 17 septembre 1999, 1296 (2000) du 19 avril 2000, 1674 (2006) du 28 avril 2006, 1738 (2006) du 23 décembre 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 relatives à la protection des civils en période de conflit armé, ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1998 (2011) du 12 juillet 2011 et 2068 (2012) du 19 septembre 2012 relatives au sort des enfants en temps de conflit armé, sa résolution 1502 (2003) du 26 août 2003 relative à la protection du personnel humanitaire et du personnel des Nations Unies et ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009 et 1960 (2010) du 16 décembre 2010 portant sur les femmes et la paix et la sécurité,

Rappelant les engagements pris par les Gouvernements soudanais et sud-soudanais dans l'Accord conclu le 20 juin 2011 entre le Gouvernement de la République du Soudan et le Mouvement populaire de libération du Soudan concernant les arrangements provisoires pour l'administration et la sécurité de la zone d'Abyei²⁵², l'Accord conclu le 29 juin 2011 entre le Gouvernement soudanais et le Gouvernement du Sud-Soudan sur la sécurité des frontières et le Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité, l'Accord conclu le 30 juillet 2011 entre le Gouvernement du Soudan et le Gouvernement du Soudan du Sud concernant la Mission d'appui à la surveillance de la frontière²⁵⁴, ainsi que les Accords concernant les mécanismes de coopération et de sécurité du 27 septembre 2012²⁵⁵, la décision prise le 8 mars 2013 par le Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité et le tableau récapitulatif du 12 mars 2013²⁶⁶, auxquels ont souscrit les Gouvernements soudanais et sud-soudanais à Addis-Abeba sous les auspices du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine,

Soulignant qu'il importe que les femmes participent pleinement à la mise en œuvre d'accords et, plus généralement, à la prévention et au règlement du conflit et à la consolidation de la paix,

Exprimant sa pleine adhésion aux efforts de l'Union africaine concernant la situation entre le Soudan et le Soudan du Sud en vue d'apaiser les tensions et de favoriser la reprise des négociations sur les relations postsécession et la normalisation des relations, rappelant à cet égard les communiqués du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, en date des 24 avril²⁵⁰ et 24 octobre 2012 et des 25 janvier et 7 mai 2013, se déclarant résolu à faire en sorte que le futur statut d'Abyei soit le résultat de négociations menées entre les parties, conformément à l'Accord de paix global, et non d'actions unilatérales de l'une ou l'autre partie, et appelant toutes les parties à concourir de façon constructive au processus conduit sous la médiation du Groupe en vue de parvenir à un accord final sur le statut d'Abyei,

Se félicitant des efforts que les Gouvernements soudanais et sud-soudanais déploient pour démilitariser la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, y compris la zone dite des 14 miles, et mettre en œuvre le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, conformément à sa résolution 2046 (2012) et à la feuille de route du Conseil de paix et de sécurité, en date du 24 avril 2012²⁵⁰,

²⁶⁶ S/2013/168, annexe.

Soulignant qu'il importe d'établir et de maintenir une surveillance dans le cadre du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière dans la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, y compris dans la zone dite des 14 miles,

Insistant sur le fait que les deux pays auront beaucoup à gagner à faire preuve de retenue et à emprunter la voie du dialogue et non à recourir à la violence et à la provocation,

Accueillant avec satisfaction les entretiens tenus entre les Présidents Al-Bashir et Kiir à Addis-Abeba les 5 et 25 janvier 2013 et à Djouba le 12 avril 2013,

Saluant l'assistance que continuent de fournir aux parties le Groupe, notamment son Président, le Président Thabo Mbeki, et les anciens Présidents Abdulsalami Abubakar et Pierre Buyoya, le Premier Ministre éthiopien, M. Hailemariam Desalegn, qui assure la présidence de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud, M. Haile Menkerios, et la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei, dirigée par le général de division Yohannes Gebremeskel Tesfamariam,

Saluant également les efforts que déploie la Force pour s'acquitter de son mandat, notamment les activités qu'elle mène pour faciliter des migrations pacifiques dans toute la zone d'Abyei, et exprimant sa profonde reconnaissance aux pays qui fournissent des contingents,

Constatant avec satisfaction que la sécurité et la stabilité se sont améliorées dans la zone d'Abyei depuis le déploiement de la Force et déterminé à prévenir la résurgence d'actes de violence contre des civils et de déplacements de civils et les conflits intercommunautaires,

Notant avec préoccupation la montée de la violence intercommunautaire dans la zone d'Abyei,

Soulignant qu'il importe que toutes les parties s'abstiennent de toute mesure unilatérale d'inspiration politique qui envenimerait les relations intercommunautaires dans la zone d'Abyei,

Gravement préoccupé par le retard pris dans la mise en place de l'Administration et du Conseil de la zone d'Abyei ainsi que du Service de police d'Abyei, qui sont essentiels pour maintenir l'ordre et prévenir les conflits intercommunautaires dans cette zone,

Constatant le manque de progrès dans la mise en place du Service de police d'Abyei, notamment de l'unité spéciale appelée à traiter des questions relatives à la migration des populations nomades,

Sachant qu'il importe que l'assistance fournie par l'Organisation des Nations Unies dans la région soit cohérente,

Saluant et appuyant les efforts que déploie l'Organisation pour sensibiliser le personnel de maintien de la paix à la question de la prévention et de la maîtrise du VIH/sida et d'autres maladies transmissibles à l'occasion de toutes les opérations de maintien de la paix,

Soulignant l'impératif d'une surveillance efficace du respect des droits de l'homme, y compris la constatation de toute forme de violence sexuelle ou sexiste ou de violations et agressions commises sur la personne d'enfants, et se disant à nouveau préoccupé par le fait que les parties ne coopèrent pas avec le Secrétaire général dans ce domaine,

Soulignant également qu'il est urgent de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire à tous les groupes de population de la zone d'Abyei qui en ont besoin,

Affirmant qu'il importe que les déplacés rentrent chez eux de leur plein gré, en toute sécurité et en bon ordre, qu'ils se réintègrent véritablement et que la paix et l'ordre règnent pendant la saison des migrations dans le respect des parcours migratoires traditionnels qui mènent du Soudan au Soudan du Sud à travers Abyei, et exhortant la Force à prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité dans la zone d'Abyei conformément à son mandat,

Conscient des effets néfastes que la prolifération des armes a sur la sécurité des civils,

Préoccupé par la présence de mines terrestres et de restes explosifs de guerre dans la zone d'Abyei, qui crée des risques pour le retour des déplacés et pour les migrations,

Constatant que la situation qui règne à Abyei et le long de la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud continue de menacer gravement la paix et la sécurité internationales,

Se félicitant des mesures qu'a prises la Force pour s'acquitter efficacement de son mandat, notamment par la prévention des conflits, la médiation et la dissuasion,

1. *Décide* de proroger jusqu'au 30 novembre 2013 le mandat de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei, tel qu'énoncé au paragraphe 2 de la résolution 1990 (2011) et modifié par la résolution 2024 (2011) et le paragraphe 1 de la résolution 2075 (2012), et, agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, décide également de proroger jusqu'au 30 novembre 2013 le mandat de la Force résultant du paragraphe 3 de la résolution 1990 (2011), et précise qu'aux fins du paragraphe 1 de la résolution 2024 (2011) l'appui opérationnel fourni au Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière sera étendu aux Comités ad hoc, au besoin et si demande en est faite par consensus au sein des mécanismes concernés, dans la limite des moyens existants de la Force et au sein de sa zone d'opérations ;

2. *Décide également*, comme les parties au Mécanisme l'ont demandé dans leur décision du 8 mars 2013 et ainsi que le Secrétaire général l'a recommandé dans son rapport du 28 mars 2013²⁶⁷, de porter à 5 326 hommes le plafond des effectifs autorisés de la Force pour lui donner les moyens d'apporter au Mécanisme tout l'appui dont il a besoin ;

3. *Accueille avec satisfaction* la création du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière et se félicite qu'il soit entré en service, et invite les Gouvernements soudanais et sud-soudanais à tirer le meilleur parti dudit Mécanisme, du Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité et des autres mécanismes conjoints convenus en y ayant recours en temps utile pour garantir la sécurité et la transparence de la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, y compris la zone dite des 14 miles ;

4. *Précise* que, pour s'acquitter de son mandat de protection des civils résultant du paragraphe 3 de la résolution 1990 (2011), la Force prendra les mesures nécessaires pour protéger les civils sous la menace imminente d'actes de violence physique, quels qu'en soient les auteurs ;

5. *Se félicite* que les militaires soudanais et les militaires et policiers sud-soudanais aient été retirés de la zone d'Abyei, conformément à sa résolution 2046 (2012), exige du Gouvernement soudanais qu'il transfère immédiatement et sans condition préalable la police du pétrole de Diffra hors de la zone d'Abyei, et réaffirme que, conformément à ses résolutions pertinentes, en particulier les résolutions 1990 (2011) et 2046 (2012), la zone d'Abyei doit être démilitarisée, toutes les forces, autres que celles de la Force et du Service de police d'Abyei, ainsi que les éléments armés des populations locales, devant s'en retirer ;

6. *Exige de nouveau* du Soudan et du Soudan du Sud qu'ils parachèvent la constitution de l'Administration et du Conseil de la zone d'Abyei, notamment en débloquent l'impasse autour de la composition du Conseil, et créent le Service de police d'Abyei, appelé à assumer les fonctions de police dans toute la zone d'Abyei, y compris protéger les infrastructures pétrolières, conformément aux engagements qu'ils ont pris dans l'Accord concernant les arrangements provisoires pour l'administration et la sécurité de la zone d'Abyei du 20 juin 2011²⁵² ;

7. *Invite instamment* le Soudan et le Soudan du Sud à faire régulièrement appel au Comité mixte de contrôle d'Abyei afin d'aller progressivement de l'avant dans la mise en œuvre de l'Accord du 20 juin 2011 et des décisions du Comité ;

8. *Se félicite* que, dans sa décision du 3 mai, le Comité ait réaffirmé qu'Abyei a le statut de zone exempte d'armes, relève que, dans son communiqué du 7 mai 2013, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine s'est dit préoccupé par les informations selon lesquelles plusieurs groupes de population vivant à Abyei seraient lourdement armés, rappelle qu'aux termes de l'Accord du 20 juin 2011 Abyei devrait être une zone exempte d'armes où seule la Force serait autorisée à porter des armes, et exhorte donc les deux Gouvernements à prendre toutes mesures nécessaires pour procéder à la démilitarisation effective d'Abyei, y compris en mettant en place des programmes de désarmement si besoin est ;

9. *Demande instamment* aux deux Gouvernements d'entreprendre immédiatement de mettre en œuvre des mesures de confiance entre les différentes communautés concernées de la zone d'Abyei, notamment à la faveur d'entreprises de réconciliation à l'échelon local, et demande de même instamment à toutes les communautés d'Abyei de faire preuve de la plus grande retenue dans tous leurs échanges et de s'abstenir de tout acte ou discours provocateur de nature à entraîner des affrontements violents ;

²⁶⁷ S/2013/198.

10. *Demande* à la Force de poursuivre les négociations avec le Comité et les tribus misseriya et ngok dinka en vue de la mise en place de stratégies et de mécanismes de contrôle propres à garantir le respect plein et entier du statut d'Abyei comme zone exempte d'armes par l'ensemble des parties concernées, tout en accordant la priorité à l'élimination sans délai des armes lourdes ou collectives, ainsi que des grenades à tube, et engage les Gouvernements soudanais et sud-soudanais, le Comité et les tribus misseriya et ngok dinka à collaborer pleinement avec la Force à cet égard ;

11. *Entend* réexaminer, selon que de besoin, le mandat de la Force en vue de restructurer éventuellement la mission en fonction de la suite que le Soudan et le Soudan du Sud donneront aux décisions résultant de la résolution 2046 (2012) et aux engagements qu'ils ont pris dans les Accords des 20 et 29 juin et 30 juillet 2011²⁵⁴ et du 27 septembre 2012²⁵⁵, notamment ceux touchant le retrait de toutes les forces de la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, l'opérationnalisation complète du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière et l'achèvement de la démilitarisation de la zone d'Abyei ;

12. *Prie* le Secrétaire général de réexaminer la configuration de la Force et d'analyser les risques et les menaces auxquels elle fait face et le dispositif et le plafond des troupes dont elle a besoin pour s'acquitter de son mandat, et le prie également de présenter ses conclusions sous forme d'annexe au rapport qu'il soumettra 120 jours après l'adoption de la présente résolution ;

13. *Demande* à tous les États Membres, en particulier au Soudan et au Soudan du Sud, de garantir la libre circulation, sans entraves ni retard, à destination et en provenance d'Abyei et dans toute la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, de tout le personnel de la Force ainsi que de l'ensemble des matériel, vivres, fournitures et autres biens, y compris les véhicules, les aéronefs et les pièces de rechange, destinés à l'usage officiel et exclusif de la Force ;

14. *Demande à nouveau* au Soudan et au Soudan du Sud d'apporter tout leur soutien aux organismes des Nations Unies, notamment de délivrer rapidement des visas au personnel militaire, au personnel de police et au personnel civil des Nations Unies, y compris le personnel humanitaire, sans considération de nationalité, de faciliter l'installation de bases et l'octroi d'autorisations de vol et de fournir un soutien logistique, et se félicite à cet égard de la signature par le Soudan, le 1^{er} octobre 2012, et par le Soudan du Sud, le 20 novembre 2012, de l'accord sur le statut des forces ;

15. *Est conscient* des conditions de vie difficiles du personnel de maintien de la paix de la Force, prend note des mesures prises pour y remédier et exhorte le Secrétaire général à continuer de prendre les mesures à sa disposition pour régler la situation et permettre ainsi à la Force d'être mieux en mesure de s'acquitter de son mandat ;

16. *Exige* des Gouvernements soudanais et sud-soudanais qu'ils continuent de faciliter le déploiement du personnel du Service de la lutte antimines des Nations Unies afin que le personnel du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière puisse se déplacer librement et que les mines qui se trouvent dans la zone d'Abyei et la zone frontalière démilitarisée et sécurisée puissent être détectées et neutralisées ;

17. *Exige* de toutes les parties concernées qu'elles permettent au personnel humanitaire d'avoir accès, en toute liberté et sécurité, aux populations civiles qui ont besoin d'aide et lui accordent toutes les facilités nécessaires à ses activités, conformément au droit international, y compris le droit international humanitaire applicable, et aux principes directeurs concernant l'aide humanitaire ;

18. *Prie* le Secrétaire général de pourvoir à la surveillance effective du respect des droits de l'homme et de lui en rendre compte, et demande de nouveau aux Gouvernements soudanais et sud-soudanais d'apporter au Secrétaire général leur plein concours à cette fin, notamment en délivrant des visas au personnel des Nations Unies concerné ;

19. *Prie également* le Secrétaire général de prendre les dispositions nécessaires pour que la Force applique pleinement la politique de tolérance zéro de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et de l'avertir si de tels actes se produisent ;

20. *Souligne* que l'amélioration de la coopération entre les Gouvernements soudanais et sud-soudanais est essentielle pour la paix, la sécurité et la stabilité, ainsi que pour l'avenir des relations entre les deux États ;

21. *Prie* le Secrétaire général de continuer de l'informer tous les 60 jours des progrès de la mise en œuvre du mandat de la Force et de porter immédiatement à son attention toute violation grave des accords susmentionnés ;

22. *Prend note* de l'action que mène le Secrétaire général pour assurer une coopération étroite entre les entités des Nations Unies présentes dans la région, notamment la Force, la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud et l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, et son Envoyé spécial pour le Soudan et le Soudan du Sud, et le prie de continuer d'assurer une telle coopération ;

23. *Décide* de rester activement saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6970^e séance.

Décisions

Le 3 juin 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général²⁶⁸ :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 30 mai 2013, dans laquelle vous faites part de votre intention, ainsi que de celle de la Présidente de la Commission de l'Union africaine, M^{me} Nkosazana Dlamini Zuma, de nommer le général de corps d'armée Paul Ignace Mella (République-Unie de Tanzanie) au poste de commandant de la force de l'Opération hybride Union Africaine-Nations Unies au Darfour²⁶⁹, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris note.

À sa 6974^e séance, le 5 juin 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Soudan à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Rapports du Secrétaire général sur le Soudan ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M^{me} Fatou Bensouda, Procureure de la Cour pénale internationale.

À sa 6993^e séance, le 8 juillet 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Soudan du Sud à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Rapports du Secrétaire général sur le Soudan

« Rapport du Secrétaire général sur le Soudan du Sud (S/2013/366) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M^{me} Hilde Johnson, Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Soudan du Sud et Chef de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud.

À sa 6998^e séance, le 11 juillet 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Soudan du Sud à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Rapports du Secrétaire général sur le Soudan

« Rapport du Secrétaire général sur le Soudan du Sud (S/2013/366) ».

Résolution 2109 (2013) du 11 juillet 2013

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions 1996 (2011) du 8 juillet 2011, 2046 (2012) du 2 mai 2012 et 2057 (2012) du 5 juillet 2012,

Réaffirmant son ferme attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale du Soudan du Sud,

Se félicitant de l'établissement par le Gouvernement sud-soudanais d'institutions gouvernementales et de l'Assemblée législative nationale, et se félicitant en outre de l'adoption de textes de loi internes, dont la loi sur les élections nationales, la loi sur les partis politiques et la loi sur l'énergie et l'exploitation minière,

²⁶⁸ S/2013/330.

²⁶⁹ S/2013/329.

Prenant note de la loi sur la gestion des finances publiques et la responsabilité financière, de la loi sur le pétrole et de la loi sur le système bancaire, ainsi que du programme de lutte contre la corruption du Président Salva Kiir, et soulignant la nécessité pour le Gouvernement sud-soudanais de prendre d'autres mesures afin de lutter contre la corruption,

Fermement attaché à l'idée de voir le Soudan du Sud devenir un État économiquement prospère et vivant côte à côte avec le Soudan dans la paix, la sécurité et la stabilité,

Soulignant qu'il est nécessaire de veiller à la cohérence des activités des Nations Unies au Soudan du Sud, les rôles, les responsabilités et les modalités de la collaboration entre la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud et l'équipe de pays des Nations Unies devant être clairement définis à cette fin sur la base de leurs avantages comparatifs, et notant qu'il importe de coopérer avec les autres acteurs compétents présents dans la région, notamment l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei et la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo,

Soulignant également qu'il est nécessaire d'établir des partenariats plus solides et bien définis entre l'Organisation des Nations Unies, les organismes de développement, les partenaires bilatéraux et les autres acteurs compétents, les organisations régionales et sous-régionales et les institutions financières internationales pour mettre en œuvre des stratégies nationales visant à doter le pays d'institutions efficaces, l'entreprise devant reposer sur les principes d'appropriation nationale, de résultats et de responsabilité mutuelle,

Déplorant l'augmentation du nombre de conflits et d'actes de violence, ainsi que leurs répercussions sur les civils, en particulier la détérioration marquée de la situation humanitaire et en matière de sécurité dans certaines parties du Jongleï, y compris le meurtre et le déplacement de civils en grand nombre, et notant qu'il importe d'entretenir une coopération et un dialogue suivis avec la société civile pour stabiliser la situation sécuritaire et assurer la protection de la population civile,

Se déclarant gravement préoccupé par la persistance des violations des droits de l'homme, notamment les arrestations et détentions arbitraires, les actes de torture et les exécutions extrajudiciaires, ainsi que par le pillage de biens par des groupes armés et les institutions nationales chargées de la sécurité, en particulier dans certains secteurs de l'État du Jongleï, de même que par l'incapacité des autorités de contraindre les responsables à répondre de leurs actes,

Rappelant les déclarations de son Président, en date des 11 février 2011²⁷⁰ et 20 décembre 2012²⁷¹, dans lesquelles il a affirmé que l'appropriation et la responsabilité nationales étaient cruciales pour l'instauration d'une paix durable et que c'était aux autorités nationales qu'il incombait au premier chef d'arrêter leurs propres priorités et stratégies de consolidation de la paix au lendemain de tout conflit,

Rappelant également la déclaration de son Président, en date du 12 février 2013²⁷², dans laquelle il a considéré qu'il incombait au premier chef aux États de protéger les civils, ainsi que de respecter et de garantir les droits de l'homme de toutes les personnes se trouvant sur leur territoire et relevant de leur juridiction, comme le prescrit le droit international applicable, réaffirmé que c'était aux parties à tout conflit armé qu'il incombait au premier chef de prendre toutes les mesures possibles pour assurer la protection de la population civile, demandé instamment à toute partie à un conflit armé de pourvoir aux besoins essentiels des civils, et condamné toutes les violations du droit international commises contre des civils, en particulier le fait de prendre délibérément pour cible des civils, les attaques aveugles ou disproportionnées et les actes de violence sexuelle et sexiste,

Soulignant que, pour consolider la paix, il faut adopter une démarche globale, intégrée et ordonnée en priorités qui vienne renforcer dans leur convergence les activités intéressant les domaines politique et de la sécurité, du développement, des droits de l'homme et de l'état de droit, et s'attaquer aux causes profondes du conflit, et soulignant également que, étroitement liés et se renforçant mutuellement, la sécurité et le développement sont essentiels pour asseoir durablement la paix,

²⁷⁰ S/PRST/2011/4.

²⁷¹ S/PRST/2012/29.

²⁷² S/PRST/2013/2.

Se déclarant profondément préoccupé par la détérioration de la situation humanitaire au Soudan du Sud, notamment le déplacement massif de personnes et l'insécurité alimentaire généralisée, causée par le conflit interne et la violence intercommunautaire, le conflit dans les États du Kordofan méridional et du Nil Bleu au Soudan, l'insécurité prévalant dans la région frontalière séparant le Soudan du Soudan du Sud et les obstacles entravant l'accès à l'aide humanitaire,

Se déclarant de même profondément préoccupé par les restrictions imposées aux déplacements de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud dans certaines zones, et condamnant toutes les attaques visant le personnel et les installations des Nations Unies, lesquelles ont fait 17 morts et un certain nombre de blessés, y compris l'abattage, le 21 décembre 2012, d'un hélicoptère des Nations Unies par l'Armée populaire de libération du Soudan et l'attaque du 9 avril 2013 contre un convoi, et demandant au Gouvernement sud-soudanais d'achever en toute célérité les enquêtes qu'il aura menées de manière approfondie et de poursuivre les auteurs de ces actes en justice,

Rappelant ses déclarations sur la consolidation de la paix au lendemain de conflits, soulignant qu'il importe de bâtir des institutions, élément critique de la consolidation de la paix, et mettant l'accent sur la nécessité d'une réponse nationale et internationale plus efficace et plus cohérente qui permettrait à tout pays sortant d'un conflit de s'acquitter des missions essentielles de l'État, dont celle de gérer pacifiquement les différends politiques et d'utiliser au mieux les moyens et capacités du pays, l'idée étant de lui permettre de s'approprier cette entreprise,

Rappelant également qu'il incombe au premier chef au Gouvernement sud-soudanais de consolider la paix et de prévenir un retour à la violence et soulignant le rôle crucial que joue l'Organisation s'agissant d'aider les autorités nationales, en étroite consultation avec les partenaires internationaux, et, à cette fin, de renforcer sa collaboration avec ces dernières sur la mise en œuvre d'une stratégie d'appui effective aux priorités et plans nationaux de consolidation de la paix, visant notamment à définir les missions essentielles de l'État, à assurer la prestation de services publics de base, à instaurer l'état de droit, à garantir le respect des droits de l'homme, à gérer les ressources naturelles, à renforcer le secteur de la sécurité, à lutter contre le chômage des jeunes et à relancer l'économie,

Conscient de la nécessité de soutenir les efforts de consolidation de la paix pour jeter les bases d'un développement et d'une paix durables et, dans ce contexte, notant avec une vive préoccupation les conséquences effectives du budget d'austérité sur cette entreprise, tout en notant les mesures prises par le Gouvernement sud-soudanais pour équilibrer les recettes et les dépenses, et soulignant le rôle important que les recettes pétrolières pourraient jouer dans l'économie du Soudan du Sud,

Estimant qu'il est nécessaire d'élargir et d'étoffer la réserve d'experts civils, en particulier originaires de pays en développement et de sexe féminin, pour aider à développer les capacités nationales, et encourageant les États Membres, l'Organisation et les autres partenaires à coopérer et à se concerter plus étroitement en vue de mobiliser les compétences requises pour accompagner le Gouvernement et le peuple sud-soudanais dans leur entreprise de consolidation de la paix,

Rappelant ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1998 (2011) du 12 juillet 2011 et 2068 (2012) du 19 septembre 2012, ainsi que les déclarations de son Président, en date du 29 avril 2009²⁷³, du 16 juin 2010²⁷⁴ et du 17 juin 2013²⁷⁵, sur le sort des enfants en temps de conflit armé, et prenant acte des rapports du Secrétaire général sur les enfants et le conflit armé au Soudan, en date du 6 septembre 2007²⁷⁶, du 10 février 2009²⁷⁷ et du 5 juillet 2011²⁷⁸, ainsi que des conclusions adoptées par le Groupe de travail du Conseil de sécurité sur le sort des enfants en temps de conflit armé concernant les enfants et le conflit armé au Soudan²⁷⁹ et concernant les enfants et le conflit armé au Soudan du Sud²⁸⁰,

²⁷³ S/PRST/2009/9.

²⁷⁴ S/PRST/2010/10.

²⁷⁵ S/PRST/2013/8.

²⁷⁶ S/2007/520.

²⁷⁷ S/2009/84.

²⁷⁸ S/2011/413.

²⁷⁹ S/AC.51/2008/7 et S/AC.51/2009/5.

²⁸⁰ S/AC.51/2012/2.

Réaffirmant ses résolutions 1265 (1999) du 17 septembre 1999, 1296 (2000) du 19 avril 2000, 1674 (2006) du 28 avril 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé et sa résolution 1502 (2003) du 26 août 2003 sur la protection du personnel humanitaire et du personnel des Nations Unies,

Réaffirmant également ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009, 1960 (2010) du 16 décembre 2010 et 2106 (2013) du 24 juin 2013 sur les femmes et la paix et la sécurité, et réaffirmant en outre qu'il est nécessaire que les femmes participent pleinement, effectivement et sur un pied d'égalité à toutes les étapes des processus de paix, étant donné le rôle crucial qu'elles jouent dans la prévention et le règlement des conflits, ainsi que dans la consolidation de la paix, réaffirmant le rôle clef que les femmes peuvent jouer s'agissant de reconstituer le tissu social des pays au lendemain de tout conflit, et soulignant qu'elles doivent être associées à l'élaboration et à la mise en œuvre des stratégies de lendemain de conflit, leur optique et leurs besoins devant être pris en compte,

Considérant qu'il importe de s'inspirer des pratiques optimales, de l'expérience et des enseignements tirés d'autres missions, notamment par les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police, dans le droit fil des initiatives de réforme des opérations de maintien de la paix des Nations Unies en cours, notamment le rapport sur l'initiative Horizons nouveaux, la stratégie globale d'appui aux missions²⁸¹ et l'étude « Des moyens civils à la hauteur des situations postconflituelles »²⁸²,

Rappelant les engagements pris par les Gouvernements soudanais et sud-soudanais dans l'Accord conclu le 20 juin 2011 entre le Gouvernement de la République du Soudan et le Mouvement populaire de libération du Soudan concernant les arrangements provisoires pour l'administration et la sécurité de la zone d'Abeyi²⁵², l'Accord conclu le 29 juin 2011 entre le Gouvernement soudanais et le Gouvernement du Sud-Soudan sur la sécurité des frontières et le Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité, l'Accord conclu le 30 juillet 2011 entre le Gouvernement du Soudan et le Gouvernement du Soudan du Sud concernant la Mission d'appui à la surveillance de la frontière²⁵⁴, le Protocole d'accord de non-agression et de coopération du 10 février 2012²⁸³, les Accords conclus à Addis-Abeba le 27 septembre 2012 entre les Gouvernements soudanais et sud-soudanais²⁵⁵, les décisions du Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité du 8 mars 2013 et le tableau récapitulatif du 12 mars 2013²⁶⁶,

Condamnant les violences répétées qui ont éclaté à la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud, et conscient que la situation de tension et d'instabilité qui règne dans cette zone et les questions en suspens de l'Accord de paix global du 9 janvier 2005²⁵³ ont eu des incidences négatives sur les conditions de sécurité, tout en observant que la violence s'est récemment apaisée dans la région frontalière après l'adoption de la résolution 2046 (2012),

Considérant que la situation au Soudan du Sud continue de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région,

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Décide* de proroger le mandat de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud, tel qu'il résulte du paragraphe 3 de la résolution 1996 (2011), jusqu'au 15 juillet 2014;

2. *Prie* le Secrétaire général, par l'intermédiaire de sa Représentante spéciale pour le Soudan du Sud, de continuer à diriger les opérations d'une Mission intégrée, à coordonner toutes les activités menées par le système des Nations Unies au Soudan du Sud et à aider la communauté internationale à agir dans la cohésion en vue d'instaurer une paix stable au Soudan du Sud, tout en respectant les principes directeurs des Nations Unies concernant l'aide humanitaire, y compris l'humanité, l'impartialité, la neutralité et l'indépendance;

3. *Note* l'ordre de priorité des tâches dont doit s'acquitter la Mission en application de la résolution 1996 (2011) pour protéger les civils et améliorer les conditions de sécurité, demande instamment à la Mission de déployer ses moyens en conséquence et souligne qu'il importe qu'elle accorde toute l'attention voulue aux mesures de renforcement des capacités prises dans ce domaine, se félicite de l'élaboration d'une stratégie de protection des civils et d'une stratégie d'alerte et d'intervention rapides, encourage la Mission à mettre en œuvre ces stratégies, et prie le Secrétaire général de rendre compte dans les rapports qu'il lui présente de l'état d'avancement de leur exécution;

²⁸¹ Voir A/64/633.

²⁸² Voir S/2011/85.

²⁸³ S/2012/135, pièce jointe.

4. *Souligne* que le mandat de la Mission relatif à la protection des civils, énoncé au sous-alinéa v de l'alinéa b du paragraphe 3 de sa résolution 1996 (2011), comprend l'adoption des mesures requises pour protéger les civils se trouvant sous la menace imminente de violence physique, quelle que soit la source de cette violence ;

5. *Se félicite* de l'intention du Secrétaire général de faire en sorte que la Mission reconfigure géographiquement le déploiement de ses effectifs et des moyens correspondants, afin de se concentrer sur les secteurs instables à haut risque et les besoins de protection qui en découlent, encourage la Mission à accélérer ses efforts en ce sens, se déclare à ce sujet préoccupé par la détérioration des conditions de sécurité dans certaines parties du Jongléï, et prie le Secrétaire général de lui rendre compte de ces efforts dans les rapports qu'il lui présente ;

6. *Souligne* l'importance des efforts déployés par la Mission à l'appui du règlement pacifique des conflits dans le cadre de son mandat, parallèlement aux activités qu'elle mène en ce qui concerne la gestion des crises ;

7. *Appelle à nouveau* le Gouvernement sud-soudanais à prendre ses responsabilités pour mieux s'acquitter de sa mission de protection de la population civile et l'encourage à cet égard à coopérer plus activement avec la Mission ;

8. *Autorise* la Mission à employer tous les moyens nécessaires, dans la limite de ses capacités et dans les zones de déploiement de ses unités, pour exécuter son mandat de protection, tel qu'il résulte des sous-alinéas iv à vi de l'alinéa b du paragraphe 3 de sa résolution 1996 (2011) ;

9. *Rappelle* les rôles incombant à la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei et au Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière définis dans la résolution 2024 (2011) du 14 décembre 2011, et note que leurs fonctions ont été mises en œuvre par les parties, conformément à la demande figurant au paragraphe 6 de la résolution 2057 (2012) ;

10. *Exige* du Gouvernement sud-soudanais et de toutes les parties concernées qu'ils coopèrent sans réserve au déploiement et aux opérations de la Mission, ainsi qu'à ses missions de surveillance, de vérification et de constatation, notamment en garantissant la sécurité et l'entière liberté de circulation du personnel des Nations Unies et du personnel associé sur tout le territoire du Soudan du Sud, exige en outre que le Gouvernement s'abstienne de restreindre les déplacements de la Mission et, à cet égard, condamne fermement toutes les attaques perpétrées contre le personnel militaire et civil de la Mission, y compris l'abattage, le 21 décembre 2012, d'un hélicoptère des Nations Unies par l'Armée populaire de libération du Soudan, demande que ces attaques fassent sans délai l'objet d'enquêtes sérieuses et exige qu'elles ne se reproduisent plus et que leurs auteurs ne restent pas impunis ;

11. *Se félicite* de l'initiative prise par la Mission de mener une campagne de sensibilisation dans tout le pays et l'encourage à mettre au point une véritable stratégie de communication, dans la limite des moyens existants, et à se rapprocher encore des collectivités locales pour faire mieux comprendre son mandat, notamment avec l'aide d'assistants chargés de la liaison avec la population locale et de traducteurs ;

12. *Demande* à tous les États Membres d'assurer la libre circulation, sans entraves ni retard, à destination et en provenance du Soudan du Sud, de tout le personnel de la Mission, ainsi que du matériel, des vivres, des fournitures et autres biens, y compris des véhicules et pièces détachées, destinés à l'usage exclusif et officiel de la Mission ;

13. *Demande* à toutes les parties d'assurer, conformément au droit international applicable, le plein accès du personnel humanitaire, en toute sécurité et liberté, à tous ceux qui ont besoin de secours, et l'acheminement de l'aide humanitaire, destinée en particulier aux déplacés et aux réfugiés ;

14. *Exige* de toutes les parties qu'elles mettent immédiatement fin à toutes les formes de violence et d'atteinte aux droits de l'homme commises contre la population civile au Soudan du Sud, en particulier aux actes de violence sexiste (viols et autres agressions sexuelles), ainsi qu'à toutes les violations et exactions commises à l'encontre d'enfants en violation du droit international applicable (enrôlement, utilisation, meurtre et mutilation, enlèvement et attaques contre des écoles et des hôpitaux), et demande que soient pris des engagements précis et assortis d'échéances conformément à la résolution 1960 (2010) ;

15. *Se félicite* que le Gouvernement sud-soudanais ait créé une commission chargée d'enquêter sur les allégations de violations des droits de l'homme et demande au Gouvernement de mener ces enquêtes dans le cadre d'une procédure transparente et d'amener les auteurs de ces violations à répondre de leurs actes ;

16. *Prend note* de l'élaboration de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme²⁸⁴, encourage la Mission à continuer de l'appliquer dans son intégralité et prie le Secrétaire général de rendre compte des progrès accomplis en ce sens dans les rapports qu'il lui présentera ;

17. *Se félicite* des progrès accomplis dans la démobilisation des enfants soldats et de la signature, le 12 mars 2012, d'un plan d'action visant à mettre fin à l'enrôlement d'enfants, dans lequel le Gouvernement sud-soudanais réaffirme qu'il s'engage à faire libérer tous les enfants enrôlés dans l'Armée populaire de libération du Soudan, prend note des mesures adoptées par le Gouvernement pour mettre en œuvre ce plan d'action, l'engage à en poursuivre la mise en œuvre, prie la Mission de conseiller et d'aider le Gouvernement dans ce domaine, prie en outre le Secrétaire général de renforcer la protection des enfants dans le cadre des activités menées par le système des Nations Unies au Soudan du Sud, notamment en continuant à déployer au sein de la Mission des conseillers pour la protection de l'enfance, et de veiller à suivre en permanence la situation des enfants et à établir régulièrement des rapports sur la question, et se félicite des travaux de l'Équipe spéciale de surveillance et d'information créée en septembre 2011 ;

18. *Note* que le Conseil national des ministres a approuvé l'adhésion du pays à neuf instruments internationaux fondamentaux et protocoles facultatifs relatifs aux droits de l'homme, encourage le Gouvernement sud-soudanais à ratifier et à mettre en œuvre d'autres conventions et traités internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment aux femmes, aux enfants, aux réfugiés et aux apatrides, et prie la Mission, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et les autres acteurs du système des Nations Unies concernés de conseiller et d'aider le Gouvernement dans cette tâche ;

19. *Constate avec une profonde préoccupation* que le Gouvernement sud-soudanais a renvoyé l'un des membres du personnel de la Mission chargé des droits de l'homme, exhorte le Gouvernement à revenir sur sa décision et à s'employer, comme il s'y est engagé récemment, à renforcer sa coopération avec la Mission sur les questions de promotion et de protection des droits de l'homme et à assurer la sécurité du personnel de la Mission ;

20. *Se déclare profondément préoccupé* par la montée de la violence, en particulier dans la zone englobant les trois États des Lacs, de l'Unité et du Ouaraab et dans les États du Jonglei et du Bahr el-Ghazal occidental, qui a fait des centaines de morts, par les enlèvements de femmes et d'enfants et par le déplacement de dizaines de milliers de civils, et souligne à cet égard qu'il faut s'attaquer aux causes profondes de la violence qui déchire les communautés du Soudan du Sud ;

21. *Demande* au Gouvernement sud-soudanais de prendre des mesures pour faire davantage participer les femmes à la mise en œuvre des dispositions de l'Accord de paix global du 9 janvier 2005²⁵³ qui n'ont pas encore été appliquées et des accords conclus après l'indépendance, et d'associer davantage les femmes du Soudan du Sud à la prise de décisions dans les instances publiques à tous les niveaux, notamment en facilitant leur accès à des postes de responsabilité, en leur permettant de prendre dûment part à la révision de la Constitution sud-soudanaise, en soutenant les organisations féminines et en luttant contre les préjugés concernant l'aptitude des femmes à participer à la vie publique sur un pied d'égalité avec les hommes ;

22. *Demande* aux autorités sud-soudanaises de combattre l'impunité et d'amener à répondre de leurs actes tous les auteurs de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, y compris les groupes armés illégaux ou les éléments des forces de sécurité du Soudan du Sud, et de veiller à ce que toutes les victimes de violences sexuelles, en particulier les femmes et les filles, soient protégées au regard du droit et aient accès à la justice, au même titre que les hommes ;

23. *Demande* au Gouvernement sud-soudanais de mettre fin aux détentions prolongées ou arbitraires et de mettre en place, en coopération avec ses partenaires internationaux et en s'appuyant sur leurs conseils et leur assistance technique, un système pénitentiaire sûr et humain, l'exhorte à coopérer davantage avec la Mission pour y parvenir, et prie la Mission de conseiller et d'aider le Gouvernement dans ce domaine, avec d'autres acteurs du système des Nations Unies ;

24. *Demande également* au Gouvernement sud-soudanais d'affiner et d'exécuter pleinement la stratégie nationale de désarmement, de démobilisation et de réintégration, notamment pour les femmes et les enfants soldats, et d'accélérer de manière cohérente la mise en œuvre d'un programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration efficace, et prie la Mission de continuer à travailler en étroite coopération avec le Gouvernement et en

²⁸⁴ S/2013/110, annexe.

coordination avec tous les acteurs concernés de l'Organisation des Nations Unies et autres partenaires internationaux pour appuyer le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration ;

25. *Demande* à la Mission de coordonner son action avec le Gouvernement sud-soudanais et de participer aux mécanismes régionaux de coordination et d'information afin d'améliorer la protection des civils et d'accompagner les activités de désarmement, de démobilisation et de réintégration, compte tenu des attaques perpétrées par l'Armée de résistance du Seigneur au Soudan du Sud, et prie le Secrétaire général d'inclure, dans ses rapports trimestriels sur la Mission, un résumé des activités de coopération et d'échange d'informations menées par la Mission, l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, la Mission de stabilisation de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo et leurs partenaires régionaux et internationaux afin de combattre la menace que constitue l'Armée de résistance du Seigneur ;

26. *Autorise* le Secrétaire général à prendre les mesures nécessaires pour que les missions coopèrent entre elles, et autorise, à hauteur du plafond des effectifs fixé au paragraphe 1 de la résolution 1996 (2011), le transfert de contingents, d'éléments habilitants et de multiplicateurs de force d'autres missions, sous réserve de l'accord des pays fournisseurs de contingents et sans remettre en cause l'exécution des mandats de ces missions des Nations Unies ;

27. *Note* qu'il faut redoubler d'efforts pour porter la capacité opérationnelle des contingents et du personnel de police aux niveaux convenus ;

28. *Reconnaît* que la difficulté des conditions de vie du personnel chargé du maintien de la paix de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud a son importance, prend note des mesures prises pour y remédier et exhorte le Secrétaire général à continuer de faire ce qui est en son pouvoir pour y parvenir et permettre ainsi à la Mission d'être mieux à même de s'acquitter de son mandat ;

29. *Souligne* qu'il importe d'exécuter les activités de consolidation de la paix prescrites par le mandat de la Mission, prend note des objectifs prioritaires énoncés en la matière dans les derniers rapports du Secrétaire général et du soutien apporté par le Fonds pour la consolidation de la paix dans ces domaines, prie le Secrétaire général de continuer à le tenir informé, dans les rapports qu'il lui présente régulièrement, des progrès réalisés par le système des Nations Unies dans sa contribution à certaines activités de consolidation de la paix, notamment la réforme du secteur de la sécurité, le renforcement institutionnel de la police, l'appui à l'état de droit et au secteur de la justice, le développement des capacités en matière de droits de l'homme, le relèvement rapide, l'élaboration de politiques nationales portant sur les questions essentielles de l'édification de l'État et du développement et la mise en place des conditions propices au développement dans le respect des priorités nationales, l'idée étant d'aider le pays à se doter d'un cadre commun de suivi des progrès dans ces domaines, et insiste sur l'intérêt d'une coopération étroite et sans réserve entre la Mission et le Gouvernement sud-soudanais, l'équipe de pays des Nations Unies et la communauté des donateurs pour éviter le chevauchement des activités ;

30. *Se félicite* de l'intention du Secrétaire général d'entreprendre un examen conjoint des avantages comparatifs respectifs de la Mission et de l'équipe de pays, le but étant de concourir à étendre l'autorité de l'État, prie le Secrétaire général de lui rendre compte des conclusions de cet examen dans le rapport périodique qu'il doit lui présenter en mars 2014 et attend avec intérêt de les examiner afin de permettre à la Mission de s'acquitter de son mandat avec une efficacité et une efficience maximales ;

31. *Prie* le Secrétaire général de continuer à l'informer du délai prévu pour le déploiement de tous les éléments de la Mission, y compris de l'état d'avancement des consultations avec les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, du déploiement des principaux éléments habilitants, de la construction des infrastructures physiques de la Mission et de ses conséquences sur le déploiement de la Mission, et le prie également de l'informer du délai prévu pour que l'effectif soit au complet ;

32. *Note* que la Mission poursuit ses échanges avec le Soudan du Sud en vue de réviser et de mettre à jour les objectifs que le Secrétaire général a présentés dans son rapport²⁸⁵ et prie le Secrétaire général de le tenir informé régulièrement, dans le cadre de ses rapports périodiques, des progrès accomplis ;

33. *Prend note avec préoccupation* des lacunes stratégiques de la Mission sur le plan de la mobilité, constate qu'elle continue d'avoir grand besoin de moyens aériens et autres, notamment d'hélicoptères militaires et de

²⁸⁵ S/2012/486.

moyens de transport fluvial, demande aux États Membres de redoubler d'efforts pour fournir des unités de transport aérien à la Mission, et prie le Secrétaire général de l'informer régulièrement, dans ses rapports, des mesures qu'il prend pour mettre une force sur pied et des autres stratégies qui pourraient permettre de compenser ce manque criant de moyens militaires ;

34. *Souligne* qu'il est préoccupé par la sûreté et la sécurité du personnel de la Mission, salue la détermination des dirigeants de la Mission à élaborer, à mettre en œuvre et à continuer d'affiner les procédures de sécurité, souligne qu'il importe de les appliquer de manière cohérente et efficace, notamment les procédures de sécurité aérienne concernant les hélicoptères civils, souligne également qu'il faut que la Mission dispose de tous les moyens et les ressources dont elle a besoin pour exécuter son mandat, et souligne en outre que les moyens de mobilité, de reconnaissance, de surveillance, d'alerte et d'intervention rapides, ainsi que le libre accès à toutes les zones touchées par le conflit, sont d'une importance vitale pour que la Mission puisse s'acquitter des tâches de protection des civils qui lui ont été confiées ;

35. *Salue* l'accord sur le statut des forces conclu avec le Gouvernement du Soudan du Sud, déplore les violations graves dont il a fait l'objet et que le Secrétaire général a signalées dans ses rapports, et invite le Gouvernement hôte à s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu de ce texte ;

36. *Souligne* qu'il importe que l'Organisation, les institutions financières internationales et les partenaires bilatéraux et multilatéraux coopèrent étroitement avec le Gouvernement sud-soudanais pour garantir que l'aide internationale cadre avec les priorités nationales, notamment avec le plan de développement du Soudan du Sud, et soient en mesure de fournir au Soudan du Sud un appui qui corresponde à ses besoins et à ses priorités en matière de consolidation de la paix, insiste sur les avantages d'une coopération étroite et sans réserve entre les parties pour éviter le chevauchement des activités et veiller à ce que celles qui ont un avantage comparatif se voient confier des tâches correspondant à cet avantage, et prie la Représentante spéciale du Secrétaire général de continuer à représenter le système des Nations Unies au sein des mécanismes et instances d'aide internationale ;

37. *Encourage* le Secrétaire général à étudier plus avant les idées que le Groupe consultatif de haut niveau a présentées dans son rapport indépendant sur des moyens civils à la hauteur des situations postconflituelles²⁸² et qui pourraient être appliquées au Soudan du Sud ;

38. *Prie* le Secrétaire général, en particulier, d'exploiter, autant que faire se peut, toutes les possibilités de regrouper des composantes de la Mission avec des entités comparables du Soudan du Sud en vue de renforcer les capacités nationales et d'explorer toutes les possibilités d'engranger rapidement les dividendes de la paix en achetant sur place et en augmentant par ailleurs, dans toute la mesure possible, la contribution de la Mission à l'économie ;

39. *Prie également* le Secrétaire général de continuer à prendre les mesures nécessaires pour que la Mission applique strictement la politique de tolérance zéro de l'Organisation à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et de le tenir pleinement informé à ce sujet, et exhorte les pays qui fournissent des contingents à prendre les mesures préventives appropriées, notamment de sensibilisation du personnel avant son déploiement, et toutes autres mesures nécessaires pour amener les membres de leur personnel qui seraient mis en cause à répondre pleinement de leurs actes ;

40. *Réaffirme* qu'il importe que le personnel des missions qu'il a créées conformément à ses résolutions 1325 (2000), 1820 (2008) et 2106 (2013) connaisse bien les questions liées à la problématique hommes-femmes et y soit dûment formé, rappelle qu'il faut lutter contre le recours à la violence à l'égard des femmes et des filles comme à une arme de guerre, se réjouit que des conseillers pour la protection des femmes aient été nommés, conformément à ses résolutions 1888 (2009), 1889 (2009), 1960 (2010) et 2106 (2013), prie le Secrétaire général de mettre en place des mécanismes de suivi, d'analyse et de communication de l'information relatifs aux violences sexuelles liées aux conflits, notamment aux viols commis pendant et après les conflits et dans d'autres circonstances auxquelles s'applique la résolution 1888 (2009), selon qu'il convient, et encourage la Mission ainsi que le Gouvernement sud-soudanais à traiter activement ces questions ;

41. *Prie* le Secrétaire général de tenir compte des besoins particuliers des personnes touchées par le VIH et vulnérables au VIH, notamment des femmes et des filles, lorsqu'il s'acquitte des tâches qui lui ont été confiées et, dans ce contexte, l'encourage à introduire dans la Mission, selon qu'il convient, des programmes de prévention, de traitement, de soins et de soutien, y compris de conseil et de dépistage volontaires et confidentiels ;

42. *Demande* à la Mission de se préparer à jouer un rôle, dans la limite de son mandat et de ses moyens actuels, dans la coordination des mesures prises à l'échelle internationale pour aider à préparer des élections nationales crédibles en 2015, en organisant notamment des consultations avec le Gouvernement sud-soudanais et les États Membres qui ont la volonté et les moyens de prêter leur appui, et exhorte les autorités nationales, la Mission, l'équipe de pays et les partenaires internationaux concernés à s'atteler à cette tâche sans plus tarder ;

43. *Décide* de rester activement saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6998^e séance.

Décisions

À sa 7010^e séance, le 24 juillet 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Soudan à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Rapports du Secrétaire général sur le Soudan

« Rapport du Secrétaire général sur l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (S/2013/420) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Mohamed Ibn Chambas, Représentant spécial conjoint Union africaine-Organisation des Nations Unies pour le Darfour et Chef de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour.

À sa 7013^e séance, le 30 juillet 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Soudan à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Rapports du Secrétaire général sur le Soudan

« Rapport du Secrétaire général sur l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (S/2013/420) ».

Résolution 2113 (2013) du 30 juillet 2013

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant toutes ses résolutions antérieures et toutes les déclarations de son Président concernant la situation au Soudan et soulignant qu'il importe de s'y conformer pleinement,

Réaffirmant également son attachement résolu à la souveraineté, à l'unité, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale du Soudan et sa détermination à aider le Gouvernement soudanais, dans le plein respect de sa souveraineté, à s'attaquer aux divers défis qui se posent au Soudan,

Rappelant l'importance des principes de règlement pacifique des différends internationaux, de bon voisinage, de non-ingérence et de coopération régionale,

Rappelant également ses résolutions 1265 (1999) du 17 septembre 1999, 1296 (2000) du 19 avril 2000, 1674 (2006) du 28 avril 2006, 1738 (2006) du 23 décembre 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé, dans lesquelles il réaffirme, entre autres, les dispositions sur la question qui figurent dans le Document final du Sommet mondial de 2005²⁸⁶, ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1998 (2011) du 12 juillet 2011 et 2068 (2012) du 19 septembre 2012 sur le sort des enfants en temps de conflit armé, sa résolution 1502 (2003) du 26 août 2003 sur la protection du personnel humanitaire et du personnel des Nations Unies, et ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009, 1960 (2010) du 16 décembre 2010 et 2106 (2013) du 24 juin 2013 sur les femmes et la paix et la sécurité,

²⁸⁶ Résolution 60/1 de l'Assemblée générale.

Rappelant en outre ses résolutions réaffirmant qu'il ne peut y avoir de paix sans justice, rappelant combien il lui importe que cesse l'impunité et que les auteurs des crimes commis au Darfour soient traduits en justice, jugeant encourageantes les enquêtes actuellement diligentées par le Procureur spécial pour le Darfour nommé par le Gouvernement soudanais et engageant ce dernier à poursuivre dans cette voie,

Ayant à l'esprit la Convention relative au statut des réfugiés du 28 juillet 1951²⁸⁷ et le Protocole du 31 janvier 1967 s'y rapportant²⁸⁸, ainsi que la Convention de l'Organisation de l'unité africaine régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique du 10 septembre 1969²⁸⁹ et la Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique du 23 octobre 2009,

Rappelant le rapport du Secrétaire général, en date du 5 juillet 2011, sur le sort des enfants touchés par le conflit armé au Soudan²⁷⁸, notamment les recommandations qui y figurent, et rappelant également les conclusions que le Groupe de travail du Conseil de sécurité sur le sort des enfants en temps de conflit armé a adoptées le 11 octobre 2012²⁹⁰,

Réaffirmant son appui au Document de Doha pour la paix au Darfour²⁶¹, qui est une base solide sur laquelle le processus de paix au Darfour pourra s'appuyer, se déclarant fermement résolu et déterminé à soutenir le processus de paix, se félicitant des progrès accomplis à ce jour, mais déplorant les retards considérables pris dans la mise en œuvre du Document de Doha et exhortant le Gouvernement soudanais et le Mouvement pour la libération et la justice à en accélérer l'application pour en faire réellement bénéficier le peuple du Darfour, se félicitant que le Mouvement pour la justice et l'égalité-faction Bachar ait signé le Document de Doha et pris de nouveau l'engagement de le mettre en œuvre, tout en l'exhortant à rapidement traduire ses engagements dans les faits, et engageant la communauté internationale à aider les signataires dans ce sens, déplorant également que certains groupes armés aient refusé de s'associer au processus et entravent la mise en œuvre du Document de Doha, leur demandant instamment de soutenir le processus, condamnant les actes de tout groupe armé visant à renverser par la force le Gouvernement et exhortant le Gouvernement et tous les groupes armés, notamment l'Armée de libération du Soudan-faction Abdul Wahid, l'Armée de libération du Soudan-faction Minni Minawi et le Mouvement pour la justice et l'égalité-faction Gibril Ibrahim, à tout mettre en œuvre pour parvenir à un règlement de paix global sur la base du Document de Doha et à s'accorder sur un cessez-le-feu permanent sans plus tarder et sans conditions préalables,

Soulignant, sans préjudice de la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales qui lui incombe, l'importance du partenariat entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine, conformément au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité en Afrique, notamment au Soudan, et se félicitant en particulier des efforts déployés par le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine, sous la conduite du Président Thabo Mbeki, en coopération avec l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, pour relever de manière globale et sans exclusive les défis de la paix, de la justice et de la réconciliation au Darfour,

Accueillant avec satisfaction le rapport du Secrétaire général, en date du 12 juillet 2013, sur l'Opération²⁹¹,

Saluant les efforts déployés par l'Opération pour promouvoir la paix et la stabilité au Darfour et lui renouvelant son soutien sans réserve,

Condamnant fermement les attaques dirigées contre l'Opération, dont la plus récente, survenue le 13 juillet 2013, qui a fait 7 morts chez les soldats de la paix et 17 blessés parmi les soldats de la paix et les policiers, adressant ses sincères condoléances aux gouvernements et aux familles des victimes, demandant au Gouvernement soudanais d'enquêter sans tarder sur ces attaques afin d'en traduire les auteurs en justice et saluant l'engagement qu'il a pris publiquement en ce sens au sujet des attaques du 13 juillet, et demandant à toutes les parties au Darfour de coopérer pleinement avec l'Opération,

²⁸⁷ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 189, n° 2545.

²⁸⁸ *Ibid.*, vol. 606, n° 8791.

²⁸⁹ *Ibid.*, vol. 1001, n° 14691.

²⁹⁰ S/AC.51/2012/1.

²⁹¹ S/2013/420.

Soulignant la nécessité pour le Conseil d'envisager le déploiement des opérations de maintien de la paix de manière stratégique et rigoureuse en vue d'améliorer l'efficacité des missions de ce type, encourageant l'Opération à mettre pleinement en œuvre son mandat sous l'empire du Chapitre VII, soulignant à cet égard qu'il importe que l'Opération décourage toute menace à la mise en œuvre de son mandat et assure la sécurité et la sûreté de son personnel de maintien de la paix, dans le respect de la Charte, et insistant sur l'urgence qu'il y a à porter aux niveaux convenus les capacités opérationnelles et l'autonomie logistique des contingents militaires et des contingents de police pour lesquels ce n'est pas encore le cas,

Profondément préoccupé par l'aggravation de la violence et de l'insécurité dans certaines parties du Darfour ces derniers mois, notamment par l'escalade des heurts intertribaux, et par les affrontements opposant le Gouvernement soudanais et les groupes armés, déplorant vivement que ces heurts, notamment les attaques lancées par les groupes rebelles, les bombardements aériens effectués par le Gouvernement, les affrontements intertribaux, le banditisme et la criminalité, continuent de menacer les civils et que les attaques menées contre le personnel humanitaire et les Casques bleus continuent de restreindre l'accès humanitaire aux zones de conflit où se trouvent des populations civiles vulnérables, saluant les efforts déployés par les autorités soudanaises pour mettre fin aux affrontements intertribaux par la médiation et les encourageant à poursuivre dans cette voie, et exhortant toutes les parties à cesser les hostilités, y compris tous les actes de violence dirigés contre des civils, et à faciliter d'urgence le libre accès du personnel humanitaire, en application du droit international, y compris les dispositions applicables du droit international humanitaire, et dans le respect des principes directeurs concernant l'aide humanitaire, tout en continuant de noter que la sécurité s'est améliorée au Darfour depuis le déploiement de l'Opération,

Rappelant que, dans le Document de Doha, le Gouvernement soudanais et les autres signataires se sont engagés à assurer l'accès sans entraves de l'aide humanitaire à la population qui en a besoin et la protection du personnel humanitaire et de ses opérations dans les zones placées sous leur contrôle et à garantir à l'Opération, dans l'exercice de son mandat, une liberté de circulation sans entraves dans toutes les zones et en tout temps dans le Darfour,

Se déclarant profondément préoccupé par les obstacles que l'Opération rencontre pour s'acquitter de son mandat, y compris les restrictions imposées à sa liberté d'accès et de circulation,

S'inquiétant vivement de la multiplication notable des déplacements de population en 2013, de l'augmentation correspondante des besoins en matière d'aide humanitaire et de protection et du fait qu'environ deux millions de déplacés et de réfugiés restent en situation de déplacement, et s'inquiétant de même vivement de la détérioration de la situation des déplacés au Darfour, des nouveaux réfugiés dans les pays voisins ainsi que des Tchadiens qui ont fui le Darfour, et de la situation des réfugiés et des déplacés qui n'arrivent pas à rejoindre les camps et qui sont ainsi exposés aux violences incessantes ou hors d'atteinte de l'aide humanitaire, tout en soulignant l'importance que l'action internationale en faveur de ces populations se poursuive, ayant conscience que certains déplacés s'établiront de manière définitive dans les zones urbaines, mais insistant sur la nécessité de veiller à assurer la sécurité dans les zones de retour,

Se déclarant préoccupé par les hostilités qui opposent le Gouvernement soudanais et l'Armée de libération du Soudan-faction Abdul Wahid, l'Armée de libération du Soudan-faction Minni Minawi et le Mouvement pour la justice et l'égalité-faction Gibril Ibrahim, et réitérant qu'il ne peut y avoir de solution militaire au conflit du Darfour et qu'un règlement politique sans exclusive est essentiel au rétablissement de la paix,

Se déclarant de même préoccupé par les liens qui unissent des groupes armés non signataires au Darfour et des groupes extérieurs au Darfour, et exigeant la cessation de tout appui extérieur direct ou indirect à ces groupes,

Remerciant M. Ibrahim Gambari, Représentant spécial conjoint Union africaine-Nations Unies pour le Darfour et Chef de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, pour le travail qu'il a accompli et accueillant avec satisfaction la nomination de M. Mohamed Ibn Chambas,

Réitérant sa condamnation de toutes les violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises au Darfour et en rapport avec le Darfour, exhortant toutes les parties à se conformer à leurs obligations au regard du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire, soulignant qu'il faut poursuivre en justice les auteurs de tels crimes et demandant instamment au Gouvernement soudanais de se conformer à ses obligations à cet égard,

Se félicitant que l'Opération ait entrepris de réviser ses stratégies de protection des civils et d'alerte rapide, et la priant instamment de mener à bien ses travaux et de mettre en œuvre les stratégies,

Soulignant l'importance, aux fins de la mise en œuvre du mandat de l'Opération, de poursuivre les efforts déployés pour renforcer la collaboration entre les composantes militaire, civile et policière de l'Opération et entre l'Opération et les organisations humanitaires présentes au Darfour,

Réaffirmant sa préoccupation devant les répercussions négatives de la poursuite de la violence au Darfour sur la stabilité de l'ensemble du Soudan ainsi que de la région, se félicitant des bonnes relations entre le Soudan et le Tchad ainsi que du déploiement d'une force mixte sous commandement conjoint le long de la frontière, et encourageant le Soudan, le Tchad et la République centrafricaine à continuer de coopérer en vue de parvenir à la paix et à la stabilité au Darfour et dans toute la région,

Accueillant avec satisfaction la Conférence internationale des donateurs pour la reconstruction et le développement du Darfour, tenue à Doha les 7 et 8 avril 2013, prenant note de l'adoption de la Stratégie de développement du Darfour à cette occasion et engageant les donateurs à respecter leurs engagements et à remplir leurs obligations dans les meilleurs délais, et affirmant que le développement peut contribuer à l'instauration d'une paix durable au Darfour,

Considérant que la situation au Soudan constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales,

1. *Décide* de proroger le mandat de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour défini dans la résolution 1769 (2007) du 31 juillet 2007 pour une nouvelle période de 13 mois qui prendra fin le 31 août 2014 ;

2. *Rappelle* sa décision selon laquelle la configuration des effectifs en tenue de l'Opération sera revue, de sorte que l'Opération soit composée au maximum de 16 200 soldats, de 2 310 policiers et de 17 unités de police constituées comprenant au maximum 140 hommes chacune, se félicite des mesures prises par l'Opération pour appliquer cette décision, et demande instamment qu'elle soit entièrement mise en œuvre dans le délai prescrit et que l'Opération poursuive ses efforts en vue de déployer les effectifs en tenue en priorité dans les zones du Darfour où la sécurité est le plus menacée ;

3. *Prie* le Secrétaire général, en étroite consultation avec l'Union africaine et en recueillant le point de vue de toutes les parties prenantes, de procéder à un examen détaillé et prospectif des progrès accomplis par l'Opération dans l'exécution de son mandat, notamment au vu des changements majeurs et des faits nouveaux intervenus au Darfour depuis sa création, des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs fixés et de leurs conséquences pour l'Opération, et le prie également de lui présenter des options et des recommandations, d'ici au 28 février 2014, sur les moyens d'améliorer l'efficacité de l'Opération ;

4. *Souligne* que l'Opération doit continuer de faire pleinement usage de son mandat et de ses capacités, en accordant la priorité aux décisions concernant l'utilisation de ses capacités et de ses ressources, pour *a)* assurer la protection des civils dans l'ensemble du Darfour, notamment en mettant en œuvre à l'échelle de la mission une stratégie d'alerte rapide assortie d'indicateurs d'alerte précoce, en déployant des troupes à titre préventif et en augmentant le nombre de patrouilles dans les zones à haut risque, en redoublant d'efforts pour intervenir rapidement et efficacement en cas de menaces de violence contre des civils, en sécurisant, par des patrouilles de police supplémentaires, les camps de déplacés, les zones adjacentes et les zones de retour, et en favorisant la mise en place et la formation d'une police de proximité dans les camps de déplacés et les zones de retour, et *b)* assurer un accès humanitaire sûr, rapide et sans entraves, ainsi que la sûreté et la sécurité du personnel humanitaire et la protection des activités humanitaires, de façon à faciliter la libre distribution de l'aide humanitaire dans l'ensemble du Darfour ; et prie l'Opération d'utiliser au mieux ses capacités, en coopération avec l'équipe de pays des Nations Unies et les autres acteurs internationaux et non gouvernementaux, pour mettre en œuvre sa stratégie globale et intégrée et atteindre ces objectifs ;

5. *Insiste* sur le mandat de l'Opération, sous l'empire du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, qui consiste avant tout, aux termes de la résolution 1769 (2007), à protéger les civils, sans préjudice de la responsabilité principale du Gouvernement soudanais en la matière, et à assurer la libre circulation et la sécurité de son personnel et des agents humanitaires ; exhorte l'Opération à parer à toute menace contre elle-même ou son mandat ; réaffirme qu'il importe de faire en sorte que les contingents bénéficient de la préparation requise et disposent du matériel adéquat pour être en mesure d'exécuter le mandat de l'Opération ; et demande instamment que des efforts continuent d'être consacrés aux contingents pour lesquels des améliorations dans ce domaine sont nécessaires ;

6. *Accueille avec satisfaction* le cadre régissant la facilitation du processus de paix au Darfour par l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies²⁹² et la priorité donnée aux efforts de l'Opération, en coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies, pour appuyer ce cadre conformément aux paragraphes 7, 8 et 10 de la présente résolution, et salue le travail accompli par le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine à cet égard ;

7. *Prie instamment* les parties signataires de mettre en œuvre toutes les dispositions du Document de Doha pour la paix au Darfour²⁶¹, notamment en s'assurant que l'Autorité régionale pour le Darfour, la Commission nationale des droits de l'homme et le Bureau du Procureur spécial pour le Darfour, ainsi que le Comité régional pour la sécurité au Darfour, dont il salue la création, disposent des ressources et de l'autonomie nécessaires pour s'acquitter de leurs mandats respectifs, exige que les groupes armés non signataires s'abstiennent de faire obstacle à la mise en œuvre du Document et, à cet égard, condamne le meurtre de M. Mohamed Bachar et d'autres membres de son mouvement ainsi que la prise en otage de plusieurs autres par les forces du Mouvement pour la justice et l'égalité-faction Gibril Ibrahim et demande leur libération immédiate ; prie l'Opération d'aider à mettre en œuvre le Document en travaillant étroitement avec l'équipe de pays des Nations Unies aux activités de désarmement, de démobilisation et de réintégration et en renforçant les capacités de la police, de la justice et de l'administration pénitentiaire ; et se félicite de l'élaboration par l'Opération et l'équipe de pays des Nations Unies du cadre stratégique intégré pour l'appui du système des Nations Unies à la mise en œuvre du Document ;

8. *Exige* de toutes les parties au conflit, en particulier de tous les groupes armés non signataires, qu'elles s'engagent immédiatement et sans condition préalable à tout mettre en œuvre pour parvenir à un cessez-le-feu permanent et à un règlement de paix global, sur le fondement du Document de Doha, et exige également que toutes les parties au conflit et tous les autres groupes fassent immédiatement cesser tout acte de violence, afin que la région puisse connaître une paix stable et durable ;

9. *Se félicite* de l'initiative prise par le Médiateur en chef conjoint Union africaine-Organisation des Nations Unies pour le Darfour pour relancer le processus de paix, y compris par une nouvelle tentative pour ouvrir le dialogue avec les mouvements non signataires ;

10. *Réaffirme son appui* à un dialogue politique interne au Darfour, qui se déroule dans le respect des droits civils et politiques des participants, y compris les femmes, dans des conditions telles qu'ils puissent exprimer leur opinion sans crainte de représailles et garantissant la liberté d'expression et de réunion pour que les consultations soient ouvertes, la libre circulation des participants et des membres de l'Opération, la participation proportionnelle de tous les Darfourais, le droit de ne pas être en proie au harcèlement, aux arrestations arbitraires et à l'intimidation et le droit de ne pas subir de pressions de la part du Gouvernement soudanais ou des groupes armés ; se félicite des mesures prises à cet égard, en particulier la mise au point de la stratégie relative au processus interne de consultation et de dialogue au Darfour, approuvée par les facilitateurs, l'Opération, le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine et le Qatar ; prie le Gouvernement soudanais et les groupes armés de créer les conditions propices à la tenue sans délai d'un tel dialogue ; demande à l'Opération de favoriser et de suivre l'évolution de ce dialogue ; prie le Secrétaire général de rendre compte, dans les rapports qu'il doit régulièrement présenter en application des dispositions du paragraphe 14 de la présente résolution, de l'ensemble des incidents de sécurité, menaces, violations des droits des participants ou ingérence qui auraient été portés à sa connaissance ainsi que du contexte général dans lequel se tiendra le dialogue ; et demande aux signataires du Document de Doha de tenir dûment compte des résultats du dialogue interne et de faire en sorte que la mise en œuvre du Document réponde aux attentes et aux besoins exprimés par la population dans le cadre de ce dialogue ;

11. *Remercie* les pays fournisseurs de contingents et de personnel de police et les donateurs qui ont apporté des contributions à l'Opération, engage les États Membres à s'engager à fournir, et à fournir effectivement, les moyens de mise en œuvre encore nécessaires, en particulier les moyens de mobilité aérienne dont l'Opération a besoin, et rappelle l'importance de continuer à travailler en étroite consultation avec les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police ; condamne fermement toutes les attaques perpétrées contre l'Opération, notamment l'attentat du 13 juillet 2013 qui a causé la mort de sept soldats de la paix et les autres attaques dans lesquelles d'autres ont trouvé la mort ou ont été blessés ; souligne que toute attaque ou menace contre l'Opération est inacceptable et constate que les individus et les entités qui planifient ou facilitent ces attaques, ou qui y participent,

²⁹² Voir S/2012/166.

menacent la stabilité du Darfour et peuvent de ce fait répondre aux critères de désignation énoncés à l'alinéa *c* du paragraphe 3 de la résolution 1591 (2005) du 29 mars 2005 ; exige que de telles attaques ne se reproduisent pas et que leurs auteurs rendent compte de leurs actes à la suite d'une enquête diligente et approfondie, souligne qu'il faut renforcer la sécurité et la sûreté du personnel de l'Opération, et demande instamment à celle-ci de prendre toutes les mesures nécessaires, dans le cadre de ses règles d'engagement, pour protéger le personnel et le matériel des Nations Unies ; condamne l'impunité dont jouissent actuellement ceux qui s'en prennent aux soldats de la paix, et, à cet égard, exhorte le Gouvernement soudanais à tout mettre en œuvre pour traduire en justice les auteurs de ces crimes et à coopérer avec l'Opération dans ce domaine, et exhorte également les parties compétentes à coopérer avec le Groupe d'experts sur le Soudan nommé par le Secrétaire général conformément à l'alinéa *b* du paragraphe 3 de sa résolution 1591 (2005), dont le mandat a été prorogé par des résolutions ultérieures ;

12. *Se félicite* du travail crédible du Mécanisme tripartite, mais se dit profondément préoccupé par la multiplication des restrictions et des obstacles bureaucratiques que le Gouvernement soudanais impose à la liberté de mouvement et aux opérations de l'Opération, en particulier dans les zones qui ont récemment été le théâtre d'affrontements ; demande à toutes les parties au Darfour de lever tous les obstacles empêchant l'Opération de s'acquitter intégralement et correctement de son mandat, notamment d'assurer sa sécurité et sa liberté de mouvement ; à cet égard, exige du Gouvernement qu'il respecte intégralement et sans délai les dispositions de l'accord sur le statut des forces, notamment celles qui concernent les mouvements des patrouilles et les autorisations de vol et d'importation de matériel, en permettant à l'Opération de faire pleinement usage des moyens aériens à sa disposition, en délivrant rapidement les visas destinés au personnel de l'Opération et en accélérant le dédouanement de son matériel au point d'entrée au Soudan ; se félicite que, lors du dernier cycle de relève, le matériel ait été dédouané plus rapidement, mais se déclare préoccupé par le fait que d'autres retards persistent ; se félicite des progrès accomplis dans la délivrance des visas mais déplore les retards persistants, qui mettent sérieusement en péril la capacité de l'Opération de s'acquitter de son mandat ; et exige du Gouvernement qu'il respecte les droits dont bénéficie le personnel de l'Opération aux termes dudit accord ;

13. *Exige de nouveau* qu'un permis soit délivré à l'Opération, comme prévu dans l'accord sur le statut des forces, pour qu'elle dispose de son propre émetteur radio et puisse ainsi communiquer librement avec toutes les parties prenantes au Darfour ;

14. *Prie* le Secrétaire général de continuer à lui faire rapport tous les 90 jours sur les progrès réalisés dans l'exécution du mandat de l'Opération, y compris sur les moyens opérationnels et les capacités de soutien autonome des contingents militaires et des forces de police, ainsi que sur les progrès concernant le volet politique, les conditions de sécurité et la situation humanitaire, notamment dans les camps de déplacés et de réfugiés, les mesures prises par toutes les parties pour faire appliquer les dispositions de la présente résolution, les droits de l'homme, les violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, les actions de relèvement rapide et l'ensemble des restrictions et obstacles bureaucratiques imposés à la liberté de mouvement de l'Opération ; et accueille avec satisfaction les objectifs et indicateurs actualisés pour l'Opération présentés par le Secrétaire général, après consultation avec l'Union africaine, dans son rapport du 16 octobre 2012²⁹³, et l'inclusion dans les rapports qu'il lui soumet tous les 90 jours d'une évaluation des progrès accomplis et des obstacles rencontrés dans la réalisation de ces objectifs, ce qui lui permet de mesurer les avancées enregistrées par l'Opération dans l'exécution de son mandat, ainsi que la coopération du Gouvernement soudanais et des mouvements armés avec l'Opération et le respect par toutes les parties de leurs obligations internationales ;

15. *Exige* de toutes les parties au conflit au Darfour qu'elles mettent fin immédiatement à la violence, y compris aux attaques contre les civils, les forces de maintien de la paix et le personnel humanitaire, et respectent les obligations que leur imposent le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire ; affirme, à cet égard, qu'il condamne toute violation grave du droit international humanitaire et des droits de l'homme ; demande un arrêt immédiat des hostilités et invite toutes les parties à s'engager à respecter un cessez-le-feu durable et permanent ; et souligne que l'Opération doit signaler toute violence majeure qui porte atteinte aux efforts énergiques et constructifs déployés par les parties en faveur de la paix ;

16. *Se déclare profondément préoccupé* par la détérioration de la situation humanitaire au Darfour et les menaces qui continuent de peser sur les organisations humanitaires, se félicite que ces dernières soient en mesure

²⁹³ S/2012/771.

d'acheminer une aide à la plupart des personnes qui en ont besoin au Darfour mais se déclare vivement préoccupé par le fait que l'accès aux populations dans les zones touchées par le conflit demeure difficile, déplore les restrictions plus sévères entravant l'accès des organisations humanitaires au Darfour, en conséquence de l'insécurité accrue, des agressions contre le personnel humanitaire, de l'interdiction d'accès imposée par les parties au conflit et des contraintes bureaucratiques imposées par les autorités soudanaises, prend note de la publication par le Gouvernement des directives pour le travail des organisations humanitaires 2013, concernant la coopération avec la communauté humanitaire sur la facilitation de l'accès du personnel humanitaire au Darfour, et demande leur pleine application, soulignant qu'il est nécessaire que des visas et des autorisations de voyage soient délivrés rapidement au personnel des organisations humanitaires; et exige que le Gouvernement, toutes les milices, les groupes armés et toutes les autres parties concernées veillent à ménager aux organisations humanitaires et à leur personnel tout accès, en toute sécurité et liberté, aux zones où se trouvent les populations dans le besoin, afin qu'elles puissent leur apporter l'aide humanitaire nécessaire, tout en respectant les principes directeurs des Nations Unies concernant l'aide humanitaire, y compris les principes d'humanité, d'impartialité, de neutralité et d'indépendance;

17. *Condamne* la recrudescence des violations des droits de l'homme et des exactions commises au Darfour ou liées au Darfour, y compris les exécutions extrajudiciaires, le recours excessif à la force, les enlèvements de civils, les actes de violence sexuelle et sexiste, et les arrestations et détentions arbitraires, se déclare vivement préoccupé par la situation de ces détenus, parmi lesquels se trouvent des membres de la société civile et des déplacés, et souligne qu'il importe de s'assurer que l'Opération, dans le cadre de son mandat actuel, et d'autres organisations compétentes sont en mesure de surveiller la situation de ces personnes, et, à ce sujet, demande instamment au Gouvernement soudanais de coopérer plus activement avec l'Opération à cette fin, lui demande de s'acquitter pleinement de ses obligations, y compris d'honorer l'engagement qu'il a pris de lever l'état d'urgence au Darfour, de libérer tous les prisonniers politiques, d'autoriser la liberté d'expression et de s'efforcer effectivement de prendre des mesures afin d'amener les auteurs de graves violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire, quels qu'ils soient, à répondre de leurs actes, souligne qu'il importe que l'Opération œuvre à la promotion des droits de l'homme et porte les exactions et les atteintes aux droits de l'homme à l'attention des autorités, et prie le Secrétaire général de faire état de tous les problèmes concernant les droits de l'homme signalés dans la présente résolution dans les rapports qu'il lui présente périodiquement et de lui rendre compte sans délai des exactions et violations massives de ces droits;

18. *Prend note* de l'élaboration de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme²⁸⁴, encourage l'Opération à la mettre pleinement en œuvre et prie le Secrétaire général de lui rendre compte de l'état d'avancement des mesures prises à ce titre dans les rapports qu'il lui présentera;

19. *Note* que le conflit dans une partie du Soudan touche les autres parties du pays et le reste de la région, préconise une coordination étroite entre les missions des Nations Unies présentes dans la région, notamment l'Opération, la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei et la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud, et prie le Secrétaire général d'assurer une coopération efficace entre ces missions;

20. *Note également* la requête formulée au paragraphe 25 de la résolution 2109 (2013) du 11 juillet 2013 concernant la menace que fait peser l'Armée de résistance du Seigneur dans la région et encourage l'Opération, agissant dans la limite des ressources existantes et conformément à son mandat, à coopérer et à partager les informations relatives à cette menace;

21. *Souligne* qu'il importe de trouver pour les réfugiés et les déplacés des solutions durables et dignes et d'assurer leur pleine participation à la préparation et à la mise en œuvre de ces solutions, exige que toutes les parties au conflit au Darfour créent les conditions propices au retour librement consenti et durable, en toute sécurité et dans la dignité, des réfugiés et des personnes déplacées, ou à leur intégration locale, se déclare profondément préoccupé par la forte aggravation de l'insécurité et les déplacements de population plus importants en 2013 et par les besoins de protection et d'aide humanitaire en résultant, ainsi que par le fait qu'environ deux millions de personnes et de réfugiés sont toujours déplacés, souligne le rôle essentiel du Mécanisme conjoint de vérification qui permet d'évaluer dans quelle mesure ces retours sont effectivement volontaires et réalisés en connaissance de cause, et déplore vivement les obstacles bureaucratiques qui en réduisent l'efficacité et en sapent l'indépendance;

22. *Note* que, si la sécurité et la liberté de circulation sont garanties, les initiatives en faveur d'un relèvement rapide et d'un retour à la normale au Darfour s'en trouveront grandement facilitées; souligne qu'il importe de déployer des efforts en vue d'un relèvement rapide du Darfour, lorsque de tels efforts gagneraient à être faits et, à cet égard, encourage l'Opération à faciliter, dans les limites de son mandat actuel, le travail de l'équipe de pays des

Nations Unies et des organismes spécialisés en faveur du relèvement et de la reconstruction rapides du Darfour, en assurant notamment la sécurité dans la zone ; et appelle toutes les parties à accorder une entière liberté d'accès et le Gouvernement soudanais à lever toutes les restrictions d'accès, à s'employer à éliminer les causes profondes de la crise du Darfour et à accroître l'investissement consacré aux activités de relèvement rapide ;

23. *Se déclare vivement préoccupé* par la recrudescence des conflits localisés et par l'accroissement de la criminalité et de la violence, ainsi que par leurs répercussions sur les populations civiles, et en particulier par la forte augmentation du nombre des affrontements intertribaux, et appelle toutes les parties à faire cesser d'urgence ces affrontements et à s'engager sur la voie de la réconciliation et du dialogue ; se déclare profondément préoccupé par la prolifération des armes, en particulier des armes légères et de petit calibre, et, à cet égard, demande à l'Opération de continuer d'appuyer les mécanismes locaux de règlement des différends, y compris avec les organisations de la société civile, et autorise le Médiateur en chef conjoint à mener des activités de médiation et de réconciliation, en associant les groupes armés darfouriens ; et prie en outre l'Opération de vérifier si des armes et du matériel connexe sont présents au Darfour, conformément à son mandat tel qu'il est défini au paragraphe 9 de la résolution 1769 (2007), et, dans ce contexte, de continuer à coopérer avec le Groupe d'experts créé par la résolution 1591 (2005) afin de faciliter son action ;

24. *Encourage* le Médiateur en chef conjoint, dans la promotion du processus de paix et dans le cadre des efforts qu'il déploie en matière de médiation et de réconciliation, à garder à l'esprit les autres processus de paix pertinents ;

25. *Exige* que les parties au conflit mettent fin immédiatement à tous les actes de violence sexuelle et leur demande de prendre et de tenir des engagements précis et assortis de délais pour lutter contre cette violence, conformément à la résolution 2106 (2013) ; et demande à l'Opération de signaler les cas de violence sexuelle et sexiste et d'évaluer les progrès accomplis dans l'élimination de ces violences, y compris par la nomination de conseillers pour la protection des femmes dans des délais appropriés, note l'inclusion de la protection des femmes et des enfants contre les violences sexuelles et sexistes dans la stratégie de protection des civils à l'échelle de la mission mentionnée au paragraphe 4 de la présente résolution, et prie le Secrétaire général de veiller à ce que l'Opération applique les dispositions pertinentes de la résolution 1325 (2000) et des résolutions connexes sur les femmes et la paix et la sécurité, y compris celles qui visent à promouvoir la participation des femmes à tous les stades des processus de paix, en particulier au règlement des conflits, à la planification du relèvement et à la consolidation de la paix après un conflit, notamment les organisations féminines de la société civile, et grâce à la nomination de conseillers pour l'égalité des sexes, et de faire figurer des informations à ce sujet dans le rapport qu'il lui présentera ;

26. *Exige également* que les parties au conflit cessent immédiatement toutes les violations et les sévices sur la personne d'enfants, et prie le Secrétaire général d'assurer *a)* le suivi continu de la situation des enfants et l'établissement des rapports à ce sujet, notamment dans le cadre des rapports visés au paragraphe 14 de la présente résolution, en renforçant la coopération avec les organismes de protection de l'enfance, et *b)* la poursuite du dialogue avec les parties au conflit en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de plans d'action assortis d'un échéancier destinés à mettre un terme à l'enrôlement et à l'utilisation d'enfants et aux autres violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme dont sont victimes les enfants ;

27. *Prend note* de l'examen en cours de la composante civile de l'Opération et s'attend à ce qu'il permette à l'Opération d'exécuter son mandat et de répondre effectivement et efficacement aux évolutions sur le terrain et aux nouveaux besoins prioritaires ;

28. *Salue* les efforts déployés par l'Opération pour gérer les impacts de ses opérations sur l'environnement en s'acquittant des tâches qui lui ont été prescrites, selon qu'il convient et conformément aux résolutions applicables et pertinentes de l'Assemblée générale et aux règles et règlements de l'Organisation des Nations Unies, et encourage l'Opération à poursuivre ces efforts ;

29. *Prie* le Secrétaire général d'examiner et de mettre à jour régulièrement le concept d'opérations et les règles d'engagement de l'Opération, conformément au mandat qu'il a confié à celle-ci dans ses résolutions sur la question, et de lui en rendre compte, ainsi qu'aux pays fournisseurs de contingents, dans les rapports mentionnés au paragraphe 14 de la présente résolution ;

30. *Décide* de rester saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 7013^e séance.

CONSOLIDATION DE LA PAIX APRÈS LES CONFLITS²⁹⁴

Décisions

À sa 6897^e séance, le 20 décembre 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Argentine, de l'Arménie, de l'Australie, du Bélarus, de la Bosnie-Herzégovine, du Botswana, du Brésil, de la Croatie, du Danemark, de l'Indonésie, du Japon, du Libéria, du Luxembourg, de la Malaisie, du Nigéria, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, de la République de Corée, de la République islamique d'Iran, du Sénégal, de la Suède, de la Suisse, de la Thaïlande et de la Turquie, à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Consolidation de la paix après les conflits

« Rapport du Secrétaire général sur la consolidation de la paix au lendemain d'un conflit (S/2012/746) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Abulkalam Abdul Momen, Représentant permanent du Bangladesh auprès de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Président de la Commission de consolidation de la paix.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ioannis Vrailas, Chef adjoint de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, et à M. Tête António, Observateur permanent de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil²⁹⁵ :

Le Conseil de sécurité, rappelant ses résolutions et les déclarations de son Président sur la consolidation de la paix au lendemain d'un conflit, notamment les déclarations des 22 juillet 2009²⁹⁶, 13 octobre 2010²⁹⁷, 21 janvier 2011²⁹⁸ et 11 février 2011²⁹⁹, réaffirme l'importance capitale que revêt la consolidation de la paix comme fondement d'une paix et d'un développement durables au lendemain de tout conflit.

Le Conseil prend note avec satisfaction du rapport du Secrétaire général sur la consolidation de la paix au lendemain d'un conflit³⁰⁰.

Le Conseil réaffirme que l'appropriation et la responsabilité nationales sont cruciales pour l'instauration d'une paix durable et que c'est aux autorités nationales qu'il incombe au premier chef d'arrêter leurs propres priorités et stratégies de consolidation de la paix au lendemain de tout conflit.

Le Conseil souligne qu'il importe de faire montre d'un esprit d'ouverture dans la promotion des processus nationaux de consolidation de la paix et la réalisation de leurs objectifs, le but étant de faire une place aux besoins de toutes les couches de la société. Il engage l'Organisation des Nations Unies à prêter appui aux efforts déployés à l'échelle des pays pour associer les acteurs nationaux intéressés aux activités et processus de consolidation de la paix.

Le Conseil salue les initiatives de pays sortant d'un conflit tendant à réduire la pauvreté, à décourager les conflits et à améliorer les conditions de vie de leurs populations, souligne que la consolidation de la paix dans les pays qui sortent d'un conflit incombe au premier chef aux gouvernements et aux acteurs nationaux concernés, notamment la société civile, et que l'Organisation peut jouer un rôle décisif en apportant son concours à la réconciliation nationale, à la réforme du secteur de la sécurité, à l'entreprise de démobilisation, de désarmement

²⁹⁴ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2005 des résolutions et décisions sur cette question.

²⁹⁵ S/PRST/2012/29.

²⁹⁶ S/PRST/2009/23.

²⁹⁷ S/PRST/2010/20.

²⁹⁸ S/PRST/2011/2.

²⁹⁹ S/PRST/2011/4.

³⁰⁰ S/2012/746.

et de réintégration, au rétablissement de l'état de droit et des institutions nationales, à la relance de l'économie et à la fourniture des services de base, ainsi qu'à d'autres activités essentielles de consolidation de la paix au lendemain d'un conflit.

Le Conseil réaffirme que l'instauration d'une paix durable exige l'adoption d'une stratégie intégrée fondée sur la cohérence des activités menées dans les domaines de la politique, de la sécurité, du développement, des droits de l'homme, y compris l'égalité des sexes, de l'état de droit et de la justice. À cet égard, il souligne l'importance de l'état de droit en tant qu'élément clef de la consolidation de la paix, tout en précisant que les tribunaux doivent dire le droit et garantir l'égalité de protection de tous devant la loi et sans méconnaître qu'il est nécessaire de redoubler d'efforts pour renforcer les capacités de l'appareil judiciaire et des institutions de sécurité, en particulier de la police, de la magistrature et de l'administration pénitentiaire.

Le Conseil souligne qu'il faut renforcer la coordination, la cohérence et l'intégration des activités de consolidation de la paix et qu'il est primordial d'améliorer la coordination entre les missions des Nations Unies, les équipes de pays des Nations Unies et les autres entités régionales et acteurs du développement, y compris les organisations régionales, pour voir les principales activités de consolidation de la paix gagner en efficacité. Il insiste en outre sur la nécessité de mieux définir, en fonction de leurs points forts respectifs, la répartition des tâches et des responsabilités entre ces acteurs dans l'accomplissement de ces activités.

Le Conseil rappelle sa résolution 1645 (2005) et reconnaît que la Commission de consolidation de la paix joue un rôle important en ce qu'elle favorise et appuie une approche intégrée et cohérente de la consolidation de la paix, notamment en encourageant les partenaires à mieux aligner leurs politiques sur les stratégies et priorités nationales dans ce domaine. Le Conseil renouvelle son appui à l'action de la Commission et exprime sa volonté de continuer à faire appel aux services de cette dernière en matière de conseil, de sensibilisation et de mobilisation des ressources, notamment en sollicitant des conseils ciblés sur l'adhésion nationale et internationale aux objectifs de consolidation de la paix à long terme des pays inscrits à l'ordre du jour de la Commission. Il souligne en outre le concours que la Commission apporte au transfert sans heurt des responsabilités des missions déployées dans les pays inscrits à son ordre du jour, notamment en mobilisant un appui international soutenu pour permettre aux pays de se doter de capacités essentielles.

Le Conseil apprécie le rôle que les soldats de la paix et les missions de maintien de la paix jouent aux premières heures de toute entreprise de consolidation de la paix et rappelle que les activités prescrites dans ce domaine doivent également contribuer aux objectifs de consolidation de la paix à long terme en ce sens qu'elles doivent tendre durablement à permettre à terme de réaliser les objectifs de consolidation de la paix et de faciliter le retrait des missions de maintien de la paix et le transfert de leurs responsabilités. Il constate qu'il faut prendre en compte les connaissances et les données d'expérience issues des missions à l'occasion de l'élaboration de stratégies de consolidation de la paix.

Le Conseil rappelle qu'il est essentiel d'apporter un soutien ciblé, bien défini, équilibré et durable aux partenariats noués avec les pays sortant d'un conflit, qui soit adossé à des engagements mutuels, en vue de mettre en œuvre des stratégies nationales de consolidation de la paix efficaces prévoyant notamment la reconstruction ou l'édification des institutions nécessaires au relèvement au lendemain d'un conflit, axées sur l'obtention de résultats et régies par le principe de responsabilité mutuelle.

Le Conseil prie instamment les États Membres et les autres partenaires de redoubler d'efforts en vue d'assurer de manière prévisible et durable le financement de l'entreprise de consolidation de la paix, notamment par l'intermédiaire du Fonds pour la consolidation de la paix et de fonds d'affectation spéciale multidonateurs.

Le Conseil souligne qu'il importe de coopérer efficacement avec les institutions financières internationales, les banques régionales de développement et le secteur privé afin de promouvoir la création d'emplois et de tenir compte des besoins de développement socioéconomique à long terme de tout pays sortant d'un conflit.

Le Conseil engage les gouvernements, les organismes des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales à élargir et à étoffer la réserve de civils spécialistes de la consolidation de la paix au lendemain de conflits, notamment en faisant appel à des experts de pays ayant fait l'expérience de la transition démocratique ou de la consolidation de la paix au lendemain de conflits, en particulier des femmes et des personnes originaires de pays en développement, dont la participation est essentielle au succès de l'action des Nations Unies au service de la consolidation de la paix. Il engage également les gouvernements, les organismes des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales à faire appel aux compétences

civiles disponibles et à continuer de les développer, tout en veillant à réduire le plus possible les doublons et à assurer la cohérence et la complémentarité des activités. Il souligne en outre qu'il importe que les délibérations des organisations internationales portent le processus de l'avant, comme le prescrit la résolution 66/255 de l'Assemblée générale et qu'il est impératif de désigner et de déployer les experts civils dans le respect des règles et procédures pertinentes de l'Organisation des Nations Unies.

Le Conseil souligne l'utilité de partager l'expérience des pays qui ont connu une situation de conflit ou d'après conflit et des transitions comparables, et souligne également l'importance d'une coopération efficace aux niveaux régional, Sud-Sud et triangulaire.

Le Conseil souligne l'importance du rôle joué par les femmes dans la prévention et le règlement des conflits et dans la consolidation de la paix, et précise qu'il incombe au premier chef aux gouvernements des pays touchés par un conflit armé de renforcer la participation des femmes à l'entreprise de prévention et de règlement des conflits et de consolidation de la paix dans le cadre du programme relatif aux femmes, à la paix et à la sécurité, y compris en consultant les organisations féminines compétentes dès les premières étapes de la planification et de la définition des priorités. Il se félicite que le Secrétaire général ait demandé que les femmes prennent davantage part et soient associées de plus près aux activités de prévention et de règlement des conflits armés et de consolidation de la paix et soient mieux représentées dans ces domaines et qu'une action plus ferme soit menée pour écarter les obstacles à leur participation à tous les niveaux.

Le Conseil redit combien il importe de traiter de la question des crimes commis sur la personne des femmes en période de conflit armé, y compris les meurtres, mutilations et violences sexuelles, dès le début des processus de paix, de toutes médiations, de la négociation des cessez-le-feu et des accords de paix, en particulier en pourvoyant à la sécurité, à la justice transitionnelle et aux réparations, ainsi que dans le contexte de la réforme du secteur de la sécurité.

Le Conseil met l'accent sur la nécessité d'investir dans les capacités économiques des femmes et des jeunes en vue d'un relèvement durable au lendemain d'un conflit et engage les États Membres à soutenir pareille démarche.

Le Conseil réaffirme la décision qu'il a prise au paragraphe 14 de sa résolution 1998 (2011) de continuer à consacrer des dispositions spécifiques à la protection des enfants dans le mandat des opérations de maintien de la paix concernées.

Le Conseil a conscience que la criminalité transnationale organisée, y compris les activités illicites comme le trafic de drogues et le commerce illicite des armes, nuit à la consolidation de la paix dans les pays sortant d'un conflit, et souligne qu'il est important d'améliorer la coopération internationale et régionale fondée sur une responsabilité commune et partagée pour lutter efficacement contre ce phénomène et renforcer les capacités des pays en matière de prévention du crime et de justice pénale. Il souligne à cet égard qu'il importe de renforcer la coopération entre les acteurs de la consolidation de la paix au sein d'une même région pour relever ces défis dans la coordination et en étroite collaboration avec les autorités nationales et les organisations régionales et sous-régionales compétentes ainsi que les bureaux régionaux des Nations Unies, et avec leur consentement.

Le Conseil prie le Secrétaire général de lui rendre compte, ainsi qu'à l'Assemblée générale, d'ici à décembre 2013, des progrès accomplis par les organismes des Nations Unies en matière de consolidation de la paix au lendemain de conflits, y compris en matière de participation des femmes à cette entreprise, et de lui présenter un rapport sur ce sujet en décembre 2014 au plus tard, en mettant particulièrement l'accent sur l'impact des activités menées par ces organismes sur le terrain, y compris les enseignements tirés des activités de consolidation de la paix menées par les Nations Unies dans le contexte de chaque pays ainsi que sur la suite donnée aux dispositions de la présente déclaration, en tenant compte des vues de la Commission de consolidation de la paix.

Le 18 janvier 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général³⁰¹ :

J'ai l'honneur de me référer à la résolution 1646 (2005) du Conseil de sécurité, en date du 20 décembre 2005, dans laquelle le Conseil a décidé, en application des dispositions de sa résolution 1645 (2005) adoptée le

³⁰¹ S/2013/39.

même jour, que les membres permanents énumérés au paragraphe 1 de l'Article 23 de la Charte des Nations Unies seront membres du Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix et qu'il choisira chaque année deux de ses membres élus pour faire également partie du Comité.

J'ai donc l'honneur de vous informer qu'à l'issue de consultations les membres du Conseil sont convenus que le Guatemala et le Maroc seront les deux membres élus du Conseil qui siégeront au Comité pour un mandat d'un an, jusqu'à la fin de 2013.

À sa 6954^e séance, le 25 avril 2013, le Conseil a examiné la question intitulée :

« Consolidation de la paix après les conflits

« Rapport de la Commission de consolidation de la paix sur les travaux de sa sixième session (S/2013/63) ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Abulkalam Abdul Momen, Représentant permanent du Bangladesh auprès de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité d'ancien Président de la Commission de consolidation de la paix, et à M. Ranko Vilić, Représentant permanent de la Croatie auprès de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Président de la Commission de consolidation de la paix.

LA SITUATION CONCERNANT L'IRAQ³⁰²

Décisions

À sa 6875^e séance, le 29 novembre 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de l'Iraq à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation concernant l'Iraq

« Premier rapport du Secrétaire général présenté en application de la résolution 2061 (2012) [S/2012/848] ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Martin Kobler, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq.

À sa 6937^e séance, le 21 mars 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de l'Iraq à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation concernant l'Iraq

« Deuxième rapport du Secrétaire général présenté en application du paragraphe 6 de la résolution 2061 (2012) [S/2013/154] ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Martin Kobler, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq.

À sa 7002^e séance, le 16 juillet 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de l'Iraq à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation concernant l'Iraq

« Troisième rapport du Secrétaire général présenté en application du paragraphe 6 de la résolution 2061 (2012) [S/2013/408 et Corr.1] ».

³⁰² Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2005 des résolutions et décisions sur cette question.

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Martin Kobler, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq.

À sa 7008^e séance, le 24 juillet 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de l'Iraq à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation concernant l'Iraq

« Troisième rapport du Secrétaire général présenté en application du paragraphe 6 de la résolution 2061 (2012) [S/2013/408 et Corr.1] ».

Résolution 2110 (2013) du 24 juillet 2013

Le Conseil de sécurité,

Rappelant toutes ses résolutions antérieures pertinentes concernant l'Iraq, en particulier les résolutions 1500 (2003) du 14 août 2003, 1546 (2004) du 8 juin 2004, 1557 (2004) du 12 août 2004, 1619 (2005) du 11 août 2005, 1700 (2006) du 10 août 2006, 1770 (2007) du 10 août 2007, 1830 (2008) du 7 août 2008, 1883 (2009) du 7 août 2009, 1936 (2010) du 5 août 2010, 2001 (2011) du 28 juillet 2011 et 2061 (2012) du 25 juillet 2012, et la résolution 2107 (2013) du 27 juin 2013 sur la situation entre l'Iraq et le Koweït,

Réaffirmant l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de l'Iraq,

Soulignant l'importance que revêtent la stabilité et la sécurité de l'Iraq pour le peuple iraquien, la région et la communauté internationale,

Encourageant le Gouvernement iraquien à continuer d'affermir la démocratie et l'état de droit, de renforcer la sécurité et l'ordre public et de combattre le terrorisme et les violences interconfessionnelles dans tout le pays, et réaffirmant son appui au peuple et au Gouvernement irakiens, qui s'emploient à construire une nation sûre, stable, fédérale, unie et démocratique, fondée sur l'état de droit et le respect des droits de l'homme,

Notant avec satisfaction que la situation s'est améliorée en Iraq, grâce à une action concertée sur le plan politique et celui de la sécurité, et soulignant qu'il y subsiste cependant des problèmes de sécurité et que l'amélioration constatée demande à être consolidée par un dialogue politique constructif et par l'unité nationale,

Soulignant que toutes les communautés irakiennes doivent participer au processus politique et à un dialogue politique ouvert à tous, s'abstenir de faire des déclarations et de commettre des actes qui pourraient aggraver les tensions, trouver une solution globale à la question de la répartition des ressources, veiller à la stabilité, mettre au point une solution juste et équitable pour régler la question des frontières intérieures contestées du pays et œuvrer à l'unité nationale,

Réaffirmant qu'il importe que l'Organisation des Nations Unies, en particulier la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq, apporte conseils, soutien et aide au peuple, y compris la société civile, et au Gouvernement irakiens pour renforcer les institutions démocratiques, favoriser un dialogue politique ouvert à tous et la réconciliation nationale dans le respect de la Constitution, faciliter la concertation régionale, élaborer des processus acceptables pour le Gouvernement aux fins du règlement de la question des frontières intérieures contestées, venir en aide aux jeunes et aux groupes vulnérables, y compris les réfugiés et les déplacés, encourager la protection des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, des jeunes et des groupes vulnérables et promouvoir la réforme du droit et du système judiciaire, et soulignant qu'il importe que l'Organisation, tout particulièrement la Mission, donne la priorité aux conseils, au soutien et à l'aide à apporter au peuple, y compris la société civile, et au Gouvernement irakiens dans la poursuite de ces objectifs,

Engageant instamment le Gouvernement iraquien à continuer de promouvoir et de protéger les droits de l'homme ainsi qu'à envisager de prendre des mesures supplémentaires pour prêter son appui à la Haute Commission indépendante des droits de l'homme dans l'exercice de son mandat,

Saluant les efforts que déploie le Gouvernement iraquien pour promouvoir et protéger les droits fondamentaux des femmes, réaffirmant ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009, 1960 (2010) du 16 décembre 2010 et 2106 (2013) du 24 juin 2013 sur les femmes et la paix et la sécurité, rappelant qu'il faut assurer la participation

pleine, effective et équitable des femmes, réaffirmant le rôle clef que ces dernières peuvent jouer dans la reconstitution du tissu social et soulignant qu'elles doivent participer pleinement à la vie politique, notamment à l'élaboration de stratégies nationales, pour que leurs points de vue soient pris en compte,

Déclarant qu'il importe de remédier aux problèmes humanitaires auxquels est confronté le peuple iraquien et soulignant qu'il faut continuer de mener une action coordonnée et d'y consacrer des ressources suffisantes,

Insistant sur la souveraineté du Gouvernement iraquien, réaffirmant que toutes les parties devraient continuer à prendre toutes les mesures possibles et à mettre en œuvre les moyens voulus pour assurer la protection des civils touchés, notamment les enfants, les femmes et les membres de minorités religieuses et ethniques, et qu'elles devraient créer des conditions propices au retour librement consenti, durable, sûr et digne des réfugiés et des déplacés, ou à l'intégration locale des déplacés, accueillant avec satisfaction les engagements pris par le Gouvernement pour venir en aide aux déplacés, aux réfugiés et aux rapatriés, et l'encourageant à poursuivre les efforts engagés dans ce sens, et notant le rôle important que joue le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, conformément à son mandat, en continuant de prodiguer au Gouvernement conseils et appui en la matière, en coordination avec la Mission,

Engageant instamment toutes les parties intéressées, comme le prévoit le droit international humanitaire, notamment les Conventions de Genève de 1949³⁰³ et le règlement annexé à la quatrième Convention de La Haye de 1907, à permettre au personnel humanitaire d'atteindre en toute liberté tous ceux qui ont besoin d'aide, à lui accorder, autant que possible, toutes les facilités nécessaires à ses opérations et à favoriser la protection, la sécurité et la liberté de circulation du personnel humanitaire, du personnel des Nations Unies et du personnel associé, ainsi que de leurs biens,

Reconnaissant qu'aujourd'hui la situation en Iraq est sensiblement différente de ce qu'elle était au moment de l'adoption, le 6 août 1990, de la résolution 661 (1990) et reconnaissant en outre qu'il importe que ce pays retrouve la stature internationale qui était la sienne avant l'adoption de ladite résolution,

Saluant la ratification du Protocole additionnel à l'accord de garanties généralisées,

Exprimant sa profonde reconnaissance à tout le personnel des Nations Unies en Iraq pour l'action courageuse qu'il mène sans relâche et saluant l'autorité dont le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq, M. Martin Kobler, a fait preuve,

1. *Décide* de proroger le mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq jusqu'au 31 juillet 2014;
2. *Décide également* que, comme le Gouvernement iraquien l'a demandé et compte tenu de la lettre, en date du 12 juillet 2013, adressée au Secrétaire général par le Ministre iraquien des affaires étrangères³⁰⁴, le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq et la Mission continueront d'exercer le mandat énoncé dans la résolution 2061 (2012), et rappelle les dispositions de la résolution 2107 (2013);
3. *Considère* qu'il est indispensable que la sécurité du personnel des Nations Unies soit assurée pour que la Mission puisse mener son action en faveur du peuple iraquien et demande au Gouvernement iraquien de continuer à appuyer la présence de l'Organisation des Nations Unies en Iraq dans le domaine de la sécurité et sur le plan logistique;
4. *Sait gré* aux États Membres de fournir à la Mission les moyens et le soutien dont elle a besoin sur les plans financier et logistique et dans le domaine de la sécurité pour s'acquitter de son mandat et les prie de continuer à lui assurer des ressources et un appui suffisants;
5. *Entend* réexaminer le mandat de la Mission dans 12 mois, ou plus tôt si le Gouvernement iraquien en fait la demande;
6. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte tous les quatre mois des progrès accomplis par la Mission dans l'accomplissement de toutes les tâches dont elle est chargée;
7. *Décide* de rester saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 7008^e séance.

³⁰³ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n^{os} 970 à 973.

³⁰⁴ S/2013/430, annexe.

NON-PROLIFÉRATION³⁰⁵

Décisions

À sa 6839^e séance, le 20 septembre 2012, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« Non-prolifération

« Exposé du Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1737 (2006) ».

À sa 6888^e séance, le 13 décembre 2012, le Conseil a examiné la question inscrite à l'ordre du jour de la 6839^e séance.

À sa 6930^e séance, le 6 mars 2013, le Conseil a également examiné la question inscrite à l'ordre du jour de la 6839^e séance.

À sa 6973^e séance, le 5 juin 2013, le Conseil a examiné la question intitulée « Non-prolifération ».

Résolution 2105 (2013) du 5 juin 2013

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions antérieures sur la question, dont les résolutions 1696 (2006) du 31 juillet 2006, 1737 (2006) du 23 décembre 2006, 1747 (2007) du 24 mars 2007, 1803 (2008) du 3 mars 2008, 1835 (2008) du 27 septembre 2008, 1887 (2009) du 24 septembre 2009, 1929 (2010) du 9 juin 2010, 1984 (2011) du 9 juin 2011 et 2049 (2012) du 7 juin 2012, ainsi que la déclaration de son Président, en date du 29 mars 2006³⁰⁶, et en réaffirmant les dispositions,

Rappelant également la création, en application du paragraphe 29 de la résolution 1929 (2010), du Groupe d'experts sur la République islamique d'Iran, placé sous la supervision du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1737 (2006), chargé d'accomplir les tâches définies dans ledit paragraphe,

Rappelant en outre que le Groupe constitué par le Secrétaire général en application du paragraphe 29 de la résolution 1929 (2010) a publié son rapport de mi-mandat le 9 novembre 2012 et son rapport final le 3 juin 2013³⁰⁷,

Rappelant les normes méthodologiques applicables aux rapports des mécanismes de surveillance de l'application des sanctions, contenues dans le rapport du Groupe de travail officieux du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions³⁰⁸,

Se félicitant des efforts que fait le Secrétariat pour étoffer et améliorer le registre d'experts du Service du secrétariat des organes subsidiaires du Conseil de sécurité, compte tenu des indications données dans la note de son Président, du 22 décembre 2006³⁰⁸,

Soulignant, à cet égard, qu'il importe que le Groupe d'experts sur la République islamique d'Iran établisse en toute indépendance des évaluations, analyses et recommandations crédibles et étayées par des faits, conformément à son mandat, comme il est précisé au paragraphe 29 de la résolution 1929 (2010),

Considérant que la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs continue de menacer la paix et la sécurité internationales,

Agissant en vertu de l'Article 41 du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Décide* de proroger jusqu'au 9 juillet 2014 le mandat qu'il a confié au Groupe d'experts sur la République islamique d'Iran au paragraphe 29 de la résolution 1929 (2010), entend réexaminer le mandat du Groupe et faire le nécessaire concernant sa reconduction le 9 juin 2014 au plus tard, et prie le Secrétaire général de prendre les dispositions administratives voulues à cet effet ;

³⁰⁵ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2006 des résolutions et décisions sur cette question.

³⁰⁶ S/PRST/2006/15.

³⁰⁷ Voir S/2013/331, annexe.

³⁰⁸ S/2006/997.

2. *Demande* au Groupe de présenter au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1737 (2006), le 9 novembre 2013 au plus tard, un rapport de mi-mandat sur ses travaux et de lui présenter ce rapport, après en avoir discuté avec le Comité, le 9 décembre 2013 au plus tard, lui demande également de présenter au Comité, le 9 mai 2014 au plus tard, un rapport final contenant ses conclusions et recommandations, et lui demande en outre de lui présenter ce rapport, après en avoir discuté avec le Comité, le 9 juin 2014 au plus tard ;

3. *Prie* le Groupe de soumettre un programme de travail au Comité 30 jours au plus tard après sa reconduction, invite le Comité à échanger régulièrement des vues au sujet de ce programme de travail et à entretenir des contacts réguliers avec le Groupe sur les travaux menés par celui-ci, et prie en outre le Groupe d'informer le Comité de toute mise à jour dudit programme ;

4. *Entend* continuer à suivre les travaux du Groupe ;

5. *Exhorte* tous les États, organismes des Nations Unies et autres intéressés à apporter leur entière coopération au Comité et au Groupe, en particulier à leur communiquer toutes informations dont ils disposeraient au sujet de l'application des mesures imposées par les résolutions 1737 (2006), 1747 (2007), 1803 (2008) et 1929 (2010) ;

6. *Décide* de rester activement saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6973^e séance.

Décision

À sa 6999^e séance, le 15 juillet 2013, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« Non-prolifération

« Exposé du Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1737 (2006) ».

CONSOLIDATION DE LA PAIX EN AFRIQUE DE L'OUEST³⁰⁹

Décisions

À sa 6911^e séance, le 25 janvier 2013, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« Consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest

« Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (S/2012/977) ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Said Djinnit, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest.

À sa 6995^e séance, le 10 juillet 2013, le Conseil a examiné la question intitulée :

« Consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest

« Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (S/2013/384) ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Said Djinnit, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest.

³⁰⁹ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2006 des résolutions et décisions sur cette question.

NON-PROLIFÉRATION : RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE³⁰⁹

Décision

À sa 6904^e séance, le 22 janvier 2013, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Non-prolifération : République populaire démocratique de Corée ».

**Résolution 2087 (2013)
du 22 janvier 2013**

Le Conseil de sécurité,

Rappelant les résolutions qu'il a adoptées sur la question, y compris les résolutions 825 (1993) du 11 mai 1993, 1540 (2004) du 28 avril 2004, 1695 (2006) du 15 juillet 2006, 1718 (2006) du 14 octobre 2006, 1874 (2009) du 12 juin 2009 et 1887 (2009) du 24 septembre 2009, ainsi que les déclarations de son Président des 6 octobre 2006³¹⁰, 13 avril 2009³¹¹ et 16 avril 2012³¹²,

Conscient que tous les États sont libres d'explorer et d'utiliser l'espace en se conformant au droit international et en tenant compte des restrictions qu'il a imposées par ses résolutions sur la question,

1. *Condamne* le tir auquel a procédé la République populaire démocratique de Corée, le 12 décembre 2012, en recourant à la technologie des missiles balistiques, en violation des résolutions 1718 (2006) et 1874 (2009) ;

2. *Exige* de la République populaire démocratique de Corée qu'elle ne procède à aucun autre tir recourant à la technologie des missiles balistiques et respecte les résolutions 1718 (2006) et 1874 (2009) en suspendant toutes les activités liées à son programme de missiles balistiques, et qu'elle rétablisse dans ce contexte les engagements qu'elle avait souscrits en faveur d'un moratoire sur les tirs de missiles ;

3. *Exige également* de la République populaire démocratique de Corée qu'elle respecte immédiatement et intégralement les obligations que lui imposent les résolutions 1718 (2006) et 1874 (2009), notamment qu'elle abandonne totalement toutes les armes nucléaires et tous les programmes nucléaires existants de façon vérifiable et irréversible, qu'elle cesse immédiatement toutes les activités qui y sont liées et qu'elle ne procède plus à aucun autre tir recourant à la technologie des missiles balistiques, essai nucléaire ou acte de provocation ;

4. *Réaffirme* la validité des sanctions imposées par les résolutions 1718 (2006) et 1874 (2009) ;

5. *Rappelle* les mesures imposées au paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006), tel que modifié par la résolution 1874 (2009), et décide que :

a) Les mesures imposées à l'alinéa *d* du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006) s'appliquent aux personnes et aux entités dont la liste figure aux annexes I et II de la présente résolution et celles imposées à l'alinéa *e* du même paragraphe s'appliquent à toutes les personnes dont la liste figure à l'annexe I de la présente résolution ;

b) Les mesures imposées aux alinéas *a* à *c* du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006) s'appliquent aux articles dont la liste est donnée dans les circulaires INFCIRC/254/Rev.11/Part 1 et INFCIRC/254/Rev.8/Part 2 et dans le document S/2012/947 ;

6. *Rappelle également* le paragraphe 18 de la résolution 1874 (2009) et invite les États Membres à exercer une vigilance renforcée à cet égard, notamment à surveiller les activités de leurs nationaux, des personnes se trouvant sur leur territoire, des institutions financières et d'autres entités relevant de leur juridiction (y compris leurs filiales à l'étranger) avec ou pour des institutions financières de la République populaire démocratique de Corée ou des personnes agissant au nom ou sous les ordres d'institutions financières de la République populaire démocratique de Corée, y compris leurs filiales, représentants, agents et succursales à l'étranger ;

³¹⁰ S/PRST/2006/41.

³¹¹ S/PRST/2009/7.

³¹² S/PRST/2012/13.

7. *Demande* au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) de diffuser une Notice d'aide à l'application des résolutions concernant les cas où un navire a refusé une inspection autorisée par l'État du pavillon ou un navire battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée a refusé de se soumettre à une inspection requise par le paragraphe 12 de la résolution 1874 (2009) ;

8. *Rappelle* le paragraphe 14 de la résolution 1874 (2009), rappelle en outre que les États peuvent saisir et neutraliser les articles visés par les dispositions des résolutions 1718 (2006) et 1874 (2009) et de la présente résolution et précise que, pour les neutraliser, les États peuvent, entre autres méthodes, les détruire, les mettre hors d'usage, les entreposer ou les remettre à un État autre que l'État d'origine ou de destination pour qu'il les neutralise ;

9. *Précise* que les dispositions des résolutions 1718 (2006) et 1874 (2009) interdisent le transfert de tout article si un État intéressé par une transaction dispose d'informations donnant à penser qu'une personne ou une entité désignée est à l'origine du transfert, en est le destinataire présumé ou a servi d'intermédiaire à cette fin ;

10. *Demande* aux États Membres qui ne l'ont pas encore fait de faire rapport sur les mesures qu'ils ont prises pour appliquer les dispositions des résolutions 1718 (2006) et 1874 (2009), et encourage les autres États Membres à communiquer le cas échéant toute information complémentaire concernant l'application de ces dispositions ;

11. *Encourage* les organisations internationales à faire le nécessaire pour s'assurer que toutes leurs activités concernant la République populaire démocratique de Corée respectent les dispositions des résolutions 1718 (2006) et 1874 (2009), et encourage en outre les organisations concernées à signaler au Comité leurs activités concernant la République populaire démocratique de Corée qui pourraient avoir un lien avec les dispositions des résolutions précitées ;

12. *Déplore* les violations des mesures imposées par les résolutions 1718 (2006) et 1874 (2009), y compris l'utilisation d'argent en espèces pour contourner les sanctions, insiste sur l'inquiétude que lui inspirent la fourniture, la vente et le transfert à destination ou en provenance de la République populaire démocratique de Corée ou par le territoire d'autres États de tout article susceptible de servir aux activités interdites par les résolutions 1718 (2006) et 1874 (2009) et souligne qu'il importe que les États prennent les mesures qui s'imposent en la matière, demande aux États de faire preuve de vigilance et de retenue pour empêcher l'entrée sur leur territoire, ou le passage par leur territoire, de personnes agissant pour le compte ou sous les ordres d'une personne ou d'une entité désignée, et demande au Comité de se pencher sur les violations qui lui sont signalées et de prendre les dispositions voulues, notamment en désignant les entités et les personnes qui ont contribué au contournement des sanctions ou aux violations des dispositions des résolutions 1718 (2006) et 1874 (2009) ;

13. *Souligne* qu'il importe que tous les États, y compris la République populaire démocratique de Corée, prennent les mesures nécessaires pour qu'il ne puisse être fait droit à aucune réclamation présentée à l'initiative de la République populaire démocratique de Corée, ou de toute personne ou entité dans la République, ou des personnes ou entités désignées en vertu des résolutions 1718 (2006) et 1874 (2009), ou de toute personne agissant par son intermédiaire ou pour son compte à l'occasion de tout contrat ou de toute autre opération dont l'exécution aurait été empêchée par le jeu des mesures imposées par ces résolutions ;

14. *Exprime à nouveau sa volonté* de parvenir à un règlement pacifique, diplomatique et politique de la situation, accueille avec satisfaction les efforts que font les membres du Conseil ainsi que d'autres États pour faciliter un règlement pacifique et global par le dialogue, et souligne qu'il faut s'abstenir de toute décision susceptible d'aggraver les tensions ;

15. *Réaffirme son soutien* aux pourparlers à six, souhaite qu'ils reprennent, et prie instamment tous les participants à ces pourparlers de redoubler d'efforts pour appliquer intégralement et rapidement la déclaration commune publiée le 19 septembre 2005 par la Chine, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, le Japon, la République de Corée et la République populaire démocratique de Corée, afin de parvenir à une dénucléarisation vérifiable de la péninsule coréenne par des moyens pacifiques et de préserver la paix et la stabilité dans la péninsule et en Asie du Nord-Est ;

16. *Invite* tous les États Membres à s'acquitter pleinement des obligations que leur imposent les résolutions 1718 (2006) et 1874 (2009) ;

17. *Souligne une fois encore* que tous les États Membres doivent se conformer aux dispositions du sous-alinéa iii de l'alinéa a et de l'alinéa d du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006) sans préjudice des activités des missions diplomatiques en République populaire démocratique de Corée qui sont conformes à la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques³¹³ ;

18. *Souligne* que les mesures imposées par les résolutions 1718 (2006) et 1874 (2009) ne visent pas à avoir des conséquences humanitaires négatives pour la population civile de la République populaire démocratique de Corée ;

19. *Affirme* qu'il surveillera en permanence les agissements de la République populaire démocratique de Corée et se tiendra prêt à renforcer, à modifier, à suspendre ou à lever au besoin les mesures prises à son encontre, au vu de la manière dont elle s'y conforme, et à cet égard se déclare résolu à prendre des mesures importantes si la République populaire démocratique de Corée procède à un autre tir ou essai nucléaire ;

20. *Décide* de rester activement saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6904^e séance.

Annexe I

Interdiction de voyager/gel des avoirs

1. PAEK CHANG-HO

a) *Description* : Haut responsable et directeur du centre de contrôle des satellites du Korean Committee for Space Technology (Comité coréen pour la technologie spatiale).

b) *Autres noms connus* : Pak Chang-Ho ; Paek Ch'ang-Ho.

c) *Éléments d'identification* : Numéro de passeport : 381420754 ; date de délivrance du passeport : 7 décembre 2011 ; date d'expiration du passeport : 7 décembre 2016 ; date de naissance : 18 juin 1964 ; lieu de naissance : Kaesong, République populaire démocratique de Corée.

2. CHANG MYONG-CHIN

a) *Description* : Directeur général du site de lancement de satellites Sohae et responsable du centre d'où ont été effectués les lancements des 13 avril et 12 décembre 2012.

b) *Autres noms connus* : Jang Myong-Jin.

c) *Éléments d'identification* : Date de naissance : 1966 ; autre date de naissance possible : 1965.

3. RA KY'ONG-SU

a) *Description* : Ra Ky'ong-Su est un responsable de la Tanchon Commercial Bank. En cette qualité, il a facilité des opérations effectuées pour le compte de la banque. Tanchon a été désignée par le Comité en avril 2009 en tant que principale entité financière de la République populaire démocratique de Corée responsable de la vente d'armes classiques, de missiles balistiques et d'éléments entrant dans le montage et la fabrication de ces armes.

4. KIM KWANG-IL

a) *Description* : Kim Kwang-il est un responsable de la Tanchon Commercial Bank. En cette qualité, il a facilité des opérations effectuées pour le compte de la banque et de la Korea Mining Development Trading Corporation. Tanchon a été désignée par le Comité en avril 2009 en tant que principale entité financière de la République populaire démocratique de Corée responsable de la vente d'armes classiques, de missiles balistiques et d'éléments entrant dans le montage et la fabrication de ces armes. Korea Mining Development Trading Corporation, désignée par le Comité en avril 2009, est le principal courtier en armements de la République populaire démocratique de Corée et son principal exportateur de biens et matériels associés aux missiles balistiques et aux armes classiques.

³¹³ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 500, n° 7310.

Annexe II

Gel des avoirs

1. KOREAN COMMITTEE FOR SPACE TECHNOLOGY (COMITÉ CORÉEN POUR LA TECHNOLOGIE SPATIALE)

a) Description : Le Korean Committee for Space Technology (Comité coréen pour la technologie spatiale) a orchestré les lancements effectués par la République populaire démocratique de Corée les 13 avril et 12 décembre 2012 par l'intermédiaire du centre de contrôle des satellites et du site de lancement de satellites Sohae.

b) Autres noms connus : Democratic People's Republic of Korea Committee for Space Technology; Department of Space Technology of the Democratic People's Republic of Korea; Committee for Space Technology; KCST.

c) Adresse : Pyongyang, République populaire démocratique de Corée.

2. BANK OF EAST LAND

a) Description : L'institution financière de la République populaire démocratique de Corée Bank of East Land facilite des transactions liées aux armes pour le compte du fabricant et exportateur d'armes Green Pine Associated Corporation (Green Pine), auquel elle procure d'autres formes d'appui. Bank of East Land s'emploie activement avec Green Pine à transférer des fonds d'une manière qui contourne les sanctions. En 2007 et 2008, Bank of East Land a facilité des transactions impliquant Green Pine et des institutions financières iraniennes, dont Bank Melli et Bank Sepah. Le Conseil de sécurité a désigné Bank Sepah dans sa résolution 1747 (2007) en raison du soutien apporté au programme de missiles balistiques iranien. Green Pine a été désignée par le Comité en avril 2012.

b) Autres noms connus : DONGBANG BANK; TONGBANG U'NHAENG; TONGBANG BANK.

c) Adresse : P.O. Box 32, BEL Building, Jonseung-Dung, Moranbong District, Pyongyang, République populaire démocratique de Corée.

3. KOREA KUMRYONG TRADING CORPORATION

a) Description : Utilisée comme prête-nom par la Korea Mining Development Trading Corporation aux fins d'activités liées aux achats. Korea Mining Development Trading Corporation, désignée par le Comité en avril 2009, est le principal courtier en armements de la République populaire démocratique de Corée et son principal exportateur de biens et matériels associés aux missiles balistiques et aux armes classiques.

4. TOSONG TECHNOLOGY TRADING CORPORATION

a) Description : Korea Mining Development Trading Corporation est la société mère de Tosong Technology Trading Corporation. Korea Mining Development Trading Corporation, désignée par le Comité en avril 2009, est le principal courtier en armements de la République populaire démocratique de Corée et son principal exportateur de biens et matériels associés aux missiles balistiques et aux armes classiques.

b) Adresse : Pyongyang, République populaire démocratique de Corée.

5. KOREA RYONHA MACHINERY JOINT VENTURE CORPORATION

a) Description : Korea Ryonbong General Corporation est la société mère de Korea Ryonha Machinery Joint Venture Corporation. Korea Ryonbong General Corporation, désignée par le Comité en avril 2009, est un conglomérat spécialisé dans l'acquisition pour les industries de la défense de la République populaire démocratique de Corée et l'appui aux ventes du pays liées au secteur militaire.

b) Autres noms connus : CHOSUN YUNHA MACHINERY JOINT OPERATION COMPANY; KOREA RYENHA MACHINERY J/V CORPORATION; RYONHA MACHINERY JOINT VENTURE CORPORATION.

c) Adresse : Central District, Pyongyang, République populaire démocratique de Corée; Mangungdae-gu, Pyongyang, République populaire démocratique de Corée; Mangyongdae District, Pyongyang, République populaire démocratique de Corée.

6. LEADER (HONG KONG) INTERNATIONAL

a) *Description* : Facilite les expéditions pour le compte de Korea Mining Development Trading Corporation. Korea Mining Development Trading Corporation, désignée par le Comité en avril 2009, est le principal courtier en armements de la République populaire démocratique de Corée et son principal exportateur de biens et matériels associés aux missiles balistiques et aux armes classiques.

b) *Autres noms connus* : Leader International Trading Limited.

c) *Adresse* : Room 1610 Nan Fung Tower, 173 Des Vœux Road, Hong Kong.

Décision

À sa 6932^e séance, le 7 mars 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de la Belgique, du Canada, du Danemark, du Japon, des Pays-Bas et des Philippines à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Non-prolifération : République populaire démocratique de Corée ».

**Résolution 2094 (2013)
du 7 mars 2013**

Le Conseil de sécurité,

Rappelant les résolutions qu'il a adoptées sur la question, y compris les résolutions 825 (1993) du 11 mai 1993, 1540 (2004) du 28 avril 2004, 1695 (2006) du 15 juillet 2006, 1718 (2006) du 14 octobre 2006, 1874 (2009) du 12 juin 2009, 1887 (2009) du 24 septembre 2009 et 2087 (2013) du 22 janvier 2013, ainsi que les déclarations de son Président des 6 octobre 2006³¹⁰, 13 avril 2009³¹¹ et 16 avril 2012³¹²,

Réaffirmant que la prolifération des armes nucléaires, chimiques et biologiques et de leurs vecteurs constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales,

Soulignant à nouveau qu'il importe que la République populaire démocratique de Corée réponde aux autres préoccupations en matière de sécurité et sur le plan humanitaire de la communauté internationale,

Se déclarant extrêmement préoccupé par le fait que la République populaire démocratique de Corée a procédé, en violation des résolutions 1718 (2006), 1874 (2009) et 2087 (2013), à un essai nucléaire le 12 février 2013 (heure locale), par le défi qu'un essai de ce type pose pour le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires³¹⁴ et les efforts faits à l'échelon international pour renforcer le régime de non-prolifération des armes nucléaires dans le monde, et par le danger qui en résulte pour la paix et la stabilité dans la région et au-delà,

Préoccupé par le fait que la République populaire démocratique de Corée abuse des privilèges et immunités résultant de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques³¹³ et de la Convention de Vienne sur les relations consulaires³¹⁵,

Accueillant avec satisfaction la nouvelle recommandation 7 du Groupe d'action financière sur les sanctions financières ciblées liées à la prolifération et exhortant les États Membres à appliquer la Note interprétative de la recommandation 7 et les documents d'orientation connexes aux fins de l'application efficace de ces sanctions,

Se déclarant extrêmement préoccupé par le fait que les activités relatives aux programmes nucléaire ou de missiles balistiques de la République populaire démocratique de Corée ont aggravé les tensions dans la région et au-delà, et considérant que la paix et la sécurité internationales continuent d'être manifestement menacées,

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, et prenant des mesures en vertu de son Article 41,

1. *Condamne avec la plus grande fermeté* l'essai nucléaire effectué par la République populaire démocratique de Corée le 12 février 2013 (heure locale), en violation et au mépris flagrant de ses résolutions sur la question ;

³¹⁴ Ibid., vol. 729, n° 10485.

³¹⁵ Ibid., vol. 596, n° 8638.

2. *Décide* que la République populaire démocratique de Corée ne procédera à aucun nouveau tir recourant à la technologie des missiles balistiques ou nouvel essai nucléaire, et s'abstiendra de toute autre provocation ;
3. *Exige* de la République populaire démocratique de Corée qu'elle revienne immédiatement sur l'annonce de son retrait du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires³¹⁴ ;
4. *Exige également* de la République populaire démocratique de Corée qu'elle revienne sans délai au Traité et aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique, en gardant à l'esprit les droits et les obligations qu'ont les États parties au Traité, et souligne la nécessité pour tous les États parties au Traité de continuer à respecter leurs obligations en vertu du Traité ;
5. *Condamne* toutes les activités nucléaires que mène actuellement la République populaire démocratique de Corée, y compris son programme d'enrichissement de l'uranium, note que toutes ces activités constituent une violation des résolutions 1718 (2006), 1874 (2009) et 2087 (2013), réaffirme sa décision selon laquelle la République populaire démocratique de Corée doit abandonner toutes armes nucléaires et tous programmes nucléaires existants de façon complète, vérifiable et irréversible, et cesser immédiatement toutes les activités qui y sont liées, et respecter strictement les obligations mises à la charge des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et les conditions que lui impose l'accord de garanties conclu avec l'Agence internationale de l'énergie atomique³¹⁶ ;
6. *Réaffirme* sa décision selon laquelle la République populaire démocratique de Corée doit abandonner tous autres programmes existants d'armes de destruction massive et de missiles balistiques, de façon complète, vérifiable et irréversible ;
7. *Réaffirme également* que les mesures imposées à l'alinéa *c* du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006) s'appliquent aux articles interdits aux sous-alinéas *i* et *ii* de l'alinéa *a* de ce même paragraphe et aux paragraphes 9 et 10 de la résolution 1874 (2009), décide que les mesures imposées à l'alinéa *c* du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006) s'appliquent également aux paragraphes 20 et 22 de la présente résolution, et note que ces mesures s'appliquent également aux services de courtage et autres services d'intermédiaires, y compris ceux consistant à assurer la fourniture des articles interdits à d'autres États, ainsi que l'entretien ou l'utilisation de ces articles dans d'autres États, ou la fourniture, la vente ou le transfert de ces articles à d'autres États ou leur importation d'autres États ;
8. *Décide* que les mesures énoncées à l'alinéa *d* du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006) s'appliquent également aux personnes et aux entités dont la liste figure dans les annexes I et II de la présente résolution, ainsi qu'à toute personne ou entité agissant pour leur compte ou sur leurs instructions, et aux entités qui sont leur propriété ou sont sous leur contrôle, y compris par des moyens illicites, et décide en outre que les mesures énoncées à l'alinéa *d* du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006) s'appliquent à toute personne ou entité agissant pour le compte de personnes ou entités ayant déjà été désignées, ou sur leurs instructions, et aux entités qui sont leur propriété ou sont sous leur contrôle, y compris par des moyens illicites ;
9. *Décide également* que les mesures énoncées à l'alinéa *e* du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006) s'appliquent également aux personnes dont la liste figure dans l'annexe I de la présente résolution, ainsi qu'aux personnes agissant pour leur compte ou sur leurs instructions ;
10. *Décide en outre* que les mesures énoncées à l'alinéa *e* du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006) et les dérogations envisagées au paragraphe 10 de la même résolution s'appliquent également à quiconque, de l'avis d'un État, agit pour le compte d'une personne ou d'une entité désignée ou sur ses instructions, ou de personnes ou d'entités qui ont contribué au contournement des sanctions ou à la violation des dispositions des résolutions 1718 (2006), 1874 (2009) et 2087 (2013), et de la présente résolution, et décide en outre que si cette personne est un national de la République populaire démocratique de Corée, les États doivent l'expulser de leur territoire aux fins de son rapatriement en République populaire démocratique de Corée, conformément au droit interne et international applicable, à moins que la présence de cette personne ne soit nécessaire pour une procédure judiciaire ou justifiée exclusivement par des raisons médicales, de protection ou d'autres raisons humanitaires, étant entendu qu'aucune disposition du présent paragraphe n'empêche le passage en transit de représentants du Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée se rendant au Siège de l'Organisation des Nations Unies pour y mener des activités officielles ;

³¹⁶ Ibid., vol. 1677, n° 28986.

11. *Décide* que les États Membres doivent, non seulement se conformer aux obligations à eux faites par les alinéas *d* et *e* du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006), mais également empêcher la fourniture de services financiers sur leur territoire, le transfert par leur territoire ou depuis leur territoire, par leurs nationaux ou des entités relevant de leur juridiction (y compris les succursales à l'étranger), ou à des personnes ou institutions financières se trouvant sur leur territoire, de tous fonds, autres actifs ou ressources économiques, y compris de l'argent en espèces, susceptibles de contribuer aux programmes nucléaire ou de missiles balistiques de la République populaire démocratique de Corée, ou à toute autre activité interdite par les résolutions 1718 (2006), 1874 (2009) et 2087 (2013), ou la présente résolution, ou au contournement des mesures imposées par ces résolutions, notamment en gelant les fonds, autres actifs et ressources économiques se trouvant sur leur territoire ou qui viendraient à s'y trouver, ou qui sont soumis à leur juridiction ou viendraient à l'être, et seraient associés à ces programmes ou activités et en exerçant une surveillance renforcée, pour prévenir de telles transactions conformément à leurs législation et réglementation internes ;

12. *Prie* les États de prendre les mesures voulues pour interdire l'ouverture, sur leur territoire, de nouveaux bureaux de représentation, succursales ou filiales de banques de la République populaire démocratique de Corée, et prie également les États d'interdire aux banques de la République populaire démocratique de Corée d'établir de nouvelles coentreprises, de prendre une part de capital dans des banques relevant de leur juridiction ou d'établir ou d'entretenir des relations d'établissement de correspondance avec celles-ci afin de prévenir la prestation de services financiers, s'ils sont en possession d'informations leur donnant des motifs raisonnables de penser que ces activités pourraient contribuer aux programmes nucléaire ou de missiles balistiques de la République populaire démocratique de Corée, ou à toute autre activité interdite par les résolutions 1718 (2006), 1874 (2009) et 2087 (2013), et la présente résolution, ou au contournement des mesures imposées par ces résolutions ;

13. *Prie également* les États de prendre les mesures qui s'imposent pour interdire aux institutions financières présentes sur leur territoire ou relevant de leur juridiction d'ouvrir des bureaux de représentation, des filiales ou des comptes en banque en République populaire démocratique de Corée, s'ils sont en possession d'informations leur donnant des motifs raisonnables de penser que ces services financiers pourraient contribuer aux programmes nucléaire ou de missiles balistiques de la République populaire démocratique de Corée, ou à toute autre activité interdite par les résolutions 1718 (2006), 1874 (2009) et 2087 (2013), et la présente résolution ;

14. *Constata avec préoccupation* que les transferts d'argent en espèces à la République populaire démocratique de Corée peuvent servir à contourner les mesures imposées par les résolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013) et la présente résolution, et précise que tous les États doivent appliquer les mesures énoncées au paragraphe 11 de la présente résolution aux transferts d'argent en espèces, y compris par des convoyeurs de fonds, en transit à destination ou en provenance de la République populaire démocratique de Corée de manière à éviter que ces transferts d'argent en espèces ne contribuent aux programmes nucléaire ou de missiles balistiques de la République populaire démocratique de Corée, ou à toute autre activité interdite par les résolutions 1718 (2006), 1874 (2009) et 2087 (2013), ou la présente résolution, ou au contournement des mesures imposées par ces résolutions ;

15. *Décide* que tous les États Membres doivent s'abstenir d'accorder à la République populaire démocratique de Corée une aide financière publique au commerce international (notamment des crédits à l'exportation, des garanties ou des assurances à leurs nationaux ou aux entités se livrant à un tel commerce) si une telle aide financière est susceptible de contribuer aux programmes nucléaire ou de missiles balistiques de la République populaire démocratique de Corée, ou à toute autre activité interdite par les résolutions 1718 (2006), 1874 (2009) et 2087 (2013), ou la présente résolution, ou au contournement des mesures imposées par ces résolutions ;

16. *Décide également* que tous les États doivent faire inspecter toutes les cargaisons se trouvant sur leur territoire ou transitant par celui-ci qui sont en provenance ou à destination de la République populaire démocratique de Corée, ou pour lesquels la République populaire démocratique de Corée, des nationaux de ce pays ou des personnes ou entités agissant pour leur compte ont servi d'intermédiaires, si l'État concerné est en possession d'informations fiables lui donnant des motifs raisonnables de penser que les cargaisons en question contiennent des articles dont la fourniture, la vente, le transfert ou l'exportation sont interdits par les résolutions 1718 (2006), 1874 (2009) et 2087 (2013), ou la présente résolution, de manière à garantir la stricte application de ces dispositions ;

17. *Décide en outre* que si un navire a refusé de se soumettre à une inspection autorisée par l'État du pavillon, ou si un navire battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée a refusé de se soumettre

à une inspection prescrite par le paragraphe 12 de la résolution 1874 (2009), tous les États lui interdiront l'entrée dans leurs ports, à moins que cette entrée ne soit aux fins d'inspection, pour des raisons d'urgence ou en cas de retour à son port d'origine, et décide que l'État auquel le refus d'inspection a été opposé en informe promptement le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) ;

18. *Invite* tous les États à interdire à tout aéronef de décoller de leur territoire, d'y atterrir ou de le survoler s'ils sont en possession d'informations leur donnant des motifs raisonnables de penser qu'il y a à bord des articles dont la fourniture, la vente, le transfert ou l'exportation sont interdits par les résolutions 1718 (2006), 1874 (2009) et 2087 (2013), ou la présente résolution, sauf en cas d'atterrissage d'urgence ;

19. *Demande* à tous les États de communiquer au Comité toutes les informations disponibles sur les transferts à d'autres compagnies d'aéronefs ou de navires de la République populaire démocratique de Corée, qui auraient pu être réalisés dans le but de contourner les sanctions résultant des résolutions 1718 (2006), 1874 (2009) et 2087 (2013), ou de la présente résolution, ou d'en enfreindre les dispositions, notamment le changement de nom ou d'immatriculation d'un aéronef, navire ou bâtiment, et prie le Comité de diffuser largement ces informations ;

20. *Décide* que les mesures imposées aux alinéas *a* et *b* du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006) s'appliquent également aux articles, matériaux, équipements, biens et technologies dont la liste figure à l'annexe III de la présente résolution ;

21. *Charge* le Comité d'examiner et d'actualiser les informations concernant les articles figurant sur les listes visées à l'alinéa *b* du paragraphe 5 de la résolution 2087 (2013), 12 mois au plus tard après l'adoption de la présente résolution et tous les ans par la suite, et décide que, faute par le Comité d'avoir actualisé lesdites informations à cette date, le Conseil pourvoira à l'actualisation des listes dans les 30 jours qui suivent ;

22. *Invite et autorise* tous les États à empêcher la fourniture, la vente ou le transfert directs ou indirects à la République populaire démocratique de Corée ou à ses nationaux, à partir de leur territoire ou à travers leur territoire ou par leurs nationaux ou des personnes relevant de leur juridiction, ou au moyen de navires ou d'aéronefs battant leur pavillon, qu'ils aient ou non leur origine dans leur territoire, de tout article si l'État détermine que cet article pourrait contribuer aux programmes nucléaire ou de missiles balistiques de la République populaire démocratique de Corée, ou à toute autre activité interdite par les résolutions 1718 (2006), 1874 (2009) et 2087 (2013), ou la présente résolution, ou au contournement des mesures imposées par ces résolutions, et charge le Comité de diffuser une Notice d'aide à l'application des résolutions aux fins de la bonne application de cette disposition ;

23. *Réaffirme* les mesures imposées au sous-alinéa iii de l'alinéa *a* du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006) concernant les articles de luxe et précise que les termes « articles de luxe » englobent, sans s'y limiter, les articles visés à l'annexe IV de la présente résolution ;

24. *Prie* les États d'exercer une vigilance accrue à l'égard du personnel diplomatique de la République populaire démocratique de Corée de façon à empêcher ses membres de contribuer aux programmes nucléaire ou de missiles balistiques de ce pays ou à toute autre activité interdite par les résolutions 1718 (2006), 1874 (2009) et 2087 (2013), et la présente résolution, ou de contourner les mesures imposées par ces résolutions ;

25. *Prie* tous les États de lui faire rapport dans les 90 jours suivant l'adoption de la présente résolution, et par la suite à la demande du Comité, sur les mesures concrètes qu'ils auront prises pour appliquer effectivement ses dispositions, et prie le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) de continuer, en collaboration avec les autres groupes de surveillance de l'application des sanctions imposées par l'Organisation des Nations Unies, d'aider les États à établir et à présenter leur rapport en temps voulu ;

26. *Demande* à tous les États de communiquer toutes les informations en leur possession concernant le non-respect des mesures imposées par les résolutions 1718 (2006), 1874 (2009) et 2087 (2013), ou la présente résolution ;

27. *Charge* le Comité de donner la suite qui s'impose aux violations des mesures prises dans les résolutions 1718 (2006), 1874 (2009) et 2087 (2013), et la présente résolution, charge également le Comité de désigner les autres personnes ou entités visées par les mesures imposées par les résolutions 1718 (2006), 1874 (2009) et 2087 (2013), et la présente résolution, et décide que le Comité pourra désigner toutes les personnes auxquelles s'appliquent les alinéas *d* et *e* du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006) et les entités tombant sous le coup de l'alinéa *d* du même paragraphe du fait qu'elles ont contribué aux programmes nucléaire ou de missiles balistiques de la République populaire démocratique de Corée ou à d'autres activités interdites par les résolutions 1718 (2006), 1874 (2009) et 2087 (2013), ou la présente résolution, ou encore au contournement des mesures imposées par ces résolutions ;

28. *Décide* que le mandat du Comité, tel qu'il résulte du paragraphe 12 de la résolution 1718 (2006), s'appliquera aux mesures imposées par la résolution 1874 (2009) et la présente résolution ;

29. *Rappelle* qu'il a été créé, en application du paragraphe 26 de la résolution 1874 (2009), un Groupe d'experts chargé d'accomplir, sous la direction du Comité, les tâches décrites dans ce même paragraphe, décide de proroger jusqu'au 7 avril 2014 le mandat du Groupe, tel que reconduit par sa résolution 2050 (2012) du 12 juin 2012, décide également que ce mandat s'étend aux mesures imposées par la présente résolution, entend réexaminer le mandat en question et prendre les dispositions voulues pour le proroger de nouveau d'ici à la fin de la période de 12 mois suivant l'adoption de la présente résolution, prie le Secrétaire général de créer un groupe comprenant au maximum huit experts et de prendre les dispositions administratives nécessaires pour ce faire, et prie le Comité, agissant en consultation avec le Groupe, de revoir en conséquence le calendrier de présentation des rapports de ce dernier ;

30. *Insiste* sur le fait qu'il importe que tous les États, y compris la République populaire démocratique de Corée, prennent les mesures nécessaires pour qu'il ne puisse être accueilli aucun recours introduit à la demande du Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée, ou de toute personne ou entité dans la République, ou de personnes ou entités désignées en vertu des résolutions 1718 (2006), 1874 (2009) ou 2087 (2013) ou de la présente résolution, ou par toute personne agissant par son intermédiaire ou pour son compte à l'occasion de tout contrat ou de toute autre opération dont l'exécution aurait été empêchée en raison des mesures imposées par ces résolutions ;

31. *Souligne* que les mesures imposées par les résolutions 1718 (2006), 1874 (2009) et 2087 (2013) et la présente résolution sont censées être sans conséquences humanitaires négatives pour la population civile de la République populaire démocratique de Corée ;

32. *Souligne également* que tous les États Membres doivent se conformer aux dispositions du sous-alinéa iii de l'alinéa *a* et de l'alinéa *d* du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006) sans préjudice des activités des missions diplomatiques en République populaire démocratique de Corée qui sont conformes à la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques³¹³ ;

33. *Exprime son attachement* à un règlement pacifique, diplomatique et politique de la situation, et accueille avec satisfaction les efforts que font les membres du Conseil ainsi que d'autres États pour faciliter un règlement pacifique et global par le dialogue et pour s'abstenir de toute décision susceptible d'aggraver les tensions ;

34. *Réaffirme son soutien* aux pourparlers à six, souhaite qu'ils reprennent, prie instamment tous les participants à ces pourparlers de redoubler d'efforts pour appliquer intégralement et rapidement la déclaration commune publiée le 19 septembre 2005 par la Chine, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, le Japon, la République de Corée et la République populaire démocratique de Corée, afin de parvenir à une dénucléarisation vérifiable de la péninsule coréenne par des moyens pacifiques et de préserver la paix et la stabilité dans la péninsule et en Asie du Nord-Est ;

35. *Redit* qu'il importe de préserver la paix et la stabilité dans la péninsule coréenne et dans l'ensemble de l'Asie du Nord-Est ;

36. *Affirme* qu'il surveillera en permanence les agissements de la République populaire démocratique de Corée et est prêt à renforcer, à modifier, à suspendre ou à lever au besoin les mesures prises à son encontre, au vu de la manière dont elle s'y conforme, et à cet égard se déclare résolu à prendre d'autres mesures importantes si la République populaire démocratique de Corée procède à tout autre tir ou essai nucléaire ;

37. *Décide* de rester saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6932^e séance.

Annexe I

Interdiction de voyager/gel des avoirs

1. YO'N CHO'NG NAM

a) Description : Représentant en chef de la Korea Mining Development Trading Corporation. La Korea Mining Development Trading Corporation, qui a été désignée par le Comité en avril 2009, est le plus gros courtier en armements de la République populaire démocratique de Corée et son principal exportateur de biens et matériels associés aux missiles balistiques et aux armes classiques.

2. KO CH'O'L-CHAE

a) *Description* : Représentant adjoint en chef de la Korea Mining Development Trading Corporation. La Korea Mining Development Trading Corporation, qui a été désignée par le Comité en avril 2009, est le plus gros courtier en armements de la République populaire démocratique de Corée et son principal exportateur de biens et matériels associés aux missiles balistiques et aux armes classiques.

3. MUN CHO'NG-CH'O'L

a) *Description* : Mun Cho'ng-Ch'o'l est un responsable de la Tanchon Commercial Bank. En cette qualité, il a facilité des opérations effectuées pour le compte de la banque. La Tanchon Commercial Bank, qui a été désignée par le Comité en avril 2009, est la principale entité financière de la République populaire démocratique de Corée chargée de vendre des armes classiques, des missiles balistiques et des produits entrant dans le montage et la fabrication de ces armes.

Annexe II

Gel des avoirs

1. SECOND ACADEMY OF NATURAL SCIENCES

a) *Description* : La Second Academy of Natural Sciences est une organisation de la République populaire démocratique de Corée qui est responsable de la recherche-développement nationale sur les systèmes d'armements de pointe, dont les missiles, et probablement les armes nucléaires. Elle utilise différentes entités subordonnées, dont la Tangun Trading Corporation, en vue de l'achat à l'étranger de technologies, de matériel et d'informations à l'appui des programmes de missiles et probablement d'armement nucléaire de la République. La Tangun Trading Corporation, qui a été désignée par le Comité en juillet 2009, est responsable au premier chef de l'achat de produits de base et de technologies à l'appui des programmes de recherche-développement du pays pour la défense, y compris (mais pas exclusivement) des programmes et des achats concernant les armes de destruction massive et leurs vecteurs, notamment les matières qui sont soumises à contrôle ou interdites en vertu des régimes multilatéraux de contrôle applicables.

b) *Autres noms* : 2nd Academy of Natural Sciences; Che 2 Chayon Kwahakwon; Academy of Natural Sciences; Chayon Kwahak-Won; National Defense Academy; Kukpang Kwahak-Won; Second Academy of Natural Sciences Research Institute; Sansri.

c) *Implantation* : Pyongyang, République populaire démocratique de Corée.

2. KOREA COMPLEX EQUIPMENT IMPORT CORPORATION

a) *Description* : La Korea Complex Equipment Import Corporation est une filiale de la Korea Ryonbong General Corporation. Cette dernière, qui a été désignée par le Comité en avril 2009, est un conglomérat spécialisé dans l'acquisition pour les industries de la défense de la République populaire démocratique de Corée et l'appui aux ventes du pays liées au secteur militaire.

b) *Implantation* : Rakwon-dong, district de Pothonggang, Pyongyang, République populaire démocratique de Corée.

Annexe III

Articles, matières, matériel, marchandises et technologies

Articles nucléaires

1. *Lubrifiants perfluorés*

- Pouvant servir à lubrifier les pompes à vide et les roulements de compresseur. Ils ont une faible pression de vapeur, résistent à la corrosion à l'hexafluorure d'uranium (UF₆), le composé gazeux d'uranium utilisé dans la centrifugation gazeuse, et servent au pompage du fluor.

2. *Vannes à soufflet résistant à la corrosion par l'UF₆*

- Pouvant être utilisées dans des installations d'enrichissement de l'uranium (par centrifugation ou par diffusion gazeuse), de production d'hexafluorure d'uranium (UF₆) et de combustible et dans des installations se servant de tritium.

Éléments de missiles

1. Aciers spéciaux résistant à la corrosion, plus précisément aciers résistant à l'acide nitrique fumant rouge inhibé (ANFRI) ou acide nitrique comme l'acier inoxydable duplex stabilisé à l'azote (N-DSS).
2. Matériaux composites à matrice céramique résistant aux très hautes températures, se présentant sous forme solide (blocs, cylindres, tubes, lingots, etc.) et possédant une des caractéristiques suivantes :
 - a) Cylindres d'un diamètre égal ou supérieur à 120 mm et d'une longueur égale ou supérieure à 50 mm ;
 - b) Tubes ayant un diamètre interne égal ou supérieur à 65 mm, une paroi d'une épaisseur égale ou supérieure à 25 mm et une longueur égale ou supérieure à 50 mm ; ou
 - c) Blocs d'une taille égale ou supérieure à 120 mm x 120 mm x 50 mm.
3. Vannes pyrotechniques.
4. Appareils de mesure et de contrôle pour soufflante (équilibre, mesure du flux thermique, régulation du débit).
5. Perchlorate de sodium.

Liste des armes chimiques

1. Pompes à vide ayant un débit maximal nominal supérieur à 1 mètre cube par heure (à température et sous pression normales), carters (corps de pompe), revêtements préformés de corps de pompe, roues de compresseur, rotors et buses d'injection conçus pour ces pompes, dont toutes les surfaces en contact direct avec les substances chimiques traitées sont fabriquées à partir de matériaux soumis à contrôle.

Annexe IV

Articles de luxe

1. Bijoux
 - a) Bijoux en perles ;
 - b) Gemmes ;
 - c) Pierres précieuses et semi-précieuses (y compris diamants, saphirs, rubis et émeraudes) ;
 - d) Bijoux en métal précieux ou métal recouvert de métal précieux.
2. Moyens de transport
 - a) Yachts ;
 - b) Voitures (et autres véhicules automobiles) de luxe : voitures et autres véhicules automobiles servant au transport des personnes (autres que les transports en commun), y compris les breaks ;
 - c) Voitures de course.

MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES³¹⁷

A. Prévention des conflits

Décisions

À sa 6982^e séance, le 19 juin 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne, de l'Arménie, de la Belgique, du Botswana, du Brésil, du Canada, du Danemark (Ministre de la coopération pour le développement), de l'Égypte, de l'Équateur, de l'Érythrée, de l'État plurinational de Bolivie, de l'Éthiopie, du Gabon, de l'Inde, du Japon, de la Malaisie,

³¹⁷ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2007 des résolutions et décisions sur cette question.

du Nigéria, de la Nouvelle-Zélande, de l'Ouganda, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Pays-Bas, du Qatar, du Soudan, de la Suisse, du Timor-Leste et de la Turquie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Maintien de la paix et de la sécurité internationales

« Prévention des conflits et ressources naturelles

« Lettre, en date du 6 juin 2013, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2013/334) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Kofi Annan, Président de l'Africa Progress Panel, à participer à la discussion par visioconférence.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M^{me} Caroline Anstey, Directrice générale de la Banque mondiale, et à M^{me} Rebeca Grynspan, Secrétaire générale adjointe et Administratrice associée du Programme des Nations Unies pour le développement.

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ioannis Vrailas, Chef adjoint de la Délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

B. Faire avancer la réforme du secteur de la sécurité : perspectives et difficultés rencontrées en Afrique

Décision

Le 19 avril 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général³¹⁸ :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 15 avril 2013³¹⁹ concernant la publication du rapport demandé dans la déclaration du Président du Conseil de sécurité en date du 12 octobre 2011³²⁰ sur l'analyse de l'appui apporté par l'Organisation des Nations Unies aux réformes du secteur de la sécurité a été portée à l'attention des membres du Conseil.

Les membres du Conseil ont pris note du fait que des retards sont survenus dans la publication du rapport susmentionné et attendent avec intérêt de le recevoir le plus près possible de la date butoir.

C. Piraterie

Décisions

À sa 6865^e séance, le 19 novembre 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Arabie saoudite, de l'Argentine, de l'Australie, du Bangladesh, du Brésil, du Danemark, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de l'Estonie, de l'Indonésie, d'Israël, de l'Italie, du Japon, de la Lituanie, du Luxembourg, de la Malaisie, du Nigéria, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Panama, de la République de Corée, de la République islamique d'Iran, de la République-Unie de Tanzanie, de Singapour, de la Somalie, de la Thaïlande, de l'Ukraine et du Viet Nam à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Maintien de la paix et de la sécurité internationales

« Piraterie

« Lettre, en date du 6 novembre 2012, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2012/814) ».

³¹⁸ S/2013/238.

³¹⁹ S/2013/237.

³²⁰ S/PRST/2011/19.

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ioannis Vrailas, Chef adjoint de la Délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil³²¹ :

Le Conseil de sécurité réaffirme qu'il est responsable au premier chef du maintien de la paix et de la sécurité internationales, conformément à la Charte des Nations Unies, tout en sachant que la responsabilité première de l'éradication de la piraterie incombe aux États.

Le Conseil reste gravement préoccupé par la menace que les actes de piraterie et les vols à main armée commis en mer font peser sur la navigation internationale, la sûreté des routes maritimes commerciales et la sécurité et le développement économique des États des régions concernées, ainsi que sur la sécurité et le bien-être des gens de mer et d'autres personnes, notamment lorsqu'ils sont pris en otage, et par la violence de plus en plus grande exercée par les pirates et les personnes impliquées dans les actes de piraterie et les vols à main armée commis en mer. Le Conseil condamne dans les termes les plus énergiques les prises d'otages et le recours à la violence contre les otages, et demande aux États de coopérer, selon qu'il convient, afin d'obtenir la libération rapide des otages, notamment en mettant en commun les informations et les renseignements dont ils disposent.

Le Conseil réaffirme son attachement à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'indépendance politique des États concernés.

Le Conseil insiste sur le fait que, pour lutter contre la piraterie et s'attaquer à ses causes profondes, la communauté internationale doit adopter une approche globale afin d'éliminer durablement la piraterie et les vols à main armée commis en mer, ainsi que les activités illicites qui y sont associées.

Le Conseil invite tous les États, l'Organisation maritime internationale, l'Organisation internationale du Travail et d'autres organisations internationales et organismes concernés à adopter ou à recommander, selon qu'il convient, des mesures visant à prévenir les prises d'otages et à protéger les intérêts et le bien-être des gens de mer victimes des pirates, aussi bien pendant leur captivité, en leur apportant une assistance médicale et une assistance humanitaire sous d'autres formes, qu'après leur libération, notamment en leur fournissant des soins et en les aidant à se réintégrer dans la société, et prend note à cet égard des propositions présentées par l'Organisation des Nations Unies par l'intermédiaire du Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, visant à mettre en place un programme d'aide en faveur des otages.

Le Conseil réaffirme que le droit international, en l'espèce la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, en date du 10 décembre 1982³²², en particulier ses articles 100 à 107, définit le cadre juridique applicable à la lutte contre la piraterie et les vols à main armée commis en mer ainsi qu'à d'autres activités maritimes, et demande aux États de prendre les mesures voulues, dans le cadre de leur législation nationale, pour faciliter, conformément au droit international, l'arrestation des personnes soupçonnées d'actes de piraterie, y compris celles qui financent ou facilitent de tels actes, et leur poursuite, dans le respect également des autres instruments internationaux applicables conformément à la Convention.

Le Conseil demande de nouveau aux États, en particulier aux États concernés, d'ériger la piraterie en infraction pénale dans leur droit interne et d'envisager favorablement d'engager des poursuites contre les personnes soupçonnées de piraterie, ainsi que celles qui facilitent ou financent leurs actes, et d'emprisonner celles qui ont été condamnées pour de tels faits, dans le respect du droit international applicable, y compris du droit international des droits de l'homme.

Le Conseil engage vivement les États et les organisations internationales, ainsi que le secteur privé, à mettre en commun, selon qu'il conviendra, les éléments de preuve, les informations et les renseignements dont ils disposent aux fins de répression des actes de piraterie, y compris pour veiller à ce que les personnes

³²¹ S/PRST/2012/24.

³²² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1834, n° 31363.

soupçonnées de ces actes soient effectivement traduites en justice et celles qui sont jugées coupables incarcérées, et encourage les initiatives existantes ou nouvelles en la matière.

Le Conseil constate avec satisfaction que les mesures de lutte contre la piraterie prises aussi bien au niveau national qu'aux niveaux bilatéral et multilatéral, comme dans le cadre de mécanismes régionaux de coopération, se sont traduites par une baisse significative du nombre d'attaques réussies par les pirates dans différentes régions et juge nécessaire de continuer à appliquer ces mesures, les résultats obtenus pouvant être remis en cause tant que les conditions à terre encouragent la piraterie en mer.

Le Conseil accueille avec satisfaction les engagements pris en faveur de la poursuite des efforts de lutte contre la piraterie, ainsi que les efforts des donateurs bilatéraux et des organisations régionales et internationales destinés à renforcer la capacité des États concernés à lutter contre la piraterie et les vols à main armée commis en mer, y compris en poursuivant les auteurs de ces actes et en incarcérant les pirates condamnés, se félicite à cet égard de l'importante contribution apportée par le Fonds d'affectation spéciale destiné à soutenir les initiatives prises par les États pour lutter contre la piraterie au large des côtes somaliennes et par le Fonds d'affectation spéciale de l'Organisation maritime internationale pour le Code de conduite de Djibouti, et engage instamment les États et les acteurs non étatiques touchés par la piraterie, essentiellement les entreprises de transport maritime international, à leur verser des contributions. Il prend note des activités de l'Équipe spéciale internationale chargée de la question des rançons demandées par les pirates, conscient de son importance.

Le Conseil insiste sur le fait que la coordination des efforts au niveau régional est indispensable à l'élaboration d'une stratégie globale de lutte contre la menace que représentent les actes de piraterie et les vols à main armée commis en mer, destinée à prévenir et à entraver de telles activités criminelles, et note également qu'une assistance internationale est indispensable, dans le cadre d'une stratégie globale, pour appuyer les efforts déployés aux niveaux national et régional et aider les États Membres à prendre les dispositions nécessaires face aux actes de piraterie et aux vols à main armée commis en mer, ainsi qu'aux activités illicites qui y sont associées.

Le Conseil réaffirme que les enquêtes et les poursuites ont un caractère d'urgence et doivent concerner non seulement les suspects capturés en mer, mais quiconque encourage ou facilite intentionnellement les actes de piraterie, y compris les responsables de réseaux criminels engagés dans la piraterie qui planifient, organisent, facilitent ou financent de tels actes et en tirent profit.

Le Conseil encourage les États Membres à continuer de coopérer les uns avec les autres, insiste sur le fait que la lutte contre la piraterie et les vols à main armée commis au large des côtes somaliennes incombe au premier chef aux autorités somaliennes et prie celles-ci d'adopter sans tarder, avec l'aide du Secrétaire général et des entités pertinentes des Nations Unies, un ensemble complet de lois contre la piraterie et de déclarer une zone économique exclusive, comme prévu par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Le Conseil salue les efforts de l'opération Atalante de l'Union européenne, des opérations Protecteur allié et Bouclier océanique de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, placées sous commandement d'États membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, les activités de la Force opérationnelle multinationale 151 des Forces maritimes combinées, placées sous commandement du Danemark, des États-Unis d'Amérique, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan, de la République de Corée, de Singapour, de la Thaïlande et de la Turquie, et d'autres États agissant à titre individuel, en coopération avec les autorités somaliennes et les uns avec les autres, pour réprimer la piraterie et protéger les navires vulnérables circulant au large des côtes somaliennes, et se félicite de l'action de certains États Membres, notamment la Chine, la Fédération de Russie, l'Inde, le Japon, la Malaisie et la République de Corée, qui ont déployé des navires ou des aéronefs dans la région, comme indiqué par le Secrétaire général dans son rapport³²³.

Le Conseil se félicite des initiatives déjà prises par certains États et des organisations régionales, y compris la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Commission du golfe de Guinée et l'Organisation maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, en vue de renforcer la sûreté et la sécurité maritimes dans le golfe de Guinée.

³²³ S/2012/783.

Le Conseil apprécie également les efforts déployés par les États de la région du golfe de Guinée et encourage les partenaires internationaux à fournir une assistance aux États et aux organisations régionales aux fins du renforcement de leurs capacités de lutte contre la piraterie et les vols à main armée commis en mer dans la région, y compris leur capacité maritime de mener des patrouilles et des opérations dans le respect du droit applicable.

Le Conseil salue les efforts que continue de déployer le Groupe de contact sur la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes pour assurer la coordination des différents aspects de l'action menée à l'échelon international pour lutter contre la piraterie.

Le Conseil est conscient de l'assistance fournie par l'Organisation des Nations Unies par l'intermédiaire de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et du Programme des Nations Unies pour le développement, ainsi que par d'autres organisations internationales et donateurs, en coordination avec le Groupe de contact, en vue de renforcer la capacité des systèmes judiciaire et pénitentiaire de la Somalie, du Kenya, des Seychelles et d'autres États de la région à engager des poursuites contre les personnes soupçonnées de piraterie et à incarcérer les personnes condamnées pour piraterie, dans le respect du droit international des droits de l'homme applicable, et encourage les différentes entités des Nations Unies, notamment les institutions spécialisées, fonds et programmes, à coordonner leur action afin d'accroître l'efficacité des efforts menés au niveau international.

Le Conseil insiste sur le fait qu'il importe de notifier rapidement les incidents survenus afin de disposer d'informations précises sur l'ampleur du problème de la piraterie et des vols à main armée à l'encontre de navires et qu'il faut, en cas de vol à main armée, que les navires concernés informent l'État côtier, souligne l'importance d'un échange rapide et efficace d'informations avec les États potentiellement touchés par la piraterie et les vols à main armée à l'encontre de navires, et prend acte du rôle important joué par l'Organisation maritime internationale en la matière.

Le Conseil constate que l'Organisation maritime internationale a adopté les Directives visant à faciliter la conduite d'enquêtes sur les délits de piraterie et de vol à main armée à l'encontre des navires, les Directives intérimaires révisées à l'intention des propriétaires, des exploitants et des capitaines de navires sur l'utilisation de personnel de sûreté armé sous contrat privé à bord de navires se trouvant dans la zone à haut risque, ainsi que les Recommandations intérimaires révisées à l'intention des États du pavillon, des États du port et des États côtiers sur l'utilisation de personnel de sûreté armé sous contrat privé à bord de navires se trouvant dans la zone à haut risque. Il encourage en outre l'État du pavillon et l'État du port à étudier plus avant l'élaboration de mesures de sûreté et de sécurité à bord des navires, notamment de réglementations applicables à l'utilisation de personnel de sûreté armé sous contrat privé, dans le cadre d'un processus consultatif, y compris dans le cadre de l'Organisation maritime internationale et de l'Organisation internationale de normalisation.

Le Conseil prend note des demandes formulées par certains États Membres concernant la révision des limites de la zone à haut risque, de manière objective et transparente, en tenant compte des cas effectifs de piraterie, mais note que cette zone est fixée et définie par les compagnies d'assurances et les compagnies maritimes.

Le Conseil prend note de la coopération entre l'Organisation maritime internationale, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et la Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques du Secrétariat en vue de compiler les législations nationales relatives à la piraterie, encourage les pays qui ne l'ont pas encore fait à communiquer le texte de leur législation et note que copie des législations reçues par le Secrétariat a été affichée sur le site Web de l'Organisation des Nations Unies.

Le Conseil prie le Secrétaire général d'inclure dans ses rapports des informations concernant la mise en œuvre de la présente déclaration de son Président, y compris toute nouvelle information et observation, en tenant compte de l'action menée par les parties prenantes concernées, y compris les organisations régionales, quant aux moyens envisageables pour intensifier les efforts faits sur le plan international pour lutter contre le problème des actes de piraterie et des vols à main armée commis en mer et les prises d'otages qui peuvent en résulter.

PAIX ET SÉCURITÉ EN AFRIQUE³²⁴

Décisions

À sa 6820^e séance, le 8 août 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Mali à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Paix et sécurité en Afrique ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M^{me} Salamatou Hussaini Suleiman, Commissaire chargée des affaires politiques, de la paix et de la sécurité de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, et à M. Tété António, Observateur permanent de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 6836^e séance, le 17 septembre 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Côte d'Ivoire à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Paix et sécurité en Afrique ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Le 9 octobre 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général³²⁵ :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre datée du 5 octobre 2012 dans laquelle vous faites part de votre intention de nommer M. Romano Prodi (Italie) Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Sahel³²⁶, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris note.

À sa 6846^e séance, le 12 octobre 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de la Côte d'Ivoire et du Mali à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Paix et sécurité en Afrique ».

Résolution 2071 (2012) du 12 octobre 2012

Le Conseil de sécurité,

Rappelant sa résolution 2056 (2012) du 5 juillet 2012, les déclarations de son Président, en date des 26 mars³²⁷ et 4 avril 2012³²⁸, ainsi que ses déclarations à la presse sur le Mali et le Sahel des 22 mars, 9 avril, 18 juin, 10 août et 21 septembre 2012,

Réaffirmant son ferme attachement à la souveraineté, à l'unité et à l'intégrité territoriale du Mali,

Se déclarant de nouveau vivement préoccupé par l'insécurité et la détérioration rapide de la situation humanitaire dans la région du Sahel, que viennent aggraver la présence de groupes armés et de groupes terroristes et leurs activités, ainsi que la prolifération d'armes en provenance de la région et d'ailleurs, exprimant sa profonde inquiétude quant aux conséquences de l'instabilité dans le nord du Mali pour la région et au-delà, et soulignant la nécessité de réagir rapidement pour préserver la stabilité dans le Sahel,

Réitérant la vive préoccupation que lui inspirent la dégradation continue de la sécurité et de la situation humanitaire dans le nord du Mali, la présence de plus en plus solidement établie d'éléments terroristes, notamment d'Al-Qaïda au Maghreb islamique, de groupes qui lui sont affiliés et d'autres groupes extrémistes, et leurs conséquences pour les pays du Sahel et au-delà,

Soulignant qu'il incombe au premier chef aux autorités maliennes de garantir la sécurité et l'unité du territoire malien et d'en protéger la population civile dans le respect du droit international humanitaire, de l'état de droit et des droits de l'homme, et insistant sur le fait que, pour être durable, toute solution à la crise malienne doit être inspirée par les Maliens eux-mêmes,

³²⁴ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2007 des résolutions et décisions sur cette question.

³²⁵ S/2012/751.

³²⁶ S/2012/750.

³²⁷ S/PRST/2012/7.

³²⁸ S/PRST/2012/9.

Se déclarant gravement préoccupé par les activités des groupes criminels opérant dans le nord du Mali et considérant qu'il faut renforcer d'urgence la coopération et la coordination entre les autorités maliennes, les pays voisins et les États de la région, en collaboration avec les entités compétentes des Nations Unies, les organisations régionales et internationales et les partenaires bilatéraux, pour contrer la criminalité transnationale organisée, notamment les activités illicites comme le trafic de stupéfiants,

Encourageant la communauté internationale à accompagner le règlement de la crise au Mali en prenant des mesures coordonnées pour répondre aux besoins immédiats et à long terme sur les plans de la sécurité, du développement et humanitaire,

Prenant note de la lettre, en date du 1^{er} septembre 2012, adressée par les autorités de transition maliennes à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest pour lui demander une aide militaire afin de réorganiser les forces armées maliennes, de rétablir l'intégrité territoriale du pays, dont le nord est occupé par des groupes terroristes, et de lutter contre le terrorisme,

Prenant également note de la lettre, en date du 23 septembre 2012, adressée à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest par les autorités de transition maliennes concernant les conditions du déploiement de forces de la Communauté au Mali, et soulignant qu'il importe d'examiner les mesures qui y sont envisagées,

Prenant en outre note de la lettre, en date du 18 septembre 2012, adressée au Secrétaire général par les autorités de transition maliennes pour lui demander d'autoriser, dans le cadre d'une résolution du Conseil de sécurité prise sous l'empire du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le déploiement d'une force militaire internationale qui viendrait aider les forces armées maliennes à reprendre les régions occupées du nord du Mali³²⁹,

Prenant note de la lettre, en date du 28 septembre 2012, adressée au Secrétaire général par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest pour demander l'adoption, par le Conseil de sécurité, d'une résolution autorisant le déploiement d'une force de stabilisation au Mali sous l'empire du Chapitre VII de la Charte³³⁰, et prenant également note de la lettre, en date du 28 septembre 2012, adressée à l'Union africaine par la Communauté pour l'inviter à préciser avec elle le principe, les moyens et les modalités de déploiement d'une force de stabilisation au Mali,

Conscient des efforts et de l'énergie que déploie la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, en coordination avec l'Union africaine, pour régler la crise au Mali, ainsi que du rôle important joué par l'Organisation des Nations Unies, d'autres organisations régionales et internationales, les États voisins, les pays de la région et les partenaires bilatéraux dans la solution de la crise, et les engageant à cet égard à poursuivre la coordination de leur action,

Attendant avec intérêt la réunion du Groupe de soutien et de suivi sur la situation au Mali qui doit se tenir à Bamako le 19 octobre 2012, à l'initiative de l'Union africaine et en consultation avec l'Organisation et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, dont l'objectif est de préciser les modalités de l'aide internationale aux autorités de transition du Mali pour régler la crise dans le nord du Mali,

Condamnant fermement les violations des droits de l'homme commises dans le nord du Mali par des rebelles armés, des groupes terroristes et d'autres groupes extrémistes, notamment les violences contre les civils, en particulier les femmes et les enfants, les assassinats, les prises d'otages, les pillages, les vols, les destructions de sites culturels et religieux et le recrutement d'enfants soldats, soulignant que certains de ces actes constitueraient des crimes au regard du Statut de Rome de la Cour pénale internationale³³¹ et que leurs auteurs doivent en répondre, et notant que, le 13 juillet 2012, les autorités de transition maliennes ont saisi la Cour de la situation au Mali depuis janvier 2012,

Prenant acte des mesures prises par le Mali, notamment la signature, le 6 avril 2012, sous les auspices de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, d'un accord-cadre prévoyant l'élaboration d'une feuille de route en vue du rétablissement de l'ordre constitutionnel, le dialogue national sans exclusive et l'organisation d'une élection présidentielle libre, transparente et régulière dans un délai de 12 mois à compter de la signature de l'accord-cadre,

³²⁹ S/2012/727, annexe.

³³⁰ S/2012/739, annexe.

³³¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2187, n° 38544.

Considérant que la situation au Mali constitue une menace contre la paix et la sécurité internationales,

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte,

1. *Se félicite* de la formation d'un gouvernement d'unité nationale au Mali, exprime son appui au Président par intérim du Mali, M. Dioncounda Traoré, dans son action et engage les autorités de transition maliennes à présenter, aux fins de la transition, une feuille de route détaillée, comportant des mesures concrètes et un calendrier précis, et à redoubler d'efforts pour renforcer les institutions démocratiques et rétablir l'ordre constitutionnel dans le Mali, en organisant en temps utile, au terme de la transition, des élections pacifiques et crédibles ouvertes à tous ;

2. *Exige à nouveau* qu'aucun membre des forces armées maliennes ne fasse obstacle à l'action des autorités de transition, prend note des décisions et de la recommandation de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest tendant à l'imposition de sanctions ciblées au Mali et se déclare prêt à envisager des mesures appropriées s'il y a lieu ;

3. *Invite* les groupes rebelles maliens à rompre tout lien avec les organisations terroristes, notamment Al-Qaïda au Maghreb islamique et les groupes qui leur sont affiliés, se déclare prêt à adopter des sanctions ciblées à l'encontre de tous groupes rebelles qui ne se conformeraient pas à cette disposition, rappelle les paragraphes 20 et 24 de la résolution 2056 (2012) et décide par ailleurs que le Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011), se prononcera si des États Membres demandent l'inscription sur la Liste des sanctions contre Al-Qaïda des noms de personnes, groupes, entreprises ou entités associées au Mali avec Al-Qaïda, conformément aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011) du Conseil de sécurité, en date des 15 octobre 1999 et 17 juin 2011 ;

4. *Exhorte* les autorités de transition maliennes, les groupes rebelles maliens et les représentants légitimes de la population locale du nord du Mali à entamer, dès que possible, un processus de négociations crédible en vue d'une solution politique viable, dans le respect de la souveraineté, de l'unité et de l'intégrité territoriale du pays, et prie le Secrétaire général, les pays voisins, les pays de la région, les organisations internationales et régionales et les partenaires bilatéraux d'accompagner le processus politique malien ;

5. *Exige* de tous les groupes présents dans le nord du Mali qu'ils mettent un terme à toutes les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, y compris les attaques ciblées contre la population civile, les violences sexuelles, l'enrôlement d'enfants soldats et les déplacements forcés, et rappelle, à cet égard, toutes ses résolutions pertinentes sur les femmes et la paix et la sécurité, le sort des enfants en temps de conflit armé et la protection des civils en période de conflit armé ;

6. *Se déclare prêt*, dès qu'il recevra le rapport du Secrétaire général visé au paragraphe 7 ci-après, à donner suite à la demande des autorités de transition maliennes qu'une force militaire internationale prête son concours aux forces armées maliennes en vue de la reconquête des régions occupées du nord du Mali ;

7. *Prie* le Secrétaire général de mettre immédiatement à disposition des spécialistes de la planification militaire et des questions de sécurité pour aider la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et l'Union africaine, en consultation étroite avec le Mali, les pays voisins du Mali, les pays de la région et tous les partenaires bilatéraux et organisations internationales intéressés à procéder à la planification conjointe permettant à cette force militaire internationale demandée par les autorités de transition maliennes de voir le jour, et le prie par ailleurs de se concerter avec les partenaires susmentionnés en vue de lui soumettre un rapport écrit sur l'application de la présente résolution 45 jours au plus tard après son adoption, en donnant des précisions sur l'appui visé au paragraphe 4 de la présente résolution et au présent paragraphe et des recommandations détaillées et applicables pour donner suite à la demande des autorités de transition maliennes concernant une force militaire internationale, notamment les moyens et modalités du déploiement envisagé et, en particulier, le concept d'opérations, les capacités de constitution de la force, ses effectifs et les coûts financiers de soutien ;

8. *Invite* les autorités de transition maliennes à prendre immédiatement les dispositions nécessaires pour faciliter les préparatifs régionaux et internationaux en rapport avec l'objectif visé au paragraphe 6 de la présente résolution, appelle les États Membres et les organisations régionales et internationales à fournir un appui coordonné à ces préparatifs, notamment sous la forme de formation militaire et de fourniture de matériel et d'autres types d'appui à la lutte contre les groupes terroristes et les groupes extrémistes qui leur sont affiliés, et invite par ailleurs les États Membres et les organisations concernées à informer le Secrétaire général de leurs contributions ;

9. *Invite* à cet égard les États Membres et les organisations régionales et internationales, y compris l'Union africaine et l'Union européenne, à prêter, dès que possible et de manière coordonnée, aux forces armées et aux forces de sécurité maliennes leur concours et leur savoir-faire, ainsi que leur appui en matière de formation et de renforcement des capacités, conformément aux exigences nationales, dans le but de rétablir l'autorité de l'État sur tout le territoire, de défendre l'unité et l'intégrité territoriale du Mali et de réduire la menace que représentent Al-Qaïda au Maghreb islamique et les groupes qui lui sont affiliés ;

10. *Se félicite* de la désignation, par le Secrétaire général, de son Envoyé spécial pour le Sahel, chargé de mobiliser la communauté internationale en faveur du Sahel, de coordonner la mise en œuvre de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et de définir concrètement les paramètres d'une solution globale à la crise malienne ;

11. *Décide* de rester activement saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6846^e séance.

Décisions

À sa 6879^e séance, le 5 décembre 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Mali à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Paix et sécurité en Afrique

« Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali (S/2012/894) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Kadré Désiré Ouédraogo, Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, et à M. Tété António, Observateur permanent de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 6882^e séance, le 10 décembre 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de la Côte d'Ivoire (Ministre d'État et Ministre des affaires étrangères) et du Tchad à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Paix et sécurité en Afrique

« Sahel : vers une démarche plus globale et mieux coordonnée

« Lettre, en date du 5 décembre 2012, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Maroc auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2012/906) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Romano Prodi, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Sahel, et à M. António Guterres, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Tété António, Observateur permanent de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies, à M. David O'Sullivan, Directeur général administratif du Service européen pour l'action extérieure de l'Union européenne, à M^{me} Saida Mendili, Directrice des affaires politiques à l'Union du Maghreb arabe, et à M. Ufuk Gokcen, Observateur permanent de l'Organisation de la coopération islamique auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M^{me} Ritva Reinikka, Directrice du secteur Développement humain en Afrique de la Banque mondiale.

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Youssouf Ouédraogo, Conseiller spécial du Président de la Banque africaine de développement,

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil³³² :

Le Conseil de sécurité réaffirme la responsabilité principale qui lui incombe en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales en vertu de la Charte des Nations Unies et rappelle que la coopération avec les organisations régionales et sous-régionales dans ce domaine, conformément au Chapitre VIII de la Charte, est un important pilier du système de sécurité collective.

Le Conseil réaffirme son ferme attachement à la souveraineté, à l'intégrité territoriale, à l'indépendance et à l'unité des pays de la région du Sahel.

Le Conseil exprime sa préoccupation concernant les problèmes de fond que connaît la région du Sahel et continue à s'intéresser de près aux problèmes complexes d'ordre sécuritaire et politique auxquels celle-ci fait face, lesquels sont liés à des enjeux humanitaires et à des difficultés de développement, ainsi qu'aux effets néfastes des changements climatiques et écologiques.

Le Conseil demeure vivement préoccupé par l'insécurité et la grave crise humanitaire qui continue de toucher la région du Sahel, que viennent compliquer la présence de groupes armés, y compris de mouvements séparatistes et de réseaux terroristes et criminels, et la multiplication de leurs activités, ainsi que la prolifération continue d'armes en provenance de la région et d'ailleurs, qui menacent la paix, la sécurité et la stabilité des États de la région, et souligne à cet égard qu'il importe de mettre en œuvre toutes ses résolutions pertinentes, y compris celles portant sur les embargos sur les armes.

Le Conseil réitère également sa vive préoccupation quant aux conséquences de l'instabilité dans le nord du Mali pour la région du Sahel et au-delà, et souligne la nécessité de réagir rapidement à cette crise par une approche globale et stratégique, afin de garantir l'intégrité territoriale du Mali et de rétablir sa stabilité, et d'éviter que les États du Sahel ne soient davantage déstabilisés.

Le Conseil est vivement préoccupé par la présence de plus en plus solidement établie, au Sahel, d'éléments terroristes, notamment d'Al-Qaida au Maghreb islamique, de groupes qui lui sont affiliés et d'autres groupes extrémistes, et ses conséquences pour les pays de la région et au-delà.

Le Conseil demeure préoccupé par la grave menace que représentent la criminalité transnationale organisée dans la région du Sahel et les liens de plus en plus étroits qu'elle entretient parfois avec le terrorisme.

Le Conseil condamne fermement les violations des droits de l'homme commises dans la région par des groupes terroristes et d'autres groupes extrémistes, notamment les violences contre les civils, en particulier les femmes et les enfants, les exécutions extrajudiciaires et arbitraires, la prise d'otages, le trafic d'êtres humains et l'enrôlement d'enfants soldats.

Le Conseil répète qu'il condamne fermement la profanation, la dégradation et la destruction de sites de caractère sacré, historique ou culturel, surtout mais non exclusivement ceux désignés comme sites du patrimoine mondial de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, dont la cité de Tombouctou.

Le Conseil se félicite des initiatives et mesures prises par les États du Sahel, de l'Afrique de l'Ouest et du Maghreb, l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Union du Maghreb arabe, la Communauté des États sahélo-sahariens, les partenaires internationaux tels que l'Union européenne et l'Organisation de la coopération islamique, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, pour s'attaquer aux problèmes complexes et multidimensionnels auxquels la région du Sahel fait face, mais souligne qu'il importe de renforcer la coopération transrégionale, interrégionale et internationale sur le fondement d'une responsabilité commune et partagée.

Le Conseil réaffirme, à cet égard, qu'il faut renforcer et généraliser d'urgence la coopération et la coordination entre les États du Sahel et ceux du Maghreb, ainsi qu'au sein de chaque région, en collaboration avec les organismes compétents des Nations Unies et les partenaires régionaux et internationaux, afin de lutter contre les activités d'Al-Qaida au Maghreb islamique et d'empêcher la progression des éléments d'Al-Qaida

³³² S/PRST/2012/26.

au Maghreb islamique et des groupes qui lui sont affiliés dans les régions du Sahel et du Maghreb, et au-delà, ainsi que pour combattre la prolifération de toutes armes et la criminalité transnationale organisée, y compris les activités illicites telles que le trafic de stupéfiants.

Le Conseil salue l'action menée et les efforts consentis par les organismes, entités et organes subsidiaires compétents des Nations Unies et d'autres organisations internationales, régionales et sous-régionales pour renforcer les capacités des États du Sahel, et les exhorte à redoubler d'efforts pour fournir à ces pays, à la demande de ces derniers, une assistance en vue de contribuer à la sécurité et à la maîtrise des armements, et de lutter contre la criminalité transnationale organisée et le terrorisme.

Le Conseil souligne à nouveau qu'il faut adopter une stratégie globale renforcée, plus régionale de l'aide humanitaire en faveur des populations en proie à l'insécurité alimentaire ou à des conflits ou en faveur des populations déplacées, dans le respect du droit international et des principes directeurs concernant l'aide humanitaire, et insiste sur la nécessité d'appeler l'attention sur le caractère structurel et chronique de l'insécurité alimentaire et de la crise nutritionnelle dans la région du Sahel, et de s'attaquer aux causes profondes des situations d'urgence humanitaire chroniques récurrentes ainsi que de renforcer les mécanismes régionaux d'alerte rapide et de réduction des risques de catastrophe.

Le Conseil loue les efforts du Coordonnateur régional des secours humanitaires pour le Sahel, du Bureau de la coordination des affaires humanitaires du Secrétariat et d'autres institutions en vue d'apporter l'assistance nécessaire et de faire connaître l'ampleur des problèmes qui frappent le Sahel. Il se félicite également de l'appui des pays de la région et d'autres, plus éloignés.

Le Conseil estime que le renforcement des institutions publiques, le développement économique et social, et le respect des droits de l'homme et de la primauté du droit sont autant d'éléments indispensables pour assurer, à long terme, la sécurité, le développement et la stabilité dans la région du Sahel.

Le Conseil estime également qu'il importe d'adopter une approche globale qui embrasse les questions de sécurité et de développement ainsi que les questions humanitaires, et qui soit de nature à répondre aux besoins immédiats de la région du Sahel ainsi qu'à ceux qui s'inscrivent dans une perspective à plus long terme.

Le Conseil se félicite de l'initiative du Secrétaire général, de tenir une réunion de haut niveau sur le Sahel, le 26 septembre 2012, en marge de la soixante-septième session de l'Assemblée générale.

Le Conseil se félicite également de la réunion que l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Sahel a tenue à Rome le 7 décembre 2012, laquelle a permis de définir des mesures concrètes et coordonnées propres à faciliter le règlement des multiples crises que connaît la région du Sahel.

Le Conseil encourage l'Envoyé spécial du Secrétaire général à continuer d'œuvrer à la coordination de l'action menée aux niveaux bilatéral, interrégional et international en faveur de la région du Sahel, et à mener un dialogue constructif avec les représentants des organisations régionales et sous-régionales, des partenaires bilatéraux et des pays de la région. À cet égard, il souligne qu'il importe que toutes les entités des Nations Unies opérant dans la région du Sahel appliquent une stratégie cohérente, globale et coordonnée et coopèrent en vue d'optimiser les synergies.

Le Conseil réitère à cet égard la demande qu'il avait faite dans sa résolution 2056 (2012) au Secrétaire général et à son Envoyé spécial de finaliser, dans les meilleurs délais, la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel touchant les questions de gouvernance, de sécurité, de droits de l'homme et de développement et les questions humanitaires.

À sa 6946^e séance, le 15 avril 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de l'Éthiopie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Paix et sécurité en Afrique

« Prévention des conflits en Afrique : élimination des causes profondes

« Lettre, en date du 2 avril 2013, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Rwanda auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2013/204) ».

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil³³³ :

Le Conseil de sécurité réaffirme que la Charte des Nations Unies lui a assigné la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Rappelant les Articles 33 et 34 de la Charte, il redit l'importance qu'il attache au règlement des différends par des moyens pacifiques et à l'adoption des mesures préventives voulues pour faire face à des différends ou à des situations dont la prolongation est susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Le Conseil rappelle que la prévention des conflits demeure au premier chef la responsabilité des États Membres. Aussi les actions menées par les organismes des Nations Unies dans le domaine de la prévention des conflits doivent-elles tendre à appuyer et à compléter, comme il convient, celles des gouvernements dans ce contexte.

Le Conseil note que, conformément à la mission à lui assignée en matière de paix et de sécurité internationales, il s'efforce de rester engagé à tous les stades du cycle des conflits et de continuer à étudier les possibilités de prévention pour empêcher tout différend de dégénérer en conflit armé ou la reprise de tel ou tel conflit armé. Il rappelle par ailleurs que, conformément aux Articles 99 et 35 de la Charte, le Secrétaire général ou tout État Membre peut attirer son attention sur toute affaire qui, à son avis, pourrait mettre en danger le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Le Conseil reconnaît l'importance d'une stratégie globale comportant des mesures opérationnelles et structurelles de prévention des conflits armés et encourage l'élaboration de mesures permettant de s'attaquer aux causes profondes des conflits en vue d'asseoir la paix durablement. Il réaffirme le rôle central que joue l'Organisation des Nations Unies à cet égard.

Il souligne qu'il importe de nouer des partenariats et de coopérer avec les organisations et les accords régionaux et sous-régionaux ainsi qu'il est dit au Chapitre VIII de la Charte, pour appuyer les activités de maintien de la paix et de consolidation de la paix et favoriser l'appropriation régionale et nationale.

Le Conseil rappelle que les systèmes d'alerte et d'intervention rapides, la diplomatie préventive, le déploiement préventif, la médiation, des mesures concrètes de désarmement et des stratégies de rétablissement, de maintien et de consolidation de la paix sont autant d'éléments interdépendants et complémentaires de toute stratégie globale de prévention des conflits. Il note l'importance que le dialogue entre toutes les parties, la réconciliation et la réintégration revêtent pour l'instauration et le maintien de la paix. Le Conseil renouvelle encore son appui aux travaux de la Commission de consolidation de la paix et redit sa volonté de faire appel aux services de la Commission en matière de conseil, de sensibilisation et de mobilisation des ressources aux fins de l'entreprise de consolidation de la paix.

Le Conseil souligne qu'il importe de s'attaquer aux causes profondes des conflits dans leurs dimensions régionales, rappelant les recommandations figurant dans le rapport du Secrétaire général, en date du 13 avril 1998, sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique³³⁴, et insistant sur la complémentarité de la prévention des conflits et du développement durable.

Le Conseil rappelle les déclarations antérieures de son Président concernant les divers facteurs et causes qui concourent à susciter, à aggraver ou à prolonger les conflits en Afrique, en particulier les facteurs et les causes mis en évidence et traités par lui. Il souligne l'importance qu'il y a à mettre en œuvre des programmes efficaces de réforme du secteur de la sécurité, à renforcer le respect des droits de l'homme et de l'état de droit, à pourvoir à la protection des civils, à lutter contre la discrimination et l'exclusion politique sous toutes leurs formes, notamment à l'égard des femmes et des enfants, à assurer la protection des personnes issues de minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, à consacrer le principe de responsabilité, à accompagner la réintégration et la réinsertion d'anciens soldats et d'enfants soldats, à promouvoir la réconciliation et des solutions locales, à réaliser des progrès significatifs sur la voie du développement socioéconomique durable, à éliminer la pauvreté, à accompagner les consultations électorales représentatives et la mise en place d'institutions démocratiques, notamment, et à maîtriser efficacement les armes légères.

³³³ S/PRST/2013/4.

³³⁴ S/1998/318.

Le Conseil comprend qu'il importe de disposer d'institutions nationales dynamiques et efficaces pour prévenir les conflits en Afrique et invite le Secrétaire général à s'assurer que l'action menée par l'Organisation des Nations Unies en faveur de la mise en place d'institutions vienne encourager l'appropriation nationale et se poursuive sur la base d'engagements mutuels.

Le Conseil reconnaît l'importance du rôle des bons offices du Secrétaire général et de ses envoyés spéciaux, des bureaux régionaux des Nations Unies tels que le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest dans la prévention des conflits.

Le Conseil salue les efforts que déploie l'Union africaine pour s'attaquer aux causes profondes des conflits en Afrique, notamment en usant de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, du Système d'alerte rapide à l'échelle du continent, de la Politique de reconstruction et de développement après un conflit, de l'Union africaine, et d'autres instruments et mécanismes analogues. Il souligne la précieuse contribution des capacités de médiation telles que le Conseil des anciens, le Groupe des Sages et des organisations régionales et sous-régionales, pour assurer la cohérence, la synergie et l'efficacité collective de leurs actions.

Le Conseil se félicite de la Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique et de la Convention de 1969 de l'Organisation de l'unité africaine régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique³³⁵, axées sur la protection des populations vulnérables.

Le Conseil réaffirme sa volonté de défendre les buts et les principes consacrés dans la Charte, y compris les principes de l'indépendance politique, de l'égalité souveraine et de l'intégrité territoriale de tous les États, qu'il respecte et auxquels il est attaché, et souligne la nécessité pour les États de s'acquitter de leurs obligations au regard du droit international.

Le Conseil réaffirme sa ferme opposition à l'impunité des auteurs de violations graves du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme et souligne que les États doivent s'acquitter des obligations à eux faites de mettre fin à l'impunité et, à cette fin, de mener des enquêtes approfondies sur les faits et de poursuivre les auteurs de crimes de guerre, de crimes de génocide, de crimes contre l'humanité et d'autres violations graves du droit international humanitaire, toujours dans le contexte de la prévention et du règlement des conflits. Le Conseil souligne qu'il importe de faire mieux connaître et respecter toutes les dispositions applicables du droit international, y compris le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, insiste sur l'importance de la responsabilité de protéger telle que consacrée dans le Document final du Sommet mondial de 2005³³⁶, notamment sur le fait qu'il incombe avant tout aux États Membres de protéger leurs populations contre le génocide, le nettoyage ethnique, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre. Il souligne en outre le rôle qui revient à la communauté internationale d'encourager et d'aider les États, notamment en renforçant leurs capacités, à assumer la responsabilité première qui est la leur. Le Conseil attend avec intérêt le rapport de 2013 du Secrétaire général sur la responsabilité de protéger. Il rappelle par ailleurs le rôle important que jouent les Conseillers spéciaux du Secrétaire général pour la prévention du génocide et pour la responsabilité de protéger dans les domaines de la prévention et du règlement des conflits.

Le Conseil souligne que la lutte contre l'impunité pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide est un important élément de la prévention des conflits. Il affirme que ces crimes graves ne doivent pas rester impunis et doivent être poursuivis efficacement, les mesures qui s'imposent devant être prises dans ce sens et insiste à cet égard sur le rôle de la justice pénale internationale.

Le Conseil réaffirme le rôle important que les femmes jouent dans la prévention et le règlement des conflits et la consolidation de la paix et demande de nouveau de veiller à les voir participer pleinement à la diplomatie préventive, sur un pied d'égalité avec les hommes, et à ce qu'elles soient représentées dans les processus correspondants et y soient associées, conformément aux résolutions 1325 (2000), 1820 (2008), 1888 (2009), 1889 (2009) et 1960 (2010). Il reconnaît qu'il lui faut accorder dans son propre travail une attention plus systématique aux engagements relatifs aux femmes et à la paix et la sécurité et à leur mise en

³³⁵ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1001, n° 14691.

³³⁶ Résolution 60/1 de l'Assemblée générale.

œuvre et, à cet égard, se félicite que son Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique entende faire une place à la problématique hommes-femmes dans ses travaux.

Le Conseil réaffirme qu'il importe de pourvoir à la protection des enfants en temps de conflit armé en vue d'asseoir la paix durablement, et encourage les initiatives prises dans le cadre des organisations et mécanismes régionaux et sous-régionaux pour assurer la protection des enfants touchés par les conflits armés. Il encourage également à continuer de prendre en compte la question de la protection des enfants dans leurs activités de sensibilisation, politiques et programmes, conformément aux résolutions 1612 (2005), 1882 (2009), 1998 (2011) et 2068 (2012).

Le Conseil salue le rôle décisif que jouent les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour ce qui est d'assurer le maintien de la paix et de la sécurité internationales, de prévenir et de maîtriser les conflits, de faire respecter les normes internationales et d'appliquer ses décisions et de consolider la paix au lendemain des conflits. Il salue également le rôle que jouent les missions politiques spéciales en concourant à la prévention des conflits en Afrique, notamment grâce à la diplomatie préventive et à la médiation, au rétablissement de la paix et à la fourniture d'appui à plus long terme en matière de consolidation de la paix à des pays juste après un conflit.

Le Conseil s'inquiète que l'exploitation illicite des ressources naturelles a contribué et contribue encore à entretenir des conflits. Il considère qu'à cet égard les Nations Unies peuvent jouer un rôle en aidant comme il convient les États concernés, à leur demande et en respectant rigoureusement leur souveraineté sur leurs ressources naturelles et leur souci de prendre leurs intérêts en main, à empêcher l'accès illicite aux ressources et à jeter les bases de leur exploitation licite en vue de favoriser le développement, cette aide pouvant consister en particulier à donner aux pays sortant d'un conflit les moyens de gérer durablement leurs ressources dans la légalité et la transparence. À cet égard, il encourage les organismes des Nations Unies à poursuivre les efforts qu'ils déploient sur le plan national, dans le respect de leurs mandats et en coopération étroite avec l'équipe de pays des Nations Unies, pour contribuer à la prévention des conflits en Afrique. Le Conseil convient également de l'importance de mécanismes de suivi et de certification des produits de base, comme le Système de certification du Processus de Kimberley³³⁷, et du rôle d'initiatives volontaires de promotion de la transparence des recettes, comme l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives, dans la prévention des conflits en Afrique.

Le Conseil encourage le développement du règlement pacifique des différends locaux par des arrangements régionaux et sous-régionaux, conformément au Chapitre VIII de la Charte, à condition que leurs activités n'aillent pas à l'encontre des buts et des principes des Nations Unies. Il renouvelle son soutien à l'action menée en matière de prévention des conflits par toutes les organisations régionales et sous-régionales compétentes, en particulier l'Union africaine, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté de développement de l'Afrique australe, l'Autorité intergouvernementale pour le développement, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et l'Union du Maghreb arabe.

Le Conseil souligne qu'il importe de continuer de mobiliser les mécanismes de prévention des conflits en Afrique existants des Nations Unies, y compris les équipes de pays des Nations Unies, les organisations régionales et sous-régionales ainsi que les gouvernements, au service de la diplomatie préventive, ou de la lutte contre les causes profondes des conflits, en tant que de besoin, et encourage la promotion d'approches régionales du règlement pacifique des différends, à condition qu'elles cadrent avec les buts et les principes de la Charte.

Le Conseil encourage le Secrétaire général à continuer d'user de la médiation en Afrique aussi souvent que possible pour aider à régler les conflits par des moyens pacifiques en œuvrant en étroite coordination avec l'Union africaine et d'autres organisations sous-régionales, selon qu'il conviendra.

Le Conseil attend avec intérêt le rapport annuel du Secrétaire général sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique, devant contenir des recommandations sur la meilleure manière pour le système des Nations Unies de lutter contre les causes profondes des conflits en Afrique et de coopérer avec les organisations régionales et sous-régionales et d'autres acteurs.

³³⁷ Voir A/57/489.

Le 9 mai 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général³³⁸ :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 6 mai 2013 concernant le rapport que vous devez présenter en application des résolutions 2056 (2012) et 2071 (2012)³³⁹ du Conseil de sécurité a été portée à l'attention des membres du Conseil.

Les membres du Conseil ont pris note de la demande que vous y avez formulée, à savoir que la date de présentation du rapport soit repoussée, et attendent ce rapport avec intérêt pour le 14 juin 2013.

À sa 6965^e séance, le 13 mai 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Algérie, du Bénin, de la Côte d'Ivoire, de l'Éthiopie, de la République-Unie de Tanzanie et du Soudan à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Paix et sécurité en Afrique

« Les enjeux de la lutte contre le terrorisme en Afrique dans le contexte du maintien de la paix et de la sécurité internationales

« Lettre, en date du 30 avril 2013, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Togo auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2013/264) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Abdullahi Shehu, Directeur général du Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest, à M. Tété António, Observateur permanent de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies, et à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil³⁴⁰ :

Le Conseil de sécurité réaffirme que la Charte des Nations Unies lui assigne la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Le Conseil constate avec une profonde inquiétude que le terrorisme continue de faire peser une grave menace sur la paix et la sécurité internationales, la jouissance des droits de l'homme et le développement économique et social des États, et compromet la stabilité et la prospérité en Afrique, en particulier que cette menace est devenue plus diffuse, les actes de terrorisme, y compris ceux motivés par l'intolérance ou l'extrémisme, se multipliant dans diverses régions du monde.

Le Conseil rappelle toutes ses résolutions et déclarations sur la lutte contre le terrorisme, renouvelle sa ferme condamnation du terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, quels qu'en soient les auteurs, le lieu et les motifs, et se dit résolu à combattre le terrorisme par tous les moyens, sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, dans le respect de la Charte et du droit international, y compris des règles applicables du droit international des droits de l'homme, du droit international des réfugiés et du droit international humanitaire.

Le Conseil est fortement préoccupé par la multiplication des actes de violence perpétrés par des groupes armés, dont le nombre augmente dans plusieurs régions et sous-régions de l'Afrique. Il est d'autant plus inquiet car les États dans ces régions se heurtent à des problèmes tels que la porosité des frontières qui continue de compliquer les activités de surveillance des frontières et la recrudescence du trafic des armes ; ces États doivent en outre faire face à une situation socioéconomique difficile, d'où un manque de moyens et de ressources pour lutter efficacement contre le terrorisme. Il souligne à cet égard qu'il importe de mettre en place des institutions solides et efficaces aux niveaux national, sous-régional et régional.

Le Conseil sait que les forces armées ou les forces de sécurité, les mesures coercitives ou les activités de renseignement ne suffiront pas à vaincre le terrorisme, et souligne qu'il importe de s'attaquer aux conditions

³³⁸ S/2013/277.

³³⁹ S/2013/276.

³⁴⁰ S/PRST/2013/5.

propices à la propagation du terrorisme, notamment de tout faire pour prévenir les conflits de longue durée ou les régler par des moyens pacifiques et de promouvoir l'état de droit, la défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la bonne gouvernance, la tolérance et l'ouverture.

Le Conseil affirme que la lutte contre le terrorisme à long terme passe par l'adoption d'une stratégie globale pour relever les défis qui consistent à promouvoir la croissance économique, à favoriser la bonne gouvernance, à faire reculer la pauvreté, à renforcer les capacités des États, à étendre les services sociaux et à combattre la corruption, en particulier en Afrique, mais aussi dans d'autres régions.

Le Conseil réaffirme que le terrorisme ne peut et ne saurait être associé à aucune religion, nationalité ou civilisation.

Le Conseil réaffirme également que les États Membres doivent s'abstenir, dans leurs relations internationales, d'employer ou de menacer d'employer la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, prêter leur concours à l'Organisation des Nations Unies dans toute action qu'elle mène en accord avec la Charte, et s'abstenir de fournir une assistance à tout État contre lequel l'Organisation prend des mesures préventives ou coercitives.

Le Conseil constate avec inquiétude que les menaces terroristes mettent en péril la sécurité des pays dans les sous-régions concernées et, par conséquent, du continent tout entier, et ont un impact négatif sur les efforts déployés par les États africains pour promouvoir le développement social et économique. Il estime que le développement et la sécurité se renforcent mutuellement et doivent impérativement être pris en compte dans une stratégie efficace et globale de lutte contre le terrorisme.

Le Conseil prend note du changement de nature et de caractère du terrorisme en Afrique, se déclare préoccupé par le lien de plus en plus étroit, dans de nombreux cas, entre terrorisme et criminalité transnationale organisée et activités illicites telles que le trafic de la drogue et des armes et la traite d'êtres humains, et souligne qu'il importe de renforcer la coordination des efforts engagés aux niveaux national, sous-régional, régional et international pour apporter une réponse mondiale plus énergique à ce grave problème et à la menace qu'il constitue pour la paix et la sécurité internationales.

Le Conseil rappelle ses résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011), 1373 (2001), 1540 (2004) et 1624 (2005) ainsi que tous les autres instruments internationaux de lutte contre le terrorisme pertinents, insiste sur la nécessité de leur pleine application, demande à nouveau aux États d'envisager de devenir partie dès que possible à l'ensemble des conventions et protocoles internationaux pertinents et de s'acquitter pleinement des obligations découlant de ceux auxquels ils sont déjà partie, et prend note de la décision du Comité spécial créé par la résolution 51/210 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1996, estimant que davantage de temps est nécessaire pour réaliser des progrès substantiels en ce qui concerne les questions en suspens, de recommander que la Sixième Commission crée, à la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale, un groupe de travail chargé de finaliser le processus relatif au projet de convention générale sur le terrorisme international³⁴¹.

Le Conseil considère les sanctions comme un outil important de lutte contre le terrorisme et rappelle que les résolutions pertinentes doivent être appliquées rapidement et efficacement, en particulier ses résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011) qui constituent un instrument essentiel pour lutter contre le terrorisme. Il réaffirme qu'il reste résolu à faire en sorte que soient instituées des procédures régulières et claires pour l'inscription de personnes et d'entités sur les listes des comités des sanctions et pour leur radiation, ainsi que pour l'octroi de dérogations pour raison humanitaire.

Le Conseil réaffirme qu'il importe de renforcer la coopération entre les comités de lutte contre le terrorisme créés par ses résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011), 1373 (2001), 1540 (2004), 1988 (2011), et leurs groupes d'experts.

Le Conseil réaffirme qu'il est prêt à imposer des sanctions aux personnes et entités qui abritent, financent, aident, soutiennent, organisent ou forment des personnes ou des groupes en vue de la commission d'actes de violence ou de terrorisme contre d'autres États ou leurs citoyens en Somalie ou dans la région, ou incitent des individus ou groupes à commettre de tels actes, conformément à ses résolutions pertinentes, ainsi qu'aux autres

³⁴¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-huitième session, Supplément n° 37 (A/68/37), par. 12.

réseaux régionaux et aux personnes, groupes, entreprises et entités qui ne rompent pas tous les liens avec Al-Qaida et des groupes qui lui sont affiliés, notamment Al-Qaida au Maghreb islamique, le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest et Ansar Eddine, conformément à la résolution 2083 (2012).

Le Conseil prend note des instruments pertinents adoptés par l'Union africaine pour prévenir et combattre le terrorisme, en particulier la Convention sur la prévention et la lutte contre le terrorisme³⁴², adoptée à Alger en 1999, et le Protocole à la Convention, ainsi que le Plan d'action sur les moyens de prévenir et de combattre le terrorisme, et salue les mesures prises par les États africains aux niveaux national et régional pour lutter contre le terrorisme.

Le Conseil, prenant note de la décision prise par l'Union africaine contenue dans le communiqué de son Conseil de paix et de sécurité en date du 8 décembre 2011, condamne fermement les enlèvements et les prises d'otages ayant pour but de lever des fonds ou d'obtenir des concessions politiques, constate que ces actes se multiplient dans la région du Sahel, et souligne qu'il faut s'attaquer d'urgence à ces problèmes. Il se déclare résolu à lutter contre les enlèvements et les prises d'otages dans la région du Sahel, dans le respect du droit international applicable, et prend note, à ce propos, de la publication du Mémorandum d'Alger sur les bonnes pratiques en matière de prévention des enlèvements contre rançon par des terroristes et d'élimination des avantages qui en découlent, à l'issue du Forum mondial de lutte contre le terrorisme.

Le Conseil réaffirme l'obligation faite aux États Membres de s'abstenir d'apporter toute forme d'appui, actif ou passif, à des entités ou à des personnes qui participent ou sont associées à des actes terroristes, notamment de réprimer le recrutement de membres par les groupes terroristes, et d'empêcher la livraison d'armes à des terroristes; et considère que des mesures doivent être prises pour prévenir et réprimer le financement du terrorisme et des organisations terroristes, y compris au moyen du produit d'activités illégales, notamment de la criminalité organisée, du trafic et de la production illégale de stupéfiants et de précurseurs, et qu'il importe que la coopération internationale se poursuive à cette fin.

Le Conseil salue l'important travail accompli par les organismes des Nations Unies et d'autres organisations multilatérales pour soutenir les efforts faits pour prévenir et réprimer le financement du terrorisme et des organisations terroristes, en particulier le Groupe d'action financière, le Groupe anti-blanchiment de l'Afrique orientale et australe, le Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest et le Groupe d'action financière du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord dans leur action de renforcement des capacités et de la coopération.

Le Conseil souligne que la poursuite des efforts internationaux visant à favoriser le dialogue et l'entente entre les civilisations pour éviter que telle ou telle religion ou culture soit systématiquement attaquée, ainsi que la recherche de solutions aux conflits régionaux qui persistent et à l'ensemble des problèmes mondiaux, notamment les problèmes de développement, contribuera à renforcer la lutte internationale contre le terrorisme.

Le Conseil réaffirme la nécessité pour les États d'Afrique de collaborer étroitement et directement avec les organes compétents de l'Union africaine et autres mécanismes régionaux à la mise en place de mesures renforcées de coopération, d'assistance mutuelle et de coordination entre les forces de l'ordre, les procureurs et les juges, afin que les efforts déployés collectivement par l'Afrique soient plus efficaces et notamment plus volontaristes, s'agissant de la lutte contre le terrorisme, et insiste sur l'importance de prendre toutes les mesures nécessaires et appropriées dans le respect du droit international, pour protéger le droit à la vie et les autres droits de l'homme en Afrique.

Le Conseil est préoccupé par l'extrémisme et l'incitation au terrorisme dans des États d'Afrique et met en avant l'importance de combattre l'extrémisme violent dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, notamment en éliminant les conditions propices à la propagation du terrorisme et en renforçant la capacité de résilience des sociétés en encourageant la tolérance, la diversité, le respect et le dialogue.

Le Conseil prend note de l'appui fourni par les acteurs bilatéraux et multilatéraux, notamment l'Union africaine, l'Union européenne, l'Organisation de la coopération islamique, la Ligue des États arabes et des organisations sous-régionales telles que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté des États sahélo-sahariens, l'Autorité intergouvernementale pour le développement et l'Union du Maghreb arabe, dans la lutte contre le terrorisme en Afrique et invite la communauté internationale et les

³⁴² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2219, n° 39464.

organismes des Nations Unies à renforcer leur coopération avec les organismes sous-régionaux de lutte contre le terrorisme tels que le Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme.

Le Conseil rappelle le rôle déterminant que jouent le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste (Comité contre le terrorisme) et sa Direction exécutive pour ce qui est de veiller à l'application intégrale de ses résolutions 1373 (2001) et 1624 (2005) et souligne qu'il importe d'aider les États Membres, en leur fournissant l'assistance technique voulue, à se doter des moyens de donner effet à ces résolutions, encourage le Comité contre le terrorisme et sa Direction exécutive à continuer de travailler avec les États Membres qui leur en font la demande, en particulier à évaluer les besoins d'assistance technique et à faciliter la fourniture de cette assistance, en étroite collaboration avec l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme et avec d'autres fournisseurs bilatéraux et multilatéraux d'assistance technique, et se félicite de la démarche ciblée et régionale qu'a adoptée la Direction exécutive pour répondre aux besoins de chaque État Membre et de chaque région en matière de lutte contre le terrorisme.

Le Conseil note avec satisfaction les activités de renforcement des capacités que des entités des Nations Unies, dont l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, ont entreprises en coordination avec d'autres organisations internationales, régionales et sous-régionales compétentes pour aider les États Membres africains qui le demandent à appliquer la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies³⁴³, et engage l'Équipe à veiller à ce que l'assistance fournie aux fins du renforcement des capacités soit ciblée.

Le Conseil engage instamment les États du Sahel et du Maghreb à intensifier la coopération et la coordination interrégionales en vue d'élaborer des stratégies de lutte non sélectives et efficaces pour combattre de manière globale et intégrée les activités des groupes terroristes, à savoir notamment Al-Qaida au Maghreb islamique, le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest et Ansar Eddine, et prévenir leur expansion ainsi que pour contenir la prolifération de toutes armes et formes de criminalité transnationale organisée, notamment le trafic de drogues, et, à ce propos, prend note du texte adopté à la conférence sur la coopération en matière de police des frontières au Sahel et au Maghreb, organisée à Rabat du 13 au 15 mars 2013 par la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme et l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, ainsi que des conclusions de la réunion ministérielle sur le renforcement de la coopération en matière de sécurité et l'opérationnalisation de l'Architecture africaine de paix et de sécurité dans la région sahélo-saharienne, qui s'est tenue le 17 mars 2013 à Nouakchott.

Le Conseil juge important que les instances pénales nationales apportent une réponse efficace face au terrorisme et souligne qu'il importe de renforcer la coopération entre les États Membres et les organismes des Nations Unies et organes subsidiaires de l'Organisation des Nations Unies, afin d'améliorer les capacités de chacun, notamment en les aidant à élaborer et à appliquer des méthodes de lutte contre le terrorisme reposant sur l'état de droit, et prend note de la publication par le Forum mondial de lutte contre le terrorisme du Mémoire de Rabat sur les bonnes pratiques pour des actions efficaces de lutte contre le terrorisme dans le secteur de la justice pénale.

Le Conseil est conscient du fait que le fléau du terrorisme ne peut être vaincu que grâce à l'adoption d'une démarche suivie et globale, fondée sur la participation et la collaboration actives de l'ensemble des États ainsi que des organisations internationales et régionales concernées et de la société civile, et insiste sur la nécessité de s'attaquer aux facteurs propices à la propagation du terrorisme, comme décrit dans la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Il encourage les États Membres à mettre au point des stratégies globales et intégrées de lutte contre le terrorisme.

Le Conseil invite le Secrétaire général à lui présenter, dans un délai de 6 mois, un rapport concis contenant une étude et une évaluation complètes des efforts déployés par le système des Nations Unies pour aider les organismes nationaux, sous-régionaux et régionaux en Afrique à lutter contre le terrorisme, en vue de poursuivre l'examen des éventuelles mesures à cet égard.

Le 16 mai 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général³⁴⁴ :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 14 mai 2013, par laquelle vous faites part de votre intention de nommer M. Haile Menkerios (Afrique du Sud) Chef du Bureau des Nations Unies auprès de

³⁴³ Résolution 60/288 de l'Assemblée générale.

³⁴⁴ S/2013/293.

l'Union africaine et votre Représentant spécial auprès de l'Union africaine, au rang de Secrétaire général adjoint³⁴⁵, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris note.

À sa 6988^e séance, le 26 juin 2013, le Conseil a examiné la question intitulée :

« Paix et sécurité en Afrique

« Rapport du Secrétaire général sur la situation dans la région du Sahel (S/2013/354) ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Romano Prodi, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Sahel.

À sa 7001^e séance, le 16 juillet 2013, le Conseil a examiné la question intitulée :

« Paix et sécurité en Afrique

« Rapport du Secrétaire général sur la situation dans la région du Sahel (S/2013/354) ».

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, la Présidente a fait la déclaration suivante au nom du Conseil³⁴⁶ :

Le Conseil de sécurité réaffirme sa préoccupation concernant la situation alarmante dans la région du Sahel et sa volonté de traiter les problèmes complexes d'ordre sécuritaire et politique de la région, liés aux enjeux humanitaires, et de développement, ainsi qu'aux effets néfastes des changements climatique et écologique. Il salue dans ce contexte le déploiement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, venue prendre le relais de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine après la passation de pouvoirs du 1^{er} juillet 2013.

Le Conseil réaffirme son attachement ferme à la souveraineté, à l'intégrité territoriale, à l'indépendance politique et à l'unité des pays de la région du Sahel.

Le Conseil reste profondément préoccupé par les activités que des organisations terroristes, y compris Al-Qaida au Maghreb islamique et le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest, mènent dans la région du Sahel et condamne de nouveau fermement les attentats terroristes qui y ont été récemment perpétrés. Il considère les sanctions comme un outil important de la lutte antiterroriste, et insiste sur l'importance de la mise en œuvre rapide et effective de ses résolutions pertinentes, en particulier les résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011), qui sont des instruments clefs de la lutte contre le terrorisme. Il reste aussi préoccupé par la gravité des menaces que font peser sur la paix et la sécurité les conflits armés, la prolifération des armes et la criminalité transnationale organisée, y compris les activités illicites comme le trafic de drogues dans la région, et ses liens de plus en plus étroits avec le terrorisme dans certains cas. Il demande de nouveau que sa résolution 2017 (2011) soit intégralement appliquée.

Le Conseil condamne fermement les violations des droits de l'homme et les violences contre les civils, notamment les femmes et les enfants, qui sont commises dans la région par des groupes terroristes et d'autres groupes extrémistes.

Le Conseil estime que le renforcement des institutions publiques, le développement économique et social partagé, et le respect des droits de l'homme et de la primauté du droit sont autant d'éléments indispensables à la sécurité, au développement et à la stabilité à long terme de la région du Sahel.

Le Conseil insiste sur l'importance de mener une action cohérente, globale et coordonnée qui s'étende aux questions de sécurité, de gouvernance, de développement et de droits de l'homme, ainsi qu'aux questions humanitaires, en vue de lever les menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité dans la région du Sahel et de s'attaquer à leurs causes profondes. Il se félicite de l'élaboration de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel demandée dans sa résolution 2056 (2012), et approuve les trois objectifs stratégiques qui y sont définis.

Le Conseil salue les efforts déployés par l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Sahel pour aider à l'élaboration de la Stratégie, attirer l'attention sur la situation dans la région du Sahel et mobiliser les ressources et le soutien nécessaires pour répondre aux besoins immédiats et à long terme de la région. Il accueille avec satisfaction la proposition de l'Envoyé spécial tendant à nouer des partenariats avec les

³⁴⁵ S/2013/292.

³⁴⁶ S/PRST/2013/10.

institutions financières internationales et régionales compétentes pour promouvoir des initiatives novatrices en faveur de la région et, à cet égard, encourage l'Envoyé spécial à faire en sorte que l'action menée par l'Organisation des Nations Unies pour aider la région du Sahel soit mieux coordonnée et plus cohérente. Il l'encourage par ailleurs à poursuivre ses efforts et sa mission de bons offices afin de renforcer la coopération transrégionale et interrégionale et l'assistance internationale fournie à la région.

Le Conseil salue également l'action menée par le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest en faveur des États de la région du Sahel.

Le Conseil souligne l'importance d'une approche coordonnée de toutes les entités des Nations Unies qui concourent à la mise en œuvre de la Stratégie, de manière à optimiser les synergies. Il demande au Secrétaire général d'assurer une mise en œuvre efficace de la Stratégie en veillant à une étroite collaboration entre le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Sahel, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et les entités des Nations Unies compétentes qui mènent des activités dans la région du Sahel, y compris l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. Il demande par ailleurs au Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest de mettre en place un mécanisme de coordination efficace et détaillé qui permette aux organismes des Nations Unies mettant en œuvre la Stratégie de hiérarchiser leurs activités et de coordonner leurs actions.

Le Conseil considère qu'il est important de susciter l'appropriation nationale et régionale de la Stratégie et d'en assurer la mise en œuvre en étroite consultation avec les États du Sahel, de l'Afrique de l'Ouest et du Maghreb, ainsi qu'avec l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Union économique et monétaire ouest-africaine, l'Union du Maghreb arabe, la Communauté des États sahélo-sahariens, l'Union européenne, les institutions financières régionales, dont la Banque africaine de développement et la Banque islamique de développement, ainsi que d'autres donateurs et partenaires bilatéraux. Il souligne également qu'il faudra éviter les doubles emplois dans la mise en œuvre de la Stratégie et renforcer la solidarité collective de toute la région du Sahel.

Le Conseil demande aux États du Sahel, de l'Afrique de l'Ouest et du Maghreb d'intensifier la coopération et la coordination interrégionales dans l'optique de mettre au point des stratégies non exclusives et efficaces pour mener une lutte globale et intégrée contre les activités des groupes terroristes, prévenir la prolifération de toutes les armes et réduire la criminalité transnationale organisée, y compris les activités illicites comme le trafic de drogues. À cet égard, il encourage la mise en œuvre d'activités de suivi sur la base des conclusions issues de la conférence des Nations Unies sur la coopération en matière de police des frontières au Sahel et au Maghreb, qui s'est tenue à Rabat du 13 au 15 mars 2013. Il souligne l'importance de la coordination régionale et internationale dans la lutte contre la menace terroriste dans la région du Sahel, et encourage l'Organisation des Nations Unies, le Forum mondial de lutte contre le terrorisme, l'Union africaine et d'autres organisations et initiatives pertinentes à échanger des informations et à coopérer étroitement.

Le Conseil salue l'action que les États du Sahel et les organisations régionales compétentes mènent pour régler les problèmes humanitaires de la région et renforcer la résilience. Il rend également hommage à certains pays de la région et d'autres donateurs pour l'appui qu'ils fournissent et leur demande de continuer à aider les États du Sahel. Il se félicite des efforts que déploie le Coordonnateur régional des secours humanitaires pour le Sahel, avec le concours du Bureau de la coordination des affaires humanitaires du Secrétariat et d'autres acteurs et organismes humanitaires, pour appeler l'attention sur l'ampleur des difficultés auxquelles la région du Sahel doit faire face, fournir une aide humanitaire aux populations touchées et renforcer la résilience à l'échelle locale, nationale et régionale en vue d'atténuer les effets des catastrophes.

Le Conseil se félicite que le Secrétaire général ait l'intention d'organiser une réunion de haut niveau sur le Sahel en marge de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale. Il se félicite également de l'intention du Secrétaire général de se rendre dans la région du Sahel dans le courant de l'année, en compagnie du Président du Groupe de la Banque mondiale, et attend avec intérêt le compte rendu qu'il lui fera à son retour.

Le Conseil prie le Secrétaire général de le tenir informé de l'évolution de la mise en œuvre de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel d'ici au 31 décembre 2013 au plus tard, et de lui présenter un rapport écrit le 30 juin 2014 au plus tard.

**COOPÉRATION ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
ET LES ORGANISATIONS RÉGIONALES ET SOUS-RÉGIONALES
AUX FINS DU MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ
INTERNATIONALES³⁴⁷**

Décisions

À sa 6919^e séance, le 13 février 2013, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales »

« Union européenne ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à la baronne Ashton, Haute-Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

LA SITUATION EN LIBYE³⁴⁸

Décisions

Le 11 septembre 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général³⁴⁹ :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 10 septembre 2012, par laquelle vous faites part de votre intention de nommer M. Tarek Mitri (Liban) votre Représentant spécial pour la Libye et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye³⁵⁰, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris note.

À sa 6832^e séance, le 12 septembre 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Libye à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Libye

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (S/2012/675) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

À sa 6855^e séance, le 7 novembre 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Libye à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en Libye ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M^{me} Fatou Bensouda, Procureure de la Cour pénale internationale.

À sa 6857^e séance, le 8 novembre 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Libye à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en Libye ».

³⁴⁷ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2007 des résolutions et décisions sur cette question.

³⁴⁸ Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2011 des résolutions et décisions sur cette question.

³⁴⁹ S/2012/700.

³⁵⁰ S/2012/699.

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Tarek Mitri, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye, à participer à la séance par visioconférence.

À sa 6912^e séance, le 29 janvier 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Libye à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en Libye ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Tarek Mitri, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye.

À sa 6934^e séance, le 14 mars 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Libye (Premier Ministre) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Libye

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (S/2013/104) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Tarek Mitri, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye.

Résolution 2095 (2013) du 14 mars 2013

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions 1970 (2011) du 26 février 2011, 1973 (2011) du 17 mars 2011, 2009 (2011) du 16 septembre 2011, 2016 (2011) du 27 octobre 2011, 2017 (2011) du 31 octobre 2011, 2022 (2011) du 2 décembre 2011 et 2040 (2012) du 12 mars 2012,

Réitérant son ferme attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale de la Libye,

Réaffirmant ses résolutions 1674 (2006) du 28 avril 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé, ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1998 (2011) du 12 juillet 2011 et 2068 (2012) du 19 septembre 2012 sur le sort des enfants en temps de conflit armé et ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009 et 1960 (2010) du 16 décembre 2010 sur les femmes et la paix et la sécurité,

Exprimant l'espoir que l'avenir de la Libye reposera sur la réconciliation nationale, la justice, le respect des droits de l'homme et l'état de droit,

Soulignant l'importance de favoriser la pleine et égale participation de toutes les composantes de la société libyenne, y compris les femmes, les jeunes et les minorités, au processus politique de l'après-conflit,

Rappelant la décision qu'il a prise dans sa résolution 1970 (2011) de saisir le Procureur de la Cour pénale internationale de la situation en Libye et l'importance de la coopération pour amener à répondre de leurs actes les responsables de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, y compris les auteurs d'attaques dirigées contre la population civile,

Se disant vivement préoccupé par les informations faisant état de violences sexuelles commises durant le conflit en Libye contre des femmes, des hommes et des enfants, y compris dans les établissements pénitentiaires et les centres de détention, et par l'enrôlement et l'utilisation d'enfants dans les conflits armés, en violation du droit international applicable,

Se disant préoccupé par le fait qu'il n'est pas organisé de procédure judiciaire pour les personnes détenues pour des raisons liées au conflit, dont beaucoup dans des conditions échappant toujours à l'autorité de l'État, se disant vivement préoccupé par les informations faisant état de violations des droits de l'homme et de violences dans les centres de détention, et prenant note des mesures prises récemment par le Ministère de la justice pour régler ces questions,

Réaffirmant que le retour volontaire et durable, en toute sécurité, des réfugiés et des personnes déplacées sera un facteur important de la consolidation de la paix en Libye,

Se déclarant préoccupé par la prolifération illicite dans la région d'armes et de matériel connexe de tous types provenant de Libye, en particulier d'armes lourdes et légères, d'armes de petit calibre et de missiles sol-air portables, et des répercussions négatives qu'elle a sur la paix et la sécurité régionales et internationales,

Rappelant à tous les États Membres les obligations résultant de ses résolutions 1970 (2011) et 1973 (2011), modifiées par ses résolutions ultérieures, en particulier les obligations portant sur les armes et le matériel connexe de tous types,

Se déclarant préoccupé par la multiplication des atteintes à la sécurité, en particulier dans l'est de la Libye et le long de ses frontières méridionales,

Rappelant la création, le 16 septembre 2011, de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye et réaffirmant que l'Organisation des Nations Unies devrait coordonner les efforts déployés par la communauté internationale pour accompagner, dans le respect du principe de l'appropriation et de la responsabilité nationales, le processus de transition et de renforcement des institutions dirigé par les Libyens eux-mêmes, le but étant de bâtir une Libye pacifique, démocratique, indépendante et unie,

Considérant que la tenue d'élections crédibles et la participation sans exclusive aux travaux de rédaction de la constitution sont essentielles à une transition démocratique en Libye, et réaffirmant que la Mission est prête à apporter son assistance à cette entreprise à la demande du Gouvernement libyen,

Soutenant le Gouvernement libyen dans sa volonté de renforcer la sécurité régionale et saluant à ce propos l'accord conclu par la Libye, le Niger, le Soudan et le Tchad en vue de prendre des mesures aux fins de la création d'une commission mixte de la sécurité des frontières, ainsi que la rencontre à Ghadamès (Libye) le 12 janvier 2013 des Premiers Ministres libyen, tunisien et algérien, qui a débouché sur l'adoption de mesures communes pour lutter contre la criminalité organisée et les mouvements illicites,

Prenant note des priorités du Gouvernement libyen en matière d'assistance internationale dans les domaines de la réforme du secteur de la sécurité, de l'état de droit et de la justice transitionnelle, et saluant le concours apporté par la Mission à cet égard, notamment lors des rencontres tenues à l'initiative du Gouvernement avec ses partenaires internationaux à Londres le 17 décembre 2012 et à Paris le 12 février 2013,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur la Mission³⁵¹, y compris la recommandation tendant au renouvellement du mandat de la Mission pour une période de 12 mois,

Prenant note du rapport final du Groupe d'experts sur la Libye présenté en application de l'alinéa *d* du paragraphe 10 de la résolution 2040 (2012)³⁵² et des conclusions et recommandations qui y sont formulées,

Conscient que la Charte des Nations Unies lui confie la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales,

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte,

1. *Se félicite* de l'évolution favorable de la situation en Libye, notamment de la tenue le 7 juillet 2012 d'élections nationales, de la création du Congrès général national et du transfert pacifique du pouvoir entre le Conseil national de transition et le premier gouvernement d'union nationale démocratique, ce qui laisse présager un avenir démocratique, pacifique et prospère pour les Libyens ;

2. *Compte* que les travaux de rédaction de la constitution se dérouleront sans exclusive et redit qu'il importe que la période de transition soit placée sous le signe de l'attachement à la démocratie, à la bonne gouvernance, à l'état de droit, à la réconciliation nationale et au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales de tous en Libye ;

³⁵¹ S/2013/104.

³⁵² Voir S/2013/99, annexe.

3. *Demande* au Gouvernement libyen de promouvoir et de protéger les droits de l'homme, surtout en ce qui concerne les femmes, les enfants et les personnes appartenant à des groupes vulnérables, conformément aux obligations à lui faites par le droit international, y compris le droit des droits de l'homme, demande que les auteurs de violations graves du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme, y compris les violences sexuelles et atteintes et agressions sur la personne d'enfants, soient amenés à répondre de leurs actes en application des normes internationales, et exhorte tous les États Membres à coopérer étroitement avec le Gouvernement pour l'aider à mettre fin à l'impunité dont jouissent ces auteurs ;

4. *Demande également* au Gouvernement libyen de continuer à coopérer pleinement avec la Cour pénale internationale et la Procureure de la Cour, et à leur apporter toute l'aide voulue, comme le prescrit la résolution 1970 (2011) ;

5. *Se dit profondément préoccupé* par les informations faisant état de représailles, de détentions arbitraires en méconnaissance de la légalité, d'emprisonnements illégaux, de mauvais traitements, de tortures et d'exécutions extrajudiciaires qui ne cessent de lui parvenir, demande au Gouvernement libyen de prendre toutes les mesures nécessaires pour accélérer le cours de la justice, faire en sorte que les détenus soient placés sous l'autorité de l'État et empêcher les violations des droits de l'homme et les atteintes à ces droits, demande la libération immédiate de tous les ressortissants étrangers détenus illégalement en Libye, et insiste sur le fait que c'est le Gouvernement qui est responsable au premier chef de la protection de la population en Libye, ainsi que des ressortissants étrangers, y compris les migrants africains ;

6. *Engage* la Libye et les États voisins à poursuivre l'action qu'ils mènent en vue d'instaurer une coopération régionale propre à stabiliser la situation de la Libye et d'empêcher des éléments de l'ancien régime libyen et des groupes extrémistes violents d'utiliser leur territoire pour planifier, financer ou commettre des actes de violence, ou d'autres actes illégaux, dans le but de déstabiliser la Libye et les États de la région, et note qu'une telle coopération serait bénéfique pour la stabilité dans la région du Sahel ;

Mandat de l'Organisation des Nations Unies

7. *Décide* de proroger le mandat de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye pour une nouvelle période de 12 mois, sous la conduite du Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye, et décide en outre que, les principes de l'appropriation nationale étant scrupuleusement respectés, le mandat de la Mission en tant que mission politique spéciale intégrée consistera à aider le Gouvernement libyen à déterminer les besoins et les priorités dans tout le pays, à y répondre en donnant des conseils stratégiques et techniques, selon qu'il conviendra, et à appuyer l'action que mène la Libye en vue de :

a) Gérer la transition démocratique, notamment en offrant des conseils et une assistance techniques lors du processus électoral libyen et lors de l'élaboration, de la rédaction et de l'adoption de la nouvelle constitution de la Libye, ainsi que l'aide nécessaire pour accroître la capacité, la transparence et la responsabilité des institutions, donner des moyens d'action à toutes les composantes de la société libyenne, en particulier aux femmes et aux minorités, et favoriser leur participation à la vie politique, notamment aux travaux de rédaction de la constitution, et contribuer à l'essor de la société civile libyenne ;

b) Promouvoir l'état de droit et veiller au respect et à la défense des droits de l'homme, conformément aux obligations juridiques internationales faites à la Libye, surtout en ce qui concerne les femmes et les personnes appartenant à des groupes vulnérables, comme les enfants, les minorités et les migrants, y compris en aidant le Gouvernement libyen à veiller à ce que les détenus soient traités avec humanité, dans le respect de la légalité, à réformer les institutions judiciaires et pénitentiaires et à les rendre transparentes et responsables, en l'aidant à arrêter et à mettre en œuvre une stratégie globale de justice transitionnelle, à œuvrer à la réconciliation nationale et à assurer la poursuite des activités d'identification, de séparation et de réintégration des enfants touchés par le conflit armé ;

c) Rétablir la sécurité publique, notamment en donnant des conseils et une assistance stratégiques et techniques au Gouvernement libyen pour lui permettre de se doter d'institutions compétentes et de bien coordonner l'action de l'État en matière de sécurité, et d'appliquer une politique nationale cohérente en vue de l'intégration des ex-combattants dans les forces nationales de sécurité libyennes, ou de leur démobilisation et réintégration dans la vie civile, notamment dans le système éducatif et dans la vie professionnelle, et de mettre en place des institutions de défense, de police et de sécurité compétentes, responsables et respectueuses des droits de l'homme, qui soient accessibles aux femmes et aux groupes vulnérables et sensibilisées à leur problématique ;

d) Lutter contre la prolifération illicite d'armes et de matériel connexe de tous types, en particulier d'armes lourdes et légères, d'armes de petit calibre et de missiles sol-air portables, notamment en élaborant une stratégie coordonnée à cette fin, éliminer les restes explosifs de guerre, exécuter des programmes de déminage et de destruction des munitions classiques, sécuriser et contrôler les frontières de la Libye et mettre en œuvre les conventions internationales sur les armes et les matières chimiques, biologiques et nucléaires, en coordination avec les organismes compétents des Nations Unies, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et les partenaires internationaux et régionaux ;

e) Coordonner l'aide internationale et mettre en place des organismes publics dans tous les secteurs énoncés aux alinéas *a* à *d* du présent paragraphe, y compris en appuyant le mécanisme de coordination correspondant du Gouvernement libyen, en conseillant le Gouvernement pour l'aider à déterminer les besoins prioritaires en matière d'aide internationale, en faisant participer les partenaires internationaux selon qu'il conviendra, en offrant une aide internationale au Gouvernement, en procédant à une répartition nette des tâches entre tous ceux qui fournissent une aide à la Libye et en établissant entre eux des voies de communication régulières et fréquentes ;

8. *Engage* la Mission à continuer d'appuyer les efforts tendant à promouvoir la réconciliation nationale, un dialogue politique ouvert à tous et des processus politiques visant à promouvoir la tenue d'élections libres, régulières et crédibles, la justice transitionnelle et le respect des droits de l'homme dans toute la Libye ;

Embargo sur les armes

9. *Décide* que les fournitures de matériel militaire non létal destiné exclusivement à un usage humanitaire ou de protection, de même que l'assistance technique ou la formation connexes, ne nécessiteront plus l'approbation du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye, contrairement à ce que prévoyait l'alinéa *a* du paragraphe 9 de la résolution 1970 (2011) ;

10. *Décide également* que les fournitures de matériel militaire non létal et toute assistance technique, formation ou aide financière ayant pour but exclusif l'aide au Gouvernement libyen pour la sécurité ou le désarmement ne nécessiteront plus de notification préalable au Comité ni l'absence de décision négative de ce dernier, contrairement à ce prévoyait l'alinéa *a* du paragraphe 13 de la résolution 2009 (2011) ;

11. *Exhorte* le Gouvernement libyen à continuer d'améliorer le contrôle des armes et du matériel connexe qui sont fournis, vendus ou transférés à la Libye conformément à l'alinéa *c* du paragraphe 9 de la résolution 1970 (2011) ou à l'alinéa *a* du paragraphe 13 de la résolution 2009 (2011), y compris en utilisant des certificats d'utilisateur final, et exhorte les États Membres et les organisations régionales à apporter une aide au Gouvernement pour renforcer l'infrastructure et les mécanismes en place à l'heure actuelle à cette fin ;

12. *Condamne* les violations des mesures visées par les résolutions 1970 (2011) et 1973 (2011), et modifiées par ses résolutions ultérieures, qui, selon certaines informations, continueraient de se produire, et rappelle le mandat du Comité, défini au paragraphe 24 de la résolution 1970 (2011), qui est d'examiner les informations faisant état de violations ou du non-respect de ces mesures et d'y donner la suite qui convient ;

Gel des avoirs

13. *Donne pour instruction* au Comité, en consultation avec le Gouvernement libyen, de revoir continuellement les autres mesures imposées par les résolutions 1970 (2011) et 1973 (2011), modifiées par la résolution 2009 (2011), s'agissant de la Libyan Investment Authority (Autorité libyenne d'investissement) et du Libyan Africa Investment Portfolio, et décide que le Comité, en consultation avec le Gouvernement, lèvera la désignation de ces entités dès que ce sera réalisable, afin que les avoirs soient mis à la disposition du peuple libyen et utilisés à son profit ;

Groupe d'experts

14. *Décide* de proroger pour une période de 13 mois le mandat du Groupe d'experts sur la Libye créé au paragraphe 24 de la résolution 1973 (2011) et modifié par la résolution 2040 (2012), entend revoir le mandat du Groupe et prendre les mesures qui s'imposent concernant une éventuelle prorogation de ce mandat au plus tard 12 mois après l'adoption de la présente résolution, et décide que le Groupe sera chargé de faire ce qui suit :

a) Aider le Comité à s'acquitter de son mandat, tel que défini au paragraphe 24 de la résolution 1970 (2011) ;

b) Réunir, examiner et analyser toutes informations provenant des États, d'organismes des Nations Unies compétents, d'organisations régionales et d'autres parties intéressées concernant l'application des mesures édictées dans les résolutions 1970 (2011) et 1973 (2011), et modifiées par les résolutions 2009 (2011) et 2040 (2012), ainsi que par la présente résolution, en particulier les violations de leurs dispositions ;

c) Faire des recommandations sur les décisions que lui-même, le Comité, le Gouvernement libyen ou d'autres États pourraient envisager de prendre pour améliorer l'application des mesures pertinentes ;

d) Lui remettre un rapport d'activité au plus tard 90 jours après sa nomination, et lui remettre un rapport final comportant ses conclusions et recommandations au plus tard 60 jours avant la fin de son mandat ;

15. *Prie instamment* tous les États, les organismes compétents des Nations Unies, dont la Mission, et les autres parties intéressées de coopérer pleinement avec le Comité et avec le Groupe, en particulier en leur communiquant toutes informations à leur disposition sur l'application des mesures prescrites par les résolutions 1970 (2011) et 1973 (2011), et modifiées par les résolutions 2009 (2011) et 2040 (2012) ainsi que par la présente résolution, en particulier les violations des dispositions de celles-ci ;

16. *Engage* le Groupe, tout en gardant à l'esprit que la Mission est chargée d'aider le Gouvernement libyen à lutter contre la prolifération illicite de toutes armes et de matériel connexe de tous types, en particulier d'armes lourdes et légères, d'armes de petit calibre et de missiles sol-air portables, et à sécuriser et à contrôler les frontières de la Libye, à poursuivre et à mener à bien rapidement ses enquêtes sur les violations des sanctions, notamment sur les transferts illicites d'armes et de matériel connexe à destination et en provenance de la Libye et sur les avoirs des personnes visées par le gel des avoirs prévu par les résolutions 1970 (2011) et 1973 (2011), modifiées par les résolutions 2009 (2011) et 2040 (2012), ainsi que par la présente résolution, et invite la Mission et le Gouvernement à aider le Groupe à enquêter en Libye, notamment en lui communiquant des renseignements, en facilitant ses déplacements et en lui donnant accès aux installations de stockage des armements, selon qu'il conviendra ;

Présentation de rapports et réexamen

17. *Exprime son intention* de revoir le mandat du Comité dans le cas où les mesures imposées par les résolutions 1970 (2011) et 1973 (2011), et modifiées par les résolutions 2009 (2011) et 2040 (2012) ainsi que par la présente résolution, seraient levées par une décision qu'il prendrait à l'avenir ;

18. *Prie* le Secrétaire général de lui faire rapport tous les 90 jours sur la mise en œuvre de la présente résolution, y compris sur tous les éléments qui composent le mandat de la Mission ;

19. *Décide* de rester activement saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6934^e séance.

Décisions

À sa 6962^e séance, le 8 mai 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Libye à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en Libye ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M^{me} Fatou Bensouda, Procureure de la Cour pénale internationale.

À sa 6981^e séance, le 18 juin 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Libye à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en Libye ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Tarek Mitri, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye.

LA SITUATION AU MALI³⁵³

Décisions

À sa 6898^e séance, le 20 décembre 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de la Côte d'Ivoire et du Mali (Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale), à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation au Mali

« Lettre, en date du 13 décembre 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2012/926) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Tété António, Observateur permanent de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Résolution 2085 (2012) du 20 décembre 2012

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions 2056 (2012) du 5 juillet 2012 et 2071 (2012) du 12 octobre 2012 et les déclarations de son Président, en date des 26 mars³⁵⁴ et 4 avril 2012³⁵⁵, ainsi que ses déclarations à la presse des 22 mars, 9 avril, 18 juin, 10 août, 21 septembre et 11 décembre 2012,

Réaffirmant son ferme attachement à la souveraineté, à l'unité et à l'intégrité territoriale du Mali,

Soulignant que la situation dans le nord du Mali et le fait que des groupes terroristes et des réseaux de criminels y sont solidement implantés continuent de faire peser une grave menace, pour laquelle le temps presse, sur la population du Mali tout entier et la stabilité du Sahel, de l'Afrique en général et de la communauté internationale dans son ensemble,

Condamnant vigoureusement l'ingérence persistante de membres des Forces de défense et de sécurité maliennes dans les activités des autorités de transition du pays, soulignant la nécessité de s'employer en toute diligence à rétablir au Mali le système de gouvernance démocratique et l'ordre constitutionnel et prenant note de l'action que mène le Secrétaire général, y compris par l'intermédiaire de son Représentant spécial pour l'Afrique de l'Ouest, pour aider les autorités de transition maliennes à élaborer une feuille de route pour le processus électoral et pour la concertation nationale,

Toujours aussi gravement préoccupé par l'insécurité qui règne au Sahel et la sérieuse crise humanitaire qui continue d'y sévir, qui sont encore compliquées par la présence de groupes armés, y compris des mouvements séparatistes et des réseaux terroristes et criminels, et par la multiplication de leurs activités, ainsi que par le fait que les armes en provenance de la région ou d'ailleurs continuent de proliférer, menaçant la paix, la sécurité et la stabilité des États de la région,

Condamnant fortement toutes les atteintes aux droits de l'homme commises dans le nord du Mali par des rebelles armés, des terroristes et d'autres groupes extrémistes, notamment celles qui prennent la forme de violences infligées à des civils et particulièrement à des femmes et à des enfants, de meurtres, de prise d'otages, de pillage, de vol, de destruction de sites culturels et religieux et de recrutement d'enfants soldats, réaffirmant que certains de ces actes peuvent constituer des crimes au regard du Statut de Rome de la Cour pénale internationale³⁵⁶ et que ceux qui

³⁵³ Suivant une note du Président du Conseil de sécurité en date du 20 décembre 2012 (S/2012/961), les membres du Conseil ont convenu qu'à compter de cette date les questions relatives au Mali seraient examinées au titre du point intitulé « La situation au Mali », qui engloberait les questions auparavant examinées par le Conseil au titre du point intitulé « Paix et sécurité en Afrique ».

³⁵⁴ S/PRST/2012/7.

³⁵⁵ S/PRST/2012/9.

³⁵⁶ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2187, n° 38544.

s'en rendent coupables doivent absolument en répondre, et notant que les autorités provisoires du pays ont saisi la Cour, le 13 juillet 2012, de la situation que connaît le Mali depuis janvier 2012,

Rappelant la lettre que les autorités de transition du Mali ont adressée au Secrétaire général le 18 septembre 2012, demandant que soit autorisée, selon les dispositions du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, une force militaire internationale chargée d'aider les Forces armées maliennes à reprendre les régions occupées du nord du pays³⁵⁷, et rappelant également la lettre que lesdites autorités ont adressée au Secrétaire général le 12 octobre 2012, insistant sur la nécessité d'offrir un appui, y compris sous la forme d'une telle force militaire internationale, à l'action menée aux niveaux national et international pour traduire en justice les auteurs de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité commis dans le nord du Mali³⁵⁸,

Notant que le Concept stratégique pour le règlement de la crise malienne a été approuvé à la deuxième réunion du Groupe de soutien et de suivi sur la situation au Mali, tenue à Bamako, le 19 octobre 2012, avec la participation des États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, de pays de la région et d'autres partenaires internationaux, et que ce concept stratégique a été adopté, le 24 octobre 2012, par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine,

Prenant note du communiqué final publié le 11 novembre 2012 à l'issue de la Session extraordinaire de la Conférence des chefs d'État ou de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, et du communiqué publié par la suite, le 13 novembre 2012, par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, approuvant le concept stratégique opérationnel conjoint pour la force militaire internationale et les Forces maliennes de défense et de sécurité,

Accueillant avec satisfaction la nomination de M. Romano Prodi comme Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Sahel, ainsi que celle de M. Pierre Buyoya comme Haut-Représentant de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel, et les engageant à travailler en étroite coordination avec le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et le médiateur de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest,

Se félicitant de l'action menée dans le cadre de la médiation conduite par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest avec l'appui du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest, de l'Organisation de la coopération islamique et les pays voisins du Mali,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali, en date du 28 novembre 2012³⁵⁹, pour la poursuite de l'action menée sur le plan politique et sur celui de la sécurité en vue d'un règlement global de la crise qui frappe le pays,

Insistant sur le fait que c'est aux autorités maliennes qu'il incombe au premier chef de régler les crises interdépendantes auxquelles le pays doit faire face, et qu'un règlement durable de la crise malienne ne peut être trouvé que sous la prééminence du Mali,

Engageant la communauté internationale à apporter son concours au règlement de la crise malienne en agissant de façon coordonnée pour répondre aux besoins immédiats et à long terme, y compris en ce qui concerne les problèmes de sécurité et de développement et les problèmes humanitaires,

Considérant que la situation qui règne au Mali constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales,

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte,

I

Processus politique

1. *Engage instamment* les autorités maliennes à finaliser, comme le veut l'Accord-cadre signé le 6 avril 2012 sous les auspices de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, à la faveur d'un dialogue politique large et ouvert une feuille de route pour la transition visant à rétablir pleinement l'ordre constitutionnel et

³⁵⁷ S/2012/727, annexe.

³⁵⁸ S/2012/784, annexe.

³⁵⁹ S/2012/894.

l'unité nationale, notamment par l'organisation d'élections présidentielle et législatives pacifiques, crédibles et sans exclusive, conformément à l'accord susmentionné, qui prévoit la tenue d'élections d'ici à avril 2013 ou, à défaut, dès qu'elles seront techniquement possibles, prie le Secrétaire général, agissant en étroite coordination avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et l'Union africaine, de continuer d'aider les autorités de transition maliennes à établir cette feuille de route, y compris en ce qui concerne le déroulement d'un processus électoral selon des règles du jeu fixées consensuellement, et engage également instamment les autorités maliennes à faire en sorte que la feuille de route soit appliquée selon le calendrier prévu ;

2. *Exige* des groupes rebelles maliens qu'ils rompent tout lien avec les organisations terroristes, en particulier avec Al-Qaida au Maghreb islamique et les groupes qui lui sont affiliés, et prennent à cet effet des mesures concrètes et constatables, prend note de l'inscription du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest sur la Liste des personnes et entités visées par les sanctions contre Al-Qaida créée et tenue par le Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011) concernant Al-Qaida et les personnes et entités qui lui sont associées, et se déclare à nouveau disposé à continuer d'adopter encore des sanctions ciblées, au titre du régime des sanctions susmentionné, contre les groupes rebelles et les individus qui ne rompraient pas tout lien avec Al-Qaida et les groupes qui lui sont affiliés, y compris Al-Qaida au Maghreb islamique et le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest ;

3. *Demande instamment* aux autorités de transition maliennes de mettre en place rapidement un cadre de référence crédible pour les négociations avec toutes les parties se trouvant dans le nord du pays qui ont rompu tout lien avec les organisations terroristes, tout particulièrement avec Al-Qaida au Maghreb islamique et avec les groupes qui lui sont affiliés, dont le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest, et qui acceptent sans conditions l'unité et l'intégrité territoriale de l'État malien, dans le but de répondre aux préoccupations de longue date des populations du nord du pays, et prie le Secrétaire général, agissant par l'intermédiaire de son Représentant spécial pour l'Afrique de l'Ouest et en coordination avec le médiateur de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et du Haut-Représentant de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel, ainsi qu'avec l'Organisation de la coopération islamique, de prendre les mesures voulues pour aider les autorités de transition maliennes à renforcer leurs capacités de médiation et pour faciliter et intensifier ce dialogue ;

4. *Condamne* les circonstances qui ont conduit à la démission du Premier Ministre et à la dissolution du Gouvernement, le 11 décembre 2012, exige à nouveau qu'aucun membre des Forces armées maliennes ne s'immisce dans les activités des autorités de transition et se déclare disposé à étudier, le cas échéant, les mesures qu'il pourrait convenir de prendre à l'encontre de ceux dont les agissements compromettent la paix, la stabilité et la sécurité, y compris ceux qui empêchent la mise en œuvre de l'ordre constitutionnel au Mali ;

5. *Demande* à tous les États Membres d'honorer les obligations que leur impose les résolutions 1989 (2011), en date du 17 juin 2011, et 2083 (2012), en date du 17 décembre 2012, et condamne vigoureusement les enlèvements et les prises d'otage perpétrés par Al-Qaida au Mali et dans toute la région du Sahel comme moyen de recueillir des fonds ou d'obtenir des concessions politiques ;

II

Dispositif de sécurité

Formation des forces maliennes

6. *Souligne* que la consolidation et le redéploiement des Forces de défense et de sécurité maliennes dans tout le territoire du pays revêtent une importance vitale si l'on veut assurer à longue échéance la sécurité et la stabilité du Mali et protéger le peuple malien ;

7. *Demande instamment* aux États Membres et aux organisations régionales et internationales de fournir aux Forces de défense et de sécurité maliennes un soutien coordonné sous forme d'aide, de compétences spécialisées, de formation, y compris en matière de droits de l'homme et de droit international humanitaire, et de renforcement des capacités, en concordance avec les impératifs intérieurs, afin de rétablir l'autorité de l'État malien sur la totalité du territoire national, de préserver l'unité et l'intégrité territoriale du Mali et d'atténuer la menace que représentent les organisations terroristes et les groupes qui y sont affiliés, et les prie d'informer régulièrement le Secrétariat de ce qu'ils auront fait dans ce sens ;

8. *Prend note* de l'attachement des États Membres et des organisations internationales à la reconstitution des capacités des Forces de défense et de sécurité maliennes, y compris le déploiement au Mali d'une mission militaire de l'Union européenne chargée de dispenser auxdites forces une formation militaire et des conseils ;

Déploiement de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine

9. *Décide* d'autoriser le déploiement au Mali, pour une durée initiale d'une année, de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine, qui prendra toute mesure utile, dans le respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme applicable et dans le respect le plus total de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'unité du Mali, pour accomplir les tâches suivantes :

a) Aider à reconstituer la capacité des Forces de défense et de sécurité maliennes, en étroite coordination avec les autres partenaires internationaux participant au processus, y compris l'Union européenne et d'autres États Membres ;

b) Aider les autorités maliennes à reprendre les zones du nord du Mali qui sont contrôlées par des groupes armés terroristes et extrémistes et à réduire la menace posée par des organisations terroristes, y compris Al-Qaïda au Maghreb islamique et le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest et les groupes extrémistes y affiliés, en prenant en même temps des mesures susceptibles de réduire les effets des opérations militaires sur la population civile ;

c) Passer progressivement à des activités de stabilisation afin d'aider les autorités maliennes à assurer la sécurité et à renforcer l'autorité de l'État au moyen de capacités appropriées ;

d) Aider les autorités maliennes à s'acquitter de leur responsabilité première, qui est de protéger la population ;

e) Aider les autorités maliennes à créer de bonnes conditions de sécurité pour l'acheminement de l'assistance humanitaire sous la direction de civils et le rapatriement librement consenti des déplacés et des réfugiés, agissant sur demande, dans les limites de ses capacités et en étroite coordination avec les acteurs du secteur humanitaire ;

f) Protéger son personnel, ses installations, ses locaux, son matériel et sa mission et assurer la sécurité et les mouvements de son personnel ;

10. *Prie* l'Union africaine, agissant en étroite coordination avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, le Secrétaire général et les autres organisations internationales et partenaires bilatéraux intervenant dans la crise malienne, de lui faire rapport tous les 60 jours sur le déploiement et les activités de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine, y compris avant le lancement de l'offensive dans le nord du pays, en couvrant les points suivants : i) progrès accompli dans le déroulement du processus politique au Mali, en particulier dans l'élaboration de la feuille de route pour le rétablissement de l'ordre constitutionnel et dans les négociations entre les autorités maliennes et l'ensemble des parties dans le nord du Mali qui ont rompu tout lien avec les organisations terroristes ; ii) formation effective des unités militaires et de police, tant celles de la Mission que celles des Forces de défense et de sécurité maliennes, sur les obligations que leur imposent le droit international humanitaire, des droits de l'homme et des réfugiés ; iii) l'état de préparation opérationnelle de la Mission, y compris le niveau de ses effectifs, sa direction et l'équipement de ses unités, leur adaptation opérationnelle au climat et au terrain d'opérations, la capacité de réaliser des opérations armées conjointes avec un soutien logistique et un appui-feu aérien et terrestre ; et iv) l'efficacité de la chaîne de commandement de la Mission, notamment en ce qui concerne ses rapports avec les Forces de défense et de sécurité maliennes, et se déclare à nouveau disposé à suivre ces paramètres de près avant le lancement d'offensives dans le nord du Mali ;

11. *Souligne* que la planification militaire devra continuer d'être affinée avant le lancement des offensives et prie le Secrétaire général, agissant en étroite coordination avec le Mali, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Union africaine, les pays voisins du Mali, les autres pays de la région, tous les autres partenaires bilatéraux intéressés et toutes les organisations internationales concernées, de continuer d'apporter son concours à l'établissement des plans et aux préparatifs autour du déploiement de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine et de le tenir régulièrement informé du déroulement du processus, et le prie également de confirmer à l'avance que l'offensive prévue satisfait le Conseil ;

12. *Prie* le Secrétaire général de fournir, à mesure que les autorités maliennes en feront la demande, l'appui dans les domaines d'importance critique qui sera nécessaire pour accompagner ou prendre la suite d'une opération militaire menée dans le nord du Mali, aux fins de l'extension de l'autorité de l'État malien, y compris sur les plans

de l'État de droit et des institutions du secteur de la sécurité, des actions de déminage, de la promotion de la concertation nationale, de la coopération régionale, de la réforme du secteur de la sécurité, des droits de l'homme et du début de la démobilisation, du désarmement et de la réintégration des ex-combattants ;

Appui international

13. *Demande* aux États Membres, y compris ceux de la région du Sahel, de fournir des contingents à la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine pour lui donner les moyens de s'acquitter de son mandat, remercie les pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest qui ont déjà pris des engagements dans ce sens et invite les États Membres à coopérer étroitement à cet effet avec l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Organisation des Nations Unies, les pays fournissant des contingents et les autres donateurs ;

14. *Demande instamment* aux États Membres et aux organisations régionales et internationales de fournir un appui coordonné à la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine, en étroite coordination avec celle-ci et avec les autorités maliennes, notamment sous la forme de formations militaires, de fourniture de matériel, de renseignement, d'appui logistique et de tout type d'aide nécessaire pour réduire la menace posée par des organisations terroristes, y compris Al-Qaida au Maghreb islamique, le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest et les groupes extrémistes qui leur sont affiliés, conformément à l'alinéa *b* du paragraphe 9 ;

15. *Invite* les autorités de transition maliennes et toutes les autres parties maliennes à apporter un concours plein et entier au déploiement et aux opérations de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine, notamment en assurant la sûreté et la sécurité de celle-ci et sa liberté de mouvement, avec accès immédiat et sans entrave à tout le territoire malien, pour lui permettre de s'acquitter de l'intégralité de son mandat, et invite également les pays voisins du Mali à prendre les mesures voulues pour aider la Mission à accomplir son mandat ;

16. *Exige* de toutes les parties au Mali qu'elles fassent le nécessaire pour assurer la sûreté et la sécurité du personnel et des fournitures humanitaires, et exige également qu'elles veillent à ce que l'aide humanitaire parvienne sans entrave et en toute sécurité aux personnes qui en ont besoin, où qu'elles se trouvent dans le pays, dans le respect du droit international humanitaire, du droit des droits de l'homme et du droit des réfugiés, ainsi que des principes directeurs de l'aide humanitaire ;

Droits de l'homme

17. *Souligne* que la protection des civils au Mali incombe au premier chef aux autorités maliennes, rappelle ses résolutions 1674 (2006) du 28 avril 2006, 1738 (2006) du 23 décembre 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé, ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009 et 1998 (2011) de 12 juillet 2011 sur le sort des enfants en temps de conflit armé et ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009 et 1960 (2010) du 16 décembre 2010 sur les femmes et la paix et la sécurité, et demande à toutes les forces militaires présentes au Mali d'en tenir compte ;

18. *Souligne également* que tout appui fourni par l'Organisation des Nations Unies, les organisations régionales et sous-régionales et les États Membres dans le contexte des opérations militaires menées au Mali doit l'être dans le respect du droit international humanitaire, du droit des droits de l'homme et du droit des réfugiés, et prie le Secrétaire général de veiller à ce que la présence des Nations Unies visée au paragraphe 23 ci-après dispose des capacités nécessaires pour surveiller le respect du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme dans le cadre des opérations militaires menées dans le nord du Mali, de rendre compte, dans les rapports périodiques qu'il lui soumettra en application du paragraphe 24 ci-après, de la situation des civils dans le nord du Mali et de toute violation du droit international humanitaire, du droit des droits de l'homme ou du droit des réfugiés commise dans le nord du Mali et de recommander des moyens de préserver la population civile, en particulier les femmes et les enfants, des répercussions des opérations militaires ;

19. *Invite* la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine à apporter son concours, dans les limites de son mandat, à l'action menée sur le plan national et international, y compris par la Cour pénale internationale, pour traduire en justice les auteurs d'atteintes graves aux droits de l'homme et au droit international humanitaire au Mali ;

Financement

20. *Engage* les États Membres et les organisations internationales à fournir à la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine les moyens financiers et les contributions en nature dont elle a besoin pour son déploiement et pour l'exécution de son mandat, et se félicite que l'Union européenne soit disposée à lui apporter un tel soutien financier par l'intermédiaire de sa Facilité de soutien à la paix pour l'Afrique ;

21. *Déclare qu'il compte* envisager la fourniture, pour une durée initiale d'un an, de dispositifs de soutien logistique à l'appui de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine, qui seraient financés par l'Organisation des Nations Unies de manière volontaire et comprendraient du matériel et des services, prend note de la lettre du Secrétaire général en date du 13 décembre 2012 adressée au Président du Conseil de sécurité sur l'éventuel déploiement de tels dispositifs et sur les coûts financiers de soutien³⁶⁰, et prie à cet effet le Secrétaire général, agissant en coordination avec l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et les autorités maliennes, de continuer à élaborer et affiner, dans les 30 jours qui suivent l'adoption de la présente résolution, des options assorties de recommandations détaillées pour une mise en œuvre rapide, transparente et efficace de ces dispositifs ;

22. *Prie* le Secrétaire général de créer un fonds d'affectation spéciale auquel les États Membres pourront verser des contributions financières avec ou sans affectation déterminée, destinées à la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine ou à la formation et à l'équipement des Forces de défense et de sécurité maliennes, lui demande également d'apporter son concours, en coordination avec l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, à la tenue, dans les meilleurs délais, d'une conférence des donateurs pour solliciter le versement de contributions au fonds, en appelle aux États Membres pour qu'ils versent sans tarder des contributions généreuses au fonds, tout en précisant que l'existence de celui-ci n'empêche pas la conclusion d'accords bilatéraux directs, et invite l'Union africaine, agissant en consultation avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et le Secrétaire général, à adresser à ce fonds ses demandes de financement budgétaire ;

Présence des Nations Unies et rapports

23. *Prie* le Secrétaire général de créer, en consultation avec les autorités maliennes, une présence multidisciplinaire des Nations Unies au Mali chargée de fournir un appui coordonné et cohérent : i) au processus politique en cours ; et ii) au dispositif de sécurité, compte tenu du paragraphe 12 ci-dessus, ainsi qu'un appui à l'établissement des plans de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine, à son déploiement et à ses opérations, et lui demande donc de lui soumettre au plus tôt pour examen des propositions concrètes et détaillées ;

24. *Prie également* le Secrétaire général de le tenir régulièrement informé de l'évolution de la situation au Mali et de lui rendre compte par écrit, tous les 90 jours, de la mise en œuvre de la présente résolution, y compris l'appui fourni par l'Organisation des Nations Unies à l'action menée sur les plans politique et de la sécurité pour régler la crise au Mali, le déploiement et la préparation de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine, en lui présentant des informations à jour et des recommandations concernant les dispositifs de soutien logistique à la Mission qui seraient volontaires et financés par l'Organisation ;

25. *Décide* de rester activement saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6898^e séance.

Décisions

À sa 6905^e séance, le 22 janvier 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Niger, du Nigéria, du Sénégal et du Tchad à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Mali ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

³⁶⁰ S/2012/926.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Tété António, Observateur permanent de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies, et à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Le 27 février 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général³⁶¹ :

J'ai l'honneur de vous informer que la lettre en date du 25 février 2013 par laquelle vous avez transmis la lettre en date du 12 février 2013 du Président par intérim du Mali, M. Dioncounda Traoré, sur l'action menée par la communauté internationale pour aider le Mali³⁶², a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

Le Conseil de sécurité note que le Président par intérim parle dans sa lettre de transformer la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine en opération de maintien de la paix des Nations Unies. Le Conseil vous prie par conséquent de bien vouloir formuler des recommandations, qu'il examinera, en vue de la création d'une telle opération, notamment sur sa taille, son mandat et sa composition, dans le prochain rapport sur le Mali que vous devez lui présenter avant le 20 mars 2013, en application du paragraphe 24 de la résolution 2085 (2012) du Conseil adoptée le 20 décembre 2012.

À sa 6944^e séance, le 3 avril 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de la Côte d'Ivoire et du Mali à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation au Mali

« Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali (S/2013/189) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

À sa 6952^e séance, le 25 avril 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Mali (Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale), à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation au Mali

« Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali (S/2013/189) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Tété António, Observateur permanent de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Résolution 2100 (2013) du 25 avril 2013

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions 2056 (2012) du 5 juillet 2012, 2071 (2012) du 12 octobre 2012 et 2085 (2012) du 20 décembre 2012, les déclarations de son Président, en date des 26 mars³⁵⁴ et 4 avril 2012³⁵⁵, ainsi que ses déclarations à la presse sur le Mali des 22 mars, 9 avril, 18 juin, 10 août, 21 septembre et 11 décembre 2012 et du 10 janvier 2013,

Réaffirmant son ferme attachement à la souveraineté, à l'unité et à l'intégrité territoriale du Mali,

Réaffirmant les principes fondamentaux du maintien de la paix, y compris ceux du consentement des parties, d'impartialité et de non-recours à la force sauf le cas de légitime défense ou de défense de mandat, et considérant que le mandat de chaque mission de maintien de la paix doit être adapté aux besoins et à la situation du pays concerné,

³⁶¹ S/2013/129.

³⁶² S/2013/113.

Condamnant fermement l'offensive lancée dans le sud du Mali le 10 janvier 2013 par des groupes armés terroristes et extrémistes et insistant sur le fait que le terrorisme ne peut être vaincu qu'à la faveur d'une démarche suivie et globale, fondée sur la participation et la collaboration actives de l'ensemble des États et organismes régionaux et internationaux, pour contrer, affaiblir, et isoler la menace terroriste, et réaffirmant que le terrorisme ne peut et ne saurait être associé à aucune religion, nationalité ou civilisation,

Saluant la célérité avec laquelle les forces françaises sont intervenues, à la demande des autorités de transition maliennes, pour arrêter l'offensive de groupes armés terroristes et extrémistes dans le sud du Mali et saluant l'action que les Forces de défense et de sécurité maliennes ont menée avec l'appui des forces françaises et des hommes de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine pour rétablir l'intégrité territoriale du pays,

Mettant l'accent sur la nécessité d'œuvrer rapidement à rétablir la gouvernance démocratique et l'ordre constitutionnel, notamment en tenant des élections présidentielle et législatives libres, régulières, transparentes et ouvertes à tous, et soulignant qu'il importe que les autorités de transition maliennes engagent promptement un dialogue ouvert et une véritable concertation avec les groupes politiques maliens, y compris ceux qui ont précédemment prôné l'indépendance, sont prêts à mettre fin aux hostilités, ont rompu tous liens avec des organisations terroristes et reconnaissent sans condition l'unité et l'intégrité territoriale de l'État malien,

Restant gravement préoccupé par l'ampleur de la crise alimentaire et humanitaire qui sévit dans la région du Sahel et par l'insécurité qui entrave l'accès humanitaire, que viennent aggraver la présence de groupes armés et de réseaux terroristes et criminels, et leurs activités, la présence de mines terrestres, ainsi que la prolifération d'armes en provenance de la région et d'ailleurs, qui menace la paix, la sécurité et la stabilité des États de la région,

Soulignant la nécessité pour toutes les parties de défendre et de respecter les principes humanitaires d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance afin que l'aide humanitaire puisse continuer d'être fournie et en vue d'assurer la sécurité des civils qui la reçoivent et celle du personnel humanitaire travaillant au Mali, et insistant sur le fait qu'il importe que l'aide humanitaire soit fournie en fonction des besoins,

Condamnant fermement toutes atteintes aux droits de l'homme et violations du droit international humanitaire, y compris les exécutions extrajudiciaires, les arrestations et détentions arbitraires, et la violence sexuelle ou sexiste, les amputations punitives, ainsi que le meurtre, la mutilation, le recrutement et l'utilisation d'enfants, les attaques contre des écoles et des hôpitaux, les déplacements forcés, et la destruction du patrimoine culturel et historique, commis au Mali par tout groupe ou toute personne, prenant note en particulier des atteintes généralisées aux droits de l'homme commises par des groupes armés, terroristes et extrémistes dans le nord du pays, condamnant énergiquement les représailles dont il est fait état, y compris celles d'inspiration ethnique et celles auxquelles se seraient livrés des membres des Forces de défense et de sécurité maliennes sur la personne de civils, et engageant les parties à mettre fin à ces violations et atteintes et à s'acquitter des obligations mises à leur charge par le droit international applicable,

Rappelant, à ce sujet, que tous les auteurs de ces actes doivent en répondre et que certains des actes mentionnés au paragraphe précédent peuvent constituer des crimes au regard du Statut de Rome de la Cour pénale internationale³⁵⁶, et notant que le 13 juillet 2012, les autorités de transition maliennes ont saisi la Cour pénale internationale de la situation au Mali depuis janvier 2012 et que le 16 janvier 2013, le Procureur a ouvert une enquête sur les crimes commis sur le territoire du Mali depuis janvier 2012,

Prenant note de l'inscription sur la Liste de Ansar Eddine et son dirigeant Iyad Ag Ghali, rappelant que le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest et l'organisation Al-Qaida au Maghreb islamique sont inscrits sur la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida créée par le Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011) et se déclarant à nouveau disposé à sanctionner, au titre du régime susmentionné et, conformément aux critères arrêtés pour l'inscription sur la Liste, d'autres personnes, groupes, entreprises et entités qui ne rompraient pas tout lien avec Al-Qaida et les groupes qui lui sont affiliés, y compris Al-Qaida au Maghreb islamique, le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest et Ansar Eddine,

Se déclarant toujours préoccupé par les graves menaces que représentent la criminalité transnationale organisée dans la région du Sahel, et ses liens accrus, dans certains cas, avec le terrorisme, condamnant fermement les enlèvements et prises d'otages ayant pour but de lever des fonds ou d'obtenir des concessions politiques, notant que ces actes se multiplient dans la région du Sahel et soulignant qu'il faut régler d'urgence ces problèmes,

Se déclarant résolu à lutter contre les enlèvements et prises d'otages dans la région du Sahel, dans le respect du droit international applicable et, à ce propos, prenant note de la publication du Mémoire d'Alger sur les

bonnes pratiques en matière de prévention des enlèvements contre rançon par des terroristes et d'élimination des avantages qui en découlent, du Forum mondial de lutte contre le terrorisme,

Félicitant l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et l'Union européenne, ainsi que le Secrétaire général, de s'être employés sans relâche à régler la crise malienne, accueillant avec satisfaction le fait que l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Union européenne et l'Organisation des Nations Unies aient créé à Addis-Abeba une équipe spéciale conjointe pour le Mali, les encourageant à continuer de se coordonner pour accompagner la stabilisation de la situation au Mali, y compris le dialogue politique et les élections nationales, notant que les rapports demandés au paragraphe 10 de la résolution 2085 (2012) n'ont pas été présentés et attendant la future publication de ces rapports,

Félicitant également les pays d'Afrique d'avoir fourni des contingents à la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine, autorisée par la résolution 2085 (2012), accueillant avec satisfaction le déploiement de la Mission au Mali et félicitant également les États Membres et les organisations régionales et internationales qui soutiennent ce déploiement au Mali,

Se félicitant des contributions annoncées à la Conférence des donateurs organisée par l'Union africaine à Addis-Abeba le 29 janvier 2013 à titre d'appui à la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine et aux Forces de défense et de sécurité maliennes, accueillant avec satisfaction les contributions déjà reçues et l'engagement pris par l'Union africaine d'utiliser à cet effet les contributions statutaires à son budget, engageant tous les donateurs à verser effectivement les contributions annoncées et demandant à d'autres États Membres et organisations régionales et internationales de verser également des contributions généreuses,

Encourageant la communauté internationale à coordonner ses efforts pour consolider les acquis sur les plans politique et sécuritaire au Mali, invitant dans ce contexte le Groupe de soutien et de suivi sur la situation au Mali créé par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine le 20 mars 2012 et coprésidé par l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Union européenne et l'Organisation des Nations Unies, et auquel participent également d'autres partenaires internationaux, à se réunir périodiquement, et accueillant avec satisfaction les conclusions arrêtées par ce groupe à ses réunions des 5 février³⁶³ et 19 avril 2013³⁶⁴,

Prenant note de la lettre, en date du 25 mars 2013, adressée au Secrétaire général, dans laquelle les autorités de transition maliennes ont demandé le déploiement d'une opération des Nations Unies en vue de stabiliser la situation et de restaurer l'autorité et la souveraineté de l'État malien sur l'ensemble du territoire,

Prenant note également de la lettre, en date du 26 mars 2013, adressée au Secrétaire général, dans laquelle le Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest a demandé que la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine soit transformée en mission des Nations Unies pour la stabilisation³⁶⁵ et prenant note du communiqué du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine en date du 7 mars 2013 et de la lettre qui y était jointe, également du 7 mars 2013, adressée au Secrétaire général, dans laquelle le Commissaire à la paix et à la sécurité a déclaré que l'Union africaine était favorable à la transformation de la Mission en opération des Nations Unies pour la stabilisation au Mali³⁶⁶,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali, en date du 26 mars 2013³⁶⁷, notamment des recommandations et propositions tendant à la création d'une opération de stabilisation au Mali qui y sont faites,

Insistant sur le fait que c'est aux autorités de transition maliennes qu'il incombe au premier chef de régler les problèmes interdépendants auxquels le pays fait face et de protéger tous les citoyens, et qu'un règlement durable de la crise malienne, y compris une solution politique, ne peut être trouvé que sous la prééminence du Mali, et insistant également sur le fait que la coopération entre pays de la région sera cruciale pour l'instauration d'une paix et d'une stabilité durables au Mali,

³⁶³ S/2013/112, pièce jointe.

³⁶⁴ S/2013/249, pièce jointe.

³⁶⁵ S/2013/231, annexe

³⁶⁶ Voir S/2013/163, annexe.

³⁶⁷ S/2013/189.

Encourageant la communauté internationale à apporter un vaste soutien au règlement de la crise malienne en coordonnant son action pour répondre aux besoins immédiats et à long terme, dans les domaines de la sécurité, de la gouvernance et du développement et de l'action humanitaire, attendant avec intérêt la conférence internationale de haut niveau des donateurs qui se tiendra à Bruxelles le 15 mai 2013 en vue d'accompagner le Mali dans son développement, se félicitant des contributions déjà versées au titre de l'appel global pour le Mali (2013) et engageant les États Membres et autres donateurs à contribuer généreusement aux opérations humanitaires,

Considérant que la situation au Mali constitue une menace contre la paix et la sécurité internationales,

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Se félicite* des premières mesures prises pour rétablir l'ordre constitutionnel et l'unité nationale au Mali, y compris l'adoption le 29 janvier 2013 par l'Assemblée nationale du Mali d'une feuille de route pour la transition, accueille avec satisfaction la création le 6 mars 2013 de la Commission nationale du dialogue et de la réconciliation et la nomination de ses membres, demande à la Commission de commencer ses travaux dans les plus brefs délais, et invite les autorités de transition à continuer sans tarder de prendre des mesures tangibles en vue de renforcer la stabilité, d'asseoir une culture de la gouvernance démocratique et de susciter un dialogue politique inclusif devant permettre de réaliser la réconciliation nationale et de cimenter la cohésion sociale, ce qui devrait déboucher sur des progrès politiques le plus rapidement possible ;

2. *Prie* le Secrétaire général, agissant en étroite coordination avec l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, d'appuyer dans toutes ses dimensions la feuille de route pour la transition afin qu'elle soit mise en œuvre rapidement, y compris de soutenir la Commission nationale du dialogue et de la réconciliation dans ses travaux ;

3. *Engage instamment* les autorités de transition maliennes à tenir des élections présidentielle et législatives libres, régulières, transparentes et inclusives, dès que ce sera techniquement possible, se félicite qu'elles se soient engagées à organiser l'élection présidentielle le 7 juillet 2013 et des élections législatives le 21 juillet 2013, souligne qu'il importe de réunir les conditions propices à la tenue d'élections, en particulier de créer un climat de sécurité avant, pendant et après la période électorale, d'assurer un accès équitable aux médias officiels, et d'organiser la participation aux élections de toutes les personnes remplissant les conditions requises, y compris les déplacés internes et les réfugiés, et demande aux États Membres et aux organisations régionales et internationales, comme l'ont demandé les autorités de transition, d'accompagner le processus électoral, notamment en fournissant des moyens financiers, des observateurs électoraux et une assistance technique ;

4. *Exige* de tous les groupes rebelles armés au Mali qu'ils déposent les armes et mettent fin aux hostilités immédiatement et exhorte toutes les parties maliennes qui ont rompu tout lien avec des organisations terroristes comme Al-Qaïda au Maghreb islamique, le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest et Ansar Eddine et les groupes terroristes qui y sont affiliés et qui reconnaissent sans condition l'unité et l'intégrité territoriales du Mali, et les autorités de transition maliennes à s'engager dans les meilleurs délais dans un processus de négociation ouvert à tous, sous l'égide du Secrétaire général, en particulier celle de son Représentant spécial pour le Mali dès lors qu'il aura été nommé en application du paragraphe 11, et en collaboration étroite avec l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et le Représentant spécial de l'Union européenne pour le Sahel ;

5. *Demande* à la communauté internationale de tenir périodiquement, par l'intermédiaire du Groupe de soutien et de suivi sur la situation au Mali, des réunions dans ce pays, et ailleurs selon qu'il conviendra pour aider les autorités de transition à mettre en œuvre la feuille de route pour la transition et suivre les progrès accomplis à cet égard et de continuer de contribuer à promouvoir une paix durable, la stabilité et la réconciliation au Mali, prie le Secrétaire général de favoriser la tenue des réunions du Groupe de suivi et souligne qu'il importe que l'Organisation des Nations Unies, l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest continuent à coordonner leur action en faveur d'une paix durable, de la sécurité, de la stabilité et de la réconciliation dans ce pays ;

6. *Entend* qu'aucun membre des Forces de défense et de sécurité maliennes ne remette en cause ni n'entrave la mise en œuvre de la feuille de route pour la transition ni l'action que mène la communauté internationale pour que la situation progresse sur le plan politique et celui de la sécurité au Mali, souligne l'importance de la tutelle et du contrôle civils sur les Forces de défense et de sécurité maliennes et se déclare disposé à étudier, le cas échéant, les mesures qu'il y aurait lieu de prendre à l'encontre de ceux dont les agissements

compromettent la paix, la stabilité et la sécurité, notamment ceux qui font obstacle à l'avènement de l'ordre constitutionnel dans le pays ;

7. *Décide* de créer la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, prie le Secrétaire général d'intégrer le Bureau des Nations Unies au Mali à la Mission pour la stabilisation, celle-ci devant assumer la responsabilité de l'exécution du mandat du Bureau à compter de la date d'adoption de la présente résolution, décide également que l'autorité de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine sera transférée à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali à compter du 1^{er} juillet 2013, date à laquelle la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali commencera à s'acquitter du mandat qui lui est confié, aux paragraphes 16 et 17 ci-après, pour une période initiale de 12 mois, et prie le Secrétaire général d'intégrer dans la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, en étroite coordination avec l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, les effectifs militaires et le personnel de police de la Mission internationale de soutien correspondant aux normes de l'Organisation des Nations Unies ;

8. *Décide également* que la date visée au précédent paragraphe et le déploiement échelonné de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali devront être réexaminés 60 jours après l'adoption de la présente résolution en fonction de l'état de la sécurité dans la zone de responsabilité de la Mission, en tenant compte spécifiquement de la fin des principaux combats menés par les forces militaires internationales aux abords immédiats ou à l'intérieur de la zone de responsabilité envisagée pour la Mission et de la réduction significative de la capacité des terroristes de présenter une grave menace pour la population civile et le personnel international aux abords immédiats ou à l'intérieur de la zone de responsabilité envisagée pour la Mission, et décide également de modifier en conséquence le calendrier de déploiement de la Mission s'il estime que la situation ne satisfait pas à ces critères avant le 1^{er} juillet 2013 ;

9. *Demande* que des progrès politiques tangibles aient été enregistrés au Mali en ce qu'ils sont essentiels pour le déploiement et les activités de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali ;

10. *Rappelle* que les États Membres et les organisations régionales et internationales sont instamment invités à continuer de fournir, en application de la résolution 2085 (2012), un appui coordonné à la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine jusqu'au transfert d'autorité de la Mission à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, notamment sous la forme de formations militaires, de fourniture de matériel, de renseignement et d'appui logistique, prie le Secrétaire général d'accélérer le décaissement des ressources du fonds d'affectation spéciale créé par la résolution 2085 (2012) pour l'appui à la Mission internationale de soutien, et décide que le matériel octroyé ou offert à cette dernière, ou dont le donateur reste propriétaire, ne sera pas considéré comme du matériel appartenant aux contingents ;

11. *Prie* le Secrétaire général de nommer sans tarder un Représentant spécial pour le Mali et chef de mission de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, sous l'autorité générale duquel seront placées, dès la date de sa nomination, la coordination sur le terrain de toutes les activités de l'Organisation et de ses institutions, fonds et programmes au Mali, qui fera usage de ses bons offices et coordonnera l'action de la communauté internationale pour voir traduire les éléments prioritaires énoncés aux paragraphes 1 à 4 dans les faits et qui, à partir du transfert d'autorité de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, dirigera toutes les activités relevant du mandat de cette dernière, défini au paragraphe 16 ci-après, et coordonnera l'ensemble de l'appui apporté par la communauté internationale au Mali, y compris dans les domaines du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration et de la réforme du secteur de la sécurité, et insiste également sur le fait que le Représentant spécial veillera à optimiser la coordination entre la Mission pour la stabilisation et l'équipe de pays des Nations Unies au Mali dans tous les domaines relevant de leurs mandats respectifs ;

12. *Décide* que la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali comprendra jusqu'à 11 200 membres du personnel militaire, y compris des bataillons de réserve pouvant être déployés rapidement à l'intérieur du pays selon qu'il conviendra, et 1 440 membres du personnel de police, demande aux États Membres de fournir des contingents et du personnel de police ayant les capacités et l'équipement nécessaires pour aider la Mission à bien fonctionner et à bien s'acquitter de ses responsabilités et prie le Secrétaire général de recruter du personnel qualifié justifiant de l'expérience et des compétences professionnelles requises pour s'acquitter des tâches décrites aux paragraphes 16 et 17 ;

13. *Se réjouit* que le Secrétaire général se soit engagé, comme il ressort du paragraphe 81 de son rapport³⁶⁷, à prendre toutes les mesures possibles, notamment en usant pleinement des pouvoirs existants, et à sa discrétion, pour hâter le déploiement des moyens civils et militaires de manière à répondre au mieux aux attentes du Conseil et aux besoins des Maliens et le prie de prendre les mesures nécessaires, conformément aux paragraphes 7 et 12 ci-dessus, pour rendre la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali prête à commencer ses activités ;

14. *Autorise* le Secrétaire général à prendre les mesures nécessaires pour veiller à la coopération entre missions, notamment entre la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, la Mission des Nations Unies au Libéria et l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, et à faire en sorte que des contingents et des biens soient transférés d'autres missions à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali sous réserve i) que le Conseil soit informé de ces transferts et en approuve, notamment, la composition et la durée, ii) que les pays fournisseurs de contingents donnent leur assentiment, et iii) que l'état de sécurité le permette sans préjudice de l'exécution du mandat de ces missions ;

15. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que les autres missions des Nations Unies dans la région, notamment la Mission des Nations Unies au Libéria et l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, partagent avec la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali leurs moyens logistiques et administratifs, dans la mesure du possible, sans préjudice de leur capacité opérationnelle d'exécution de leurs mandats respectifs, en vue d'accroître l'efficacité et de réduire le coût des missions de la région d'Afrique de l'Ouest ;

16. *Décide* de confier à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali le mandat suivant :

a) Stabilisation des principales agglomérations et contribution au rétablissement de l'autorité de l'État dans tout le pays

i) En appui aux autorités de transition maliennes, stabiliser les principales agglomérations, en particulier dans le nord du pays, et, dans ce contexte, écarter les menaces et prendre activement des dispositions afin d'empêcher le retour d'éléments armés dans ces zones ;

ii) Aider les autorités de transition maliennes à étendre et rétablir l'administration de l'État dans tout le pays ;

iii) Accompanyer les efforts nationaux et internationaux visant à rebâtir le secteur de la sécurité malien, en particulier la police et la gendarmerie, grâce à une aide technique, au renforcement des capacités et à des programmes de partage de locaux et de mentorat, ainsi que les secteurs de l'état de droit et de la justice, dans les limites de ses capacités et en étroite coordination avec les autres partenaires bilatéraux, donateurs et organismes internationaux menant des activités dans ces domaines, y compris l'Union européenne ;

iv) Aider les autorités de transition maliennes, par des activités de formation et d'autres formes d'appui, à mener la lutte antiminés et à gérer les armes et munitions ;

v) Aider les autorités de transition maliennes à arrêter et exécuter des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration des ex-combattants et de démantèlement des milices et des groupes d'autodéfense, conformément aux objectifs de réconciliation et compte tenu des besoins propres aux enfants démobilisés ;

b) Contribution à la mise en œuvre de la feuille de route pour la transition, y compris le dialogue national et le processus électoral

i) Aider les autorités de transition maliennes à appliquer rapidement le feuille de route pour la transition en vue du plein rétablissement au Mali de l'ordre constitutionnel, de la démocratie et de l'unité nationale ;

ii) User de ses bons offices et de mesures de confiance et d'encouragement aux niveaux national et local, y compris par l'entremise de partenaires locaux, selon qu'il conviendra, pour prévoir, prévenir, atténuer et régler tout conflit ;

iii) Aider les autorités de transition maliennes et les populations du nord du pays à faciliter tous progrès dans le sens d'un dialogue national inclusif et de la réconciliation, en particulier le processus de négociation visé au

paragraphe 4, y compris en renforçant les capacités de négociation et en favorisant la participation de la société civile, dont les associations féminines ;

iv) Concourir à l'organisation et à la conduite d'élections présidentielle et législatives transparentes, régulières, libres et ouvertes à tous, en apportant notamment l'aide logistique et technique voulue et en mettant en place des mesures de sécurité efficaces ;

c) Protection des civils et du personnel des Nations Unies

i) Assurer, sans préjudice de la responsabilité des autorités de transition maliennes, la protection des civils immédiatement menacés de violences physiques, dans la limite de ses moyens et dans ses zones de déploiement ;

ii) Assurer une protection particulière aux femmes et aux enfants touchés par le conflit armé, notamment en déployant des conseillers pour la protection des enfants et des conseillers pour la protection des femmes, et répondre aux besoins des victimes de violences sexuelles et sexistes liés au conflit ;

iii) Protéger le personnel, les installations et le matériel des Nations Unies et assurer la sécurité et la liberté de circulation du personnel des Nations Unies et des agents qui y sont associés ;

d) Promotion et défense des droits de l'homme

i) Surveiller toutes atteintes ou violations concernant les droits de l'homme ou violations du droit international humanitaire commises sur toute l'étendue du pays, concourir aux enquêtes et faire rapport à ce sujet, et contribuer aux actions de prévention de ces atteintes et violations ;

ii) Soutenir, en particulier, le déploiement intégral des observateurs des droits de l'homme de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali dans tout le pays ;

iii) Surveiller particulièrement les violations des droits de l'homme et atteintes à ces droits commises contre des enfants ainsi que les violations visant des femmes, y compris toutes formes de violences sexuelles liées au conflit armé, aider à enquêter à leur sujet, et lui en rendre compte ;

iv) Aider les autorités de transition maliennes dans leur entreprise de promotion et de défense des droits de l'homme ;

e) Soutien de l'action humanitaire

En appui aux autorités de transition maliennes, contribuer à mettre en place les conditions de sécurité indispensables à l'acheminement sûr de l'aide humanitaire sous la direction de civils, conformément aux principes humanitaires, et au retour librement consenti des déplacés et des réfugiés, en coordination étroite avec les acteurs humanitaires ;

f) Appui à la sauvegarde du patrimoine culturel

Aider les autorités de transition maliennes, en tant que de besoin et, si possible, à protéger les sites culturels et historiques du pays contre toutes attaques, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ;

g) Action en faveur de la justice nationale et internationale

Concourir, en tant que de besoin, si possible, et sans préjudice des responsabilités des autorités de transition maliennes, à l'action que celles-ci mènent en vue de traduire en justice les auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis au Mali, en tenant compte du fait que ces autorités ont saisi la Cour pénale internationale de la situation dans leur pays depuis janvier 2012 ;

17. *Autorise* la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali à user de tous moyens nécessaires, dans la limite de ses capacités et dans ses zones de déploiement, pour s'acquitter du mandat défini aux sous-alinéas i et ii de l'alinéa a, aux sous-alinéas i et iii de l'alinéa c et aux alinéas e, f et g du paragraphe 16, et prie les composantes civile et militaire de la Mission de coordonner leurs activités en vue d'appuyer l'exécution des tâches énoncées au paragraphe 16 ;

18. *Autorise* l'armée française dans la limite de ses capacités et dans ses zones de déploiement, à user de tous moyens nécessaires, à partir du commencement des activités de la Mission multidimensionnelle intégrée des

Nations Unies pour la stabilisation au Mali jusqu'à la fin du mandat autorisé par la présente résolution, d'intervenir en soutien d'éléments de la Mission en cas de danger grave et imminent à la demande du Secrétaire général, prie la France de lui rendre compte de l'application au Mali du présent mandat et de coordonner la présentation de cette information avec l'établissement du rapport du Secrétaire général visé ci-après, au paragraphe 34, et décide de revoir ce mandat dans les six mois qui suivront le début de sa mise en œuvre ;

19. *Exhorte* toutes les parties au Mali à coopérer pleinement au déploiement et aux activités de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, en assurant en particulier la sûreté et la sécurité de celle-ci ainsi que sa liberté de circulation, en lui assurant un accès immédiat et sans entrave à l'ensemble du territoire malien, afin que la Mission puisse s'acquitter intégralement de son mandat ;

20. *Demande* aux États Membres, en particulier à ceux de la région, de garantir la libre circulation, sans entrave ni retard, à destination et en provenance du Mali, de l'ensemble du personnel, du matériel, des vivres et fournitures et autres biens, véhicules et les pièces détachées y compris, destinés à l'usage exclusif et officiel de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali ;

21. *Réaffirme* qu'il est essentiel d'assurer la formation, la consolidation et le redéploiement des Forces de défense et de sécurité maliennes pour garantir la sécurité et la stabilité à long terme du pays et protéger le peuple malien, et souligne qu'il importe que les Forces de défense et de sécurité maliennes soient entièrement responsables de la sécurité sur l'ensemble du territoire malien ;

22. *Se félicite* du déploiement de la Mission de formation de l'Union européenne au Mali, qui dispense une formation et des conseils aux Forces de défense et de sécurité maliennes en vue d'aider à asseoir l'autorité civile et le respect des droits de l'homme, et invite l'Union européenne, en particulier son Représentant spécial pour le Sahel, à coordonner étroitement son action avec celle de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, et des autres partenaires bilatéraux du Mali qui aident les autorités de transition maliennes à réformer le secteur de la sécurité ;

23. *Demande instamment* aux États Membres et aux organisations régionales et internationales de coordonner leurs actions pour fournir aux Forces de défense et de sécurité maliennes assistance, services spécialisés, formation, notamment en matière de droits de l'homme et de droit international humanitaire, et en particulier sur la protection des femmes et des enfants, et appui en matière de renforcement des capacités, y compris à la faveur du fonds d'affectation spéciale créé en application de la résolution 2085 (2012) pour la paix et la sécurité au Mali, et en coordination étroite avec les initiatives en cours, dont la Mission de formation de l'Union européenne, d'aider à rétablir l'autorité de l'État malien sur l'ensemble du territoire national, à sauvegarder l'unité et l'intégrité territoriale du Mali et à écarter la menace que représentent les organisations terroristes et les groupes qui y sont affiliés ;

24. *Réaffirme* que c'est aux autorités de transition maliennes qu'il incombe au premier chef de protéger les civils au Mali, rappelle ses résolutions 1265 (1999) du 17 septembre 1999, 1296 (2000) du 19 avril 2000, 1674 (2006) du 28 avril 2006, 1738 (2006) du 23 décembre 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé, ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1998 (2011) du 12 juillet 2011 et 2068 (2012) du 19 septembre 2012 sur le sort des enfants en temps de conflit armé, et ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009 et 1960 (2010) du 16 décembre 2010 sur les femmes et la paix et la sécurité, demande à la Mission et à toutes les forces militaires présentes au Mali d'en tenir compte, et de se conformer aux dispositions du droit international humanitaire, du droit des droits de l'homme et du droit des réfugiés, et rappelle l'importance que revêt la formation à cet égard ;

25. *Prie* la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali d'envisager pleinement, dans tous les aspects de son mandat, la question de l'égalité des sexes comme une question transversale et d'aider les autorités de transition maliennes à garantir la contribution, la participation et la représentation des femmes à tous les niveaux et à un stade précoce de la phase de stabilisation, y compris à la réforme du secteur de la sécurité et aux opérations de désarmement, de démobilisation et de réintégration, ainsi qu'au dialogue politique national et aux consultations électorales ;

26. *Demande* à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali de tenir pleinement compte, en s'acquittant du mandat défini aux paragraphes 16 et 17, de l'impératif de protéger les civils et de limiter les risques, tout particulièrement ceux auxquels sont exposés les femmes, les enfants et les personnes déplacées ainsi que les installations civiles, lorsqu'elle mène ces activités conjointement avec les Forces de défense

et de sécurité maliennes, et d'observer strictement la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme dans le contexte de la fourniture d'appui par l'Organisation des Nations Unies à des forces de sécurité non onusiennes³⁶⁸ ;

27. *Exhorte* les autorités de transition maliennes à amener à répondre de leurs actes tous les auteurs de graves violations des droits de l'homme et atteintes à ces droits et de violations graves du droit international humanitaire et à continuer de coopérer avec la Cour pénale internationale, conformément aux obligations souscrites par le Mali au regard du Statut de Rome de la Cour³⁶⁹ ;

28. *Demande* aux autorités de transition maliennes, aidées en cela par la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, conformément au paragraphe 16, et les partenaires internationaux, de résoudre le problème de la prolifération et du trafic illicite d'armes légères conformément à la Convention de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes et au Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects³⁶⁹, de sorte à assurer de façon sûre et efficace la gestion, l'entreposage et la sécurité de leurs stocks d'armes légères et la collecte ou la destruction des stocks excédentaires et des armes saisies, non marquées ou détenues illicitement, et souligne une nouvelle fois, qu'il importe d'appliquer intégralement la résolution 2017 (2011) en date du 31 octobre 2011 ;

29. *Exhorte* les États du Sahel et du Maghreb à renforcer la coopération et la coordination interrégionales en vue d'élaborer des stratégies de lutte non sélectives et efficaces pour combattre de manière globale et intégrée les activités des groupes terroristes, à savoir notamment Al-Qaida au Maghreb islamique, le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest et Ansar Eddine, et prévenir leur expansion, ainsi que pour contenir la prolifération de toutes armes et formes de criminalité organisée transnationale et, à ce propos, prend note du texte adopté à la conférence sur la coopération pour le contrôle des frontières au Sahel et au Maghreb, organisée à Rabat du 13 au 15 mars 2013 par la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme et l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme ;

30. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali respecte intégralement la politique de tolérance zéro de l'Organisation à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles, et de le tenir informé de tous cas de conduite répréhensible à cet égard ;

31. *Prie* la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, dans les limites de ses capacités, dans ses zones de déploiement et sans préjudice de son mandat, d'aider le Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011) et l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée en application de la résolution 1526 (2004), en date du 30 janvier 2004, notamment en leur communiquant tous éléments d'information sur la mise en œuvre des mesures visées au paragraphe 1 de la résolution 2083 (2012) en date du 17 décembre 2012 ;

32. *Prie* le Secrétaire général d'étudier les effets sur l'environnement des activités menées par la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali en exécution des tâches qui lui sont prescrites et, à ce sujet, invite cette dernière à maîtriser ces effets, selon qu'il convient et conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et règles et règlements de l'Organisation applicables, et de conduire précautionneusement ses opérations dans le voisinage de sites culturels et historiques ;

33. *Prie également* le Secrétaire général et les autorités de transition maliennes de conclure, dans les 30 jours suivant l'adoption de la présente résolution, un accord sur le statut des forces relatif à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, en tenant compte de la résolution 58/82 de l'Assemblée générale, en date du 9 décembre 2003, relative à la portée de la protection juridique offerte par la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, et décide que le modèle d'accord sur le statut des forces, en date du 9 octobre 1990³⁷⁰, s'appliquera provisoirement en attendant la conclusion de cet accord ;

³⁶⁸ S/2013/110, annexe.

³⁶⁹ *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects*, New York, 9-20 juillet 2001 (A/CONF.192/15), chap. IV, par. 24.

³⁷⁰ A/45/594, annexe.

34. *Prie en outre* le Secrétaire général de le tenir régulièrement informé de la situation au Mali et de l'exécution du mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, de lui rendre compte dans les 45 jours suivant l'adoption de la présente résolution, au sujet des paragraphes 8 et 9 en particulier, puis tous les trois mois à compter du 1^{er} juillet 2013, et de lui faire dans les rapports qu'il lui soumettra le point de l'état de sécurité, de la suite donnée aux questions politiques prioritaires définies aux paragraphes 1 à 4 en ce qui concerne l'exécution de la feuille de route pour la transition, et de l'évolution de la situation des droits de l'homme et du droit international humanitaire, de leur protection et de leur promotion, ainsi que le bilan des effectifs militaires, de la constitution des forces et du déploiement de tous les éléments constitutifs de la Mission ;

35. *Décide* de rester activement saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 6952^e séance.

Décisions

Le 15 mai 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général³⁷¹ :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 13 mai 2013, dans laquelle vous faites part de votre intention de nommer M. Albert Koenders (Pays-Bas) Représentant spécial pour le Mali et Chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali³⁷², a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris bonne note.

À sa 6985^e séance, le 25 juin 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Mali (Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale), à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation au Mali

« Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali (S/2013/338) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Albert Koenders, Représentant spécial du Secrétaire général pour le Mali et Chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, à participer à la séance par visioconférence.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, et à M^{me} Ameerah Haq, Secrétaire générale adjointe à l'appui aux missions.

Le 14 juin 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général³⁷³ :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 12 juin 2013, par laquelle vous faisiez part de votre intention de nommer le général de division Jean Bosco Kazura (Rwanda) commandant de la Force de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali³⁷⁴, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris bonne note.

³⁷¹ S/2013/286.

³⁷² S/2013/285.

³⁷³ S/2013/356.

³⁷⁴ S/2013/355.

*Deuxième partie. Autres questions examinées
par le Conseil de sécurité*

**DOCUMENTATION, MÉTHODES DE TRAVAIL ET PROCÉDURE
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ**

**A. Mise en œuvre des dispositions de la note du Président
du Conseil de sécurité (S/2010/507)**

Décisions

À sa 6870^e séance, le 26 novembre 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Argentine, du Brésil, du Costa Rica, de Cuba, de l'Égypte, de l'Espagne, de l'Indonésie, de l'Irlande, du Japon, du Liechtenstein, du Luxembourg, de la Malaisie, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, de la République de Corée, de la République islamique d'Iran, du Sénégal, de Singapour, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse et de l'Uruguay, à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Mise en œuvre des dispositions de la note du Président du Conseil de sécurité (S/2010/507)

« Méthodes de travail

« Lettre, en date du 19 novembre 2012, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents de l'Inde et du Portugal auprès de l'Organisation des Nations (S/2012/853) ».

Le 12 décembre 2012, le Président du Conseil de sécurité a publié la note ci-après³⁷⁵ :

1. Les membres du Conseil de sécurité réaffirment leur volonté de renforcer l'efficacité et la transparence des travaux du Conseil, ainsi que les échanges et le dialogue avec les autres États Membres, et de mettre en œuvre toutes les dispositions précédemment convenues, en particulier celles figurant dans la note du Président du Conseil en date du 26 juillet 2010³⁷⁶.

2. Les membres du Conseil s'engagent à mettre en œuvre les nouvelles dispositions énoncées dans la présente note.

Débats publics

3. Les membres du Conseil estiment que les débats publics peuvent bénéficier des contributions apportées tant par les membres du Conseil que par l'ensemble des Membres de l'Organisation des Nations Unies.

4. Cela étant, la date du débat public devrait être annoncée suffisamment à l'avance pour permettre à tous les participants de mener les préparatifs nécessaires.

5. Les membres du Conseil peuvent décider, par consensus ou au cas par cas et lorsqu'ils le jugent nécessaire pour certains débats publics, d'inviter des États non membres à intervenir en alternance avec les membres du Conseil. Dans ce cas, les membres du Conseil qui le souhaitent pourront céder aux États non membres la place qui leur est réservée sur la liste des orateurs.

6. Le cas échéant, pour certains débats publics, l'adoption d'un document final peut avoir lieu à une date ultérieure à celle du débat public pour permettre que ce document reflète plus fidèlement, si le Conseil le juge nécessaire, les questions soulevées durant le débat.

7. Tous les participants intervenant lors d'un débat public, y compris les membres du Conseil, sont encouragés à être succincts et à cibler leurs déclarations qui, dans la mesure du possible, ne doivent pas dépasser

³⁷⁵ S/2012/922.

³⁷⁶ S/2010/507.

cinq minutes, ou tout autre temps de parole suggéré par le président du Conseil au début de la séance. Si cela est nécessaire, le texte d'une déclaration plus détaillée peut être distribué aux membres du Conseil et aux autres participants.

8. Les membres du Conseil soulignent que les documents de réflexion sont utiles pour aider à cibler la discussion durant un débat public, et préconisent d'élaborer ces documents à l'avance.

Rapport annuel du Conseil de sécurité

9. En vertu des dispositions énoncées dans la section XII de l'annexe à la note du Président du Conseil concernant le rapport annuel, les présidents du Conseil chargés d'élaborer le projet d'introduction au rapport peuvent envisager d'organiser, le cas échéant, des échanges de vues interactifs informels avec l'ensemble des membres.

10. Conformément au paragraphe 74 de l'annexe à la note du Président du Conseil, le rapport continuera d'être adopté lors d'une séance publique du Conseil où les membres du Conseil qui le souhaitent pourront formuler des observations sur les travaux effectués par le Conseil pendant la période couverte par le rapport.

11. Les membres du Conseil invitent les présidents chargés de présenter le rapport à l'Assemblée générale à leur rendre compte des suggestions et observations faites lors de l'examen du rapport annuel par l'Assemblée générale.

12. Les membres du Conseil recommandent de poursuivre les efforts en vue de faire figurer dans le rapport des informations plus détaillées sur les travaux du Conseil et sur des mesures destinées à améliorer les méthodes de travail.

Évaluations mensuelles faites par les présidents et réunions d'information informelles consacrées aux travaux effectués pendant le mois

13. Les membres du Conseil considèrent que les évaluations mensuelles faites par les présidents du Conseil, qui sont décrites au paragraphe 62 de l'annexe à la note du Président, sont utiles pour fournir autant de renseignements que possible sur les principaux aspects des travaux effectués par le Conseil durant le mois, et engagent les présidents du Conseil à soumettre les évaluations mensuelles peu de temps après la fin de leur présidence.

14. Les membres du Conseil recommandent aux présidents du Conseil de tenir des réunions d'information informelles sur les travaux du Conseil, qui soient ouvertes à l'ensemble des Membres de l'Organisation, à la fin de leur présidence, selon qu'il convient.

15. Des séances de synthèse peuvent aussi continuer d'être organisées selon que de besoin et avec l'accord de tous les membres du Conseil.

Le 17 décembre 2012, le Président du Conseil de sécurité a publié la note ci-après³⁷⁷ :

1. Comme suite aux mesures énoncées dans la note du Président du Conseil de sécurité en date du 26 juillet 2010³⁷⁷, et dans l'optique d'accroître l'efficacité et la transparence des travaux du Conseil et de renforcer les échanges et le dialogue entre ses membres, ces derniers sont convenus de ce qui suit.

Présidents des organes subsidiaires

2. Les membres du Conseil souhaitent que les présidents des organes subsidiaires soient sélectionnés de façon équilibrée, transparente, efficace et sans exclusive parmi eux selon une procédure informelle à laquelle tous les membres du Conseil participeraient, de manière à faciliter l'échange d'informations sur les travaux des organes subsidiaires en question.

³⁷⁷ S/2012/937.

3. Dans cette optique, il serait également souhaitable que les membres du Conseil consultent rapidement les membres nouvellement élus au sujet des présidents des organes subsidiaires devant être nommés au cours de l'année à venir.

À sa 6914^e séance, tenue à huis clos le 31 janvier 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

À sa 6914^e séance, tenue à huis clos le 31 janvier 2013, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Mise en œuvre des dispositions de la note du Président du Conseil de sécurité (S/2010/507) ».

Avec l'assentiment du Conseil et conformément aux dispositions applicables de la Charte des Nations Unies ainsi qu'à l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, le Président a invité les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Albanie, de l'Arabie saoudite, du Brésil, du Chili, de la Croatie, de l'Égypte, de l'Espagne, de la Finlande, de l'Indonésie, de l'Irlande, du Japon, du Kazakhstan, du Kenya, du Liechtenstein, de la Lituanie, de la Malaisie, du Mexique, du Monténégro, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, de la Pologne, du Portugal, de la République tchèque, du Soudan, de la Suisse, de la Tunisie et de la Turquie à participer, sans droit de vote, à l'examen de la question.

Comme convenu lors de consultations préalables et avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité le représentant de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, à participer à l'examen de la question.

Les membres du Conseil ont eu un échange de vues.

À sa 6927^e séance, tenue à huis clos le 28 février 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

À sa 6927^e séance, tenue à huis clos le 28 février 2013, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Mise en œuvre des dispositions de la note du Président du Conseil de sécurité (S/2010/507) ».

Avec l'assentiment du Conseil et conformément aux dispositions applicables de la Charte des Nations Unies ainsi qu'à l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, le Président du Conseil a invité les représentants de l'Afghanistan, de l'Afrique du Sud, de l'Albanie, de l'Algérie, de l'Allemagne, de l'Angola, de l'Arabie saoudite, du Bénin, de la Bosnie-Herzégovine, du Brésil, de la Bulgarie, du Burundi, du Canada, du Chili, de Chypre, de la Colombie, de la Côte d'Ivoire, de la Croatie, de Cuba, du Danemark, de l'Égypte, de l'Espagne, de l'Estonie, du Gabon, de la Géorgie, du Ghana, de la Grèce, de la Grenade, de la Guinée équatoriale, de la Hongrie, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Irlande, de l'Islande, du Japon, du Kirghizistan, du Lesotho, du Liechtenstein, de la Lituanie, de Madagascar, de la Malaisie, du Malawi, de Malte, du Mexique, de la Mongolie, du Monténégro, du Myanmar, de la Namibie, du Népal, du Nicaragua, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, du Pérou, des Philippines, de la Pologne, de la République arabe syrienne, de la République bolivarienne du Venezuela, de la République démocratique populaire lao, de la République islamique d'Iran, de la République tchèque, de la Roumanie, de Saint-Marin, de la Serbie, de Singapour, de la Slovénie, de la Somalie, du Soudan, de la Suisse, de la Thaïlande, de la Tunisie, de la Turquie, du Yémen et de la Zambie, à participer, sans droit de vote, à l'examen de la question.

Comme convenu lors de consultations préalables et avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité le représentant de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire, à participer à l'examen de la question.

Les membres du Conseil ont eu un échange de vues.

À sa 6958^e séance, tenue à huis clos le 30 avril 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

À sa 6958^e séance, tenue à huis clos le 30 avril 2013, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Mise en œuvre des dispositions de la note du Président du Conseil de sécurité (S/2010/507) ».

Avec l'assentiment du Conseil et conformément aux dispositions applicables de la Charte des Nations Unies ainsi qu'à l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, le Président du Conseil a invité les représentants de l'Albanie, de l'Allemagne, de l'Arabie saoudite, de l'Autriche, de la Bosnie-Herzégovine, du Brésil, du Cameroun, du Chili, de la Colombie, de Cuba, du Danemark, de Djibouti, de l'Espagne, de l'Estonie, de l'Éthiopie, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Iraq, de l'Irlande, du Japon, du Kenya, du Liechtenstein, de la Lituanie, de la Malaisie, de Malte, du Mexique, du Mozambique, du Nicaragua, du Niger, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Pérou, des Philippines, de la Pologne, du Portugal, de la République arabe syrienne, de la République islamique d'Iran, de la République-Unie de Tanzanie, de la Roumanie, de la Serbie, de Singapour, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse, de la Thaïlande, de la Tunisie et de la Turquie à participer, sans droit de vote, à l'examen de la question.

Comme convenu lors de consultations préalables et avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité le représentant de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire, à participer à l'examen de la question.

Avec l'assentiment du Conseil, et conformément au Règlement intérieur provisoire du Conseil et à la pratique établie, le Président a invité le représentant de l'État observateur du Saint-Siège auprès de l'Organisation des Nations Unies à participer à la séance.

Avec l'assentiment du Conseil, et conformément au Règlement intérieur provisoire du Conseil et à la pratique établie, le Président a invité le représentant de l'État observateur de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies à participer à la séance.

Les membres du Conseil ont eu un échange de vues.

À sa 6972^e séance, tenue à huis clos le 30 mai 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

À sa 6972^e séance, tenue à huis clos le 30 mai 2013, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Mise en œuvre des dispositions de la note du Président du Conseil de sécurité (S/2010/507) ».

Avec l'assentiment du Conseil, et conformément aux dispositions applicables de la Charte des Nations Unies ainsi qu'à l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, le Président du Conseil a invité les représentants de l'Allemagne, de l'Arabie saoudite, de l'Autriche, de la Belgique, de la Bosnie-Herzégovine, du Brésil, de la Bulgarie, du Cameroun, du Canada, du Chili, du Danemark, de l'Égypte, de l'Espagne, de l'Estonie, de l'Éthiopie, de la Finlande, de la Hongrie, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Iraq, de l'Irlande, du Japon, du Kazakhstan, du Kenya, de la Lettonie, du Liechtenstein, de la Lituanie, de la Malaisie, de la Norvège, des Pays-Bas, du Pérou, des Philippines, du Portugal, de la République arabe syrienne, de la République islamique d'Iran, de la République tchèque, de la Roumanie, de la Serbie, de Singapour, de la Slovénie, du Soudan, de la Suède, de la Suisse, de la Tunisie, de la Turquie et de l'Uruguay à participer, sans droit de vote, à l'examen de la question.

Comme convenu lors de consultations préalables et avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité le représentant de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire, à participer à l'examen de la question.

Avec l'assentiment du Conseil, et conformément au Règlement intérieur provisoire et à la pratique établie, le Président a invité le représentant de l'État observateur du Saint-Siège auprès de l'Organisation des Nations Unies à participer à la séance.

Les membres du Conseil ont eu un échange de vues.

À sa 6992^e séance, tenue à huis clos le 27 juin 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

À sa 6992^e séance, tenue à huis clos le 27 juin 2013, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Mise en œuvre des dispositions de la note du Président du Conseil de sécurité (S/2010/507) ».

Avec l'assentiment du Conseil, et conformément aux dispositions applicables de la Charte des Nations Unies et à l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, le Président du Conseil a invité les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne, de l'Arménie, de l'Autriche, de la Bosnie-Herzégovine,

du Brésil, de la Bulgarie, du Chili, de Chypre, du Costa Rica, de la Croatie, du Danemark, de l'Égypte, de l'Espagne, de l'Estonie, de l'Éthiopie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Finlande, du Gabon, de la Hongrie, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Iraq, de l'Irlande, d'Israël, du Japon, du Liban, du Liechtenstein, de la Lituanie, de la Malaisie, de la Mauritanie, du Mexique, de Monaco, de la Mongolie, du Mozambique, du Nigéria, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, de l'Ouganda, des Pays-Bas, du Pérou, des Philippines, du Portugal, de la République arabe syrienne, de la République de Moldova, de la République tchèque, de la République-Unie de Tanzanie, de la Roumanie, du Sénégal, de la Serbie, de la Sierra Leone, de la Slovaquie, de la Slovénie, de Sri Lanka, de la Suisse, de la Thaïlande, de la Turquie, de l'Uruguay, du Viet Nam, du Yémen et du Zimbabwe à participer, sans droit de vote, à l'examen de la question.

Comme convenu lors de consultations préalables et avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité le représentant de la délégation de l'Union européenne et le représentant de la délégation de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies, en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire, à participer à l'examen de la question.

Avec l'assentiment du Conseil, et conformément au Règlement intérieur provisoire et à la pratique établie, le Président a invité le représentant de l'État observateur du Saint-Siège auprès de l'Organisation des Nations Unies à participer à la séance.

Les membres du Conseil ont eu un échange de vues.

B. Questions d'ordre général

Décisions

Le 2 janvier 2013, le Président du Conseil de sécurité a publié la note ci-après³⁷⁸ :

Conformément aux dispositions de l'alinéa *b* du paragraphe 4 de la note du Président du Conseil de sécurité, en date du 30 octobre 1998³⁷⁹, et à l'issue de consultations entre les membres du Conseil, il a été décidé d'élire les présidents et vices-présidents des organes subsidiaires suivants pour la période qui s'achèvera le 31 décembre 2013 :

Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 751 (1992) et 1907 (2009) sur la Somalie et l'Érythrée

Président : Sook Kim (République de Corée)

Vice-Présidents : Pakistan et Togo

Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011) concernant Al-Qaida et les personnes et entités qui lui sont associées

Président : Gary Francis Quinlan (Australie)

Vice-Présidents : Fédération de Russie et Guatemala

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste

Président : Mohammed Loulichki (Maroc)

Vice-Présidents : Fédération de Russie, France et Rwanda

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1518 (2003)

Président : Kodjo Menan (Togo)

Vice-Président : République de Corée

³⁷⁸ S/2013/2.

³⁷⁹ S/1998/1016.

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1521 (2003) concernant le Libéria

Président : Masood Khan (Pakistan)

Vice-Présidents : Luxembourg et Rwanda

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo

Président : Agshin Mehdiyev (Azerbaïdjan)

Vice-Présidents : Maroc et Pakistan

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)

Président : Sook Kim (République de Corée)

Vice-Présidents : Azerbaïdjan, Luxembourg et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1572 (2004) concernant la Côte d'Ivoire

Président : Gert Rosenthal (Guatemala)

Vice-Présidents : Australie et Rwanda

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan

Présidente : María Cristina Perceval (Argentine)

Vice-Présidents : Australie et Azerbaïdjan

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1636 (2005)

Président : Kodjo Menan (Togo)

Vice-Présidents : Australie et Azerbaïdjan

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006)

Présidente : Sylvie Lucas (Luxembourg)

Vice-Présidents : Azerbaïdjan et Togo

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1737 (2006)

Président : Gary Francis Quinlan (Australie)

Vice-Président : Togo

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye

Président : Eugène-Richard Gasana (Rwanda)

Vice-Président : République de Corée

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1988 (2011)

Président : Gary Francis Quinlan (Australie)

Vice-Présidents : Fédération de Russie et Guatemala

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2048 (2012) concernant la Guinée-Bissau

Président : Mohammed Loulichki (Maroc)

Vice-Président : Luxembourg

Groupe de travail sur les opérations de maintien de la paix

Président : Masood Khan (Pakistan)

Vice-Président : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique

Président : Eugène-Richard Gasana (Rwanda)

Vice-Président : Togo

Groupe de travail créé par la résolution 1566 (2004)

Président : Mohammed Loulichki (Maroc)

Vice-Présidents : Fédération de Russie, France et Rwanda

Groupe de travail sur le sort des enfants en temps de conflit armé

Présidente : Sylvie Lucas (Luxembourg)

Vice-Président : Argentine

Groupe de travail informel sur la documentation et les autres questions de procédure

Présidente : María Cristina Perceval (Argentine)

Vice-Président : Pakistan

Groupe de travail informel sur les tribunaux internationaux

Président : Gert Rosenthal (Guatemala)

Vice-Président : Australie

Dans une lettre, en date du 18 janvier 2013, le Président du Conseil de sécurité a informé le Secrétaire général que les membres du Conseil ont désigné deux de ses membres élus, le Guatemala et le Maroc, pour siéger également au Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix pour un mandat d'un an venant à expiration à la fin de 2013³⁸⁰.

**EXAMEN DU PROJET DE RAPPORT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ
À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

Décision

À sa 6856^e séance, le 8 novembre 2012, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Examen du projet de rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale ».

La décision prise par le Conseil a été reflétée dans la note ci-après du Président³⁸¹ :

À sa 6856^e séance, tenue le 8 novembre 2012, le Conseil de sécurité a examiné son projet de rapport à l'Assemblée générale couvrant la période du 1^{er} août 2011 au 31 juillet 2012. Il a adopté le projet de rapport sans le mettre aux voix.

³⁸⁰ La lettre, qui a été publiée en tant que document du Conseil de sécurité sous la cote S/2013/39, est reproduite à la page 266 du présent volume.

³⁸¹ S/2012/815.

**Questions inscrites pour la première fois à l'ordre du jour
du Conseil de sécurité entre le 1^{er} août 2012
et le 31 juillet 2013**

NOTE : Le Conseil de sécurité a pour pratique d'adopter à chaque séance un ordre du jour se fondant sur l'ordre du jour provisoire distribué à l'avance ; l'ordre du jour adopté à chaque séance tenue durant la période du 1^{er} août 2012 au 31 juillet 2013 figure dans les procès-verbaux des 6820^e à 7014^e séances (S/PV.6820 à 7014).

La liste des questions ci-dessous indique les séances au cours desquelles le Conseil a décidé, durant cette période, d'inscrire à l'ordre du jour des questions qui n'y figuraient pas précédemment.

<i>Question</i>	<i>Séance</i>	<i>Date</i>
La situation au Mali	6898 ^e	20 décembre 2012

Répertoire des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité du 1^{er} août 2012 au 31 juillet 2013

<i>Numéro de résolution</i>	<i>Date d'adoption</i>	<i>Sujet</i>	<i>Page</i>
2064 (2012)	30 août 2012	La situation au Moyen-Orient	5
2065 (2012)	12 septembre 2012	La situation en Sierra Leone	116
2066 (2012)	17 septembre 2012	La situation au Libéria.....	34
2067 (2012)	18 septembre 2012	La situation en Somalie	41
2068 (2012)	19 septembre 2012	Le sort des enfants en temps de conflit armé	155
2069 (2012)	9 octobre 2012	La situation en Afghanistan	97
2070 (2012)	12 octobre 2012	La question concernant Haïti.....	86
2071 (2012)	12 octobre 2012	Paix et sécurité en Afrique	287
2072 (2012)	31 octobre 2012	La situation en Somalie	45
2073 (2012)	7 novembre 2012	La situation en Somalie	46
2074 (2012)	14 novembre 2012	La situation en Bosnie-Herzégovine.....	74
2075 (2012)	16 novembre 2012	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan.....	235
2076 (2012)	20 novembre 2012	La situation concernant la République démocratique du Congo.....	132
2077 (2012)	21 novembre 2012	La situation en Somalie	47
2078 (2012)	28 novembre 2012	La situation concernant la République démocratique du Congo.....	134
2079 (2012)	12 décembre 2012	La situation au Libéria.....	38
2080 (2012)	12 décembre 2012	Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1 ^{er} janvier 1994 et le 31 décembre 1994.....	83
2081 (2012)	17 décembre 2012	Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991	80
2082 (2012)	17 décembre 2012	Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme.....	187
2083 (2012)	17 décembre 2012	Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme.....	194
2084 (2012)	19 décembre 2012	La situation au Moyen-Orient	9
2085 (2012)	20 décembre 2012	La situation au Mali	308
2086 (2013)	21 janvier 2013	Opérations de maintien de la paix des Nations Unies.....	27
2087 (2013)	22 janvier 2013	Non-prolifération : République populaire démocratique de Corée	272
2088 (2013)	24 janvier 2013	La situation en République centrafricaine.....	151
2089 (2013)	24 janvier 2013	La situation à Chypre.....	17
2090 (2013)	13 février 2013	La situation au Burundi	93
2091 (2013)	14 février 2013	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan.....	239
2092 (2013)	22 février 2013	La situation en Guinée-Bissau.....	162

Répertoire des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité du 1^{er} août 2012 au 31 juillet 2013

<i>Numéro de résolution</i>	<i>Date d'adoption</i>	<i>Sujet</i>	<i>Page</i>
2093 (2013)	6 mars 2013	La situation en Somalie	55
2094 (2013)	7 mars 2013	Non-prolifération : République populaire démocratique de Corée	276
2095 (2013)	14 mars 2013	La situation en Libye	303
2096 (2013)	19 mars 2013	La situation en Afghanistan	103
2097 (2013)	26 mars 2013	La situation en Sierra Leone	122
2098 (2013)	28 mars 2013	La situation concernant la République démocratique du Congo	139
2099 (2013)	25 avril 2013	La situation concernant le Sahara occidental	22
2100 (2013)	25 avril 2013	La situation au Mali	314
2101 (2013)	25 avril 2013	La situation en Côte d'Ivoire	213
2102 (2013)	2 mai 2013	La situation en Somalie	63
2103 (2013)	22 mai 2013	La situation en Guinée-Bissau	164
2104 (2013)	29 mai 2013	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan.....	244
2105 (2013)	5 juin 2013	Non-prolifération	270
2106 (2013)	24 juin 2013	Les femmes et la paix et la sécurité.....	177
2107 (2013)	27 juin 2013	La situation entre l'Iraq et le Koweït	32
2108 (2013)	27 juin 2013	La situation au Moyen-Orient	13
2109 (2013)	11 juillet 2013	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan.....	248
2110 (2013)	24 juillet 2013	La situation concernant l'Iraq	268
2111 (2013)	24 juillet 2013	La situation en Somalie	68
2112 (2013)	30 juillet 2013	La situation en Côte d'Ivoire	219
2113 (2013)	30 juillet 2013	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan.....	256
2114 (2013)	30 juillet 2013	La situation à Chypre.....	19

Répertoire des déclarations faites par le Président du Conseil de sécurité du 1^{er} août 2012 au 31 juillet 2013

<i>Date de la déclaration</i>	<i>Sujet</i>	<i>Page</i>
31 août 2012	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan (S/PRST/2012/19).....	233
26 septembre 2012	La situation au Moyen-Orient (S/PRST/2012/20).....	7
9 octobre 2012	La situation en Sierra Leone (S/PRST/2012/21)	120
19 octobre 2012	La situation concernant la République démocratique du Congo (S/PRST/2012/22).....	130
31 octobre 2012	Les femmes et la paix et la sécurité (S/PRST/2012/23).....	173
19 novembre 2012	Maintien de la paix et de la sécurité internationales (S/PRST/2012/24).....	284
30 novembre 2012	La situation en Sierra Leone (S/PRST/2012/25)	121
10 décembre 2012	Paix et sécurité en Afrique (S/PRST/2012/26)	291
19 décembre 2012	La situation au Timor-Leste (S/PRST/2012/27)	26
19 décembre 2012	Région de l'Afrique centrale (S/PRST/2012/28).....	227
20 décembre 2012	Consolidation de la paix après les conflits (S/PRST/2012/29)	264
15 janvier 2013	Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme (S/PRST/2013/1).....	209
12 février 2013	Protection des civils en période de conflit armé (S/PRST/2013/2)	169
15 février 2013	La situation au Moyen-Orient (S/PRST/2013/3).....	11
15 avril 2013	Paix et sécurité en Afrique (S/PRST/2013/4).....	293
13 mai 2013	Paix et sécurité en Afrique (S/PRST/2013/5).....	296
29 mai 2013	Région de l'Afrique centrale (S/PRST/2013/6).....	230
6 juin 2013	La situation en Somalie (S/PRST/2013/7)	66
17 juin 2013	Le sort des enfants en temps de conflit armé (S/PRST/2013/8)	158
10 juillet 2013	La situation au Moyen-Orient (S/PRST/2013/9).....	15
16 juillet 2013	Paix et sécurité en Afrique (S/PRST/2013/10)	300
25 juillet 2013	La situation dans la région des Grands Lacs (S/PRST/2013/11).....	126